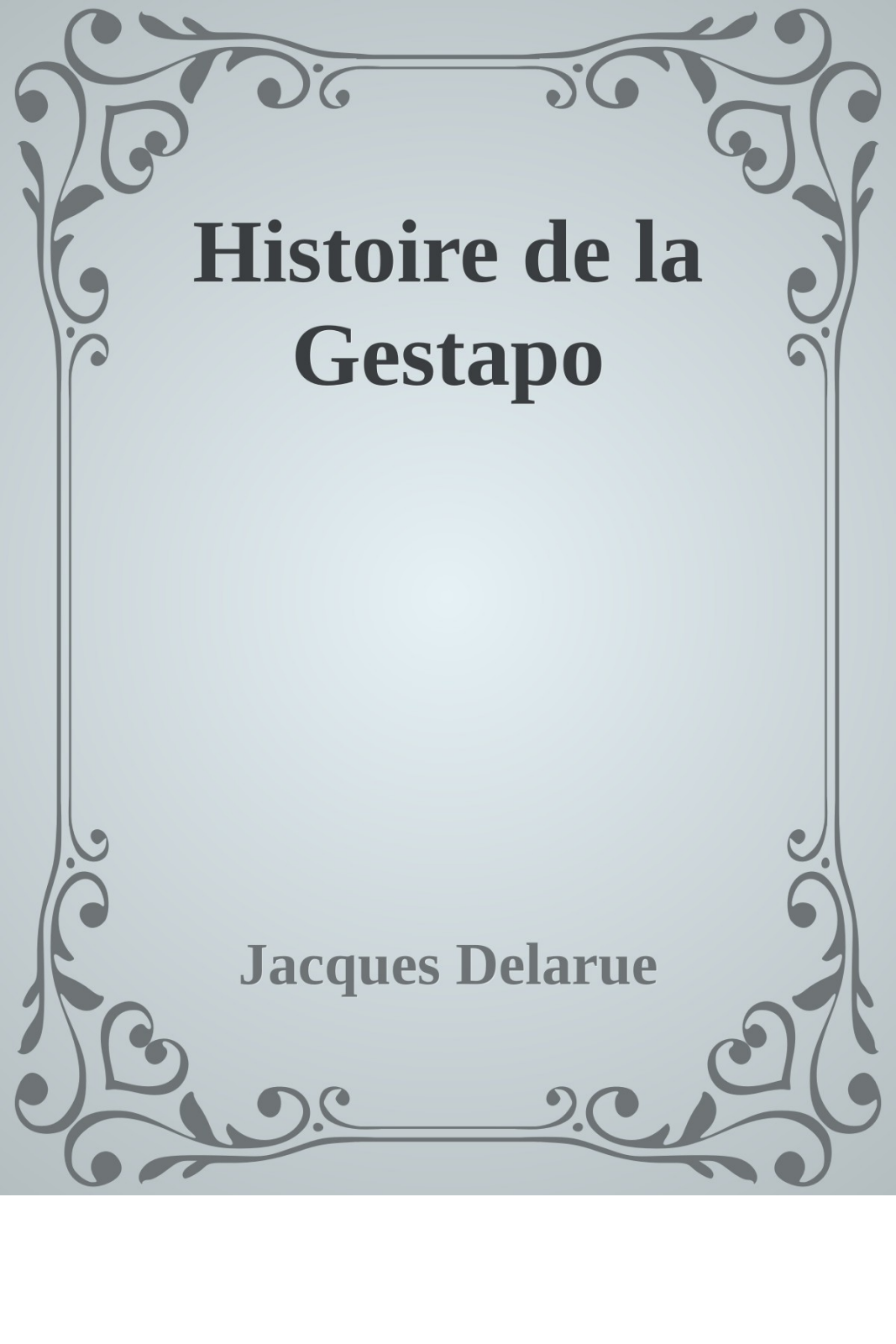


A decorative border with symmetrical floral and scrollwork patterns in a dark gray color, framing the central text.

Histoire de la Gestapo

Jacques Delarue

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM



document

Histoire de la Gestapo



Jacques Delarue

nouveau monde
poche

Table des Matières

Page de Titre

Table des Matières

Page de Copyright

DU MÊME AUTEUR

Dédicace

TABLEAU DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES.

Préambule.

Première partie: - Naissance de la Gestapo. 1933-1934.

- 1. - Les nazis deviennent les maîtres de l'Allemagne.*
- 2. - Gœring s'adresse à la police.*
- 3. - La Gestapo est créée et intervient dans l'incendie du Reichstag.*

Deuxième partie: - La Gestapo perfectionne ses méthodes. 1934-1936.

- 1. - Himmler prend la direction de la Gestapo.*
- 2. - L'« ordre noir » de Himmler.*
- 3. - La Gestapo partout présente.*
- 4. - L'étrange personnalité de Heydrich.*
- 5. - La Gestapo contre Røhm.*
- 6. - La Gestapo liquide Røhm.*
- 7. - Nouvelle organisation des polices.*

Troisième partie : - La Gestapo prépare l'invasion. 1936-1939.

- 1. - La Gestapo s'attaque à l'armée.*

2. - *La Gestapo s'installe en Europe.*
3. - *Himmler met en place sa redoutable organisation.*

Quatrième partie: - La Gestapo dans la guerre. 1940.

1. - *En Pologne.*
2. - *La Gestapo s'implante en France.*
3. - *La Gestapo l'emporte sur l'armée.*

Cinquième partie : - L'enfer de la Gestapo. 1940-1944.

1. - *La Gestapo au travail en France.*
2. - *Le martyre des territoires de l'Est.*
3. - *Les «expériences» des savants nazis.*
4. - *La Gestapo opère à travers toute la France.*

Sixième partie: - L'effondrement de la Gestapo. 1944.

1. - *Armée contre Gestapo.*
2. - *Les loups se mangent entre eux.*

Documents annexes.

Second accord Oberg-Bousquet.

Bibliographie.

© Librairie Arthème Fayard, 1962.

© Librairie Arthème Fayard, 1987,
pour la nouvelle édition.

978-2-213-65909-1

DU MÊME AUTEUR

aux éditions Fayard

Trafics et crimes sous l'Occupation.

Le métier de bourreau.

L'O.A.S. contre de Gaulle.

*A la mémoire des hommes, des femmes, des
enfants, de toutes les races et de tous les pays,
qui sont morts victimes de la Gestapo et du
nazisme. A tous ceux qui, à travers toute
l'Europe, ont souffert de ces crimes dans leur
chair et dans leur esprit. A leurs enfants, pour
qu'ils n'oublient pas. A tous les hommes et
toutes les femmes qui attachent du prix à
l'honneur, à la vérité, à la liberté, pour qu'ils
sachent et qu'ils se souviennent.*

Quand j'entends le mot culture, je charge mon revolver! HANNS JOHST. (Dramaturge nazi).

Le vrai est dans l'intellect. ARISTOTE.

TABLEAU DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES.

ACTION A-B, Ausserordentliche Befriedigungs Aktion, *Action extraordinaire de pacification.*

A. o., Auslands Organisation, *Organisation du Parti pour l'étranger.*

A. P. A., Auslands Politische Abteilung, *Bureau de Politique étrangère.*

B. D. M., Bund Deutscher Mädchen, *Jeunesse féminine allemande.*

c. s. A. R., Comité Secret d'Action Révolutionnaire, *Organisation politique française d'extrême droite (ex-Cagoule).*

D. A. P., Deutsche Arbeiter Partei, *Parti ouvrier allemand.*

D. N. B., Deutsches Nachrichten Büro, *Bureau de Renseignements allemand. Agence de Presse officielle.*

F. s., Freiwilliger Selbstschutz, *Milice volontaire de protection.*

GESTAPO, Geheime Staats-Polizei, *Police secrète d'État.*

G. F. P., Geheime Feld-Polizei, *Police secrète de campagne.*

H. J., Hitler Jugend, *Jeunesse hitlérienne.*

I. K. P. K., Internationale Kriminal-Polizei-Kartei (ancêtre de l'Interpol), *Organisation internationale de police criminelle.*

K. D. F., Kraft Durch Freude, *La Force par la Joie.*

K. P. D., Kommunistische Partei Deutschlands, *Parti communiste allemand.*

KRIPO, Kriminalpolizei, *Police criminelle.*

K. z., Konzentrations-Lager, *Camp de concentration.*

N. s. D. A. P., Nationalsozialistische Deutsche Arbeiter Partei, *Parti ouvrier national socialiste allemand.*

N. s. K. K., Nationalsozialistisches Kraftfahrerkorps, *Section motorisée du N. S. D. A. P.*

o. K. w., Oberkommando der Wehrmacht, *Haut-Commandement de l'armée allemande.*

ORPO, Ordnungspolizei, *Police d'ordre.*

- O. S. A. F., Oberster S. A. Führer, *Chef suprême de la S. A.*
- P. o., Politische Organisation, *Organisation politique.*
- P. Q. J., Police aux Questions Juives (organisme français).
- R. s. H. A., Reichssicherheitshauptamt, *Office central de sécurité du Reich.*
- S. A., Sturmabteilung, *Section d'Assaut.*
- SCHUPO, Schutzpolizei, *Police urbaine.*
- s. D., Sicherheitsdienst des Reichsführers S. S., *Service de sécurité du chef S. S. dans le Reich.*
- s. D. P., Sudetendeutsche Partei, *Parti allemand des Sudètes.*
- SIPO, Sicherheitspolizei, *Police de sûreté.*
- s. P. A. C., Service de Police Anti-Communiste (organisme français).
- S. s., Schutzstaffel, *Troupes de protection.*
- s. S. s., Service des Sociétés Secrètes (organisme français).
- u. s. B., Ustredna Statnej Bezpecnostic, *Police politique de l'État slovaque indépendant,*
- W. V. H. A., Wirtschaftsverwaltungshauptamt, *Service central de l'administration économique*

Préambule.

GESTAPO, ces trois syllabes ont, pendant douze années, fait trembler l'Allemagne, puis l'Europe entière. Des centaines de milliers d'hommes ont été traqués par les agents qui opéraient sous le couvert de cette « raison sociale », des millions d'êtres humains ont souffert et sont morts sous leurs coups ou sous ceux de leurs frères, les S.S.

Et cependant, alors que des centaines de volumes publiés dans toutes les langues de la terre ont étudié, disséqué, commenté les événements les plus tenus de l'histoire du nazisme et de la seconde guerre mondiale, aucun ouvrage n'est encore paru, dix-sept ans après l'effondrement du III^e Reich, pour retracer l'histoire complète de la Gestapo. Or, la Gestapo fut le pivot central de l'État nazi et les événements de cette période ne sont compréhensibles que si l'on connaît leur mécanisme interne, presque toujours animé par un rouage quelconque de l'énorme machine policière.

Jamais, dans aucun pays et à aucune époque, une organisation n'atteignit cette complexité, ne détint un tel pouvoir, ne parvint à un tel point de « perfection » dans l'efficacité et dans l'horreur.

A ce titre, la Gestapo demeurera dans la mémoire des hommes comme l'exemple d'un instrument social dévoyé par des êtres sans scrupules. Elle nous montre ce qu'il advient quand un corps de l'État cesse d'être au service de la nation pour être au service d'un clan. Les pouvoirs et les armes qui lui étaient remis, à l'origine, pour assurer la protection des citoyens, de leurs droits et de leurs libertés ne sont plus que des moyens d'asservissement et de mort. C'est alors la dictature d'un « gang », le règne de la force brutale, la fin du droit le plus élémentaire.

La gigantesque machine nazie et les hommes qui l'animèrent sont encore à peu près inconnus non seulement du grand public, mais encore de la plupart des historiens dont les travaux étudient les événements contemporains.

J'ai voulu démontrer » son mécanisme, étaler au grand jour ses rouages implacables, montrer comment le régime nazi n'avait pu s'imposer que grâce à cette armature qui soutenait les moindres éléments de son édifice. On verra comment les innombrables ramifications de la Gestapo et du S.D. s'infiltrèrent dans toutes les activités de la vie courante et enveloppèrent les hommes qui lui étaient soumis dans un réseau si serré qu'aucun acte, aucune pensée ne purent échapper à leur vigilance.

Les hommes qui tinrent les leviers de commande de cet ensemble sont aussi mal connus que la machine elle-même. Il m'a paru indispensable de les montrer tels qu'ils furent, avec leurs vices et leurs faiblesses, comme avec leurs qualités. Ces monstres furent le plus souvent des hommes comme les autres, avec des côtés presque attachants. Leur destinée a changé de cours le jour où l'hitlérisme leur a donné une nouvelle « morale » en substituant à leur propre conscience une soumission totale au dogme nazi.

Les éléments qui ont servi de base à ce livre sont de deux ordres. J'ai utilisé une grande quantité de sources non imprimées et quelques ouvrages dont on trouvera la bibliographie *in-fine*.

Pendant près de dix ans, de 1945 à 1954, j'ai réuni une masse considérable de notes personnelles, à l'occasion des procès intentés en France aux agents de la Gestapo, à leurs chefs et aux criminels de guerre que les tribunaux français ont pu juger.

Pendant la même période, j'ai eu l'occasion de connaître personnellement la plus grande partie des personnages qui dirigèrent en France les services policiers allemands. J'ai alors compris qu'ils n'étaient que des hommes, parfois obtus, parfois intelligents, toujours sans caractère, sans structure morale, incapables de discerner les notions du bien et du mal dès qu'ils obéissaient à un ordre.

La plupart des détenus n'avaient aucun remords et paraissaient incapables d'apprécier leur situation. Les poursuites engagées contre eux en raison de leurs crimes leur apparaissaient comme un acte de vengeance exercé par le vainqueur contre le vaincu et, paradoxalement, c'est en fonction de cette optique qu'ils acceptaient leur sort, car cette notion leur était perceptible. Ils avaient agi ainsi. Les plus habiles pensaient pouvoir monnayer leur vie contre quelques secrets ou en se mettant au service du vainqueur. Masuy, l'un des plus célèbres tortionnaires des équipes « auxiliaires » de la Gestapo, détenu à Fresnes pendant de longs mois, échafaudait dans sa prison des plans pour monter une usine de poupées, en Espagne, après sa libération, dont il ne doutait pas qu'elle fût prochaine!

C'est à partir de ces « contacts » directs que j'ai tracé les portraits de la plupart des agents ayant opéré en France.

J'ai utilisé leurs déclarations, leurs souvenirs, pour reconstituer les structures de l'organisation générale de la Gestapo et les étapes de son implantation en France, ainsi que le dessous de certains événements encore mal connus. Les débats des procès de collaboration devant la Haute Cour, les cours de Justice ou les tribunaux militaires, m'ont également fourni de précieux éléments.

Les sources imprimées qui m'ont été les plus utiles sont d'abord les vingt-

trois volumes des débats du tribunal militaire international de Nuremberg, ainsi que les dix-sept volumes de documents qui y font suite. J'ai utilisé les volumes publiés par le gouvernement français. La documentation concernant la structure administrative des organisations nazies, et leurs pouvoirs, provient des ouvrages publiés par le parti nazi ou par les organismes d'État du III^e Reich. J'ai puisé dans ces ouvrages d'utiles renseignements biographiques.

Au cours de mes recherches, poursuivies pendant près de dix ans, j'ai eu la chance de recevoir de précieux encouragements et une aide sans laquelle il m'eût sans doute été impossible de mener cette tâche à bien.

Je prie les personnes qui m'ont apporté leur concours de trouver ici mes remerciements très sincères. Je veux remercier plus particulièrement, M^{lle} Lisbonne, bibliothécaire au ministère de l'Intérieur, à l'inépuisable amabilité; M. Chairet, procureur de la République, qui a bien voulu m'ouvrir sa bibliothèque; M. Durand-Barthès, archiviste au ministère de la Justice; M^{lle} Adler-Bresse, archiviste à la Bibliothèque de Documentation Contemporaine, M. Joseph Billig, et tout le personnel du Centre de Documentation Juive Contemporaine, dont les archives m'ont été extrêmement précieuses; M. Michel et le Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale; M^{lle} Frais-signes, archiviste à la documentation allemande des Archives historiques du ministère de la Guerre, en leur demandant d'accepter ce témoignage de ma gratitude.

Avant d'aborder l'histoire de la Gestapo, il n'est pas inutile de se remémorer les événements qui jalonnèrent la marche des nazis sur le chemin du pouvoir, de 1919 à 1933. On ne peut, en effet, séparer la Gestapo du nazisme. Ils sont liés dans leur essence même.

Ce court rappel veut seulement remettre en mémoire quelques éléments déterminants.

Le nazisme est né du complexe de la défaite. Quand l'Allemagne dut s'avouer vaincue en novembre 1918, ses militaires refusèrent d'admettre cette défaite qu'ils pensaient ne pas avoir méritée.

Les cadres traditionnels de l'armée impériale allemande, dominée par la caste des officiers prussiens, cultivaient depuis toujours les habitudes et les sentiments militaristes qu'ils développaient jusqu'à l'hypertrophie. Se considérant comme les seuls maîtres de l'Allemagne et des peuples de serfs qu'ils persistaient à y voir, ils ne purent accepter l'idée de leur capitulation et en tirer des enseignements. Ils commencèrent à répandre la version d'une armée militairement invaincue mais victime d'une trahison. Ainsi naquit la légende du *Dolchstoss*, du « coup de poignard dans le dos ». Ils oubliaient de dire qu'en novembre 1918 les troupes allemandes avaient encore 184 divisions en ligne, mais n'en avaient plus que 17 en réserve, dont 2

divisions fraîches seulement, alors que les troupes alliées alignaient 205 divisions, mais disposaient de 103 divisions de réserve, dont 60 divisions fraîches, que les renforts américains venaient grossir chaque jour. Le front du Danube avait cédé le mois précédent, l'Autriche s'était effondrée le 6 novembre, l'Allemagne était seule. Le 3 novembre la flotte de haute mer de la 5^e escadre se mutina à Kiel; le 7 novembre, l'insurrection éclatant à Munich renversa le vieux roi de Bavière, Louis III. Le 9, le grand conseil de guerre tenu à Spa, constatant que l'état-major allemand avait perdu l'initiative, décida de demander un armistice, cependant que le chancelier démissionnait et que le kaiser se réfugiait en Hollande. Mais ce furent trois civils, le prince Max de Bade, le nouveau chancelier Ebert et le ministre catholique Erzberger, qui durent s'humilier et entamer les pourparlers. Le même jour, le social-démocrate Scheidemann proclama la république au balcon du *Reichstag*.

Cette jeune république, enfantée dans le désastre, devint très vite la bête noire des militaires qui remâchaient l'amère saveur de la défaite et commençaient à parler de trahison.

L'Allemagne semblait dans le chaos. La discipline totale, cette fameuse discipline allemande si souvent donnée en exemple aux peuples libéraux, en était responsable. Pendant des générations, cette *Kadavergehorsam*, cette « obéissance de cadavre », avait dépersonnalisé les Allemands, les maintenant dans une sorte de sujétion qui les rendait aisément maniables. La pyramide hiérarchique s'était écroulée, et ces « cadavres », privés de ces ordres brutaux qui les animaient, étaient livrés sans défense aux agitateurs.

Le chômage et la misère s'ajoutèrent au chaos. Pour rétablir l'ordre, il fallut faire appel aux militaires qui avaient constitué de curieuses formations, les « corps-francs », les « groupes de combat », sorte d'armées personnelles ne reconnaissant d'autres chefs que l'officier qui les commandait. Ces groupes réduisirent les tentatives locales d'insurrection, prenant ainsi une hypothèque sur le régime, quand ils formèrent peu après les cadres de la nouvelle armée.

En même temps, les militaires découvrirent la politique, ou ce qu'ils crurent être la politique, et créèrent une sorte de service d'action psychologique qui organisa des « cours de pensée civique ». L'un des animateurs de cette institution fut le capitaine Ernst Rœhm.

Au début de l'été 1919, un nouveau *Bildungs-offiziere* sortit de ces cours. Il s'appelait Adolf Hitler et venait d'y recevoir les rudiments de la future doctrine nationale-socialiste. Tout a été dit sur le rôle déterminant des militaires allemands dans la naissance du nazisme. Alliés à certains grands industriels, ils créèrent ou soutinrent les groupuscules qui propageaient les idées antidémocratiques, prônaient le militarisme, relançaient l'antisémitisme qui avait alors complètement disparu.

Le gouvernement républicain paraissait ignorer cette agitation, confiant dans l'excellence de la constitution de Weimar; promulguée au mois d'août 1919, celle-ci était bonne certes mais contenait quelques dispositions qui allaient permettre d'abattre la République.

Très vite, les ennemis du nouveau régime comprirent que la méthode d'infiltration était préférable à une attaque de front. Ils feignirent des sentiments républicains pour s'assurer des leviers de commande, et Noske, ministre de la Guerre social-démocrate, put dire sans rire : « Je vous apporte avec la jeune armée républicaine la liberté et la paix. »

A l'abri de ces propos lénifiants, les ennemis de la République poursuivaient leur travail de sape. Au *Herrenklub*, le « club des seigneurs », ils mettaient au point leurs doctrines et les diffusaient dans le *Ring*, journal du baron von Gleichen. « Les officiers de la *Reichswehr*, y lit-on, ont appris depuis la révolution à distinguer entre l'État lui-même et sa forme apparente. Les officiers veulent servir l'État dans ce qu'il a de permanent et d'identique à lui-même. »

Ainsi, tout était simple, dès que l'État cessait de suivre les idées politiques des officiers, il n'était plus qu'une simple « forme apparente » qu'ils étaient libres de ne plus servir. Bientôt, on leur apprit qu'ils avaient même le devoir de lui dicter leur loi.

Le capitaine Röhm et ses amis entendaient ces leçons et, pour aider au retour de l'ordre ancien, ils préparaient les actions futures en créant une infinité d'organisations nationalistes. Ce fractionnement rassurait le gouvernement, empêchait tout contrôle efficace et, en cas de répression, devait permettre de diluer les responsabilités et de renaître sous une autre forme. Le moment venu, il serait facile de réunir sous une seule direction toutes ces bonnes volontés qui n'étaient dispersées qu'en apparence.

C'est dans l'un de ces groupes, le « D. A. P. », le Parti ouvrier allemand de Drexler, que le *Bildungssohziere* Adolf Hitler entra en septembre 1919. Il s'en assura rapidement le contrôle et le 8 août 1921 en fit, avec l'aide du capitaine Röhm, le N. S. D. A. P., le Parti ouvrier national-socialiste allemand. Le nouveau parti, qui avait rassemblé les membres de trois groupes — le D. A. P. de Drexler, le Parti national-socialiste allemand de Jung, et le Parti socialiste-allemand de Streicher —, ne groupait que soixante-huit membres à sa création et trois mille en novembre 1921. Grâce à une campagne intensive de propagande, basée sur la répétition de slogans brutaux, reprenant à satiété la légende de la trahison des « criminels de novembre » inventée par les militaires, il grossit rapidement et créa une équipe spéciale de « durs » destinée à faire taire à coups de poing ou de matraque les contradicteurs qui osaient se présenter. De cette époque naquit la S. A.

En novembre 1922, une recrue de choix vint s'inscrire au N. S. D. A. P. : le capitaine Hermann Göring, glorieux pilote de la guerre, dernier chef de la célèbre escadrille de chasse Richthofen, qui allait devenir le père de la Gestapo.

Les meilleurs agents recruteurs du Parti furent des militaires. Ils formèrent aussi les cadres de la S. A., dont Röhm fit une véritable armée qui menaça très vite le gouvernement et dépassa en nombre et en puissance la Reichswehr elle-même.

Mais il n'était pas question de lutter contre l'armée; elle apportait son appui, des armes, des cadres occultes, et aussi parfois de l'argent. En avril 1923, les S. A. entrèrent en possession des dépôts d'armes secrets de l'armée et, en septembre de la même année, le général von Lossow, à Munich, refusa d'interdire le journal nazi, le *Völkischer Beobachter*, préférant être relevé de ses fonctions.

Les thèmes nazis touchaient des fibres sensibles chez les militaires. Ils ressemblaient à ceux de leurs « cours de pensée civique » : suppression du parlementarisme, concentration des pouvoirs dans un État fort, dirigé par un chef responsable qui consulte le peuple par des plébiscites. Pas de constitution, cadre inutile qui empêche l'évolution. L'État ne tolérera pas d'adversaires, qui font toujours le jeu de l'ennemi. Il les écrasera. Pas de presse d'opposition, donc pas de « trahison », pas de partis opposés qui minent le pouvoir, seul doit compter « l'intérêt national ».

Toute l'astuce consiste à identifier le parti au pouvoir à la patrie elle-même, tour de passe-passe dont l'armée est coutumière. Pour défendre la patrie (c'est-à-dire le Parti), tous les moyens sont bons. L'individu ne compte pas, il n'existe qu'en tant que membre de la collectivité à laquelle il doit tout sacrifier. Il faut donc une discipline absolue, une obéissance totale au « chef ». C'est pourquoi les intellectuels devront être surveillés et éliminés sans pitié s'ils sont « dangereux pour le pays », c'est-à-dire hostiles au régime.

A ces principes, s'ajoutaient tous les arguments du racisme : valeur du sang pur, du sang nordique, supériorité de la race germanique, « race de seigneurs », nécessité pour elle d'imposer sa loi aux sous-hommes, aux dégénérés des races abâtardies, inférieures, nocivité des notions de charité, de pitié, qui ne sont pas dans « l'ordre naturel ». « En toute confiance, écrit Hitler, nous pouvons aller à la limite de l'inhumanité si nous rendons son bonheur au peuple allemand. »

Pendant que le N. S. D. A. P. progressait grâce à sa propagande, d'autres s'efforçaient de conquérir le pouvoir. Divers putschs manqués, tel celui du major Buchdrücker, incitèrent Hitler à prendre le risque d'un coup de force. Le 9 novembre 1923, à Munich, il tenta de renverser le gouvernement de la

Bavière, pensant que le mouvement ferait tache d'huile. Son principal complice était le général von Ludendorff. Mais le mouvement échoua en quelques heures, après une fusillade de dix minutes qui fit quatorze morts et cinquante blessés.

Hitler fut arrêté; Goering, qui marchait près de lui dans le cortège au moment de la fusillade, avait été grièvement blessé, mais avait pu gagner l'Autriche. Un autre homme avait participé à l'affaire, comme porte-drapeau de la « Bannière de Guerre d'Empire », un mouvement animé par Röhm, il s'appelait Heinrich Himmler.

L'échec du putsch, l'arrestation de Hitler, ne furent pas exploités par le gouvernement républicain qui laissa passer l'occasion de liquider définitivement le nazisme.

Après une scandaleuse parodie de procès, Ludendorff fut acquitté et Hitler condamné, ainsi que ses quatre principaux complices, à cinq ans de forteresse, peine assortie de sursis pour quatre ans. Les accusés quittèrent le tribunal sous les ovations de leurs amis, aux accents de l'hymne national!

Le 20 décembre 1924, à midi quinze, Hitler fut libéré de la prison de Landsberg, après treize mois et vingt jours de détention. Il avait compris que le pouvoir lui appartiendrait à condition de le conquérir dans la légalité, c'est-à-dire en usant de la force, mais entourée d'artifices; en violant la loi, mais à l'abri de solides complicités; en feignant de jouer le jeu de la démocratie, mais en la minant de l'intérieur.

Si passionnant que cela puisse être, la reconstitution de ce patient travail de sape nous entraînerait trop loin. Qu'il suffise de rappeler que les partis d'extrême droite et les nazis avaient essuyé une lourde défaite aux élections de novembre 1924 et repartaient pratiquement à zéro au début de 1925. De 1924 à 1932, les partis de gauche ne cessèrent d'améliorer leurs positions aux élections, avec une augmentation de 3 329 000 voix en huit ans. Mais ces victoires furent toutes relatives puisque dans le même temps les nazis parvinrent à attirer par leur propagande une masse importante de nouveaux membres parmi les jeunes électeurs (il y eut 3 000 000 de nouveaux électeurs inscrits en 1930) et firent progressivement glisser vers eux la clientèle des partis de la droite traditionnelle, du centre droit, et même du centre. Tous ces braves gens, timorés et traditionalistes, furent pris au piège des mots qu'ils avaient appris à respecter, sans comprendre que dans le langage des nazis ils avaient un tout autre sens. Ces mêmes braves gens avaient porté le premier coup à la République en appelant le vieux maréchal Hindenburg à la présidence de la République aux élections de février 1925. A l'abri de cette vieille gloire nationale les ennemis de la République purent s'installer à la plupart des postes-clés.

C'est en jouant le jeu de la démocratie avec des cartes truquées que les

nazis et leurs amis firent crouler tout l'édifice. En provoquant des crises ministérielles qui entraînaient d'incessantes élections, ils détournèrent du régime une masse énorme de citoyens qui prêtèrent une oreille plus attentive à la propagande nazie. Face à cette stratégie les partis de gauche furent incapables de s'unir, incapables de renoncer à leurs luttes intestines pour faire face à l'ennemi commun, incapables de saisir les nombreuses occasions qui se présentèrent à eux de reprendre l'initiative. Quant aux pays voisins, aux vainqueurs d'hier, la France et l'Angleterre en particulier, dont le rôle aurait pu être décisif, leur inconséquence et leur aveuglement furent également sans bornes, non seulement pendant la période de conquête du pouvoir, mais aussi durant les premières années du nazisme.

Le 30 mai 1932, quand le maréchal Hindenburg congédia brutalement le chancelier Brüning et appela von Papen, représentant des « barons » et de la Reichswehr, pour lui succéder, commençait la phase ultime de la conquête du pouvoir. Les petits bourgeois allemands, dont Thomas Mann a dit qu'ils « ne consentaient pas à sombrer dans le prolétariat », applaudissaient à cette nomination. Pour eux, le vieux maréchal était l'homme providentiel, la planche de salut de leur classe, et toutes ses décisions ne pouvaient être que sages.

Le 14 juin, moins de deux semaines après son arrivée au pouvoir, Papen levait l'interdiction des S. A. et du port de l'uniforme hitlérien sagement décrétée par Brüning. Le rôle de Papen apparut dès lors clairement. Au cours d'une réunion de l'Association nationale des anciens officiers allemands organisée à Berlin au début de septembre 1932, le député nationaliste Everling expliqua tranquillement à la tribune :

— « Le chancelier von Papen s'emploie vigoureusement à débayer les derniers débris de l'édifice républicain de Weimar, afin de reconstruire le Reich sur des bases nouvelles. »

Von Papen chassa les hauts fonctionnaires républicains, les gouverneurs de provinces, et les remplaça par des « nationaux ». Seul, en Prusse, le gouvernement social-démocrate et catholique Braun-Severing résistait. Une simple ordonnance présidentielle, rendue le 20 juillet en vertu de l'article 48 de la Constitution, le destitua en arguant de son « impuissance à rétablir l'ordre », c'est-à-dire à empêcher les continuelles provocations des nazis.

Von Papen avait dégagé la route du pouvoir, les nazis s'y engagèrent sans coup férir. Aux élections de juillet 1932, ils enlevèrent 230 sièges au Reichstag, devenant le parti le plus puissant d'Allemagne. Le 30 août, Gœring fut élu président du Reichstag. A partir de ce moment, la victoire totale n'était plus qu'une question de tactique.

Cette échéance inéluctable ne paraît avoir été envisagée ni par les partis de droite ni par les militaires, qui faisaient le jeu des nazis. Tous se

réfèrent aux habitudes traditionnelles de la politique et n'envisageaient pas que le pouvoir pût échoir en totalité dans les mains des nazis, qu'ils jugeaient incapables de gouverner seuls. Ils désiraient seulement utiliser leur dynamisme, nager dans leur sillage pour remettre à flot les valeurs traditionnelles et reconquérir leurs privilèges et, en échange de leur aide, ils étaient prêts à accorder aux nazis une participation au gouvernement. Ils avaient seulement oublié l'avertissement lancé par Hitler : « Là où nous sommes, il n'y a place pour personne d'autre. » Pour prendre cette phrase au sérieux il leur faudra beaucoup de temps et d'expériences sanglantes.

Mis en selle en juillet 1932 par von Papen, les nazis trébuchèrent aux nouvelles élections de novembre. Ils perdirent 2 millions de voix et 34 sièges au Reichstag. La leçon n'allait pas être perdue. Papen, contraint de démissionner cinq jours après les élections, fut remplacé par von Schleicher. Attaqué sans relâche, celui-ci fut lui-même obligé de s'en aller le 28 janvier.

Le 30 janvier, à midi, Hitler, chaperonné par von Papen, fut appelé à former le nouveau cabinet. Le « vieux Monsieur avait dû se résoudre à donner le pouvoir à celui qu'il avait toujours appelé avec mépris le caporal bohémien ».

Alors que désormais l'irréparable était consommé, personne ne crut encore à la victoire nazie. Thomas Mann, apprenant la nouvelle, sourit et dit : « Tant mieux, il ne tiendra pas huit mois », rejoignant les « experts » français et britanniques qui s'accordaient à juger le national-socialisme définitivement condamné.

Hindenburg avait cru prendre des garanties en plaçant Hitler sous tutelle, en lui imposant von Papen comme vice-chancelier et commissaire du Reich en Prusse, et von Blomberg comme ministre de la Guerre. Ces « barrières » allaient être très vite balayées.

Le 1^{er} février, Hitler obtint du maréchal-président le décret de dissolution du Reichstag, refusé à von Schleicher quatre jours plus tôt, le contraignant à démissionner. Les élections furent fixées au 5 mars. Dès cet instant, les nazis étaient fermement décidés à conserver le pouvoir par tous les moyens. L'Allemagne entra dans une des plus sanglantes aventures de son histoire et la Gestapo allait, après des débuts modestes, y tenir le premier rôle.

Première *partie*:

Naissance de la Gestapo. 1933-1934.

1.

Les nazis deviennent les maîtres de l'Allemagne.

Le 30 janvier 1933, le sort du monde s'était joué pour quinze ans dans le cabinet du maréchal Hindenburg. Hitler venait de prendre le titre de chancelier du Reich. A ses côtés, von Papen devenait vice-chancelier et commissaire du Reich en Prusse; ancien officier d'état-major, il était l'homme de confiance du maréchal et l'homme de paille de la Ligue agraire allemande qui, sous la présidence du comte von Klackreuth, groupait les grands propriétaires de l'Est. Chargé par Hindenburg de « se mettre en rapport avec les partis pour éclaircir la situation politique et pour examiner les possibilités existantes » de constitution d'un nouveau cabinet, il lui avait amené Hitler que les hobereaux jugeaient seul capable de stopper par une politique de force les tendances socialisantes qui se développaient. Von Papen était aussi l'homme des militaires.

Le nouveau ministre de l'Intérieur était le Dr Frick, ancien fonctionnaire de police à Munich, nazi chevronné, qui gardera son poste jusqu'en août 1940. Von Blomberg était nommé ministre de la Guerre; von Neurath, ministre des Affaires Étrangères; Goering, toujours président du Reichstag, ministre sans portefeuille, et en même temps chargé de l'aviation et des travaux du ministère de l'Intérieur de Prusse.

Ce « ministre sans portefeuille », le fidèle Hermann Goering, membre du Parti depuis 1922, grièvement blessé lors du putsch manqué de 1923, allait jouer un rôle considérable au cours des semaines qui suivirent la prise du pouvoir. Député au Reichstag depuis les élections de mai 1928, membre du *Landtag* de Prusse, Goering avait cultivé les milieux policiers et acquis grâce à un de ses nouveaux amis, le policier Rudolf Diehls, une connaissance précise des techniques de la police politique.

La terreur s'abattit aussitôt sur l'Allemagne. Elle prit une double forme. Brutale et sanglante, elle se manifesta dans l'émeute et le combat de rue. Sournoise et diffuse, elle se traduisit par des arrestations arbitraires, au petit matin, avec souvent, pour conclusion, une exécution rapide, pistolet ou corde à la main, au fond d'une cave silencieuse.

Dès le soir du 30 janvier 1933, les troupes nazies s'étaient heurtées aux communistes; de véritables batailles rangées avaient eu lieu. Le 31 janvier,

Hitler fit une déclaration à la radio. Dans un discours modéré, le nouveau chancelier proclamait son attachement aux principes traditionnels. La mission du gouvernement était, dit-il, « de rétablir l'unité d'esprit et de volonté » du peuple allemand; il voulait maintenir le christianisme, protéger la famille, « cellule constitutive du corps du peuple et de l'État »; il se faisait ainsi le défenseur des rassurantes valeurs bourgeoises.

Ce chef de gouvernement si respectueux des formes obtint, dès le 1^{er} février, le décret de dissolution du Reichstag, celui-là même que Hindenburg avait refusé à von Schleicher. Les élections furent fixées au 5 mars : les nazis opéraient toujours dans le cadre de la légalité. Mais, comme la victoire n'était pas certaine, il convenait de l'aider par tous les moyens et d'abord en éliminant méthodiquement l'adversaire. Le 2 février, Gœring, commissaire à l'Intérieur, prit la direction de la police prussienne et l'épura. Les fonctionnaires républicains, repérés et fichés de longue date, furent liquidés, ainsi que les tièdes. On les remplaça par des nazis de confiance. Des centaines de commissaires, d'inspecteurs, de policiers en tenue, les deux tiers des cadres, furent épurés au profit de nazis venus des S. A. ou des S. S. De ce corps nazi qu'on moulait de force dans le cadre d'une administration traditionnelle, allait naître la Gestapo.

Mais le Landtag de Prusse s'opposa à ces mesures illégales. Le 4, il fut supprimé à son tour par un décret « pour la protection du peuple ». Le même jour, un autre décret autorisa l'interdiction des réunions « susceptibles de troubler l'ordre public », ce qui allait permettre d'empêcher les réunions des partis de gauche et de laisser le champ libre aux nazis.

Le 5 mars les Casques d'Acier, les Schupos et les Chemises brunes défilèrent au cours d'une parade officielle à Berlin. C'était une officialisation des S. A. avant l'heure et un rappel du fameux « Front de Harzburg » des partis nationalistes. Une nuit sanglante lui succéda, marquée par des raids nazis contre les salles de réunion et les cafés fréquentés par les communistes. Des bagarres éclatèrent à Bochum, Breslau, Leipzig, Stassfurt, Dantzig, Dusseldorf. Il y eut de nombreux morts et blessés. Le gouvernement était entre les mains du triumvirat Hitler, Papen et Hugenberg, ministre de l'Économie et de l'Alimentation, roi de la presse et du film et chef des nationaux-allemands.

Le 6, une loi d'urgence « pour la protection du peuple allemand » ligota la presse et les organes d'information de l'opposition.

A partir du 9, la machine policière de Goering se mit en mouvement. A travers tout le pays des perquisitions eurent lieu dans les locaux communistes et chez les chefs du Parti. On fit état de la découverte d'armes, de munitions et de documents « prouvant » un complot prêt à éclater et comportant notamment le projet d'incendier des édifices publics. Les arrestations se multiplièrent comme les enlèvements; les S. A. torturèrent et

assassinèrent les opposants qui figuraient sur les listes dont on parlait depuis des années.

Le général Ludendorff, ancien ami de Hitler, renia son complice de 1923 et écrivit à Hindenburg :

« Je vous prédis de la manière la plus solennelle que cet homme néfaste conduira notre pays à l'abîme et notre nation à une catastrophe inimaginable. Les générations futures vous maudiront dans votre tombe pour avoir permis cela. » Hindenburg se borna à transmettre les lettres de Ludendorff à Hitler.

Le 20, Goering prit une ordonnance invitant la police à faire usage de ses armes contre les manifestants des partis hostiles au gouvernement. A Kaiserslautern, Brüning, l'ancien chancelier, avait organisé une réunion de l'association catholique *Pfalz Wacht*. A l'issue de la réunion, les nazis attaquèrent le défilé à coups de matraques et de revolvers. Ils firent un mort, trois blessés graves et de nombreux blessés légers. Le journal catholique *Germania* en appela au président Hindenburg, mais « le vieux monsieur resta silencieux ».

Le 23, le ministre de l'Économie du Wurtemberg, le démocrate Maier, protesta contre les tentatives tendant à priver les provinces de leurs droits. Il invita les Allemands du sud à s'unir, les hitlériens n'ayant la majorité dans aucun parlement du sud, « pour la défense de la légalité républicaine, de leurs droits et de leur liberté ».

M. Frick fit le lendemain une réponse significative. « Le Reich, dit-il, fera triompher son autorité sur les états du sud, et Hitler se maintiendra au pouvoir, *même* s'il *n'obtient* pas la majorité le 5 mars. » Une telle éventualité ferait apparaître la nécessité de proclamer le *Staatsnotzustand*, l'état de détresse, et de suspendre une partie de la constitution, « étant donné que la majorité adverse ne peut être que négative ».

Malgré leur volonté de ne plus lâcher le pouvoir dont ils avaient eu tant de mal à s'emparer, les nazis s'inquiétaient. L'opposition leur résistait. La situation devenait d'autant plus alarmante que les événements se précipitaient : le 25, les organisations de combat communistes, dont les groupes de la Ligue *Antifa*, se placèrent sous une direction commune, pour répondre à l'occupation de la maison Karl Liebknecht, faite la veille. Le 26, cette nouvelle direction lança un appel pour « ériger un large rempart de masses pour la défense du Parti communiste et des droits de la classe ouvrière », et pour « déclencher un puissant assaut de masses et une lutte gigantesque contre la dictature fasciste ».

Le seul moyen de frapper le Parti communiste pour l'empêcher de prendre la tête d'une croisade antifasciste ne pouvait être que son écrasement légal. Il fallait persuader le pays de la réalité du complot, du

putsch communiste, ce qui permettrait d'éliminer les chefs et de discréditer le Parti, avant les élections.

Monter une machination de grande envergure ne présentait pas la moindre difficulté pour les nazis. La police de Berlin était entre leurs mains grâce à l'épuration faite par Gœring. Trente mille « auxiliaires de police » armés et portant le brassard à croix gammée étaient maîtres de la rue. Le Parti les payait trois marks par jour. Un décret de Gœring, en date du 22 février, avait embrigadé comme policiers auxiliaires les membres de la S. A. et du *Stahlhelm*, les Casques d'Acier. Tout était en place pour la grande mise en scène. Les trois coups ne se firent pas attendre. Dès le 27, le rideau se leva sur la principale scène du drame.

Le 27 février, vers 21 h 15, un étudiant en théologie qui rentrait chez lui en suivant le trottoir de la Königsplatz, où se dressait le palais du Reichstag, entendit le bruit d'une vitre que l'on venait de briser. Les morceaux de verre tombèrent sur le pavé en tintant. Surpris, il courut alerter le gardien du parlement. Une ronde fut immédiatement organisée. Elle aperçut une silhouette qui courait propageant le feu à travers le bâtiment.

Les pompiers et la police furent sur les lieux quelques instants plus tard. Le premier car de police, arrivé une minute après les pompiers, était commandé par le lieutenant Lateit. Accompagné de l'inspecteur Scranowitz et de quelques hommes, il parcourait rapidement l'édifice, à la recherche de l'incendiaire. Tous furent surpris par le nombre et la dispersion des foyers d'incendie. Dans la salle des séances, un spectacle extraordinaire les frappa de stupeur. Une flamme gigantesque montait droit vers le plafond. Elle ne dégageait aucune fumée, elle avait un bon mètre de large et plusieurs mètres de hauteur. Il n'y avait aucun autre foyer dans la salle. C'était le résultat d'un produit incendiaire violent. Ils furent si frappés qu'ils mirent revolver au poing pour poursuivre leurs recherches. Ils parvinrent à la salle du restaurant déjà transformée en brasier. Les rideaux et les tapis flambaient partout.

Dans la grande salle Bismarck, située au sud de l'édifice, un homme jaillit soudain, torse nu, ruisselant de sueur, l'air égaré, avec un regard halluciné. Dès qu'on l'interpella, il leva les bras et se laissa fouiller sans résistance. Il n'avait sur lui que quelques papiers crasseux, un couteau et un passeport hollandais. Scranowitz lui jeta une couverture sur les épaules et l'amena à la préfecture de Police, Alexanderplatz. Sans difficulté, l'homme déclina son identité : Van der Lubbe, Marinus, Hollandais, né le 13 janvier 1909 à Leyde, chômeur.

Dès l'annonce de l'incendie, la radio avait lancé la nouvelle sur les ondes : « Les communistes ont mis le feu au Reichstag. » Ainsi, avant même que l'enquête ait commencé, on savait que les coupables ne pouvaient être que les communistes. La nuit même, la répression débutait. On décréta sur-le-

champ les « lois d'urgence du 28 février » prises « pour la défense du peuple et de l'État » et signées par le vieux maréchal.

Le Parti communiste fut le plus directement atteint, mais tous les journaux sociaux-démocrates furent également interdits. Ces décrets de salut public abolissaient la plupart des libertés constitutionnelles : liberté de la presse, droit de réunion, secret de la correspondance, inviolabilité du domicile, *habeas corpus*. Leur conséquence fut de livrer le peuple allemand à la discrétion de la police nazie qui pouvait agir sans restriction et sans responsabilité, pratiquer l'arrestation secrète et la détention à perpétuité sans accusation, sans preuve, sans audience, sans avocat. Aucune juridiction ne pouvait s'y opposer, ni ordonner la mise en liberté et réclamer un nouvel examen du dossier.

La Gestapo gardera ces prérogatives jusqu'à la fin du régime.

La nuit même, les arrestations commencèrent à Berlin. « A titre préventif », on s'empara, en pleine nuit, de 4 500 personnes, membres du Parti communiste ou opposants-démocrates. Policiers, S. A. et S. S. se partagèrent la besogne, perquisitionnèrent, interrogèrent, chargèrent de pleins camions de suspects qui, après un séjour dans une geôle privée du Parti ou dans une prison d'État, allaient bientôt peupler les premiers camps de concentration que Goering allait créer à leur intention.

Dès trois heures du matin les aéroports et les ports furent soumis à un contrôle très strict et les trains fouillés aux postes-frontières; il n'était plus possible de quitter l'Allemagne sans permission. Beaucoup d'opposants pourront fuir malgré tout, mais le coup était porté. On comptait 5 000 arrestations en Prusse et 2 000 en Rhénanie.

Le 1^{er} mars, un second décret punit « la provocation à la lutte armée contre l'État » et la « provocation à la grève générale ». Car c'est bien là ce que les nazis redoutent le plus, cette grève générale qui pourrait être la seule arme efficace de la gauche divisée. Le Parti communiste était décapité, les sociaux-démocrates tremblaient mais il restait les syndicats.

Par leur masse énorme, ils auraient pu s'opposer à la progression nazie en paralysant le pays par la grève générale.

Il existait en Allemagne trois groupes de syndicats : la Confédération Générale du Travail allemande, la plus puissante, la Confédération Générale des Travailleurs Indépendants, totalisant 4 500 000 membres; enfin, les Syndicats Chrétiens qui comptaient 1 250 000 adhérents. Les syndicats allemands avaient les plus forts effectifs du monde : 85 % des travailleurs étaient syndiqués. Ils n'avaient pas oublié le prix dont ils avaient payé la guerre et ils étaient hostiles au militarisme qui ramènerait un nouveau conflit dont ils feraient encore les frais.

Cette masse énorme, malgré son hostilité aux nouveaux venus, ne sut pas

prendre le risque d'une mobilisation qui aurait pu la sauver et sauver l'Allemagne avec elle. Tout comme la social-démocratie, les syndicats choisirent d'attendre en courbant le dos. Cette passivité recevra bientôt son salaire.

Au milieu de ces désordres, on atteignit le jour du scrutin. Depuis le 30 janvier, les nazis avaient fait déferler sur les Allemands la terreur et un torrent de propagande qui s'infiltrait partout, accompagnant chaque acte et chaque minute de leur existence.

Pour la campagne électorale, des milliers de réunions avaient été organisées. Hitler se multipliait de façon presque incroyable, bondissant d'un coup d'aile de ville en ville, apparaissant le temps nécessaire pour galvaniser ses troupes de quelques phrases dures et creuses dont il avait le secret. Une gigantesque machine de propagande avait été mise en place par Goebbels, avec un sens du décorum, de l'effet, une débauche de défilés, de drapeaux, de bannières, de marches héroïques, qui frappaient les pauvres diables accourus pour entendre le nouveau Messie. Il y avait maintenant plus de sept millions de chômeurs en Allemagne, ce qui signifiait que plus d'un travailleur sur trois devait être secouru (pauvrement) par le *Wohlfarsamt*, l'Assistance publique.

Le 5 mars, on vota dans toute l'Allemagne. Il n'y eut que 11 % d'abstentions, pourcentage très faible proportionnellement aux élections précédentes.

Les nazis récoltèrent 17 164 000 voix, résultat de leur dynamisme, des mille pressions exercées sur les Allemands et aussi de la gigantesque escroquerie de l'incendie du Reichstag.

Les communistes, dont on attendait l'écrasement, s'étaient mieux comportés qu'on n'aurait pu le supposer. Malgré la répression féroce qui les frappait, la disparition de leurs chefs emprisonnés ou forcés de fuir et la suppression de leurs journaux, ils avaient réuni 4 750 000 voix et conservaient 81 sièges. Le nouveau Reichstag était donc composé de 288 députés nationaux-socialistes, 118 socialistes, 70 députés du centre, 52 Allemands nationaux, 28 populistes bavarois et divers et 81 communistes. Les socialistes avaient près de 7 000 000 de voix. Les nazis, n'ayant obtenu que 43,9 % des suffrages, n'avaient pas la majorité au Reichstag. Ils redoutaient que les autres partis, ligués contre eux, appliquassent ce qu'ils avaient annoncé avant les élections : ils « invitèrent » les députés communistes à ne pas siéger. Comprenant que passer outre serait aller à la mort, aucun d'eux ne se présenta.

Le 21 mars, jour anniversaire de la convocation du premier Reichstag par Bismarck en 1871, le nouveau Parlement fut appelé en séance solennelle inaugurale.

Le 22, la première véritable séance du Reichstag se tint à Berlin dans la salle de l'Opéra Kroll, au Tiergarten. De gigantesques drapeaux à croix gammée furent dressés derrière la tribune et le bureau, les couloirs étaient pleins de pelotons de S. A. et S. S., les députés nazis portaient l'uniforme du Parti : l'ordre nouveau s'installait au grand jour.

L'élimination des communistes permit aux nazis de disposer de 52 % des voix. Pas un député n'éleva la moindre protestation contre cette amputation qui livrait le pouvoir total aux nazis. L'élection du bureau ne prit que quelques minutes, par « assis et debout ». Goering fut élu président à la majorité, à l'exception des socialistes.

Le 23, Hitler lut un discours-programme parfaitement anodin et réclama les pleins pouvoirs pour quatre ans, en rappelant que « la majorité dont dispose le gouvernement pourrait le dispenser de demander cette mesure ». Ces pleins pouvoirs permettaient au gouvernement de légiférer en dehors de la Constitution, ses décrets n'auraient besoin ni de la signature du président ni de la ratification du Reichstag, ils le dispenseraient aussi de la ratification parlementaire pour les traités qu'il pourrait conclure avec des États étrangers. C'était rayer d'un trait la démocratie parlementaire et entrer légalement dans la dictature.

La rumeur des pelotons S. A. massés autour de l'édifice montait jusqu'à la salle et créait un inquiétant fond sonore à la séance. On passa au vote. Seuls les socialistes eurent le courage de voter contre. Le projet fut adopté par 441 voix contre 94. Il ne restait plus qu'à congédier l'Assemblée. Le vieux maréchal lui-même était dépossédé puisque sa signature n'était plus nécessaire au bas des décrets. Les nazis allaient régner en maîtres, maintenant allait commencer la vraie révolution.

S'ils détenaient le pouvoir total, les nazis savaient fort bien que pour le garder il allait falloir frapper durement une opposition dont les élections récentes leur avaient prouvé la vitalité. La future Gestapo allait trouver bientôt à s'employer.

Il fallait donc commencer sur-le-champ la *Gleichschaltung*, la « mise au pas totalitaire », l'uniformisation, c'est-à-dire la nazification totale de l'Allemagne, la soumission du peuple et la subordination de l'État au parti tout-puissant, c'est-à-dire détruire d'abord toutes les organisations politiques, faire disparaître leurs chefs, en les assassinant, en les arrêtant ou en les obligeant à fuir.

Les communistes étaient déjà éliminés. Le 1^{er} avril, Hitler proclama le

boycottage des produits et des magasins juifs. Des violences furent exercées un peu partout contre les Israélites. Depuis longtemps, un des cris de ralliement des nazis était : *Juda Verreckel* (Que Judas crèvel) Le 1^{er} avril, les S. A. et les S. S. se répandirent dans les rues de Berlin, ameutant la foule contre les Juifs, frappant ceux qu'ils rencontraient, saccageant et pillant les magasins juifs dont les propriétaires et les employés furent roués de coups et dévalisés. Ils envahirent les grands cafés et les restaurants et en chassèrent les clients israélites. Ce relent des pogroms du moyen âge souleva dans le monde une vague de réprobation.

Ces violences furent pourtant moins gratuites qu'on ne le crut. « Il faut toujours tenir compte de la faiblesse et de la bestialité des hommes », notait Hitler. Cette exploitation des instincts les plus primitifs de l'homme, industrialisée par le nazisme, se réalisera d'abord dans l'antisémitisme, qui en sera inséparable. L'opération du 1^{er} avril fut aussi et surtout un paravent : pendant que les yeux étaient fixés sur ces opérations spectaculaires, parut un premier décret qui, complété le 7 par un second, commença la centralisation de l'administration du Reich. Les parlements de tous les *Länder*, à l'exception de la Prusse, furent dissous. A leur place, des *Reichsstatthalter*, représentants choisis par Hitler, furent investis de tous les pouvoirs. Cette mesure capitale annihilait les résistances qui s'étaient manifestées à l'intérieur des parlements des pays, par exemple en Bavière, Ces « lieutenants du pouvoir » eurent le droit de révoquer les fonctionnaires pour non-aryanisme ou pour non-conformisme politique.

Cette précaution prise, une ordonnance signée par un « Comité d'action nationale » du Parti décidait la dissolution, le 21 avril, des 28 fédérations de la Confédération Générale du Travail allemande. Leurs biens furent saisis, leurs chefs arrêtés, ainsi que les directeurs d'agence de la Banque des Travailleurs. Aucune réaction des autres organisations syndicales ne se produisit.

Hitler ayant décidé de faire du 1^{er} mai une « fête nationale du Travail », les dirigeants des syndicats libres, c'est-à-dire pour ce qu'il en restait, à direction socialiste ou catholique, furent « contactés aimablement mais fermement. On leur demandait de faire participer leurs troupes à une manifestation organisée par le Parti à l'occasion de cette première fête du nouveau régime. Il s'agissait de célébrer la solidarité ouvrière, l'union des travailleurs dans la fraternité nationale. C'était un acte social, et non politique, ce devait être aussi la fête de la réconciliation. La journée serait payée comme un jour de travail normal, et tous ceux qui viendraient à la manifestation percevraient une prime de déplacement et de repas.

Naïveté ou lâcheté? Qui oserait juger? Les syndicats acceptèrent.

Le 1^{er} mai, un million de travailleurs étaient massés sur l'ancien terrain de manœuvre de *Tempelhofer Feld*. Hitler prononça devant eux une belle

allocution, exhortant les masses au travail et invoquant Dieu. Le lendemain à dix heures du matin, des détachements S. A. et la police occupèrent les sièges des syndicats, les maisons du peuple, leurs journaux, leurs coopératives, la Banque des Travailleurs et ses succursales.

La Gestapo, qu'un décret signé par Gœring le 26 avril avait instituée en Prusse, opérait pour la première fois sous son nouveau nom à Berlin. Les chefs syndicaux, soigneusement fichés et filés depuis plusieurs jours, furent arrêtés à leur domicile ou dans les refuges où ils se cachaient. Leipart, chef des syndicalistes réformistes, Grossmann, Wissel, en tout cinquante-huit leaders syndicalistes, furent placés en internement de protection. Les archives des syndicats, les comptes en banque furent saisis, y compris les fonds de secours et de pensions.

Le même jour, un « Comité d'action pour la protection du travail allemand » dirigé par le Dr Ley « prit en main » la direction des syndicats, tous réunis, qui passa en réalité sous la coupe des cellules d'usines du Parti.

Ainsi, des organisations qui groupaient près de six millions de membres et dont le revenu annuel atteignait cent quatre-vingt-quatre millions de marks furent détruites sans la moindre résistance.

Le 4 mai, Ley annonça la création du « Front du Travail », décrétant le travail obligatoire. Ce Front fut employé comme un gigantesque outil de propagande pour faire pénétrer l'idéologie nazie parmi ses millions d'adhérents forcés. Le résultat fut un nivellement des conditions de vie des travailleurs. Si les grands programmes hitlériens firent baisser le nombre des chômeurs, ce fut au détriment de la moyenne des salaires et pour le plus grand bénéfice des industriels ralliés au nazisme.

Les syndicats ainsi éliminés, il était facile d'achever les partis politiques.

Hugenberg, qui avait exercé le pouvoir avec Hitler et von Papen après le 30 janvier, en lui apportant l'appui précieux des nationaux allemands, s'effraya des mesures prises contre les partis du centre. Dans de nombreuses administrations, des fonctionnaires membres de son parti furent chassés sans ménagement, en application des nouveaux décrets. Or, il était toujours titulaire de deux portefeuilles : l'Économie et l'Agriculture ! Pour se débarrasser de lui on orchestra des protestations massives contre sa politique agricole. Le 28 juin, il fut contraint de démissionner.

Le même jour, le parti populiste, l'ancien parti de Stresemann, jugea plus prudent de se dissoudre, imité le 4 juillet par le parti du centre, catholique. Seul, au milieu de ces sabotages, le parti populiste bavarois continua à faire front aux menaces. On arrêta alors ses chefs et, parmi eux, le prince Wrede, officier de cavalerie qui avait participé au putsch de 1923 aux côtés de Hitler et avait été détenu avec lui à la prison de Landsberg. Il lui fallut céder et se dissoudre à son tour.

Le 7 juillet, un décret élimina les députés sociaux démocrates du Reichstag et des organisations gouvernementales des Länder. Beaucoup de leurs dirigeants avaient gagné l'étranger. Les autres étaient en prison ou dans un camp de concentration. Les nazis annoncèrent que tous ceux qui ne saisiraient pas les beautés du nazisme iraient s'y « rééduquer ». Dès le 25 mars, on avait ouvert le premier près de Stuttgart; il n'avait que quinze cents places et comptera bientôt trois ou quatre fois plus de pensionnaires. Ce genre d'établissement deviendra rapidement la principale institution nationale.

Le même jour, un « train » de 19 lois paraissait. L'une d'elles mettait un point final à toute discussion :

« Le parti national-socialiste des travailleurs allemands constitue en Allemagne le seul parti politique. Quiconque entreprend de maintenir la structure d'un autre parti politique ou tente de constituer un parti politique nouveau est passible d'une peine de travaux forcés pouvant aller jusqu'à trois ans ou d'une peine de six mois à trois ans de prison, sans préjudice de sanctions plus sévères prévues par d'autres textes. »

Sans doute, beaucoup d'honnêtes Allemands furent-ils surpris de la tournure prise par les événements. Ils avaient eu le tort de ne pas retenir l'avertissement lancé par Hitler : « Là où nous sommes, il n'y a place pour personne d'autre! » Ses amis et ses alliés de la veille, les nationaux-allemands, avaient eu tout loisir de le méditer.

Les nazis étaient désormais les maîtres absolus de l'Allemagne. Leurs « institutions nouvelles » allaient pouvoir fonctionner sans entraves.

2.

Göering s'adresse à la police.

Au printemps de 1934, soixante-cinq mille Allemands avaient quitté leur pays. Un an de dictature nazie avait provoqué cette hémorragie, incitant des milliers d'hommes et de femmes, pour la plupart savants, artistes, écrivains, professeurs, à courir les risques d'un franchissement clandestin de la frontière pour chercher refuge à l'étranger. Ils fuyaient la contrainte et la peur, une terreur insidieuse qui portait maintenant un nom : la Gestapo.

Gestapo. Ces trois syllabes suffisent à faire pâlir les plus courageux tant elles sont déjà chargées de mystère et d'horreur. Quel homme a donc pu créer de ses mains ce monstrueux édifice d'épouvante, quel monstre a forgé ce pivot de la machine nazie, qui allait faire vingt-cinq millions de morts et semer l'Europe de ruines et de cendres?

Cet homme n'a pas l'apparence d'un monstre, son visage gras est plus sympathique que celui de la plupart de ses compagnons, il est très populaire, il affecte des manières familières. C'est Hermann Göering.

Considérant la vie de Göering avec le recul des années, deux phrases de Malraux reviennent à la mémoire : « L'homme n'est pas ce qu'il cache, il est ce qu'il fait », dit-il dans *Les Noyers de l'Altenburg* et, dans *La Condition humaine* : « Un homme est la somme de ses actes, de ce qu'il a fait, de ce qu'il peut faire. » Gœbbels, Hess, Bormann, Himmler, sans parler d'Hitler, ont suscité très tôt une certaine inquiétude. Göering, lui, rassurait. Le jugement d'un Otto Strasser donne un son discordant : « Göering est un assassin dans l'âme, il a le sens de la terreur... » Le « sens de la terreur », certes, et avec une sorte de raffinement artistique dans le style décadent qu'affectionna le gros maréchal, bouffi de graisse et d'orgueil, à l'apogée de sa carrière.

Ce sens si particulier s'était développé chez lui dans des circonstances curieuses. On se souvient que, le 13 octobre 1930, le nouveau Reichstag élu le 14 septembre tint sa première séance. Le Parti national-socialiste y occupait le second rang, immédiatement après les socialistes détenteurs de 143 sièges. Les 107 nouveaux députés nazis pénétrèrent dans la salle des séances revêtus de l'uniforme chemise brune, en colonne, au pas cadencé. En serre-file, commandant la manœuvre de cette étrange compagnie,

marchait l'un des plus anciens membres du parti, Hermann Goering. Il avait fait son entrée au Reichstag deux ans plus tôt, le 20 mai 1928, alors que le Parti venait d'obtenir péniblement douze sièges. A cette époque, peu d'Allemands s'étaient souvenus que le nouveau député était un héros de la dernière guerre, de cette « Grande Guerre » qui n'était pas encore entrée dans la légende. Sa présence au sein de ce jeune Parti national-socialiste, bruyant et mal famé, avait quelque chose de surprenant. Sa naissance, son passé, auraient dû le faire siéger dans un des partis conservateurs, monarchiste de préférence, ou dans ce Parti du centre qui groupait les grands bourgeois, ses pairs.

Fils du Dr Heinrich Gœring, magistrat de la vieille école, Hermann Gœring était né à Rosenheim, en Bavière, le 12 janvier 1893. Par sa grand-mère maternelle, Caroline de Nérée, il avait des ancêtres français, huguenots fixés aux Pays-Bas. Son père, ami personnel de Bismarck, devint en 1885 le premier commissaire général du sud-ouest africain allemand. Diplômé des Universités de Bonn et de Heidelberg, ayant servi comme officier dans l'armée prussienne, c'était un magistrat profondément marqué par la méthode et l'ordre prussiens.

Veuf d'un premier mariage qui lui avait donné cinq enfants, le Dr Gœring s'était remarié avec une jeune Tyrolienne qu'il avait emmenée avec lui à Haïti, son second poste colonial, puis renvoyée en Bavière pour y mettre au monde le petit Hermann.

Son enfance avait été une longue suite de batailles. Hermann se faisait régulièrement chasser de tous les établissements scolaires pour son humeur batailleuse et son caractère trop entier. Devant de telles dispositions, son père décida de l'envoyer à l'école des Cadets, à Karlsruhe, d'où il passa à l'école militaire de Berlin.

Il en sortit avec un rang honorable et, en mars 1912, fit ses débuts dans la carrière des armes au régiment d'infanterie Prinz Wilhelm, à Mulhouse, avec le grade de sous-lieutenant. Il venait d'avoir dix-neuf ans. La vie de garnison pesait à ce bouillant jeune homme et c'est fort joyeusement qu'il entra dans la guerre. En octobre 1914, il obtint d'être versé dans l'aviation. Il allait s'y couvrir de gloire. D'abord observateur, pilote à partir de juin 1915, il vola pour la reconnaissance aérienne, pour le bombardement; enfin, à l'automne 1915, il devint pilote de chasse.

Seul à bord de son petit appareil, le lieutenant Goering s'épanouit pleinement, ses instincts combatifs se donnèrent libre cours. Il abattit l'un des premiers bombardiers lourds britanniques Handley-Page et fut descendu lui-même par les chasseurs anglais. Blessé à la hanche et à la jambe gauche, il reprit sa place sitôt rétabli puis, devenu l'un des meilleurs pilotes de chasse allemands, reçut en mai 1917 le commandement de la 27^e escadrille. Au début de 1918, il totalisait 21 victoires et, en mai, fut décoré

par le kaiser de l'ordre « Pour le Mérite », la plus haute distinction allemande. C'est à cette époque que Goering fut affecté à la célèbre escadrille aérienne n° 1, plus connue sous le nom de son premier commandant, l'escadrille Richthofen.

Le 21 avril 1918, le capitaine baron Freiherr von Richthofen, qui comptait plus de 80 victoires, fut abattu à son tour. Son successeur, le lieutenant Reinhard, tomba le 3 juillet. Goering prit alors le commandement de cette glorieuse formation. Il débuta le 14 juillet, alors que la retraite de la Marne était déjà commencée pour les troupes allemandes.

Tout en accomplissant des prodiges de courage, l'escadrille n° 1 subissait les revers allemands. Ce fut une époque pénible pour Goering. Il lui fallut en novembre ramener les hommes et le matériel en Allemagne. La mort dans l'âme, Goering dut noter l'armistice sur le journal de marche de l'unité. Depuis sa formation, l'escadre n° 1 avait remporté 644 victoires; 62 pilotes étaient morts sous ses couleurs.

Goering fut démobilisé comme capitaine. Sur sa poitrine s'alignaient la Croix de Fer de 1^{re} classe, le Lion de Zähringen avec épée, l'ordre de Karl Friedrich, l'ordre de Hohenzollern de 3^e classe avec épée et la médaille « Pour le Mérite ». Il n'oubliera jamais cette époque de sa vie, ni ses camarades de l'escadrille Richthofen. En 1943, un Israélite nommé Luther fut arrêté à Hambourg par la Gestapo. Or, cet homme avait appartenu à l'escadrille. Dès qu'il en fut averti, Goering intervint énergiquement, le fit libérer et le plaça sous sa protection.

Démobilisé à la fin de 1919, le capitaine Goering dut chercher un emploi. Il aurait pu reprendre du service dans la Reichswehr, mais opposé à la République il refusait de la servir. Pour vivre, il partit faire des exhibitions aériennes, au Danemark, puis en Suède. Le dimanche, il donnait le baptême de l'air aux amateurs qui voulaient bien faire confiance à son petit Fokker. Il y gagna son pain et... une femme, qu'il enleva à son mari et à son fils et ramena en Allemagne pour l'épouser à Munich.

Rentré en Bavière, le héros sans emploi vivait péniblement. Il se fit inscrire à l'Université de Munich, pour de vagues études de sciences politiques et d'histoire, mais surtout pour donner un nom respectable à son oisiveté. Il habitait un charmant pavillon de la banlieue de Munich et vivait des subsides que sa femme, née Karin von Fock, recevait de sa famille.

À l'automne 1922, les Alliés exigèrent du gouvernement allemand la remise d'un certain nombre de criminels de guerre. Goering en ressentit une indignation d'autant plus vive que son nom avait figuré sur une des listes établies par la France.

Un dimanche de novembre, une manifestation de protestation fut organisée sur la Königsplatz à Munich. Goering s'y rendit. Tout en écoutant

les orateurs qui protestaient contre les exigences de l'Entente, il remarqua dans la foule, près de lui, un homme mince, au profil aigu coupé d'une petite moustache brune, dont le visage ne lui était pas inconnu. C'était cet Adolf Hitler dont on commençait à parler en Bavière et dont il avait déjà vu le portrait. Un cercle l'entourait, on le pressa de prendre la parole. Il refusa « pour ne pas risquer de rompre cette manifestation bourgeoise d'unité nationale ». Cela fut dit avec une sorte de mépris glacé qui frappa Gœring. Lui aussi pensait que ces protestations platoniques ne pouvaient avoir aucun effet, que seule une action plus violente avait une chance d'aboutir. Gœring assista, la semaine suivante, à une réunion organisée par le N. S. D. A. P. Hitler fit un discours sur ses thèmes habituels. La lutte contre le « diktat de Versailles » en était le leitmotiv. Le traité de Versailles avait fait de Gœring, brillant officier, ce demi-clochard vivant aux crochets de sa femme. Il fut conquis et, à la fin de la réunion, se présenta à Hitler pour lui offrir ses services.

Pour un parti encore faible, mais en plein développement, Gœring était une recrue de choix. Son prestige d'ancien héros pouvait être exploité, et son goût pour la violence, qui perçait dans ses propos, s'accordait avec la ligne du Parti. La semaine suivante il était inscrit au N. S. D. A. P. et décidé à se dévouer « corps et âme » pour cet homme qu'il ne connaissait que depuis une dizaine de jours. Les troupes de choc du parti, les *Sturm A betilungen*, les S. A., manquaient d'un chef. Il fallait les organiser, les discipliner, les coordonner, en « faire une unité absolument sûre qui exécutât les ordres de Hitler et les miens », comme le dira Gœring plus tard. Au début de janvier 1923, Hermann Gœring, héros en chômage, prit le commandement des effectifs nazis.

De cette troupe déjà importante, mais encore mal organisée, Gœring fit une armée en quelques mois, avec l'aide des militaires et particulièrement de Röhm, chargé du commandement de la 7^e division, du contrôle et de la direction des milices clandestines. Röhm dirigeait aussi « psychologiquement » les partis nationaux, faisait circuler les mots d'ordre, les « idées ». Hitler et son parti l'intéressaient, mais une divergence grave les opposait : pour Hitler, l'homme politique, l'organisation politique du Parti, devaient avoir la première place; pour Röhm, au contraire, cette première place revenait au soldat; c'était le soldat qu'il fallait transformer, politiser.

Röhm, tout en armant clandestinement la S. A. avec les dépôts secrets de la Reichswehr, gardait l'espoir d'en prendre un jour la direction effective. Une sourde rivalité l'opposa bientôt à Gœring qu'il avait vu arriver sans plaisir et qui, de son côté, sentit très vite en Röhm un dangereux rival.

C'est cependant grâce à leur collaboration pleine d'arrière-pensées que le N. S. D. A. P. put disposer au début du mois de novembre 1923 d'une

véritable armée, vêtue de feldgrau, saluant militairement et encadrée d'anciens officiers recrutés grâce à un appel publié par Goering dans le *Völkischer Beobachter*, avec la caution de Röhm. La chemise brune et le salut hitlérien n'apparaîtront que plus tard.

Hitler et ses amis abordèrent donc pleins de confiance l'épreuve du putsch improvisé du 9 novembre 1923.

C'est le 23 octobre seulement qu'avaient été jetées à la hâte les bases du coup de force qui devait permettre d'installer une dictature Hitler-Ludendorff. On sait que le putsch, insuffisamment préparé, échoua en quelques heures. Le régiment S. A. Munich avait pris position sur la rive droite de l'Isar pendant que la police s'était installée sur la rive gauche. Pour tromper l'attente, Goering fit arrêter quelques otages. L'affaire se termina par la fusillade dans l'étroit passage de Feldherrnhalle. Goering y reçut deux balles dans le bas-ventre. C'est dans la maison d'une famille juive, la famille Ballin, qu'il trouvera un asile pendant les premières heures, en attendant que des amis dévoués le conduisent clandestinement à la frontière autrichienne d'abord, puis à Innsbruck, de l'autre côté de la frontière, où il sera enfin soigné. Vingt ans plus tard, la famille Ballin devra à ce fait d'avoir la vie sauve.

Cette blessure et la période d'inaction qui suivit eurent sur le tempérament de Goering des répercussions capitales. Un mandat d'arrêt l'empêcha de rentrer en Allemagne; il dut vivre pendant quatre ans en Autriche, en Italie puis en Suède. Ses blessures, tardivement soignées, avaient laissé dans sa chair des traces profondes. Pendant deux ans, il abusa de la morphine. Complètement intoxiqué, il fut atteint de troubles mentaux et devint dangereux. On dut l'interner à l'hôpital psychiatrique de Langbro, puis à Konradsberg et, de nouveau, à Langbro, qu'il quitta à demi guéri, astreint à des visites périodiques. Le médecin légiste Karl A. Lundberg, qui l'examina à Langbro, dit que Goering avait un tempérament hystérique, une double personnalité, tantôt en proie à des accès de sentimentalisme larmoyant, tantôt sujet à des crises de fureur au cours desquelles il était capable de commettre les pires excès.

Il n'y avait là rien qui pût surprendre sa famille; depuis longtemps elle portait sur lui un jugement sévère. Selon son cousin, Herbert Goering, on estimait dans la famille que les traits dominants de son caractère étaient la vanité, la crainte des responsabilités et un manque de scrupules « qui l'aurait fait marcher sur des cadavres ».

Son oisiveté prolongée, ses séjours dans les cliniques ou les hôpitaux avaient profondément transformé Goering. La tendance à l'embonpoint qu'il avait toujours manifestée s'était donné libre cours. A trente-deux ans, il était

obèse, bouffi d'une mauvaise graisse dont il ne se débarrassera plus. Coupé de ses amis nationaux-socialistes, il avait échappé à l'influence de ce milieu brutal. L'action directe lui déplaisait désormais. L'expérience malheureuse de Munich, sur laquelle il avait réfléchi pendant des mois, lui avait montré que la solution se trouvait ailleurs.

Le fauve d'hier s'était transformé, la bête de combat changeait de visage. C'est avec des armes infiniment plus dangereuses que Gœring allait maintenant lutter. Cette évolution achèvera de l'éloigner de Rœhm qui, lui, demeurera toujours un reître. Lorsqu'il rentra enfin en Allemagne en 1927, il était, comme Hitler, persuadé que la prise du pouvoir ne s'obtiendrait que par des moyens « politiques ». Par « politiques », il entendait évidemment les plus bas.

De retour à Munich après l'amnistie de l'automne 1927, Gœring y retrouva ses amis, Hitler, libéré depuis longtemps, Gœbbels, Streicher, Rosenberg. Il y avait aussi un nouveau venu, Himmler, auquel Hitler songeait à confier le soin de réorganiser sa garde personnelle, la S. S. Rœhm instruisait en Bolivie la nouvelle armée. Gœring aurait pu tenter de reprendre en main la S. A., mais il sentait confusément qu'il y aurait mieux à faire. Il fut candidat aux élections de 1928. Les nazis n'obtinrent que 12 sièges, mais Gœring fut élu. Le côté un peu solennel des séances du Reichstag lui plut aussitôt et les 600 marks mensuels du traitement de député transformèrent sa situation matérielle. Ses origines bourgeoises, son ancien grade, lui permirent de s'introduire dans la bonne société berlinoise et surtout chez les industriels. Il y devint l'« ambassadeur de Hitler » en attendant d'être le « plus fidèle paladin du Führer ». La fréquentation des salons acheva de l'éloigner des soudards de Rœhm et de ses S. A. De cette époque date son goût affecté pour les œuvres d'art et ses prétentions au mécénat.

Au sein du Parti, deux groupes rivaux s'opposaient sourdement, la S. A. et la P. O., l'Organisation politique, dirigée par Gregor Strasser. Gœring était au plus mal avec lui. Louvoyant entre les écueils, il suivait son maître, Hitler, lui-même fort habile à tirer parti des rivalités de ses lieutenants qu'il opposait les uns aux autres pour mieux les dominer.

Après les élections de septembre 1930, Goering entra au Reichstag à la tête des 107 députés nazis. Parmi ceux-ci se trouvait Gregor Strasser. Gœring était le seul à avoir prévu ce triomphe : passer de 12 à 107 sièges en moins de deux ans et demi. Au mois d'octobre 1931, il perdit sa femme, Karin, que la tuberculose rongait depuis plusieurs années. Il se jeta davantage dans la politique, consacrant toute sa vie à l'homme dont il avait fait une sorte de dieu. Au début de 1932, on commença à se préoccuper des élections présidentielles, le mandat du vieil Hindenburg expirant en avril.

La candidature de Hitler fut envisagée sérieusement, mais il existait un écueil : Hitler n'avait pas la nationalité allemande. C'est alors que Goering eut un éclair de génie. Grâce à ses amis du gouvernement de Brunswick, Kùchenthal, président, et Klagges, ministre de l'Intérieur, tous deux nazis, Hitler fut nommé conseiller économique de la légation du Brunswick à Berlin. Cette nomination lui conférait automatiquement la nationalité allemande. C'était un tour de passe-passe : Hitler fut nommé le 24 février, il prêta serment le 26, en renonçant à son traitement, et le 4 mars remit sa démission. En huit jours, il était devenu Allemand!

Hitler fut battu aux élections d'avril et le vieux maréchal reprit son poste pour sept ans. Mais les élections du 31 juillet suivant furent, comme on l'a vu, un véritable raz-de-marée nazi. Le N. S. D. A. P. emporta 230 sièges, devenant ainsi le plus puissant parti allemand. Goering reçut le salaire de ses efforts : élu président du Reichstag, il s'installa dans le palais de la présidence, situé face au Reichstag.

Le Reichstag fut bientôt dissous et il fallut retourner aux urnes, ce qui était banal puisque, de 1925 à 1932, il y eut, en Allemagne, plus de trente élections.

Malgré le recul nazi aux nouvelles élections de novembre (196 sièges au lieu de 230), Goering conserva la présidence. Ses fonctions lui ouvraient la porte du vieux maréchal, obligé de le consulter en période de crise. Or elles se succédaient presque sans interruption. Il s'était rappelé à lui en tant qu'ancien officier ayant eu l'honneur de lui être présenté au cours de la guerre.

A ce poste, Goering eut deux fois l'occasion d'infléchir la marche des événements. La première fois, le 12 septembre 1932, en faisant voter la motion de défiance qui obligeait le ministère von Papen à démissionner avant qu'il eût pu user du décret de dissolution tout prêt et que Goering, dans son fauteuil présidentiel, fit semblant de ne pas voir alors que Papen le brandissait devant lui; la seconde fois, le 22 janvier 1933, en persuadant Oscar von Hindenburg, fils du maréchal-président, de convaincre son père que seul Hitler pouvait former le nouveau gouvernement, la chute du cabinet Schleicher n'étant plus qu'une question d'heures.

Ainsi Goering avait rendu à Hitler des services d'une importance capitale. Son action personnelle avait joué un rôle prépondérant dans la conquête du pouvoir, de ce pouvoir dont il détenait maintenant, en ce mois de mars 1933, une importante parcelle.

Tel était l'homme qui allait jouer un rôle considérable dans la destruction des libertés allemandes et dans la fondation de la Gestapo.

Quand le vieux maréchal avait consenti à confier la Chancellerie à celui qu'il appelait encore, peu de temps auparavant, le « caporal bohémien », il avait posé quatre conditions formelles. Tout d'abord, von Papen serait vice-chancelier. En second lieu, von Neurath serait ministre des Affaires étrangères. En troisième lieu, von Papen occuperait également la présidence des ministres de Prusse, poste traditionnellement occupé par le chancelier du Reich lui-même et le plus important du Reich après celui de chancelier. Enfin, il avait exigé que le ministre de la Reichswehr fût Blomberg, alors absent de Berlin puisqu'il représentait l'Allemagne à la conférence de Genève.

En posant ses conditions, le « vieux monsieur » pensait mettre les nazis en tutelle en les soumettant au contrôle de von Papen. Les nazis avaient accepté, bien décidés à tourner la difficulté, quitte à violer leurs engagements. Là encore Goering allait jouer un rôle prépondérant.

Le 30 janvier 1933, dans la soirée, Goering parla à la radio. Hitler était chancelier depuis quelques heures seulement. S'adressant au peuple allemand, il annonça que l'histoire honteuse des dernières années était close à jamais. « Un nouveau chapitre s'ouvre aujourd'hui, dit-il, et dans ce chapitre, la liberté et l'honneur constitueront la base même du nouvel État. » Liberté! Honneur! Combien d'Allemands auront bientôt tout loisir de savourer la valeur de ces mots dans les camps de concentration ou dans les geôles de la Gestapo!

Dans le nouveau cabinet, Goering devait subir le contrepoids de von Papen. Il était ministre d'État, président du Reichstag, ministre de l'Intérieur de Prusse et commissaire à l'Aviation. Si Papen, de toute évidence, n'avait pas l'intention de se mêler des questions aéronautiques, il allait en tant que commissaire du Reich pour la Prusse contrôler les activités de Goering dans les questions de police. Car la Prusse était le plus important pays allemand et Berlin se trouvait sous la juridiction de Goering.

Aussi l'une des premières mesures prises par Goering fut-elle de soustraire la police à l'autorité du commissaire du Reich en se la subordonnant personnellement. Cependant, Frick, en tant que ministre de l'Intérieur du Reich, avait un droit de regard sur les activités du ministre de l'Intérieur de Prusse. Il ne pouvait donner aucun ordre, mais il pouvait poser d'embarrassantes questions. Aussi Goering interdit-il aux fonctionnaires de son ministère de fournir la moindre réponse aux questions posées par le ministère de l'Intérieur du Reich.

Il y avait plusieurs années déjà que Goering s'intéressait spécialement à la police. En fait, dès que Goering avait pu, par ses fonctions de député, avoir des contacts suivis dans les milieux officiels, il avait été fasciné par la

puissance que peut donner une police politique bien organisée et dirigée sans aucun scrupule. L'idée de la Gestapo allait se matérialiser peu à peu en lui. Il avait eu l'occasion de faire la connaissance d'un policier berlinois, Rudolph Diehls. La police prussienne comptait, comme toutes les polices, une section politique, la section I A. dirigée par Diehls. Celui-ci avait été un des nombreux « étudiants prolongés » de l'Université de Hambourg, plus assidus aux soirées de brasserie qu'aux cours de Faculté. Membre bruyant d'une truculente association aux prétentions médiévales, grand coureur de jupons, il cultivait une réputation de farceur et de joyeux drille. Devenu policier pour mettre un terme à sa vie agitée, Diehls avait pu y utiliser des tendances jusqu'alors inemployées : un sens très aigu de l'observation et une grande perspicacité.

Au service I A., il eut tout loisir de mettre ses qualités en valeur. On pouvait lui demander n'importe quel travail même douteux et irrégulier, il s'efforçait de le mener à bien pourvu qu'il lui permît d'avancer. C'est ainsi qu'il s'entremet de façon si adroite dans les milieux frelatés de Berlin où les vices s'étaient sans vergogne qu'il put acheter les lettres intimes de Roehm, dans lesquelles le chef d'état-major de la S. A. s'expliquait sans réticence sur ses goûts homosexuels. Ces missives tombèrent dans les mains d'un membre du gouvernement prussien, qui les fit publier, espérant porter ainsi un coup mortel à la S. A.

Pendant les années de lutte pour le pouvoir, le N. S. D. A. P. eut à faire face à plus de 40 000 procès qui lui furent intentés. Ses membres totalisaient, fin 1932, 14 000 années de prison et 1 500 000 marks d'amende. La section I A. avait joué un rôle considérable dans ces poursuites. Le 13 avril 1932, la police était entrée en action contre les S. A. et les S. S. dans toute l'Allemagne car une loi d'urgence venait enfin de les interdire. On perquisitionna partout, dans les écoles S. A., dans les casernes, les états-majors, et les deux groupes de combat nazis demeurèrent interdits jusqu'à ce que le gouvernement von Papen annulât l'interdiction.

Diehls, aussi compromis que ses collègues, sans doute même un peu plus, puisqu'il était particulièrement actif, eut sur eux un avantage : il comprit le premier que la situation se renversait et que les nazis allaient sous peu devenir les maîtres de l'Allemagne.

En août, Goering devint président du Reichstag et Diehls sut qu'il ne s'était pas trompé. Il fit une cour discrète au nouveau président, lui apporta les dossiers secrets dans lesquels dormaient les renseignements susceptibles de déshonorer l'adversaire. Connaissant admirablement son métier, il montra aussi à Goering quelle puissance, quel moyen de connaissance, de pénétration, pouvait devenir une police politique telle qu'il la rêvait, c'est-à-dire toute-puissante. Goering apprécia le service que lui rendait celui qui avait mis à sa disposition de terribles dossiers contre ses adversaires

politiques et qui avait ainsi permis d'asseoir sa position au sein du Parti. Il apprécia la discrétion de ces méthodes occultes. Seule, cette force secrète pouvait faire échec à cette armée de braillards que Roehm, un jour ou l'autre, tenterait d'utiliser, non pour le Parti et le Führer, mais pour lui-même.

Il semble aussi que Diehls eut d'autres moyens de se faire apprécier. Goering, plastronnant au Reichstag ou dans son palais de la présidence, se faisant acclamer dans les réunions publiques, aimait jouer au grand seigneur. C'était malheureusement un grand seigneur très impécunieux. Or, Diehls, introduit partout, avait d'excellentes relations en Bourse. Les informations qu'il obtenait permirent à Goering de spéculer heureusement et de tenir plus facilement son rang. Il devint donc l'homme de confiance de Goering, payant sa situation de ces complaisances douteuses qui lient les hommes en faisant d'eux des complices.

Quand les nazis prirent le pouvoir, tout était prêt pour déclencher les mesures policières qui l'affermiraient. Diehls avait depuis longtemps préparé les listes des policiers républicains à éliminer. Dès le 8 février, c'est-à-dire le troisième jour du règne nazi, l'épuration commença. Lorsqu'il ne resta plus qu'un tiers des anciens cadres, jugé inoffensif, on les compléta avec des nazis bon teint choisis au sein du Parti ou parmi les S. A. et les S. S. Goering plaça l'Oberregierungsrat Diehls à la tête du nouveau service.

Le côté douteux du personnage, les habitudes d'intempérance qu'il avait conservées n'effrayèrent pas le président. Au reste, le Dr Schacht dira plus tard qu'à cette époque « l'ivrognerie était un des éléments fondamentaux de l'idéologie nazie ».

Diehls n'ignorait pas la rivalité qui opposait son maître, Goering, à Roehm. Lui-même entretenait d'assez amicales relations avec les dirigeants de la S. A., Roehm d'abord, et aussi avec Ernst, chef du groupe Berlin-Brandebourg, le comte Helldorff, chef de la S. A. de Berlin, plus tard président de police à Berlin et Victor Lutze, futur chef d'état-major de la S. A. Selon sa vieille habitude, il joua sur les deux tableaux et profita de ses relations pour glaner quelques renseignements qui seraient un jour prochain fort utiles.

L'épuration de la police faite en quelques heures, la répression s'abattit sur les adversaires politiques. Pour cette besogne, S. A., S. S. et police collaborèrent étroitement. Le Parti communiste puis le Parti social-démocrate furent décapités. La S. A. ouvrit un camp de concentration « privé » à Orianenbourg, près de Berlin. On y entassa des centaines de captifs arrêtés sans motif. Le fils de l'ancien président de la République Ebert, le chef des sociaux-démocrates prussiens, Ernst Heilmann, s'y trouvèrent en compagnie de bien d'autres personnalités. Goering connaissait l'existence de ce camp comme celle des quarante autres ouverts par la S. A.

Dans Berlin même, la Gestapo avait aussi installé sa prison personnelle. Elle échappait totalement au contrôle du ministère de la Justice, détenu par un ministre non nazi, le Dr Gürtner. C'était, dans Papestrasse, la *Columbiahaus*, un grand bâtiment que les nazis appelaient en riant le « Colombier » et sur lequel circulèrent bientôt les plus effrayantes histoires.

Le 22 février, Göring signa un décret qui faisait les S. A. et les membres du Casque d'Acier policiers auxiliaires. Il y gagnait un apport de personnel pour ses « vastes opérations de police », et par surcroît marquait un point contre Rœhm puisque, lorsque les S. A. étaient en service pour le compte de la police, ils se trouvaient placés automatiquement sous l'autorité de Göring. Que cette demi-officialisation des S. A. se traduisît par un redoublement de violences, laissait Göring totalement indifférent.

Il invita, au contraire, les hommes placés sous ses ordres à se montrer impitoyables. Le 17, s'adressant aux policiers de Prusse, il leur prescrivit « de ne pas hésiter à tirer en cas de besoin. Chaque agent doit se pénétrer de l'idée que l'inaction est une faute plus grave qu'une erreur commise dans l'exécution des ordres reçus ».

Dans ses directives des 10 et 17 février, il recommandait : « Chaque balle qui sort maintenant du canon d'un pistolet de police est ma balle. Si vous appelez cela un meurtre, c'est moi alors qui suis le meurtrier; j'ai ordonné tout cela; j'y apporte mon soutien. J'assume cette responsabilité et je n'en ai pas peur. »

Le 3 mars, prenant la parole en public, s'adressant aux ennemis de la patrie, c'est-à-dire du Parti, il expliqua :

« Je n'ai pas à rendre la justice; mon seul but est de détruire et d'exterminer, rien d'autre... Le combat à mort dans lequel mon poing serrera vos cous, je le mènerai avec eux, avec les Chemises brunes. »

Avec de pareils encouragements, comment s'étonner si Scheppmann, préfet de police de Dortmund, donna l'ordre à ses hommes de tirer à vue sur les distributeurs de tracts adverses; si chaque jour des cadavres étaient découverts, généralement marqués des plus cruels sévices; si les journaux allemands, fin février, pouvaient écrire qu'en six semaines on avait placé dans les camps et les prisons au moins vingt-huit mille personnes? Ce chiffre était d'ailleurs en-dessous de la vérité, en raison du secret qui couvrait la plupart des arrestations.

L'incendie du Reichstag avait permis, grâce à la loi d'urgence signée la nuit même, de mettre le comble à ces mesures et d'emprisonner toutes les têtes de l'opposition.

Le 5 mars, enfin, les nazis étaient au pouvoir d'une façon définitive. Göring devenu ministre-président de Prusse allait parachever son œuvre et montrer au grand jour cette police politique dont il était si fier. Mais, dans

la coulisse, un autre homme, déjà, avait décidé de la lui soustraire.

3.

La Gestapo est créée et intervient dans l'incendie du Reichstag.

Le 23 mars 1933, Gœring ouvrit la première session du nouveau Reichstag. Dès cette première séance, une amnistie fut proclamée, couvrant les crimes et délits « commis dans une intention patriotique », c'est-à-dire par des nazis. Cette amnistie fut complétée le 23 juin par une loi annulant les condamnations prononcées contre des nationaux-socialistes pendant les années de la lutte pour le pouvoir. La loi ordonnait la mise en liberté immédiate des détenus, l'effacement des condamnations du casier judiciaire et le remboursement des amendes. Le Parti payait ses dettes et couvrait ses hommes. C'était en même temps une assurance pour l'avenir, mais Gœring voulait que, désormais, les choses se passassent dans la stricte légalité, ce qui signifiait que maintenant on assassinerait seulement sur ordre.

Pour superviser ces activités plus ou moins criminelles, il fallait éliminer des postes de responsabilité les ministres non nazis. Deux des premières lois fondamentales sur la réorganisation de l'état nazi parurent les 1^{er} et 7 avril. Par ces textes les parlements de tous les Länder furent dissous, à l'exception de celui de Prusse. A leur place, furent nommés des Reichsstatthalter, des représentants directs du chancelier, chargés de veiller dans chaque pays à l'exécution des lois du Reich et des directives du Führer. D'un trait de plume, la centralisation était faite. Bientôt disparaîtront aussi le Reichsrat (conseil des États) devenu sans objet, puis au début de 1934 ce qui subsiste de souveraineté des pays. Bien entendu, les statthalters furent choisis parmi les nazis les plus éprouvés. Dans cette distribution les membres de l'organisation politique du Parti prirent la part du lion, luttant féroce contre les dignitaires de la S. S. qui se montraient dangereux.

En Prusse, la partie était rude puisqu'il s'agissait de déposséder von Papen. Hitler se nomma lui-même statthalter et, comme le décret le permettait, délégua ses pouvoirs à Gœring. Le commissaire du Reich von Papen n'avait plus aucun rôle à jouer. Gœring tenait à achever sa grande œuvre policière, c'est pourquoi le gouvernement de Prusse ne fut pas encore dissous : sa disparition aurait fait tomber sa police sous l'autorité de Frick, ministre de l'Intérieur du Reich.

Ce travail préparatoire achevé, Goering promulgua le 26 avril 1933 un décret créant une police secrète d'État— *Die Geheime Staatspolizei* — la plaçant sous l'autorité du ministre de l'Intérieur de Prusse, c'est-à-dire de lui-même. Le même jour, Diehls en fut nommé chef-adjoint. En allemand, *geheime* signifie « secret », mais aussi « privé ». Et, en effet, si cette police politique devait être secrète, elle allait aussi être la police privée d'un parti et même d'un homme. La confusion entre le Parti et l'État, courante dans tous les régimes totalitaires, s'affirmait ici comme elle allait s'affirmer dans tous les domaines.

Le même jour un décret créait un bureau de police d'État dans chaque district de Prusse, subordonné au service central de Berlin. La Gestapo, jusqu'alors limitée au district de Berlin, plaçait une antenne dans chaque district, mais son pouvoir ne dépassait pas encore les limites de la Prusse.

L'épuration fut complétée, non seulement dans la police, mais aussi, dans la magistrature et parmi les fonctionnaires de l'État. Une loi du 7 avril permit le renvoi des fonctionnaires et des juges antifascistes, Juifs ou ayant appartenu aux organisations de gauche.

Le 22 juin, une instruction ministérielle de Goering enjoignit à tous les fonctionnaires de surveiller les propos des employés d'État et de lui signaler ceux qui se permettaient des critiques. Le 30 juin, une instruction identique instituait la même délation chez les travailleurs. Ainsi commençait ce régime d'espionnage incessant et se tissait ce filet de surveillances et de dénonciations anonymes, qui allait enserrer l'Allemagne dans son réseau.

La police secrète se trouvait au centre de cette toile d'araignée. Dès sa création on avait pris l'habitude de la désigner par son abréviation postale « Gestapo », et ce nom devint, en quelques jours, tristement célèbre. Dès le mois de juillet, la Gestapo marqua un point considérable contre l'opposition et fit la preuve de son efficacité. L'organisation clandestine du Parti communiste, préparée et mise en place depuis des années, fut démantelée, l'état-major dirigé par John Scheer arrêté au complet. Scheer fut déféré à la justice pour reconstitution d'un parti dissous, mais les S. A. vinrent l'enlever dans sa prison et l'assassinèrent.

En même temps qu'ils frappaient l'opposition, les services de Diehls commencèrent, sur l'ordre de Goering, un travail de sape contre la S. A. C'est Röhm qui, dès cette heure, fut directement visé.

Goering était, par ses fonctions, responsable des camps de concentration. Or, la plupart des camps ouverts par la S. A. échappaient à son contrôle. On colportait des récits terrifiants. Ce n'est pas ce qui choquait Goering, mais il ne pouvait supporter que son autorité fût battue en brèche. Ces bruits alarmants lui permirent d'attaquer Röhm d'une manière directe. Car Röhm était plus dangereux que jamais. Depuis la prise du pouvoir, les S. A.

s'enflaient démesurément. Le seul groupe de Berlin comptait maintenant plus de 600 000 hommes ¹. Des groupes entiers du « Front Rouge » étaient passés à la S. A. Les Berlinoises les avaient baptisés « sections biftecks », c'est-à-dire brunes au-dehors, mais rouges au-dedans. Röhm n'en avait cure. A la fin de 1933 il y avait en Allemagne 4 500 000 S. A. et Röhm était ministre sans portefeuille.

Pour l'instant Goering, qui s'efforçait de freiner sa montée, chargea Diehls d'enquêter sur les camps S. A., et de les dissoudre. Seuls les camps « officiels devaient subsister et seraient administrés par la S. S. Goering avait pris un accord personnel dans ce but avec le chef S. S. Himmler.

En fait, la S. A. réglait des comptes sanglants, liquidait les adversaires et les complices de la veille devenus dangereux. Elle assassina l'ingénieur Georges Bell qui avait servi d'intermédiaire dans des tractations financières entre Hitler et Sir Henry Deterding, elle abattit le major de police Hunglinger qui, dix ans plus tôt, le 9 novembre 1923, s'était opposé à Hitler au début de putsch manqué de Munich. Tombèrent aussi des transfuges de la S. A., des chefs de la S. S. qui, sous la direction de Himmler dont l'ambition forcenée perceait chaque jour un peu plus, devenaient des rivaux dangereux.

La S. A. voulait faire payer au prix du sang les 300 morts et les 40 000 blessés tombés dans ses rangs au cours de la lutte pour le pouvoir.

Au procès de Nuremberg, Gisevius, témoin précieux puisqu'il appartient lui-même à la Gestapo pendant quelques semaines avant de passer dans l'opposition, décrit ainsi cette tornade : « Les S. A. organisaient d'immenses raids. Les S. A. fouillaient les maisons, les S. A. confisquaient les biens, les S. A. interrogeaient les gens, les S. A. emprisonnaient. En résumé, les S. A. s'étaient promus police auxiliaire et n'avaient de considération pour aucune des coutumes du système libéral... Malheur à quiconque tombait entre leurs griffes. De cette époque date le « Bunker », cette épouvantable prison privée, et chaque Sturmtruppe S. A. devait en avoir au moins un. L'enlèvement devint le droit inaliénable des S. A. La valeur d'un Standartenführer se mesurait au nombre d'arrestations qu'il avait faites et la bonne renommée d'un S. A. était basée sur l'efficacité avec laquelle il « instruisait » ses prisonniers. »

Dans certaines régions, les alliés de la veille, les partis de droite, s'inquiétèrent de ces excès. A Brunswick, le Stahlhelm, le Casque d'Acier, s'opposa aux S. A. : il fut dissous. Toutes les résistances, toutes les hésitations furent balayées.

Chaque chef S. A. était devenu un satrape orgueilleux et cruel, un potentat de quartier qui s'arrogeait droit de vie et de mort sur ses contemporains. Chacun de ces tyrans s'organisait une garde personnelle de

gaillards patibulaires armés jusqu'aux dents et voulait avoir un groupe spécialement chargé de dépister les adversaires politiques à liquider; ces bureaux se baptisaient « services I C » — et correspondaient à notre 2^e Bureau. Ils arrêtaient au hasard des communistes vrais ou faux, des Juifs et, faute de mieux, des braves gens apeurés.

C'était de la concurrence déloyale, et Goering se fâcha. Diehls mit le nez dans les camps « privés ». Il y en avait un peu partout, une quarantaine, semble-t-il, dans lesquels crouissaient quarante mille ou cinquante mille « ennemis de la patrie ». Le plus connu était Orianenburg, mais celui-là, bien que créé par la S. A., comprenait depuis son inauguration des fonctionnaires de la Gestapo. Et la Gestapo y envoyait presque tous ses prisonniers. On n'y toucha donc pas. Par contre, trois camps fonctionnaient à Wuppertal, Hohnstein et Bredow, sous la direction des chefs S. A. locaux. Le ministère de la Justice avait reçu des lettres de plainte lui signalant les mauvais traitements infligés aux prisonniers. Le ministre Gürtner transmit les plaintes à Hitler et écrivit : « Les prisonniers n'ont pas seulement été frappés à coups de fouet et d'outils jusqu'à perdre connaissance, et sans aucune raison, comme dans le camp d'internement de sécurité de Bredow près de Stettin, mais ont aussi été torturés d'autre façon. »

Ce camp de Bredow avait été ouvert par le chef S. A. Karpfenstein, ancien gauleiter de Poméranie. Goering le ferma comme celui de Breslau, qui était administré par Heines, collaborateur intime de Röhm, homosexuel comme lui, dont le plaisir était de faire subir aux détenus les tortures les plus sadiques. Dans la banlieue de Berlin, le chef S. A. Ernst, ancien garçon de café devenu personnage très important des S. A., avait également son camp. C'était un homme au passé plus que douteux. Goering supprima l'établissement.

Par contre, il n'était pas question d'intervenir dans les camps S. S. Dachau, par exemple, qui allait devenir célèbre douze ans plus tard, était administré par les S. S. Le chef du camp, le S. S. Führer Eicke, avait publié un règlement qui stipulait :

« Tolérance signifie faiblesse. En conséquence, le châtiment sera impitoyablement appliqué chaque fois que l'intérêt de la patrie entre en jeu. Le bon citoyen égaré ne sera jamais touché par ce règlement. Mais que les agitateurs politiques et les meneurs intellectuels, quelles que soient leurs tendances, reçoivent cet avertissement : prenez garde à ne pas vous faire prendre, car on vous saisira à la gorge et on vous réduira au silence, selon vos propres méthodes. »

Chaque S. S. savait ce qu'il fallait entendre par « intérêt de la patrie ». En mai, les anciens députés communistes Dressel et Schleffer furent assassinés à Dachau. A la même époque, entre le 16 et le 27 mai, quatre autres détenus furent exécutés, par quatre gardiens S. S. différents, ce qui prouve qu'il

s'agissait d'une pratique banale. Le 24 mai, le Dr Alfred Strauss, avocat à Munich, fut abattu de deux balles dans la nuque après avoir été torturé la veille. Le médecin qui pratiqua l'autopsie nota que le corps porte « des meurtrissures noires et bleues, ainsi que des plaies béantes ». Trois autres détenus, Leonhard Hausmann, Louis Schloss et Sebastian Nefzger, furent exécutés dans des circonstances identiques.

Le parquet de Munich, qui ne fonctionnait pas encore à l'heure nazie, voulut ouvrir une information pour meurtres. La direction S. S. répondit que les quatre détenus avaient été tués au cours de tentatives de fuite. Or, le rapport d'autopsie de Strauss indique qu'il était en pantoufles, « un pied avait une chaussette, l'autre était nu, en raison manifestement d'une blessure ». Et les balles furent tirées dans la nuque à bout portant.

Il est évident que les camps S. A. furent fermés, non pas en raison des sévices qu'on y avait fait subir aux détenus, mais parce qu'ils étaient gérés par la S. A. Cela, Röhm et ses amis le comprirent fort bien. Aussi ripostèrent-ils.

Un matin, la Gestapo de Berlin amena deux prisonniers à Orianenburg. Selon une habitude assez courante, ils étaient en piteux état. De toute évidence, on leur avait fait subir un interrogatoire assez poussé. Cette fois, on se récria, on s'indigna presque; Schäfer, commandant du camp, rendit compte de l'incident à son supérieur, le Standartenführer Schutzwechsler. Lui aussi fut choqué par des procédés aussi révoltants. Tous deux prirent le chemin de la Prinz Albrechtstrasse, où se trouvait le siège de la Gestapo pour « demander des explications ». On les reçut poliment, on leur promit de rechercher les coupables et de donner une réponse dès le lendemain.

Le lendemain, en effet, la réponse vint par téléphone : le camp d'Orianenburg serait dissous, en raison des mauvais traitements qui y étaient infligés aux prisonniers. Un train était déjà en route pour transférer les détenus au camp récemment ouvert par les S. S. près d'Ems. Schäler n'eut que le temps de bondir à Berlin pour raconter l'affaire au secrétaire d'État Grauert. Celui-ci, voyant poindre un conflit grave, décida de faire rapporter l'ordre de dissolution. Le camp d'Orianenburg continua à fonctionner sous la férule paternelle de Schäfer.

Ceci n'est qu'un des épisodes de la véritable guerre que, dès cette époque, les différents organismes nazis menèrent les uns contre les autres, et qui ne prit fin qu'avec le régime lui-même. Et encore certains comptes personnels achevèrent seulement de se régler dans le prétoire du tribunal international de Nuremberg! Les rivalités atteignirent souvent un degré de haine extraordinaire.

Ces rivalités trouvaient leur source dans la course aux places, aux honneurs, aux profits, attribués non pas en raison des mérites, des capacités,

de la valeur morale d'un individu, mais bien en raison de la faveur du moment, de la prépondérance momentanée d'un clan ou d'un ami puissant. Chaque organisme s'efforçait de supplanter les organismes voisins, surtout ceux dont les attributions côtoyaient les siennes. A l'intérieur de chaque organisation, de chaque service, une lutte semblable s'instituait entre les coteries qui se partageaient le pouvoir.

La Gestapo n'échappait pas à cette règle. Là où le public ne voyait qu'un ensemble cohérent, uni, glacé et redoutable, grouillait en réalité un panier de crabes particulièrement actifs.

Le poste de Diehls, favori de Göring, homme irrem plaçable, attira les convoitises. Pour certains, abattre Diehls, c'était libérer son fauteuil et avoir une chance de s'y asseoir. Car, selon une habitude nazie, le délateur d'un homme recevait généralement pour salaire le poste de celui qu'il avait livré au bourreau. Les ennemis de Göring visaient Diehls dont le départ serait une lourde perte pour le ministre-président. Au milieu de ces intrigues, Diehls louvoyait avec l'habileté consommée d'un roué de cour.

Un jour, cependant, l'un de ses ennemis trouva le défaut de la cuirasse. Après une campagne hypocrite de protestations contre les procédés de la Gestapo, un dossier fut remis au président Hindenburg, par des généraux ayant sa confiance. Il avait été préparé par Frick, qui n'avait pas encore admis la façon dont Göring avait soustrait la Gestapo à son contrôle. La manœuvre tourna court. Göring expliqua qu'il ne pouvait s'agir que d'excès isolés, dus à des subalternes trop zélés. Par décret, il créa une commission chargée de réorganiser la Gestapo et de prendre les sanctions qui s'imposaient. Bien entendu, cette commission ne se réunit jamais. Pour calmer le maréchal, Göring avait dû sacrifier Diehls. A la fin du mois de septembre 1933, Diehls fut révoqué. En compensation, il était nommé le même jour sous-directeur de la police de Berlin. Mais, nourri dans le sérail, véritable « inventeur » de la Gestapo, Diehls en connaissait les détours. Dédaignant ses nouvelles fonctions, il jugea plus prudent de franchir la frontière tchécoslovaque et d'aller attendre les événements en Bohême. L'Autriche, déjà infestée par les nazis, lui avait paru trop peu sûre.

Göring avait accusé le coup qui venait de lui être porté. Le renvoi de Diehls était une victoire pour ses ennemis. Il trouva la parade.

Pour le remplacer, Göring nomma un nazi chevronné, un combattant de la vieille garde, dont l'orthodoxie ne pouvait être mise en question, Paul Hinkler, ami de Wilhelm Kube, ancien président du groupe nazi au Landtag de Prusse, Oberpräsident du Brandebourg.

Hinkler entra donc en fonctions. Ce que Göring savait, mais se gardait de dire, c'est que Paul Hinkler était un alcoolique d'une classe telle que les beuveries de Diehls n'étaient, comparées à ses exploits, que distractions de

pensionnaire. Il avait aussi été autrefois poursuivi devant un tribunal, pour complicité dans une affaire de meurtre, et acquitté pour irresponsabilité. En fait, Hinkler était une sorte d'imbécile congénital doublé d'un alcoolique.

Du fond de sa retraite campagnarde, Diehls suivait attentivement les événements. Le procès des incendiaires du Reichstag avait débuté le 21 septembre, une huitaine de jours avant sa fuite. Diehls, qui avait dirigé l'enquête, en connaissait les secrets et savait que les épisodes allaient en être mouvementés. A l'étranger, ce procès passionnait l'opinion, les réfugiés allemands s'efforçaient de faire écla ter la vérité, et Diehls fit discrètement savoir que, si on y mettait le prix, il pourrait consentir à rentrer au bercail.

A Berlin, Hinkler accumulait les extravagances. A la fin d'octobre, moins de trente jours après son entrée en fonctions, il fallut le révoquer hâtivement. Diehls, rappelé d'urgence, consentit à reprendre sa place. Un de ses premiers gestes fut de décerner un mandat d'arrêt contre Hinkler qui, voyant les sbires de la Gestapo se présenter chez lui au petit matin, n'eut que le temps de s'enfuir par la fenêtre en pyjama, à travers les jardins du Tiergarten. Une patrouille l'amena au poste d'où il put faire prévenir son ami Kube qui vint à la rescousse.

Après cet avertissement, Diehls reprit son travail et ses anciennes méthodes. Gœring avait senti le vent de la balle. Il voulut parer à une nouvelle attaque. Le 30 novembre 1933, en sa qualité de ministre-président de Prusse, il prit un décret révolutionnaire soustrayant la police politique, la Gestapo, aux attributions du ministère de l'Intérieur. Par ce décret, la Gestapo fut placée sous sa direction personnelle. Cette séparation d'une branche de la police constituait une monstruosité juridique, mais pour les nazis le mépris de toute forme juridique était article de foi.

Le même jour, Gœring fit lancer un mandat d'arrêt contre certains membres de la Commission de réorganisation et de contrôle créée au départ de Diehls et qui n'avait jamais siégé. Ces mandats ne furent pas exécutés, mais atteignirent leur but : servir d'avertissement à ceux qui seraient tentés de regarder d'un peu trop près ce qui se passait au sein de l'intouchable Gestapo.

Au début de 1934, la presse Hearst publia en Amérique un article de Gœring dans lequel il écrivait : « Nous privons de défense légale les ennemis du peuple. (...) Nous, nationaux-socialistes, nous nous élevons sciemment contre la fausse douceur et le faux humanitarisme. (...) Nous ne reconnaissons pas les inventions fallacieuses des avocats, ni la chinoiserie des subtilités juridiques. »

Certes, jamais, les nazis n'avaient prisé « les chinoiseries d'avocats », mais la seule fois où ils tentèrent d'utiliser pour leur propagande un grand procès bien orchestré, la machination se retourna contre eux.

Le 21 septembre 1933, le rideau se leva à la Cour suprême du Reich siégeant au palais de Justice de Leipzig pour le second acte du drame qui, en février, avait secoué l'Allemagne et le monde. Sept mois plus tôt, quand la coupole du Reichstag s'était à demi effondrée dans les flammes, l'Allemagne libérale s'était effondrée avec elle dans un brasier plus destructeur encore. Aujourd'hui, les nouveaux maîtres du Reich tentaient de se justifier aux yeux de l'opinion internationale, car depuis l'incendie il n'existait personne pour attacher crédit à la fable de l'attentat communiste, fable qui avait permis de déclencher la répression implacable, l'anéantissement de l'adversaire dont les nazis, encore mal assurés, avaient besoin pour affermir leur pouvoir.

Le président Bünge, vieux magistrat blanchi sous l'hermine, entouré de quatre assesseurs en robe rouge, déploiera pendant cinquante-quatre audiences les plus méritoires efforts pour conserver un peu de dignité à des débats dont la direction lui échappera sans cesse.

Dans le box des accusés, se tenaient cinq individus dissemblables qu'une succession de coïncidences exploitées avait manifestement réunis là. Il y avait tout d'abord Van der Lubbe, le Hollandais à demi idiot, arrêté dans le Reichstag en flammes et qui faisait indiscutablement partie des incendiaires. Puis, près de lui, Torgler, ancien chef du groupe communiste, l'un des orateurs les plus connus du K. P. D., le plus populaire après Ernst Thaelmann, chef du K. P. D. Il avait été écroué après être venu se présenter de lui-même à la police le lendemain de l'incendie pour s'expliquer. Il avait été inculpé sur les dépositions de deux témoins douteux, les députés Frey et Karwahne, anciens communistes militants ralliés au N. S. D. A. P. Ils avaient déclaré sous serment avoir vu Torgler, le jour de l'incendie, entrant au Reichstag en compagnie de Lubbe, ce qui avait suffi à satisfaire le juge. Les trois autres inculpés étaient plus intéressants. C'étaient trois Bulgares arrêtés dans d'étranges circonstances. Un certain Helmer, garçon de café au restaurant Bayernhof, Potsdamerstrasse, avait vu la photographie de Van der Lubbe sur les journaux. Il avait remarqué aussi les affiches qui promettaient vingt mille marks de récompense à qui permettrait d'arrêter ses complices. Helmer se souvint alors d'avoir vu Lubbe au restaurant, en compagnie de trois hommes qui y venaient de temps en temps et qui étaient très certainement « des bolcheviks ». Que le Bayernhof fût un restaurant assez élégant pour que le vagabond Van der Lubbe fût refoulé dès la porte, ce détail passa inaperçu. La police tendit une souricière au Bayernhof et, le 9 mars, arrêta les trois habitués. Deux avaient des papiers apparemment en règle qui les donnaient pour le Dr Hediger et M. Panef. Le troisième n'en

possédait pas. Il ne fallut que quelques minutes aux policiers pour découvrir que les papiers étaient faux. Les trois hommes reconnurent alors être Bulgares et s'appeler Blagoj Popoff, Wassil Tanef et Georgi Dimitroff.

Dimitroff Dès que la prise fut connue de l'état-major de la Gestapo, ce fut une explosion de joie. Dimitroff était le chef de l'appareil clandestin du Komintern pour l'Europe occidentale, il avait déjà été condamné en Bulgarie une première fois à vingt ans de prison, une seconde fois à douze ans. Ses deux compagnons avaient également été condamnés dans leur pays à douze ans chacun pour leur activité politique. Ils avaient fui la Bulgarie, cherché refuge en Russie où ils avaient séjourné longtemps et venaient d'arriver en Allemagne pour tenter de rentrer clandestinement en Bulgarie. Ils affirmaient n'avoir jamais vu Lubbe et ne connaître Torgler que de nom. Dès que leur arrestation fut connue, des dizaines de témoins accoururent. Tous assuraient avoir vu les trois Bulgares en compagnie de Torgler et de Van der Lubbe, au restaurant, dans la rue, au Reichstag, transportant des caisses, faisant le guet dans le hall du Parlement, dans les endroits les plus invraisemblables. Dimitroff accueillit ces propos calmement. Il n'eut aucune peine à prouver que, le jour de l'incendie, il était à Munich.

Tels étaient les cinq hommes qui garnissaient le box des accusés, telles étaient les charges, accablantes pour Lubbe, épave humaine, surpris en flagrant délit, inconsistantes pour les quatre autres.

Le procès passionnait l'opinion. Cent vingt journalistes de toutes les nationalités, à l'exception des Soviétiques qui n'avaient pas été admis, se trouvaient dans la salle. Hitler attendait beaucoup du verdict « impitoyable » qui devait clôturer les séances pour relancer sa propagande anticommuniste.

Mais, peu avant le procès de Leipzig, un autre tribunal avait déjà jugé cette affaire. Les émigrés allemands qui avaient trouvé refuge en France, en Hollande, en Angleterre, certains même aux États-Unis, avaient alerté l'opinion mondiale. Ils avaient ouvert une enquête, recueilli des témoignages, publié des photographies et des documents pour tenter de rétablir la vérité que chacun admettait : le Reichstag avait été incendié par les nazis eux-mêmes pour obtenir du vieil Hindenburg la signature des lois d'urgence et justifier la répression.

A Paris, un noyau particulièrement actif s'était constitué avec l'aide d'André et Clara Malraux, de Jean Guéhenno, de l'Italien Chiaromonte. Sous la direction de deux écrivains communistes allemands, Willi Münzenberg et Gustav Regler, un Livre Brun fut publié en plusieurs langues et largement diffusé. La vérité commençait à se faire jour.

Au début de septembre, un comité antifasciste réunit à Londres une commission internationale d'enquête qui décida de faire, à l'avance, le

procès de l'incendie du Reichstag. Sous la présidence d'un grand avocat londonien, Denis Nowel Pritt, conseiller de la Couronne, travailliste, la commission comportait des personnalités françaises, anglaises, américaines, belges, suédoises, telles Gaston Bergery, M^e de Moro-Giafferi, M^e Henry Torrès, Arthur Hays, Vermeulen. Le siège du procureur était occupé par Sir Stafford Crips qui exposa les faits et précisa que ce simulacre de procès ne saurait avoir de validité juridique et n'avait d'autre but que de servir la vérité, que les circonstances empêchaient d'éclater en Allemagne.

Au terme des séances de cette commission, il était évident que, si Lubbe était bien l'un des incendiaires, il n'avait été qu'un instrument. Aux mains de qui? Des nazis, répondit la commission, et plus particulièrement de Gœring, qui devenait le principal accusé. Le 11 septembre, M^e de Moro-Giafferi qui, depuis le début du procès, recevait des lettres de menaces, clama d'une voix tonnante :

— « Il n'y a pas de tribunal au monde, il n'y a pas une justice, même la plus rigoureuse, même la plus hostile au sentiment de la personne des accusés, qui voudrait retenir un instant cette fable de preuves dérisoires. Oui! Mais il faut sauver la face; derrière les accusés qu'on a résolu de perdre, il faut sauver celui qu'accuse déjà la conscience de tous les honnêtes gens : Gœring... »

« Quel était, à Berlin, le 27 février au soir, l'homme qui détenait les clés du Reichstag?

« Quel était l'homme qui en commandait la police?

« Quel était l'homme qui pouvait en activer ou en arrêter la surveillance?

« Quel était l'homme qui détenait la clé du souterrain par lequel on semble avoir pénétré?

« Cet homme, c'était à la fois le ministre de l'Intérieur de Prusse et le président du Reichstag : c'était Gœring! »

Sauver la face... C'est ce qu'avait dit M^e de Moro-Giafferi et c'est ce que s'efforçait de faire la cour de Leipzig. Car très vite la panique régna dans l'accusation bientôt réduite à une prudente défense face aux assauts furieux que lui livrait Dimitroff, déchaîné. Les autres accusés étaient inoffensifs. De Van der Lubbe, constamment plongé dans une morne hébétude, on avait beaucoup de peine à tirer quelques réponses monosyllabiques. Quant à Taneff et Popoff, ils ne parlaient pas un mot d'allemand. Dimitroff avait pris la direction du procès. C'est lui qui accusait. Et ses accusations étaient si précises que, le 17 octobre, le Dr Werner, procureur, annonça qu'il avait pris une décision qui stupéfia l'assistance. Il allait se saisir du fameux Livre Brun publié par les émigrés et le suivre page par page pour démontrer qu'il ne constituait qu'un tissu de calomnies !

Les accusateurs étaient donc devenus accusés et la suite du procès n'aura d'autre but que de les disculper.

Alors, défilèrent à la barre ceux dont en Allemagne on chuchotait les noms : le chef S. A. de Silésie, Heines, préfet de police de Breslau; le comte Helldorff, chef S. A. de Berlin au moment de l'incendie, préfet de police de Potsdam; le S. A. Schulz; Goering, lui-même, enfin!

Gisevius a laissé un récit coloré de la comparution d'Hermann Goering devant la cour. Parmi les nombreux personnages qu'il aimait incarner, le populaire « Hermann », le « fidèle paladin », le « héros national », il en était un qu'il affectionnait à cette époque et qu'il avait choisi de jouer ce jour-là : « l'homme de fer ».

C'est vêtu d'un élégant costume de chasse clair et chaussé de hautes bottes sonnantes sur le parquet que parut l'Hermann de fer. Il s'efforçait à un calme qui l'abandonna vite. Furieux, il transpirait de rage et tonnait dans le prétoire. La tournure étrange prise par le procès le déconcertait. Il comprenait mal que les juges se soient préoccupés de ce Livre Brun, cette « œuvre d'excitation à la haine (qu'il) fait détruire partout où (il) le trouve ».

Dans son fauteuil, le président Bünger suivait la scène d'un œil effaré. Il commençait à comprendre que ce procès sonnerait le glas de sa carrière. Dans le box, Dimitroff ne cachait pas sa satisfaction. Goering, encore bouleversé par la colère, fixait sur lui un regard menaçant et tentait de retrouver son calme. Mais, voici que Dimitroff, l'accusé, interrogeait le ministre-président! et que le ministre-président répondait.

Un dialogue incroyable s'engagea :

— Qu'a fait monsieur le ministre de l'Intérieur le 28 février et au cours des jours suivants, alors que les complices de Lubbe pouvaient être facilement découverts? demanda Dimitroff.

— Je ne suis pas un employé de la police judiciaire, j'en suis le ministre, répondit Goering. Pour moi, le plus important est de m'occuper du Parti dont les idées pèsent sur le monde et qui en porte la responsabilité.

Il venait de tomber dans le panneau tendu par Dimitroff en déviant vers la discussion politique. Bien que grand stratège du N. S. D. A. P., il n'était pas de taille à tenir tête à un technicien de la dialectique marxiste. En un clin d'oeil, l'interrogatoire de Goering tourna au meeting de propagande communiste. Hermann, débordé, écumait et injuriait l'adversaire :

— Vous n'êtes qu'une canaille, crie-t-il, tout juste bon pour le gibet.

Le président intervint et rappela à Dimitroff qu'il lui avait déjà interdit de faire de la propagande.

— Bornez-vous à poser des questions se rapportant à l'affaire, ajouta-t-il

d'un ton conciliant.

— Merci, répondit Dimitroff, je suis très satisfait de la réponse de M. Le Ministre.

— Voyou, clama Gœring, sortez! voyou, je vous rattraperai!

Pendant qu'on l'expulsait de la salle d'audience, au milieu d'un incroyable tumulte, Dimitroff lança encore à Gœring :

— Auriez-vous donc peur, monsieur le Ministre? Auriez-vous donc peur?...

La collusion de Van der Lubbe et des autres accusés reposait, pour l'accusation, sur le fait que Lubbe était communiste. Or, les débats firent apparaître que, si Lubbe avait bien été communiste, il ne l'était plus depuis 1931. L'enquête faite par la *Kriminal Polizei* le démontrait nettement.

Le 23 décembre, la cour rendit son verdict : Van der Lubbe était condamné à mort, les quatre autres accusés acquittés. La presse mondiale commenta l'événement, les émigrés triomphèrent. Malgré les ordres, les juges allemands n'avaient pu se résoudre à condamner des innocents. Apprenant le verdict, Hitler fut saisi d'une de ces crises de rage si redoutées de son entourage.

Cependant, Gœring refusait de lâcher sa proie. Il avait dit à Dimitroff : « Je vous retrouverai! » Et, en effet, il le retrouva. Malgré le verdict d'acquittement, les quatre leaders communistes furent maintenus en prison. Ils ne furent libérés que le 27 février, sous la pression d'une réprobation internationale manifestée de plus en plus vivement. Torgler avait été transféré dans un camp à sa sortie de prison. Libéré au bout de quelque temps, il paya sa liberté en se mettant au service des nazis.

Le 10 janvier, on annonça que Lubbe avait été exécuté dans la cour de la prison de Leipzig. En Allemagne beaucoup de gens doutèrent de la réalité de cette exécution. On prétendit que sa famille avait, à de nombreuses reprises, réclamé, selon la loi, le corps du supplicié aux autorités allemandes pour lui donner une sépulture en Hollande, mais qu'elle ne put jamais obtenir satisfaction. On voit mal pourquoi les nazis, dans le cas où Lubbe aurait été un agent provocateur, auraient hésité à se débarrasser le plus légalement du monde d'un complice aussi gênant. La Gestapo n'aimait pas laisser des traces derrière elle.

Comment ne pas inscrire tout de suite l'adage latin : *Is fecit cui prodest* sur les ruines fumantes du Reichstag?

Cet incendie providentiel servait trop bien les nazis, il leur était indispensable, pour justifier la répression, renforcer le rôle de la Gestapo et pour orchestrer leur campagne électorale.

Une heure après la découverte de l'incendie, Hitler et Goering regardaient flamber l'édifice. Diehls leur servait de guide et, les précédant dans les couloirs du palais encore accessibles, commentait les premières constatations faites par ses hommes déjà au travail.

Fasciné par les flammes, Hitler s'écria dès son arrivée :

— Ceci est un signe de Dieu; personne ne nous empêchera d'anéantir les communistes d'un poing de fer.

Le 31 janvier, Goebbels avait écrit dans son *Journal* : « Les grandes lignes de la lutte à mener contre la terreur rouge ont été établies au cours d'une conférence avec Hitler. Pour l'instant, nous nous abstiendrons de prendre des contre-mesures. Ce n'est qu'au moment opportun, lorsque les communistes auront fait éclater la révolution, que nous frapperons. »

Il fallait que les communistes « fassent éclater la révolution » pour que l'on puisse déclencher les contre-mesures. Mais le temps passait, rien n'éclatait, et les élections approchaient. L'incendie arriva enfin, comme un bienfait du ciel, à une semaine de la date prévue. Et le Dr Goebbels put en tirer un parti considérable.

Le 22 février, cinq jours avant l'incendie, Goering avait pris le décret qui transformait les S. A. en auxiliaires de la police d'ordre. Sans ces S. A., les arrestations en masse n'auraient pu être effectuées la nuit et le lendemain de l'incendie, en quelques heures. Les listes d'arrestations étaient établies depuis longtemps, mais il fallait un personnel considérable pour les exécuter.

Autre détail : l'incendie avait lieu en pleine campagne électorale. Hitler, selon son habitude, menait une campagne épuisante. Son calendrier électoral, établi par Goebbels et diffusé dans le Parti dès le 10 février, était plus que chargé. Chaque jour il devait parler dans de nombreuses réunions, souvent fort éloignées les unes des autres. Il ne pouvait perdre une heure d'un temps si précieux. Or, le 10 février, détail surprenant : aucune réunion n'était prévue pour les 25, 26 et 27 février et on précisa que le Führer ne pourrait parler dans aucune réunion publique le 27 février. Étrange coïncidence : c'est précisément ce soir-là que le Reichstag flamba.

L'incendie, maintenant : les enquêteurs, les premiers policiers arrivés sur les lieux quelques minutes seulement après la découverte du sinistre, vers 21 h. 15, ont tous été frappés par le grand nombre des foyers d'incendie, soixante à soixante-cinq, dispersés à travers tout l'édifice. La plupart paraissent provoqués par des matières incendiaires, surtout l'énorme colonne de feu qui monte du sol de la salle des séances.

Dans son n° 2 du mois de mars, *Der Ring*, l'hebdomadaire conservateur de Heinrich von Gleichen, membre du *Herrenklub*, publie un article qui se termine par ces questions : « Comment tout cela a-t-il été possible? Sommes-nous réellement une nation de moutons aveugles? Où sont les auteurs de l'attentat, si sûrs de ce qu'ils faisaient? (...) Ce sont peut-être des membres de la meilleure société allemande ou internationale. »

A la suite de cet article, *Der Ring* fut interdit, mais ces questions venaient à l'esprit de tout le monde.

Goering et Goebbels avaient clamé sur les ondes que cet attentat ne pouvait avoir que les communistes pour auteurs. Le lendemain de l'incendie, la Gestapo et la Kripo (police criminelle) avaient perquisitionné à la Maison Karl Liebknecht, siège du Parti communiste. Or, dans cette maison qui avait déjà fait l'objet de plusieurs perquisitions, vidée de ses occupants depuis plus d'un mois et gardée par la police, on découvrit encore des documents, « des quintaux de documents », dit le Dr Goebbels, d'une importance capitale, qui établissaient l'existence d'un plan destiné à instaurer un coup de force communiste dans toute l'Allemagne. Le déchaînement de la terreur rouge devait avoir pour signal l'incendie du Reichstag. On diffusa largement les détails de ce plan qui n'avait échoué que grâce à la promptitude des patriotes nazis. Ces documents accablants ne seront jamais publiés malgré de nombreuses demandes formulées par la presse étrangère, aucune de ces pièces capitales ne sera non plus produite au procès.

Que faisaient donc les policiers chargés de l'enquête? Munis des renseignements techniques fournis par les constatations matérielles, en possession de l'un des incendiaires arrêté sur les lieux en flagrant délit, connaissant grâce à ces documents l'appartenance politique de ses complices dont le nombre approximatif leur est connu, ils ne ramenaient dans leurs filets qu'un Torgler et trois Bulgares. Pourtant Diehls lui-même « suivait » l'affaire, assisté d'Arthur Nebe, vieux routier de la police criminelle, auteur d'un traité de criminalistique qui faisait autorité. Leur enquête piétinait et s'égarait dans des chemins imprévus.

La rumeur publique colportait des bruits étranges, des noms surprenants, et leurs échos ne pouvaient manquer d'arriver jusqu'à quelques-unes des mille oreilles de la Gestapo.

Un certain Dr Bell racontait certaines choses curieuses sur Lubbe. Le docteur avait de nombreux amis au N. S. D. A. P. Or, il prétendait que Lubbe avait beaucoup de relations dans la S. A. et il ajoutait d'un air entendu qu'il savait dans le détail ce qui s'était passé le soir de l'incendie. Le 3 ou le 4 mars, au Club national, Friedrichstrasse, il raconta ce qu'il connaissait à un de ses amis du parti populiste. Celui-ci, enchanté d'être si bien informé, écrivit à plusieurs camarades pour les faire profiter des

révélation du Dr Bell. Une des lettres arriva dans un bureau de la Gestapo. Le Dr Bell se sentit suivi, surveillé. Il prit peur, et alla se mettre à l'abri de l'autre côté de la frontière autrichienne, à Kufstein, un paisible petit bourg. Le 3 avril, alors qu'il commençait à se rassurer, il fut assassiné par un groupe de S. A. venus de Munich.

Il y a aussi l'étrange histoire du Dr Oberföhren, président du groupe national-allemand au Reichstag, très bien renseigné. Lui aussi connaissait d'étranges détails sur l'affaire. Lui aussi eut l'imprudence d'écrire. Il rédigea un mémoire sur ce qu'il savait des préparatifs de l'incendie et l'adressa à plusieurs de ses amis. Un exemplaire arriva à l'étranger. Il fut publié par les journaux français, anglais, suisses. Le 3 mai, on trouva le Dr Oberföhren mort dans son appartement. Le rapport de police conclut au suicide, mais sa famille constata que ses papiers personnels avaient disparu.

Plus tard, après la sanglante « purge Röhm », le 30 juin 1934, le chauffeur de Röhm, Kruse, parvenu à gagner l'étranger, adressa une lettre au maréchal Hindenburg pour lui révéler que l'incendie du Reichstag avait été perpétré par un groupe de S. A., hommes de confiance de Röhm, avec l'aide de Göring et de Goebbels.

Mais tous ces bruits, si consistants fussent-ils, étaient moins révélateurs que certains détails. Comment pouvait-on pénétrer dans le Reichstag? Deux portes étaient utilisées, la porte 2, Simsonstrasse, ouverte seulement les jours de séance, et la porte 5, quai du Reichstag. Le 27 février, l'accès ne se faisait que par la porte 5. Par cette porte, on pénétrait dans un hall dont l'accès était barré de cordons derrière lesquels se tenaient les portiers. Chaque visiteur devait remplir une fiche indiquant le nom du député demandé, le nom du visiteur et le motif de la visite. Un chasseur portait la fiche au député et c'était seulement après son accord que le visiteur pénétrait dans le bâtiment, sous la conduite du chasseur qui le menait jusqu'au député demandé. Enfin, les visiteurs étaient inscrits sur une liste quotidienne spéciale.

Comment sept ou dix hommes transportant un volumineux matériel incendiaire (selon les enquêteurs, ils ont dû disposer d'une échelle) avaient-ils pu échapper à ces contrôles?

Mais, de la cave du Reichstag, où se trouvait la chaufferie, partait un petit escalier qui aboutissait à un souterrain. Celui-ci passait sous la colonnade, traversait la Friedrich Ebert Strasse, et aboutissait au palais de la présidence situé de l'autre côté de la Friedrich Ebert Strasse. Une porte séparait ce couloir de l'escalier de la cave et de la chambre de chauffage. Le couloir était assez large, des rails le suivaient, sur lesquels roulait un petit wagonnet pour amener le charbon du Reichstag à la présidence. C'était un des avantages de l'emploi, le président était chauffé. Et ce président, c'était Göring.

Dès lors, on voit combien il était facile de faire pénétrer par cette issue toute une escouade dans le Reichstag.

On chuchotait que le chef S. A. Ernst était l'un des incendiaires, avec Heines, que le comte Helldorff faisait aussi partie de l'expédition ou que, tout au moins, il avait participé à la mise au point de l'opération. Ernst s'était d'ailleurs vanté de cet exploit après boire. D'autres parlaient. Un certain Rail, vieux cheval de retour, arrêté quelques semaines après l'incendie pour un délit de droit commun, crut s'en tirer à bon compte en faisant certaines révélations. Il demanda à être entendu comme témoin par son juge d'instruction « pour une autre affaire ».

—Au mois de février, dit-il, j'appartenais à la garde du corps de Karl Ernst et j'ai participé à l'incendie du Reichstag.

Et le bonhomme continua sur ce ton, citant Goebbels et Goering, donnant les noms des participants et les détails de l'opération, pendant que le greffier stupéfait enregistrait le tout par procès-verbal. Un soir de la fin de février, Ernst convoqua dix des S. A. de sa garde, jugés particulièrement capables de mener à bien une mission délicate. Rail était du nombre. On leur apprit, sur un plan, à connaître la topographie intérieure du Reichstag. Le but de l'opération était d'incendier le Reichstag, ce qu'on leur révéla dès le début. Le soir de l'incendie, les dix hommes furent amenés en voiture à la présidence vers dix-huit heures. On les fit descendre dans la cave. Ils y restèrent pendant deux ou trois heures, en attendant que Karl Ernst vînt donner un signal. Ils avaient reçu chacun une boîte cubique contenant le produit incendiaire et avaient appris leur rôle respectif au cours de plusieurs répétitions.

Pendant cette longue attente, une « autre opération », simultanée, devait se dérouler, dont ils ignoraient tout.

Vers vingt et une heures, Ernst arriva enfin et donna le signal. Les dix hommes s'engagèrent dans le souterrain, pénétrèrent dans le Reichstag et parcoururent l'édifice, désert à cette heure, en y répandant les produits incendiaires. En dix minutes, tout fut terminé et, reprenant le même chemin, ils regagnèrent le palais de la présidence.

L'opération simultanée, dont on attendait le déroulement pour donner le signal, ne pouvait être que le « téléguidage » de Lubbe, mis en condition psychologique par ses « amis ». Et au moment où le pauvre hère, peut-être drogué, en tout cas suggestionné, arrivait devant le Reichstag, ses poches bourrées d'allumettes, escaladait la façade et cassait un carreau, déjà les S. A. couraient dans les salles, jetaient leurs boîtes cubiques aux endroits convenus et se repliaient sous la protection de Goering. Car, il n'était pas possible d'en douter, Goering, pressenti pour cette opération par son ami Goebbels, l'avait trouvée géniale et avait donné son accord.

Selon Gisevius, qui a rapporté ces détails que seul un homme occupant une position stratégique telle que la sienne au moment des événements pouvait recueillir, Goering aurait chargé Diehls, dès la mise au point du plan, de la mission d'égarer l'enquête tout en veillant à éliminer les éléments imprévus qui pourraient remonter à la surface.

Rall fut un de ces éléments imprévus.

Le greffier Reineking, qui enregistra la déposition de Rall, était nazi. C'était un obscur membre des S. A. sans grade, mais convaincu. Il vit l'occasion de se mettre en valeur auprès des pontifes du régime. Il était persuadé que Rall avait dit la vérité, trop de détails précis, de circonstances vérifiables et surtout le fait, contrôlé, qu'il appartenait réellement à la garde de Karl Ernst à la fin de février, le lui firent comprendre. Il avait l'habitude également des dépositions et des témoins.

Reineking alerta son chef. Devant l'importance de l'événement, ils décidèrent d'aller au quartier général S. A. qui les envoya à la Gestapo.

La Gestapo fit extraire Rall de la prison de Neuruppin. On avait besoin de son témoignage, dit-on au juge. Il fut transféré à Berlin, au siège de la Gestapo et interrogé pendant vingt-quatre heures consécutives.

Des émissaires partirent dans diverses directions. La Gestapo courut à Leipzig intercepter à la poste la lettre adressée par le juge de Neuruppin au juge d'instruction de la Cour suprême qui contenait la copie du procès-verbal de Rall.

A Neuruppin, Reineking, soudain promu au grade de chef de section, fut chargé de faire disparaître l'original. La Gestapo perquisitionna au domicile de Rall, chez sa maîtresse, partout où il avait pu laisser une lettre, une note quelconque.

Le résultat fut, comme Rall l'espérait, une prompte libération. Définitive. Son cadavre fut découvert quelques jours plus tard dans un champ par un laboureur qui le mit au jour avec sa charrue. Il n'était enterré qu'à vingt centimètres de profondeur. Il avait été étranglé.

Quelle que soit la part de vérité contenue dans ces versions, le rôle de la Gestapo est évident; il ne fait pas le moindre doute que l'incendie du Reichstag fut allumé par les S. A., sur son initiative et sur l'instigation de Goebbels, auteur du plan, avec la complicité de Goering sans lequel rien n'était possible.

Et Van der Lubbe, que venait-il faire dans cette galère? Le malheureux était homosexuel, ainsi que les débats du procès l'établirent formellement. Il avait fréquenté à plusieurs reprises les asiles de nuit, les refuges, les cafés sordides de Berlin et s'y était lié avec de nombreux représentants de la faune spéciale qui y pullulaient. Les S. A. était envahis par les

homosexuels. Les « amitiés viriles » y fleurissaient. Röhm, chef d'état-major, donnait l'exemple. La Standarte S. A. de Berlin-Brandebourg, dans laquelle se recrutèrent les incendiaires, était également contaminée. L'entourage d'Ernst, sinon Ernst lui-même, Heines, et beaucoup d'autres, faisaient partie de cette confrérie et y recrutait leurs gardes du corps, leurs chauffeurs, leur entourage de confiance. C'est par les liaisons secrètes de ce milieu que le Hollandais vint se placer dans l'orbite des conjurés alors que leurs plans s'élaboraient. Ils virent tout de suite le parti qu'ils pouvaient en tirer. Ce ne fut sans doute qu'un jeu d'endoctriner ce demi-fou, de réveiller ses ardeurs anarchistes, de le persuader d'agir contre ce symbole de l'ordre social qu'il détestait, et, pauvre Érostrate, d'y jeter un brandon dérisoire.

Peut-être même fut-il drogué avant d'agir. Au cours du procès il murmura vaguement « qu'il y en avait eu d'autres ». On ne put rien en tirer de plus et il retomba dans cette hébétude dans laquelle certains médecins crurent reconnaître les symptômes produits par la scopolamine.

L'histoire du souterrain avait été dévoilée par la Commission internationale d'enquête de Londres. Au cours du procès, le tribunal de Leipzig se transporta en cortège au Reichstag et descendit dans le fameux passage, mais ce fut pour conclure que les incendiaires n'étaient pas venus par ce chemin, les veilleurs de nuit du Reichstag ayant assuré qu'ils s'en seraient certainement aperçus !

Le triste Van der Lubbe paya de sa vie le hasard qui l'avait placé sur le chemin des incendiaires en chemises brunes. Il ne fut pas le seul. Outre Rall, la plupart des incendiaires tombèrent à leur tour sous les balles de leurs complices. La Gestapo n'aimait pas les témoins.

L'incendie du Reichstag, le procès de Leipzig, avaient placé le monde nazi, les méthodes et les hommes, sous le feu de projecteurs implacables. Le monde entier avait apprécié leurs techniques, mesuré leur moralité, constaté qu'il s'agissait d'assassins de la pire espèce. Il eût été facile d'en tirer les conclusions qui s'imposaient.

Mais cela eût demandé un peu de courage. Il était plus simple de fermer les yeux et de laisser les tueurs poursuivre leur carrière. La Gestapo savait déjà, par la terreur, faire taire les bouches.

Et Rôpke put écrire quelques années plus tard : « La catastrophe mondiale d'aujourd'hui est le prix gigantesque que le monde doit payer parce qu'il s'est montré sourd à tous les signaux d'alarme qui, de 1930 à 1939, ont annoncé sur un ton toujours plus véhément l'enfer que les

puissances sataniques du national-socialisme devaient déchaîner, d'abord sur l'Allemagne même, puis sur le reste du monde. Les horreurs de cette guerre sont exactement celles que le monde a tolérées en Allemagne, tandis qu'il allait jusqu'à maintenir des relations normales avec les nationaux-socialistes et organisait avec eux des fêtes et des congrès internationaux. »

¹ Ce groupe comprenait Berlin et une zone suburbaine du Brandebourg assez importante.

² L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* a publié récemment une longue étude tendant à démontrer que l'incendie du Reichstag

fut bien l'œuvre du seul Van der Lubbe. Je ne peux me rallier aux conclusions de cette étude, fort sérieuse au demeurant, car elle laisse de nombreux points importants inexpliqués. L'incendie du Reichstag fera sans doute couler encore beaucoup d'encre.

Deuxième partie:

La Gestapo perfectionne ses méthodes.
1934-1936.

Himmler prend la direction de la Gestapo.

L'année 1933 s'était terminée par une blessure d'amour-propre pour Goering, malmené au procès des « incendiaires » du Reichstag. Ce procès était un échec pour les nazis, atteints dans leur prestige, en Allemagne même, et bien davantage à l'étranger.

Hermann Goering reçut en compensation le 1^{er} janvier 1934 une lettre de vœux de son Führer. Rappelant le putsch de 1923, la réorganisation de la S. A. qu'il avait dirigée, son « rôle primordial dans la préparation du 30 janvier » (prise du pouvoir), il terminait en le remerciant « de tout cœur », « pour les services éminents qu'il avait rendus à la révolution nationale socialiste et partant au peuple allemand ».

Une satisfaction moins platonique lui avait été accordée quelques semaines plus tôt. Le commissariat à l'Aéronautique avait été transformé en ministère de l'Aviation, civile, bien entendu, mais qui camouflait l'organisme chargé de reconstituer clandestinement l'armée de l'air interdite par les Alliés. Goering devint ainsi ministre de l'Air et, pour l'occasion, fut nommé général de la Reichswehr. On avait persuadé Hindenburg qu'un ministre qui, demain, aurait à commander une puissante armée aérienne, ne pouvait demeurer capitaine.

Une « Ligue de défense aérienne », dirigée par le général en retraite Grimme, avait été créée, des constructeurs comme Messerschmidt et Heinkel se mettaient au travail sous la direction du colonel Ehrard Milch, que Goering avait connu comme capitaine d'aviation en 1918, futur inspecteur général de la *Luftwaffe* et finalement maréchal,

Goering commençait à suivre d'un peu moins près les questions de police dont le procès Lubbe l'avait quelque peu éloigné. Il n'avait cependant pas l'intention de remettre complètement « sa » Gestapo en des mains étrangères. N'écrivait-il pas en 1934 : « Pendant des semaines, j'ai travaillé personnellement à la réorganisation pour arriver à créer, moi seul, de mon propre mouvement et de ma propre initiative, le service de la Gestapo. Cet instrument, qui inspire une profonde terreur aux ennemis de l'État, a puissamment contribué au fait qu'on ne peut plus parler aujourd'hui d'un danger communiste ou marxiste en Allemagne et en Prusse. »

Le 30 janvier 1934, jour anniversaire de la prise du pouvoir, un décret

plaça les services de police sous la juridiction du Reich, leur administration seule étant laissée aux États qui, depuis la création des Reichstatthalter, n'étaient plus que des structures archaïques vidées de toute substance réelle. Ils continueront cependant à payer la police sur leurs budgets jusqu'à la loi d'organisation de 1936.

Cette « mise sous contrôle » qui devait toucher la Gestapo n'était qu'une formalité administrative : Goering gardait sa création bien en main.

Vraiment, il est trop fier de son œuvre pour l'abandonner, et il en a encore besoin pour abattre Röhm, son dangereux rival, dont l'étoile monte toujours. Ce qu'il lui faut, c'est placer sa Gestapo en de bonnes mains. Grâce aux mesures qu'il a prises, il peut en disposer tout à fait librement. Le décret du 30 novembre 1933 avait détaché la Gestapo du ministère de l'Intérieur de Prusse pour la soumettre à son autorité de ministre-président.

Aussi, pouvait-il, au printemps de 1934, remettre le ministère de l'Intérieur de Prusse au ministre de l'Intérieur du Reich, Frick, un autre de ses rivaux. Celui-ci aura vaguement le droit de donner des directives d'ordre général à la Police politique, mais ne pourra donner aucun ordre circonstancié. Encore perdra-t-il ce peu de pouvoir au printemps 1936.

En fait, l'imbroglio administratif était total car, en tant que ministre de l'Intérieur prussien, Frick était le subordonné de Goering mais en tant que ministre de l'Intérieur du Reich, Frick pouvait donner des directives aux gouvernements des États, donc à Goering lui-même en tant que ministre-président de Prusse ! Ce maquis permettait d'échapper à tout contrôle et de diluer les responsabilités jusqu'à les rendre insaisissables. Le citoyen ordinaire, incapable de se guider dans ce labyrinthe, n'en était que plus désarmé.

Si Goering se décidait à faire ce « cadeau tardif à Frick, c'est qu'il avait découvert l'oiseau rare, l'allié solide contre Röhm, l'homme qui allait faire de la Gestapo déjà dangereuse, mais encore imparfaite, cette mécanique de haute précision qui, deux ans plus tard, sera capable d'absorber n'importe quelle opposition. Cet homme, c'était Himmler.

Le 1^{er} avril 1934, Diehls reçut son congé. Cette fois, Goering le sacrifia sans regret, il sentait que son successeur le dépasserait sans peine. Diehls assura cependant l'expédition des affaires courantes jusqu'à l'arrivée de celui-ci, le 20 avril. Lui-même, en cadeau de rupture, était nommé Regierungspräsident de Cologne (une sorte de super-préfet de police), avant d'être détaché près de Victor Lutze, chef d'état-major de la S. A. après la mort de Röhm.

Sur ce départ, se clôturait la « première époque » de la Gestapo. L'homme qui arriva le même jour allait la marquer de son empreinte personnelle, lui imprimer un « style », un caractère ineffaçable.

Lorsqu'il s'installa au 8, Prinz Albrechtstrasse, Himmler « bouclait » ainsi une opération entreprise depuis plusieurs mois.

Au moment où Göring organisait sa Gestapo en Prusse, Himmler, faisant un raisonnement identique, décidait d'asseoir son pouvoir en s'assurant la direction de la police politique. Puisque la Prusse était déjà dans la main d'un concurrent, il plaça ses pièces sur les autres cases de l'échiquier. En mars 1933, il se fit nommer président de police (préfet de police) de Munich, puis, un mois plus tard, président de toute la police politique de Bavière. Il effectuait alors une sorte de travail de démarchage, facilité par ses fonctions de chef des S. S. Ses hommes lui signalaient les places à prendre, au besoin même faisaient comprendre aux autorités locales les avantages qu'elles tireraient de la nomination d'amis dans certains postes. La lutte était chaude car les chefs S. A. et ceux de l'organisation politique convoitaient également ces postes.

Au mois d'octobre, il contrôlait la police de Hambourg, deuxième ville du Reich et capitale d'un État libre. Puis tombèrent le Mecklenbourg, Lübeck, la Thuringe, le grand-duché de Hesse, le Badois, le Wurtemberg, l'Anhalt. Au début de 1934, Brême et Oldenbourg et enfin la Saxe, pays hostile aux nazis, passèrent sous sa responsabilité. Au printemps, il contrôlait toute l'Allemagne moins la Prusse. Il demanda alors à Göring de lui céder la Gestapo. Hitler l'appuya, il avait été sensible à l'argument du chef des S. S. : qu'il serait « juste, opportun et nécessaire de poursuivre dans tout le Reich l'ennemi de la même façon ». Göring était sensible au fait que Himmler était, lui aussi, résolu à la perte de Röhm, un de ses ennemis. Il apprécia l'habileté stratégique de cette manœuvre d'encerclement rapidement menée par Himmler. Avec un allié de cette classe, les jours de Röhm étaient comptés.

Le 20 avril, Göring délégua la direction de la Gestapo à Himmler. Mais il prit une ultime précaution : Himmler en devint le chef *de facto*, mais Göring le demeura *de jure*. Il le demeurera jusqu'à la loi fondamentale de réorganisation de 1936, mais ce titre sera purement platonique.

Alors qu'il avait été chef de la police d'une multitude de villes et d'États, Himmler n'avait pu remplir effectivement ses fonctions. Il les avait déléguées à des « substituts », selon une mode prisée à cette époque, qui permettait aux pontifes du Parti de cumuler les titres. Il les choisissait parmi les hommes de confiance de sa S. S. A Munich, puis pour la Bavière, il avait désigné un personnage particulièrement intéressant, le chef du service de sécurité de la S. S., Reinhard Heydrich. Quand Himmler toucha enfin au but et s'installa à Berlin, il le nomma immédiatement chef du service central de la Gestapo. En même temps, le jour de son arrivée, il unifia l'ensemble des polices politiques de toute l'Allemagne. Ce jour-là, la Gestapo franchit les limites de la Prusse et étendit son réseau sur toute l'Allemagne.

L'entrée de Himmler à la Gestapo ne se fit pas sans heurt. Quand il avait été évident que Gœring allait se séparer de Diehls, un candidat sérieux s'était mis sur les rangs. Kurt Daluege, gruppenführer des S. S. de l'Est, second personnage de la S. S. après Himmler et son grand rival, fait général de police par Gœring, dirigeait déjà l'ensemble des services de la police d'ordre, c'est-à-dire la police en uniforme, et de la police de sûreté pour le Reich et la Prusse. Gœring lui avait délégué ses pouvoirs dans ce domaine et Daluege pensa que la police politique lui revenait de droit.

Une lutte sourde s'engagea. Daluege était en faveur près de Hitler, mais Himmler partageait cette estime. Daluege, par surcroît, était le favori de Frick. Ce fait, joint à son peu de dispositions réelles pour la police politique telle que la concevait Gœring, décida du choix. Daluege montrait trop d'attachement à un certain formalisme et refusait d'admettre les pratiques en usage à la Gestapo, ce qui constituait pour Gœring un handicap. En outre, sa nomination aurait donné à Frick la possibilité d'être informé de ce qu'on préférerait lui cacher. C'est ainsi que Himmler devint l'heureux gagnant de cette singulière loterie.

Qui était donc l'homme dans les mains duquel venait échouer pareil héritage?

Comme Gœring, il était d'origine bourgeoise et seuls les remous de cette période troublée avaient fait dévier une destinée tracée d'avance et qui eût sans doute été sans histoire. Kurt-Heinrich Himmler naquit le 7 octobre 1900 à Munich. Son père avait été précepteur à la cour de Bavière. Sa mère était fille de marchands de légumes savoyards. Il passa son enfance et son adolescence dans la petite ville bavaroise de Landshut. Son père y était directeur d'école; c'était un homme rigide et autoritaire, ne tolérant aucun manquement aux règles immuables fixées de toute éternité qui définissaient les relations des membres de la famille, le respect dû aux institutions, le travail, la hiérarchie sociale. La famille Himmler était catholique et le jeune Heinrich fut, comme ses frères, élevé dans une stricte observance religieuse.

Cette éducation austère pèsera sur le jeune homme, mais il en restera marqué. Il en conservera le respect d'un certain nombre de valeurs, sans jamais s'apercevoir qu'il n'en vénérât que l'apparence.

Aux pires moments de l'oppression nazie, alors que les camps de concentration dont il sera le maître deviendront de gigantesques machines à broyer, il fera placarder des pancartes portant l'inscription : « Une voie conduit à la liberté. Ses bornes kilométriques s'appellent : obéissance, application, honnêteté, sobriété, propreté, esprit de sacrifice, ordre, discipline et amour de la patrie. » Ces affiches ne seront pas le fruit du cynisme, mais la projection inconsciente des leçons du maître d'école bavarois, son père, toujours présent, malgré la marée sanglante déchaînée

par son fils perversi par le ferment de l'idéologie nazie.

A dix-sept ans, il s'était engagé. Il arriva juste à temps pour assister à l'effondrement de cette armée allemande, de ces généraux, de ces officiers, qu'on lui avait appris à vénérer. Son court passage à l'armée ne lui laissera aucune éducation militaire. Le generaloberst de la Waffen S. S., Paul Hauser, dira que, dans la S. S., l'incapacité de Himmler pour les questions militaires était notoire. « On savait, dira-t-il à Nuremberg, que Heinrich Himmler n'avait été soldat qu'une année et ne comprenait rien aux questions militaires. Qu'il sous-estimait la tâche des militaires et leur travail. Il aimait à jouer à l'homme à poigne, en employant des superlatifs et des exagérations. »

Le jeune Heinrich n'en sera pas moins impressionné par le bouleversement social qui accompagna la chute de l'empire allemand. On ne respectait plus les professeurs, on arrachait les épaulettes des officiers, on acclamait des hommes qui tenaient des discours pour lesquels peu de temps avant on les aurait sans doute fusillés.

La fin de la guerre le trouva à Berlin. Il vivait, garçon de courses chez un brossier, employé chez un fabricant de colle, et poursuivait cependant tant bien que mal ses études d'agronomie.

Berlin était, à cette époque, un « chaudron bouillonnant » où grouillaient les plus dangereux spécimens d'humanité. La « difficulté de vivre », le chômage, l'instabilité politique et monétaire, favorisaient l'éclosion d'une pègre active et bien armée, insaisissable parmi la population flottante de la capitale. Il semble que le jeune Himmler, sans doute désemparé par l'effondrement des valeurs sociales qui étaient à la base de sa formation, se mêla à cette pègre et vécut plusieurs mois dans cet *Underwelt*, ce « milieu berlinois très actif.

Les recherches sur cette période de l'existence des dirigeants nazis sont difficiles, et les auteurs qui ont écrit sur l'histoire de l'Allemagne glissent toujours sur cette époque. Des hommes tels que Himmler, Kaltenbrunner et Heydrich, par exemple, ont eu tout loisir pendant les quinze années où la totalité des services de police leur a appartenu comme un bien personnel de faire disparaître des archives gênantes. Il est significatif qu'un petit livre comme *Naziführer sehen Dich an* (Les Chefs nazis te regardent) publié à Paris en allemand par Willi Münzenberg et les émigrés, pour être introduit clandestinement en Allemagne en 1935, ait été recherché par les nazis à travers toute l'Europe. Cette petite plaquette contient de courtes biographies des principaux chefs nazis, très sommaires et incomplètes; les notices sont souvent réduites à quelques éléments de leur activité criminelle au sein du Parti, mais elles sont saisissantes dans leur brièveté.

Le petit volume fut naturellement inscrit sur la liste « Otto » des

ouvrages à détruire, dès l'entrée des Allemands en France. La Bibliothèque Nationale possède deux exemplaires de cet ouvrage, qui furent cachés pendant l'occupation. Or, l'exemplaire de la seconde édition, publiée en 1935 avec des additifs, a été mutilé. « Quelqu'un » a arraché un des cahiers de l'ouvrage, précisément celui contenant la notice consacrée à Himmler.

Toujours est-il que, selon André Guerber, le jeune Himmler eut alors des démêlés avec la police et la justice dans les circonstances suivantes. Au début de 1919, il habitait dans un hôtel borgne du quartier Moabit, 45, Acherstrasse, en compagnie d'une prostituée, la fille Frida Wagner, son aînée de sept ans, née le 18 septembre 1893 à Münchenberg. Un rapport de police établi le 2 avril 1919 par le commissaire Franz Stirrman, du poste de police 456, quartier de Spissengerstrasse, indique que des plaintes ont été portées par les voisins du couple en raison des disputes violentes qui éclataient sans cesse. Le jeune Himmler, dit le rapport, vivait de la prostitution de sa compagne. Il avait du reste en partie reconnu les faits. Soudain, au début de 1920, il disparut au moment précis où Frida Wagner fut découverte assassinée. On le rechercha et il fut arrêté à Munich le 4 juillet 1920, puis traduit devant la Cour de police criminelle de Berlin-Brandebourg le 8 septembre 1920, sous l'inculpation de meurtre. Himmler se défendit âprement et, en l'absence de preuves, sa fuite ne constituant qu'une présomption, la Cour dut, à regret, l'acquitter.

A la même époque, le jeune Himmler fit la connaissance, à Berlin, d'un jeune homme, également fils de bonne famille bourgeoise, Hans Horst Wessel, qui, lui aussi, menait une étrange existence dans le milieu berlinois. Il habitait 45, Maximilianstrasse, et un rapport du commissaire de police Kurt Schisselman, indique qu'il vivait de la prostitution. Le 4 septembre 1924, il sera condamné à deux ans de prison pour escroquerie par le tribunal de Berlin. Sorti de prison, Horst Wessel s'intéressera à la politique et retrouvera son ancien ami Himmler au Parti national-socialiste qui, pendant ses vacances forcées, aura connu les vicissitudes que l'on sait. C'est l'époque où le N. S. D. A. P. prospectait la pègre pour y découvrir des hommes décidés destinés à former l'armature de ses groupes de choc.

En 1929, Horst Wessel adhéra au Parti et entra dans la S. A. Avec un groupe de tueurs recrutés par ses soins parmi ses amis des bas-fonds de Berlin, il forma le « Sturm » 5 de la S. A. et parvint à conquérir, au cours de rixes sanglantes, le haut du pavé dans un des quartiers les plus mal famés de Berlin, jusqu'alors tenu par les communistes. Cet exploit lui valut d'être promu membre d'honneur des Stürme 5, 6 et 7 de Berlin.

Horst Wessel s'amusa à écrire des paroles nationales-socialistes sur l'air d'une vieille chanson de la marine. Cette chanson deviendra l'hymne du parti nazi sous le nom de *Horst-Wessel Lied*, après la mort du parolier, assassiné par un autre souteneur, communiste celui-là, Aly Hoeler, qui lui

disputait la « propriété » d'une fille, au cours d'une rixe dans un bouge de Berlin-Weding le soir du 23 février 1930².

Après la prise du pouvoir, Horst Wessel prendra place dans le Panthéon des martyrs nazis. Sa mère et sa sœur seront exhibées dans les réunions de propagande.

Après cet entracte berlinois, le jeune Himmler se décida à rentrer au bercaïl. Au début de 1921, il réapparut à Landshut. Son père l'installa dans une petite ferme afin qu'il pût exercer ses talents d'agronome en se livrant à l'élevage des volailles. Il lui recommanda de se tenir à l'écart de l'agitation politique. La Bavière, Munich surtout, bouillonnaient à cette époque. Himmler avait déjà appartenu à un mouvement de jeunesse qui prônait la « rénovation de la paysannerie allemande », le mouvement des « Artamans », dont la devise était « le sang, le sol, le glaive », slogan simpliste qui se retrouvera comme principe de base de la S. S.

Malgré la recommandation paternelle, Himmler s'intéressa aux mouvements patriotiques qui prônaient le retour aux valeurs traditionnelles et demandaient la mort du régime de Weimar et des « criminels de novembre », responsables du honteux armistice. Il adhéra à la *Reichsflagge* (la Bannière d'Empire) dont l'un des dirigeants était le capitaine Rœhm. Au début d'octobre 1923, une scission se produisit au sein de ce mouvement. La plus grande partie, suivant le capitaine Heiss, se rallia à la politique de von Kahr, cependant que le groupe des « ultras », sympathisants du N. S. D. A. P., quittait l'organisation. Himmler était l'un de ces trois cents extrémistes qui, sous la direction des capitaines Rœhm et Seydel, formèrent le groupement dissident *Reichskriegsflagge* (Bannière de Guerre d'Empire). Ce mouvement composé de « durs » naquit juste à temps pour participer au putsch du 9 novembre. Himmler figurait dans le groupe de tête du cortège, pour la fameuse « marche » qui se termina de si piteuse façon devant Feldernnhalle. Il eut la chance de sortir de la fusillade sans une égratignure.

Pendant la période d'éclipse que subit le N. S. D. A. P. à la suite du putsch manqué, il continua à militer dans les divers groupes qui camouflèrent alors les nazis; il fut pendant quelque temps secrétaire de Grégor Strasser, poste dans lequel Goebbels lui succéda en 1925.

A la fin de décembre 1924, il apprit le retour à Munich de Hitler, libéré de sa prison de Landsberg. Le 5 février 1925, il lui écrivit pour lui dire combien les patriotes comptaient sur lui pour aider l'Allemagne à sortir du chaos et retrouver la place qui devait être la sienne. Touché par cette lettre, Hitler, dont les troupes s'étaient diluées pendant son absence, répondit à son jeune admirateur et l'invita à lui rendre visite. Le 12 mars, Himmler vint frapper à la porte de la vieille M^{me} Reichert qui louait un logement à Hitler, 41, Tierschstrasse. Himmler avait reçu la carte d'adhérent n° 1345. Hitler avait décidé de repartir à zéro, mais pour impressionner les nouveaux

adhérents on avait commencé au chiffre 500 le numérotage des cartes.

Hitler fut frappé par l'air respectueux et discipliné du jeune homme. En face de lui, Himmler retrouvait l'attitude soumise que lui avait inculquée son père. Il écoutait religieusement les paroles que prononçait Hitler qui, dès qu'il disposait d'un auditoire, retombait dans le style de la conférence politique. Par son tempérament, Himmler était prédestiné à jouer le rôle du brillant second, du serviteur fidèle indispensable. Son ambition le poussait, mais son goût de la discrétion lui fit toujours préférer le second rôle. A l'inverse de beaucoup de nazis, surtout parmi les « vieux combattants », qui chercheront souvent à supplanter Hitler, Himmler ne tentera jamais de conquérir le pouvoir. Comme l'a dit le Dr Gebhardt, l'un des médecins nazis qui le connut le mieux puisqu'il était un de ses camarades d'enfance, il fut le « deuxième homme typique, qui prend sur lui le caractère odieux de la sévérité, exactement comme Mahomet sourit et le Calife exécute ».

Au cours des mois suivants, Hitler eut l'occasion d'apprécier les qualités de cette recrue. Le jeune Himmler fut un des nazis les plus assidus aux manifestations du Parti. Il tint à compter parmi ceux qui servaient à Hitler de gardes du corps au cours de ses déplacements, car un nouvel effort de propagande était entrepris pour relancer le N. S. D. A. P., bien que celui-ci fût théoriquement interdit. Mais le président de la République Ebert était mort le 28 février, le général Ludendorff était candidat aux élections présidentielles du 25 mars et Hitler voulait appuyer sa candidature.

Ce fut un échec cuisant, Ludendorff obtint moins de 1 % des voix face à son principal adversaire, le feld-maréchal Hindenburg, mais le régime de Weimar était dès lors condamné. Le second semestre de 1925 fut particulièrement actif, Hitler avait compris qu'il fallait se hâter de prendre rang pour l'assaut contre la République, par des moyens légaux, puisque le régime était miné de l'intérieur.

Le 9 novembre 1925, jour anniversaire de la « glorieuse marche patriotique de Munich, Hitler décida de créer un groupe spécial destiné à le protéger : la *Schutz Staffel* (troupe de protection) qui allait devenir célèbre sous ses initiales : S. S.

Cette « troupe » ne naissait pas spontanément ex *nihilo*. Hitler avait toujours eu des gardes du corps. Les premiers étaient sortis du service d'ordre créé pour les premières réunions et pour faire taire les contradicteurs au besoin à coups de poing. Cinq hommes s'étaient, dès 1920, attachés à la protection personnelle de Hitler : le lieutenant Berchtold, l'horloger Emil Maurice, le marchand de chevaux Weber, Herman Esser, et le « maître de bas-étal »³ Ulrich Graf. Ce dernier devint le garde de corps personnel du chef.

Entre-temps, Klintzsch, chef de la S. A., ayant, dès mars 1923, pris des

mesures pour créer à Hitler une garde personnelle S. A., le groupe s'était étoffé et avait été baptisé *Stosstrupp Hitler* (troupe d'assaut Hitler). La S. S. fut créée pour reconstituer l'ancienne Stosstrupp dissoute pendant les mois d'emprisonnement de Hitler. Le commandement en fut confié à Julius Schreck, mais le groupe fut rattaché, dès le début de 1926, à la S. A. dont il ne constitua qu'un élément spécialisé. La S. S. se trouva donc placée sous l'autorité du chef d'état-major de la S. A. Franz Pfeffer von Salomon.

En 1929, de graves tensions étaient apparues entre Hitler et Pfeffer von Salomon. Elles aboutirent l'année suivante au départ de celui-ci.

Hitler comprit qu'il fallait à la tête de cette garde un homme qui lui fût dévoué corps et âme. Les mécontents disaient que Hitler jouait au sultan. A ce sultan, il fallait des janissaires, leur chef fut Himmler.

Quand, le 6 janvier 1929, Heinrich Himmler prit la direction de la S. S., elle comprenait 280 hommes, mais il s'agissait d'hommes éprouvés. Himmler s'efforça dès son arrivée de faire de cette politique de sélection la base même du groupe qu'il était chargé de réorganiser. Contrairement à Röhm, qui ne voulait considérer que le nombre, Himmler choisit une politique de « qualité » pour faire de la S. S. la troupe d'élite du Parti.

Cette différence de conception ne fera que s'affirmer quand Röhm, reprenant la direction de la S. A. en janvier 1931, deviendra théoriquement le supérieur hiérarchique de Himmler, les S. S. étant toujours intégrés à la S. A. Une antipathie sourde naîtra entre les deux hommes. Devenue hostilité, puis féroce rivalité, elle jouera un rôle décisif dans la détermination de Himmler de s'emparer des services de police.

La préférence de Himmler pour un choix rigoureux ne permettra qu'un recrutement d'abord assez lent. Les S. S. passeront de 280 en novembre 1929 à 2 000 en 1930, 10 000 en 1931, 30 000 au moment de la prise du pouvoir et 52 000 au moment où Himmler prit la direction de la Gestapo, chiffre dérisoire face aux 4 500 000 S. A. dont Röhm disposait à la même époque.

Mais, ces précieux S. S. avaient été placés par leur maître aux postes-clés. Tout d'abord, dès l'arrivée de Hitler à la Chancellerie, Himmler avait trié 120 hommes parfaits, de grande taille et d'un courage à toute épreuve, et avait constitué la *Leibstandarte Adolf Hitler*, compagnie qui assurera exclusivement la garde de la Chancellerie. Cette unité d'élite subsistera jusqu'à la fin du régime. Puis l'entourage immédiat de Hitler avait été presque uniquement composé de S. S.; Himmler en plaça partout dans l'intimité du Führer. C'est le brigadeführer S. S. Julius Schaub qui gérait les intérêts personnels du Führer, c'est un autre brigadeführer S. S., Streck, qui devint son chauffeur. Sa sécurité personnelle directe était assurée par des gardes du corps S. S. commandés par le brigadeführer Rattenhuber et par

un groupe de policiers de la Gestapo commandés par l'inspecteur Högl. Ces hommes ne quittaient jamais Hitler et l'accompagnaient dans ses déplacements. Himmler était donc toujours informé du moindre incident, de chaque visite, de la moindre conversation. Nul ne pouvait plus approcher le Führer sans qu'il en fût averti. Ses hommes étaient aussi entrés à la Gestapo. Ils s'étaient installés dans de nombreux postes lors des épurations et réorganisations qui avaient suivi la prise du pouvoir.

Déjà, Himmler se livrait à une attaque systématique de la S. A. et de Rœhm. Agissant près de Hitler selon un plan identique à celui de Goering, il lui signalait les excès commis dans les camps par les S. A. et montrait les inconvénients qui pouvaient en découler. Ce n'étaient pas les méthodes elles-mêmes qui le choquaient, mais la façon désordonnée dont les S. A. opéraient.

Dès mars 1933, la S. S. ouvrit ses propres camps, puis, progressivement, Himmler élimina complètement le « concurrent » et, au début de 1934, il obtint que tous les camps fussent entièrement gérés et gardés par la S. S. A cet effet, il créa une nouvelle branche de la S. S., les *Totenkopf* ou régiments « Tête de Mort », exclusivement chargés de la garde des camps. Ils y perpétrèrent les mêmes horreurs que leurs prédécesseurs, en attendant d'en faire une entreprise d'assassinat à l'échelle industrielle. Les frais d'entretien des camps furent imputés sur les budgets des Länder et ne firent leur apparition dans le budget général du Reich qu'en 1936.

Cette création des troupes spéciales S. S. Totenkopf montrait clairement que les camps devenaient une institution nationale. Or, aucune autorité administrative ou judiciaire, aucun magistrat allemand, pas plus que le ministre de la Justice Gürtner, aucune voix n'éleva la moindre protestation contre cette monstruosité juridique que rien n'autorisait alors que la Constitution était toujours en vigueur. On put donc continuer à arrêter et à détenir des milliers de personnes qui n'avaient fait l'objet d'aucune inculpation, d'aucun jugement, et qui pouvaient s'attendre à être retenues là, selon l'expression de Goering, « jusqu'à ce que le Führer les prenne en pitié ». C'est par ces perpétuels renoncements et ces lâches acceptations du fait accompli que fut permise l'extension progressive des méthodes nazies, le rejet de toute légalité et finalement l'installation d'organisations criminelles.

Himmler était donc déjà puissant lorsqu'il vint s'installer 8, Prinz Albrechtstrasse, dans ce bureau de la direction de la Gestapo d'où il allait surveiller toute l'Allemagne comme du centre d'une gigantesque toile d'araignée.

Lé 1^{er} janvier, il avait adressé aux S. S. un message sans ambiguïté : « Une des tâches les plus urgentes qui nous incombent, dit-il, est de découvrir tous les ennemis déclarés ou cachés du Führer et du national-socialisme, de les combattre et de les anéantir. Pour accomplir cette tâche, nous sommes

prêts à verser non seulement notre sang mais aussi celui des autres. »

« Le corps porte l'empreinte des forces intérieures qui l'animent », écrit au début du XVIII^e siècle le théosophe illuminé Jacob Bøhme. Raccourci limpide qui nous rassure. Il est consolant que les assassins portent les stigmates de la brutalité. Et la plupart des chefs nazis se conforment à cette règle : Røehm a une tête de tueur, la physionomie de Bormann est plus qu'inquiétante, Kaltenbrunner et Heydrich ont les visages d'assassins que l'on attend d'eux. Himmler, lui, tourne vers nous un visage lisse, désespérément banal.

C'était un homme de taille moyenne, plutôt grand, assez bien découplé. Son visage était un peu gras et un début de calvitie précoce dégageait déjà ses tempes et son front, bien qu'il n'eût que trente-trois ans au moment où débutait sa carrière policière. Il avait le visage d'un petit employé, d'un modeste comptable ou d'un petit commerçant, avec un menton minuscule, effacé, légèrement fuyant, qui n'indiquait pas une très grande volonté. Une moustache barrait ce visage mou qu'encadraient deux oreilles un peu fortes et décollées. Un perpétuel sourire achevait de lui donner une expression commerciale.

Deux signes donnent seuls discrètement l'alerte : les lèvres très minces et incolores, exsangues, et deux petits yeux bleus, d'un bleu grisâtre, dont un pince-nez à la monture ronde d'acier poli cache mal le regard d'une étonnante pénétration, d'une dureté glaçante. Il savait sans doute que ce regard le trahissait et se tenait la tête légèrement inclinée vers l'épaule droite, à l'abri derrière le miroitement des verres qui le dissimulait, embusqué pour observer l'interlocuteur qui sera peut-être une proie : Son cou étrange, d'un aspect maladif, avait souvent frappé ses visiteurs; la peau en était flasque et ridée et lui donnait l'apparence d'un cou de vieillard. Ses mains étaient anormalement fines et délicates, effilées, presque féminines, très blanches et transparentes, veinées de bleu. Quand il parlait ou quand il écoutait, il les laissait souvent posées à plat sur la table, devant lui, étrangement inertes. Ces mains inexpressives s'accordaient avec le visage qu'il se composait, indéchiffrable et immuable.

Ses subordonnés diront tous plus tard que Himmler n'adressait jamais ni louange ni blâme. Ses directives étaient le plus souvent imprécises. Il aimait voir les gens découvrir eux-mêmes le meilleur moyen de satisfaire un chef dont les desseins ne devaient leur apparaître que progressivement. Il avait le goût du secret; il l'imprimera profondément dans ses créations, en faisant une règle absolue dont les violations seront punies avec une

exceptionnelle sévérité, parfois même de la mort.

Il était doué d'une puissance de travail peu commune. Ses journées commençaient vers huit heures pour ne s'achever que tard dans la nuit, souvent vers deux heures du matin. Il travaillait partout et sans cesse. En voyage, son secrétaire l'accompagnait toujours et il dictait des lettres dans le train, en avion ou en automobile, se tenant toujours en contact avec le service central de la Gestapo grâce à des liaisons radio qu'il avait voulues parfaites. Tout rapport, toute correspondance un peu importante, devaient lui être communiqués. Il lisait tout soigneusement et annotait les documents dans la marge avec un crayon vert, de la nuance du vert végétal, neutre, sans éclat. Avec la méticulosité qui lui était propre, il écrivait, sur tout document passé dans ses mains les lettres GEL, abréviation de « Gelesen » (lu) suivies de la date et de sa griffe, deux H accolés traversés d'un trait horizontal qui se termine en une pointe acérée. Ce choix du crayon vert grisâtre reflète le personnage. Göring, le fastueux, le chamarré, annotait le courrier à l'aide d'un crayon d'un rouge éclatant. Petits détails, mais combien révélateurs!

Quand Himmler n'était pas occupé à un de ces fréquents voyages ou à une de ces tournées d'inspection qu'il effectuait à l'improviste pour contrôler l'activité de ses services, sa longue journée n'était coupée que par les entractes des repas, presque toujours pris dans un mess de la S. S. ou de la Gestapo ou au restaurant. Il lui arrivait de retenir un visiteur à déjeuner, il invitait assez souvent ses chefs de services et se montrait un amphitryon agréable et disert, causeur amusant, sans prétention, même lorsque, parvenu au faite du pouvoir et chargé d'innombrables et redoutables fonctions, il sera, en fait, l'homme le plus puissant du régime.

Il avait de bons et fidèles amis, dont plusieurs amis d'enfance qui continuaient à l'appeler affectueusement « Heini », comme lorsqu'ils allaient avec lui à l'école de son père. Dans la S. S., on l'appelait souvent avec une respectueuse affection « Reichs-Heini ». Ce n'est pas un des aspects les moins fascinants de cette histoire que de voir des tueurs cultiver de leurs mains pleines du sang de milliers d'enfants la fleur de l'amitié et s'appeler entre eux de diminutifs encore chargés de l'odeur d'encre violette et de craie respirée ensemble dans la vieille école bavaroise. Car il avait entraîné avec lui la plupart de ses camarades. Le médecin Gebhardt, son ami d'enfance, deviendra un des responsables des expériences scientifiques, des fonctionnaires bavarois connus à la préfecture de police de Munich le suivront à la Gestapo de Berlin. Tous avaient foi en son étoile : il avait un don de persuasion indiscutable. « Il croyait ce qu'il disait au moment où il le disait, et tout le monde aussi le croyait », dira Gebhardt.

Himmler vivait hors de son foyer, il ne paraissait pas avoir de vie privée, son existence entière se déroulait dans le cadre de la S. S. et de la Gestapo,

et il semblait n'avoir existé qu'en fonction de ces deux monstres, ses enfants. Une plaie secrète se dissimulait sous son apparence sereine. Himmler était malheureux en ménage. Il avait épousé une infirmière, Marga Couzerzova, originaire de Bromberg, son aînée de sept ans. Elle avait exercé dans une grande clinique de Berlin à l'époque où la décomposition morale y était totale. Elle y avait vu pratiquer tant d'interventions illégales, tant de trafics, qu'elle en avait gardé un mépris très grand pour les médecins et les chirurgiens. Elle attribuait par contre les plus grandes vertus aux traitements par les simples, croyance qu'elle communiquera à son mari. C'est avec l'argent de sa femme que Himmler avait monté son élevage de poulets à Trudering, près de Munich. Il échoua, et sur ses conseils se livra alors à la culture des herbes médicinales. Il lut avec passion les ouvrages du moyen âge sur les herbes, mais ne parvint pas à la réussite commerciale. Cet échec ne le détourna pas de sa passion et, plus tard, il fera cultiver des plantes médicinales par les prisonniers des camps de concentration.

Ces échecs étaient peut-être cause de la mauvaise entente du couple. Sa femme le méprisait. En 1928, la naissance d'une fille, Gudrun, n'arrangea rien. Selon le Dr Gebhardt, Himmler souffrait d'une impuissance partielle et « ne put jamais surmonter ce conflit intérieur ». La mésentente devint si grave qu'il dut se résoudre à ne plus vivre avec sa femme. Il refusa toujours de divorcer, pour sa fillette, disait-il, et aussi sans doute sous l'influence inconsciente de l'éducation religieuse rigoureuse reçue dans son enfance.

Il fit plus tard la connaissance d'une autre femme qui partagea sa vie. Il eut encore deux enfants de cette liaison, un garçon et une fille, qui furent élevés en nourrice à Hohenlychen, où ils étaient nés.

Cette double vie, ces deux foyers, lui occasionnèrent souvent des difficultés d'argent et le contraignirent parfois à faire des emprunts. Car Himmler fut sans doute le seul haut dignitaire nazi que ses fonctions n'enrichirent jamais alors qu'il était tout-puissant et que la corruption régnait au plus haut point dans l'appareil du Parti. Son honnêteté foncière lui fit mépriser profondément Gœring quand, pendant la guerre, celui-ci se livra à toutes sortes de trafics rendus possibles par sa position élevée dans l'administration de l'État et du Parti.

Himmler était sans culture réelle. Cet homme « à demi instruit » était un romantique, qui imprima une direction particulière à ses créations et, partant, à toute l'organisation du III^e Reich. Il croyait au magnétisme, au mesmérisme, à l'homéopathie, aux théories les plus douteuses de l'eugénisme naturiste, aux vertus psychiques de l'alimentation naturelle, aux voyants, guérisseurs, magnétiseurs et sorciers, dont il s'entoura toute sa vie, ne pouvant souvent se résoudre à prendre une décision avant de les avoir consultés. Il partageait ce travers avec de nombreux dirigeants du nazisme à

ses débuts, qui fréquentaient le salon du mage berlinois Hanussen, ce qui permit à celui-ci de prédire l'incendie du Reichstag.

Il avait également le respect de la discipline militaire. « Il avait fait, dira Gebhardt, une interprétation presque hystérique du vieux concept militaire : un ordre donné *doit* être exécuté. » Et il fit de ce concept un dogme absolu pour ses troupes, ce qui fut assez facile, les gens du peuple, en Allemagne, n'ayant alors jamais quitté l'état de serf pour celui de bourgeois et entrant dans le III^e Reich comme des somnambules. Son romantisme lui dictait une admiration profonde pour un des empereurs germaniques, Henri 1^{er} dit l'Oiseleur ou le Saxon. Il admirait son organisation de la chevalerie, grâce à laquelle le souverain avait pu fonder des villes nouvelles, chasser les Danois, battre les Hongrois et soumettre les Slaves et les Wendes. Ce modèle et l'intérêt qu'il portait aux questions de race eurent une importance capitale dans l'organisation de la S. S. Ainsi, la cérémonie de la prestation du serment des jeunes S. S. avait lieu à minuit dans la cathédrale de Brunswick, devant le cercueil contenant les ossements de Henri l'Oiseleur, à la lueur des torches.

Un trait domine la personnalité profonde de Himmler, selon l'analyse du Dr François Bayle : l'inaptitude congénitale aux idées générales qui le fait s'ancrer dans l'esprit de système, une ardeur et une volonté négative à forme d'entêtement farouche qui s'exprime dans un travail acharné, l'absence totale d'originalité et de sensibilité dont résulte un fonctionnement quasi mécanique de la pensée ainsi profondément déformée dans sa nature et sa portée jusqu'à devoir être considérée comme une pensée pathologique. Sur ce fond, il faut ajouter l'absence de bon sens, une prétention et une obstination indéracinable allant jusqu'à l'absurde, l'absence d'intuition qu'aucune éducation intellectuelle ne venait compenser; son instinct érotique était anormalement développé, avec un besoin intense de caresses et d'ambiance amicale, paradoxalement lié à une profonde indifférence affective.

Cet esprit de système lui fit découvrir Hitler comme un sauveur. Celui-là affirmait, frappait du poing, proposait des solutions énergiques et merveilleusement simples. Surtout, il émanait de lui une certitude, une opiniâtreté qui éveillait une résonance dans l'esprit entêté du catéchumène. Et quand Hitler parlait avec sa conviction communicative des questions de race, de pureté du sang, vibrait alors la corde sensible. Himmler s'était toujours passionné pour ces questions; il croyait avoir donné une forme scientifique à son obsession depuis qu'il avait étudié à l'école d'agronomie les sélections de races chez les animaux. L'éleveur de volailles pensait que les hommes peuvent, pour leur plus grand bien, être soumis aux règles de l'élevage rationnel. Il avait appris que, dans le poulailler ou l'étable, il faut éliminer les sujets non rentables; il trouvait parfaitement raisonnable que Hitler puisse écrire : « Nous souffrons tous des infirmités d'un sang impur.

Ce qui n'est pas de bonne race n'est rien. » Ou bien : « Une génération plus forte éliminera les faibles; l'élan vital brisera les liens ridicules d'une prétendue humanité selon l'individu, pour faire place à l'humanité de la nature qui extermine les faibles au profit des forts. » Ou encore : « La pitié ne peut nous apporter que dissension et démoralisation. »

— Et quand Hitler annonçait que l'État national-socialiste mettrait ces théories en application, Himmler applaudissait. Dès que l'occasion lui en sera donnée, il passera à la pratique. En lui, se graveront d'une manière ineffaçable les paroles de Hitler :

« Celui qui ne voit dans le national-socialisme qu'un mouvement politique n'y comprend presque rien. C'est davantage encore qu'une religion, c'est la volonté d'une création humaine nouvelle. Sans base biologique et sans but biologique la politique est aujourd'hui complètement aveugle. »

Et surtout :

« Je libère les hommes des bornes de la raison qui pèsent sur eux, des malpropres et humiliantes intoxications dues à des chimères, de la prétendue conscience et moralité, et des exigences de liberté et d'indépendance personnelle, dont seuls quelques-uns peuvent se servir. »

Enfin :

« Après des siècles de pleurnicheries sur la défense des pauvres et des humiliés, le moment est arrivé de nous décider à défendre les forts contre les inférieurs. (...) L'instinct naturel ordonne à tous les êtres vivants, non seulement de vaincre leurs ennemis, mais encore de les exterminer. Jadis le vainqueur avait la prérogative d'exterminer des races et des peuples entiers. »

Un jour, Himmler suivra ce conseil à la lettre.

¹ Cette inscription figurait en tuiles blanches, sur le toit du bâtiment central du camp de Dachau.

² Les causes de cette rixe ont été très controversées mais **cette version paraît la plus vraisemblable.**

³ Sorte d'équarrisseur.

2.

L'« ordre noir » de Himmler.

Himmler rêvait de chevalerie et d'un champ d'expériences biologiques pour mettre en application ses « principes du sang ». La S. S. allait lui permettre de réaliser tout cela. Elle allait marquer aussi de son empreinte la Gestapo.

Il était Reichsführer S. S., c'est-à-dire chef suprême de la S. S. pour tout le Reich, et la S. S. restera réellement « sa chose », sa propriété personnelle jusqu'à l'ultime jour de l'effondrement final.

Pour comprendre le fonctionnement de la machine administrative nazie que la superposition de hiérarchies différentes rendit d'une inextricable complication : hiérarchie des fonctionnaires d'État et des militaires de l'armée régulière, hiérarchie du Parti, hiérarchie spéciale de la S. S., il faut expliquer ce que fut exactement la S. S., car son organisation va s'infiltrer dans tous les organismes et les rouages non seulement du Parti, mais des administrations d'État et des organisations publiques et même privées. A partir de 1940 environ, tous les personnages importants du régime, tous les fonctionnaires de police, tous les chefs de grands services, furent S. S. ou y reçurent des grades à titre honorifique.

L'idéologie et les principes S. S. influencèrent progressivement la vie allemande en même temps que tous les postes de direction se trouvèrent entre les mains de gens qui, par leur appartenance à la S. S., étaient plus ou moins soumis au contrôle de Himmler. Il fixa les deux principes de base de la S. S. : la sélection raciale et l'obéissance aveugle.

La farce de la sélection raciale fut habillée de considérations pseudo-scientifiques bien dans le goût du grand maître de l'ordre. Dans un pays ayant subi au cours des siècles des influences aussi nombreuses et diverses, des apports de population aussi importants, notamment l'énorme apport slave qui imprégna la population allemande jusqu'à l'Elbe, le dogme du « sang nordique rigoureusement pur » était une plaisanterie. Mais personne ne parut s'en aviser en Allemagne, tout au moins personne n'eut le courage de le dire.

Ces déclamations grandiloquentes amusaient beaucoup le peuple qui s'en

moquait et appelait le Dr Gœbbels, ce nabot contrefait, un « Germain racorni ». Il est également significatif qu'à l'époque où les recherches généalogiques furent mises à la mode par les principes S. S., Hitler interdit rigoureusement toute recherche sur ses origines personnelles, assez mêlées selon ses ennemis.

Himmler voulut faire de la S. S. une nouvelle chevalerie qui serait le fondement le plus sûr du Reich nazi. Dans l'ordre signé de sa main à Munich le 31 décembre 1931, il la définissait ainsi : « Les S. S. sont une union d'Allemands à caractéristiques nordiques, sélectionnés spécialement. (...) Les S. S. sont conscients de faire, par le présent ordre, un pas notable en avant. Les railleries, l'ironie et les malentendus ne nous touchent pas, l'avenir nous appartient. »

Les principes racistes, une des bases du nazisme, qui allaient justifier le massacre des peuples « inférieurs », l'extermination de millions d'êtres humains et la transformation de millions d'autres en esclaves aboutirent en 1935 à la promulgation des lois de Nuremberg qui réglementaient la qualité de citoyen désormais attachée à certains caractères ethniques et réservée aux *Volksgenosse*, c'est-à-dire à ceux qui pouvaient faire la preuve que trois au moins de leurs quatre grands-parents appartenaient aux cinq races définies comme germaniques. Ceux-là seuls pouvaient se servir de leurs droits politiques.

Ainsi apparaît l'importance du bouleversement qu'entraînait le nazisme dans l'échelle des valeurs du monde occidental. Depuis le triomphe du christianisme et le début de son influence dans l'édification des sociétés, toutes les formes d'organisation sociale avaient admis que les hommes avaient des droits et des devoirs identiques. Cette fraternité, cette égalité, qui procédaient d'une création divine semblable pour tous, subsistaient dans les sociétés laïques et se trouvaient à la première place de la déclaration des droits de l'homme. Le marxisme, qui rejette Dieu, conserve les mêmes principes.

Le nazisme, lui, se fonde sur l'affirmation révolutionnaire de l'inégalité des hommes. Il pose comme postulat que les hommes sont profondément différenciés, non par leur savoir, leur force, leurs qualités acquises, mais du fait de leur origine. Il y a les hommes supérieurs, c'est-à-dire les nazis, à l'échelon le plus élevé, et les sous-hommes, les dégénérés des races inférieures abâtardies, au dernier échelon. Entre eux, se place une gamme d'intermédiaires que l'on appréciera à l'aide de procédés pseudo-scientifiques. Postulat qui ne repose que sur une politique de force, une série d'affirmations brutales, sans substratum scientifiquement discutable, mais qui va permettre de tenter l'extermination des « sous-hommes ».

Les S. S. — et particulièrement la Gestapo — furent les exécuteurs du racisme combattant nazi. Leurs règles, ces fameuses règles dans lesquelles

Himmler voulut faire revivre les traditions de la Chevalerie, étaient élémentaires. Tout d'abord, il y avait le fameux serment, prêté par le jeune aspirant au milieu d'une mise en scène théâtrale : « Je te jure, Adolf Hitler, Führer et Chancelier du Reich, fidélité et vaillance. Je te promets solennellement, ainsi qu'à ceux que tu m'as donnés pour chefs, obéissance jusqu'à la mort, avec l'aide de Dieu. »

Ce serment n'est qu'un serment d'obéissance aveugle qui obligera les S. S. à commettre les crimes les plus monstrueux sans la moindre hésitation.

« Mon honneur, c'est ma loyauté. » Telle est la « fière devise » du S. S. qui n'est qu'une répétition du serment d'obéissance, la loyauté devant s'entendre uniquement comme une obligation à l'égard du Führer, des chefs et des camarades S. S., mais pas à une quelconque règle de la morale traditionnelle. L'honneur du S. S., dont il sera tant question dans les brochures et les discours du mouvement, non seulement ne fera pas obstacle, mais au contraire lui fera une obligation d'assassiner des enfants, des femmes et des vieillards. C'est au nom de cet honneur étrange que les enfants arrivant à Auschwitz seront arrachés des bras de leur mère et envoyés à la chambre à gaz, à moins que, les jours d'affluence, on ne préfère, pour gagner du temps, les jeter vivants dans des fosses remplies d'essence enflammée.

Honneur, loyauté, le monde clos du nazisme pervertit les notions habituelles, vide les mots de leur substance. Ce que les nazis entendent, Himmler lui-même le dit dans le discours qu'il prononça le 4 octobre 1943 à Posen devant les Gruppenführer S. S. rassemblés : « Un principe fondamental doit servir de règle absolue à l'homme S. S. Nous devons être honnêtes, convenables, loyaux, bons camarades envers ceux qui sont de notre sang et envers personne d'autre. Ce qui arrive à un Russe, à un Tchèque, ne m'intéresse absolument pas. »

C'était l'application de la théorie de la « race des seigneurs » chère à Hitler dès le début du mouvement.

Les S. S. qui devaient former l'aristocratie du monde de demain étaient recrutés par le principe du sang. La valeur était une question de race. « En conséquence, seul le sang parfait, le sang que l'Histoire a prouvé être important et créateur et le fondement de tout État et de toute activité militaire, c'est-à-dire le sang nordique, doit être pris en considération. Je me suis dit que si je réussissais à sélectionner pour cette organisation autant d'individus que possible dont une majorité possédât ce sang, en leur enseignant la discipline militaire et en temps utile la valeur de ce sang et de toute l'idéologie qui en découle, il serait véritablement possible de créer une organisation d'élite pouvant faire face à toute éventualité. »

Pour sélectionner les possesseurs de ce sang si précieux, les candidats

étaient sévèrement triés. « Ils sont examinés et contrôlés. Sur cent hommes nous ne pouvons en utiliser en moyenne que dix à quinze, pas plus. Nous leur demandons le dossier politique de leurs parents, frères et sœurs, leur arbre généalogique jusqu'en 1750 et, naturellement, nous exigeons un examen physique et leur dossier de la Jeunesse hitlérienne. D'autre part, nous demandons un dossier sur leur hérédité prouvant qu'il n'y a pas eu de maladies héréditaires chez leurs parents et dans leur famille. »

Le but final de tant de soins, Himmler le dit : « Nous voulons former une classe supérieure qui dominera l'Europe pendant des siècles. Himmler exposa un jour que le Reich futur, qui serait alors étendu à toute l'Europe, serait organisé sur le modèle des sociétés antiques, c'est-à-dire qu'une élite représentant 5 à 10 % de la population régnerait sur le reste et ferait travailler une énorme masse d'ilotes et d'esclaves. Et en effet, lors de l'occupation des trois quarts de l'Europe, on put constater que le régime nazi était réellement esclavagiste.

Ces futurs « seigneurs », ces S. S., avaient des droits particuliers. lors de la prestation du serment, ils recevaient le poignard S. S. Il était, leur disait-on, destiné à venger leur honneur en lavant l'affront dans le sang, chaque fois qu'ils l'estimeraient atteint. En 1935, un décret de Himmler spécifia ce droit, et même ce devoir, et une décision de la Cour ajouta que les S. S. « étaient libres de se servir de leurs armes même si l'adversaire pouvait être repoussé par d'autres moyens ». Le droit d'assassiner en toute impunité était une prérogative S. S.

En septembre 1939, un membre de la Waffen S S. qui gardait un groupe de cinquante travailleurs juifs jugea plaisant, la journée de travail terminée, d'abattre l'un après l'autre les malheureux. Un constat fut établi, mais l'assassin ne fut pas puni car, remarquait le rapport, sa qualité de S. S. le rendait « particulièrement sensible à la vue des Juifs » et il n'avait donc agi que « d'une manière tout à fait irréfléchie et poussé par un esprit d'aventure juvénile ». Il est même probable qu'un sujet d'élite aussi doué dut bénéficier d'un avancement rapide.

Pour plus de sûreté, divers décrets vinrent soustraire les S. S. aux juridictions ordinaires et fixer que, relevant exclusivement de leur justice interne, ils ne pouvaient répondre de leurs actes que devant les tribunaux S. S.

Au début, on se bornait à appliquer la loi du 2 août 1933 qui permettait au gouvernement de faire arrêter toute enquête, toute procédure en cours devant un tribunal. Mais cette méthode présentait quelques inconvénients. Le 17 octobre 1933, deux détenus du camp de Dachau se « suicidèrent » dans leurs cellules. La direction du camp indiqua qu'ils s'étaient pendus à l'aide de leurs ceintures, mais les familles ayant alerté le parquet de Munich, deux médecins légistes vinrent pratiquer les autopsies qui firent

apparaître que les malheureux avaient été maltraités puis étranglés. Des ecchymoses nombreuses sur le crâne et sur tout le corps ne laissaient aucun doute; les marques apparentes sur le cou étaient celles de l'étranglement et non de la pendaison. Les ceintures ayant prétendument servi aux suicides ne purent être présentées.

Ces faits s'étaient déroulés avant que les autorités supérieures aient pu être alertées. Dès qu'il fut prévenu, Röehm, supérieur théorique des S. S., non encore indépendants de la S. A., rédigea une note : « Le camp de Dachau est un camp pour internés préventivement et pour internés politiques. Les incidents en question sont de nature politique et en toute circonstance les autorités politiques doivent en décider en premier lieu. A mon avis, ils ne semblent pas de nature à être examinés par l'autorité judiciaire. Ceci est mon avis à moi en tant que chef d'état-major et ministre du Reich. En cette qualité, je suis intéressé à ce que le Reich ne subisse pas un préjudice politique de fait de ces procédures. J'obtiendrai du Reichsführer S. S. un ordre selon lequel aucune autorité d'enquête ne sera admise à pénétrer dans le camp pour l'instant et aucun détenu ne devra être interrogé. »

Le ministre de l'Intérieur demanda la suspension des poursuites. « Comme motif, il fait remarquer que ces enquêtes causeraient beaucoup de tort au prestige de l'État national-socialiste, car ces enquêtes seraient dirigées contre des membres des S. A. et des S. S. et qu'en conséquence, les S. A. et les S. S., c'est-à-dire les soutiens principaux de l'État national-socialiste, seraient atteints. »

Le 27 septembre, le ministère public arrêta la procédure « car les enquêtes ont démontré qu'il n'y avait pas suffisamment de preuves que la mort de ces personnes était due à des causes extérieures ».

Tout s'arrangeait, mais le 5 décembre le ministre d'État à la Justice prescrivit de poursuivre l'enquête jusqu'à sa conclusion. « Les faits devront être éclaircis avec la plus grande rapidité. (...) Si des tentatives de camouflage sont faites, il conviendra de s'y opposer par des moyens appropriés. »

Fâcheux incident. Bien entendu, après un si long délai et le peu de moyens d'investigations de la justice dans le milieu S. S., cela ne pouvait être dangereux. Il n'en restait pas moins que des « étrangers pouvaient, à la faveur d'incidents regrettables, regarder de trop près les affaires « privées » de la S. S. et connaître certaines pratiques qu'il n'était pas nécessaire de divulguer.

C'est une des raisons qui furent à l'origine de la juridiction spéciale S. S. A partir de ce moment, la S. S. constitua un monde étanche, à l'intérieur duquel personne ne put pénétrer.

Ces S. S. intouchables, Himmler les traita comme un matériel humain de haute qualité, idéal pour ses expériences personnelles. L'éleveur de volailles reparaisait pour veiller à la pureté de sa sélection. Le S. S. n'avait pas le droit de se marier sans l'autorisation supérieure. La fiancée devait faire la preuve de son ascendance aryenne jusqu'en 1800 si elle voulait épouser un simple S. S. ou un sous-officier, jusqu'en 1750 si elle était fiancée à un officier. Le *Hauptamt*, la direction centrale, avait seule le pouvoir de valider les preuves fournies et de donner l'autorisation nécessaire. La jeune fille devait en outre satisfaire à un certain nombre de contrôles médicaux et d'épreuves physiques. On voulait vérifier si elle était capable d'assurer une descendance à la race des seigneurs. Après le mariage, la jeune épouse devait subir la formation S. S. dans des écoles spéciales où on lui inculquait la formation politique et « l'idéologie qui découle de la notion de pureté raciale ». On lui donnerait des cours d'enseignement ménager, de puériculture, etc. Le but poursuivi était d'obtenir en quelques années un ensemble sans cesse croissant en nombre, mais rigoureusement identique physiquement et psychologiquement.

Le système de Himmler atteindra son parfait accomplissement avec la création du *Lebensborn* — Fontaine de vie —, sorte de haras humain où des jeunes filles sélectionnées pour leurs caractères nordiques parfaits furent amenées pour procréer, en dehors de toute union légale, avec des S. S. également choisis selon les mêmes critères. Les enfants nés de ces unions, fruits d'un eugénisme dirigé, devaient appartenir à l'État, et leur éducation serait assurée dans des écoles spéciales. Théoriquement, ils étaient destinés à former la première génération du nazi pur, façonné dès l'œuf. L'effondrement du régime ne permit pas aux nazis de pousser plus loin cette expérience. Cependant, cinquante mille enfants étaient déjà nés de ces élevages. Leur niveau intellectuel est actuellement nettement inférieur à la moyenne; ils présentent un pourcentage de débiles mentaux quatre ou cinq fois plus élevé que la normale. Les eugénistes nazis ignoraient ce que savent les psychologues des pays décadents et des races dégénérées : l'établissement le plus parfait est inférieur, pour « l'élevage » des enfants, à n'importe quelle mère même médiocre. L'idéologie et la biologie ne peuvent remplacer l'amour maternel.

Les expériences biologiques de Himmler sur la S. S. revêtirent d'autres formes. L'éleveur de poulets pensait que la nourriture influait sur les caractères anatomiques et psychologiques. Aussi, dans les casernes S. S., le café du matin fut-il remplacé par le vieux déjeuner germanique de lait et de bouillies de céréales. Aux repas, les S. S. reçurent de l'eau minérale, leurs menus furent calculés « scientifiquement » par les eugénistes du Parti. On fit aussi dans les casernes S. S. des expériences de magnétopathie. Certains chefs furent soumis à des essais de massage du système nerveux. En un mot, les S. S. furent traités comme des cobayes de luxe et, loin de se sentir

humiliés, abaissés dans leur dignité d'homme par ces méthodes qui les ravalèrent au niveau du bétail ou de l'animal de laboratoire, ils en conçurent une immense fierté. On faisait d'eux des êtres à part, des surhommes, qui regardaient avec mépris le reste de l'humanité.

Pour les membres de cette nouvelle garde prétorienne l'un des mérites essentiels était « une belle prestance militaire », telle que la tradition prussienne l'avait définie. Tout en eux fut calqué sur ce modèle : morgue hautaine, raideur de l'attitude, inflexibilité, absence de sens critique, sentiment de puissance porté aux limites de l'absurde, « orgueil de caste, sadisme de dressage et masochisme de caserne dans toutes leurs formes primitives ou déviées, telles que les ont formées deux cents ans de régime prussien », ainsi que le dit Kogon. Et cet auteur remarque : « Une pensée critique, qui suppose l'aptitude à comparer et à distinguer et exige, par conséquent, un savoir grandissant, aurait nui à l'efficacité, les aurait « anémiés », leur serait apparue démoralisante, dangereuse, perfide, « juive ». Là encore on rejoint un vieux précepte militaire : « Ne jamais chercher à comprendre. »

Les droits qu'on leur accordait, ce droit de vie et de mort sur leurs contemporains, qui leur était pratiquement reconnu « pour venger leur honneur », les tolérances dont ils bénéficiaient ne pouvaient que les confirmer dans l'opinion de leur supériorité. Quant à la légitimité de leurs actes, elle ne pouvait être mise en question; le moindre doute ne les effleura jamais.

Comment aurait-il pu en être autrement? La totalité de l'élite traditionnelle allemande acceptait les actes les plus criminels et les couvrait de son silence. Cette « élite » entraînait dans le système, acceptait de coopérer avec les nouveaux venus. Dès son arrivée à la tête des S. S., Himmler s'était efforcé d'y attirer les aristocrates, qui jouissaient toujours d'un grand prestige, les notables, certains militaires connus. L'entrée dans les rangs S. S. des anciens officiers de corps francs, présentés comme des héros nationaux, avait eu un certain retentissement. Dès 1928, les héritiers de plusieurs familles illustres avaient adhéré au N. S. D. A. P. Avant 1933, des aristocrates étaient entrés dans le *Schwarze-Korps*, le « Corps Noir » ainsi qu'on appelait les S. S., tels le prince de Waldeck et le grand-duc héritier de Mecklenbourg, pour citer les plus titrés. Après la prise du pouvoir, beaucoup d'autres accoururent : un prince de Hohenzollern-Sigmaringen, le duc héritier de Braunschweig, le prince héritier de Lippe-Biesterfeld, le général comte von der Schulenburg. On y vit même l'archevêque Gröber de Fribourg. On ne demandait aucun service à ces recrues de marque, mais on faisait une adroite publicité autour de leur adhésion. Elles eurent tant d'influence sur le recrutement que plus tard Himmler créa les grades S. S., honoraires, distribués à des personnalités non-membres des S. S.

L'effet de cette politique ne tarda pas à se faire sentir sur la bourgeoisie en particulier; les régiments S. S. furent bientôt regardés comme les régiments « chic », et l'uniforme noir comme le sommet de l'élégance masculine.

Si les S. S. pouvaient considérer ces adhésions comme une approbation de leurs méthodes, il faut reconnaître que l'absence de réactions internationales ne pouvait que les confirmer dans leur bonne conscience. Les émigrés continuaient à parler dans le désert; alors que les crimes commis quotidiennement en Allemagne ne pouvaient plus être ignorés, aucun pays « civilisé » ne songea, même un instant, à rompre avec les assassins. Les ambassadeurs continuèrent à serrer avec la même dignité des mains encore ruisselantes de sang innocent, à donner des dîners en l'honneur des bourreaux. On signa de nouveaux traités de commerce, la France invita l'Allemagne nazie à l'exposition internationale de 1937; enfin, couronnement de cet édifice de lâcheté, l'U. R. S. S. signa en 1939 un pacte avec ceux-là mêmes qui avaient fait mourir sous la torture des milliers de communistes et qui en tenaient des dizaines de milliers d'autres enfermés dans les camps.

Les adhérents de marque n'étaient qu'un argument publicitaire. Le recrutement de base plongeait au contraire dans les couches les plus basses de la population. Pour les besoins auxquelles on les destinait, il fallait des hommes sans problèmes, des brutes obéissantes ou des sadiques organisés.

Un tel recrutement risquait d'être limité. Les nazis comprirent que, pour assurer un apport continuuel d'éléments « convenables », il fallait façonner dès l'enfance les prétoriens de demain. Le grand réservoir de la S. S. et de la Gestapo fut la *Hitler Jugend*, la « Jeunesse hitlérienne ». Chaque 20 avril, jour anniversaire de la naissance du « Führer », les enfants qui allaient atteindre leurs dix ans dans l'année étaient admis dans le *Jungvolk*. Un cérémonial combiné avec les fêtes de l'anniversaire de Hitler avait pour but de frapper leur esprit. Ils restaient dans ce groupe jusqu'à treize ans, séjournant un an dans chacune des quatre sections destinées à les amener progressivement à la Hitler Jugend qui les préparerait plus directement pour l'armée ou pour les formations du Parti.

D'abord branche cadette de la S. A., la Hitler Jugend devint indépendante et, peu après la prise du pouvoir, un décret du 22 juin 1933 ordonna la dissolution du Comité national des associations de jeunesse allemandes. Leurs biens furent confisqués et leurs membres absorbés par la Hitler Jugend (H. J.). En 1936, une loi rendit l'adhésion à la H. J. obligatoire pour tous. Ainsi, dès l'âge de dix ans, le jeune Allemand fut-il soumis à l'influence continuelle, obsédante, de la propagande et de l'idéologie nazies. Dès cet âge tendre, alors que la personnalité est facile à modeler, le «

principe du chef » était ancré dans les jeunes cerveaux comme un dogme absolu. Un peu plus tard, commençait l'entraînement qui permettrait d'amener un être humain à un état de subordination totale. Cette « culture » aberrante de l'homme, cette déshumanisation, constituent la seule explication du phénomène hitlérien, de l'existence de la Gestapo et des crimes qui n'ont pas fini de bouleverser la conscience humaine. Pour qu'une poignée d'assassins professionnels pût régner sur tout un peuple et lui imposer ses méthodes, il lui fallait pervertir l'homme dès l'enfance. Oradour, le ghetto de Varsovie, les exécutions massives de l'Est, Auschwitz, ne sont pas des crimes allemands, mais des crimes nazis. Il est certain que les mêmes méthodes appliquées à n'importe quel peuple auraient provoqué les mêmes résultats. Si le peuple allemand fut une pâte malléable, c'est parce que sa militarisation traditionnelle lui avait inculqué des habitudes de discipline plus stricte, déformation que souvent, dans la plupart des pays « indisciplinés », on cita officiellement en exemple avec une nuance de regret. Les S. S. qui incendièrent Oradour avaient presque tous de huit à quatorze ans à l'époque de la prise du pouvoir. Tous avaient subi l'éducation nazie dès leur plus jeune âge et personne n'était venu leur donner le moyen de discuter la valeur de cet enseignement. C'est dans les Jeunesses hitlériennes, entre 1933 et 1940, que les Oradours de la guerre furent préparés.

Dans un discours prononcé en novembre 1933, Hitler avait proclamé ses intentions à l'égard de la jeunesse allemande :

« Quand un adversaire déclare : « Je ne veux pas me « ranger à vos côtés, et vous ne m'y ferez point parvenir », « je réponds tranquillement : « Ton enfant m'appartient « déjà. Un peuple vit éternellement. Qui es-tu? Tu passes. « Mais tes descendants sont déjà dans le nouveau camp. « D'ici peu, ils ne connaîtront rien d'autre que cette nouvelle communauté. »

Dès le 10 mai 1933, sous la direction de Goebbels, un autodafé avait été organisé sur la place de l'Université à Berlin. Au cours des semaines précédentes les librairies, les bibliothèques publiques, les Universités, avaient été « épurées ». Des tonnes de livres dont les auteurs étaient Juifs, marxistes, ou dont le contenu n'était pas conforme aux principes nazis, avaient été saisies. Le 10 mai, les étudiants nationaux-socialistes apportèrent en chantant vingt mille volumes et formèrent un énorme bûcher sur la place publique. On y avait mêlé la plus basse littérature pornographique aux œuvres des philosophes « dégénérés ». Le tout fut arrosé de pétrole et incendié pendant que la musique jouait l'hymne national et les airs du Parti. Goebbels prononça un discours : « La cérémonie d'aujourd'hui, dit-il, est un acte symbolique; elle apprendra au monde que le fondement moral de la République de novembre 1918 est détruit à jamais. De ce tas de cendres va surgir le phénix d'un esprit nouveau. »

Le jeune Allemand sélectionné devait effectuer un séjour obligatoire au *Reichsarbeitsdienst*, le Service du Travail, avant d'entrer à la S. S.

La force S. S. se divisait en trois catégories : les « Allgemeine-S. S. », où le service n'était pas permanent, les « S. S.-Verfügungstruppen » ou régiments encasernés ¹ et les « S. S.-Totenkopf Verbaende » ou régiments à la « Tête de Mort », chargés de la garde des camps de concentration.

Les « Allgemeine-S. S. » constituaient la branche mère où étaient d'abord admis les jeunes « aspirants » dont l'ambition était d'appartenir à ce corps d'élite. Ils y subissaient la première instruction, la période d'épreuve, prêtaient le serment et recevaient le poignard d'honneur.

Les Allgemeine-S. S. devaient rester membres actifs des S. S. jusqu'à cinquante ans. Ils étaient astreints à subir un examen annuel pour vérifier à la fois leur forme physique, leur entraînement militaire et leur orthodoxie politique.

Pour obtenir certains postes dans les administrations d'État ou certaines hautes fonctions dans l'industrie privée, il devint bientôt indispensable d'être membre des S. S., ainsi que pour être admis dans les grandes écoles ou les Universités.

Ainsi cet « ordre noir » étrange façonné par Himmler s'implanta-t-il dans les rouages de la vie allemande, donnant à son animateur un pouvoir bientôt absolu. Il lui permit aussi d'éliminer ses ennemis les plus dangereux.

¹ Jusqu'en septembre 1939, les S. S.-Verf. ne comptaient que quatre a Standarten » encasernés.

3.

La Gestapo partout présente.

Himmler, grand maître de la S. S., transposa une partie des principes de son « ordre noir » pour organiser la Gestapo. La hiérarchie stricte fut progressivement calquée sur celle des S. S. et la reproduisit même complètement au moment où les membres de la Gestapo reçurent des grades S. S. d'assimilation. Le cloisonnement des attributions fut renforcé par la protection du secret. Leur discrétion était un des principes fondamentaux de la discipline S. S., il constitua une des bases essentielles de la Gestapo, dont Himmler fit, comme il l'avait fait de la S. S., un monde clos, où personne n'eut le droit de jeter le moindre regard, sur lequel il fut interdit de formuler une critique.

Dès sa création par Goering, la nouvelle police d'État avait eu besoin de locaux. Prinz Albrechtstrasse, divers bâtiments convenaient parfaitement par leur situation géographique et leurs dispositions intérieures. Il y avait tout d'abord le Musée du Folklore, il fut évacué et occupé; il y avait aussi une école professionnelle industrielle; on l'expulsa très simplement sous le prétexte que certains élèves étaient communistes et que les dortoirs étaient le cadre « d'orgies nocturnes. » Ces locaux ainsi libérés, la Gestapo s'y installa. Sur ces bureaux régnait Reinhardt Heydrich. Placé à la tête du service de sécurité des S. S. en 1931, par Himmler, il avait été son substitut à la présidence de police de Munich au début de 1933, puis il l'avait rejoint à Berlin quand le contrôle de l'ensemble de la Gestapo avait été acquis à son chef au début de 1934. Himmler l'avait immédiatement chargé du service central de la Gestapo et, de son bureau de Berlin, il assura la plus grande partie de la direction effective de l'ensemble de la police d'État.

Là encore, selon l'habitude nazie, on assistait au dédoublement des fonctions. En tant que chef de la Gestapo, Heydrich agissait comme fonctionnaire d'État, mais en tant que chef du S. D., organisme du Parti, il était un des personnages importants du N. S. D. A. P. et pouvait utiliser les organisations privées du Parti. D'autre part, il se trouvait être deux fois le supérieur de la plupart des hommes placés sous ses ordres à la fois comme fonctionnaires et comme membres du Parti. Situation commode car ceux qui auraient pu avoir quelques scrupules de conscience devant certaines pratiques révoltantes et qui auraient été tentés d'en rendre compte à la

justice, devenaient plus sensibles à l'interdiction de parler, notifiée au nom du Parti, qu'aux interdictions administratives.

Le Parti avait commencé l'annexion de l'État. L'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1933 était très clair : « Le Parti national-socialiste est devenu le représentant de l'idée de l'État allemand et est indissolublement lié à l'État. »

Ce que tous poursuivaient, fonctionnaires ou membres des services du N. S. D. A. P., c'était la réalisation des projets politiques du Parti, du Führer, c'était l'accomplissement de ses prédictions de visionnaire : l'édification de ce Reich de mille ans qu'il annonçait depuis des années et, à échéance plus lointaine, le bouleversement des fondements des sociétés humaines, le renversement de l'équilibre mondial, l'avènement de la race des seigneurs et la colonisation du monde. Le Parti devenait dépositaire de ces principes sacrés, l'instrument de pénétration de cette idéologie. En fait, l'État c'était le Parti. En-être rejeté signifiait presque un arrêt de mort. Il était dit que « l'exclusion du Parti constituait la plus grave sanction. Dans certaines circonstances, elle équivalait à la perte de tout moyen d'existence et de toute considération personnelle ». Menace moins redoutable, cependant, que celle que Himmler avait suspendue au-dessus de la tête des S. S. : « Celui qui devient infidèle, ne serait-ce qu'en pensée, sera chassé des S. S. et l'on veillera à ce qu'il disparaisse du monde des vivants. »

Empêcher toute discussion du dogme nazi, éliminer par n'importe quel moyen les opposants et même ceux qui osaient douter de l'excellence du régime, telle était la tâche de la Gestapo. Pour lui permettre de la mener à bien, elle devait être omnipotente. De leur antre, Himmler et Heydrich devaient pouvoir tout connaître. Il leur faudra plusieurs années pour parfaire les structures de leur organisation, mais dès le début ils possédaient des bases de travail. Pendant les années de vie clandestine, les services de sécurité S. S. avaient réuni d'importantes archives. Les adversaires du Parti avaient été soigneusement fichés. Leurs dossiers étaient souvent remarquablement complets : activité politique et professionnelle, famille, amis, domiciles et refuges possibles, liaisons intimes, faiblesses humaines, passions, tout cela y trouvait place, prêt à être utilisé en temps utile.

Ce sont ces archives que la Gestapo commença à exploiter. Les opposants furent arrêtés, torturés, assassinés. Tout le monde le savait en Allemagne, mais parmi ceux qui auraient pu pousser un cri d'alarme et sauver peut-être leur pays et le monde du danger grandissant, nul ministre, nul général, personne n'osa élever la voix. Pourtant, comme l'écrira Gisevius, « en plongeant, de l'extérieur, un regard dans les sinistres ténèbres de la Prinz Albrechtstrasse, on aurait rompu les enchantements de Heydrich ». Mais aucun regard étranger ne tenta de pénétrer cette ombre étouffante et, selon le mot du procureur général américain M. Robert. H. Jackson, à

Nuremberg, «l'Allemagne devint une vaste chambre de torture ».

La Gestapo subissait le contrôle du Parti. Constituée surtout par des policiers professionnels, qui demeuraient en majorité malgré l'épuration faite dès la prise du pouvoir, on ne pouvait procéder à un trop brutal remaniement sous peine de détraquer cette délicate mécanique. A partir d'avril 1934, ils furent soumis à un contrôle d'opinion plus rigoureux, les nouveaux entrants devaient appartenir au Parti. De même, avant tout avancement d'un fonctionnaire, il fallait l'accord et l'avis du Parti qui tenait un fichier spécial à cet usage, le fichier U. S. C., et donnait le *Politische Beurteilung*, l'appréciation politique dont dépendait la nomination. Une circulaire de la Chancellerie la définissait comme « un jugement de valeur sur l'attitude politique et idéologique et sur le caractère. (...) (Elle) doit être exacte et fidèle (...) (et) reposer sur des données de faits incontestables et être dirigée, dans son estimation vers les buts du mouvement ». « Pour procurer les éléments de cette appréciation, il y a lieu d'entendre les chefs politiques compétents, les services techniques et les services du S. D. du Reichsführer S. S. » Ainsi, les fonctionnaires de la Gestapo furent-ils soumis au contrôle politique du S. D., c'est-à-dire d'un organisme a jumeau », leurs homologues du Parti, avec lesquels une collaboration de plus en plus étroite s'établit.

Les deux services, S. D. et Gestapo, placés sous la direction de Heydrich, exercèrent le contrôle de l'opinion publique, mais le S. D., en tant qu'organisme du Parti, se cantonna dans la recherche du renseignement cependant que la Gestapo procédait aux arrestations, aux interrogatoires, aux perquisitions, à toutes les besognes matérielles de police.

Si la Gestapo recevait déjà, en 1934, des informations du S. D., celui-ci était bien loin de constituer sa seule source de renseignements. La base de l'organisation du Parti et de l'État était le *Führerprinzip* ou principe du chef, selon lequel le pouvoir reposait entre les mains d'un chef unique. Les commandements du Parti proclamaient : « Le Führer a toujours raison. Que le programme soit un dogme pour toi. Il exige que tu te dévoties entièrement au mouvement (...) Le Droit est ce qui sert le mouvement, et par conséquent l'Allemagne. » Car, bien entendu, le Parti s'identifiait à la patrie. « La base de l'organisation du Parti est l'idée du Führer. Tous les chefs politiques sont considérés comme nommés par le Führer, et sont responsables devant lui. Ils jouissent d'une autorité entière sur les échelons inférieurs. »

Partant de cette infaillibilité d'Adolf Hitler, on aboutissait à la nécessité d'une obéissance absolue à tous les chefs nommés par lui. L'article 1^{er} violait déjà les droits imprescriptibles de l'individu. « Tout chef a le droit de gouverner, d'administrer, ou de prendre les décisions sans être soumis à un contrôle de quelque sorte que ce soit. »

Le Führerprinzip fut introduit dès l'école dans la vie des Allemands. Au-dessous du Führer venaient, dans la pyramide hiérarchique, les *Reichsleiter*, qui étaient au nombre de quinze. Parmi ces grands pontifes du régime, les plus célèbres étaient Hess, chef de la chancellerie du Parti, remplacé plus tard par Bormann; Goebbels, chef de la Propagande; Himmler, Ley, chef du Front du Travail; von Schirach, chef des organisations de jeunesse, Rosenberg, représentant du Führer pour le contrôle des activités intellectuelles et idéologiques. Le *Reichsleitung* avait pour tâche essentielle le choix des chefs.

Dès le début de 1933, l'Allemagne avait été divisée en trente-deux Gaue ou régions administratives. Chaque Gau était divisé en Kreise ou cercles, chaque Kreis en *Ortsgruppen* ou groupes locaux, chaque *Ortsgruppe* en *Zellen* ou cellules et chaque *Zelle* en *Blocks*. Chacune de ces divisions avait à sa tête un *Gauleiter*, un *Kreisleiter*, un *Ortsgruppenleiter*, un *Zellenleiter*, un *Blockleiter*.

Le *Gauleiter* directement nommé par le Führer portait la responsabilité totale de la délégation de souveraineté qui lui était faite. C'était un *Hoheitsfräger*, un détenteur de souveraineté, de même que le *Kreisleiter*, responsable de l'éducation, de la formation politique et idéologique des chefs politiques, des membres du Parti et de la population en général. L'*Ortsgruppenleiter* était également un « détenteur de souveraineté ». Il était responsable d'un ensemble de cellules groupant environ quinze cents foyers; le *Zellenleiter* responsable de quatre à huit blocs était le supérieur direct du *Blockleiter* auquel il transmettait les directives du Parti et qu'il contrôlait. Enfin, le *Blockleiter* constituait la base même du Parti. A vrai dire, il était l'homme le plus important et était responsable d'un bloc, c'est-à-dire de quarante à soixante foyers au maximum. C'était le seul fonctionnaire que sa situation mettait en contact avec chaque élément de la population. De lui, on attendait une connaissance aussi parfaite que possible de chacun des membres du groupe dont il avait le contrôle.

Il devait déceler les mécontents et leur expliquer les nouvelles lois mal comprises; enfin, si cela se révélait insuffisant, d'autres possibilités lui étaient offertes : « Les conseils et quelquefois une forme plus rude de redressement pourront être utilisés si la conduite fautive d'un individu lui fait tort à lui-même et, par là, à la communauté. »

Bien entendu, cette connaissance de son quartier et de ses voisins, que l'on exigeait du *blockleiter*, avait une autre utilité. « Il est du devoir du *blockleiter* de découvrir les individus propageant des rumeurs nuisibles et d'en référer à l'*Ortsgruppe*, afin que ces faits puissent être rapportés aux autorités compétentes de l'État. » C'est-à-dire : à la Gestapo. C'est à elle qu'aboutissaient les résultats de ce mouchardage scientifiquement organisé. Un ordre signé de Bormann le 26 juin 1935 viendra préciser : « Afin

d'établir un contact plus étroit entre les services du Parti et de ses organisations et les chefs de la Gestapo, le délégué du Führer demande qu'à l'avenir les chefs de la Gestapo soient invités à assister à toutes les manifestations officielles importantes du Parti et de ses organisations. »

Ainsi, la Gestapo disposait par les chefs de cellules et de blocs de dizaines de milliers d'oreilles et d'yeux attentifs qui épiaient le moindre mouvement de chaque Allemand.

L'avocat général américain Thomas J. Dodd l'a dit à Nuremberg : « Il n'y avait dans aucune cellule ou block nazi aucun secret qui leur fût inconnu. Le mouvement d'un bouton de radio, la désapprobation indiquée par un visage, les secrets inviolés entre le prêtre et le pénitent, l'ancienne confiance entre le père et le fils, même les confidences sacrées du mariage, étaient leur fonds de commerce. Leur affaire était de savoir. » Rien ne devait échapper à la Gestapo.

Ces milliers d'agents bénévoles ne suffisaient encore pas. Il fallait aussi suivre l'homme dans ses activités professionnelles, dans ses distractions, hors de chez lui, partout où il pouvait échapper à son blockleiter-geôlier.

Les fonctionnaires avaient naturellement été les premiers placés sous contrôle. Dès le 22 juin 1933, une instruction signée de Goering enjoignait aux fonctionnaires de surveiller les paroles et les actes des employés de l'État et de dénoncer ceux qui critiqueraient le régime. On obtenait ainsi une sorte d'auto-surveillance puisque chacun espionnait ses voisins et était espionné par eux. Et pour garantir le fonctionnement de ce système de délation, la circulaire de Goering précisait que le fait de renoncer à faire des rapports de dénonciation serait considéré comme un acte d'hostilité à l'égard du gouvernementl

Le corset de fer de l'espionnage perpétuel était encore complété par de nombreux groupements. Par exemple, le *Sahlberg-Kreis*, organisation de jeunes particulièrement sélectionnés, comptait parmi ses dirigeants un jeune professeur de dessin, Otto Abetz. Celui-ci préparait des rencontres avec des comités de jeunesses françaises, au cours desquelles d'utiles jalons étaient posés par le S. D. Elles permettaient d'une part de recruter des sympathisants français dont certains furent amenés à jouer le rôle d'agents de renseignements, d'autre part d'introduire en France des agents du S. D.

Au travail, les Allemands furent mis aussi en observation. Chaque usine, chaque entreprise, formait une cellule du Parti. L'unique Front du Travail de Robert Ley, qui contrôlait les assurances sociales, les coopératives, les salaires, etc., remplaça les syndicats. Ouvriers et employés y étaient affiliés et étroitement contrôlés. Une circulaire de Goering du 30 juin 1933 prescrivit aux services de la Gestapo de signaler aux délégués du travail tout membre du Parti, tout travailleur dont l'attitude politique paraissait

douteuse.

La paysannerie fut embrigadée par le Front paysan de Walter Darré. En 1935, le *Reichsnährstand*, corporation nourricière du Reich, prétendra grouper toutes les professions qui concouraient au ravitaillement du Reich.

Les sports étaient aussi coiffés d'un chef, Tschammer-Osten ; les loisirs dépendaient de l'organisation K. D. F. (*Kraft durch Freude*), c'est-à-dire « la Force par la Joie », dirigée par Ley; le cinéma et la radio étaient contrôlés étroitement par le ministère de la Propagande; la presse n'était naturellement pas oubliée; elle était guidée d'une main ferme, les diverses agences ayant été remplacées par une agence d'État, le *Deutsches Nachrichtenbüro* (D. N. B.) en même temps qu'une fédération et une chambre de la presse étaient constituées sous le contrôle du Parti. Malheur au journaliste qui osait faire la moindre allusion déplacée! Son article avait du reste bien peu de chances de paraître car les directeurs de journaux et les rédacteurs en chef devaient être agréés par le ministère de la Propagande et pouvaient être révoqués à la moindre incartade. Ces mesures avaient permis de supprimer la censure puisqu'il n'était permis d'écrire que sur les thèmes fournis par le ministère.

Une « Chambre des Écrivains et une « Association professionnelle avaient mis en surveillance tous ceux qui faisaient métier d'écrire. Seuls les membres de cette association avaient le droit de publier leurs œuvres, et seuls étaient admis dans l'association les « bien pensants ». La Chambre des Écrivains signalait au ministère ce qui lui paraissait nocif dans les ouvrages anciens ou actuels. Les bibliothèques étaient épurées. La Fédération de la Librairie complétait enfin cette police de la pensée

Les avocats, les médecins, les étudiants étaient embrigadés dans des associations du même ordre. L'Association des médecins allemands, créée en 1873 et mondialement connue, fut absorbée par la Ligue nationale-socialiste des médecins qui « épura » la profession en éliminant les Juifs et les socialistes, puis tous les non-conformes politiquement.

Le ministère de la Santé publique fut intégré au ministère de l'Intérieur et la Croix-Rouge passa sous le contrôle de la S. S. Les quelques associations scientifiques de réputation mondiale, comme l'Association Chemnitz ou l'Association médicale de Berlin furent placées sous un contrôle étroit; il devint impossible d'y exprimer librement une opinion scientifique; le niveau intellectuel y devint si bas que les savants authentiques cessèrent de les fréquenter, laissant la place aux nullités officielles et aux charlatans protégés du Parti.

Le parti nazi tenait les Universités en suspicion, considérant que les savants étaient pervertis par le libéralisme. De 1933 à 1937, 40 % des professeurs furent épurés. Un décret du 9 juin 1943 créa un Conseil des

Recherches dont le conseil de présidence composé de vingt et un membres réussissait le tour de force de ne compter aucun homme de science, mais un Bormann, un Himmler, un Keitel, etc. et d'être présidé par Goering. Ce conseil contrôla les instituts de recherche et plaça un membre de la Gestapo dans chacun d'eux. Ce pouvait être un professeur, un assistant, un fonctionnaire administratif ou même un étudiant anonyme; il rendait compte de l'état d'esprit des membres de l'institut.

Deux autres organisations permettaient aux nazis de pousser leurs investigations clandestines au-delà des frontières et d'étendre leur contrôle au monde entier. C'étaient l'*Ausland Organisation* (A. O.) du N. S. D. A. P. — Organisation du Parti pour l'Étranger —, et le *Volksdeutsche Mittelstelle* qui s'occupait du retour dans le sein de la mère patrie de tous les hommes de sang allemand. En fait, ces organisations étaient des officines d'espionnage et, tantôt seules, tantôt comme auxiliaires des services spéciaux nazis, elles contribuèrent d'abord à l'implantation de la 5^e colonne en Autriche et en Tchécoslovaquie puis à la détection et à la surveillance des opposants politiques allemands qui avaient pu se mettre en sécurité à l'étranger. Ces rebelles furent poursuivis pendant des années par la haine des nazis.

Une directive de Goering, en date du 15 janvier 1934, avait ordonné à la Gestapo et à la police des frontières de garder note des émigrés politiques et des Juifs résidant dans les pays avoisinants, pour les arrêter et les mettre dans des camps de concentration s'ils revenaient en Allemagne.

Dans les pays où ils avaient pu trouver refuge, ces exilés furent espionnés et sans cesse suivis à la trace. Lors de l'entrée des troupes allemandes en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Pologne, puis en France, on verra ces malheureux pourchassés par la Gestapo avec un acharnement incroyable. Tel sera le cas des deux leaders du Parti social-démocrate, Hilferding et Breitscheid, réfugiés en France en 1933. Sur la demande des Allemands, ils furent arrêtés en zone sud (dite libre) en 1941 et remis à la Gestapo. Hilferding se suicida dans sa cellule à Paris. Il avait été ministre des Finances du Reich et avait représenté son pays à la Conférence de La Haye. Quant à Breitscheid, il mourut à Buchenwald.

En juin 1942, enfin, un message de l'O. K. W. à l'armée blindée d'Afrique transmettra un ordre secret du Führer ordonnant que les réfugiés politiques allemands qui seraient découverts dans les Forces Françaises Libres combattant en Afrique fussent « traités avec une extrême rigueur. Par conséquent, il faut les abattre sans merci. Là où cela n'a pas été fait, ils doivent, sur l'ordre de l'officier allemand le plus proche, être immédiatement et sommairement fusillés, à moins qu'ils ne doivent être momentanément gardés pour obtenir des informations ».

L'*Ausland Organisation* (A. O.) et le *Volksdeutsche Mittelstelle*

permirent également de « suivre » les réfugiés à la trace. L'A. O. était la section du N. S. D. A. P. chargée de grouper les Allemands résidant à l'étranger. Elle avait pour chef Ernst Bohle qui avait rang de gauleiter du Parti et de secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères. Cette section spéciale avait été créée à Hambourg en 1931 par Gregor Strasser. Le choix de Hambourg pour siège de l'organisation avait été dicté par le fait que huit sur dix des Allemands entrant ou sortant d'Allemagne pour une lointaine destination passaient par Hambourg, tête des lignes maritimes vers les deux Amériques, siège des grandes compagnies de navigation, ville aux cent consulats étrangers. Elle eut pour tâche d'assurer la liaison avec les trois mille trois cents membres du N. S. D. A. P. résidant hors des frontières allemandes. En octobre 1933, l'A. O. fut placée sous le contrôle de Hess, en tant que délégué du Führer. En quelques années, cette organisation implanta près de trois cent cinquante groupes régionaux du N. S. D. A. P. répartis sur toute la surface du globe, sans compter les adhérents isolés avec lesquels le contact était sans cesse entretenu.

La seconde organisation, le Volksdeutsche Mittelstelle, était entièrement contrôlée par les S. S. Le chef de ce Service Central des Allemands de race était le S. S. gruppenträger Lorenz. Chargé de la défense des Allemands de race vivant à l'étranger, son champ d'action était fixé aux régions limitrophes; son rôle fut considérable dans la préparation de l'Anschluss, comme des mouvements d'agitation dans la région des Sudètes. Le Volksdeutsche Mittelstelle fut l'organisme directeur de cette « 5^e colonne » qui fit couler tant d'encre.

Au cours de la guerre, il joua un rôle considérable dans les mouvements de populations en Pologne et dans les territoires de l'Est. Le 7 octobre 1939, Himmler, nommé commissaire du Reich pour l'affirmation de la race allemande, supervisait en cette qualité ces mesures accomplies avec l'aide des S. S. et de la Gestapo.

Enfin, il existait un troisième service, peu connu, dont l'organisation fut un modèle du genre, l'A. P. A., ou Bureau de Politique Étrangère du N. S. D. A. P. Ce bureau, dirigé par Rosenberg, fonctionna à partir d'avril 1933. Son objectif était la propagande nazie auprès de l'opinion publique étrangère, notamment en propageant l'antisémitisme, en organisant des échanges universitaires, en facilitant les échanges commerciaux et en diffusant dans la presse étrangère des articles dont la teneur avait été mise au point à Berlin. C'est ainsi que les thèmes de la propagande nazie furent diffusés aux États-Unis par les chaînes de journaux de la presse Hearst, cependant qu'en France certains organes d'extrême droite touchaient des subsides réguliers des services de propagande allemands et faisaient écho aux proclamations de Hitler.

Le service le plus important de l'A. P. A. était cependant le plus discret.

L'A. P. A. comportait une section de presse qui groupait des interprètes de grande qualité; ils avaient une connaissance approfondie de toutes les langues en usage à la surface du globe. Selon les événements, elle pouvait donner instantanément des traductions de n'importe quelle feuille, même la plus lointaine. Chaque jour, elle fournissait une revue de presse et des extraits de trois cents journaux étrangers et diffusait aux services intéressés des notes de synthèse sur les tendances de la politique mondiale. Au passage, ses traducteurs effectuaient un travail de police qui allait grossir les fichiers de la Gestapo. Toutes les informations relatives aux émigrés politiques publiées dans la presse mondiale, y compris les avis de mariage, de naissance, de décès, les annonces de réunions, de conférences, les avis commerciaux, etc. étaient traduits et versés au dossier de l'émigré. D'autre part, la section de presse de l'A. P. A. tenait à jour un fichier de l'influence des principaux journaux du monde sur l'opinion publique ainsi que de l'audience et de l'orientation des journalistes, renseignements également communiqués à la Gestapo.

On peut juger par ces exemples de la densité du réseau d'informateurs, d'indicateurs, d'espions, dont la Gestapo couvrit non seulement l'Allemagne, mais aussi le monde. Cette quête du renseignement, cette utilisation, cette déformation systématique de toutes les activités humaines à des fins d'inquisition, donnent une idée de ce que fut l'univers étouffant du nazisme qui, en quelques mois, fit de l'Allemagne une formidable prison.

Les renseignements provenaient encore d'autres voies. Les services locaux de police et de gendarmerie étaient tenus de transmettre tout renseignement politique intéressant. En revanche, la Gestapo provoquait des enquêtes de ces services locaux pour les affaires mineures, n'agissant directement que dans les affaires d'une certaine importance. Enfin, Himmler recevait des informations directes par les chefs S. S. et par les autres dignitaires du Parti.

Il existait une autre source importante d'information : les écoutes téléphoniques. Depuis que le réseau téléphonique existe, des tables d'écoute innombrables ont fonctionné dans tous les pays du monde et sous tous les régimes. Un récent scandale nous a appris qu'il existait même aux États-Unis des organisations privées qui se chargeaient de procéder à des écoutes clandestines pour le compte des particuliers. Le régime nazi en fit une véritable industrie. Avec la méthode et le souci de perfection technique propres aux entreprises allemandes, une organisation fut mise sur pied par Goering dès 1933. Cet établissement reçut le nom ambigu d' « Institut de recherches Hermann Goering ». En fait, si Goering en était le maître, pour ne pas dire le propriétaire, il fut organisé par des spécialistes des transmissions de la marine, assistés de policiers comme Diehls. L'Institut contrôlait le réseau téléphonique et télégraphique ainsi que les communications par radio. Les appels entre l'Allemagne et l'étranger étaient

surveillés, ainsi que les télégrammes à destination ou en provenance du dehors. L'Institut parvenait même à intercepter des communications entre deux pays étrangers; il pratiquait cette mesure systématiquement pour les communications en transit sur le réseau allemand.

A l'intérieur de l'Allemagne, les conversations des personnages importants étaient écoutées, de même que celles des étrangers connus et, bien entendu, tous les individus qui n'étaient pas politiquement sûrs ou surveillés par la police. Des sondages étaient faits au hasard. En cas de nécessité, l'Institut pouvait se placer à l'écoute, presque instantanément, sur n'importe quelle ligne. Enfin, un dispositif spécial permettait d'enregistrer à volonté toute communication jugée importante, perfectionnement technique considérable pour l'époque. L'Institut captait systématiquement et classait dans ses archives tous les appels téléphoniques du Führer.

Chaque jour des rapports et des extraits étaient établis et adressés à Hitler. D'autre part, toute information intéressant un ministère ou un service quelconque lui était immédiatement transmise. Mais Goering, en tant que créateur et chef de l'Institut, pouvait toujours décider de ne pas transmettre certaines révélations et les conserver à son usage.

Cet Institut donna à Goering un pouvoir considérable, et fut très efficace dans sa lutte contre Röhm. Aussi, comprenant le prix d'un pareil instrument, tint-il à le conserver sous sa dépendance et refusa-t-il de le céder à Himmler en même temps que la Gestapo. La Gestapo et le S. D. pouvaient utiliser largement les services de l'Institut, mais celui-ci demeura jusqu'à la fin sous le contrôle de Goering.

Par contre, la Gestapo agissait seule quand elle installait clandestinement des appareils d'écoute et d'enregistrement au domicile des suspects. En l'absence de l'intéressé, ou sous le prétexte de réparation ou de contrôle de la ligne téléphonique ou de l'installation électrique, on posait discrètement quelques microphones qui permettaient de poursuivre l'espionnage du suspect jusqu'au cœur même de son intimité familiale. Nul n'était à l'abri de ce genre de pratiques. C'est ainsi que dès 1934 le ministre en exercice Schacht eut la mauvaise surprise de découvrir que l'on avait installé un microphone clandestin dans son salon, que sa femme de chambre avait été engagée par la Gestapo et qu'un système d'écoute lui permettait d'épier les conversations privées de son maître, le soir, depuis sa chambre à coucher.

L'espionnage devint si universel que nul ne put se sentir à l'abri. Le général d'aviation Milch a dit à Nuremberg que les gens n'avaient pas peur des S. S. en tant que tels, mais bien de la Gestapo. « Nous étions persuadés, dit-il, que nous étions sous un contrôle permanent, quel que fût notre grade. Chacun d'entre nous avait un dossier à la police secrète et beaucoup de gens furent, par la suite, traduits devant des tribunaux à cause de ces dossiers. Tout le monde était atteint par les difficultés qui en résultaient, non

seulement les petits fonctionnaires, mais tous, jusqu'au Reichsmarschall (Göering) lui-même. »

En fait, chacune de ces organisations devint une citadelle privée, appartenant à son créateur, son chef, et chacun de ces potentats luttait féroce­ment contre ceux qu'il soupçonnait d'être des rivaux, actuels ou futurs. Il en résultait une lutte sans merci où tous les coups étaient permis. Hitler considérait que cette rivalité entretenait une saine émulation et pensait surtout que cette surveillance mutuelle empêchait ces gens assoiffés de puissance et d'argent de devenir dangereux.

Au milieu de ces intrigues, Himmler sut manœuvrer avec habileté et s'éleva au-dessus de ses rivaux. Son alliance avec Göering lui fut profitable. Cet « Institut » d'écoutes téléphoniques, laissé à Göering, alors qu'il eût été normal de le placer sous le contrôle du service central de la police d'État, est un exemple des concessions que Himmler sut faire pour conserver une neutralité bienveillante de ce côté. La Gestapo et le S. D. installèrent d'ailleurs très vite des tables d'écoute ultra-secrètes, pour écouter Göering lui-même, et tout fut dit.

Dans cette lutte pour la suprématie où le cynisme le plus froid et la cruauté la plus impitoyable étaient des armes obligatoires, Himmler trouva une aide précieuse, un auxiliaire toujours dévoué et sûr, combien inventif aussi, en la personne de son adjoint, l'élégant et fin Heydrich.

L'étrange personnalité de Heydrich.

L'homme qui vint s'asseoir dans le fauteuil de chef du service central de la Gestapo, en ce mois d'avril 1934, était fascinant. Sa personnalité, l'importance de son rôle, l'ampleur de son action, le nombre et l'horreur de ses crimes, font de lui un personnage hors série.

Reinhardt Heydrich était un jeune homme de bonne famille qui avait reçu une excellente éducation. Il était né le 7 mars 1904 à Halle, près de Leipzig, où son père, Bruno Heydrich, était directeur du Conservatoire. Il passa son enfance et sa jeunesse dans sa ville natale, y faisant de solides études secondaires et vivant dans une atmosphère imprégnée de culture classique où la musique tenait une place importante. Cette éducation le marquera d'une manière indélébile et quand, devenu grand maître de la Gestapo, il rentrera fatigué d'une journée consacrée aux besognes les plus sinistres, il s'en délassera par la musique.

A Pâques 1922, le jeune Heydrich entra dans la marine impériale. La carrière du jeune homme se déroula normalement. Il devint aspirant en 1924, lieutenant en 1926, oberleutnant en 1928.

Il s'intéressait depuis longtemps à la politique. En 1918 et 1919, il avait appartenu à une association de jeunesse nationaliste pangermaniste, la *Deutsch Nationaler Jugendbund* à Halle. En 1920, la jugeant trop modérée, il adhéra au *Deutsche Völkischer Schutz und Trutzbund*. La même année, brûlant de participer à cette vie politico-militaire qui s'agitait autour de lui, il devint agent de liaison volontaire à la division Lucius des corps francs de Halle. En 1921, il fonda avec un camarade une nouvelle association, la *Deutschvölkische Jugendschar*. Dans ces groupements, il s'était nourri des théories extrémistes que prônaient ces mouvements « patriotiques » et surtout violemment militaristes ; enfin, il avait subi la contagion des officiers du corps franc Lucius qui faisaient de l'action psychologique avant la lettre.

Devenu marin, il resta en contact avec l'association dont il était cofondateur. Aussi, nommé enseigne de vaisseau, fut-il affecté sur sa demande au service de renseignements, section politique, de la Marine de la Baltique. Il y acquit des connaissances qui lui furent utiles quelques années

plus tard. Remarquablement intelligent, travailleur et capable, discipliné, le jeune officier aurait pu poursuivre une brillante carrière si une faille cachée n'avait lézardé l'édifice tout entier. Heydrich était un obsédé sexuel dont le cas eût passionné un psychiatre. A plusieurs reprises, des histoires de femmes étaient venues troubler sa carrière lorsqu'une affaire plus sérieuse vint y mettre fin. Heydrich était fiancé à la fille d'un officier supérieur des arsenaux, à Hambourg. Selon une première version, il aurait fait de la jeune fille sa maîtresse, puis aurait rompu sous le prétexte qu'un officier ne pouvait pas épouser une fille aussi légère; selon la seconde, il l'aurait enivrée, puis violée. Enfin, selon une troisième, il lui aurait extorqué de l'argent. Les précautions prises par les chefs nazis pour effacer leur passé rendent difficiles les recherches sur les périodes lointaines de leur existence. Toujours est-il qu'un jury d'honneur fut saisi de l'incident. Ce « tribunal » présidé par le futur amiral Raeder jugea que la conduite de l'enseigne Heydrich était indigne et le pria de remettre sa démission pour s'éviter de plus graves mécomptes. En 1931, à vingt-sept ans, le jeune officier se trouva donc jeté sur le pavé de Hambourg. Comme Himmler, Heydrich traversa alors une période assez trouble, végétant dans les ports nordiques, Hambourg, Lubeck, Kiel, y vivant d'expédients, fréquentant une faune assez louche. Il y connut certains hommes de main que le parti nazi, en lutte contre les autorités et contre les autres partis, embauchait pour attaquer les réunions des adversaires et faire le coup de poing dans les combats de rue.

Ces contacts, facilités par son passé politique, amenèrent Heydrich à adhérer au N. S. D. A. P. Le Parti estima avoir fait là une recrue intéressante. Son instruction, sa formation militaire, ses connaissances spéciales en faisaient un homme précieux. Heydrich entra dans les S. S., ce qui était un moyen de se faire une situation. Peu de temps après, il commandait le groupe de Kiel, numériquement encore peu important. Dans ces fonctions, Himmler le remarqua. Il sut distinguer les capacités exceptionnelles de cet obscur subordonné et, le 1^{er} août 1931, il le nomma sturmführer, puis à l'automne sturmbannführer (commandant) et l'affecta à son état-major à Munich.

En juillet 1932, Himmler décida de réorganiser le service de sécurité des S. S. et, connaissant la compétence de Heydrich, il le chargea de ce travail en le nommant standartenführer (colonel). Depuis la création du S. S., chaque unité comportait deux ou trois hommes chargés de la « sécurité », c'est-à-dire du renseignement. Himmler lui-même a précisé quel était le travail de ces hommes : « A cette époque, nous avions, pour des raisons bien compréhensibles, un service de renseignements dans les régiments, les bataillons et compagnies. Il fallait que nous sachions ce qui se préparait chez nos adversaires : si les communistes voulaient organiser une réunion aujourd'hui ou non, si nos hommes allaient être attaqués soudainement et

autres renseignements de cet ordre. »

En 1931, Himmler détacha ces agents de renseignement du reste de la troupe S. S. et constitua un service de sécurité étanche. Ce nouvel organisme fut baptisé *Sicherheitsdienst* (S. D.), service de sécurité du Reichsführer S. S. Il restait donc un organisme S. S., chargé de la sécurité de Himmler lui-même et des S. S. en général.

A la tête de ce nouveau service, Heydrich mit en pratique ce qu'il avait appris à la Sécurité navale. Il organisa son domaine sur le modèle militaire et donna à ses hommes une formation technique. Il créa des fichiers de renseignements qui n'existaient encore qu'incomplètement, mais ne put donner à son service le développement qu'il eût souhaité, faute d'effectifs. Dès la prise du pouvoir, il allait combler ces lacunes grâce à des méthodes personnelles. Satisfait de son travail, Himmler le choisit comme représentant à la direction de la police bavaroise, en 1933, puis le mit à la tête du service central de la Gestapo en 1934. Sans faire partie des « vieux combattants », Heydrich était assez ancien dans le Parti quand il vint s'installer à Berlin pour y diriger à la fois la Gestapo et le S. D. dont il demeurait le chef.

Cet homme au passé agité, qui allait bientôt faire trembler les Allemands, se présentait sous l'aspect assez anodin d'un grand officier arien, blond et bien élevé, avec quelques traces de légère rousseur dans une chevelure lisse et même un peu raide partagée en deux parts inégales par une raie tirée au cordeau. Il était svelte, bien découplé et possédait cette qualité, si recherchée à l'époque, « une belle prestance militaire ». Le visage de Heydrich était révélateur. Le front anormalement haut, fuyant, surplombait deux petits yeux bleus, enfoncés profondément dans les orbites et en partie recouverts par les paupières supérieures. Ces yeux bridés étaient des yeux de mongol et cette marque indiscrete, souvenir d'un lointain ancêtre chevauchant avec Gengis Khan ou Attila, eût pu suffire à réduire à néant les théories raciales de Himmler si celui-ci s'en fût avisé. Le visage était d'un ovale un peu trop allongé, encadré par deux oreilles fortes et largement ourlées. Le nez long et droit était exagérément large à sa racine, trop étroit à la base. Dans ce visage assez masculin, la bouche faisait une tache choquante : large, bien dessinée, avec des lèvres épaisses. Heydrich avait une voix trop haute pour lui de deux tons; une voix de femme qui sortait de ce corps d'athlète. Ses mains aussi étaient féminines, blanches, fines, soignées et vives, expressives comme le visage. Alors que Himmler se fabriquait un visage de bouddha impassible, Heydrich maîtrisait mal son tempérament de grand nerveux. Lorsqu'il parlait, son débit était saccadé. Le plus souvent il laissait ses phrases inachevées. Les mots s'entrechoquaient, poussés par une pensée trop rapide. Alors que Himmler dissimulait l'absence de pensée en se limitant à des directives larges, laissant ses interlocuteurs dans l'incertitude de ses intentions, Heydrich paraissait

toujours redouter d'avoir été mal compris.

Le déséquilibre du visage, marqué de signes contradictoires, androgyne, ne faisait que traduire une tendance psychologique. Heydrich était très mondain. Excellent cavalier, excellent escrimeur, l'un des meilleurs d'Allemagne, il était aussi grand amateur d'art. Violoniste de talent — une des raisons qui le faisaient prendre si grand soin de ses mains,—il organisait chez lui des soirées de musique de chambre très goûtées où il aimait faire applaudir son authentique talent. Ce gentleman à la discrète anglomanie laissait parfois apparaître les côtés inquiétants de son tempérament, dissimulés à l'ordinaire. Déséquilibré sexuel, il se livrait à une perpétuelle chasse. Il aimait organiser des expéditions nocturnes dans les lieux de plaisir, avec quelques amis de préférence. Même lorsqu'il occupa les plus hautes fonctions, il ne put jamais renoncer à ces promenades qui, commencées par la tournée des boîtes de nuit berlinoises dont la variété à cette époque était célèbre, se prolongeaient toute la nuit et s'achevaient dans les bouges où il ramassait des prostituées prêtes à toutes les perversions.

Heydrich faisait montre surtout d'une cruauté absolue. Les plus féroces tortionnaires de la Gestapo apprirent à le connaître et tremblèrent devant lui. Cette brute efféminée battit les pires tueurs sur leur propre terrain.

Ces « qualités » nazies étaient servies par une intelligence exceptionnelle, une volonté et une ambition à toute épreuve. Il eut l'habileté de dissimuler ses appétits et sut se montrer discipliné, qualité que Himmler appréciait au premier chef. Sous cet air bénin, il avait toutes les audaces. Peu après l'arrivée des nazis au pouvoir, alors que la situation de Hitler n'était pas encore solidement assise à la tête du Parti et que les intrigues se multipliaient, Heydrich entreprit de réunir des documents sur les origines imprécises du Führer, dont ses ennemis intimes parlaient à mots couverts. Anecdote révélatrice de l'obsession généalogique qui s'était emparée de ces hommes et qui s'éclaire plus curieusement quand on sait que l'amiral Canaris affirma après la mort de Heydrich avoir eu lui-même en main la preuve de son ascendance juive!

Cet homme dont les terribles fonctions exigeaient des nerfs d'acier s'emportait facilement. Il entrait même fréquemment dans de véritables crises de fureur, hurlait, écumait, menaçait ses subordonnés. Mais c'était seulement chez lui, à l'intérieur de son domaine, qu'il se laissait aller à ces manifestations. Dans l'intimité, il se montrait furieusement jaloux. Jaloux de sa femme, une froide beauté qui poussait son mari à « avancer » et espérait qu'il parviendrait aux plus hauts emplois, ce qui lui permettrait d'avoir le luxe dont elle ne pouvait se passer. Il l'épiait, la faisait surveiller pour s'assurer de sa fidélité. Jaloux des succès de ses adversaires comme de ceux de ses amis, il voulait le pouvoir, la puissance, les honneurs, l'argent, il

lui fallait la première place et il était décidé à tout pour l'obtenir.

Son slogan favori était : « Tout dépend du chef de file. » Pour dominer, il dressait ses principaux collaborateurs les uns contre les autres. Il savait les utiliser, en tirer le maximum puis, après les avoir pressurés, les rejetait impitoyablement. Il agissait de même avec ceux dont les qualités lui paraissaient trop grandes, ou que leur ambition pourrait transformer en rivaux. Pour les neutraliser, il avait institué une sorte de surveillance mutuelle, dans le style nazi.

Heydrich s'entendait aussi à dresser les uns contre les autres les puissants du régime. Ses manœuvres lui attirèrent de farouches ennemis. Heydrich dit un jour à Gisevius, qu'il détestait : « Je peux poursuivre mes ennemis jusque dans la tombe. » Phrase à effet, sans doute, mais qui reflétait cependant une part de vérité. Il haïra ainsi Canaris, Bohle, Ribbentrop, et finalement entrera en lutte contre son chef, Himmler lui-même. Toutes ses luttes féroces étaient menées discrètement. Heydrich alliait le goût de la violence à celui du secret. Son amour très vif de l'incognito lui venait peut-être d'un complexe d'infériorité.

Dans ses services, ses subordonnés ne prononçaient presque jamais son nom, mais l'appelaient « C », étrange surnom connu seulement des initiés aux mystères de la maison. Il était incapable de regarder ses interlocuteurs dans les yeux et aussi, malgré ses instincts de fauve, incapable de les frapper de face. Cet accord profond de ses sentiments les plus intimes avec les principes nazis firent de lui l'idéologue, le théoricien, le propagateur des principes raciaux et des principes d'action des S. S. Pour lui, le chef qui commande et qui justifie tout était la providence. C'est ainsi que le S. D., police interne des S. S. qu'il dirigeait, fut chargé, non pas de veiller à leur « bonne tenue », mais bien à leur conformisme doctrinal. L'assassin portait le masque du moraliste.

De son bureau du 8, Prinz Albrechtstrasse, Heydrich tissait patiemment la gigantesque toile d'araignée qui allait recouvrir toute l'Allemagne. Cinq années y suffiront, les cinq années qui mèneront l'Allemagne au seuil d'une guerre que, déjà, les esprits lucides voyaient poindre à l'horizon en cette année 1934.

Dès le début, Hitler avait fixé l'étendue des prérogatives de la Gestapo. « Je défends à tous les services du Parti, à ses branches et associations affiliées, d'entreprendre des enquêtes, des interrogatoires sur des affaires qui sont du ressort de la Gestapo. Tous les incidents d'un caractère de police politique, sans préjudice d'un rapport fait par les voies du Parti, doivent être portés immédiatement à la connaissance des services compétents de la

Gestapo, maintenant comme précédemment » ... « J'insiste tout particulièrement sur le fait que toutes les menées de complot et de haute trahison contre l'État qui pourraient venir à la connaissance du Parti doivent être portées à la connaissance de la police secrète d'État. Il n'est nullement du ressort du Parti d'entreprendre de sa propre initiative des recherches et des enquêtes dans ces matières, de quelque nature qu'elles soient. »

Il ne pouvait être question de s'embarrasser de légalité ni de formalisme. Dès 1931, Schweder avait écrit dans *Politische Polizei* (Police politique) que, de même que l'État nazi ne découlait pas de la République, ni la philosophie nazie du libéralisme, la police qui, à cause de son caractère d'instrument du pouvoir d'État, reflétait toujours la nature de l'État, ne pouvait être le résultat de la transformation d'un organisme républicain en un corps nazi. « Il faut quelque chose de nouveau. »

Nouveau, en effet. La Gestapo ne ressemblait en rien aux polices qui, dans le monde entier, étaient les sociétés civilisées. Dès qu'un opposant possible était détecté, la Gestapo le neutralisait : « Quiconque, à l'avenir, lèvera la main sur un représentant du mouvement national-socialiste ou de l'État, dit Goering le 24 juillet 1933, doit savoir qu'il perdra la vie dans un court délai. Il sera même amplement suffisant de prouver qu'il a eu l'INTENTION de commettre cet acte, ou que, l'ayant accompli, cet acte n'a pas entraîné la mort, mais seulement une blessure. » Dans le nouvel État nazi, l'intention suffisait. Gerland, l'un des principaux juristes nazis, promulgua à cette époque des instructions aux magistrats allemands, car il faut, écrivait-il, « faire respecter à nouveau le terme terreur dans le droit pénal ».

Ainsi, la police politique, la Gestapo, échappait à tout contrôle, les hommes qui la composaient pouvaient commettre tous les excès, nul ne leur en demanderait compte.

Pendant trois ans, elle allait travailler dans l'illégalité sans qu'aucun texte vînt définir ses fonctions et ses pouvoirs. Elle pouvait priver n'importe quel citoyen allemand de sa liberté en usant de la « détention protectrice » que deux décrets autorisaient (décrets du 28 février 1933 et du 8 mars 1934), mais aucune loi n'avait fixé ses prérogatives.

Il fallait habituer le peuple à cet étrange régime, à ce mélange d'arbitraire et de discipline, par une résignation progressive. Périodiquement, cependant, des instructions officielles proclamaient que la police était au-dessus de la loi commune. Et nul n'osait dire que c'était là le signe de la décomposition morale de l'État, la fin de toute vraie justice et de toute légalité.

Le 2 mai 1935, la Cour administrative de Prusse avait émis l'« avis » que la police secrète ne serait pas sujette au contrôle judiciaire, avis qu'une loi

prussienne allait ériger en principe de droit le 10 février 1936 : « Les ordres et les affaires de la police secrète ne sont pas sujets à l'examen des tribunaux administratifs. »

L'absence de bases juridiques à l'action de la Gestapo ne gênait personne. Le professeur Huber écrivait que « l'autorité de la police politique repose sur le droit coutumier du Reich ». Et le Dr Best, haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, estimait que ses pouvoirs découlaient de la « nouvelle philosophie » et ne nécessitaient pas de fondation légale spécifique.

En mai 1935, la Cour administrative de Prusse avait déclaré qu'un ordre de mise en état de détention « protectrice » ne pouvait être contesté par un tribunal. En mars 1936, un pasteur protestant avait osé prêcher dans son temple contre le plus connu des évêques qui s'étaient ralliés aux nazis. Le lendemain, la Gestapo lui intima l'ordre de quitter sa région. Le pasteur refusa et en appela au tribunal car cet ordre était, selon lui, illégal. Le tribunal répondit qu'un ordre donné par la Gestapo était exempt d'une décision judiciaire et qu'il ne saurait être question de le contester (arrêt du 19 mars 1936).

Ce fut ensuite le tour d'un prêtre catholique : la Gestapo locale avait exigé de lui des renseignements sur les organisations ecclésiastiques et sur les fidèles de son église. Lui aussi protesta mais son appel fut rejeté : quand la Gestapo donne un ordre, on ne discute pas, on obéit.

La pieuvre étendait ses tentacules. Des cartes étaient nécessaires pour exercer certaines professions commerciales, et la police délivrait ces cartes après une simple enquête de moralité. La Gestapo vit là un nouveau champ de contrôle. Elle contesta la valeur de ces licences de commerce et porta l'affaire devant la Cour administrative de Saxe. L'arrêt rendu est un chef-d'œuvre de servilité. « Puisque les commerçants peuvent mener leurs affaires d'une manière qui peut permettre le développement d'activités subversives, la police du commerce doit obligatoirement consulter la Gestapo avant de délivrer les cartes. » Ainsi la Gestapo put-elle exercer des pressions de toute nature sur les commerçants politiquement douteux.

Officiellement, la Gestapo pouvait appliquer sans aucun jugement trois sanctions : l'avertissement, la détention protectrice et le camp de concentration. Ces sanctions « légales » permettaient d'arrêter à la sortie de l'audience un accusé politique acquitté, puis de l'interner. A côté de ces méthodes, on trouvait aussi des enlèvements, des assassinats, des meurtres camouflés en accidents ou en suicides. Le directeur de l'Action catholique de Berlin, Klausener, fut assassiné le 30 juin 1934, lors de la « purge » Röhm. Officiellement, on annonça qu'il s'était suicidé. Mais la compagnie d'assurance refusait de payer à la veuve le montant de l'assurance-vie, puisqu'il s'agissait d'un suicide et que, par surcroît, il eût été dangereux de

le mettre en doute.

L'avocat de M^{me} Klausener fit une démarche au ministère de l'Intérieur (Klausener était directeur ministériel). On lui répondit qu'il devait déposer une plainte s'il voulait que l'affaire soit examinée. Au ministère de la Justice, même réponse. C'était un moyen commode d'éloigner le gêneur, une plainte écrite qui mettrait en cause la Gestapo équivalant à un suicide. Mais la Gestapo ayant eu vent de ces démarches considéra qu'elles constituaient une intrusion dans ses activités : l'avocat fut arrêté et maintenu en prison plusieurs semaines pour avoir osé mettre en doute un suicide confirmé par la Gestapo.

Le Dr Best l'écrivit très exactement : « Aucune entrave juridique ne peut gêner la défense de l'État, laquelle doit s'adapter à la stratégie de l'ennemi. Telle est la tâche de la Gestapo qui revendique le statut d'une armée, et qui, comme une armée, ne peut souffrir que des règles juridiques contrarient son initiative dans la lutte. »

En quelques années l'opinion publique et la justice furent asservies. Ce fut le temps où Goering disait à Schacht, ministre des Finances : « Et moi je vous dis que quand le Führer le veut, 2 et 2 font 5. » Lorsque, malgré toutes les précautions, les bruits les plus alarmants circulèrent à travers l'Allemagne sur les sévices que subissaient les malheureux tombés dans les griffes de la Gestapo, on empêcha ceux dont la conscience se révoltait de crier leur indignation, en invoquant le « devoir patriotique du silence ». Selon les critères nazis, ce n'est pas le tortionnaire et l'assassin qui causent à leur pays un tort irréparable, mais au contraire, ceux qui les dénoncent doivent être considérés comme des traîtres et châtiés comme tels. Cette théorie s'affirma dès que commencèrent les opérations militaires menées par les nazis en 1938. Parler, c'est-à-dire s'élever contre les sadiques et les criminels, c'était fournir à l'ennemi des arguments de propagande contre l'Allemagne.

Ces arguments furent accueillis avec soulagement par les « bons citoyens » qui ne demandaient qu'à rester dans l'ignorance. Comme l'écrivit Gisevius : « Des millions d'Allemands jouèrent à cache-cache avec eux-mêmes; ou du moins, ils firent comme s'ils ignoraient, et il était extraordinairement difficile de les toucher, parce que l'ignorance qu'ils affichaient était réelle. Car ils ne se donnèrent jamais la peine de se renseigner plus exactement! En loyaux citoyens, ils se contentèrent de ce qu'on voulait bien leur faire savoir officiellement. »

Quant à ceux qu'un événement fortuit venait tirer malgré eux de cette passivité, ils se contentaient de déplorer les excès de subordonnés irresponsables. « Ah! si Hitler savait! », fut sans doute l'exclamation la plus fréquente pendant des années. Pauvre Führer ! perdu dans son nuage, aux prises avec de gigantesques difficultés, luttant pour le bien du peuple et

ignorant les abus et les horreurs commis en son nom! Il n'eût certainement pas manqué de sévir... s'il avait su. Et il était impossible de l'avertir.

Les opposants au régime se réfugièrent dans la clandestinité. Gisevius note très justement que « le totalitarisme et l'opposition sont deux conceptions politiques qui s'excluent ». L'opposition allemande fut, du reste, dès 1934, réduite à sa plus simple expression. Les organisations politiques ou syndicales qui auraient servi d'armature à des mouvements de résistance, même clandestins, avaient été détruites dès l'arrivée des nazis au pouvoir. Les chefs susceptibles de les reconstituer étaient emprisonnés ou avaient fui. Les rares noyaux qui s'étaient reformés ne pouvaient avoir qu'une activité réduite et se sentaient épiés, parfois même trahis par l'un des leurs. Ce triomphe n'empêchait pas les nazis d'être vigilants. Ils savaient que cette soumission n'était qu'apparente et que de multiples haines fermentaient en vase clos. Les émigrés, les communistes surtout, introduisaient clandestinement en Allemagne des tracts et des brochures de propagande antinazie bien documentés. La Gestapo traquait les distributeurs de ces tracts. Leur simple possession était sanctionnée par l'envoi au camp de concentration quand elle n'équivalait pas à une mort silencieuse dans une cave de la Prinz Albrechtstrasse.

Expliquant les raisons de sa création, Goering n'avait-il pas dit : « Bien que j'aie d'un coup arrêté des milliers de fonctionnaires communistes, afin de parer dès le début au danger immédiat, le danger lui-même n'était en aucune façon conjuré. Il fallait agir contre le réseau des associations secrètes et les tenir constamment en observation; pour cela il fallait qu'une police soit spécialisée. »

Cette « spécialisation » était en bonne voie grâce aux pouvoirs exorbitants que la Gestapo avait conquis pied à pied. La Gestapo se plaçait au-dessus des lois mêmes. Bientôt, Schweder pourra écrire : « Notre police politique englobe tout parce qu'elle est omnipotente, elle frappe inflexiblement au moyen de sanctions qu'elle a le droit d'imposer, mais en même temps elle est élastique envers le développement vivant de la Nation et de l'État qu'elle sert. » Et le professeur Hubert, juriste nazi, précisera qu'elle doit « mettre un terme aux tendances et aux intentions avant qu'elles prennent corps en des actes ouverts ».

Le moment approchait où les hommes de la Gestapo allaient donner une étonnante démonstration de cette théorie.

La Gestapo contre Röhm.

Avec Himmler, Reichsführer S. S. pour chef suprême, et Heydrich, chef du S. D., pour chef de service central, la Gestapo était entièrement aux mains des S. S. En ce printemps de 1934, Himmler stabilisa son pouvoir et la rivalité qui, depuis longtemps, l'opposait à Röhm, prit un tour plus aigu. Théoriquement, Himmler est toujours le subordonné de Röhm puisque les S. S. ne forment qu'un détachement spécial de la S. A. En fait, Röhm n'a pratiquement aucun pouvoir sur les S. S., mais Himmler brûle de se dégager complètement. La Gestapo, qui est bien à lui, et dans la direction de laquelle Röhm n'a pas le moindre droit de regard, va le lui permettre. Goering, de son côté, attendait l'heure d'abattre définitivement son vieil ennemi. Röhm et l'état-major de la S. A. étaient soumis à une surveillance continue. Himmler, Heydrich et leur complice du moment, Goering, avaient décidé de réunir un dossier suffisamment accablant pour demander à Hitler la tête de l'homme qui demeurerait, malgré ses excès, son plus vieil ami et qui avait été son appui le plus efficace.

Comme Goering et Himmler, Röhm était Bavaïois et d'origine bourgeoise. C'était alors un gros homme sanguin et massif. Sa graisse enveloppait un redoutable édifice musculaire; Röhm n'était pas obèse comme Goering, mais les banquets où il s'empiffrait pendant des heures ne pouvaient être compensés par l'équitation qu'il pratiquait assidûment. Sur ce corps replet mais puissant reposait la plus splendide tête de brute que l'on pût imaginer. Le visage presque rond, avec un double menton et des bajoues, couperosé, injecté de sang, était parcouru d'un réseau de fines veinules violacées. Sous le front large et bas, deux petits yeux très vifs veillaient, enfoncés dans les orbites et noyés par la masse grasse des joues. Une cicatrice profonde marquait le visage et aggravait encore son air de brutalité foncière. Elle traversait d'un large sillon la pommette gauche et s'achevait sur le nez qu'elle avait presque coupé en deux. L'arête dorsale était écrasée, aplatie, et le bout du nez, rond et rouge, pointait, presque isolé, avec un aspect qui aurait été comique si le visage avait paru moins inquiétant. Une courte et dure moustache triangulaire cachait la lèvre supérieure très longue et abritait la bouche mince et large.

Contrairement à une tradition prussienne militaire, Röhm n'avait pas le

crâne rasé. Ses cheveux étaient coupés court, mais toujours très bien peignés. Deux grandes oreilles, dont la partie supérieure s'incurvait brusquement vers l'extérieur, comme une pointe, donnaient au visage une note un peu faunesque.

Par une sorte de bravade crapuleuse, Röhm s'entourait d'éphèbes qu'il choisissait pour leur grande beauté physique. Il les pervertissait soigneusement quand ils ne l'étaient pas déjà. Son entourage se composait d'homosexuels, jusqu'au chauffeur et à l'ordonnance. Röhm avait contracté ces habitudes dans l'armée, où ce vice était fort à l'honneur. Un journal démocrate publia les lettres intimes de Röhm à un de ses « amis », ancien officier, et Hitler indigné l'interrogea. Röhm répondit en ricanant qu'il était « bisexuel et Hitler, finalement, renonça à intervenir car Röhm rendait la S. A. de plus en plus redoutable. Il avait créé 34 *gaustürme* et 10 S. A. *gruppen* qui, placés sous ses ordres, groupaient 400 000 hommes au milieu de 1931. Bien qu'imprégné d'idéologie nazie, Röhm restait marqué par le métier d'officier. On a voulu faire de Hitler « l'enfant naturel du traité de Versailles ». C'est à Röhm que cette définition s'applique admirablement car au-delà de chacun de ses gestes, à l'arrière-plan de ses créations, c'est l'idée de la revanche militaire qui apparaît en filigrane, alors que Hitler, lui, était dominé par la contre-révolution, par la lutte contre les « rouges », c'est-à-dire les démocrates et les républicains.

Röhm, cependant, rejetait et méprisait les anciens cadres de l'armée allemande qu'il jugeait incapables parce qu'ils n'avaient pu organiser la victoire. En fait, tout en restant inconsciemment soumis à un certain traditionalisme, il prétendait arriver à la restauration de la grandeur militaire de l'Allemagne en faisant table rase de tous les conformismes.

Goering et Himmler le surveillaient. Dès que le pouvoir fut conquis et que la S. A. eut rempli son rôle en faisant régner la terreur dans la rue, les deux alliés commencèrent près de Hitler un travail de sape. C'était l'époque où Hitler, devenu chancelier du Reich, se préoccupait de l'opinion internationale. En l'été 1933, il aurait voulu donner au monde la vision d'un pays discipliné. Les S. A., bruyants et mal élevés, devenaient encombrants. Tout comme Strasser, chef de la P. O., l'avait fait, ils avaient pris au sérieux le côté socialiste de la propagande du Parti et parlaient de nationalisations, de réforme agraire, etc. Ils oubliaient que Grégor Strasser avait été contraint de démissionner pour ces raisons en décembre 1932 et, eux aussi, accusaient Hitler de « trahir la révolution ». Pour Röhm, la conquête du pouvoir n'était qu'un premier pas. Le cri de ralliement des S. A. à cette époque — « N'ôtez pas vos ceinturons », — s'affirmait un appel à la vigilance. Les S. A. n'étaient pas les seuls à rappeler les principes socialistes du N. S. D. A. P. Le 9 mai 1933, à Beuthen, Brückner, président de Haute-Silésie, attaqua violemment les gros industriels « dont la vie est une perpétuelle provocation ». Il allait être destitué, exclu du Parti et arrêté

l'année suivante. A Berlin, Kœler, de la Fédération ouvrière nazie, soulignait : « Le capitalisme s'arroe le droit exclusif de pouvoir donner du travail à des conditions qu'il fixe lui-même. Cette domination est immorale, il faut la briser. » En juillet, Kube, chef du groupe nazi au Landtag de Prusse, s'en prenait aux hobereaux : « Le gouvernement national-socialiste, disait-il, doit obliger les grands propriétaires fonciers à morceler leurs terres et à en mettre la plus grande partie à la disposition des paysans. »

Ces naïfs oubliaient que selon le Führerprinzip, c'est d'en haut que devaient venir les directives. En fait, les ordres supérieurs ne ressemblaient guère à ces discours enflammés. Quand Hitler avait procédé à la réorganisation de l'industrie allemande « selon les idées nouvelles », c'est M. Krupp von Bohlen qu'il en avait nommé führer!¹

Ces bavardages n'inquiétaient pas Hitler. Il était facile d'y mettre bon ordre. Par contre, Röhm le préoccupait davantage. Hitler avait beau être théoriquement le chef suprême de la S. A., Röhm, son commandant en chef, en avait fait son armée personnelle. Et cette armée était redoutable, plus puissante que la Reichswehr elle-même. Il fallait donc étouffer dans l'oeuf une révolte qui n'aurait pas manqué d'engloutir Hitler et ses fidèles. Le 1^{er} juillet, Hitler réunit à Bad-Reichenhall, en Bavière, les chefs de la S. A. et leur annonça qu'il n'y aurait pas de seconde révolution. Cette nouvelle était en même temps un avertissement non déguisé. « Je suis résolu, dit-il, à réprimer brutalement toute tentative qui tendrait à troubler l'ordre actuel. Je m'opposerai avec la dernière énergie à une seconde vague révolutionnaire, car elle entraînerait un véritable chaos. A quiconque s'élèvera contre l'autorité régulière de l'État, on mettra brutalement la main au collet, quelle que soit sa situation. »

Le 6 juillet, Hitler parlant aux Reichsstatthalter réunis renouvela son avertissement. « La révolution ne saurait être un état permanent. Il faut diriger le torrent de la révolution dans le lit tranquille de l'évolution, dit-il. (...) Il faut surtout maintenir l'ordre dans l'appareil économique (...) car l'économie est un organisme vivant que l'on ne peut transformer d'un seul coup. Elle est bâtie d'après les lois primitives ancrées dans la nature humaine. » Ceux qui auraient voulu pousser la machine dans un autre sens n'étaient que « les porteurs de bacilles d'idées malfaisantes » et devaient être mis hors d'état de nuire, car ils « étaient un danger pour l'État et pour la Nation ». Aussi, les Statthalter étaient-ils invités à veiller à ce qu'aucun organisme du Parti ne prît aucune mesure en matière économique, ce domaine étant de la compétence exclusive du ministre de l'Économie. Le 11 juillet, un arrêté signé de Frick, ministre de l'Intérieur, notifiail la clôture de « la révolution allemande victorieuse » qui entrait « dans la phase de

l'évolution ».

Rœhm était ainsi prévenu. Le remplacement de Hugenberg par Schmidt, homme des industriels, au ministère de l'Économie, achevait de préciser les directives nouvelles. Des articles nombreux publiés par les journaux nazis importants *Kreuzzeitung*, *Deutsche Allgemeine Zeitung*, explicitant les discours du Führer et applaudissant à ce « point final de la révolution allemande », ne laissaient aucune place à l'interprétation. Il fallait rentrer dans le rang ou engager une lutte contre Hitler qui bénéficiait de l'appui du gros patronat allemand, déjà rassuré.

Rœhm, cependant, tenait ces avertissements pour négligeables et envisageait d'un œil serein la possibilité d'un conflit avec Hitler. Sans doute ne l'imaginait-il pas autrement que comme une rivalité interne au sein du N. S. D. A. P., dans lequel la prédominance de Hitler n'était pas assurée. Si la masse des nazis devait arbitrer le débat, il n'était pas certain que Hitler l'emporterait.

Il était une force pourtant que Rœhm paraissait négliger. C'était la double armée que commandait Himmler. La S. S. formait maintenant une garde prétorienne redoutable. Si elle était numériquement inférieure à la S. A., elle comptait cependant deux cent mille hommes au début de 1934. Groupés en quatre-vingt-cinq régiments, ceux-ci formaient autant d'unités d'élite infiniment supérieures aux « stürmer » S. A.

En outre Rœhm ne tenait pas compte de l'armée occulte de Himmler, la Gestapo. Sûr de sa force, il ne cherchait pas à cacher ses sentiments. En fait, il souhaitait obtenir le poste de ministre de la Reichswehr dans le premier cabinet Hitler. C'était son ambition la plus chère, le seul moyen de forger cette armée dont il rêvait, à la fois traditionnelle et populaire, cette armée de soldats politiques qui gouvernerait le pays. C'était pour obtenir ce poste qu'il était rentré de Bolivie à l'appel du Führer et il n'avait pas encore réussi à admettre qu'un de ces généraux qu'il méprisait, Blomberg, eût pris « sa » place. Il avait installé le grand quartier général de sa S. A. à Munich et, quand il venait à Berlin, il ne prenait aucune précaution pour recevoir à l'hôtel Fasanenhof à Charlottenbourg, où il descendait toujours, tous ceux qui critiquaient plus ou moins ouvertement la politique de Hitler. Il déjeunait ordinairement au restaurant Kempinski, dans la Leipzigerstrasse et les invitait aussi à sa table. Tout le monde y tint des propos plus ou moins séditeux. Rœhm donna le ton :

« Adolf est ignoble, dit-il, il nous trahit tous. Il ne fréquente plus que des réactionnaires et prend pour confidents ces généraux de Prusse Orientale! Adolf a été à mon école. C'est de moi qu'il tient tout ce qu'il sait des questions militaires. Mais Adolf est et reste un civil, un barbouilleur, un rêveur. Un petit bourgeois qui veut qu'on lui fiche sa paix viennoise. Et nous, pendant ce temps, nous nous tournons les pouces, alors que les doigts

nous démanagent. »

Rœhm rongerait son frein et ne le dissimulait pas. Il était furieux de se voir frustrer de sa victoire.

Hitler avait cru apaiser sa soif de pouvoir et d'honneurs en le nommant ministre sans portefeuille lors de l'assimilation du Parti à l'État par la loi du 1^{er} décembre 1933. Mais Rœhm avait seulement remarqué que cette distinction était octroyée le même jour à Rudolf Hess, délégué du Führer à la tête de la « Commission politique centrale du N. S. D. A. P. ».

Au début de 1934, l'attitude de Rœhm était devenue franchement hostile. La Gestapo, qui le soumettait à une surveillance serrée, nota que beaucoup d'opposants de droite prenaient contact avec lui. Des rapports presque quotidiens venaient rappeler à Hitler que Rœhm le critiquait et créaient chez lui un sentiment d'inquiétude. Pour Himmler et Goering, Rœhm était l'ennemi n° 1. Ses faits et gestes furent interprétés sans indulgence. La S. A. elle-même était sous surveillance. Les hommes de la S. A. aimaient à boire et brailler dans les rues des chansons obscènes ou violemment révolutionnaires.

Hissez les Hohenzollern au lampadaire!

Laissez ces chiens se balancer jusqu'à ce qu'ils tombent

Pendez un cochon noir dans la synagogue

Et lancez des grenades dans les églises!

disait le refrain d'une de leurs chansons favorites dont une main diligente déposa le texte sur le bureau de Hitler. Celui-ci se fâcha. Il s'efforçait de montrer que les nazis étaient des gens respectueux des institutions et de la religion. Et le vieux maréchal tenait évidemment les Hohenzollern en haute estime.

Sans souci des remontrances, Rœhm s'affichait en compagnie de ses éphebes dans de répugnantes beuveries. Les tournées de propagande qu'il organisait étaient souvent marquées d'incidents scandaleux. Ses débordements étaient quasi publics. Ses « hommes de confiance » commettaient les plus graves abus. Karl Ernst, par exemple, l'ancien boulanger devenu garçon d'ascenseur puis garçon de restaurant, et promu chef de groupe S. A. à Berlin en récompense de ses mauvaises mœurs, dilapidait en débauches crapuleuses l'argent des quêtes publiques. Ces faits étaient soigneusement rapportés à Hitler. Goering se délectait, il se vengeait des plaisanteries cruelles que Rœhm faisait à propos de ses prétentions au mécénat artistique. Mais tout cela ne suffisait pas à décider Hitler. Une crainte vague de s'opposer ouvertement à Rœhm, un peu de reconnaissance

sans doute pour ce qu'il lui devait, un confus sentiment d'infériorité, souvenir du respect de l'ancien caporal pour le capitaine, tout cela l'empêchait de sacrifier Röhm et de le livrer à ses ennemis, malgré les rapports de la Gestapo.

Au début de 1934, une alerte plus chaude mit Röhm en péril. Hitler connaissait l'hostilité que l'armée marquait au nouveau régime. Comme il avait calmé les industriels et les hobereaux de l'Est, il voulut rassurer la Reichswehr et proposa aux militaires le contrôle de la S. A. Ceux-ci jugèrent le cadeau empoisonné, ne doutant pas que les « voyous » de Röhm noieraient les éléments traditionalistes de l'armée.

Hitler ne pouvait oublier qu'un régime incapable de disposer de son armée n'était pas sûr du lendemain. Dans l'opposition, il avait attaqué toutes les institutions sauf une : sa démagogie s'était arrêtée devant l'armée. Tout comme la République avait marchandé avec les militaires, Hitler choisit de composer. La seule victime militaire de la mise au pas fut le général von Hammerstein, commandant en chef de la Reichswehr, limogé à la fin de 1933 pour ses liens avec l'ex-chancelier von Schleicher. Le poste fut confié à von Fritsch, général traditionaliste et ami de Hindenburg. Cette preuve de bonne volonté donna confiance aux généraux. Dans un discours prononcé à Ulm, Blomberg, parlant au nom des généraux, déclara : « Nous donnons, de notre côté, notre pleine confiance, notre adhésion sans réserve, notre dévouement inébranlable à notre métier, et notre décision est de vivre, de travailler et, s'il le faut, de mourir dans ce nouveau Reich animé d'un sang nouveau. »

Pour les militaires, Hitler adoucit les règles de l'État nouveau. L'organisation des fonctionnaires, qui découlait automatiquement des principes racistes du III^e Reich, fut appliquée dès le 7 avril 1933. Les fonctionnaires juifs ou ayant des ascendants juifs furent chassés sans la moindre considération. Les mêmes dispositions devaient avoir cours dans l'armée, mais l'application de la loi fut repoussée au 31 mai 1934. Il était à prévoir que les officiers éliminés seraient nombreux car la plupart des familles de la noblesse allemande comptaient des aïeules juives qui avaient redoré les blasons. Or, « l'épuration » fut des plus discrètes : cinq officiers, deux élèves officiers, trente et un sous-officiers et soldats en firent les frais. Dans la marine : deux officiers, quatre élèves officiers, cinq sous-officiers et hommes d'équipage.

Le rapprochement s'amorçait donc. L'obstacle qui l'empêchait de s'accomplir totalement avait maintenant un nom : il s'appelait Röhm. Celui-ci s'alarma. Puisque l'armée faisait partie maintenant des amis du régime, Röhm se tourna vers l'aile socialiste du Parti et relança les mots d'ordre interdits. Le 18 avril 1934, parlant devant les représentants de la presse étrangère réunis au ministère de la Propagande, il ne craignit pas d'affirmer

: « La révolution que nous avons faite n'est pas une révolution nationale, mais une révolution nationale-socialiste. Nous tenons même à souligner ce dernier mot : socialiste. » Et le premier lieutenant de Röhm, Heines, déclara, fin mai, en Silésie : « Nous avons assumé le devoir de rester révolutionnaires. Nous ne sommes qu'au commencement. Nous ne nous reposerons que lorsque la révolution allemande sera achevée. »

Mais la Gestapo veillait. Elle renseignait régulièrement le Führer. Le terrain se préparait. Un autre élément intervint. Au début d'avril, Hitler effectua une courte croisière à bord du cuirassé *Deutschland*. Au large de Kiel, il rencontra Blomberg, et on prétendit que celui-ci lui avait alors demandé l'éviction de Röhm et de l'état-major S. A., sacrifice que Hitler aurait accepté pour achever la conquête des militaires. Ce n'est là qu'une hypothèse. Il est en tout cas évident que l'idée de l'élimination de Röhm fit à cette époque de grands progrès dans l'esprit de Hitler. Soumis aux pressions des militaires, de Göring, de Hess et de la P. O., de Himmler et de sa Gestapo, il hésita longuement selon son habitude. A une longue période d'incertitude, succédait brutalement une détermination irraisonnée. C'était ce que Hitler baptisait du nom d' « intuition », et qui portait la marque de son « génie ».

¹ Le « Conseil général de l'économie » créé le 15 juillet et composé de dix-sept membres comprenait les plus grands industriels allemands : Krupp, Siemens, Bosch, Thyssen, Völgler, et de grands banquiers : Schröder, Reinhardt, von Finck. Le « socialisme » national était curieusement mis en application. Quant au 17^e point du programme nazi qui prévoyait la réforme agraire par l'expropriation sans indemnité, on n'en parlait presque plus depuis 1928.

La Gestapo liquide Rœhm.

C'est dans cette atmosphère de crise larvée que Hitler partit pour l'Italie le 14 juin 1934. Invité par Mussolini, il gagna Venise en avion, accompagné d'une suite réduite. A Venise, il retrouva le ministre von Neurath et l'ambassadeur d'Allemagne von Hassell. Du côté italien, Mussolini était entouré de son gendre Ciano, du sous-secrétaire d'État Suvich et de l'ambassadeur d'Italie à Berlin, Cerutti. C'était la première fois que les dictateurs se rencontraient. Mussolini traita avec un peu de désinvolture celui qu'il considérait comme son élève. Hitler fut assez désappointé par les faibles résultats de son voyage. Sur cette déception allait se greffer un incident dont les conséquences allaient être d'une gravité exceptionnelle.

Le 17 juin, von Papen, ex-chancelier lui-même, vice-chancelier actuel, devait prononcer un discours devant les étudiants de la petite ville de Marburg. Alors que l'on attendait un discours anodin, il jeta une véritable bombe sur la place publique.

Malgré les menaces de Hitler interdisant la « seconde vague révolutionnaire », malgré les gages donnés ouvertement aux puissances économiques bourgeoises, les partis conservateurs s'étaient inquiétés des menaces proférées contre eux par les extrémistes nazis et par les S. A. C'est au nom de ces conservateurs que von Papen s'adressa au Führer et le somma de ne pas oublier l'accord qui, en lui apportant l'aide des partis conservateurs, lui avait permis d'accéder au pouvoir.

Ce que voulait Papen, c'était que l'on cessât de discréditer des gens qui avaient toujours été de bons citoyens et des patriotes, c'était aussi que l'on ne tournât plus en ridicule les préoccupations intellectuelles et spirituelles, en particulier la religion, que Rœhm et ses amis attaquaient grossièrement. Enfin, il allait jusqu'à mettre en cause un des fondements de l'état totalitaire : le régime du parti unique. Il fallait donc s'orienter vers des élections libres et le rétablissement de certains partis.

Hitler entendit l'avertissement. Après l'armée, c'était la bourgeoisie qui réclamait la tête de Rœhm. Von Papen était membre du gouvernement : son discours avait reçu l'approbation préalable du vieux maréchal-président qui le félicita par télégramme; il fut aussi approuvé par la Reichswehr et les

représentants de la finance et de l'industrie. Von Papen avait lancé un ultimatum. Tout en en tenant compte, Hitler ne pouvait permettre des attaques aussi vives contre son régime. Des mesures furent immédiatement prises. Les journaux allemands furent fermement « invités » à ne pas reproduire le discours. Ceux qui en avaient rendu compte furent saisis. Goering, Goebbels et Hess parlèrent à la radio et menacèrent « les ridicules galopins » qui prétendraient empêcher les nazis d'exercer le pouvoir. Cependant, les positions se durcirent et Röhm, déjà radié des associations d'officiers, fut mis en congé pour soigner un « rhumatisme du bras ».

Pour riposter au discours de von Papen, il n'était pas possible de frapper le vice-chancelier. La Gestapo fut chargée de marquer le point de la revanche. Elle n'eut aucune peine à découvrir, grâce aux écoutes téléphoniques et à l'espionnage dans l'entourage de von Papen, que le véritable auteur du discours, qu'il s'était borné à lire, était un jeune écrivain, l'avocat Dr Edgar Jung, l'un des pères de la théorie de la « révolution conservatrice », intellectuel libéral qui commençait à acquérir une certaine audience. Le 21 juin, quatre jours après le discours, le Dr Jung resta seul chez lui à Munich pendant quelques heures. A son retour, sa femme constata qu'il avait disparu et, en fouillant la maison, elle découvrit seulement le mot « Gestapo » griffonné par son mari sur le mur de la salle de bains. On retrouvera son corps le 30 juin, dans un fossé de la route d'Orianenburg. On saura plus tard qu'avant d'être abattu dans une cellule de la prison de Munich, il avait été interrogé longuement et affreusement torturé.

Heydrich fut très fier de cette démonstration donnée par sa Gestapo, dont les méthodes étaient réellement rapides, propres et efficaces. Ce petit exercice de virtuosité n'était qu'une simple répétition. Il fallait maintenant donner l'assaut contre Röhm. Hitler était décidé à se débarrasser de lui, mais hésitait encore sur les moyens à employer. Himmler et Goering se chargèrent de l'influencer. Goering trépignait d'impatience. Ses instincts de tueur se réveillaient, il n'avait pas pardonné à Röhm les vexations qu'il lui avait infligées.

Fiévreusement, la Gestapo rassemblait les documents qu'elle avait réunis depuis des mois sur Röhm et sa clique. Les moindres notes furent épiluchées; les visites que Röhm avait reçues, la plus banale rencontre, la plus anodine conversation avaient fait l'objet d'une véritable exégèse. L'Institut Hermann Goering en avait fait autant avec les notes d'écoutes téléphoniques. De tous ces documents on avait extrait un passage, une phrase, un mot, quelques noms. C'était un travail de mosaïque. Avec ces éléments disparates, il fallait construire un tout cohérent, un ensemble

capable d'effrayer Hitler et de déclencher en lui la décision brutale que l'on escomptait. Seule, l'annonce d'une conspiration, d'un coup d'État imminent qui mettrait sa vie en danger, pourrait le faire sortir de son indécision.

Le dossier prenait forme. Il était facile de donner un coup de pouce à la réalité. Röhm voulait contraindre Hitler à créer l'armée populaire révolutionnaire dont il serait le chef. Pour y parvenir, il était prêt à employer la force, c'est-à-dire à provoquer un conflit qui mettrait les nouveaux alliés de Hitler en position d'infériorité et obligerait celui-ci à revenir à ses anciens amis, ses fidèles vétérans, les vieux combattants de la S. A. Mais les violences de langage de Röhm, ses excès, ses éclats, ses imprudences avaient été enregistrés par les mille yeux de la Gestapo qui y trouva les preuves de l'existence d'un complot destiné non plus à forcer la main du Führer, mais à le renverser, au besoin en l'assassinant.

Sentant le danger, Röhm avait pris les devants et, par un communiqué publié le 19 juin par le *Völkischer Beobachter*, il avait mis la S. A. en congé, pour un mois, à partir du 1^{er} juillet. Défense était faite aux permissionnaires de revêtir leur uniforme pendant la durée de ces vacances. C'était donner à Hitler l'assurance que les bruits de coup de force qui circulaient étaient dénués de fondement. Pour le confirmer, Röhm partit s'installer à Bad-Wiesee, petite station thermale bavaroise, au sud de Munich.

Ces dérobades portèrent l'acharnement de Goering et de Himmler à son paroxysme. Ils ne pouvaient laisser échapper leur proie.

L'obergruppenführer Victor Lutze, ancien adjoint de Pfeffer, qui n'avait pas pardonné à Röhm de lui avoir enlevé la place qu'il estimait lui revenir au départ de Pfeffer, rendit visite à von Reichenau, un des militaires le plus acquis aux nazis, et l'informa des projets de Röhm qui voulait « forcer » Hitler à prendre une décision. Les événements se précipitaient. Himmler et Goering harcelèrent Hitler et l'assurèrent que le putsch était proche. Cependant, de nombreux signes prouvaient qu'aucun putsch n'était à craindre dans l'immédiat. Par exemple, Karl Ernst, chef S. A. de Berlin-Brandebourg, dont le rôle aurait été capital en cas de coup de force, avait fait ses bagages pour partir en croisière à Madère et aux Canaries, avec la permission de Röhm. Beaucoup d'autres chefs S. A. avaient organisé des voyages pour profiter de ce mois de congé imprévu qui allait commencer le 1^{er} juillet. Pour marquer cette séparation, Röhm organisa un banquet d'adieux. Il réunit autour d'une même table, à Bad-Wiesee, les chefs de groupes S. A. Immédiatement, Himmler et Heydrich rédigèrent rapport sur rapport pour informer Hitler que le coup de force allait être déclenché précisément à Munich, le jour du banquet, lequel n'était qu'un prétexte pour réunir les chefs S. A. D'heure en heure, de nouveaux détails arrivèrent.

La Gestapo se prépara à agir. Dès le 28, les services de police furent

consignés. Cependant, le même jour, Hitler quitta Berlin et se rendit à Essen pour assister au mariage du gauleiter Terboven. Ce voyage n'était pas dans l'ordre normal des choses. Terboven n'était pas un personnage si important du Parti pour que le Führer se dérangeât, surtout dans une période apparemment si chargée de menaces. Fait plus significatif encore, Gœring accompagnait Hitler, et Terboven rougit de plaisir et de confusion devant tant d'honneurs. La vérité était que Hitler avait saisi ce prétexte pour fuir Berlin et les pressions exercées sur lui. Selon son habitude, il reculait devant la décision à prendre. Mais Gœring avait senti le danger et pour ne pas laisser le Führer fuir la difficulté, il avait préféré l'accompagner. Diehls viendra le rejoindre à Essen pour l'aider.

Le 29, le *Völkischer Beobachter* publia un article du général von Blomberg. Sous le titre *L'armée* dans le *III^e Reich*, le chef de la Reichswehr, sous prétexte de répondre à des informations étrangères parlant de « complot réactionnaire appuyé par l'armée », assurait Hitler du loyalisme des militaires envers le nouveau régime. En même temps, l'article contenait une nouvelle menace pour les S. A. « L'esprit prétorien n'est pas conforme à l'âme de notre soldat, écrit le général. L'acte libérateur de Hitler, le Führer appelé par le maréchal-président à la tête du gouvernement, avait rendu au soldat l'auguste droit d'être le porteur des armes de la nation régénérée. Le soldat allemand a conscience d'être au milieu de la vie politique du pays uni. » Ce rappel sans discrétion de l'existence des « lansquenets » sonnait le glas de la S. A.

Le même jour, 29 juin, une arrivée imprévue déclencha le mécanisme final de l'opération. Après le mariage de Terboven, Hitler inspecta un camp de travail en Westphalie, puis gagna Bad-Godesberg, au bord du Rhin, pour y passer le week-end à l'hôtel Dreesen, dont il connaissait le propriétaire. Le matin du 29, Himmler descendit de l'avion de Berlin. Il apportait les derniers rapports de ses agents. Selon ces papiers fabriqués de toutes pièces, les S. A. devaient attaquer le lendemain en occupant les édifices gouvernementaux. Un commando déjà désigné devait assassiner Hitler. Les S. A. armés descendraient dans la rue. Un accord avait été conclu entre Roehm et l'un de ses vieux amis, le général d'artillerie von Leeb, chef de la région militaire de Munich, pour que les armes encore contenues dans les anciens dépôts clandestins de l'armée fussent remises aux S. A. En réalité, un accord avait été conclu, mais pour que ces armes fussent remises en dépôt à la police pendant la durée de la permission des S. A. afin d'éviter toute initiative d'isolés livrés à eux-mêmes. Une liaison presque permanente fut établie entre Bad-Godesberg et le service central de la Gestapo à Berlin. Dans le courant de la journée, un message annonça que les agents du S. D. à Munich venaient de voir charger des armes dans un camion, preuve de l'imminence du putsch !

A l'hôtel Dreesen, l'état-major du régime délibérait sans désespérer.

Hitler était entouré par Gœring, Gœbbels, Himmler, Diehls, Lutze et autres seigneurs de moindre importance. L'hôtel était gardé par un cordon de S. S.

Dans la salle à manger d'où l'on découvrait l'admirable paysage des montagnes du Wester-Wald et la vallée du Rhin, Hitler piétinait comme un ours en cage. Il bronchait encore devant l'obstacle, il hésitait à faire exécuter, ou plutôt abattre comme un traître, l'homme qui avait été son plus sûr appui, son plus vieux compagnon de lutte, le seul membre du Parti qu'il tutoyait. Mais Gœring, Himmler, Gœbbels le pressaient. Il fallait frapper, et avec une force et une énergie terribles, avant que les S. A. n'aient eu le temps d'agir les premiers.

Le temps était orageux, le ciel chargé de lourds nuages, l'atmosphère étouffante. Vers le soir, l'orage éclata enfin, une pluie violente vint apporter un peu de fraîcheur. C'est seulement après le dîner que Hitler prit soudain la décision qu'il éludait depuis deux semaines. En quelques mots, il donna ses instructions : Gœring et Himmler devaient rejoindre Berlin immédiatement pour y diriger la répression, cependant que lui-même prenait le chemin de Munich accompagné de Gœbbels.

Dans la nuit, Hitler prit un trimoteur à l'aérodrome de Hangelaar, accompagné de Gœbbels et de quatre hommes de confiance. A quatre heures du matin, le 30 juin, l'appareil se posait à Oberwiesenfeld, près de Munich. Pendant le voyage, la Reichswehr de Munich avait reçu l'ordre d'occuper la Maison Brune. L'aéroport d'Oberwiesenfeld était gardé par les S. S. Hitler se rendit au ministère de l'Intérieur bavarois et fit amener le chef de la police, le major en retraite Schneidhuber et le chef S. A. de Munich, Schmidt. Tous deux étaient déjà consignés par le gauleiter Wagner. Dans une scène théâtrale bien de son goût, le Führer se précipita au-devant d'eux et leur arracha leurs insignes et leurs galons en les injuriant. Après quoi tous deux furent incarcérés à la prison de Stadelheim.

Vers cinq heures du matin, Hitler et sa suite, accompagnés de S. S., de membres de la Gestapo et de militaires, partirent en voiture pour Bad-Wiesee. Un véhicule blindé de la Reichswehr ouvrait la marche et protégeait la longue colonne de voitures, précaution superflue puisqu'on ne rencontra pas le moindre groupe armé pendant la soixantaine de kilomètres du parcours. Quand le convoi arriva à Bad-Wiesee, il était près de sept heures et la petite ville dormait encore paisiblement au bord du lac.

Ils se dirigèrent vers l'hôtel Hanslbauer où Rœhm et ses compagnons prenaient pension. La garde S. A. qui se trouvait devant la porte se laissa arrêter sans aucune résistance. Dans l'hôtel, personne n'était encore levé, situation étrange pour des conjurés au matin du coup d'État, à l'heure où aurait dû commencer l'occupation des édifices publics. La salle à manger était préparée pour le banquet. Hitler ne parut pas remarquer ces anomalies. En proie à une vive surexcitation il pénétra dans le bâtiment à la tête de sa

troupe. Quelques-uns de ses plus anciens compagnons de lutte, de l'époque du putsch bavarois, s'étaient joints à lui. La première personne qu'ils rencontrèrent fut le jeune comte von Spreiti, aide de camp de Röhm, célèbre par son exceptionnelle beauté. Réveillé par le bruit, il s'était levé et venait aux nouvelles. Hitler se rua sur lui et, de sa vieille cravache en peau d'hippopotame, don d'admirateurs à l'époque de ses débuts, il le frappa si violemment au visage que le sang jaillit. Le laissant aux mains des S. S., Hitler se précipita vers la chambre de Röhm qui, surpris en plein sommeil, fut arrêté sans avoir pu faire un mouvement, pendant que Hitler l'injurait. Selon Goebbels, qui participait à l'opération en se tenant au second plan et qui en fit le récit, l'obergruppenführer Heines, vieil ami de Röhm, fut découvert dans une chambre voisine, également endormi, mais couché avec son chauffeur, que Goebbels appela un « lustknabe », un « garçon de joie ». Heines ayant esquissé un mouvement de défense, tous deux furent tués sur place, avant d'avoir eu le temps de sortir du lit.

Un détachement de S. A. arrivé pour faire la relève de la garde se laissa désarmer sans protester. L'opération principale puisqu'il s'agissait de l'arrestation de l'état-major du « complot », avait pu être menée sans la moindre difficulté, en quelques minutes. Heines et son chauffeur avaient été abattus sans nécessité, mais ces deux morts venaient corser le tableau de chasse de ce qu'on aurait pu appeler le « complot des dormeurs ».

Vers huit heures, le convoi reprit la route de Munich, emmenant Röhm et ses compagnons sommairement vêtus, menottes aux mains. En chemin, on croisa quelques voitures qui amenaient des chefs S. A. à Bad-Wiesee pour la réunion d'adieux. On les fit stopper et les occupants furent arrêtés.

Au milieu de la matinée, Hitler était de retour à Munich avec les prisonniers baptisés « prisonniers d'État ». Dans la ville, les S. S. et la Gestapo avaient dès les premières heures du jour commencé à arrêter les personnes inscrites sur les listes préparées par la Gestapo depuis de nombreuses semaines.

A midi, Hitler réunit à la Maison Brune les S. S. et les membres de la direction S. A. ne figurant pas sur les listes et annonça que Röhm, destitué de ses fonctions, était remplacé par Victor Lutze.

Les prisonniers s'entassaient à la Maison Brune, sous la garde de S. S. lourdement armés qui avaient reçu l'ordre de tirer au moindre mouvement de révolte. Vers quatorze heures, il y eut plus de deux cents détenus et on décida de les transférer à la prison de Stadelheim. Parmi ces prisonniers et ceux que l'on continuait d'amener, il n'y avait pas que des chefs S. A. Bien au contraire, la majorité des personnes arrêtées étaient des opposants politiques sans aucun lien avec Röhm et la S. A. On avait mis l'occasion à profit pour les éliminer.

Dans la soirée, Hitler prit la liste établie par la Gestapo, cocha cent dix noms au crayon rouge et donna l'ordre de les exécuter. Frank, ministre de la Justice de Bavière, effrayé du nombre des victimes, intervint auprès de Hitler et obtint que la liste fût revue. Finalement, il ne resta que dix-neuf noms, dont celui de Rœhm.

Hitler voulut lui épargner la mort ignominieuse sous le feu d'un peloton d'exécution. Peut-être craignit-il une ultime harangue ou la révélation de quelque secret. Sur son ordre, on vint visiter Rœhm dans la cellule 474 de la prison de Stadelheim pour lui suggérer de se suicider, mais Rœhm fit la sourde oreille.

Dans la soirée, l'ordre précis arriva : si Rœhm refusait la chance qui lui était offerte, il serait exécuté. Un gardien de la prison entra dans sa cellule et, sans un mot, posa un revolver sur la table et sortit. Par le judas, on surveilla Rœhm. Il regarda le revolver sans y toucher, puis parut l'oublier. Dix minutes s'écoulèrent. Le gardien pénétra à nouveau dans la cellule, reprit le revolver et sortit, toujours sans qu'un mot eût été prononcé. Un instant après, deux hommes pénétrèrent à leur tour dans la cellule, pistolet au poing. L'un d'eux était le S. S. Eicke, chef du camp de Dachau. A leur vue Rœhm se leva. Il était torse nu et la sueur perla soudain sur sa peau.

— Qu'est-ce que cela signifie? dit-il.

— On n'a pas le temps de bavarder, coupa Eicke.

Et calmement, il leva son arme, visa et tira plusieurs balles, comme au stand. Rœhm s'abattit. Eicke se pencha et lui donna le coup de grâce. Ainsi s'acheva la carrière du chef tout-puissant de la S. A., premier et véritable artisan de la carrière de Hitler.

Dès le soir du 30, les hommes de la Gestapo s'étaient présentés à la prison avec une première liste comportant six hommes à exécuter et les avaient réclamés au directeur, Koch. Celui-ci avait timidement fait remarquer qu'un simple coup de crayon rouge comme ordre d'exécution ne lui paraissait pas « très réglementaire ». On passa outre et les six hommes furent amenés dans la cour de la prison puis fusillés par un peloton S. S. commandé par Sepp Dietrich. Le premier exécuté fut Auguste Schneidhuber, chef S. A. et préfet de police de Munich.

A Berlin, Goering et Himmler dirigeaient la répression. Pour la circonstance, Hitler avait donné à Goering le pouvoir exécutif pour tout le nord de l'Allemagne et celui-ci s'en servit sans discrétion. Les arrestations commencèrent à 10 h. 30 du matin, ce qui montrait bien que les chefs de la Gestapo n'avaient aucune inquiétude sur le coup de force des S. A. Alors que la répression aurait dû s'exercer surtout à Munich, puisque c'est de cette ville que devait partir le signal du putsch, elle fut plus féroce encore à Berlin. Dans le nord de l'Allemagne, les S. S. et la Gestapo procédèrent à de

nombreuses arrestations. Gœring voulait décapiter la direction S. A. de sa région et régler les comptes de ses ennemis personnels, Himmler avait préparé sa liste et Heydrich y ajouta la sienne.

Karl Ernst, chef de la S. A. de Berlin-Brandebourg, était parti faire sa croisière dans l'Atlantique Sud. Il s'en fallut de peu que cette décision lui sauvât la vie. Il était déjà à Brême depuis la veille, mais malheureusement pour lui le bateau ne devait partir que le soir du 30. Surpris de se voir arrêté par les S. S., il protesta hautement : il était inconcevable que l'on osât porter la main sur un si haut personnage, député au Reichstag et conseiller d'État.

Il oubliait qu'il avait commis le crime de proférer dans des conversations privées des injures à l'adresse de Himmler qu'il appelait du surnom imaginé par Otto Strasser : « Le Jésuite noir. » Le sacrilège était inscrit depuis longtemps dans les fichiers de la Gestapo. L'heure était venue de payer.

Ernst fut aussi condamné pour une autre raison : il avait dirigé le commando des incendiaires S. A. chargé de mettre le feu au Reichstag. Et il semble qu'il n'ait pas toujours su tenir sa langue. Il s'était laissé aller à de dangereuses confidences qu'une oreille de la Gestapo n'avait pas manqué de recueillir. Il est significatif que, sur les dix hommes de la S. A. ayant participé à l'incendie et encore vivants (le onzième, Rall, ayant été liquidé depuis longtemps), neuf aient été assassinés le 30 juin 1934.

Quant au greffier zélé, Reineking, qui avait alerté la Gestapo au moment des révélations de Rall, il fut épargné mais fut cependant arrêté et envoyé à Dachau. Il y mourut au début de 1935.

Tous ces gens qui avaient été si utiles en février 1933 étaient devenus encombrants en juin 1934. Ils devaient disparaître, et en premier lieu leur chef, Ernst.

Ramené en avion à Berlin, il fut incarcéré à la caserne de Lichterfelde et fusillé deux heures plus tard. C'est là que furent conduits tous ceux qui n'avaient pas été abattus sur place ou qui n'avaient pu s'enfuir. Quelques-uns furent vaguement interrogés, la plupart injuriés et frappés, presque tous amenés devant le peloton d'exécution qui fusillait les condamnés dans la cour de la caserne. Pendant toute la journée du samedi et toute la matinée du dimanche, 1^{er} juillet, le quartier de Lichterfelde retentira du bruit des salves. Le peloton se plaçait à cinq mètres des condamnés; le mur contre lequel on les avait adossés restera taché de sang pendant des mois. Les salves furent commandées aux cris de « Heil Hitler! Le Führer le veut! »

Au siège de la Gestapo, on s'affairait dans le branle-bas des grands jours. C'est de ces bureaux si bien ordonnés que portaient les ordres de meurtre, c'est là que parvenaient les comptes rendus d'exécution, les avis d'arrestations, de fuite, la nouvelle des assassinats commis sur la personne de ceux qui avaient tenté de résister ou de fuir, comme de ceux sur lesquels

ordre était donné de tirer à vue. Pour garder le secret, tous ceux dont les noms figuraient sur les listes y étaient désignés par un numéro d'ordre. Au téléphone, dans les télégrammes et les messages on se borne à annoncer : « Le n° 8 est arrivé, les nos 17, 35, 37, 68, 84 sont arrêtés, les nos 32, 43, 47, 59 sont fusillés, le 5 manque toujours. » Quand les noms que dissimulaient ces numéros furent connus progressivement au cours des heures suivantes, l'Allemagne entière fut frappée de surprise et d'effroi.

Car les tueurs de la Gestapo ne se contentaient pas de frapper les chefs de la S. A. Sous leurs coups comme devant les pelotons d'exécution tombaient en majorité des hommes qui n'avaient aucune relation avec Rœhm et la S. A. On profitait de l'occasion pour liquider les gêneurs. Pour reprendre l'expression employée par le Dr Frick dans sa déposition au procès de Nuremberg, « parmi les gens assassinés lors de la purge Rœhm, beaucoup n'avaient rien à voir avec la révolte intérieure du S. A., *mais n'étaient pas très aimés* ».

« Pas très aimés », tel était par exemple le journaliste Walter Schotte, collaborateur de von Papen, porte-parole des barons du « Herrenklub »; il avait en 1932 élaboré une tactique politique qui faillit ruiner les espoirs électoraux des nazis. Dans un livre intitulé *Die Regierung Papen-Schleicher-Gayl* (Le Gouvernement Papen-Schleicher-Gayl), il avait défini les méthodes du parti nazi d'une façon si parfaite que cette révélation avait coûté deux millions de voix à Hitler aux élections du 6 novembre 1932. On ne le lui avait pas pardonné : le matin du 30, la Gestapo l'assassina.

Gregor Strasser n'était pas aimé non plus. Hitler n'avait pas oublié l'homme qui avait tant fait pour l'organisation politique du Parti et qui l'avait quitté sans un mot, fièrement, victime des intrigues de Goering et de Goebbels, le 8 décembre 1932. Il lui conservait une secrète estime. Il avait interdit qu'on lui causât le moindre tort, mais Goering, fort des pouvoirs reçus, passa outre. Otto Strasser s'était réfugié en Autriche où il avait fondé le « Front Noir » antihitlérien. Son frère Gregor ne s'occupait plus de politique. Il dirigeait la firme pharmaceutique Schering-Kahlbaum. Ce n'était pas suffisant pour désarmer ses ennemis Goering et Himmler. C'est Heydrich que Himmler avait personnellement chargé de veiller au « règlement » de ce vieux compte. Le matin du 30, Strasser fut conduit à la prison de la Gestapo, à Columbiahaus. On l'enferma avec les chefs S. A. déjà arrêtés. Dans l'après-midi, un S. S. vint le chercher pour l'amener, lui dit-il, dans une cellule où il serait seul. Le S. S. ouvrit la porte de la cellule, s'effaça, Strasser entra, le S. S. referma la porte et s'éloigna. Moins d'une minute plus tard, un coup de feu claqua. Strasser n'était pas mort, il avait eu une artère sectionnée par la balle. Étendu sur le bat-flanc, il sentait sa vie s'échapper dans le bouillonnement du sang qui giclait sur le mur en un jet saccadé. Le prisonnier de la cellule voisine l'entendra râler pendant plus d'une heure. Heydrich, fidèle à la consigne donnée, viendra lui-même

vérifier si le Reichsführer avait été obéi et donnera l'ordre de « laisser saigner ce pourceau » qui n'en finissait pas de mourir. Car, dans la S. S. où l'on faisait si grand cas de « l'honneur », il était d'usage d'insulter ceux que l'on assassinait.

Dans Berlin, les agents de la Gestapo opérèrent également par petits groupes. Le matin du 30, deux messieurs très corrects se présentèrent à la Chancellerie du Reich, dans le service du vice-chancelier von Papen, et demandèrent à voir son chef du cabinet, l'oberregierungsrat von Bose. Celui-ci était occupé, un visiteur se trouvait dans son bureau. Arguant de l'urgence de la communication qu'ils étaient chargés de lui transmettre, les deux hommes le prièrent de bien vouloir venir un instant. Von Bose apparut dans l'antichambre. Alors les deux messieurs sortirent chacun un revolver et l'abattirent sans un mot, le laissant agoniser sur le tapis.

A Neu-Babelsberg, dans la banlieue de Berlin, deux personnages courtois, frères jumeaux des visiteurs de von Bose, sonnèrent à la porte de la villa du général von Schleicher, l'ancien chancelier du Reich. Sans un mot, ils écartèrent la femme de chambre, pénétrèrent dans la maison et, toujours silencieux, abattirent le général von Schleicher, puis sa ravissante femme, fille du général de cavalerie von Hennings, accourue au bruit des coups de feu. La femme de chambre s'enfuit, épouvantée. C'est leur fille, une enfant de douze ans, qui les découvrira en rentrant de l'école.

Les tueurs se présentèrent aussi au ministère des Communications, entrèrent dans le bureau du ministerialdirektor Klausener et l'abattirent derrière son bureau, avant qu'il ait eu le temps de se lever de son fauteuil. Le ministre, von Eltz-Rübenach, accouru au bruit, fut mis en joue et contraint de se retirer. Klausener était le chef de l'Action catholique. Son exécution causa une émotion intense et la Gestapo affirma froidement qu'il s'était suicidé au moment où l'on venait lui demander un renseignement.

Rien n'est plus monotone que le meurtre en série. Partout, en ce sinistre samedi, des hommes tombèrent sous les coups des assassins : von Bredow, général de la Reichswehr comme Schleicher; le vieux von Kahr, ancien chef du gouvernement bavarois, auquel Hitler n'avait pas pardonné son attitude courageuse lors du putsch de 1923; le capitaine Ehrhardt, ancien chef du célèbre corps franc, jadis glorifié par Hitler; Gehrt, as de l'aviation décoré sur le front de la médaille « Pour le Mérite »; Ramshorn, préfet de police de Gleiwitz et Schragmuller, préfet de police de Magdebourg; l'entourage de Karl Ernst : Voss, Sander, Beulwitz, sans oublier « M^{lle} Schmidt », l'aide de camp si intime de Heines.

Glaser, un avocat, avait eu l'imprudence de se disputer avec le juriste nazi Franck et de plaider contre des journaux du Parti; il fut abattu devant sa porte. Le professeur Stempfle, catholique militant, avait soutenu Hitler à ses débuts puis s'était écarté de lui, effrayé. Abattu lui aussi. Le chef des

étudiants catholiques de Munich, Beck, fut assassiné dans un bois, et le chef de la jeunesse hitlérienne de Dusseldorf, Probst, exécuté « alors qu'il tentait de fuir ».

D'autres furent tués par erreur, comme le critique musical Schmidt fusillé à la place d'un médecin du même nom, ou comme le chef de la Hitlerjugend de Saxe, Læmmermann, dont le nom se glissa inexplicablement sur la liste des gens à abattre. Leurs veuves reçurent leurs cendres par la poste, accompagnées d'une lettre d'excuse.

Göering « purgea Berlin avec une poigne de fer », mais, au milieu de cette opération industrielle, il s'efforça de donner l'illusion de la légalité. Sur son ordre, une cour martiale avait été constituée par la Gestapo. Détail significatif, le commandant de la région militaire et le commandant de la place y siégèrent tour à tour en tant que représentants de la Reichswehr. Elle « jugea » les détenus en quelques minutes, mais on leur infligea la lecture du jugement avant de les envoyer devant le peloton composé de S. S. de la Leibstandarte. Certains furent exécutés sur le terrain de manœuvre des S. S. à Lichterfeld et les habitants des immeubles de la *Finkensteinallee* purent observer la scène de leurs fenêtres.

Certains pelotons d'exécution furent composés par les Allgemeine S. S. qui avaient été amenés dès la veille à la caserne des Leibstandarten. Comme les Allgemeine S. S. n'étaient pas ordinairement armés, ils avaient reçu des armes de la police ou de la Reichswehr, autre détail révélateur du rôle des généraux dans cette affaire.

Le soir du samedi 30 juin, Hitler avait regagné Berlin par avion. Sur l'aérodrome de Tempelhof, Göering, Himmler, Frick, Daluge, l'attendaient, entourés de policiers. Göering et Himmler étaient gonflés de fierté. Sur le terrain même, Göering tendit à Hitler la liste des morts. Hitler eut un haut-le-corps en y trouvant le nom de Strasser, mais Himmler expliqua qu'il s'était suicidé. Quelques jours plus tard, Hitler donna des ordres pour garantir l'existence matérielle de la veuve de Strasser.

Le lendemain, dimanche 1^{er} juillet, alors que les pelotons d'exécution avaient fonctionné toute la matinée, Göering « intervint » près de Hitler vers deux heures de l'après-midi pour lui demander d'arrêter les exécutions. Assez de sang avait coulé. Hitler acquiesça. Göering ne lui avait pas dit qu'il ne restait que deux noms sur la liste.

Les arrestations du 30 juin ne s'étaient pas toutes terminées devant le peloton d'exécution. Des centaines de détenus demeurèrent des mois en prison, d'autres, comme le lieutenant-colonel Dusterberg, échouèrent dans

les camps de concentration où beaucoup moururent et où d'autres restèrent plusieurs années. Le général Milch a dit à Nuremberg qu'en 1935 il y avait encore à Dachau 700 à 800 victimes de la purge Rœhm.

Selon certaines déclarations des nazis, il n'y aurait eu que 71 exécutés, chiffre trop faible car, selon certains autres nazis, il y aurait eu 250 à 300 victimes. Des estimations ont parlé de 1500 morts, mais ce chiffre paraît exagéré. Il y eut vraisemblablement plusieurs centaines de victimes, un millier sans doute, dont 200 S. A. Le tribunal de Nuremberg lui-même renonça à en établir le nombre exact, bien que l'on ait donné celui de 1076.

Le lundi 2 juillet, aux premières heures de la matinée, les services de la Gestapo, de la S. S. et de la police de sûreté, reçurent le radiogramme suivant, signé de Gœring et de Himmler, dont le texte a été conservé par Gisevius : « Le ministre-président de la Prusse et le chef de la police secrète d'État à toutes les autorités policières. — Par ordre supérieur, tous les documents relatifs à l'action des deux jours précédents doivent être brûlés. Rendre compte immédiatement après exécution. »

Un millier de morts en quarante-huit heures! Même pour le régime nazi, pourtant prodigue en vies humaines, la dose était un peu forte. Le samedi soir, le bureau de presse du Parti publia un communiqué embarrassé. Le même soir, Gœring fit une déclaration à la presse, convoquée au ministère de la Propagande. Il était urgent de donner une version officielle des événements car plusieurs journaux de province publiaient déjà des numéros spéciaux, et la presse étrangère commençait à poser des questions gênantes.

Gœring, revêtu de son grand uniforme, parla d'un ton solennel, mais peu convaincant. Il fut question des préparatifs de putsch poussés par Rœhm, des dépravations sexuelles de son entourage, de l'obstination de certains éléments à faire la seconde révolution, des trahisons de la réaction. Il annonça que von Schleicher, qui conspirait avec l'étranger, avait voulu se défendre au moment où il allait être arrêté et que son geste lui avait coûté la vie. Il ajouta que Rœhm « n'était plus au nombre des vivants », mais passa sous silence l'assassinat de Strasser, ceux de von Bose dans l'antichambre de von Papen, et de Klausener dans son bureau ministériel. Une phrase pourtant était lourde de sens à qui voulait comprendre : mentionnant les ordres que le Führer lui avait donnés, Gœring dit simplement : « J'ai élargi ma mission. » C'est cet « élargissement » qui avait permis, pour réprimer un complot de la fraction socialiste extrémiste du Parti, de frapper les conservateurs et les catholiques.

Le 30 juin également, Hitler, avant de quitter Munich, avait nommé Victor Lutze chef d'état-major des S. A., mais il avait pris la précaution de

ne pas lui conférer le rang de ministre. En annonçant cette nomination, Hitler avait adressé un ordre du jour à la S. A. Certains passages de cette proclamation qui, par-dessus les troupes brunes, s'adressait à tous les opposants en puissance, témoignent d'un humour involontaire. Le Führer stigmatise ces « révolutionnaires dont les rapports avec l'État ont été bouleversés en 1918 et qui avaient perdu tout contact intime avec l'ordre social, qui se sont voués à la révolution et qui auraient voulu voir celle-ci s'établir en permanence. (...) Incapables de toute collaboration honnête, résolus à prendre position contre tout ordre établi, remplis de haine contre toute autorité, leur inquiétude et leur instabilité ne trouvent satisfaction qu'à conspirer sans cesse et à méditer la destruction de l'ordre existant. (...) Ce groupe d'ennemis pathologiques de l'État est dangereux en ce qu'il constitue une réserve de participants volontaires à toutes les tentatives de révolte, aussi longtemps qu'un ordre nouveau ne commence pas à se cristalliser au sortir d'une époque de décomposition chaotique ».

Le chef d'État s'efforçait de repousser ceux qui, hier, l'avaient placé au poste qu'il occupait, en refusant « toute collaboration honnête » avec la République, en méditant « la destruction de l'ordre existant », en guettant « toutes les tentatives de révolte ». Hitler rompait ainsi avec ses origines, les reniait, rejetait ceux qui avaient eu le mauvais goût de lui rappeler les moyens discutables qui l'avaient porté au pouvoir.

Le 3 juillet, les ministres furent réunis en conseil de cabinet. Il fallait légaliser les assassinats. Aucun des hommes présents n'eut le courage de protester, pas même Gurtner, ministre de la Justice du Reich, ami personnel de la plupart des hommes de droite tombés sous les coups des tueurs noirs.

Von Papen n'assistait pas à ce conseil, ayant le jour même démissionné des fonctions de vice-chancelier. Ce fut la seule réaction de celui auquel Hitler devait tout. Les suggestions de son discours de Marburg avaient été suivies, puisque les révolutionnaires étaient éliminés, mais on lui avait montré qu'il était dangereux de se permettre la moindre critique. Ses collaborateurs les plus proches avaient été assassinés, l'un d'eux dans la Chancellerie même. Il se contenta de cette protestation platonique.

La retraite de Von Papen fut du reste de courte durée. Il reprit de nouvelles fonctions chez les nazis et leur rendit encore d'éminents services notamment comme ambassadeur à Vienne et à Ankara.

Les conservateurs ne réagirent pas davantage. Les ministres remercièrent Hitler d'avoir sauvé l'Allemagne du chaos révolutionnaire et adoptèrent à l'unanimité une loi dont l'article unique stipulait : « Les mesures prises les 30 juin, 1^{er} et 2 juillet 1934 pour contrecarrer les tentatives de trahison et de haute trahison sont considérées comme des mesures urgentes de défense nationale. » Ce fut l'épitaphe des victimes.

Le vieux maréchal Hindenburg s'était alarmé d'apprendre qu'on avait pu assassiner aussi délibérément deux généraux de la Reichswehr, mais l'armée n'ayant pas réagi et ses conseillers lui ayant assuré que tout était parfait, il accepta de signer un télégramme de félicitations adressé à Hitler, préparé par celui-ci : *D'après les rapports que je viens de recevoir, je constate que par votre esprit de décision et votre courage personnel, vous avez étouffé dans l'œuf les intentions des traîtres. Je vous exprime par ce télégramme ma profonde reconnaissance et mes remerciements très sincères. Avec mes meilleurs sentiments.* Le secrétaire d'État, Otto Meissner, chef de la Chancellerie présidentielle, s'était chargé de faire signer le texte au vieillard pour s'attirer la reconnaissance des nouveaux maîtres.

Le vieillard de Neudeck avait l'excuse de la sénilité et de la maladie. Blomberg, lui, n'était ni vieux ni malade. Dans un ordre du jour à l'armée, il avait donné sa caution :

Le Führer a attaqué et écrasé les mutins avec la décision d'un soldat et un courage exemplaire. La Wehrmacht, en tant que seule force armée de l'ensemble de la nation, tout en restant à l'écart des luttes de politique intérieure, lui témoignera sa reconnaissance par son dévouement et sa fidélité.

Le 13 juillet, Hitler prononça un grand discours devant le Reichstag. Alors qu'on attendait des précisions sur le putsch, sur les activités de Röhm et de ses complices, sur les liens secrets qui l'unissaient à Strasser et à von Schleicher, sur les contacts clandestins avec une « puissance étrangère » (on avait parlé de la France et chuchoté le nom de l'ambassadeur François-Poncet) il n'y eut qu'un long plaidoyer justificatif. La seule tentative d'explication fut malheureuse puisque, parlant de Karl Ernst, Hitler déclara qu'il « était resté à Berlin pour diriger personnellement l'action révolutionnaire », alors que chacun savait que Ernst avait été arrêté à Brême au moment de s'embarquer pour une croisière de plaisance. L'argument selon lequel son action avait empêché une « révolution nationale-bolcheviste » fut peu apprécié. On voyait mal ce que des conservateurs comme von Bose et Klausener seraient allés faire dans une telle aventure. Finalement, il déclara que « selon une loi de fer éternelle » il s'était institué « le justicier suprême du peuple allemand ». Les grands mots passent mieux que les explications précises.

En ce mois de juillet 1934, la situation politique était curieuse. Le 30 juin avait été une nouvelle « journée des dupes » et les dupes étaient les militaires.

Ils avaient joué un rôle considérable dans la décision de Hitler. Ils étaient persuadés qu'il était maintenant leur prisonnier, qu'ils avaient annexé le nouveau régime. Non seulement ils avaient donné leur couverture « morale

» à l'opération, mais ils y avaient participé matériellement et physiquement. Ils avaient été parmi les premiers mis au courant des préparatifs de l'opération. Dès le lundi 25 juin, la Reichswehr avait reçu l'ordre de se tenir prête. Les congés y avaient été annulés, les officiers permissionnaires rappelés. Les détachements de motocyclistes de la N. S. K. K. furent armés de carabines modèle 17 et les éléments d'infanterie S. S. de fusils modèle 98, avec 120 cartouches par fusil, fournis par les armureries de la Reichswehr.

Enfin, à Berlin, les officiers de la Reichswehr siégèrent « ès qualité » dans les cours martiales expéditives de Lichterfelde.

Blomberg et les généraux furent persuadés que le sacrifice de leurs concurrents S. A. était fait pour les rassurer.

Quinze jours plus tard, ils eurent l'occasion de donner au Führer la preuve de leur gratitude.

A la fin de juillet, le maréchal Hindenburg sentit la mort approcher. Retiré dans sa propriété de Neudeck, il était depuis longtemps gravement malade et son état suscitait beaucoup de curiosité intéressée. Pour lui succéder, l'on n'envisageait pas d'autres candidats que les membres de l'aristocratie conservatrice. De telles vues coïncidaient avec les idées monarchistes de Hindenburg lui-même. Les noms du prince Auguste Wilhelm de Prusse, du prince Oskar de Prusse, du duc Ernst Auguste de Brunswick-Lunebourg, avaient été avancés. Que se passerait-il au cas où le vieux maréchal se serait prononcé dans son testament pour le retour à la monarchie?

Théoriquement, la Constitution, toujours en vigueur, prévoyait qu'en cas de décès du président, sa charge serait provisoirement assurée par le président de la Cour suprême de Justice. Mais Hitler avait pris la précaution, par une loi du 30 janvier 1934, de s'autoriser à appliquer la Constitution différemment.

Pour prévenir toute manœuvre de dernière heure des « réactionnaires », les S. S. investirent le château de Neudeck à l'heure où le vieillard entrait en agonie. L'oberführer Behrens, un tueur qui avait commandé les assassinats en Silésie le 30 juin, fut placé à la tête de ce commando spécial. Les noirs gardiens restèrent à leur poste jusqu'à la mort du maréchal et les officiers de la Reichswehr ne furent autorisés à l'approcher que pour monter une garde d'honneur autour du lit de mort, le 2 août, après qu'il eut fermé les yeux.

La veille, 1^{er} août, Hitler avait promulgué une loi qui réunissait sur sa tête les fonctions de chancelier du Reich et de président du Reich. Le problème de la succession de Hindenburg était réglé. Détail significatif, Blomberg

avait accepté de contresigner cette loi, gage de l'appui de l'armée et assurance qu'aucune opposition ne pourrait se manifester devant ce coup d'État. Le lendemain, 2 août, dès l'annonce de la mort du maréchal, Hitler fit prêter serment aux membres de la Reichswehr. La formule les engageait personnellement à l'égard d'Adolf Hitler :

Je jure devant Dieu d'obéir sans réserves à Adolf Hitler, Führer du Reich et du peuple allemand, chef suprême de la Wehrmacht, et je m'engage, en soldat courageux, à observer toujours ce serment, fût-ce au péril de ma vie.

Le soir même, Blomberg adressait à l'armée un ordre du jour dans lequel on pouvait lire :

Nous consacrerons tous nos efforts et notre vie même, s'il le faut, au service de la nouvelle Allemagne. Le feld-maréchal nous a ouvert les portes de cette Allemagne nouvelle, et il a réalisé par là même le vœu né de plusieurs siècles de victoires allemandes. Pénétrés du souvenir de cette grande figure héroïque, nous marcherons dans l'avenir pleins de confiance dans le Führer allemand Adolf Hitler.

Le 12 août seulement, le testament du maréchal fut rendu public. Il ne fit de doute pour personne que le document avait été falsifié. On y trouvait plusieurs phrases qu'on eût dites écrites sous la dictée d'Adolf Hitler, tant elles concordaient avec ses vues les plus récentes, notamment à propos de la Reichswehr. Il se terminait ainsi :

Mon chancelier Adolf Hitler et son mouvement ont fait faire au peuple allemand un pas décisif et d'une portée historique vers l'unité intérieure au-dessus de toutes les divergences de classes et de conditions sociales. Je quitte mon peuple allemand dans la ferme espérance que ce que je désirais en 1919 et qui a mûri lentement jusqu'au 30 janvier 1933 continuera à mûrir en vue de l'accomplissement plein et entier de la mission historique de notre peuple. Dans cette ferme espérance en l'avenir de la patrie, je puis fermer les yeux tranquillement.

Cette découverte était providentielle. Une semaine plus tard, le 19 août, Hitler soumettait au peuple l'approbation de ses nouvelles fonctions, par un plébiscite bien orchestré. L'appui de l'armée, la bénédiction posthume du « vieux monsieur », la disparition de toute opposition, la terreur qui muselait les rares survivants non conformistes, tout garantissait la réussite, d'autant plus sûrement que la Gestapo et le S. D. avaient organisé un contrôle secret des bulletins qui permit d'assurer le succès et de démasquer les derniers opposants. Le résultat fut triomphal : 38 362 760 oui contre 4 294 654 non et 872 296 bulletins nuls.

Grâce à l'aide des généraux et avec l'action constante de la Gestapo, Hitler était devenu le maître absolu de l'Allemagne. Il n'existait aucun

obstacle sur la route du national-socialisme, de la guerre et de la catastrophe finale.

Nouvelle organisation des polices.

A l'heure où ils auraient pu faire basculer le régime, les militaires l'avaient consolidé. Hitler, en leur sacrifiant ses plus anciens partisans, en avait fait les défenseurs officiels du régime.

Les généraux allemands ne redoutaient pas la guerre, ils craignaient d'y être entraînés avec une armée insuffisamment préparée et numériquement trop faible. Les premières mesures de réarmement annoncées par le Führer, dès le début de 1934, les avaient rassurés. Ils comprirent que Hitler voulait comme eux une revanche militaire éclatante et la domination de l'Europe. Ils avaient choisi le métier militaire parce qu'ils considéraient, comme l'a dit von Manstein, « la gloire de la guerre comme quelque chose de grand ». Dès lors, Hitler fut assuré de leur appui, pourvu qu'il leur permît, en échange, de reprendre leur ancien rang. En éliminant Röhm, ils pensaient, comme l'a remarqué le général Reinecke, que « les deux piliers du III^e Reich seraient le Parti et l'Armée », et que chacun d'eux serait indissolublement lié au succès ou à la faillite de l'autre. Il est exact que la Wehrmacht dut sa résurrection au parti nazi, et que le Parti, de son côté, fut redevable d'une part de son prestige aux succès militaires des premières années de guerre. Mais en pensant s'assurer le contrôle politique, en croyant annexer Hitler et tenir le Parti en bride, les militaires firent un faux calcul. Ils avaient tenu pour négligeable le rôle joué par la Gestapo. L'influence occulte de Himmler, de Heydrich et de leur allié du moment, Goering, ne leur était pas apparue clairement. Ils avaient sous-estimé ces fonctionnaires silencieux et ils avaient cru que c'était pour eux que les services policiers avaient travaillé. Or, les vrais vainqueurs de la purge s'appelaient Himmler et Heydrich, le second pilier du régime sera la Gestapo et non l'armée. Un jour même elle sera la seule base du système. Quand les militaires le comprendront, il sera trop tard, les jeux seront faits.

Les conditions dictées par Blomberg pour l'accord secret qui précéda le 30 juin sont connues. L'essentiel en était l'assurance donnée par Hitler de laisser aux militaires le commandement effectif de l'armée, la promesse d'un réarmement rapide et important, la garantie que l'armée serait le seul

corps de l'État chargé de la défense du pays, le seul autorisé à porter les armes. La purge du 30 juin, en décapitant la S. A. et en la transformant progressivement en un simple organisme de préparation militaire, parut confirmer l'exécution des clauses de l'accord.

Les effectifs de la S. A., démesurément gonflés après la prise du pouvoir, au point d'atteindre quatre millions en 1934, baissèrent rapidement pour se stabiliser autour d'un million et demi de membres.

En ce qui concerne le commandement suprême de l'armée, il revenait de droit, selon la constitution de Weimar, au président du Reich, mais Hitler s'était engagé à renoncer au commandement effectif en acceptant que les lois intéressant l'armée ne pussent être mises en vigueur que signées par le président et par le ministre de la Reichswehr, mesure rendue publique par le *Völkischer Beobachter* du 5 août 1934. C'est sous réserve de ces conditions que Blomberg avait contresigné la loi du 1^{er} août faisant Hitler président du Reich.

Après le serment de fidélité de la Reichswehr, Hitler adressa une lettre de remerciements à Blomberg : *Je considérerai toujours comme mon devoir suprême de protéger l'existence et l'inviolabilité de l'armée, écrit-il. Je me conformerai au testament du défunt maréchal en restant fidèle à ma volonté de faire de la Reichswehr la seule force armée de la nation.*

Dès le 2 juillet, dans un ordre du jour aux chefs S. A., Hitler avait dit : *J'exige de tous les chefs S. A. la loyauté la plus parfaite. Je demande en outre qu'ils fassent preuve d'une loyauté et d'une fidélité sans réserve à l'égard de l'armée du Reich.*

Forts de ces assurances, rappelées au cours des mois suivants dans de nombreux discours, articles, proclamations et ordres du jour, les militaires ne prêtèrent pas attention à de discrètes mesures qui, pourtant, préparaient la fin de leur rêve de direction politique et d'autonomie.

La Gestapo avait non seulement préparé les détails techniques de la purge du 30 juin et dressé les listes, mais elle avait encore procédé aux assassinats à domicile et à une partie des exécutions. Comme l'a dit Goering à Nuremberg : « De toute façon, c'était elle qui avait à en être chargée. Il s'agissait d'une action contre des ennemis de l'État. »

Le 30 juin fut la dernière illustration de la manière violente, vestige de l'époque révolutionnaire, à l'intérieur de l'Allemagne tout au moins. C'est la dernière fois que l'on vit éliminer aussi brutalement des personnalités gênantes. Par la suite, la Gestapo les fera disparaître d'une façon plus nuancée. Au cours de ce bain de sang, elle avait accru son auréole de terreur. « Tout le monde est terrifié, cependant tout le monde est certain qu'ils recommenceront si de tels ordres leur sont donnés et si c'est nécessaire », dit Himmler en parlant de ses S. S.

Les ordres d'exécution furent presque tous signés par Himmler et Heydrich, non seulement à Berlin, mais dans l'Allemagne du Nord. Von Eberstein, alors chef du S. S. oberabschnitt du Centre, avait été convoqué par Himmler à Berlin une semaine avant la purge, et invité à tenir ses S. S. en état d'alerte. Le 30 juin, un agent du S. D. vint à Dresde porteur d'un ordre prescrivant l'arresta tion à Dresde de vingt-huit personnes dont huit devaient être immédiatement exécutées. Cet ordre, signé Heydrich, disait seulement : « Sur l'ordre du Führer et chancelier du Reich, X... doit être exécuté pour haute trahison. » Ces ordres illégaux, donnés au nom d'une autorité n'ayant pas le pouvoir de les prendre et signés d'un fonctionnaire également incompetent, furent scrupuleusement exécutés. Admirable puissance de la discipline!

Au cours des événements du 30 juin, Heydrich acquit une réputation de cruauté inégalée. Son extraordinaire détermination fit trembler même les plus endurcis des vieux combattants du Parti. Frick, ministre de l'Intérieur, nazi convaincu, déclara à Gisevius au mois de mai 1935 :

— Il est possible que par la suite je sois forcé de laisser entrer au ministère Himmler, mais en aucun cas l'assassin Heydrich ne sera admis.

Pendant les derniers mois de 1934 et le début de 1935, de mystérieux assassins exécutèrent près de cent cinquante chefs S. S. Sur les cadavres, ils laissaient un petit carton portant les initiales « R. R. », c'est-à-dire *Racher Ræhm* (Vengeurs de Røehm). Il s'agissait très probablement d'un groupe clandestin de S. A. restés fidèles à leur ancien chef, mais il ne semble pas que la Gestapo ait pu les identifier.

Himmler avait droit à une récompense. Le 20 juillet, Hitler signa l'ordonnance suivante :

En considération des services éminents rendus par les S. S., à la suite notamment des événements du 30 juin 1934, j'élève les S. S. au rang d'organisation indépendante au sein du N. S. D. A. P. Le Reichsführer S. S. se trouve désormais, au même titre que le chef d'état-major, sous les ordres directs du commandant en chef de la S. A.

Le commandant en chef de la S. A. était Hitler lui-même.

L'ordonnance du 20 juillet plaçait Himmler sur un pied d'égalité avec Lutze et rendait la S. S. indépendante de l'organisation S. A. dont elle n'avait été jusqu'alors qu'une section détachée. Elle soumettait Himmler au seul contrôle de Hitler.

Elle avait aussi un autre effet : devenu indépendant, Himmler pouvait prendre toute initiative qu'il jugerait utile au sein de la S. S., par exemple, armer et créer des corps de troupes S. S. Ainsi, au moment où Hitler s'en gageait vis-à-vis de Blomberg à faire de la Reichswehr la seule organisation chargée de porter les armes de la nation, sa promesse était déjà violée. La

seule unité dont les S. S. aient disposé jusqu'alors était la Leibstandarte Adolf Hitler, chargée de la protection personnelle du Führer. Après le 30 juin, on assista à la création et au développement considérable des Verfügungstruppen (troupes de marche ou d'alerte), qui composèrent bientôt l'armée privée de Hitler, ainsi qu'à la création des régiments Totenkopf, ces sinistres unités « Tête de Mort » qui régnèrent avec férocité pendant onze ans sur les camps de concentration.

Himmler, maître de la Gestapo, profita de son indépendance pour parachever l'infiltration S. S. dans les rouages administratifs. L'accumulation des titres sur la tête d'un même homme fut poussée au maximum. Cette technique aboutit au résultat de confier à peu près partout les fonctions de préfet de police des villes allemandes aux chefs S. S. de ces villes. Le chef supérieur de la police et des S. S. ne pouvait prendre l'initiative d'aucun ordre à la police. Il était seulement le représentant personnel de Himmler; il se bornait à transmettre les ordres et à veiller à leur exécution.

Les militaires s'inquiétèrent de ce développement de la S. S. qu'ils n'avaient pas prévu. Des frictions entre l'armée et la S. S. se produisirent. Pour rassurer les militaires, Hitler prit ostensiblement leur parti. L'heure n'était pas encore venue de leur montrer quelle réalité ces protestations d'amitié recouvraient.

Les militaires crurent à ces serments. L'opération qu'ils avaient menée en juin et juillet 1934 était la répétition de la manœuvre qui leur avait permis de s'emparer de la République en adhérant à ses principes pour s'emparer de ses leviers de commande. Il n'y avait apparemment aucune raison pour que le même succès ne la couronnât pas.

Pour cette compétition du mensonge, les deux chefs de la Gestapo, Himmler et Heydrich, préparaient leurs armes. C'est le S. D., le vieux service de Heydrich, qui allait, le premier, subir les plus importantes transformations au cours du second semestre 1934. D'abord service de sécurité interne des S. S., il était devenu l'unique service de renseignements du Parti par un décret du 9 juin 1934, heureuse initiative qui lui avait permis de jouer un rôle important dans la purge Röhm. Il n'était cependant pas organisme d'État et, théoriquement, n'avait de compétence qu'à l'intérieur des organisations du Parti. Mais celles-ci étaient si nombreuses et embrigadaient un pourcentage si élevé de la population que le champ était déjà immense.

Heydrich disposait de trois mille agents environ au S. D. Ils avaient des bureaux dont l'existence était officielle et, dans les petites villes surtout, leur activité ne pouvait demeurer longtemps secrète. Or, le travail de renseignement auquel ils se livraient pouvait souffrir de cette publicité. La haine s'amassait contre Himmler et Heydrich; après le 30 juin, les

assassinats signés par les « Vengeurs de Rœhm » montrèrent la nécessité de créer un réseau « parallèle » secret. C'est dans cet esprit que Heydrich fit pousser le recrutement de « membres bénévoles ».

Dès le début de son existence, le S. D., comme tous les services de renseignements, avait employé des indicateurs que l'on avait baptisés pudiquement « membres bénévoles », appellation en partie exacte parce que la plupart d'entre eux ne touchaient pas de rétribution, à l'exception de primes accidentelles ou de remboursements de frais, mais se livraient au mouchardage par conviction politique et par goût personnel. Avant la prise du pouvoir, le S. D. ne comptait pas plus de trente à cinquante membres permanents et un nombre à peine supérieur de membres bénévoles.

A partir du milieu de 1934, le nombre des agents du S. D. s'accrut considérablement et celui des bénévoles bien davantage encore, pour atteindre finalement trente mille personnes environ. Ces agents camouflés se recrutaient parmi toutes les classes sociales. La plupart des professeurs d'Université étaient soumis à la surveillance; des agents bénévoles recrutés parmi les élèves prenaient des notes de cours qui, transmises au S. D., permettaient de juger de leur attitude politique. A la fin de la guerre, de nombreuses femmes formèrent la majorité des réseaux d'indicateurs. Les bénévoles avaient été baptisés « V Männer », c'est-à-dire « Hommes de confiance ».

A partir de juillet 1934, Heydrich fit effectuer par le S. D. un travail de documentation considérable. Sous le prétexte de définir les bases d'étude des groupements sociaux, qui devaient permettre de fixer les règles d'éducation politique susceptibles de convertir au national-socialisme les attardés des anciennes idéologies, le S. D. étudia au moyen de méthodes scientifiques et statistiques les groupements ou les membres des anciens groupements marxistes, juifs, francs-maçons, libéraux républicains, religieux, culturels, dont les nazis pensaient que pouvait naître une opposition. Sous le couvert de ces études idéologiques, le S. D. constitua des archives très importantes qui permirent de tenir ces opposants virtuels sous surveillance et de pratiquer des coupes sombres dans leurs rangs chaque fois que les nécessités politiques exigeraient le sacrifice de victimes expiatoires.

Le S. D. jouissait donc théoriquement d'une sorte de monopole du renseignement politique. Par contre, il n'avait aucun pouvoir exécutif, celui-ci étant exclusivement détenu par la Gestapo qui avait seule le droit de procéder aux arrestations, interrogatoires, perquisitions, et détenait aussi le droit d'internement de protection, d'envoi dans un camp, etc. Cependant, les services de la Gestapo ne cessèrent jamais d'effectuer leur propre travail de renseignements, tout en utilisant ceux qui leur étaient fournis par le S. D.

La recherche du renseignement à l'étranger, la surveillance de l'activité

politique des émigrés, les préparatifs d'agression contre les pays étrangers et le rôle d'une cinquième colonne, l'utilisation de la guerre idéologique permettant d'implanter des alliés et des agents chez l'adversaire firent naître le second volet du S. D., le S. D.-*Ausland*, ou « extérieur », qui fut aussi appelé « Service secret pour l'étranger ». Ce service n'employa guère plus de quatre cents membres permanents, recrutant à l'étranger des auxiliaires appointés et surtout de nombreux agents bénévoles, souvent inconscients du rôle qu'on leur faisait jouer.

La remarquable organisation du S. D. ne fut pas techniquement l'œuvre de Heydrich. Les véritables créateurs de l'organisation administrative du S. D. furent l'oberführer Dr Mehlhorn, qui se distingua par la suite en Pologne, au mois de novembre 1939, en édictant de sévères mesures antisémites, et le Dr Werner Best, plus tard oberregierungsrat à la Gestapo de Berlin, puis commissaire du Reich au Danemark occupé. Le Dr Best était un ancien juge passé à l'administration en 1933. Ses origines bourgeoises et sa formation juridique le rendirent précieux et Heydrich l'utilisa souvent pour des missions délicates, en particulier pour calmer les fonctionnaires importants que les méthodes de la Gestapo, auxquelles ils n'étaient pas habitués, effarouchaient encore. Il devint un des juristes officiels du parti nazi et publia plus tard un ouvrage intitulé *La Police allemande*, sorte de bréviaire de l'organisation et du fonctionnement des services de police. Quant au Dr Mehlhorn, c'était un ancien avocat saxon, doué de remarquables qualités d'organisateur. Comme le Dr Best était chargé particulièrement de l'administration technique des services, du matériel, du budget général du S. D. et de sa répartition, il le prit avec lui. Tous deux mirent au point le système des « agents honoraires », agents bénévoles particulièrement « distingués » choisis parmi les hommes les mieux placés et les plus compétents dans leurs professions. Grâce à eux, des informations d'une valeur certaine parvenaient régulièrement aux services centraux du S. D. qui pouvaient ainsi tenir à jour un tableau permanent de l'opinion publique. Sur le plan matériel, ils firent du S. D. le service de renseignements le plus moderne et le mieux équipé d'Allemagne et peut-être du monde. Mehlhorn poussa le système des fiches à son point de perfection. Les fiches des individus les plus importants du point de vue politique et policier étaient placées dans un énorme fichier circulaire horizontal, qui contenait cinq cent mille notices. Un seul opérateur faisait fonctionner cette formidable machine. Grâce à un moteur électrique, le fichier pivotait et amenait instantanément le carton désiré par une simple pression sur un bouton. Le système des fiches perforées a permis depuis lors d'obtenir des résultats supérieurs, mais à l'époque une pareille installation n'existait probablement nulle part ailleurs.

Dès que ses collaborateurs eurent achevé leur travail, Heydrich n'eut d'autre préoccupation que de les éliminer afin de s'attribuer l'instrument

qu'ils avaient élaboré. Sous prétexte d'indiscrétion, Mehlhorn fut, à titre disciplinaire, envoyé en mission lointaine, en Extrême-Orient et aux États-Unis. Quant au Dr Best, il passa en 1936 au ministère de l'Intérieur où il fut chargé des affaires de la police de sûreté.

Après leur départ, Heydrich eut l'occasion de mettre en pratique certaines de ses idées personnelles en matière de recherche du renseignement. L'une de ses créations les plus significatives fut le « Salon Kitty ». Les goûts dépravés de Heydrich le conduisaient à fréquenter les bouges et les maisons accueillantes de Berlin. Il avait une sorte de prédilection pour les maisons de rendez-vous et aimait à bavarder longuement avec les pensionnaires. Il fut frappé de découvrir au cours de ces conversations que leurs clients se laissaient aller à toutes sortes de confidences, parfois même sur les sujets les plus personnels. Sans doute pensaient-ils aussi que la fille ne leur prêtait qu'une oreille distraite et complaisante par obligation, si bien que leurs révélations ne prêtaient pas à conséquence. Heydrich voulut mettre cet état de choses à profit et, sur son ordre, un hôtel confortable fut loué par un intermédiaire et luxueusement aménagé en maison de rendez-vous élégante. L'installation montée avec l'aide des techniciens du S. D. et de la Gestapo était entièrement truquée. Les chambres étaient truffées de microphones ainsi que les coins intimes du bar, et des machines enregistreuses furent installées dans les caves de l'immeuble. Arthur Nebe, vieux policier de la police criminelle et excellent expert criminaliste, tôt rallié au nazisme, se souvint qu'il avait appartenu autrefois à la police des mœurs et fut chargé du recrutement des pensionnaires. Elles furent triées sur le volet non seulement pour leur charme et leur beauté, mais aussi pour leur intelligence, leur culture, leurs connaissances linguistiques et leur « patriotisme ». Schellenberg, qui a rapporté cette curieuse histoire, prétend que, toujours par patriotisme, il y eut aussi des volontaires appartenant non pas au demi-monde mais à la meilleure société.

La maison baptisée « Salon Kitty » ne tarda pas à être fréquentée par une clientèle sélectionnée, en particulier par de nombreux diplomates étrangers auxquels des amis bien intentionnés ne manquaient pas de glisser la « bonne adresse ». Des renseignements très précieux furent obtenus de cette manière. Cette forme d'interrogatoire était sans doute préférable aux méthodes habituelles des services de Heydrich. Celui-ci, toujours soucieux du bon fonctionnement de ses services et particulièrement fier de sa création, faisait fréquemment des inspections personnelles au « Salon Kitty ». Mais il exigeait que les microphones fussent débranchés.

La période qui, du sanglant triomphe de 1934 à la consécration de 1936, allait conduire Heydrich à un poste plus officiel fut surtout une époque d'organisation. Heydrich créa alors véritablement les organes et les rouages qui devaient faire de ses services cette machine implacable que le monde allait connaître. Il forgea non seulement le mécanisme de la Gestapo, mais

il sélectionna aussi les hommes qui allaient tenir les leviers de commande.

C'est en 1934 qu'un jeune nazi de vingt-sept ans, vivant jusqu'alors en Autriche et arrivé depuis peu en Allemagne, entra au S. D. et fut affecté au service du fichier. Il était particulièrement doué, méthodique et travailleur. C'était un organisateur né, un sujet à suivre. Il fera une brillante carrière, passera plus tard à la Gestapo et deviendra le chef d'un service qui lui assurera une célébrité mondiale. Il s'appelait Adolf Eichmann.

Un autre garçon fit ses débuts au S. D., cette même année 1934. Il n'avait que vingt-trois ans et était entré dans la S. S. la même année. Il avait fait de bonnes études de droit à l'Université de Bonn et se passionnait pour l'histoire avec une prédilection pour la Renaissance et ses suites politiques. Heydrich remarqua ses connaissances particulières et nota aussi qu'il parlait plusieurs langues. Ce jeune homme cultivé, Walter Schellenberg, devait devenir un jour le chef suprême des services d'espionnage allemands.

Heydrich jauge également les anciens policiers demeurés en place. L'un d'eux, Arthur Nebe, est un professionnel de valeur. Sous la République de Weimar il s'est fait une réputation de criminaliste distingué à la direction de la police criminelle de Berlin. Il est l'auteur d'un traité de technique policière qui fait autorité et a créé un laboratoire d'expertises criminelles dans lequel il a mis au point des techniques nouvelles. Nebe s'est rallié très tôt au nazisme et Heydrich s'est empressé de l'annexer. Nebe fera également muter aux laboratoires particuliers de la Gestapo quantité de spécialistes de la police criminelle qui formeront ainsi un précieux corps d'experts.

L'adjoint de Heydrich à la direction de la Gestapo, Heinrich Müller, était un ancien membre de la police criminelle de Munich où son activité avait porté de rudes coups aux nazis pendant les années de lutte clandestine de Hitler. Il avait demandé son admission au Parti, mais elle lui avait été refusée, ce qui ne l'empêchera pas de devenir directeur de la Gestapo.

Ainsi, progressivement, grâce aux compétences si variées que Heydrich savait grouper, les spécialisations se dessinaient. Une section s'occupait des opposants politiques ; une autre suivait l'activité des anciens membres des groupes philosophiques ou religieux et des francs-maçons ; une troisième veillait à la stricte application des premières mesures antijuives et son activité allait s'intensifier à partir de septembre 1935, époque à laquelle furent édictées les lois raciales de Nuremberg ; une autre se chargerait des « arrêtés de protection » qui permirent l'internement dans les camps de concentration ; une section luttait contre les « saboteurs » de plus en plus nombreux car le moindre signe de paresse ou une erreur dans le travail étaient qualifiés de « sabotage » ; enfin, un groupe s'organisait pour les « missions spéciales » à venir.

Dès cette année 1935, il apparaissait que le nouveau régime nourrissait

des projets agressifs à l'égard de la plupart des pays voisins. Seuls des succès militaires et une expansion territoriale pouvaient consolider le régime et faire accepter au peuple allemand la dictature du Parti en lui donnant des compensations morales et matérielles.

Le 1^{er} mars 1935, la Sarre, rendue indépendante par le traité de Versailles, était rattachée au Reich, après avoir voté le retour à la mère patrie par une majorité écrasante au plébiscite du 13 janvier (90,36 % de voix).

Les agents du S. D. et du Parti avaient tenu un rôle considérable pendant la préparation du plébiscite. Ils avaient repéré les opposants et joué la carte de la terreur en répandant le bruit que ceux qui voteraient contre le rattachement seraient considérés comme traîtres à la patrie et châtiés comme tels.

Dès le 1^{er} mars, la Gestapo s'était mise au travail en Sarre. C'est par la Sarre que, pendant les quatorze mois qui s'étaient écoulés depuis la prise du pouvoir, les réfugiés à l'étranger avaient fait pénétrer en Allemagne leur littérature clandestine; de là elle circulait sous le manteau et entretenait l'espoir dans le camp des opposants. C'est de Sarre aussi qu'étaient partis les raids les plus audacieux exécutés dans le Reich pour recréer des organisations clandestines et faire circuler les mots d'ordre antinazis. La Gestapo recherchait leurs complices sarrois, arrêtait les chefs de l'opposition et propageait des mots d'ordre de provocation, poussant la population à lyncher les « séparatistes » et les « espions français ».

Les événements allaient vite en ce mois de mars 1935. Hitler, qui avait quitté la Société des Nations dès octobre 1933 en claquant la porte, laissait percer ses intentions. Le réarmement clandestin qui avait débuté par la création d'une armée de l'air secrète allait s'effectuer désormais au grand jour. Le 10 mars on annonça la création de la Luftwaffe dont la direction fut confiée à Goering. Cette décision montrait que Hitler avait compris l'importance de l'aviation dans un conflit futur (la flotte aérienne sera portée de 36 appareils en 1932 à 5 000 en 1936 et à plus de 9 000 en 1939), mais aussi qu'il ne faisait pas confiance aux militaires puisqu'il donna à l'un des plus vieux nazis le soin de veiller sur les premiers pas du réarmement.

Le budget de 1935 prévoyait 262 millions de marks pour l'action nationale-socialiste à l'étranger. Sur ces fonds 29 millions de marks étaient destinés aux agents des services de Himmler à l'étranger, alors que dans le même budget, la Reichswehr avait été maintenue à la portion congrue. Blomberg protesta mais Hitler lui répondit que les agents de la Gestapo seraient en toutes circonstances les meilleurs collaborateurs de l'armée allemande. Il lui promit de créer un service de liaison entre l'état-major général de l'armée régulière et celui de Himmler. Piètre consolation dont Blomberg dut se contenter.

Le 16 mars, une loi vint mettre un baume sur ces plaies : la loi militaire promulguée ce jour-là instituait le service militaire obligatoire et fixait la composition de la nouvelle armée du Reich à douze corps et trente-six divisions, soit 500 000 hommes. La presse célébra l'événement « le plus important qui se soit produit depuis 1919 ». « La honte de la défaite est désormais effacée, écrivirent les journaux. C'est la première grande mesure de liquidation de Versailles. » D'importantes cérémonies eurent lieu pendant que la France et ses Alliés se contentaient de protester par les moyens diplomatiques traditionnels.

En attendant que cette armée fût capable de partir à la conquête de l'Europe, le S. D. et la Gestapo commencèrent à organiser l'occupation des futurs vaincus. Ils préparèrent notamment l'occupation de la France et, pendant que Hitler réaffirmait ses intentions pacifiques, ils fixèrent les conditions matérielles de l'installation de leurs services à Paris tout en étudiant les difficultés qu'ils auraient à vaincre sur le terrain.

L'un des principes essentiels de la Gestapo, qui gagna la plupart des organismes allemands officiels, fut mis au point pendant cette même période : le Secret.

Les services de renseignements et même, à un degré moindre, les services de police, connaissent l'importance de la protection du secret dans leurs travaux. Jamais pourtant ce souci n'avait été poussé aussi loin que dans les services hitlériens, au point que les précautions prises et les consignes fixées atteignirent parfois les sommets du ridicule. Il faut voir dans ces mesures excessives la marque personnelle de Heydrich, de son caractère fuyant, dissimulé, de son goût maladif du mystère.

Ce souci justifia de véritables assassinats. Le colonel Günther Krappe, membre du grand état-major de l'armée et attaché militaire à Budapest, qui en 1940 négocia avec le gouvernement hongrois les préparatifs de l'attaque de l'U. R. S. S., a rapporté qu'un de ses collaborateurs fut tué par la Gestapo afin de l'empêcher de commettre une éventuelle indiscretion!

Dans les bureaux de la Gestapo et du S. D., des pancartes furent placardées : *Tu ne dois savoir que ce qui a trait à ton service; quant à ce que tu apprends, tu dois le garder pour toi.*

Un fonctionnaire de la Gestapo fut fusillé pour avoir communiqué à un autre fonctionnaire de la Gestapo, appartenant à un autre service, des renseignements sur le travail qu'il exécutait.

Les affaires pouvaient être : « secrètes », a très secrètes », « affaires

secrètes pour le commandement seulement », et enfin « affaires secrètes du Reich ». Ce quatrième degré correspondait aux avis, aux ordres, instructions ou notifications qui ne devaient être adressés qu'aux plus hautes autorités du Reich ou à des personnalités bien déterminées.

Pendant la guerre, une autre règle fut édictée : les détenteurs de secrets d'État « ne devaient, sous aucun prétexte, participer à des opérations leur faisant courir le risque d'être faits prisonniers par l'ennemi ». En conséquence, les membres de la Gestapo et du S. D. ne devaient à aucun prix être envoyés au front.

Ces mesures furent transmises à tous les responsables sous la signature de Hitler lui-même par « l'ordre n° 1 à toutes les autorités militaires et civiles » du 23 mai 1939. Cet ordre stipulait :

- 1 ° Personne n'aura connaissance d'affaires secrètes qui ne sont pas de son propre ressort.
- 2 ° Personne ne doit se mettre au courant de plus que ce qui est strictement nécessaire à l'exécution de sa tâche.
- 3 ° Personne ne doit prendre connaissance des obligations qui lui incombent plus tôt qu'il n'est nécessaire.
- 4 ° Personne ne doit transmettre aux services subordonnés plus qu'il n'est nécessaire des ordres indispensables à l'accomplissement d'une tâche et avant qu'il soit nécessaire.

Ces mesures rigoureuses permettaient de recouvrir d'un voile opaque les horreurs qui se perpétrèrent dans les services nazis à l'abri du secret. Les responsables, surtout ceux des camps de concentration, purent commettre en toute impunité les tortures les plus caractérisées, assurés de ne pouvoir être découverts. Ceux de leurs subordonnés qui auraient pu les dénoncer n'osaient le faire de crainte de tomber sous le coup des sanctions qui frappaient la révélation de ce qui se passait à l'intérieur des services.

Pour la population, la version du secret fut « le devoir patriotique du silence » qui empêchait de divulguer ce qui aurait pu porter atteinte au prestige du pays. On fit ainsi taire pendant douze ans les Allemands dont la conscience se révoltait devant les actes des tortionnaires de la Gestapo ou face aux traitements appliqués dans les camps. Ils craignaient « d'aider la propagande de l'ennemi ».

Ces directives présidèrent en 1939 à l'organisation définitive de l'ensemble policier; une séparation nette et constante fut établie entre les services qui recueillaient les informations et ceux qui les exploitaient. Il était de règle absolue que le service ayant établi les plans d'une opération ne fût jamais chargé de son exécution.

A la fin de la guerre, le secret joua encore un rôle néfaste. Quand il fut

évident pour les chefs militaires que la situation désespérée ne pourrait être redressée, quand tous furent convaincus que la guerre était irrémédiablement perdue, Hitler interdit de faire la moindre déclaration qui puisse faire apparaître cette situation : « Quiconque désobéirait à cet ordre serait fusillé, sans égard pour son rang et pour son prestige, et sa famille serait internée. » Ainsi, sous le prétexte de lutter contre les « défaitistes », la véritable situation fut dissimulée jusqu'au bout, des centaines de milliers d'hommes continuèrent à périr, les villes allemandes s'écroulèrent sous les bombardements, le pays fut ravagé, jusqu'à un effondrement total qui aurait pu être évité.

Ces travaux d'organisation, de sélection des hommes, de fixation des principes et des méthodes, d'installations matérielles, occupèrent deux années et amenèrent les services de Himmler et l'opinion de la population à la « température » convenable pour franchir l'étape suivante : la mainmise de Himmler sur toute la police allemande.

Cette annexion se fit en deux temps.

Le 10 février 1936, Goering, en sa qualité de premier ministre de Prusse, signa le texte appelé par la suite « loi fondamentale » de la Gestapo. Cette loi stipulait que la Gestapo avait le devoir d'enquêter à l'intérieur du territoire entier de l'État sur toutes les forces hostiles à l'État; elle déclarait que les ordres et les affaires de la Gestapo ne pouvaient être sujets à révision devant les tribunaux administratifs. L'article 1 de ce document doit être cité :

La Gestapo a la tâche de rechercher toutes les intentions qui mettent l'État en danger, et de lutter contre elles, de rassembler et d'exploiter le résultat des enquêtes, d'informer le gouvernement, de tenir les autorités au courant des constatations importantes pour elles et de leur fournir des impulsions.

Cet article définissait le véritable rôle de la Gestapo, plus étendu sur le plan moral que celui d'un service de police normal. Les agents de la Gestapo avaient le rôle de grands inquisiteurs, puisque leur mission leur permettait de rechercher « toutes les intentions », et ils étaient en même temps les « directeurs de conscience » des autorités nazies, puisqu'ils devaient « leur fournir des impulsions ».

Le décret d'application de cette loi du 10 février 1936, publié le même jour sous la double signature de Goering et de Frick, indiquait que la Gestapo avait autorité pour ordonner des mesures valables sur tout le territoire de l'État. Un paragraphe figurant dans ce décret avait été inspiré

par Heydrich. Il indiquait que la Gestapo « administrait » les camps de concentration. C'était le résultat de savantes manœuvres menées par Heydrich pour s'assurer le contrôle des camps d'où il pensait tirer de substantiels avantages. Selon sa tactique habituelle, Himmler ne s'était pas opposé à son subordonné, dont il redoutait les ambitions. Le texte passa donc, mais Himmler s'arrangea pour en éluder l'application. Une section spécialisée de la S. S. fut chargée jusqu'à la fin de l'administration des camps.

Le décret du 17 juin 1936 vint consacrer le triomphe de Himmler en le nommant chef suprême de toutes les polices allemandes. Par cet acte, la totalité des services de police en uniforme et en civil se trouvait placée sous son autorité.

Ainsi étaient officialisées la concentration des pouvoirs et la centralisation des polices. En réalité, cette centralisation existait de *facto* depuis que Himmler s'était assuré le contrôle de toutes les polices politiques au printemps de 1934, mais elle n'était réalisée qu'à travers sa personne même, sans qu'aucun texte fût venu le préciser. Le décret du 17 juin venait enfin donner un statut légal à la Gestapo. Il retirait les polices à la compétence des états et les plaçait sous celle du Reich. Les fonctionnaires de police continuèrent cependant à être payés sur les budgets des états et c'est seulement le 19 mars 1937 qu'une loi de finance vint placer leurs traitements et frais généraux sur le budget du Reich.

A partir du 17 juin, la Gestapo se trouva rattachée pour la forme au ministère de l'Intérieur du Reich, mais Himmler devint le même jour un véritable ministre de la Police, autonome et placé sous la seule dépendance de Hitler puisqu'il participait aux réunions du cabinet du Reich chaque fois que l'on devait y discuter des questions de police et qu'il était chargé d'y défendre les intérêts de ses services. C'était la première étape vers le ministère de l'Intérieur que Himmler convoitait et qu'il allait finir par atteindre en 1943.

Le préambule de décret d'unification précisait la conception nationale-socialiste de la police :

Devenue nationale-socialiste, la police n'a plus pour mission d'assurer un ordre établi par un régime parlementaire et constitutionnel. Elle est là : 1° pour faire exécuter la volonté d'un chef unique, 2° pour préserver le peuple allemand contre toutes les tentatives de destruction d'ennemis intérieurs et extérieurs. Pour arriver à ce but, la police a besoin d'être toute-puissante.

Grand maître de l'ensemble policier du Reich, Himmler regroupa ses services et les divisa en deux branches . l'ORPO (Ordnungspolizei), police d'ordre, et la SIPO (Sicherheitspolizei), police de sûreté, groupant les

services d'enquête en civil. Cette police fortement unifiée, centralisée, militarisée et nazifiée fut confiée aux hommes que Himmler avait mis à l'épreuve pendant la période de « rodage » qui venait de s'écouler.

Sa première ordonnance signée le 25 juin, une semaine après sa prise de fonctions, au nom de l'union personnelle entre S. S. et police, consacrée par sa propre nomination, confirmait ces bons serviteurs de l'ordre nazi dans leurs fonctions et les étendait.

L'ORPO fut confiée au S. S. obergruppenführer (général) Daluge. Elle groupait la Sohtztpolizei, ou SCHUPO, police urbaine correspondant à nos gardiens de la paix; la gendarmerie; la *Verwaltungspolizei* ou police administrative; la police des voies d'eau; la police côtière; les pompiers; la défense passive et sa police technique auxiliaire.

La SIPO fut confiée à Heydrich. Cette « police de sûreté » apportait un perfectionnement certain au fonctionnement de la machine policière. En effet, elle groupait la Gestapo, la police secrète d'État, et la KRIPO (Kriminalpolizei), police criminelle.

Un ouvrage publié l'année suivante à Munich précisa que la SIPO s'opposait aux initiatives des ennemis de l'État et que l'on devait considérer comme agresseurs :

« 1° Les individus qui par suite de dégénérescence physique ou morale se sont séparés de la communauté populaire et qui violent, dans leur intérêt particulier, les dispositions prises pour préserver l'intérêt général. Contre ces malfaiteurs agira la police criminelle.

« 2° Les individus qui, comme mandataires des ennemis politiques du peuple allemand national-socialiste, veulent détruire l'unité nationale et anéantir la puissance de l'État. Contre ces agresseurs luttera inlassablement la Gestapo. »

Désormais la police politique et la police criminelle allaient travailler en commun pour la plus grande gloire de Himmler et la prospérité du régime nazi.

Heydrich confia la direction de la Gestapo à son adjoint Heinrich Müller, qui en était le chef virtuel depuis 1935, et la direction de la KRIPO au vieux technicien Arthur Nebe qui retournait ainsi à ses fonctions d'origine.

Quant au S. D., Heydrich en conservait la direction et devenait « chef de la SIPO et du S. D. », ce dernier service, organisme du Parti, demeurerait encore indépendant des organismes étatiques.

Les militaires ne parurent pas réagir devant ces nouveaux progrès du Parti à l'intérieur de l'État. Sans doute l'importance de ce regroupement leur échappa-t-elle. Ils allaient avoir prochainement l'occasion d'en saisir l'efficacité.

Troisième partie :

La Gestapo prépare l'invasion.
1936-1939.

1.

La Gestapo s'attaque à l'armée.

Si les militaires avaient prêté peu d'attention au renforcement de la machine policière de Himmler au mois de juin 1936, c'est parce qu'ils étaient encore trop occupés à goûter les premières saveurs de la revanche.

Trois mois plus tôt, le 7 mars 1936, Hitler avait dénoncé le traité de Locarno et brutalement réoccupé la zone démilitarisée de Rhénanie. A l'heure même où des notes diplomatiques furent remises aux ambassadeurs de France, d'Angleterre, d'Italie et au chargé d'affaires de Belgique, les troupes allemandes défilaient sur les avenues de Coblenze. Vingt mille hommes environ avaient franchi le Rhin le matin du 7 mars. Sous les acclamations de la population, ils allaient occuper les vieilles garnisons rhénanes qui n'avaient pas vu de régiments allemands depuis 1918. Ces « détachements symboliques », ainsi que les appelait von Neurath, totalisèrent le soir même treize bataillons d'infanterie et treize sections d'artillerie. A Paris et à Londres, les réactions furent marquées par la surprise. On avait parlé de riposter militairement et de réoccuper Sarrebruck, les ministres civils furent partisans de la riposte, mais les militaires s'y opposèrent. Le général Gamelin n'accepta d'intervenir que si la mobilisation générale était préalablement effectuée. On se contenta d'une protestation diplomatique. Les troupes allemandes entrant en Rhénanie avaient reçu l'ordre formel de se retirer dans le cas où une réaction militaire française aurait lieu, quelle qu'en fût l'importance. Un échec de ce genre, si facile à provoquer, aurait pu porter un coup très rude au prestige de Hitler, il faut l'inscrire sur la liste des occasions perdues.

Dès cette année 1936, l'Allemagne s'engageait sur la voie de la guerre. Les dispositions économiques et financières n'avaient d'autre but que d'orienter l'Allemagne vers une économie de guerre. Cette année-là, commencèrent les travaux scientifiques et les recherches sur les produits de remplacement, les « ersatz », qui excitaient la verve de nos humoristes et amusaient les Français qui ne se doutaient pas qu'ils en feraient leur ordinaire dans un avenir rapproché. Le 12 mai 1936, Goering déclara : « Si nous avons la guerre demain, il faut que nous nous servions de produits de remplacement. L'argent ne jouera alors aucun rôle. S'il en est ainsi, nous devons être prêts à créer les conditions préalables dès le temps de paix. » Et

le 27 mai : « Toutes les mesures doivent être considérées du point de vue de la certitude d'une guerre. »

À l'automne, le second plan de quatre ans fut annoncé et Goering nommé commissaire au plan. Il devait procurer à l'Allemagne les devises étrangères dont elle avait besoin pour l'armement. L'industrie reçut des directives énergiques pour pousser la production. Une entreprise nouvelle naquit : la «Reichswerke Hermann Goering», société d'études dont le capital connu passera de 5 à 400 millions de marks. Chargée d'exploiter les minerais pauvres, elle deviendra une gigantesque concentration industrielle — elle finira par employer plus de 700 000 ouvriers —, le trust du minerai de fer et de charbon, orienté uniquement vers la guerre.

Deux directions du ministère de l'Économie passèrent sous le contrôle militaire : le général von Loeb devint responsable des matières premières et le général von Hanneken de l'énergie, du fer et du charbon.

Ces mesures étaient claires pour les militaires : on préparait la guerre, c'est-à-dire le retour à leur suprématie.

Cette sensation de supériorité les aveuglait au point de leur dissimuler les perfectionnements des services de Himmler et de prêter la moindre attention aux gens qui tissaient leurs filets dans l'ombre des bureaux de la Prinz Albrechtstrasse. Le nouveau chef de la Gestapo, Heinrich Müller, préparait avec sa minutie de vieux fonctionnaire la domestication définitive de l'armée par le Parti.

Malgré ses protestations, Hitler n'avait jamais pu se départir d'une sourde méfiance à l'égard des officiers. Il y eut à l'origine le complexe d'infériorité de l'ex-caporal qu'un réflexe longuement conditionné poussait à la position du garde-à-vous dès qu'il se trouvait en présence d'un officier. Puis il s'habitua à ces colonels, à ces généraux qu'il côtoyait et qui se présentaient à lui en quémandeurs. Il les considéra toujours comme des étrangers.

C'est avec une méfiance méprisante qu'il appelait « die Oberschicht» (la couche supérieure) ceux qui avaient voulu assumer les responsabilités de l'ancienne Allemagne et qui n'avaient pas réussi. Il y avait aussi, peut-être, la rancœur de l'ancien combattant des tranchées, de l'humble soldat gazé sur le front, pour ces généraux qui n'avaient souvent vu le feu que de très loin et avaient traité les hommes dont la vie leur était confiée en « matériel humain ». Sur ce point, il avait été influencé par les théories de Röhm sur la nécessité de « populariser » l'armée.

Son entourage entretint aussi cette défiance; il se persuada facilement de la nécessité de placer l'armée sous un contrôle de fer, faute de quoi il risquait de la voir se dresser contre lui. Car il ne se faisait aucune illusion sur la « conversion » de l'armée au national-socialisme : « Mon armée, disait-il, est réactionnaire, ma marine chrétienne, et mon aviation nationale-

socialiste. » L'aviation avait été façonnée par Goering à l'aide de cadres nouveaux fournis par le Parti, mais l'armée demeurait profondément monarchiste et ne se cachait pas pour célébrer l'anniversaire de l'Empereur.

Comme Hitler était persuadé que son génie militaire était supérieur à toutes les techniques apprises dans les académies et les écoles militaires, il lui parut nécessaire de s'assurer la direction de l'armée pour imposer ses conceptions stratégiques à un état-major timoré.

Les maîtres de la Gestapo, Himmler et Heydrich, l'encourageaient à achever le seul adversaire qui leur restât. Dans leur esprit, leur triomphe ne serait complet que s'ils parvenaient à décapiter le grand état-major de l'armée. C'est dans ce but que, dès 1935, Himmler avait commencé la construction d'une machine bien montée. Elle visait les deux plus hauts responsables de l'armée allemande, le feld-maréchal von Blomberg et le général von Fritsch. Pour abattre ces deux adversaires des S. S., la Gestapo choisit de les déshonorer.

L'homme que Heydrich avait désigné pour assurer l'exécution matérielle de l'opération était le chef de la Gestapo, Müller, une brute administrative telle qu'il en existe un peu partout. « Fonctionnaire » jusqu'au fond de l'âme, il ne vivait que pour ses « paperasses », ses statistiques, ses rapports. Il ne se mouvait à l'aise que dans un monde de notes, d'organigrammes, et de règlements. Son souci majeur, « l'avancement ». Que l'arrière-plan de sa vie fût composé de délations sordides, de lettres anonymes, de tortures moyenâgeuses et d'exécutions secrètes lui importait peu. Ces horreurs n'arrivaient chez lui que totalement déshumanisées, réduites à l'état de rapports ou de notes, transformées en nourriture administrative.

Heinrich Müller était un Bavaois au crâne carré de paysan. Sa petite taille, son allure trapue, un peu massive, sa démarche lourde et légèrement balancée, trahissaient ses origines terriennes. Peu intelligent, mais extraordinairement obstiné, opiniâtre, il avait échappé à son destin de laboureur en bûchant dur à l'école avec l'ambition de devenir fonctionnaire, situation qui apparaissait dans son milieu comme particulièrement enviable parce qu'on y avait une retraite. Il réussit en entrant dans la police d'État à Munich. C'est là que Himmler apprécia ses qualités de discipline aveugle et sa compétence professionnelle. Müller avait travaillé, comme tous les fonctionnaires de la police politique, contre les nazis jusqu'en 1933. Himmler ne lui en tint pas rigueur, persuadé qu'il déploierait le même zèle au service des nouveaux maîtres. Müller fit beaucoup plus encore pour faire oublier son passé et surtout pour vaincre l'hostilité que certains membres influents du Parti ne cessèrent de lui manifester. Malgré ses efforts, son admission au Parti lui fut obstinément refusée pendant six ans, et c'est seulement en 1939 qu'il en devint membre. Ainsi, très paradoxalement, l'instrument principal de domination du régime, la Gestapo, était dirigé par

un homme dont l'orthodoxie politique n'apparaissait pas suffisante pour avoir droit lui-même au titre de nazi. En fait, cet ostracisme avait deux raisons réelles différentes : l'hostilité des rivaux et le calcul des maîtres qui pensaient que Müller déploierait une activité encore plus intense pour vaincre les résistances.

Le calcul était excellent, Müller eut à cœur de se faire pardonner. Il est juste de dire également qu'il avait été facilement et sincèrement converti aux dogmes nazis. Ce n'était ni un intellectuel ni un sentimental. Sous le front très bombé, le visage était dur, sec, peu expressif, coupé de lèvres minces et froides. Les yeux, petits et bruns, posaient sur l'interlocuteur un regard pénétrant que voilaient souvent de lourdes paupières. Il se faisait encore raser le crâne à l'ancienne mode, conservant seulement quelques cheveux courts sur le sommet et sur le front. Les mains, en harmonie avec son visage, étaient des mains de paysan, carrées, massives, larges, avec des doigts légèrement spatulés. Ses ennemis disaient qu'il avait des mains d'étrangleur.

Müller vouait un véritable culte à la force. Ainsi s'expliquent sa docilité aux ordres de ses maîtres et même la surenchère que constituèrent beaucoup de ses initiatives. Le corollaire de ce culte était la haine qu'il portait à tout ce qui pouvait symboliser l'esprit et l'intelligence. Il dit un jour à Schellenberg qu'il faudrait enfermer les intellectuels dans une mine de charbon et la faire sauter.

Comme tous les convertis tardifs, Müller redoutait toujours d'être dépassé et de paraître faible. Cet état d'esprit l'obligeait à entretenir une perpétuelle compétition avec le S. D. auquel il portait une sorte de haine, soupçonnant ce service d'être à l'origine des difficultés que lui faisait le Parti. Professionnellement, le S. D. était un service rival, que Müller méprisait parce qu'à ses débuts il ne comprenait que des « amateurs » que lui-même, vieux professionnel de la police politique, surclassait sans peine.

Sa compétence lui valut l'estime de Himmler. Jusqu'au dernier jour, il lui conserva sa confiance et lui ordonna de demeurer à Berlin alors que les services avaient été évacués. Cette haute protection permit à Müller de se créer et de conserver à travers les transformations de la Gestapo une position privilégiée, étonnamment indépendante au sein de cet ensemble si totalement hiérarchisé.

Pour se concilier les bonnes grâces de Heydrich, il se fit exécuteur des basses œuvres, mouchardant ses propres collègues, aidant à l'élimination de ceux qui avaient déplu. Il participa à toutes les machinations montées par Himmler : il fut chargé de mener à bien la plupart des missions « délicates ». Pour ces besognes, il fallait un homme sans répugnances, tel que lui. Son premier coup de maître, et sans doute son « chef-d'œuvre », fut l'affaire Blomberg-Fritsch.

Au printemps de 1933, le commandement des forces armées allemandes reposait entre les mains de trois hommes, le général von Blomberg, ministre de la Guerre; le général von Fritsch, commandant en chef de l'armée; le général Beck, chef de l'état-major général. Ces trois hommes étaient des généraux de tradition, aimés et respectés par l'ensemble de l'armée allemande, bien que Blomberg fit l'objet de certains jugements parfois durs et de critiques pour s'être « compromis » avec les nazis. Il avait été l'un des premiers, sinon le premier, à témoigner de la sympathie au mouvement nazi. En 1931, alors que les partis du centre et de la droite résistaient encore aux assauts nazis, il avait rencontré Hitler et n'avait pas caché l'admiration qu'il lui avait inspirée. Blomberg était alors commandant de la 1^{re} Région militaire, en Prusse Orientale, et son chef d'état-major était le colonel von Reichenau. L'oncle de celui-ci, l'ancien ambassadeur von Reichenau, était un admirateur fervent de Hitler et les convictions politiques de l'oncle avaient déteint sur le neveu. Blomberg était intelligent mais instable et très influençable. A l'époque où une collaboration s'était établie entre la Reichswehr et l'armée rouge, il avouait lui-même être devenu « presque bolchevik ». Influencé par Reichenau, il devint aussi facilement nazi. Ministre de la Guerre, il créa un service chargé de débattre les questions intéressant la Wehrmacht avec l'État et le Parti : ce bureau lui causa de graves difficultés avec l'état-major de l'armée de terre qui lui reprochait d'être trop « accommodant » vis-à-vis du Parti.

Blomberg joua un rôle très important lors de la réoccupation militaire de la Rhénanie. Il prépara les plans de remilitarisation en collaboration étroite avec les chefs du Parti. Hitler le nomma, en récompense, maréchal après l'entrée des troupes en Rhénanie. Cette nomination payait la servilité dont Blomberg avait fait preuve lors de la purge Röhm en admettant l'assassinat de ses camarades, les généraux von Schleicher et von Bredow, puis en prêtant serment de fidélité à Hitler.

Blomberg gardait malgré tout une sorte de prestige près de certains militaires. A Nuremberg, le général d'aviation Milch dit que « Blomberg était capable de résister » et qu'il le fit souvent. « Hitler le respectait et écoutait ses conseils. C'était le seul soldat d'un certain âge qui eût assez d'intelligence pour concilier les questions militaires et politiques. » Il est vrai que cette opinion est atténuée par le jugement porté par von Rundstedt qui, parlant au nom des militaires, dit : « Blomberg a toujours été un peu étranger parmi nous. Il planait dans d'autres sphères. Il était de l'école de Steiner, un peu théosophe, etc., et à vrai dire personne ne l'aimait beaucoup. » Le surnom que Blomberg avait reçu de ses ennemis le définit parfaitement. On l'appelait le « lion de baudruche ».

L'élimination de Blomberg ne paraît pas avoir été provoquée par des motifs personnels, mais par des raisons de principe. L'Allemagne entière était soumise au Führerprinzip. Or, le Führerprinzip était incompatible avec certaines traditions de l'état-major. Par exemple, le feldmarschall von Manstein relatait que « dans la vieille armée, le chef d'état-major ayant une opinion différente de celle de son chef pouvait faire valoir cette opinion, tout en étant obligé, bien entendu, d'exécuter l'ordre reçu ». Et le maréchal Kesselring indiquait que « la co-responsabilité des chefs d'état-major général, jadis couramment admise, tomba en désuétude comme incompatible avec le Führerprinzip ».

Hitler ne pouvait supporter que ses ordres fussent discutés, que même des suggestions différentes fussent faites; il pouvait craindre (et Himmler s'employait à l'en persuader) que les militaires, effrayés par ses projets trop audacieux, ne fomentent secrètement un coup de force contre le régime, au besoin avec l'appui de l'étranger. On fit même courir le bruit de contacts secrets avec le général Gamelin.

Le 24 juin 1937, Blomberg avait rédigé un compte rendu sur la situation internationale qui risquait de fournir des arguments aux opposants à la politique agressive préparée par Hitler. « La situation politique générale, écrivait-il, justifie la supposition que l'Allemagne n'a pas besoin d'entrevoir une attaque de quelque côté que ce soit. Les raisons en sont, en dehors de l'absence de désir d'agression de la part de presque toutes les nations, surtout les puissances occidentales, le manque de préparatifs pour la guerre de nombreux États, de la Russie en particulier. »

Hitler n'avait pas goûté ces conclusions qui le contredisaient. Il était psychologiquement prêt à accepter la machination qui laisserait Himmler et la Gestapo maîtres du terrain. Elle fut exécutée dans des conditions exceptionnelles de cynisme et d'ignominie, et se présenta comme la première illustration des nouvelles techniques, moins spectaculaires que les anciennes méthodes, violentes et sanglantes, mais tout aussi efficaces pour la liquidation des gêneurs.

Les choses commencèrent un jour de janvier 1938, presque sur un air d'opérette viennoise. Le 12 janvier, les journaux allemands annoncèrent que le feld-maréchal von Blomberg, ministre de la Guerre, épousait à Berlin M^{lle} Eva Gruhn. Les témoins du mariage, qui avait lieu dans l'intimité, étaient Adolf Hitler et Hermann Goering. Chose étrange, la presse n'avait publié aucune photographie et n'avait fait aucun commentaire, ce qui, étant donné le rang du marié, était surprenant. La cérémonie avait été célébrée très discrètement, il n'y avait pas eu de mariage religieux, fait normal à une

époque où les églises faisaient l'objet d'attaques très vives de la part du Parti.

On savait que le maréchal, veuf, était père de grands enfants. L'une de ses filles avait épousé le fils du général Keitel. Par contre, on ne connaissait à peu près rien de la nouvelle mariée dont on disait seulement qu'elle était de très modeste origine, ce qui était parfaitement conciliable avec la propagande socialisante du nouveau régime. Les midinettes berlinoises furent enchantées de voir la bergère épouser le prince charmant, même si celui-ci avait l'âge d'être son père.

Curieuse bergère, pourtant, et dont les occupations paraissent avoir été assez peu bucoliques. Moins d'une semaine après la cérémonie, d'étranges bruits commencèrent à courir : on chuchota que la jeune « maréchale » aurait été une prostituée de bas étage. Ces bruits se répandirent dans les sphères officielles et l'on ne put se défendre de les rapprocher de certaines circonstances bizarres qui avaient entouré les noces : la cérémonie avait eu lieu à la hâte, dans une intimité vraiment excessive; on prétendit que la mariée avait été dispensée de produire les innombrables pièces officielles exigées, notamment le casier judiciaire et les documents d'état civil des arrière-grands-parents. Enfin, les époux étaient aussitôt partis en voyage de noces pour une destination inconnue.

Quelques jours après le mariage, la presse avait enfin publié une photo d'agence. Un reporter avait surpris le jeune couple en promenade au zoo de Leipzig et avait réussi un très joli cliché devant la grande cage des singes. Cette photographie arriva à point sur le bureau du comte Helldorff, préfet de police de Berlin. Informé des rumeurs qu'on colportait sur la « maréchale », il avait prescrit une enquête discrète dès le 20 janvier et le dossier qu'il avait entre les mains contenait des détails si troublants qu'il avait peine à y croire.

Eva Gruhn, disait le dossier, était née en 1914 à Neukölln, un faubourg ouvrier de Berlin, et bien qu'elle ne fût âgée que de vingt-quatre ans à peine, son passé était déjà singulièrement mouvementé. Sa mère exploitait à Neukölln, rue Elizabeth, un très suspect « salon de massages ». La mère Gruhn surveillée par la police des mœurs avait été condamnée deux fois. La jeune Eva, assez jolie, avait suivi l'exemple maternel. Elle se prostituait et avait déjà été arrêtée plusieurs fois par la police des mœurs de sept villes allemandes. Elle avait eu également maille à partir avec la justice en 1933, après l'arrivée des nazis au pouvoir. Un trafic de photographies pornographiques avait été découvert et, après une enquête menée par le « Bureau central pour la lutte contre les images et écrits licencieux », elle avait été identifiée et arrêtée pour avoir posé pour ces photographies. Elle n'avait alors que dix-neuf ans mais déclara pour sa défense qu'abandonnée par son amant et se trouvant sans ressources, elle avait dû accepter ce «

travail » parce qu'il était payé soixante marks.

Helldorff compara l'une de ces photographies, conservées aux archives, avec celle que la presse venait de publier. Le doute n'était pas possible : la jeune femme qui souriait devant la cage aux singes était bien la même que celle qui avait posé pour ces photographies suggestives. Enfin, le service de l'Identité judiciaire de Berlin possédait sa fiche anthropométrique et ses empreintes digitales, relevées à l'occasion d'une affaire de vol dont elle était accusée.

Le préfet Helldorff, un peu affolé par ces découvertes, avisa le général Keitel, le plus proche collaborateur de Blomberg, son ami et presque son parent puisque leurs enfants étaient unis. Il commettait ainsi une grave infraction aux règles du secret, manquement que Himmler ne manquerait pas de relever s'il en était informé. Helldorff espérait que Keitel allait avertir Blomberg du danger qui le menaçait. Mais Keitel se déroba et parut ennuyé de recevoir pareille confidence. Il s'en débarrassa en envoyant Helldorff et son dossier à ... Goering, dont l'ambition, bien connue de tous, était précisément d'être un jour ministre de la Guerre!

Goering accueillit ces révélations avec nervosité. Il parut sincèrement bouleversé et révéla à Helldorff que Blomberg l'avait averti ainsi que le Führer que sa fiancée « avait un passé ». Bien entendu, ni lui ni Hitler n'avaient pu supposer que ce « passé » pouvait être aussi lourd et Hitler ne s'était pas opposé à cette union. Goering promit à Helldorff de prendre les dispositions utiles.

Cette entrevue avait eu lieu le 22 janvier. Hitler s'était alors absenté de Berlin, pour se rendre à Munich. Le lendemain, un véritable conseil de guerre secret tenu chez Goering réunit Goering, Himmler et Heydrich. L'alliance qui avait permis l'élimination de Röhm se trouvait ainsi renforcée.

Le 24 janvier, Hitler revint de Munich et Goering courut lui annoncer la nouvelle. Selon son habitude, Hitler pleura, puis décida que le mariage devait être immédiatement annulé. Sur le conseil de Goering, il ajouta à cette mesure l'interdiction faite à Blomberg de se présenter à la Chancellerie et celle de porter l'uniforme. Toujours dévoué, Goering se chargea d'avertir Blomberg des décisions de son Führer. Il craignait que Hitler ne passât l'éponge après le divorce et tout serait à refaire. Aussi courut-il chez Blomberg et, comme il l'avait fait lors de la purge Röhm, il « élargit » légèrement sa mission et modifia un peu les directives du Führer. « Il faut partir, dit-il à Blomberg, il faut aller vous faire oublier à l'étranger. » Atterré par ces révélations, terrifié par le scandale menaçant, le maréchal qui, détail imprévu, s'était déjà attaché à sa jeune femme si pleine d'agréments, accepta avec empressement les suggestions de Goering : il se déclara prêt à partir pour un long voyage, solution d'autant plus tentante que Goering lui

avait remis un important viatique en devises étrangères. Hitler ordonna que l'entrée du territoire allemand lui fût interdite pendant une année et, fin janvier, le maréchal et son épouse partirent pour Rome et Capri.

Dans les cercles supérieurs de l'armée, la nouvelle se répandit peu à peu. On s'interrogea. Comment pareil mariage avait-il pu se faire? Comment la police, qui ne pouvait ignorer le passé de la fiancée, l'avait-elle laissé s'accomplir? Comment Hitler avait-il pu être témoin? Les maréchaux-ministres, officiers de tradition, n'avaient pourtant pas coutume de fréquenter les banlieues industrielles ni les endroits que hantaient les filles du genre d'Eva, encore moins d'y chercher leurs femmes. Qui avait donc mis sur les pas du vieux soldat naïf la jeune et jolie prostituée, petite rouée sans doute ravie de l'aubaine?

Himmler, Heydrich et Müller auraient pu répondre à ces questions. Ils auraient pu dire pourquoi ils n'avaient rien révélé du passé d'Eva Gruhn qu'ils connaissaient depuis longtemps. Comment auraient-ils pu l'ignorer puisque le « Bureau central pour la lutte contre les images et les écrits licencieux », qui avait arrêté Eva en 1933, se trouvait placé sous les ordres de leur dévoué collaborateur et ami Artur Nebe?, puisque le service d'anthropométrie judiciaire dépositaire des fiches signalétiques d'Eva dépendait du même homme? Et même s'ils avaient oublié, éventualité bien improbable, de prescrire dès l'annonce du mariage l'enquête traditionnelle sur la fiancée, von Blomberg lui-même se serait chargé de les alerter. Le naïf feld-maréchal avait eu cependant quelques scrupules à épouser Eva quand il avait découvert quelques bribes de son passé. C'est à Goering qu'incompréhensiblement il était venu se confier. « Puis-je épouser une jeune femme de basse extraction? » lui avait-il demandé. Le gros Hermann l'avait rassuré. « Ce sera un mariage très bon pour la propagande du Parti, avait-il dit. Épousez sans crainte votre « ouvrière ». » Encouragé par cet accueil amical, le maréchal était revenu quelques semaines plus tard. Un ancien « ami » relançait sa fiancée. Il aurait aimé que Hermann fasse intervenir discrètement la police pour éloigner l'importun. Et, en effet, la police intervint. Mais elle omit de signaler au maréchal que l'ancien amant d'Eva était un souteneur connu de ses services et que, pour s'assurer de sa discrétion, elle l'avait expédié en Amérique du Sud après avoir confortablement garni son portefeuille et l'avoir menacé d'une fin particulièrement pénible s'il avait l'imprudence de revenir en Allemagne.

Les précautions avaient donc été prises pour que le brave maréchal pût convoler en toute tranquillité. Tant de discrétion était devenue inutile puisque — par quel miracle? — Helldorff avait découvert le pot-aux-roses. Mais cette lamentable affaire allait permettre une opération de grande envergure, un coup d'État dans le nouveau style des messieurs de la Prinz Albrechtstrasse.

Blomberg roulant vers l'Italie, la route était libre pour Gœring, qui se voyait déjà ministre de la Guerre, et pour Himmler qui espérait profiter de l'occasion pour entrer dans la grande famille des généraux. Ses régiments S. S. représentaient le quart de la Wehrmacht. Mais il restait encore un dernier obstacle à franchir. Cet obstacle, c'était le général d'artillerie Werner von Fritsch, commandant en chef de l'armée, second dans la hiérarchie après Blomberg et son éventuel successeur. De plus, il était très populaire dans l'armée. Il avait été nommé colonel-général par Hitler et avait reçu de ses mains l'insigne en or du Parti, distinction très recherchée. Hitler prononça son nom pour le remplacement de Blomberg, mais Gœring et Himmler lui rappelèrent un incident étouffé en 1935 et lui firent apporter le dossier de cette sordide histoire.

En 1935, la Gestapo avait découvert un excellent moyen d'étendre ses activités. Sous le prétexte que l'homosexualité faisait des ravages dans les rangs de la jeunesse hitlérienne (plusieurs scandales y avaient éclaté), elle s'était arrogé le monopole de ces affaires de mœurs et, en vertu de l'article 175, elle enquêtait où bon lui semblait. Pour « la recherche de la vérité », elle n'hésitait pas à extraire des prisons des individus déjà condamnés et à leur soutirer les noms de leurs anciens « complices ».

C'est ainsi qu'elle mit un jour la main sur un maître chanteur d'un genre assez particulier. Hans Schmidt, lui-même inverti notoire et prostitué, s'était fait une spécialité de surveiller les riches homosexuels et de les faire chanter. Parfois même il parvenait à les surprendre en flagrant délit; il se faisait alors passer pour policier et, sous la menace de poursuites, leur extorquait des sommes importantes.

Schmidt fut extrait de la Centrale où il purgeait sa peine (il avait déjà été plusieurs fois condamné) et longuement interrogé. Complaisamment, il parla de ses clients et de ses victimes. Il énuméra tous ceux qu'il avait connus, hauts fonctionnaires, médecins, avocats, commerçants et industriels, artistes. Il cita parmi eux un certain von Fritsch, auquel il avait soutiré de l'argent à la fin de 1935. Un soir d'hiver, confia-t-il, il avait repéré à la gare de Wansee un monsieur bien mis qui « s'était fait lever » par un confrère, prostitué connu de la police des mœurs.

La personne accostée avait l'allure d'un ancien officier, veste de fourrure, chapeau vert, canne à pommeau d'argent et monocle. Schmidt avait suivi les deux hommes et, après une courte et sordide « entrevue » dans un terrain vague voisin de la gare, avait interpellé le vieux monsieur. Là, le scénario habituel s'était déroulé. Police... Menace du scandale et... « transaction ». Comme l'homme n'avait que peu d'argent dans son portefeuille, Schmidt l'avait accompagné chez lui, dans une petite maison de Lichterfelde-est. Ensuite, pendant plusieurs semaines, Schmidt l'avait

fait chanter, l'obligeant même à retirer de l'argent de sa banque. Ce vieux monsieur aux mauvaises mœurs s'appelait von Fritsch ou Frisch.

Immédiatement, la Gestapo sauta sur cette occasion inespérée. Si ce vieux monsieur était le commandant en chef von Fritsch, ce monarchiste bien connu, quel merveilleux motif pour l'éliminer! Hitler, consulté, refusa son accord et ordonna la destruction de l'interrogatoire de Schmidt et le silence sur « toutes ces cochonneries ».

Il était évident qu'on lui avait désobéi car, en ce mois de janvier 1938, le dossier complet réapparaissait miraculeusement entre les mains de Heydrich. A vrai dire, le dossier que l'on apporta à Hitler n'avait que l'apparence d'un dossier complet, un policier professionnel y aurait distingué certains « trous » significatifs, mais Hitler n'était qu'un profane en la matière. Par exemple, on ne paraissait pas avoir vérifié quelle était l'adresse de von Fritsch à l'époque des faits, on n'apportait pas la preuve qu'il ait jamais habité à Lichterfelde-est, ou qu'il y ait eu un pied-à-terre; on n'avait pas relevé les opérations faites sur le compte bancaire de von Fritsch fin 1935 et début 1936; on n'avait même pas vérifié s'il avait eu un compte dans une banque proche de la gare de Lichterfelde-est où Schmidt prétendait l'avoir accompagné; bref, cette « procédure » secrète était singulièrement mal étayée.

Elle avait été pourtant suivie par un limier confirmé, l'inspecteur en chef Meisinger, ancien policier munichois venu avec Müller à la Gestapo. Meisinger, un des acteurs importants de la purge du 30 juin 1934, était l'ami personnel et l'homme de confiance de Müller qui le chargeait des plus basses besognes. Il avait été récompensé en recevant la direction d'un bureau « spécial » des avoirs juifs qui permettait de substantiels bénéfices. Il fut plus tard chargé d'une mission au Japon et notamment du contrôle de l'activité à Tokio d'un ancien sympathisant communiste, journaliste à la *Frankfurter Zeitung*, devenu agent du S. D. et de la Gestapo, Richard Sorge.

Heydrich exhuma donc le dossier constitué par Meisinger trois ans plus tôt. Et, cette fois, Hitler ne rejeta pas les feuillets accusateurs. Il ne demanda même pas pourquoi ils n'avaient pas été détruits, conformément à ses ordres, il fit convoquer von Fritsch à la Chancellerie. Sans soupçonner un instant l'accusation qui pesait sur lui, le général s'y rendit. Quand Hitler l'interrogea, ce fut avec l'indignation la plus sincère qu'il protesta de son innocence et lui donna sa parole d'honneur. C'est alors que se déroula une scène incroyable : jouant au policier, Hitler ouvrit soudain une porte et fit entrer Schmidt. Et là, dans son bureau de la Chancellerie du Reich, le chef de l'État, le Führer tout-puissant, confronta le commandant en chef de l'armée avec un repris de justice, pédé-rastel Schmidt regarda von Fritsch et dit seulement :

— C'est bien lui.

Le général fut comme frappé par la foudre. Cette scène insensée le laissa sans voix, il balbutia de vagues dénégations, cherchant à comprendre l'effroyable machination dont il était victime. La rage impuissante, la stupeur et le mépris se conjuguèrent et brouillèrent ses idées, abolissant ses réflexes. Hitler le regarda rougir et pâlir tour à tour; certain de sa culpabilité il exigea sa démission. Mais von Fritsch se ressaisit. Il refusa, répéta qu'il était innocent, exigea une enquête judiciaire menée par un conseil de guerre. Cette entrevue orageuse eut lieu le 24 janvier. Le 27, von Fritsch fut mis en disponibilité pour raison de santé, mais cette décision ne fut rendue publique que le 4 février. Dans l'intervalle, Gœring, qui s'était d'abord violemment opposé à l'enquête, avait ensuite accepté d'en être chargé et avait transmis l'ordre à la Gestapo. On vit donc, nouveau paradoxe, le commandant en chef d'hier convoqué par les hommes de Heydrich et, fait plus extraordinaire encore, se rendre à cette convocation.

Malgré les précautions prises pour faire le silence autour de cette opération jusqu'à son achèvement, la nouvelle s'en répandit dans l'armée. Survenant après l'affaire Blomberg sur laquelle on ne savait encore rien de précis, elle provoqua l'inquiétude. Deux scandales aussi rapprochés avaient de quoi surprendre. Les militaires éventaient une machination et pensaient que le prestige de l'armée allait être durement atteint. Beaucoup s'interrogeaient. Depuis longtemps, l'homosexualité avait de nombreux adeptes dans l'armée allemande. Au début du siècle, elle était même devenue une véritable mode puisque l'Empereur lui-même (qui « n'en était pas ») aimait à s'entourer de ceux qu'il appelait les « byzantins », dont il appréciait les dons artistiques et qui comptaient dans leurs rangs des ambassadeurs, un prince de la maison de Prusse, plusieurs généraux. Le chef de cabinet de l'Empereur lui-même, le comte Hülsen-Häseler, fut terrassé par une embolie en 1906 alors qu'il était costumé en danseuse d'Opéra. L'armée n'avait pas oublié le scandale qui, en 1907, avait provoqué la condamnation et l'exil du prince Philippe d'Eulenburg pour sa tapageuse liaison avec le colonel de cuirassiers Kuno de Moltke.

Von Fritsch n'avait jamais donné prise à la critique. Ses mœurs paraissaient pures, mais... sait-on jamais? Ces doutes vagues, ces craintes informulables pesèrent probablement sur les militaires, tout comme la peur de s'opposer ouvertement à la Gestapo dont personne ne doutait qu'elle tirait les ficelles de l'affaire. Cette hésitation dura plusieurs jours.

Une décision brutale vint y mettre fin : le 4 février, le voile se leva sur les instructions secrètes du Führer. Dans un discours radiodiffusé, Hitler annonça le départ de Blomberg du ministère de la Guerre. Il était mis à la retraite, mais le motif de son départ n'était pas divulgué. Quant au commandant en chef de l'armée de terre von Fritsch, il avait « demandé à

être relevé de ses fonctions pour raison de santé ». Hitler annonça au peuple allemand qu'il avait décidé de supprimer le ministère de la Guerre et de se subordonner directement l'armée dont il était déjà le chef suprême en sa qualité de président. L'engagement pris par lui en 1934 de soumettre tous ses projets concernant l'armée à l'approbation du ministre de la Guerre devenait caduc.

Pour remplacer von Fritsch, il eût été normal de nommer le général Beck, mais celui-ci avait eu le tort de prononcer en 1934 un discours dans lequel il avait blessé Hitler. « Rien ne serait plus dangereux, disait-il à propos de la résurrection souhaitée de l'armée, que de s'abandonner à des inspirations spontanées, insuffisamment mûries, si opportunes, voire si géniales qu'elles puissent paraître, ou de bâtir sur des désirs, si ardemment caressés qu'ils soient. » Chacun savait que Hitler prétendait gouverner grâce à ses « géniales intuitions ». La phrase n'avait pas « passé », elle lui coûta le poste. Quant à von Reichenau, il ne fut pas nommé bien qu'il fût le plus nazi de tous les généraux parce que Hitler ne voulait à aucun prix d'un officier politicien. Ainsi que l'avait dit Gœring, « les généraux du III^e Reich n'avaient en aucune façon le droit d'avoir une activité politique quelconque ». Von Brauchitsch, jusqu'alors commandant de la région militaire de Prusse Orientale, remplaça von Fritsch. Enfin, Hitler créa un nouvel organe qui coiffa l'ensemble des services du grand état-major, l'Oberkommando der Wehrmacht, l'O. K. W., ou commandement supérieur des Forces armées et plaça à sa tête le général Keitel. Celui-ci était bien connu pour sa docilité; elle lui avait valu dans l'armée le surnom de « Lakai-tel » (laquais-tel), jeu de mots valable en français comme en allemand!

Le bouleversement ne s'arrêta pas à ces hauts postes. Treize généraux furent relevés de leur commandement, quarante-quatre autres mutés ou mis à la retraite, une quantité d'officiers supérieurs subirent le même sort. Ceux qui avaient eu le malheur de déplaire ou que la Gestapo avait fichés comme « réactionnaires » monarchistes ou trop religieux furent frappés. Parmi les bénéficiaires de cette révolution sèche, on note le général Guderian, le stratège de la guerre mécanique, nommé commandant du XVI^e corps, l'unique corps blindé qui existait alors.

Les militaires ne furent pas seuls touchés. On n'avait pas épargné leurs amis, dont on redoutait les réactions. Le baron von Neurath, ministre des Affaires étrangères, fut limogé et remplacé par un nazi bon teint, Joachim von Ribbentrop. Trois ambassadeurs : Hassel à Rome, von Papen à Vienne, von Dirksen à Tokio, furent remplacés. Gœring, qui voyait le ministère de la Guerre, objet de ses convoitises, lui échapper, reçut un prix de consolation : il fut nommé generalfeldmarschall. Il devenait ainsi le plus haut dignitaire militaire allemand. Enfin, le Dr Schacht, qui avait démissionné de ses fonctions de ministre de l'Économie en novembre 1937, fut remplacé par Funk. Or, tout le monde en Allemagne savait que Funk

était homosexuel.

Les militaires avaient enfin compris. Beck et ses amis allaient essayer de lutter pour faire éclater la vérité. Ils voulaient contraindre la Gestapo à reconnaître la machination, prenant, trop tard hélas, l'initiative de l'enquête.

Himmler et Heydrich n'étaient pas disposés à se laisser démasquer. Cependant, les militaires gardaient encore quelques appuis. Bientôt ils furent en mesure de reconstituer le point de départ de l'histoire: tout reposait sur une homonymie. Le vrai coupable était le capitaine de cavalerie en retraite von Frisch, sans T(dans l'orthographe du nom). Son domicile fut retrouvé sans difficulté à Lichterfelde-est, où il habitait depuis dix ans, mais le capitaine, alité, était gravement malade. Sa bonne déclara que les hommes de la Gestapo étaient déjà venus le 15 janvier, c'est-à-dire neuf jours avant la confrontation du maître chanteur Schmidt avec le général von Fritsch!

Le lendemain, les militaires revinrent pour mettre le malade en lieu sûr, mais la Gestapo l'avait enlevé la nuit précédente. Il mourut quelques jours plus tard. Les enquêteurs assistés d'un fonctionnaire du ministère de la Justice apprirent à la banque que le compte courant de von Frisch, qui portait bien la trace des prélèvements faits aux dates indiquées par Schmidt, avait été saisi avec tous les documents, dès le 15 janvier, par la Gestapo. Dans le même temps, un adjudant, ancienne ordonnance du général von Fritsch, avait été enlevé dans une caserne de Furstenwald. On avait essayé de lui arracher des déclarations ambiguës. La gouvernante du général, arrêtée en province où elle était en congé, fut « cuisinée » de la même façon. Finalement, on apprit que, le 24 janvier, avant d'être amené à la Chancellerie, Schmidt avait d'abord été conduit chez Goering et que là, Himmler et Goering, en personne, lui avaient expliqué que, s'il ne « reconnaissait » pas le général devant lequel le Führer le placerait tout à l'heure, il ne lui resterait plus qu'à se préparer à une mort extrêmement désagréable.

Les généraux avaient donc en main un faisceau de preuves accablantes, la machination ourdie par la Gestapo ne faisant plus le moindre doute. Allaient-ils exiger de Hitler une réparation pour le général von Fritsch et des sanctions impitoyables contre les chefs de la Gestapo? Comment Hitler, s'il était menacé de voir ces mœurs révélées au public, pourrait-il refuser de rendre enfin justice? Mais les généraux protestèrent platoniquement. Ils se savaient perdus dans le désert politique qu'était devenue la vie allemande. On leur accorda cependant la « réparation » qu'ils sollicitaient. Le conseil de guerre réclamé par von Fritsch fut convoqué. Sa composition fut un chef-d'œuvre de cynisme : von Brauchitsch, successeur de von Fritsch, Raeder, nouveau maître de la marine, soit deux des principaux bénéficiaires de « l'épuration », deux juges militaires et, pour présider cet étrange

tribunal, le feld-maréchal Gœring lui-même, principal artisan de la machination, puisqu'il se trouvait au sommet de la hiérarchie militaire.

Le 10 mars, le conseil se réunit. Pas pour longtemps : à midi un aide de camp apporta un ordre de Hitler ajournant le conseil et convoquant Gœring, Brauchitsch et Raeder à la Chancellerie.

Que cachait ce coup de théâtre? La réponse fut fournie trente-six heures plus tard. Le 12, les troupes allemandes franchissaient la frontière autrichienne, le soir même Hitler était à Linz, le lendemain à Vienne. La Wehrmacht s'avancait sous les acclamations. Comment se plaindre des procédés de la Gestapo, comment exiger la réhabilitation de von Fritsch?

Elle eut lieu cependant, discrètement. Le 17 mars, le conseil se réunit et assista à l'interrogatoire du maître chanteur Schmidt. Gœring le pressa de questions et « l'adjura », en lui promettant la vie sauve, de dire la « vérité ». Alors, selon le scénario soigneusement réglé à l'avance, Schmidt « reconnut » qu'il s'était trompé. Il avait tout d'abord cru avoir affaire au commandant en chef von Fritsch, puis, quand il eut découvert sa méprise, il n'avait pas osé le dire par crainte des représailles. La comédie était terminée. Le conseil se borna à constater que von Fritsch avait été victime d'une regrettable série de malentendus et l'acquitta. Personne n'avait réclamé la comparution de Himmler et de Heydrich. Personne n'avait même songé à les mettre en cause.

Quant à Schmidt, bien que Gœring lui ait donné solennellement sa parole d'honneur devant le tribunal qu'il aurait la vie sauve, la Gestapo le fusilla quelques jours plus tard. Comme van der Lubbe, cette épave humaine avait joué son rôle et devait disparaître.

Von Fritsch, lui, bien que « réhabilité », n'avait pas été rappelé en activité. Dans sa retraite prématurée, peut être méditait-il les propos que Ludendorff lui avait tenus à la fin de 1937. Fritsch lui ayant affirmé qu'il avait maintenant la confiance du Führer, tout comme son chef Blomberg, Ludendorff lui avait répondu : « Alors, il ne tardera pas à vous trahir. » Le 22 décembre 1937, Blomberg et Fritsch avaient suivi le cercueil de Ludendorff sans penser que sa prédiction serait si rapidement réalisée.

La fin de von Fritsch fut assez étrange. Lors de l'agression de la Pologne en septembre 1939, son plan de 1937 fut appliqué. Paradoxalement, il était contraint de suivre les opérations du fond de sa retraite et de voir réaliser par un autre le plan qu'il avait conçu. Il ne put s'y résoudre et suivit en automobile son ancien régiment, d'artillerie dont il restait colonel honoraire. Il fut tué devant Varsovie. Beaucoup eurent la conviction qu'il avait été assassiné par la Gestapo. Ses obsèques furent magnifiques : il est plus facile de rendre justice aux morts qu'aux vivants.

2.

La Gestapo s'installe en Europe.

L'humiliation infligée aux généraux le 4 février 1938 fut vite oubliée. La facile victoire que constitua l'entrée en Autriche, le 12 mars, leur fut un premier baume. Le réarmement à outrance leur montrait que la guerre approchait et ils pensaient que, selon l'usage en cas de conflit, le pouvoir politique s'effacerait alors devant l'armée. L'avenir allait encore les décevoir.

Peu d'entre eux avaient compris l'importance du décret signé par Hitler le 4 février 1938 : « Dorénavant, j'assumerai directement et personnellement le commandement de l'ensemble des Forces armées. » Par cette petite phrase, Hitler détenait plus de pouvoirs qu'aucun chef allemand n'en eut jamais, pas même Bismarck ou Guillaume II. En fait, il assumait maintenant et seul tous les pouvoirs.

Le général Ludwig Beck était l'un des rares à saisir la gravité de la situation. Le fait que Hitler ne permettait pas à ses généraux d'avoir une influence quelconque sur ses décisions politiques lui apparut comme la preuve que désormais la guerre ou la paix dépendrait d'une de ces « intuitions géniales » qui formaient la clef de voûte même de son régime.

L'orientation prise par la politique étrangère de Hitler montrait que celui-ci envisageait l'attaque prochaine de la Tchécoslovaquie. Au printemps de 1938, Hitler réunit les généraux à Jüterbog, petite ville au sud de Berlin et, dans une improvisation à bâtons rompus, leur révéla ses intentions belliqueuses. Beck fut effrayé. Il fut aussi indigné car Hitler avait pris ses décisions sans consulter son chef d'état-major, sans tenir aucun compte des réalités et des possibilités militaires, jugeant la situation en visionnaire pour lequel la foi et la conviction politique pesaient plus lourd que n'importe quelle armée. Beck était surtout inquiet de constater que Hitler ne s'était pas préoccupé des réactions internationales. Il était persuadé qu'une telle agression dépourvue de justification déclencherait un conflit généralisé que l'armée allemande, en pleine réorganisation, était incapable de supporter.

Le 30 mai, Hitler signa le nouveau « Plan Vert », plan d'attaque contre la Tchécoslovaquie. Beck rédigea alors un long mémorandum pour protester, en tant que chef d'état-major, contre cette aventure. Ce mémoire se

terminait par sa démission. Il espérait être suivi par les autres généraux. Le vide se fit autour de lui. Il remit son mémorandum à Brauchitsch qui fut contraint, la mort dans l'âme, de le communiquer à Hitler. Le Führer refusa la démission. Le 18 août Beck partit cependant, sans bruit, et fut remplacé par le général Halder. Il n'existait désormais plus aucun obstacle sur le chemin de la guerre.

A l'époque où le général Beck tentait vainement de faire entendre la voix de la raison, les autres généraux n'ignoraient pas que les véritables artisans de l'Anschluss n'étaient pas des militaires. La longue préparation qui avait permis sa réalisation était presque entièrement l'œuvre des grands maîtres de la Gestapo, de Himmler, de Heydrich et de leurs agents.

L'idée d'une réunion de l'Autriche à l'Allemagne était déjà ancienne. En 1921, des plébiscites spontanés avaient été organisés dans de nombreuses régions d'Autriche, puis interdits par les Alliés. Ils avaient indiqué le désir d'une partie de la population de voir leur pays réuni au grand peuple voisin. La population socialisante des grandes villes, Vienne en particulier, souhaitait le rattachement à l'Allemagne républicaine de Weimar, cependant que la population rurale, réactionnaire, attendait le retour des Habsbourg. Cette seconde tendance l'emporta.

C'est sur ce terrain favorable de la division du pays en deux blocs hostiles que les nazis allaient jeter leurs semences de haine. Ceux-ci travaillaient à la fois les masses rurales des régions frontalières d'Innsbruck et de Linz, et la masse ouvrière social-démocrate de Vienne près de laquelle ils faisaient miroiter leur programme « socialiste ».

L'installation du gouvernement Dollfuss aggrava encore la situation et ces mesures ne pouvaient qu'aiguillonner les nazis autrichiens soutenus par l'organisation extérieure. En effet, leur véritable direction se trouvait à Munich et une « Légion autrichienne » avait été créée en Allemagne, pour grouper les Autrichiens nazis vivant en Allemagne et les entraîner à l'action clandestine. Le S. D. entretenait en Autriche une agitation permanente.

Après une manifestation de rue des socialistes, le 11 février 1934, durement réprimée, une vague d'attentats fut organisée en Autriche. C'est au cours de cette action illégale que la section spéciale des attentats et sabotages du S. D.-Ausland mit au point les techniques qu'elle allait utiliser au cours des années à venir.

Fin juillet, le terrorisme connut un regain d'activité. Dollfuss, que Mussolini protégeait ouvertement, fut invité à passer quelques jours près du Duce, en Italie, où sa famille se trouvait déjà. Il devait partir le 25.

Le 25 juillet, vers midi, cent cinquante-quatre hommes appartenant à la S. S. Standarte 89 autrichienne, conduits par le S. S. Holzweber et revêtus de l'uniforme de la garde civique autrichienne, s'emparèrent par surprise de la Chancellerie en quelques minutes, grâce à la complicité du major Fey, chef de la police.

Grièvement blessé, Dollfuss fut déposé sur un canapé dans la salle du Congrès. En guise de soins, on le somma de démissionner : il refusa. On posa près de lui une plume et du papier et on le laissa agoniser, le harcelant pour obtenir sa signature. Il mourut à dix-huit heures, sans avoir vu ni le médecin ni le prêtre qu'il réclamait, mais sans avoir capitulé.

Pendant ce temps, les troupes loyales et la police avaient encerclé le Parlement. Dans la soirée, on apprit que Mussolini réagissait violemment à ce coup de force et mobilisait cinq divisions qui partaient se masser à la frontière du Brenner. A dix-neuf heures, les émeutiers se rendaient. Hitler rappela ostensiblement le Dr Rieth, ministre d'Allemagne à Vienne, avec lequel les émeutiers étaient restés en liaison téléphonique permanente pendant la journée du 25.

Une fois encore, la méthode brutale venait d'échouer. Hitler sentait combien de pareils procédés étaient dangereux quand la réussite ne venait pas les absoudre. Il fallait donc adopter des méthodes souterraines éprouvées et laisser agir seul le S. D. et les organisations qu'il contrôlait. La Gestapo allait pouvoir intervenir.

Car Hitler n'avait pas un instant renoncé à son projet d'annexion de l'Autriche. Alors qu'il protestait encore de la pureté de ses sentiments à l'égard du gouvernement autrichien, il réunissait les chefs nazis les 29 et 30 septembre 1934 (deux mois après le putsch manqué) à Bad-Aibling, en Bavière. Les instructions qui furent données à l'issue de cette conférence de deux jours sont significatives tout à la fois des véritables intentions des nazis et de leurs procédés habituels. La Gestapo y avait naturellement une des premières places.

On retrouve dans ces instructions les deux éléments classiques de l'action nazie : terrorisme et inquisition policière pour la liquidation des opposants. Ces deux aspects de la lutte clandestine relevaient de la compétence du S. D. La Gestapo collabora aussi à la recherche des adversaires du régime. C'était l'époque où Hitler expliquait à Rauschning comment il concevait le travail du service de renseignement. « Nous n'arriverons à rien, dit-il, tant que nous n'aurons pas une phalange de gens qui se donnent entièrement à leur tâche et y prennent leur seul plaisir. » Les fonctionnaires répugnaient à faire ce travail : il fallait utiliser des femmes, surtout les femmes du monde, les blasées attirées par l'aventure, celles qui cherchaient des sensations fortes. On pouvait employer aussi des anormaux, les obsédés, les invertis.

Hitler avait pris la peine de rédiger lui-même le modèle de questionnaire que les services spéciaux devaient remplir. Il voulait y trouver « les seuls renseignements qui comptent », selon lui. C'est-à-dire si l'homme est vénal, s'il existe une manière de l'acheter autre que l'argent, s'il est vaniteux, par exemple. Il faut savoir s'il a des dispositions pour l'érotisme, quel type de femme il préfère, ou s'il est homosexuel, point particulièrement important. Il faut également fouiller son passé. Dissimule-t-il quelque secret? Peut-on le faire chanter d'une manière quelconque? Est-il alcoolique? Joue-t-il? Il faut tout connaître de chaque homme important, jusqu'à ses habitudes, ses manies, ses sports favoris, s'il aime les voyages, s'il a des goûts ou des prétentions artistiques, etc. On entendait exploiter un véritable catalogue des vices et des faiblesses humaines. « C'est avec cela que je fais de la vraie politique, que je gagne des gens à ma cause, que je les force à travailler pour moi, que j'assure ma pénétration et mon influence dans chaque pays. »

Cependant, à Vienne, Schuschnigg, successeur de Dollfuss, comprenait que la résistance ne pourrait pas se prolonger longtemps. Il chercha à temporiser et finit par conclure avec l'Allemagne le traité du 11 juillet 1936. Par cet accord, l'Autriche s'engageait à avoir une attitude amicale à l'égard de l'Allemagne et à se considérer comme un État allemand. En échange, l'Allemagne reconnaissait la souveraineté de l'Autriche et son indépendance et promettait de n'exercer aucune action sur sa politique extérieure. Pour concrétiser ses dispositions, Schuschnigg nomma à divers postes de l'administration des nazis autrichiens; il accepta d'admettre certaines de leurs organisations dans le front patriotique; enfin, il libéra plusieurs milliers de nazis emprisonnés dans les camps. Dès lors, les nazis avaient gagné la partie. C'était l'exacte répétition de la manœuvre qui avait permis la destruction de la République de Weimar.

Le Parti et le S. D. accentuèrent leur travail de sape. Dès l'automne 1934, un budget mensuel de deux cent mille marks avait été mis secrètement à la disposition de l'ingénieur Reinthaler, ancien chef des paysans nazis, devenu chef occulte du parti nazi autrichien.

La frontière devenait de plus en plus perméable. Un va-et-vient continu d'agents du S. D., de la Gestapo, du N. S. D. A. P. sillonnait l'Autriche. Les opposants socialistes et catholiques s'inquiétèrent car ils se savaient fichés. Les services de police autrichiens étaient eux-mêmes paralysés et l'ambassadeur américain à Vienne, M. Messersmith, put écrire au Département d'État : « La perspective de voir les nazis prendre le pouvoir empêche d'exercer à leur encontre une action policière et judiciaire efficace, par crainte de représailles de la part d'un futur gouvernement nazi contre ceux qui, même à bon droit, auraient pris des mesures contre eux. »

Le travail de noyautage s'intensifiait encore par la création du « Ostmärkischeverein » (Union des Marches de l'Est) contrôlé par Glaise-

Horstenau, devenu ministre de l'Intérieur. A partir de ce moment, les efforts des nazis convergèrent pour leur permettre de placer un de leurs hommes de confiance à la tête de la Sûreté autrichienne. Ils exerçaient sur le gouvernement autrichien et sur la population ce que von Papen appelait une « pression psychologique lentement intensifiée ».

Cette pression devint si vive que Schuschnigg fut contraint de se rendre à la convocation que Hitler lui adressa le 12 février 1938, à Berchtesgaden. A l'issue de la conférence où il fit figure d'accusé, il dut, sous la menace d'une invasion militaire immédiate, accepter trois mesures qui signaient sa condamnation : 1° le Dr Seyss-Inquart, membre du parti nazi depuis 1931, était nommé ministre de l'Intérieur et de la Sûreté, ce qui donnait aux nazis le contrôle absolu de la police autrichienne; 2° une nouvelle amnistie politique générale libérait les nazis condamnés pour crime; 3° le parti nazi autrichien entraînait au Front patriotique.

Le 9 mars 1938, Schuschnigg tenta une ultime manœuvre. Pensant décourager les nazis et montrer à l'opinion internationale que les Autrichiens désiraient demeurer indépendants, il annonça un plébiscite pour le dimanche suivant, 13 mars. Hitler vit le danger et donna l'ordre de déclencher les mesures préparatoires de l'invasion.

Le 11 mars, Schuschnigg dut démissionner mais le président de la République Miklas refusa de charger Seyss-Inquart, membre du parti nazi, de constituer le gouvernement. A 23 h.15, il capitula.

A l'aube du 12 mars, les troupes allemandes entrèrent en Autriche. Au même moment Himmler arrivait à Vienne. Selon les principes nazis, l'épuration policière et la neutralisation de l'opposition politique devaient toujours être les premiers actes de gouvernement. Aussi la Gestapo fut-elle le premier visage de l'administration allemande qui apparut aux Viennois. Dans la nuit, Himmler et Schellenberg, l'un des chefs du S. D.-Ausland, avaient pris l'avion avec Hess et divers membres de la Légion autrichienne. Un second avion chargé de S. S. les accompagnait. Dès quatre heures du matin, Himmler était à Vienne, premier représentant du gouvernement nazi. Peu après, Heydrich, venu dans son avion personnel, les rejoignit. La Gestapo installa son quartier général Morzinplatz. Le chancelier Schuschnigg y fut détenu pendant plusieurs semaines et traité de la façon la plus inhumaine avant d'être interné dans le camp de concentration où il devait demeurer jusqu'en mai 1945. Dès le début d'avril, Himmler et Heydrich s'étaient préoccupés d'installer un camp en Autriche : ce fut Mauthausen dont la sinistre réputation s'étendit au monde entier.

Les locaux de la Gestapo abritèrent un autre détenu de marque, le baron Ferdinand von Rothschild, arrêté l'un des premiers et dont l'hôtel particulier, un palais situé Auf der Wieden, était occupé par les services du S. D. Heydrich avait déclaré que le baron devait être considéré comme son

prisonnier personnel. Ses repas lui étaient apportés par un traiteur viennois et l'on se perdit en conjectures sur les raisons de ces mesures de faveur. Il semble qu'il faut en chercher l'explication dans le fait que le baron était lié avec le duc de Windsor. Celui-ci était venu résider chez lui, à Vienne, après avoir abdiqué en décembre 1936. Or, Hitler cherchait à séduire certains milieux britanniques. La fille de Lord Redesdale, l'excentrique Unity Mitford, fit partie un certain temps de ses intimes. Il paraît probable que les mesures de bienveillance appliquées au baron de Rothschild, ami de l'ex-Édouard VIII, s'adressaient à celui-ci par personne interposée.

Heydrich en profita cependant pour réaliser une fructueuse opération et obtint du baron l'abandon de tous ses biens en Allemagne en échange de sa liberté, c'est-à-dire l'autorisation de quitter le Reich librement pour gagner Paris.

L'épuration commença dans la matinée du 12 pendant que Schellenberg remplissait sa mission qui consistait à s'emparer des codes et des archives du chef du service secret autrichien, le colonel Ronge, avant les membres du service de renseignements militaires, l'Abwehr, qui n'arrivaient qu'avec les premières troupes.

A Vienne, la foule applaudit les « vainqueurs » cependant que les socialistes attendaient la suite des événements et que les Israélites, connaissant les mesures prises en Allemagne contre leurs coreligionnaires, fuyaient ou se suicidaient. De nombreux membres de l'ancienne classe dirigeante autrichienne en firent autant. Le nombre des victimes ne fut jamais publié mais il est certain qu'il atteignit plusieurs centaines. Il faut y ajouter les nombreuses personnes assassinées par les tueurs nazis pendant les trois premiers jours de l'occupation.

Des centaines d'autres furent arrêtées et envoyées dans les camps de concentration, notamment le grand-duc Max et le prince Ernst von Hohenberg, filsmorganatique de François-Ferdinand. Quant aux socialistes et autres opposants de gauche, ils furent arrêtés en masse. A la mi-avril, on comptait près de quatre-vingt mille arrestations, à Vienne seulement.

Enfin, la Gestapo se manifesta par deux assassinats retentissants. L'un était assez inattendu. Le jour même de l'entrée des troupes en Autriche, des agents de la Gestapo enlevèrent le conseiller d'ambassade, baron von Ketteler, qui avait été le conseiller le plus intime de von Papen, alors ambassadeur d'Allemagne à Vienne. Au bout de trois semaines les eaux du Danube rejetèrent son cadavre. Bien que les mobiles de cet assassinat n'aient jamais été éclaircis, il semble qu'il fut une sorte d'avertissement « à la cantonade » adressé à von Papen que l'on soupçonnait de jouer le double jeu. Heydrich croyait que Ketteler était allé mettre certains papiers importants en sécurité en Suisse sur la demande de von Papen. Au même moment, von Papen fut relevé définitivement de ses fonctions à Vienne. Il

devait, quelque temps après, être envoyé à Ankara. Faisant montre de son habituelle lâcheté, il n'avait pas davantage protesté pour l'assassinat de Ketteler qu'il ne l'avait fait pour ceux d'Edgar Jung et de von Bose le 30 juin.

Le second assassinat surprit moins : le général Zehner, que le président Miklas avait voulu désigner pour succéder à Schuschnigg, tomba sous les coups des tueurs noirs qui ne lui avaient pas pardonné son opposition au putsch de 1934. Le matin du 12, le major Fey, qui avait pourtant joué un rôle considérable dans le putsch manqué de 1934, se suicidait après avoir tué de ses mains sa femme et son fils.

Le « gouvernement » Seyss-Inquart, constitué le 12 au matin, comprenait le Dr Ernest Kaltenbrunner, chef des S. S. autrichiens, ministre de la Sûreté et le Dr Hüber, notaire et beau-frère de Goering, ministre de la Justice. Enfin, Seyss-Inquart promu reichstatthalter fut flanqué de deux « doublures » placées par le Parti, le chargé d'affaire Keppler et le commissaire du Reich Bürckel, spécialiste de la « mise au pas ».

Désormais, le destin des Autrichiens était en bonnes mains.

Le 13 mars, à dix-neuf heures, Hitler fit une entrée triomphale à Vienne, accompagné de Keitel, chef de l'O. K. W. Le même jour une loi réunissait l'Autriche au Reich sous le nom d'*Ostmark*, « Marche de l'Est », mesure que Hitler annonça le 15 à la *Hofburg* de Vienne, en ces termes : « J'annonce au peuple allemand l'accomplissement de la mission la plus importante de ma vie. »

Ainsi, six millions d'Autrichiens furent liés au destin de l'Allemagne et durent le suivre jusqu'à la catastrophe finale. Et pour que la « mise au pas » fût complète, une ordonnance prise par Frick, ministre de l'Intérieur, le 18 mars 1938, autorisa le reichsführer S. S. Himmler à prendre « toutes mesures de sécurité qu'il jugera utiles » en Autriche.

Si les services policiers du S. D., des S. S. et de la Gestapo avaient pesé dans l'affaire autrichienne, leur rôle allait être plus important dans la crise tchécoslovaque. Les procédés utilisés en Autriche correspondaient à la ligne de conduite jusqu'alors suivie pour le maintien de l'« ordre nazi » en Allemagne.

Le bariolage ethnique de la nation tchécoslovaque, constituée par le traité de Versailles avec des territoires de l'ancien empire d'Autriche-Hongrie, permettait aux nazis d'articuler leur action sur des prétextes identiques à ceux qui avaient permis l'Anschluss et sentimentalement justifiés.

Le fait que la Tchécoslovaquie était l'État le plus démocratique d'Europe centrale agissait comme un excitant sur les nazis.

Le 20 février 1938, Hitler avait prononcé un grand discours au Reichstag. Après avoir insisté sur l'union indissoluble du Parti, de l'Armée et de l'État, il avait affirmé que les Allemands n'étaient plus disposés à laisser opprimer dix millions de leurs frères vivant au-delà des frontières du Reich. L'Anschluss avait permis de ramener 6 500 000 Autrichiens dans le sein de la patrie allemande, on pouvait comprendre que ceux qui manquaient étaient les Allemands vivant en Tchécoslovaquie.

La nation tchécoslovaque comptait environ 7 millions de Tchèques, 3 millions de Slovaques, 700 000 Hongrois, 400 000 Ruthènes, 100 000 Polonais et 3 600 000 Allemands. Ceux-ci constituaient la plus forte « minorité » ethnique du pays et vivaient pour la plupart dans la région dite « des Sudètes », qui forme un croissant bordant la frontière allemande et entourant presque complètement la Bohême et la Moravie.

Cette région pouvait exciter la convoitise des nazis car il s'y trouvait rassemblé des entreprises prospères, la verrerie et les industries de luxe, groupées autour de mines de charbon et de minerai particulièrement riches.

Comme elle comptait 2 900 000 Allemands, il était facile d'invoquer, comme pour l'Autriche, le principe démocratique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Toute l'astuce consistait à provoquer habilement le sens de cette « disposition » populaire.

Dès 1923, les nazis avaient implanté quelques associations dans les Sudètes, qui diffusaient les mots d'ordre nationaux-socialistes axés sur le pangermanisme et le patriotisme allemand. Mais tout en portant leurs efforts sur l'action clandestine, ils avaient besoin d'un organisme qui pût défendre au grand jour leurs thèses.

C'est un non-nazi qui, adroitement manœuvré, allait le constituer. Le 1^{er} octobre 1934, le moniteur de gymnastique Conrad Henlein, fils d'un père allemand et d'une mère tchèque, créa le Deutsche Heimatfront, le Front patriotique allemand. Henlein demandait une autonomie des Sudètes dans le cadre de l'État tchécoslovaque et proposait la constitution d'un État fédéral semblable au système des cantons suisses, ce qui donnerait aux minorités ethniques un sentiment d'indépendance sans nuire à l'unité nationale.

Cependant, le parti de Henlein était organisé sur le principe du Führer. Ce signe alarmant aurait dû éveiller la méfiance. En 1935, ayant déjà rassemblé un nombre important d'adhérents, le Front patriotique allemand changea de titre et devint le *Sudetendeutschen Partei* (S. D. P.), le parti allemand des Sudètes. Puis, à mesure que la puissance des nazis augmentait, le ton des revendications montait. A partir de 1936, le S. D. P.

fonctionnait comme 5^e colonne en Tchécoslovaquie et recevait des fonds par l'intermédiaire du Volksdeutsche Mittelstelle que le S. S. obergruppenführer Lorenz contrôlait pour le compte de Himmler. L'ambassade d'Allemagne à Prague remettait les fonds à Henlein, de même qu'elle transmettait aussi les directives pour l'espionnage. L'A. O. (Organisation pour l'Étranger) dirigée par le secrétaire d'État Bohle, distribuait aussi de l'argent (15 000 marks par mois à Henlein) et installait ses réseaux de renseignements. Ces activités demeuraient secrètes. A partir de 1937, Henlein commença à exiger l'autonomie des Sudètes et son programme politique devint ouvertement pro-nazi et antisémite. L'été 1938 vit une recrudescence d'activité nazie semblable à celle qu'avait connue l'Autriche avant l'Anschluss. Les services de la Gestapo travaillaient.

Sur les instructions précises du S. D.-Ausland, qui avait pris sous son contrôle le service secret en Tchécoslovaquie, les nazis des Sudètes s'infiltraient dans toutes les organisations régionales ou locales, sociétés sportives, clubs nautiques, sociétés de musique ou associations de choristes, sociétés d'anciens combattants ou associations culturelles, et en faisaient autant de foyers pro-nazis. Ils détectaient ainsi les opposants possibles aux principes nazis ou à l'annexion par l'Allemagne et recueillaient une documentation considérable sur la situation politique, économique et militaire de la Tchécoslovaquie. Ils pénétraient dans les entreprises, recrutaient les directeurs d'usines et de banques, ou, quand ceux-ci résistaient, leurs collaborateurs principaux.

Toutes ces organisations rassemblaient une masse de renseignements si importants qu'il faudra, dit Schellenberg, installer en deux points de la frontière des lignes téléphoniques spéciales pour les transmettre à Berlin.

La région des Sudètes était littéralement grouillante d'agents allemands. S. D. et Gestapo se partageaient le travail et, en même temps qu'ils utilisaient Henlein et son état-major, ils les soumettaient à une surveillance étroite et volontairement visible, afin de parer à toute « défaillance » de leur part.

De l'autre côté de la frontière allemande, on avait constitué un corps de volontaires semblable à la « Légion autrichienne » de 1937, le « Corps franc allemand des Sudètes » dont le quartier général se trouvait au château de Donndorf près de Bayreuth.

Hitler désirait se procurer un prétexte pour l'invasion militaire de la Tchécoslovaquie. Les postes de contrôle du réseau nazi dans les Sudètes, appelés *Sudetendeutsche Kontrollstelle*, furent chargés d'organiser à partir de septembre 1938 des opérations de provocation.

Le 12 septembre, Hitler prononça au congrès du Parti à Nuremberg un discours très violent dans lequel il accusait le président Benès de faire

torturer les Allemands des Sudètes et de vouloir les exterminer. Henlein et son adjoint Franck passèrent alors en Allemagne.

En réponse à ces menaces, le gouvernement tchèque, dont la passivité avait permis l'installation sur son territoire des organismes nazis les plus dangereux, fit arrêter un certain nombre de nazis des Sudètes. La Gestapo prit des mesures de rétorsion et, dans la nuit du 15 au 16 septembre, fit arrêter en Allemagne 150 ressortissants tchèques.

Le 19 septembre, le Corps franc entra en action par petits groupes de 12 hommes. Il exécuta plus de 300 missions, faisant plus de 1 500 prisonniers et de nombreux morts et blessés, rapportant en outre 25 mitrailleuses, de l'armement léger et des équipements.

Mais, le 22, Chamberlain s'était rendu à Bad-Godesberg, et le 29 la conférence de Munich s'ouvrait. Mussolini, Hitler, Chamberlain et Daladier y réglèrent le sort de la Tchécoslovaquie sans qu'aucun représentant de ce pays ait été entendu. Le 30, il fut décidé que la Tchécoslovaquie évacuerait les Sudètes entre le 1^{er} et le 10 octobre. Le gouvernement tchèque protesta, le président Benès démissionna, mais personne n'y prêta attention et l'on célébra partout avec enthousiasme ce triomphe de la paix sauvée *in extremis*.

Cet épisode montrait à Hitler combien les services de renseignements français et anglais étaient inférieurs à leur tâche. Alors qu'il assurait qu'il ne formulerait aucune revendication territoriale, les préparatifs de l'invasion de la Tchécoslovaquie avaient commencé; les signes avant-coureurs auraient pu en être perçus depuis longtemps.

Dès que l'accord de Munich eut permis l'occupation « pacifique » des Sudètes, le Corps franc Henlein fut placé sous le commandement de Himmler, pour « être affecté à des besognes de police comme le reste de la police, avec l'accord du Reichsführer S. S. ».

Les démocraties venaient de perdre une partie décisive qui aurait pu être gagnée.

Un petit groupe de résistance s'était constitué parmi certains cercles militaires qui, comme le général Beck, pensaient que la politique d'agression menée par Hitler ne pouvait être soutenue victorieusement par l'armée allemande, seule contre une Europe qu'ils pensaient devoir se liguer contre l'avance nazie, et que la seule fin logique d'une telle attitude ne pouvait être que l'effondrement total et la ruine de l'Allemagne. Aussi avaient-ils pris enfin la décision devant laquelle beaucoup reculaient depuis le début du nazisme et s'étaient-ils décidés à saisir l'occasion de l'agression

contre la Tchécoslovaquie pour prendre le pouvoir et traduire Hitler devant un tribunal. C'eût été la fin du nazisme et le destin de l'Europe en eût été bouleversé.

A la mi-août, les conjurés envoyèrent à Londres un émissaire civil, von Kleist, pour informer le gouvernement britannique de la situation et l'engager à la fermeté. Mais, tandis que Churchill, qui n'était pas membre du gouvernement, encourageait les généraux allemands dans leur projet et les assurait de son appui, Chamberlain continuait à tergiverser. Au début de septembre, un nouvel émissaire, militaire cette fois, fut envoyé à Londres. Quelques jours plus tard, un diplomate de l'ambassade d'Allemagne à Londres confirma ces informations aux Britanniques. Ces assurances ne purent malheureusement faire renoncer les gouvernements Chamberlain et Daladier à leur décision d'abandonner la Tchécoslovaquie.

A l'automne 1944, après l'échec du complot du 20 juillet, la Gestapo découvrit chez Kleist des documents concernant son voyage à Londres en août 1938 et ses contacts avec le gouvernement britannique. Il fut condamné à mort et exécuté au printemps 1945.

Le 21 octobre, Hitler signa l'ordre « très confidentiel » qui prescrivit à l'O. K. W. de :

- 1 Assurer les frontières allemandes et les protéger contre les attaques aériennes par surprise.
- 2 Liquider ce qui reste de la Tchécoslovaquie.
- 3 Occuper le territoire de Memel.

Jusqu'alors il a toujours réussi à couvrir ses agressions sous la fiction de la solidarité due aux frères opprimés. Cette fois, il ne restait plus la moindre minorité allemande en Tchécoslovaquie; il fallait donc inventer autre chose.

Dans un but d'apaisement, le gouvernement de Prague du vieux président Hacha accorda à la Slovaquie une large autonomie interne; un parlement et un cabinet autonomes furent installés à Bratislava. Mais ce premier pas ne devait que faciliter la suite de l'opération. Les chefs du parti extrémiste slovaque Durcansky et Mach, sur l'ordre de Goering qui les avait appelés en Allemagne, réclamèrent l'indépendance totale de la Slovaquie, avec des liens économiques, politiques et militaires étroits avec l'Allemagne. Ils promettaient en échange la « solution » du problème juif et l'interdiction du parti communiste.

Au cours de l'hiver 1938-1939, la campagne d'infiltration commença en Bohême et en Moravie. Les organisations d'étudiants nazis des Sudètes,

contrôlées par les S. S. et la Gestapo, y jouèrent un rôle considérable.. La Gestapo et le S. D. purent ainsi noyauter les institutions tchèques publiques et privées, et quand, aux premières heures du 15 mars 1939, les troupes allemandes pénétrèrent sans aucun avertissement dans ce qui restait de la Tchécoslovaquie, les agents nazis étaient déjà installés à tous les postes stratégiques, paralysant toute résistance et contrôlant la police. A Brno, particulièrement, la direction de la police tomba immédiatement entre leurs mains. Partout des commandos s'opposèrent à la destruction des archives politiques et policières, pour permettre une épuration rapide de tous les opposants. Les principaux membres de ces associations nazies d'étudiants furent par la suite incorporés aux S. S. par Himmler et Heydrich et beaucoup furent employés par la Gestapo de Prague.

L'intervention allemande avait été préparée par une provocation : le cabinet slovaque avait pratiquement rompu avec Prague, et le gouvernement central avait été contraint de le renvoyer en raison de son attitude d'opposition systématique.

Le 12 mars, deux agents du S. D. vinrent chercher Mgr Tiszo, premier ministre slovaque, et l'amènèrent à Berlin dans un avion spécial. Le 14, Mgr Tiszo, conformément aux ordres reçus, proclama l'indépendance slovaque.

Ce fut donc pour « porter secours » aux « patriotes slovaques opprimés » que les troupes allemandes déferlèrent sur le sol tchécoslovaque. Le jour même, Hitler proclama dans un ordre du jour aux Forces armées : « La Tchécoslovaquie a cessé d'exister. » Le lendemain, un décret créait le « protectorat » de Bohême-Moravie incorporé au Reich allemand, et nommait von Neurath « protecteur » de ce malheureux pays.

Le 15 mars, Hitler s'était rendu à Prague. Il était, comme à Vienne, accompagné de Himmler et de Heydrich et protégé par une forte garde S. S. Schellenberg, qui était aussi du voyage, rapporte que Himmler s'extasia sur la qualité des hommes de la police tchèque qu'il qualifia de « matériel humain exceptionnel » et décida séance tenante de les incorporer aux S. S. Il nomma immédiatement comme chef de la police, avec le titre de secrétaire d'État du protectorat, l'ancien second de Henlein au parti allemand des Sudètes, Karl Hermann Frank. En même temps, Frank reçut le grade de gruppentruppführer S. S. (général de division). Il devait s'illustrer dans ses nouvelles fonctions par une férocité incroyable.

Le peuple tchécoslovaque entra dans une période d'apocalypse où nulle souffrance n'allait lui être épargnée. La trahison de ceux qui s'étaient faits les agents des nazis en était responsable.

C'est avec la complicité d'hommes aveuglés par la passion politique, par la soif du pouvoir, par des idéologies où le racisme le plus étroit s'ajoutait à

une perversion du sentiment patriotique, que les agents nazis avaient pu mener leur tâche à bonne fin. C'est grâce à eux que les hommes du S. D. et de la Gestapo avaient pu poursuivre leur travail de termites et ronger de l'intérieur toute la substance vive de la nation, n'en laissant subsister qu'une enveloppe prête à tomber en poussière au premier choc.

Et, là encore, les conservateurs des partis de droite et du centre avaient naïvement donné leur appui à cette entreprise dont ils allaient être les premières victimes.

Le recul du temps et la connaissance des secrets de la politique nazie, dévoilés par les archives saisies en 1945, permettent de constater une fois de plus que le triomphe politique de Hitler reposait exclusivement sur sa connaissance des faiblesses des hommes. La politique nazie constitue une spéculation sur la lâcheté et la férocité humaines et c'est pourquoi une organisation de terreur comme la Gestapo y tint une telle place.

3.

Himmler met en place sa redoutable organisation.

La politique hitlérienne d'agression ayant été constamment victorieuse, il n'était pas question pour les nazis de changer leurs méthodes. Dès le fin de 1938, la décision fut prise d'anéantir la Pologne. La ville libre de Dantzig, isolée en territoire polonais par le traité de Versailles, pouvait en fournir le prétexte. Les buts hitlériens ne nécessitaient pas une mise en scène comparable à celles montées pour l'Autriche et la Tchécoslovaquie : la Pologne devait être transformée en territoire d'expansion, de peuplement. Elle constituait la première étape de la conquête de ce lebensraum, de cet « espace vital » que Hitler revendiquait depuis le début du nazisme.

Face à l'agression qui se préparait, la Pologne était en mauvaise posture. Le ministre des Affaires étrangères, le colonel Josef Beck, éprouvait depuis longtemps une vive sympathie pour la dictature nazie. De 1926 à 1936, la Pologne, jusqu'alors dirigée par un gouvernement démocratique, avait vécu sous la dictature du maréchal Pilsudski qui, avant de mourir, avait signé un pacte de non-agression avec l'Allemagne hitlérienne. S'estimant suffisamment protégée par ce pacte, la junte militaire des colonels qui avait succédé à Pilsudski avait fait obstacle à tout accord avec les pays démocratiques, en particulier avec la Tchécoslovaquie. Mieux, la Pologne avait participé au dépeçage de la Tchécoslovaquie en s'appropriant le district de Teschen, ses mines de charbon et ses deux cent trente mille habitants.

Hitler devait déclarer dès le 23 mai 1939, lors d'une conférence faite aux généraux : « Il n'est pas question d'épargner la Pologne, il ne reste qu'à décider l'attaque de la Pologne à la première occasion favorable. » La date limite fut fixée au 1^{er} septembre.

Les préparatifs de l'attaque furent établis avec la minutie nécessaire. Le plan portait le nom de code « Fall Weiss » (Cas blanc). Le plan contre la Tchécoslovaquie s'était appelé Fall Grün (Cas vert).

Pour fabriquer l'incident qui permettrait d'accuser les Polonais de provocation, Hitler songea naturellement à son exécuter des basses-œuvres, Himmler. Le 23 juin, celui-ci assista à la réunion du Conseil de défense du Reich réuni pour la seconde fois seulement depuis sa création en

1935. Les principales dispositions en vue de la guerre imminente y furent arrêtées. Bien entendu, on se garda d'y faire la moindre allusion au rôle dévolu aux hommes de Himmler; ce rôle ne fut connu qu'au procès de Nuremberg.

Le plan de la machination conçue par Himmler et dont la réalisation fut confiée à Heydrich reçut le nom de code « d'opération Himmler ». Pour son exécution, Heydrich choisit un homme de confiance, Alfred Helmut Naujocks, un de ses vieux amis, qu'il avait connu à Kiel à l'époque où, après avoir été rejeté par la Marine, il était devenu S. S. Naujocks était lui aussi entré dans les S. S. en 1931. Ce mécanicien, boxeur amateur connu et populaire parmi les dockers de Kiel, était une recrue utile pour les batailles de rues et les réunions. En 1934, Heydrich le fit entrer au S. D., où, en 1939, il dirigeait une sous-section de la Section III du SD-Ausland, dite « Service des informations extérieures », alors dirigée par le S. S.-oberführer Heinz Jost.

Le groupe dirigé par Naujocks, et qui reçut plus tard le nom de Groupe VI F, avait des activités spéciales. De son bureau situé Delbrückstrasse, à Berlin, Naujocks dirigeait divers ateliers où des hommes sûrs s'affairaient à de mystérieuses besognes. Le groupe F constituait ce qu'on pourrait appeler la « subdivision technique » du S. D. On y fabriquait les faux papiers, passeports, cartes d'identité, sauf-conduits, de toutes nationalités, nécessaires aux agents du S. D. opérant à l'étranger. On finira même par y faire de la fausse monnaie. Ce groupe des faux était dirigé par le hauptsturmführer S. S. Krüger. Un autre atelier, situé dans un banal pavillon de banlieue, était la section radio. Après avoir supervisé ces activités hautement confidentielles, Naujocks fut cassé en janvier 1941 et versé à la *Waffen-S. S.*, pour avoir osé discuter un ordre de Heydrich. Celui-ci ne cessa alors de le poursuivre d'une haine vigilante et insista pour que Naujocks fût affecté à une unité combattante de première force sur le front de l'Est. Mais les directives de Himmler interdisaient que les « détenteurs de secrets d'État » fussent placés à des postes où ils pouvaient risquer de tomber entre les mains de l'ennemi, ce qui le sauva. Finalement, après avoir exercé ses activités au Danemark et occupé un poste dans les services économiques d'occupation en Belgique, Naujocks devait désertre pour se livrer aux troupes américaines le 19 octobre 1944. Il ignorait sans doute que son nom figurait sur la liste des criminels de guerre. En instance de comparution devant un tribunal allié et détenu en Allemagne, il parviendra à s'évader en 1946 et à disparaître.

Le 10 août 1939, Naujocks était toujours l'homme de confiance de Heydrich quand celui-ci le convoqua à son bureau, Prinz Albrechtstrasse. Heydrich lui expliqua qu'il le chargeait de simuler une attaque contre la station d'émission radiophonique allemande située à Gleiwitz, en Haute-Silésie, près de la frontière polonaise. Ce simulacre devait avoir les

apparences d'une agression commise contre la station par un commando polonais. « Il nous faut, pour la presse étrangère et pour la propagande allemande des preuves matérielles de ces attaques polonaises, dit Heydrich. »

Naujocks choisit donc six hommes du S. D. particulièrement sûrs et partit vers le 15 pour Gleiwitz. Le secret le plus absolu devait être observé, consigne qui fut facilitée par le fait qu'au cours de l'été 1937 la Grenzpolizei, Police des Frontières, était passée sous le contrôle de la Gestapo. Là, Naujocks devait attendre un message chiffré de Heydrich pour déclencher l'action. Il savait que des Allemands revêtus d'uniformes polonais allaient être mis à sa disposition pour l'attaque. Le scénario réglé par Heydrich prévoyait que le faux commando devait s'emparer de l'émetteur et le conserver un temps suffisant pour qu'un Allemand parlant polonais puisse y lire une déclaration violente rédigée par Heydrich. « Ce message, dit Naujocks, déclarait que l'heure de la guerre germano-polonaise avait sonné, et que les Polonais rassemblés allaient écraser toute résistance de la part des Allemands. »

C'est à l'Abwehr, le service de renseignements militaires directement dépendant de l'O. K. W., qu'avait été dévolu le soin de fournir les uniformes, les armes et les papiers d'identité pour les faux soldats polonais devant participer à l'attaque. Himmler exigea de véritables uniformes polonais, comme de véritables papiers militaires polonais, alors que les services de Naujocks, l'atelier F, auraient pu sans difficulté fabriquer de faux papiers parfaitement imités.

Canaris, le chef suprême de l'Abwehr, avait tenté d'empêcher ce genre d'opération, ou tout au moins d'en exclure la participation de ses services, mais ne put y parvenir, Keitel ayant donné son accord. Il se contenta alors de se tenir à l'écart et c'est l'oberführer S. S. Mehlhorn qui fut chargé par Heydrich de coordonner les différents travaux de chaque service.

Le fractionnement des tâches avait pour effet d'assurer une meilleure garantie du secret et d'éparpiller les responsabilités. Dès le mois de mai, Nebe, chef de la Kripo et subordonné de Heydrich, avait demandé à l'O. K. W. de lui procurer des uniformes polonais « pour tourner un film » reconstituant une agression polonaise. Les militaires voyaient donc reparaître une demande identique, mais la demande d'armement d'origine et surtout de papiers authentiques ne leur permettait guère d'ignorer qu'il s'agissait de tout autre chose que de cinéma.

Fin août, Naujocks, qui attendait toujours les ordres de Heydrich à Gleiwitz, fut appelé à Oppeln, petite ville de Silésie à soixante-dix kilomètres au nord de Gleiwitz. Müller et Mehlhorn l'y attendaient pour discuter des derniers détails de l'opération. Müller, en tant que chef de la Gestapo, avait été chargé par Heydrich de fournir le « matériel » le plus

important, baptisé par Heydrich du nom de code significatif de « conserves ». Ces « conserves » étaient en réalité une douzaine de condamnés extraits des camps par Müller.

Selon le témoignage de Naujocks à Nuremberg :

« Müller déclara qu'il avait douze ou treize criminels condamnés qui seraient habillés avec des uniformes polonais et qu'on laisserait pour morts sur la place pour montrer qu'ils avaient été tués au cours de l'attaque. Ils devaient, dans ce but, recevoir des injections mortelles d'un médecin au service de Heydrich. Par la suite, ils recevraient aussi des blessures d'armes à feu. Après l'incident, des membres de la presse et d'autres personnes devraient être amenés sur les lieux. Un rapport de police serait alors dressé. Müller me dit qu'il avait un ordre de Heydrich lui disant de mettre l'un de ces criminels à ma disposition pour l'action de Gleiwitz. »

Tout était ainsi réglé dans le moindre détail :

« Le 31 août à midi, je reçus par téléphone, de Heydrich, le mot chiffré pour l'attaque qui devait avoir lieu à 8 heures le soir même. Heydrich dit : « Avant d'exécuter « cette attaque, demandez à Müller les « conserves ». » Je le fis et donnai à Müller des instructions pour amener l'homme auprès de la station de radio. Il était vivant, mais complètement inconscient. J'essayai d'ouvrir ses yeux, je ne pus reconnaître à son regard s'il était vivant, mais seulement à son souffle. » »

Müller avait assuré aux condamnés qu'on s'apprêtait à assassiner qu'en échange de leur participation patriotique à cette action, ils seraient graciés et libérés.

A l'heure dite, l'attaque simulée eut lieu. Comme prévu, le message rédigé par Heydrich fut lu en polonais sur un émetteur de secours, ce qui ne prit que trois ou quatre minutes, puis Naujocks et ses hommes se retirèrent, laissant les « conserves » sur le terrain.

Le lendemain, 1^{er} septembre, alors que les troupes allemandes fondaient en territoire polonais depuis l'aube, Hitler parlant devant le Reichstag énuméra quelques-unes des « violations de frontière » commises par les Polonais (depuis le 23 août les Allemands avaient multiplié les provocations) et mentionna l'incident du poste de Gleiwitz « attaqué par des troupes régulières polonaises ». De son côté, Ribbentrop fit diffuser aux ambassades allemandes à l'étranger un communiqué mentionnant que la Wehrmacht avait été contrainte de passer à l'action pour « riposter » aux attaques polonaises, formule qui fut reprise dans les communiqués de l'O. K. W. Les journaux allemands et certains journaux étrangers relatèrent l'attaque de la station. Il fallut attendre six ans pour connaître la vérité sur cette affaire. Quant aux membres du S. D. qui participèrent à l'opération, le S. S. hauptsturmführer Birckel affirma qu'ils avaient tous été « éliminés », à

l'exception de Naujocks.

Les nazis employèrent souvent des procédés du même ordre et utilisèrent des uniformes et du matériel de leurs adversaires, en violation des règles internationales. Le dernier et le plus extraordinaire exemple fut l'opération Greif, action de commando montée par le S. S. Skorzeny pour appuyer l'offensive désespérée de von Rundstedt dans les Ardennes en décembre 1944. L'opération Greif mit en action plus de trois mille S. S. revêtus d'uniformes américains, dotés de chars Sherman, de camions et de jeeps d'origine, chargés de semer la confusion dans les lignes alliées où ils parvinrent à pénétrer profondément, et d'effectuer les sabotages les plus audacieux.

Cependant, l'opération « Himmler » à Gleiwitz démontra les complicités établies dès cette époque entre les services S. S. et l'armée. On y vit, en effet, participer à la fois le S. D., la Gestapo et l'Abwehr sur l'ordre de l'O. K. W.

Le troisième jour de la guerre, les troupes allemandes ayant déjà conquis une importante portion de territoire polonais — les Panzer entrèrent à Varsovie le 8 — Hitler décida de transporter son quartier général à proximité du front. Trois trains spéciaux aménagés à cet effet franchirent la frontière polonaise dans la région de Kattowitz (dont Gleiwitz est peu éloignée) et circulèrent en Pologne, remontant vers le nord, pour venir s'installer à Zoppot, petit port de l'ancien territoire de Dantzig, qui venait d'être officiellement rattaché au Reich par une loi du 1^{er} septembre. Hitler y demeura jusqu'à la fin de septembre.

Le premier train spécial était celui de Hitler, le second celui de Goering, et le troisième celui de Himmler.

Ainsi, Himmler était un des premiers à pénétrer en Pologne, comme il l'avait été en Autriche et en Tchécoslovaquie. Toujours suivi de son fidèle aide de camp, l'obergruppenführer Wolff, il assistait à toutes les conférences d'état-major importantes et supervisait la mise en place de ses services sur le territoire conquis. Chacun de ses services avait délégué un représentant près de lui. Il y avait là notamment le jeune chef d'une section de « contre-espionnage à l'intérieur », au S. D., Walter Schellenberg. Ce choix n'était pas accidentel car Schellenberg avait été chargé précédemment par Heydrich de mener les négociations avec l'armée pour régler les modalités de l'action des hommes de Himmler sur les arrières immédiats du front. Les commandos spéciaux de la Gestapo et du S. D. pénétrèrent en Pologne après les premières vagues des troupes d'assaut « pour assurer la sécurité des arrières », mais surtout pour commencer l'exécution des mesures fixées

depuis longtemps par Himmler à l'égard de la population polonaise.

Les détachements de la SIPO, composés d'hommes de la Gestapo et du S. D., formèrent un Einsatzgruppe (Groupe de Combat) lui-même subdivisé en Einsatzkommandos. Aucun accord précis écrit n'avait été établi avec l'armée. Les militaires avaient appris dans le détail les mesures prescrites par Hitler pour la liquidation de la Pologne et s'en étaient effrayés. Le bombardement de Varsovie était décidé à l'avance, même s'il n'était pas militairement nécessaire; la population devait être traquée; Hitler avait ordonné le « nettoyage politique » de la Pologne, et les généraux savaient quels excès pareil ordre allait entraîner. Enfin diverses opérations de provocation étaient prévues. Ribbentrop avait notamment informé l'amiral Canaris de l'organisation d'un prétendu « soulèvement » des minorités ukrainiennes contre les Polonais, qui devait permettre d'incendier toutes les fermes et les maisons des Polonais dans ces régions.

Canaris avait averti Keitel des risques que ces machinations comportaient pour l'armée. Certains généraux approuvèrent Canaris quand il s'écria : « Un jour le monde rendra la Wehrmacht, sous les yeux de qui ces événements se sont passés, responsable de telles méthodes. » Sous la pression de ces généraux, Keitel et Brauchitsch présentèrent à Hitler lui-même leurs objections à l'emploi des commandos de Himmler à l'arrière des troupes. Leur sécurité paraissait suffisamment assurée, dirent-ils, et la présence de ces commandos ne se justifiait pas.

À la surprise générale, Hitler leur donna d'abord raison, mais, peu après, revint sur sa décision et transmit à Keitel l'ordre d'accepter la présence des hommes de Himmler. Keitel s'inclina aussitôt, selon son habitude, et informa ses généraux qu'il ne pouvait avoir aucune influence sur le déroulement des événements puisqu'il s'agissait d'un ordre du Führer. Il avalisait ainsi le bombardement de Varsovie et l'exécution de certaines catégories de la population : les intellectuels, la noblesse, le clergé et, naturellement, les Juifs. Les trois premières catégories étaient considérées par Himmler et Heydrich comme dangereuses parce que susceptibles et seules capables d'organiser une résistance intérieure et de s'opposer à la nazification, résistances qui deviendraient beaucoup plus difficiles, sinon impossibles, à une population privée de cadres intellectuels et moraux. Quant aux Juifs, l'ordre de les exterminer en Pologne était le début de la « solution finale ».

Au cours d'une réunion dans le train de Hitler, le général Johannes von Blaskowitz, chargé de l'élaboration d'un plan d'attaque de la Pologne et qui commandait une armée pendant cette campagne, protesta avec énergie et établit un rapport détaillé sur les atrocités commises en Pologne par les S. S. et les Einsatzkommandos contre les Juifs et l'élite polonaise. Il adressa ce rapport directement à Hitler et ne parvint qu'à plonger celui-ci dans une

colère spectaculaire. Ces difficultés amenèrent la conclusion d'accords écrits entre l'O. K. W. et Himmler, pour l'emploi des Einsatzgruppen dans la campagne contre l'U. R. S. S., au cours de laquelle ces détachements devaient dépasser dans leur action les limites de l'horreur.

Les militaires ayant osé protester étaient peu nombreux en ce mois de septembre 1939. Canaris, Blaskowitz, à un moindre degré Brauchitsch, avaient réussi péniblement à manœuvrer Keitel, mais la tentative avait tourné court.

Dans son ensemble, l'armée approuvait et soutenait Hitler. Les généraux espéraient une Blumenkrieg, ce que nous appelons « guerre en dentelles », et les opérations d'Autriche et de Tchécoslovaquie, puis la campagne éclair de Pologne paraissaient leur donner raison. Ils redoutaient de se mesurer aux armées françaises et britanniques, mais Hitler leur affirma que la campagne de France serait tout aussi facile. A l'automne 1939, les généraux occupaient une place éminente dans l'État nazi. Ils cueillaient leurs lauriers à l'est et se préparaient à affronter les démocraties de l'ouest; à l'intérieur, plusieurs d'entre eux tenaient des postes-clés dans l'économie de guerre. L'éloignement des territoires d'opérations, les fonctions qu'ils allaient être amenés à y remplir, paraissaient devoir leur donner une indépendance insolite, les aider à se dégager de la tutelle du Parti et du contrôle de la Gestapo et du S. D.

Face à cette situation dont l'évolution pouvait être dangereuse pour lui, quelle était l'attitude de Himmler et de la Gestapo?

Tout d'abord, un certain nombre de précautions avaient été prises pour limiter l'autonomie des militaires. Par exemple, la plus grande partie des transports de l'armée étaient confiés à la N. S. K., le corps motorisé du Parti. Sans ses camions, ses motocyclistes et ses conducteurs, l'armée était incapable d'assurer seule de façon satisfaisante son ravitaillement. Le Parti a ainsi conservé un moyen facile de contrôler les militaires et, éventuellement, de contrarier leurs mouvements.

D'autre part, à la demande de Himmler, et contrairement aux usages, les militaires n'eurent jamais les pouvoirs de police ni en Tchécoslovaquie ni en Pologne. Ces pouvoirs avaient été assumés dès l'abord par les services de Himmler en Tchécoslovaquie comme ils l'avaient été en Autriche. En Pologne, ils le furent dès que les opérations purement militaires cessèrent, et à mesure de l'avance des troupes.

L'apparition d'agents du S. D. et de la Gestapo groupés en Einsatzkommandos, immédiatement derrière les troupes combattantes, pendant le déroulement des opérations, était une nouveauté et une « initiative hardie » de Himmler. Cette création, qui faisait agir ensemble des agents de ses deux principaux services, reflétait l'importante transformation

qui était en train de s'accomplir ¹.

Depuis que Himmler était devenu chef suprême de tous les services de police d'Allemagne le 17 juin 1936, un certain nombre de transformations s'étaient effectuées. Le 28 août 1936, une circulaire avait stipulé qu'à partir du 1^{er} octobre suivant les services de police politique des länders porteront tous le nom de Geheime Staatspolizei (Gestapo) et les services régionaux le nom de Staatspolizei (Stapo). Cette uniformité d'appellation et la subordination qu'elle sous-entend complétaient l'unification entreprise depuis trois ans. Le 20 septembre, une circulaire signée cette fois par Frick, ministre de l'Intérieur, auquel l'ensemble des services de police était théoriquement rattaché, avait ordonné que le service central de la Gestapo, à Berlin, fût désormais chargé du contrôle de l'activité des chefs des services de police politique dans tous les états.

Pour renforcer les moyens d'action et augmenter la rapidité de la répression, Frick avait signé le 25 janvier 1938 un ordre qui confiait l'initiative et le pouvoir des internements de protection à la Gestapo elle-même. Jusqu'alors les services de la Gestapo se bornaient à appliquer les arrêtés établis sur sa proposition par le ministère de l'Intérieur. Désormais ce faible contrôle disparaissait. « L'internement de protection, dit l'ordre de Frick, peut être décrété par la Police secrète d'État comme mesure de coercition contre ceux qui mettent en danger la sécurité du peuple et de l'État par leur attitude, ceci afin de briser tout élan des ennemis du peuple et de l'État. »

Ces ordres d'internement ne pouvaient pas être discutés. Aucune instance administrative ou judiciaire n'avait été prévue, et nous avons vu que défense avait été faite aux tribunaux de s'occuper des affaires de la Gestapo. Afin que l'intéressé lui-même en soit bien informé, l'ordre d'internement qui lui était remis pour notification comportait en haut la mention suivante : « La personne arrêtée n'a pas le droit de faire appel contre le décret d'internement de protection. » Ensuite de quoi venait l'indication du motif de l'internement. Il tenait le plus souvent en quelques mots. Par exemple : « Soupçonné d'activités nuisibles à l'État » ou « Est fortement soupçonné d'aider les déserteurs » ou encore : « Étant parent d'un déserteur (ou d'un émigré) est susceptible de mettre à profit toute occasion de nuire au Reich s'il est mis en liberté. »

L'ordre de Frick du 25 janvier, puis un décret du 14 septembre 1938 avaient incité les organisations du N. S. D. A. P. à collaborer avec les services de la Gestapo auxquels le Führer avait donné « mission de surveiller et d'éliminer tous les ennemis du Parti et de l'État national-socialiste, ainsi que toutes les forces de désagrégation dirigées contre eux ».

La Gestapo avait donc totalement et définitivement assis sa puissance. Tous les fonctionnaires s'y trouvant rattachés étaient devenus fonctionnaires du Reich. Les services de Heydrich répartis à travers l'Allemagne comprenaient désormais :

— 57 services régionaux de Gestapo, divisés en :

— 21 Stapo Leitstellen (postes principaux),

— 36 Stapo Stellen (postes).

La Kripo, qui depuis 1936 formait avec la Gestapo l'ensemble baptisé SIPO, disposait de :

— 66 services régionaux, divisés en :

— 20 Kriminal Polizeileitstellen (postes principaux),

— 46 Kriminal Polizeistellen (postes).

Heydrich, qui dirigeait le tout, avait tout lieu d'être satisfait. Cependant, bien que chef de la SIPO, il dirigeait toujours son service d'origine, le S. D., et avait eu quelques déboires administratifs. Malgré tous ses efforts, le S. D. demeurait un service du Parti. Le 11 novembre 1938 avait enfin paru le décret qui faisait du S. D. le Service de renseignement pour le Parti et l'État. Sa tâche principale était d'assister la police de Sûreté (SIPO = Gestapo + Kripo). Entre-temps, sous la férule de Heydrich, qui avait pris pour modèle *l'Intelligence Service* britannique, le S. D. avait évolué au point d'être devenu beaucoup plus un service de renseignements politiques, et particulièrement d'espionnage, qu'un organisme auxiliaire de police.

Lorsque la guerre éclata, le S. D. était donc habilité comme service d'information de l'État mais il était demeuré organisme du Parti. Il le restera jusqu'à la fin. Cependant, la « frontière » administrative qui le séparait des autres services de Himmler était telle qu'elle créait sans cesse des difficultés, malgré l'unité de direction Himmler-Heydrich. La création des Einsatzkommandos à composition mixte, pour la campagne de Pologne, avait mis ces difficultés en lumière. Aussi, Himmler prit-il une décision capitale au cours de l'été : la création d'un organisme nouveau auquel le décret du 27 septembre 1939 donnait existence officielle. Par ce texte, le reichsführer S. S. regroupait les principaux de ses services sous la dénomination de Reichssicherheitshauptamt (Office central de sécurité du Reich) qui sera plus connu sous ses initiales R. S. H. A. Cette création correspondait à une idée exprimée par Himmler dès 1936 : la nécessité de constituer un « corps de protection de l'État ».

Les services d'enquêtes, de recherches, de documentation criminelle et politique se trouvèrent ainsi réunis dans un même ensemble. Le premier résultat de cette mesure fut d'accentuer encore le contrôle de la direction centrale S. S. sur l'ensemble des services de police car le R. S. H. A. fut

considéré, dès sa création, comme un service du gouvernement, faisant partie du ministère de l'Intérieur, et comme l'un des principaux services S. S. rattaché au commandement suprême des S. S. Cette double appartenance était encore renforcée par l'unité de commandement. Cet imbroglio administratif était bien dans le style nazi. Le Dr Best s'efforçait de l'expliquer dans un jargon pseudo-juridique, qui vaut d'être cité :

« Les S. S. et la Police forment donc une unité, à la fois dans leur structure et dans leur activité, sans que leur organisation personnelle ait perdu son caractère propre et sa place parmi les autres branches importantes du Parti et de l'administration d'État qui, à des points de vue différents, sont de même nature. »

Le jour même de la création du R. S. H. A., un autre décret nommait les chefs des services, en confirmant les anciens chefs dans leurs fonctions, Heydrich devenant lui-même chef du R. S. H. A.

Du point de vue légal, cet amalgame était un non-sens. L'appellation R. S. H. A. constitua une sorte de camouflage qui dispensait d'employer le nom trop connu de Gestapo. C'est pour la même raison que les agents et fonctionnaires dépendant du R. S. H. A. portèrent sur la manche de leur uniforme la bande distinctive S. D., même s'ils appartenaient à la Gestapo ou à la Kripo. Cet insigne signifiait seulement que l'agent appartenait à la formation spéciale S. D. de la S. S., formation à laquelle le personnel du R. S. H. A., entièrement intégré à la S. S., avait été rattaché en bloc.

Le R. S. H. A. ² était une gigantesque machine policière conçue pour centraliser les informations, pour capter la moindre rumeur hostile et l'amener, amplifiée et expliquée, jusqu'à l'oreille du grand maître de la machine, le reichsführer S. S. Heinrich Himmler. Dans l'autre sens du circuit, la machine devait répercuter à tous les échelons le plus petit désir du maître, transmettre ses ordres jusqu'aux points les plus reculés du monde nazi et assurer leur exécution rapide.

Dans la pratique, le R. S. H. A. se révéla une machine peu maniable. Le compartimentage excessif, le cloisonnement imposé par les règles du secret lui ôtèrent beaucoup d'efficacité. D'autre part, la séparation entre le renseignement et l'exécution, le fait que les informations passaient par une série d'échelons successifs avant d'arriver à l'utilisateur, faussaient l'optique des responsables. Les groupes chargés d'établir les synthèses d'ensemble à partir de la masse de renseignements recueillis à la base étaient composés de bureaucrates sans contact avec la réalité. Dans leurs mains, la matière même des rapports était progressivement dépouillée de tous ses éléments les plus vivants. Il ne parvenait plus au sommet que des synthèses vidées de toute substance; elles n'avaient, bien souvent, plus aucun rapport avec la vérité. Cette conception du travail de police, trop bureaucratique, fut à la source de nombreuses erreurs commises par les services allemands, et de

l'inefficacité d'un grand nombre de mesures, même parmi les plus féroces. Paradoxalement, la « sur-organisation » du R. S. H. A. fut cause de ses échecs.

La complexité de l'organisation du R. S. H. A. fit apparaître la nécessité d'une formation spéciale de tous les agents y travaillant. Une circulaire de Heydrich, parue le 18 mai 1940, prescrivit que les jeunes agents entrant au R. S. H. A. devaient effectuer des stages dans les différents services. Le jeune nazi frais émoulu des S. S. ou sortant d'une université avec ses diplômes de droit faisait donc trois stages successifs : quatre mois à la Kripo où il apprenait les éléments de base du travail policier ainsi que les premières notions scientifiques; trois mois au S. D. et trois mois à la Gestapo. Il acquérait une vue d'ensemble du fonctionnement des services actifs et savait ce qu'il fallait attendre du service voisin. Il était ensuite affecté, selon ses dispositions personnelles et les besoins du service, à l'un des sept *Ämter*, c'est-à-dire l'un des sept bureaux en lesquels était divisé le R. S. H. A.

La Gestapo constituait l'amt IV du R. S. H. A.

Le R. S. H. A. étendit ses activités sur les pays occupés ou annexés. Les services installés dans ces pays étaient calqués sur les services actifs de l'organisation centrale dont ils reproduisaient, à une moindre échelle, les rouages. C'est sous ce visage que la Gestapo fut connue dans l'Europe presque entière.

Ce n'est ni par hasard ni parce que son nom était plus chargé de puissance évocatrice, que la Gestapo acquit une renommée dépassant celle des autres organismes du R. S. H. A. et du R. S. H. A. lui-même³, pratiquement inconnu du grand public. La Gestapo fut le seul instrument exécutif de l'ensemble, l'organisme principal, le plus redoutable, le pivot de la machine, autour duquel les autres pièces s'articulaient. C'est en elle que les travaux de documentation, les synthèses, les renseignements de toutes natures, les statistiques, les études « scientifiques » et « méthodologiques » poursuivies par les autres *Ämter* trouvaient leur raison d'être et leur finalité. C'est là que les statistiques, les listes élaborées ailleurs se muaient en une masse d'hommes qu'il fallait traquer comme un gibier, pendre, torturer, réduire en esclavage ou anéantir. Quoi de plus normal si ces trois syllabes se sont ainsi chargées de sang, de cris et de larmes plus qu'aucun autre nom ne l'avait jamais été dans l'histoire des hommes?

A l'époque de son activité la plus intense, c'est-à-dire au printemps de 1944, les services extérieurs comprenaient 25 postes principaux, 65 postes, et des « antennes » dans 300 postes principaux et 850 commissariats de la police des frontières (*Grenz-polizei*). Au procès de Nuremberg,

Kaltenbrunner, successeur de Heydrich et dernier chef du R. S. H. A., a reconnu que le personnel de la Gestapo devait atteindre, à la fin de 1944, 35 000 à 40 000 membres « permanents », alors que l'accusation avançait le chiffre de 45 000 à 50 000 membres ⁴, en indiquant une répartition approximative de leur origine. Ce chiffre paraît devoir être retenu comme exact car la Gestapo absorba pendant le second semestre 1944 un certain nombre de services dépendant jusqu'alors d'autres organisations.

Lors de la création du R. S. H. A., la Gestapo avait déjà intégré certains éléments du S. D. Cette politique fut poursuivie par Müller avec l'appui de Heydrich et de Himmler. Fin 1941 et début 1942, Müller désirait étendre le champ d'action de ses agents aux pays étrangers non occupés et, sous le prétexte de faciliter le travail de contre-espionnage, revendiqua les attributions du S. D.-Ausland. Son plan échoua. Il obtint cependant le droit de correspondre directement avec les « attachés de police » officiels ou clandestins installés à l'étranger, de leur demander des informations, de leur adresser des directives sans passer par l'intermédiaire de l'*amt VI*. (S. D. Ausland).

Pour assurer sa prédominance et son contrôle, la Gestapo avait fourni, au début de la guerre, les cadres nécessaires à la constitution de la Geheime Feld Polizei (G. F. P.), police secrète de campagne, placée sous la direction de l'O. K. W. Par la suite, et sans doute avec l'aide des hommes qu'il y avait ainsi introduits, Heydrich parvint à absorber pratiquement la G. F. P. dans les pays occupés quand 5 000 membres de la G. F. P. furent mutés à la Gestapo. Les agents de la Gestapo « d'origine » atteignaient à eux seuls le chiffre de 32 000.

Le 1^{er} octobre 1944, un ordre de Himmler fit passer sous la direction de la Gestapo les agents de la police douanière des frontières (Zollgrenzschutz) jusqu'alors dépendant du ministère des Finances. La police des frontières proprement dite (Grenzpolizei) était incorporée depuis longtemps. Cette mainmise sur les douaniers ⁵ est un exemple de la « boulimie » administrative des chefs de la Gestapo. L'absorption d'une partie des services de l'Abwehr fin 1944 fut au contraire importante et l'aurait été bien davantage si le régime nazi ne s'était effondré quelques mois plus tard. Cette annexion marqua la fin de la lutte de prérogative menée par les nazis contre l'Abwehr.

Pour s'assurer le contrôle du moindre de ses agents, Himmler signa au début de 1940 un ordre en vertu duquel toute la police allemande fut mise en affectation spéciale pour la durée de la guerre et placée sous la juridiction S. S. Cette décision avait pour effet de soustraire à la compétence des tribunaux toute enquête mettant en cause un agent des services de police. Ces enquêtes et les décisions judiciaires pouvant en découler furent du ressort exclusif d'un organisme spécial de la direction S. S.

S. De cette façon, tout contrôle devint impossible et Himmler, en tant que chef suprême des S. S., put faire régner l'arbitraire à l'intérieur de ses services puisque les enquêtes étaient ordonnées ou non selon son bon plaisir, qu'il pouvait les arrêter avant leur conclusion, peser sur les jugements, les casser, en interdire l'exécution, gracier les coupables ou au contraire les accabler de sa rigueur. Au début de 1940, Himmler avait donc achevé la mise au point du redoutable instrument qu'il avait forgé six années plus tôt. Cet instrument allait avoir, grâce à la guerre, un champ d'action à sa mesure.

1 Des *Einsatzkommandos* de même composition avaient été constitués pour l'entrée en Tchécoslovaquie. Leur rôle y fut différent et limité dans le temps, leur dissolution ayant été prononcée dès l'installation d'un service de SIPO à Prague.

2 Voir le schéma de l'organisation du R. S. H. A. dans les documents annexes.

3 Le siège du service central du R. S. H. A. fut installé 8, Prinz Albrechtstrasse, dans les locaux occupés par la Gestapo.

4 Ces chiffres ne comprennent ni les indicateurs, bénévoles ou rétribués, ni les « auxiliaires » recrutés dans les pays occupés. Il faut tenir compte également de l'importance des sociétés de toutes natures dans lesquelles la Gestapo entretenait des agents.

5 La moitié de ses 54 000 agents continuèrent à être payés par le ministère des Finances, et peu de jours avant la fin de la guerre ils y furent réintégrés en totalité. Ils ne jouèrent pratiquement aucun rôle.

Quatrième partie:

La Gestapo dans la guerre. 1940.

1.

En Pologne.

Au cours de l'hiver 1941-1942, alors que les troupes S. S. procédaient à une « épuration » de la population civile (c'est-à-dire à son extermination) dans les régions de l'U. R. S. S. momentanément occupées, Himmler prononça devant un groupe d'officiers S. S. un discours destiné à leur « remonter le moral », un peu troublé par une accumulation d'horreurs qu'eux-mêmes ne supportaient plus qu'avec difficulté :

« Très souvent, dit-il, les membres des Waffen-S. S. pensent à la déportation des gens vivant ici. Ces pensées me sont venues alors que je contemplais le travail difficile exécuté ici par la police de sûreté assistée de vos hommes qui les aident beaucoup. La même chose s'est produite en Pologne à une température de 40° au-dessous de zéro, là où nous devons transporter des milliers, des dizaines et des centaines de milliers de personnes, où nous avons dû avoir la cruauté — vous devez entendre cela, mais aussi l'oublier immédiatement — de fusiller des milliers de Polonais de marque. »

La Pologne avait été le banc d'essai des méthodes nazies. C'est là, dans les villes et les villages de ce malheureux « gouvernement général » placé sous l'autorité du sanguinaire Frank, que furent mis au point les procédés grâce auxquels l'Europe entière allait bientôt être décimée.

Le 7 octobre 1939, alors que la conquête de la Pologne était à peine achevée, Hitler avait signé un décret qui, contresigné par Goering et Keitel, nommait Himmler « commissaire du Reich pour l'affirmation de la race allemande » et le chargeait de la « germanisation » de la Pologne.

Selon les termes de ce décret, le Reichsführer S. S. était chargé de ramener dans le Reich les Allemands de race des pays étrangers, « d'éliminer l'influence néfaste des parties étrangères de la population présentant un danger pour le Reich et pour la communauté du peuple allemand », et de former de nouvelles colonies allemandes. Pour mener sa tâche à bien, le choix des moyens et la liberté la plus entière lui étaient laissés. Himmler traduisit immédiatement ces directives générales :

« Il n'est pas de notre devoir, dit-il, de germaniser l'Est dans le vieux sens

du terme, c'est-à-dire d'enseigner au peuple de là-bas la langue et la loi allemandes, mais de veiller à ce que seul le peuple allemand de sang pur vive dans l'Est. » C'était la conséquence naturelle des « principes S. S. » du sang. « Le nettoyage des races étrangères hors des territoires incorporés est l'un des buts essentiels à accomplir dans l'Est allemand. »

Afin d'accélérer cette « germanisation » d'un caractère nouveau, Himmler ordonna des mesures propres à « empêcher l'accroissement de l'élite intellectuelle polonaise », fit distribuer les terres libérées par la disparition des fermiers polonais à des Allemands de race et, pour récupérer les « très bons types raciaux » qui pouvaient être découverts « dans un tel mélange de races », déclara froidement : « Je pense qu'il est de notre devoir de prendre chez nous leurs enfants, de les éloigner de leur entourage, si c'est nécessaire en les volant ou en les kidnappant. Ou bien nous gagnerons du bon sang que nous pourrons utiliser nous-mêmes et nous lui donnerons une place au sein de notre peuple, ou bien, Messieurs, peut-être estimerez-vous que c'est cruel mais la nature elle-même est cruelle, nous détruirons ce sang. »

C'est ainsi que les Polonais et les Juifs se virent expropriés, dépouillés de leurs biens, privés de leurs maisons et de leurs terres. Celles-ci étaient alors remises à des « colons » qui étaient des « Allemands de race » vivant alors à l'étranger et ramenés en Allemagne. Les expropriés étaient dirigés sur un camp de concentration s'ils étaient Juifs ou classés parmi les opposants possibles, ou encore, dans les cas moins défavorables, envoyés en Allemagne dans les usines d'armement ou comme ouvriers agricoles, parfois même contraints de travailler sur leurs anciennes terres comme serfs de leurs spoliateurs.

Par décret du 12 décembre 1940, Himmler créa le « registre racial ». Devaient y être inscrits : 1° les Allemands de race ayant eu une activité politique dans un organisme nazi; 2° les Allemands de race n'ayant pas eu d'activité politique; 3° les descendants d'Allemands de race ou les personnes mariées avec un Allemand de race; 4° les descendants d'Allemands absorbés par la nation polonaise, « polonisés » et considérés comme renégats. Ces derniers devaient subir un traitement de rééducation en vue de les « regermaniser ». Les réfractaires à ce traitement ainsi que les personnes n'ayant pas demandé leur inscription sur le registre racial étaient signalés à la Gestapo et envoyés dans un camp de concentration.

L'exécution matérielle de toutes ces mesures de « germanisation » et de colonisation fut confiée au chef du R. S. H. A., Heydrich. Le R. S. H. A. organisa et exécuta les expropriations, les évacuations, le transport des expulsés en Allemagne et celui des colons dans les terres « libérées » de la Pologne annexée ou du « gouvernement général » placé sous la fêrule du gouverneur Hans Frank.

« Nous devons exterminer les Juifs là où nous les trouvons et chaque fois que c'est possible », disait Frank. C'est pour y parvenir plus facilement que fut ouvert dès juin 1940 le camp d'extermination (Vernichtungslager) d'Auschwitz, près de Cracovie. Là, au milieu de marais insalubres, des millions de Juifs furent exterminés au cours des cinq années qui suivirent.

Peu après Auschwitz, deux autres camps furent ouverts à Maidanek et à Treblinka. Treblinka servit de prototype aux camps d'extermination créés par la suite.

Au bout d'un an, le R. S. H. A. exécutant les directives de Himmler avait chassé de la partie de la Pologne annexée par le Reich 1 500 000 paysans polonais ou juifs et les avait envoyés dans le gouvernement général où leur situation fut intenable. A la fin de mai 1943, les expropriations atteignirent le total de 702 760 propriétés groupant 6 367 971 hectares. Encore ce total ne comprenait-il que les expropriations faites par les « services » de Dantzig, de Prusse occidentale, de Poznan, Zichenau et de Silésie, dont les rapports ont été retrouvés. Sur ces terres, moins de 500 000 Allemands de race furent installés, soit un tiers des Polonais expropriés. Le Volksdeutsche Mittelstelle, qui avait ouvert un nouveau service placé sous le contrôle de Himmler, participait à l'entreprise ainsi qu'un « Centre d'Immigration » installé près de la direction des services de police et des S. S.

Les Polonais envoyés en Allemagne furent réduits à la condition d'esclaves. Pour la première fois, les théories de Himmler sur le fonctionnement du Reich futur furent mises en application sous la surveillance de la Gestapo.

Les Polonais employés comme ouvriers agricoles furent soumis à un règlement en quinze points. Tout d'abord, le règlement précise : « En principe, les ouvriers agricoles de nationalité polonaise n'ont pas le droit de se plaindre; par conséquent aucune réclamation ne sera plus admise par une administration officielle quelconque. » Ainsi livrés à l'arbitraire absolu de leurs « maîtres », les esclaves polonais n'avaient pas le droit de quitter la localité où ils travaillaient. Ils étaient soumis au couvre-feu de 20 heures à 6 heures du matin en hiver, et de 21 heures à 5 heures du matin en été. Ils n'avaient pas le droit d'utiliser de bicyclettes, sauf pour se rendre à leur lieu de travail et sur l'ordre de leur employeur. Il leur était interdit d'entrer dans les églises ou les temples, dans les cinémas, les théâtres ou les lieux de manifestations culturelles et dans les restaurants. Ils n'avaient pas le droit d'avoir des relations sexuelles avec des femmes ou des jeunes filles, quelles qu'elles fussent. Ils n'avaient pas le droit de se réunir, pas le droit d'emprunter un transport quelconque, chemin de fer, autobus, etc. Il leur était strictement interdit de changer d'employeur. Par contre, celui-ci avait le droit de leur infliger des châtiments corporels « si les instructions et les bonnes paroles échouent ». Dans ce cas, l'employeur n'avait aucun compte à

rendre et ne pouvait « être tenu pour responsable devant l'administration ». Il était de plus conseillé de tenir les ouvriers polonais éloignés de leurs familles. Tout « crime » commis par un ouvrier polonais devait être immédiatement signalé par son employeur, sous peine de sanctions graves contre celui-ci. Et par « crime » il faut entendre le « sabotage », le ralentissement ou la mauvaise volonté au travail, le comportement « insolent ». Des châtimens sévères étaient prévus contre les employeurs qui « ne respectent pas la distance qui doit être nécessairement maintenue entre lui et les ouvriers agricoles de nationalité polonaise. La même règle s'applique aux femmes et aux jeunes filles. L'octroi de rations supplémentaires est strictement interdit ».

Les femmes polonaises furent placées comme domestiques dans les familles allemandes, les membres du N. S. D. A. P. ayant priorité pour obtenir une de ces servantes gratuites. Ces malheureuses, réduites en esclavage, pour « apporter un soulagement sensible à la ménagère allemande (...) afin d'éviter que sa santé soit plus tard compromise », furent transplantées au nombre de 400 000 à 500 000. Leur situation était aussi pénible que celle des ouvriers agricoles. « Aucun congé ne peut être réclamé. Les domestiques de l'Est appartenant au sexe féminin ne doivent en principe quitter la maison que pour assurer des tâches domestiques. Toutefois, à titre de récompense, il pourra leur être accordé la possibilité de rester sans travailler hors de la maison pendant trois heures par semaine. Ce congé doit se terminer à la tombée du jour, au plus tard à vingt heures. »

Les interdictions faites aux hommes s'appliquaient aussi à ces malheureuses. « Hors de la maison, la domestique de l'Est doit toujours porter sa carte de travail qui lui sert de laissez-passer personnel. »

On voit que le terme d'esclavage n'est pas exagéré, et l'on a quelque honte à dire que les « employeurs » allemands, apparemment honnêtes citoyens d'un pays de vieille civilisation, s'accommodèrent assez bien de ces règles qui leur livraient d'autres êtres humains sur lesquels ils avaient droit de vie et de mort. Sept années de régime nazi avaient suffi à rendre ces monstruosité admissibles. Il est vrai que les grands industriels allemands allèrent encore beaucoup plus loin dans cette voie.

La Gestapo veillait au respect de ce nouveau code. Alors que des centaines de milliers d'adultes des deux sexes étaient ainsi plongés dans la misère matérielle et morale, que des dizaines de milliers d'enfants subissaient un sort plus dramatique encore (des enfants de huit ans, presque nus et sous-alimentés, furent employés pour traîner des chariots et porter des charges dans certains camps de travail), c'est toujours l'ombre de la Gestapo qui plane sur cette foule.

La « besogne » de la Gestapo fut si « efficace » que Frank, donnant une interview au journaliste Kleist du *Völkischer Beobachter* le 6 février 1940,

put tourner en dérision les mesures de terreur prises par son homologue von Neurath, protecteur de la Bohême-Moravie. Neurath avait fait placarder sur les murs de Tchécoslovaquie des affiches rouges annonçant l'exécution de sept étudiants tchèques. « Si je prescrivais que des affiches soient collées aux murs chaque fois qu'on fusille sept Polonais, ironisa Frank, les forêts de Pologne ne suffiraient pas à la fabrication du papier. »

Frank avait annoncé le 25 janvier 1940 qu'il ferait déporter un million de travailleurs polonais. Pour mener à bien ce programme, la Gestapo organisa des rafles. Elles eurent un tel succès qu'en août 1942, huit cent mille travailleurs polonais avaient été déportés.

Le 10 mai 1940, l'attention mondiale, jusqu'alors encore fixée sur la Pologne, fut orientée sur un autre théâtre d'opérations. Les armées allemandes de l'ouest pénétrant en Hollande, en Belgique, puis en France, devinrent le point de mire des observateurs internationaux. Frank écrivit qu'il fallait « profiter de ce que l'intérêt du monde se concentrait sur le front de l'Ouest pour liquider des milliers de Polonais, en commençant par les représentants principaux de l'*intelligentsia* polonaise ».

Cette extermination avait été décidée dès septembre 1939, mais pour y procéder sans fournir d'arguments à la critique étrangère on avait attendu un moment favorable. On se soucia également de mettre en avant quelques alibis solides.

À la mi-mai, Frank convoqua son secrétaire d'État, Joseph Bühler, et le ministre du Reich Seyss-Inquart pour arrêter les détails de l'opération baptisée « Action A-B » (Ausserordentliche Befriedigungs-Aktion : Action extraordinaire de pacification). Elle fut exécutée sous le prétexte de mettre un terme à une agitation dangereuse pour la sécurité des troupes. Comme toujours, le Führer avait eu huit mois plus tôt « l'intuition » géniale des événements à venir puisqu'il en avait déjà fixé le remède.

L'action A-B fut confiée exclusivement aux représentants du R. S. H. A. en Pologne : Krüger, obergruppenführer S. S. et général de police et Streckenbach, brigadeführer de l'amt I du R. S. H. A., avec l'aide de renforts S. S. venus spécialement d'Allemagne.

Dès le début de novembre 1939, la Gestapo avait arrêté les professeurs de l'Université de Cracovie et les avait emmenés dans les camps de concentration à l'intérieur du Reich. Le nombre d'individus à éliminer au cours de l'action A-B fut considéré comme trop important, et le transfert en Allemagne trop compliqué. On décida donc de simplifier les choses. « Nous n'avons pas besoin de mettre ces éléments dans des camps de

concentration allemands, écrit Frank après la conférence tenue avec Krüger et Streckenbach, car cela entraînerait des difficultés et des rapports épistolaires inopportuns avec la famille. Il vaut mieux liquider ces questions dans le pays même et de la façon la plus simple. »

Les arrestations en masse furent donc effectuées, puis l'on procéda à une sorte de parodie de jugement. Mais il s'agissait d'une justice truquée, l'affaire étant, en réalité, laissée entièrement à l'arbitraire de la Gestapo. Le 30 mai, Frank donna ses dernières instructions :

« Toute tentative faite par les autorités légales pour intervenir dans l'action A-B, entreprise par la police, sera considérée comme une haute trahison envers l'État et les intérêts allemands. (...) La commission des grâces qui se trouve dans mon service n'a pas à s'occuper de ces affaires. L'action A-B doit être menée exclusivement par le chef de la police et des S. S., Krüger, et son organisation. C'est une simple entreprise intérieure de pacification, qui est nécessaire et qui doit se dérouler hors du cadre d'une procédure régulière. »

Ainsi, privés de toute procédure régulière, exclus de toute possibilité de grâce, les intellectuels polonais furent froidement « liquidés » par la Gestapo et les S. S. Quand tout fut achevé, Streckenbach regagna Berlin où l'attendaient ses tâches administratives habituelles. Une cérémonie d'adieu fut organisée pour son départ, Frank y prononça un petit discours ému de remerciements et de félicitations pour le bon travail effectué en commun. On y relève cette terrible phrase :

— « Ce que vous, brigadeführer Streckenbach, et vos hommes avez accompli dans le gouvernement général ne doit pas être oublié; et vous n'avez pas besoin d'en avoir honte. »

Streckenbach et ses hommes ne songeaient pas à « en avoir honte ». Pourquoi faut-il que la plupart des hommes aient « oublié » ces heures d'horreur et ceux qui en furent responsables?

Par la suite, la Gestapo étendit ses pouvoirs. Un décret signé le 2 octobre 1943 par Frank lui donna la possibilité de légaliser les pires exactions. A cette date, plus de 17 000 Polonais avaient déjà été fusillés comme otages, c'est-à-dire sans aucun jugement, ce que Frank commentait ainsi : « Nous ne devons pas nous attendre quand nous apprenons que 17 000 personnes ont été fusillées. Ces personnes sont aussi des victimes de la guerre. » Mais la « propagande étrangère » faisait grand bruit autour de ces exécutions d'otages et l'on trouva un moyen pour tourner la difficulté. Plutôt que de changer de procédés, on bannit le nom « d'otage » du vocabulaire officiel et on légalisa ces assassinats en créant, par le décret du 2 octobre 1943, les « Stangericht », tribunaux d'exception composés exclusivement de membres de la Gestapo. Le § 4 du décret précise : « Les tribunaux d'exception de la

police de sûreté doivent être composés d'un führer S. S. appartenant au service du commandant de la Police de la Sûreté et du S. D. et de deux autres membres du même service. » Le § 6 précisait : « Les jugements des tribunaux d'exception de la police de sûreté sont exécutoires sur-le-champ. »

Ainsi la Gestapo pouvait agir avec le maximum de célérité. Elle recherchait les ennemis du régime, les arrêtait, les jugeait et les exécutait, sans aucun contrôle extérieur. Dès la parution du décret, des centaines de Polonais détenus dans les geôles de Cracovie furent « jugés » et exécutés.

Pendant que la Gestapo et le S. D. faisaient régner la terreur en Pologne, Heydrich ne négligeait pas les autres tâches de ses services.

L'agitation qui avait atteint certains milieux de l'armée au moment des préparatifs d'agression de la Tchécoslovaquie n'avait pu échapper aux innombrables antennes du S. D.

Le S. D. avait eu vent du voyage de Kleist à Londres en août 1938, sans pouvoir préciser la personnalité de l'émissaire des conjurés, ni la nature exacte de sa mission. On savait pourtant, chez Himmler, que l'émissaire avait rapporté une lettre de Churchill, mais l'enquête n'avait pu progresser davantage. En août 1939, lors des préparatifs pour l'attaque de la Pologne, les militaires inquiets s'étaient de nouveau agités, sans dépasser le stade des velléités. Himmler et Heydrich résolurent de tirer cela au clair et de rechercher quelles liaisons pouvaient exister entre cette opposition latente et les services anglais. Les enquêtes menées en Allemagne ne donnant pas de résultats, on résolut de remonter la filière dans l'autre sens, c'est-à-dire chez les Anglais eux-mêmes.

Himmler et Heydrich choisirent pour cette mission délicate deux « espoirs » du S. D., deux jeunes gens brillants et doués, Walter Schellenberg et Helmut Knochen. Tous les deux étaient de ces universitaires impécunieux que le Parti s'efforçait d'utiliser. Heydrich avait senti qu'il fallait, pour réussir un contact sérieux avec les Anglais, des gens aux manières policées, parlant un anglais correct, et de préférence même raffiné, et capables de déjouer les pièges qui ne manqueraient pas de leur être tendus aux détours de la conversation. La suite de l'aventure montre que son choix fut excellent.

Le jeune Knochen venait précisément d'être affecté à l'amt VI (S. D. extérieur) où il avait été chargé de créer de nouveaux réseaux de renseignement à l'étranger. Il s'efforçait de déceler quels étaient les exilés allemands que leur situation difficile pourrait rendre sensibles à des offres « intéressantes ». Knochen connaissait ce milieu car il avait précédemment été chargé de l'étude et de la surveillance des émigrés et des journaux que ceux-ci publiaient un peu partout. Il put ainsi recruter un certain Franz

Fischer, docteur en sciences économiques, qui vivait péniblement à Paris. Peut-être à la demande du S. D., Fischer s'était installé en Hollande où il devint agent du S. D. Il put prendre contact avec les milieux britanniques de Hollande et bientôt avec des agents de l'Intelligence Service qui prospectaient les cercles des émigrés allemands. Knochen fit appeler Fischer à la frontière hollandaise et lui demanda de proposer aux Anglais d'établir un contact avec un représentant d'un groupe d'opposition constitué parmi les généraux et les officiers allemands.

Au milieu d'octobre, Fischer avait obtenu l'accord des Anglais. La campagne de Pologne était virtuellement terminée et les Alliés attendaient un choc imminent à l'Ouest. Toute information sur une faille possible au sein du corps militaire allemand pouvait donc être extrêmement précieuse pour eux. L'Intelligence Service ignorait que Fischer était ce qu'on appelle un « double » dans l'argot des services de renseignements, et qu'il était « manipulé » par le S. D. de Düsseldorf.

Les dispositions préliminaires étant achevées, Schellenberg vint relayer Knochen pour la prise de contact direct.

« L'homme de confiance » Fischer put organiser une première rencontre qui eut lieu le 21 octobre dans la petite ville hollandaise de Zutphen. Schellenberg avait emprunté l'identité du capitaine Schaemmel, du service des transports de l'O. K. W. Cet officier existait réellement; les agents de l'I. S. pouvaient le contrôler sur les annuaires de l'armée allemande que leur service possédait. Par mesure de précaution, le véritable Schaemmel avait été envoyé en mission dans l'Est. Schellenberg, alias « Schaemmel », parvint à inspirer confiance aux Anglais, le major Stevens, le capitaine Payne Best et le lieutenant Coppens. Plusieurs contacts eurent lieu en Hollande, où Schellenberg accompagna ses interlocuteurs à Arnhem et à La Haye.

Au cours d'un de ses voyages, Schellenberg se fit accompagner d'un monsieur d'allure fort respectable, qu'il présenta comme le « général » chef du groupe de résistance de la Wehrmacht. Le général, cultivé, distingué, brillant causeur, fit la meilleure impression sur les agents anglais. Schellenberg avait confié ce difficile rôle de composition à un « amateur », le Dr de Crinis, psychiatre berlinois réputé.

Un voyage rapide à Londres, par avion spécial, fut même envisagé. Entre chacun de ses voyages, Schellenberg retournait à son Q. G. de Düsseldorf pour informer Berlin de la marche de l'affaire. Le 31 octobre, au cours d'un voyage à La Haye, le faux Schaemmel reçut un poste de radio émetteur-récepteur qui devait lui permettre de communiquer régulièrement avec les agents de l'I. S. en Hollande, ainsi qu'un accréditif spécial lui permettant d'appeler un numéro de téléphone secret à La Haye. La partie paraissait donc favorablement engagée, et Schellenberg pouvait espérer atteindre ses

deux objectifs : « intoxiquer » les services anglais en leur communiquant de faux renseignements ou des documents apocryphes, et parvenir au contact du noyau oppositionnel militaire. Une nouvelle rencontre eut lieu le 7 novembre, toujours en Hollande, et un rendez-vous fut fixé pour le lendemain.

L'après-midi du 8, un « détachement spécial » de douze S. S. arriva à Düsseldorf, envoyé sur ordre de Himmler pour assurer la « protection » de Schellenberg. Le détachement était placé sous les ordres de Naujocks, dont l'efficacité avait été appréciée lors de la fausse attaque polonaise du poste émetteur de Gleiwitz.

Le même soir, vers 21 h.30, Hitler prenait la parole au *Bürgerbräukeller*, à Munich, pour commémorer, comme chaque année, le souvenir des « héros du 9 novembre », les victimes du putsch raté de 1923 qui avait débuté dans cette même salle de brasserie.

Exceptionnellement, ni Gœring ni Himmler n'assistaient à cette soirée commémorative. Hitler prononça un discours anormalement court et quitta brusquement la brasserie, après avoir fini de parler, alors qu'à l'ordinaire il s'y attardait, conversant familièrement avec les « vieux combattants » du Parti.

Quelques minutes plus tard, dix à douze minutes selon les témoins, une formidable explosion détruisait à demi la salle, faisant sept morts et soixante-trois blessés. Si Hitler n'était pas sorti à temps, il eût été tué car la bombe était dissimulée dans une colonne située derrière lui, au centre de la salle, à l'endroit où il se plaçait toujours pour parler.

Une heure plus tard, Himmler appelait par téléphone Schellenberg à Düsseldorf, l'informait de l'attentat et lui donnait l'ordre d'enlever les trois agents anglais qu'il devait rencontrer le lendemain à Venlo, petite ville frontière hollandaise située à une soixantaine de kilomètres de Düsseldorf. Le détachement spécial S. S. devait l'assister dans sa tâche. Telle fut la version présentée par Schellenberg. Elle semble très suspecte. Un fait éclaire la préméditation de l'enlèvement et de l'attentat de Munich lui-même, c'est l'arrivée du détachement S. S. à Düsseldorf quelques heures *avant* l'éclatement de la bombe de Munich. Schellenberg n'avait nullement besoin d'une protection le 8 novembre, alors qu'il avait réussi à gagner la confiance des agents de l' I. S. Ce détachement, composé de douze S. S. entraînés pour les opérations de commando et placé sous les ordres de Naujocks, spécialiste des coups audacieux, ne ressemble pas à un groupe de protection, mais bien à un commando spécial. D'autre part, les rendez-vous de Schellenberg étaient toujours fixés en Hollande et l'amenaient souvent très loin en territoire hollandais; on voit mal comment Naujocks et ses douze S. S. auraient pu assurer sa protection.

Le 9 novembre, dans l'après-midi, Schellenberg attendait les agents de l'I. S., dans un café situé près de la frontière, à Venlo. Au moment où les Anglais ouvraient la portière de leur auto, une grosse Buick, une voiture pleine de S. S. fonça au travers de la barrière-frontière et pénétra en Hollande. Naujocks et ses hommes ouvrirent le feu sur la Buick. Les Anglais ripostèrent, le lieutenant Coppens, atteint, s'effondra. Naujocks et l'un de ses hommes, Goetsch, se précipitèrent sur la Buick et en sortirent Best, Stevens et le blessé, « comme des bottes de foin », ainsi que l'écrivit plus tard Schellenberg.

Des S. S. sautèrent dans la Buick et firent marche arrière vers la frontière, couvrant par une fusillade nourrie la retraite de la voiture contenant les trois prisonniers. Le rapt, ou plutôt le « kidnapping », car il s'agissait réellement d'un « coup » digne de gangsters, n'avait duré que quelques minutes ². Il présentait le risque de graves complications diplomatiques, car il avait nécessité une violation de la frontière hollandaise et une agression à main armée; le crime lui-même avait été commis en Hollande, enfin le lieutenant Coppens, blessé, mourut quelques heures plus tard à l'hôpital de Düsseldorf et fut identifié, grâce à ses papiers, comme étant en réalité le lieutenant Klop, des services de renseignements hollandais.

Ces risques n'étaient pas justifiés pour une capture aussi mince. Mais Hitler et Himmler avaient en vue une utilisation plus « rentable » des prisonniers.

Le 10, un ébéniste munichois nommé Elser fut arrêté au village de Kreuzlingen près de Constance, au moment où il s'apprêtait à passer en Suisse. Il fut trouvé porteur d'une carte postale représentant l'intérieur du Bürgerbräukeller. Une croix avait été tracée à l'encre sur la colonne dans laquelle était placée la bombe. Ramené à Berlin, Elser fut longuement interrogé à la Prinz Albrechtstrasse où Best et Stevens avaient également été conduits. Heydrich, Müller et Schellenberg dirigeaient les interrogatoires. Elser ne fit que peu de difficultés pour reconnaître qu'il était l'auteur de l'attentat. Il était même très fier d'avoir réussi à construire un engin explosif dont le mécanisme de retardement permettait de régler l'explosion dix jours à l'avance; cette prouesse technique qu'aucun spécialiste n'avait encore réussie lui avait permis de placer la bombe dans le pilier avant que les services de sécurité commencent la surveillance de la salle. Best et Stevens étaient étrangers à l'attentat, mais la propagande nazie fit un des amalgames dont elle avait le secret et en attribua la responsabilité tout à la fois à l'Intelligence Service et au « Front noir » d'Otto Strasser, réfugié en Suisse.

Elser paraît avoir été une sorte de « Van der Lubbe n° 2 ». Les nazis n'eurent pas le courage de monter un procès à sensation, celui des

incendiaires du Reichstag leur ayant laissé un trop mauvais souvenir. Elser fut envoyé au camp de concentration de Sachsenhausen, puis à Dachau. Il y demeura jusqu'en 1945. Placé dans le baraquement destiné aux détenus de marque, il disposait d'un atelier de menuiserie où il pouvait faire ce qui lui plaisait. Il fabriqua ainsi une cithare sur laquelle il jouait pendant des heures. Les autres prisonniers le baptisèrent le « joueur de cithare ». Par un curieux hasard, c'est au camp de concentration que Best et Stevens rencontrèrent pour la première fois leur « complice » Elser. Celui-ci leur raconta qu'il avait fabriqué sa bombe sur l'instigation de deux individus qui l'avaient introduit nuitamment au Bürgerbräukeller pour installer l'engin dans le pilier choisi. Il leur révéla aussi qu'à la demande de ses « complices » il avait muni sa bombe d'un détonateur à retardement et d'un second, électrique, commandé par un simple interrupteur au bout d'un long fil, permettant de déclencher l'explosion à n'importe quel moment. Alors qu'Elser croyait que sa bombe avait explosé sous l'effet du détonateur à retardement, il est plus probable que l'explosion fut commandée par le second détonateur, *après* le départ de Hitler et des principaux chefs nazis qui l'accompagnaient.

Les complices d'Elser l'amènèrent ensuite à la frontière suisse où il fut arrêté par la Gestapo. Ils lui avaient remis auparavant la compromettante carte postale. Les détails de cette affaire donnent à penser que l'attentat fut organisé par la Gestapo pour des raisons de propagande. L'enlèvement de Best et Stevens permettait de rendre l'Intelligence Service responsable de la conception et de la réalisation d'un plan trop compliqué pour qu'Elser, individu un peu borné, pût en être tenu pour seul auteur. Quant à la mort du lieutenant hollandais Klop, elle fut utilisée par la propagande nazie qui tira de sa présence près de Best et Stevens l'argument d'une collusion du gouvernement hollandais avec le gouvernement britannique contre l'Allemagne, argument repris lors de l'entrée des troupes allemandes en Hollande.

Best et Stevens furent détenus jusqu'à l'arrivée des troupes américaines. Quant à Elser, en vertu d'un ordre secret de Himmler, il fut assassiné par la Gestapo au mois d'avril 1945 et sa mort fut attribuée à un bombardement. Les nazis ne voulaient à aucun prix qu'Elser tombât vivant aux mains des Alliés, détail qui, plus de cinq ans après l'attentat, projette encore sur celui-ci une étrange lumière.

L'entrée de l'Allemagne dans la guerre européenne, en septembre 1939, avait provoqué la centralisation des organismes directeurs de la police, par la création du R. S. H. A. Une autre mutation se produisit à la même époque au sein de l'organisation S. S., qu'il fallait adapter plus complètement aux nécessités de la guerre.

Jusqu'alors, les « vaillantes troupes S. S. » n'avaient eu à combattre que

des civils désarmés. Même en Tchécoslovaquie, elles n'avaient affronté aucune force militaire puisque ce courageux pays avait été livré au monstre par les autres nations européennes qui espéraient naïvement calmer ainsi son appétit.

Quand Hitler prit, au printemps de 1939, la décision d'attaquer la Pologne, il fut évident que cette fois on allait se trouver contraint de faire une véritable guerre. Himmler désirait que ses S. S. jouent dans le conflit un rôle aussi brillant que possible. Il voyait là l'occasion de constituer une véritable armée, non plus seulement intérieure, mais complète, ce qui lui permettrait d'atteindre enfin son objectif, devenir un grand chef militaire, rêve que l'éleveur de poulets nourrissait en secret depuis sa promotion de Reichsführer S. S. Sur le plan pratique, cette création d'une armée S. S. avait l'avantage de constituer un contrepoids à la force militaire de la Wehrmacht et, comme cette force serait composée d'unités d'élite, son rôle pouvait être capital en cas de conflit ouvert avec les généraux. On pourrait aussi lui demander d'accomplir certaines besognes que les troupes ordinaires, composées de soldats appelés, répugneraient sans doute à exécuter.

De longue date il avait été prévu que les régiments S. S. permanents à la disposition exclusive du Führer échappaient à l'autorité de l'O. K. W. Un ordre secret de Hitler du 18 août 1938 avait précisé que les S. S.-Verfügungstruppen ne faisaient partie ni de la Wehrmacht ni de la police (bien que placées sous le commandement du reichsführer S. S. Himmler), que le temps de service dans ces régiments était de quatre années (par engagement volontaire) et que les obligations normales du service militaire pouvaient être accomplies par un engagement de même durée dans ces corps S. S. En cas de guerre, ces unités devaient être employées « par le commandant en chef de l'armée dans le cadre de l'armée en temps de guerre », mais resteraient politiquement « une unité de la N. S. D. A. P. ». Enfin, en cas de mobilisation, Hitler se réservait de fixer lui-même la date, les effectifs et les modalités de « l'incorporation des S. S.-Verfügungstruppen dans l'armée du temps de guerre, en considération de la situation politique intérieure à ce moment ».

Dès la publication de cet ordre, Himmler révisa l'organisation des S. S.-Verfügungstruppen en les motorisant et en créant de nouvelles unités antichars, des bataillons de mitrailleurs et de reconnaissance. Au mois de juillet 1939, il leur adjoignit un régiment d'artillerie, achevant ainsi la transformation de ses « troupes d'alerte » en unités combattantes (Kampftruppen).

C'est au début de septembre 1939 que commença la conversion des S. S.-Verfügungstruppen en troupes Waffen-S. S. que l'Europe allait apprendre à connaître. Au début de 1940, de nombreux volontaires s'étant enrôlés

dans la Waffen-S. S., celle-ci comptait environ 100 000 hommes : 64 000 volontaires et 36 000 appelés.

En Pologne, les premières unités de Waffen-S. S. se conduisirent avec la férocité que l'on attendait d'elles, ce que Goering appela « une bravoure exemplaire ». Himmler obtint alors l'autorisation de créer de nouvelles divisions.

La Waffen-S. S., après avoir subi l'épreuve de la guerre et s'y être endurcie, devait constituer l'armée intérieure de la police, seule chargée du maintien de l'ordre « aux moments critiques ». Les militaires se voyaient donc privés de tout rôle à l'intérieur du pays. Hitler savait que le « maintien de l'ordre » est souvent le prétexte de la prise du pouvoir par l'armée. Il savait combien il est tentant de troubler l'ordre pour mieux le rétablir. Ne pouvant protester pour cette perte des pouvoirs de police que l'armée avait toujours affecté de mépriser, les généraux se plaignirent de l'indépendance donnée à la S. S. Les officiers répétaient la formule prônée par Hitler à l'époque de la purge Röhm. « Il n'y a qu'une force armée en Allemagne : la Wehrmacht. »

Les protestations furent si vives que Hitler fit rédiger une note d'explication par son aide de camp. Cette note ne fut pas diffusée, Keitel lui-même ayant, malgré son habituelle docilité, déclaré à Hitler que ce geste serait « considéré comme un affront par l'armée ». Finalement, Brauchitsch fut chargé d'apaiser les esprits en faisant savoir aux officiers qu'il s'agissait de « troupes de police qui devraient obligatoirement participer aux opérations militaires ».

Mais les protestations ne devaient pas tarder à reprendre. Les organisations où tout jeune Allemand devait obligatoirement passer plusieurs années étaient contrôlées par le Parti. Il était facile à la S. S. d'y faire une intense propagande et d'y recruter les meilleurs éléments. Cet « écrémage » privait la Wehrmacht et la Luftwaffe de leurs cadres futurs. « L'armée de terre ainsi que l'aviation protestèrent, dit Goering, à juste titre car cet accaparement des meilleurs éléments volontaires faisait que l'on manquait dans l'armée de terre et dans l'aviation de ces hommes qui auraient également fait d'excellents officiers. » Hitler fit la sourde oreille et Himmler reçut l'autorisation de constituer de nouvelles divisions.

Les nécessités de l'heure et la volonté d'augmenter sans cesse l'importance de son armée avaient fait abandonner par Himmler les fameuses « règles du sang » jusqu'alors présentées comme essentielles pour la « défense de la race et de l'idéologie » nazies. Les choses allèrent plus loin puisque les grands Aryens blonds au sang nordique parfaitement pur, orgueil et raison d'être de la S. S., empruntèrent peu à peu des aspects assez inattendus : création de la division musulmane « Handschar » en 1943; de la division albanaise « Skanderberg », de la division française «

Charlemagne » et d'une division de cavalerie hongroise, en 1944; de la division croate « Kama » et de divisions flamande (« Langemarck »), wallonne (« Wallonie »), hollandaise (« Lanstorm Nederland »), et italienne en 1945. Entre-temps, des unités moins importantes avaient été constituées avec ce que Himmler appelait les « peuples sauvages » et l'on trouvait des régiments du Turkestan, du Caucase, une légion indienne, un bataillon de skieurs norvégiens, deux bataillons roumains, un bulgare et trois divisions cosaques, ces troupes bigarrées étant toutes revêtues de l'uniforme S. S. réservé, trois ou quatre ans plus tôt, à « l'élite de la race germanique » après contrôle rigoureux de l'arbre généalogique du postulant!

On peut compter que plus d'un million d'hommes appartenrent aux Waffen-S. S. Le passage de ces « troupes d'élite » fut partout marqué par les pires atrocités³.

¹ Un ordre du 8 octobre 1939, signé par Hitler, avait incorporé dans le Reich les quatre provinces occidentales de la Pologne et un ordre du 12 octobre avait baptisé le reste « gouvernement général de la Pologne ».

² Naujocks conserva la Buick, considérée comme « prise de guerre » et l'utilisa pendant des mois pour son usage personnel, paradant dans Berlin au volant de la grosse voiture, insolite en cette période de restrictions d'essence.

³ A la fin de la guerre la Waffen-SS comptait 40 divisions et 594.000 hommes. Elle avait perdu 320.000 hommes au 1^{er} octobre 1944.

2.

La Gestapo s'implante en France.

Pour les Français, c'est le 10 mai 1940 que la guerre commença. Depuis plus de huit mois les troupes françaises et britanniques s'enlisaient dans les sables de la drôle de guerre. On commençait à s'habituer à cet étrange conflit immobile où l'on s'inquiétait davantage des distractions des mobilisés, de leurs postes de radio et de leurs ballons de football que d'offensives ou de mouvements de troupes. L'attaque soudaine, attendue depuis plusieurs semaines déjà par les états-majors alliés, remettait les choses à leur vraie place.

Personne ne s'attendait à l'ouragan de fer qui allait s'abattre sur le pays. Les événements se déroulèrent avec une hallucinante rapidité et, le 14 juin, l'O. K. W. publiait le communiqué suivant :

« Par suite de l'effondrement total de l'ensemble du front français entre la Manche et la ligne Maginot près de Montmédy, le commandement français a renoncé à sa première intention de défendre la capitale de la France. Au moment où paraît ce communiqué, les troupes allemandes victorieuses font leur entrée dans Paris. »

Paris était tombé. Les troupes de la XVIII^e armée de von Küchler pénétrèrent dans Paris par la porte de la Villette, le 14 juin à 5h.30, heure précise à laquelle avait débuté l'offensive à la frontière hollandaise, trente-six jours plus tôt.

Deux escouades se dirigèrent, dès le début de la matinée, l'une vers la tour Eiffel, l'autre vers l'Arc de triomphe. Elles venaient y faire flotter le pavillon à croix gammée. Avant midi le général von Stutnitz, premier commandant du « Grand Paris », était installé à l'hôtel Crillon. Tout se déroulait avec ordre et méthode, tout paraissait avoir été préparé de longue date.

Le 14 juin et pendant les jours qui suivirent, le flot régulier des troupes allemandes pénétrait dans Paris, s'y installait, ou le traversait pour continuer sa route vers le sud.

Au milieu de ces troupes un petit groupe d'hommes portant l'uniforme de la Geheime Feld Polizei (G. F. P.) la police secrète de campagne, passa

inaperçu. Il ne comprenait que quelques véhicules légers, peu d'armement et ne comptait que vingt hommes. Ses cantonnements n'avaient pas été préparés et sa situation, du point de vue militaire, n'était pas régulière. C'est pourtant de ce petit organisme presque clandestin qu'allait sortir l'organisation policière allemande qui, pendant quatre ans, allait terroriser les Français.

La curieuse histoire de ce petit détachement promis à un tel avenir n'a jamais été relatée.

Lors de l'entrée des troupes allemandes en Pologne, l'O. K. W. avait élevé des protestations platoniques pour s'opposer à l'arrivée simultanée des commandos de police et de l'armée. Himmler avait, malgré cette opposition, obtenu l'accord de Hitler et les services de police avaient pénétré en Pologne en même temps que les troupes combattantes, comme en Autriche et en Tchécoslovaquie. Lorsque le plan d'attaque à l'Ouest fut définitivement arrêté, l'O. K. W. s'opposa plus énergiquement encore à ce que le même processus fût suivi en France. La conduite des S. S. et de la Gestapo en Pologne avait choqué certains généraux (ils devaient s'y habituer par la suite) qui, cette fois, firent preuve d'une telle détermination que Hitler donna raison à l'O. K. W. Aucune unité de police, aucun Einsatzkommando du S. D. ne fut autorisé à accompagner l'armée dans son avance à travers la France. Les pouvoirs de police étaient confiés à l'administration militaire, l'armée allait se trouver seule maîtresse du terrain, échappant ainsi au contrôle de Himmler.

Cet accord plaça Himmler dans une situation difficile. Il avait compris le danger qui résulterait pour ses S. S. et ses organisations policières si l'armée, victorieuse, prenait seule en main l'administration des territoires occupés de l'Ouest. Il fallait donc constituer une « tête de pont » qui permettrait d'entamer progressivement les pouvoirs momentanément détenus par les militaires.

Himmler ordonna à Heydrich de constituer un Sonderkommando (commando autonome à mission spéciale) avec mission de s'installer à Paris, *en même temps* que les premières troupes. C'était à la fois une question de sécurité et une question de prestige, et Himmler ne fut sans doute pas fâché de donner aux militaires une démonstration de la virtuosité de ses services.

Heydrich composa alors soigneusement le détachement chargé d'accomplir cette mission délicate. Il s'arrêta au chiffre de vingt hommes, chiffre assez faible pour passer inaperçu, suffisant pour organiser la première « tête de pont ». Il décida, pour pénétrer en France, d'employer

une ruse de guerre : les vingt hommes furent revêtus d'uniformes de la G. F. P. (police strictement militaire comparable à notre « Sûreté aux armées ») et les véhicules reçurent une immatriculation militaire. De cette façon, le Sonderkommando put circuler librement au milieu des troupes en marche sur les routes de France et parvenir sans encombre à Paris.

Le soir du 14 juin, le commando campa à l'hôtel du Louvre. Le 15, dans la matinée, vingt-quatre heures à peine après son arrivée à Paris, il se mettait au travail. Un de ses membres se présenta avant midi à la préfecture de Police et réclama les dossiers des émigrés allemands, des Juifs, et un certain nombre de dossiers concernant des personnalités politiques hostiles aux nazis.

Quels étaient ces hommes et plus particulièrement leur chef?

Pour assumer la direction du Sonderkommando et la responsabilité de la mission, Heydrich s'était souvenu du jeune intellectuel qui avait si brillamment mis au point l'affaire de Venlo et l'enlèvement des deux officiers britanniques : Helmut Knochen. A trente ans, il avait montré des qualités exceptionnelles . d'organisation et de décision; c'était un sportif accompli, un universitaire extrêmement intelligent, cultivé, poli, de manières agréables, qualités qui compteraient pour traiter avec les Français. Knochen composa lui-même son équipe, à une seule exception près. Müller, chef de l'amt IV (la Gestapo), tint absolument à être représenté dans le groupe par un homme qui avait sa confiance, le sturmbannführer Bøemelburg, vieux policier professionnel dont l'habileté était bien connue. Bøemelburg fut le seul représentant de la Gestapo dans le commando. Il était évident que le groupe n'aurait, au début, aucun pouvoir exécutif et qu'il en serait peut-être ainsi pendant longtemps. La Gestapo étant essentiellement un organe d'exécution y figura donc à titre consultatif. Les autres membres du commando étaient très jeunes et plusieurs sortaient de l'université comme Hagen qui, à vingt-sept ans, et bien que membre du S. D. depuis 1934, avait obtenu son dernier diplôme à Berlin en février 1940 et avait fait du journalisme.

L'amt VI (S. D.-extérieur) avait fourni l'essentiel de l'effectif, en dehors de Bøemelburg et de deux hommes détachés de la Waffen-SS et chargés d'éventuels coups durs. Tous étaient spécialisés depuis longtemps dans l'analyse des milieux étrangers. Depuis 1935, la Gestapo et le S. D. connaissaient à fond la police française. Une énorme documentation avait été rassemblée sur la France et son organisation administrative, culturelle, religieuse, artistique et surtout économique et politique. Chaque secteur de la Gestapo et du S. D. était chargé d'étudier en détail un secteur français

correspondant au sien. C'est ainsi que les agents de la région de Berlin étudiaient depuis des années la « région V », la région parisienne.

Le résultat de cette minutieuse préparation pèsera d'un grand poids : les agents de la Gestapo et du S. D. purent se mouvoir sur un terrain qui leur était déjà familier. Ils étaient au courant des usages régionaux, du comportement des habitants et même de la vie privée des personnalités importantes. Knochen lui-même était venu à Paris en 1937 pour « visiter l'Exposition ».

Il était né le 14 mars 1910 à Magdebourg d'une famille modeste. Son père, Karl Knochen, était instituteur comme le père de Himmler, et le jeune Helmut reçut, lui aussi, une éducation rigide. Il fit de bonnes études, obtint son Abitur, l'équivalent du baccalauréat français, à Magdebourg, puis poursuivit ses études dans les universités de Leipzig, de Halle et de Göttingen. En 1935, il obtint son doctorat de philosophie avec une thèse sur le dramaturge anglais George Colman. Il caressait le rêve de devenir professeur de lettres, mais sa destinée était déjà influencée par la politique. Le père de Knochen, patriote de l'ancienne école, très militariste, capitaine d'artillerie de réserve, ancien combattant de la guerre de 1914-1918, avait été grièvement blessé à Verdun et en avait conservé longtemps une paralysie presque totale du bras droit. Lorsque son fils eut seize ans, il le fit inscrire à la section des jeunes du « Casque d'Acier » qui, sous prétexte de grouper les anciens combattants, se livrait à une violente campagne nationaliste.

Pour aider ses parents, Helmut donna pendant quelques mois des cours de gymnastique tout en suivant les cours de l'Université, puis il commença à écrire quelques articles pour les journaux locaux. Entre-temps, les nazis étaient arrivés au pouvoir et il devint de plus en plus difficile pour un étudiant d'obtenir ses grades universitaires s'il n'était pas membre d'une des organisations du Parti. Le 1^{er} mai 1933, il adhéra à la S. A. où il reçut le grade modeste d'obertruppführer. Il mettait ainsi le doigt dans un engrenage qui allait l'absorber tout entier. Peu après, ses articles parurent dans le *Studentenpress*, organe du ministère de la Culture. Cette nouvelle activité journalistique lui plut; il la jugea plus rémunératrice que le professorat et, en 1936, il abandonna définitivement l'idée d'enseigner les lettres pour entrer au D. N. B., l'agence officielle de presse allemande, au titre de rédacteur. Il s'y occupait surtout des Jeux olympiques quand il rencontra l'un de ses anciens professeurs, le Dr Six, qui avait quitté l'Université pour le S. D. où il dirigeait la section « Presse ». Le Dr Six n'eut aucune peine à entraîner son ancien élève qui, en 1937, entra ainsi au service central du S. D., à Berlin. Il y reçut le grade de S. S.-Obersturmführer (capitaine). Chargé tout d'abord de l'analyse de la presse allemande, il dut peu après se consacrer à l'étude de la presse française, belge et hollandaise. Les journaux publiés dans ces pays par les émigrés et toutes les informations concernant

ceux-ci faisaient surtout l'objet de son travail. L'activité qu'il déploya pour l'opération de Venlo et la réussite de cette opération le mirent en vedette et lui valurent de recevoir le même jour la Croix de Fer de 1^{er} classe et de 2^e classe. C'est aussi ce succès qui le fit désigner pour prendre la direction du « Sonderkommando » qui fit son entrée à Paris le 14 juin 1940.

Knochen s'installa dans la capitale, d'abord à l'hôtel du Louvre, puis à l'hôtel Scribe, ensuite 57 boulevard Lannes et finalement 72, avenue Foch, où il restera jusqu'à la débâcle d'août 1944. C'était un homme élancé, dont le visage émacié et un peu ingrat, éclairé par deux yeux gris bleus, souriait rarement et reflétait un esprit pondéré. Un nez droit et mince, une bouche un peu large, qu'un pli discret inclinait légèrement à gauche dans une expression un peu méprisante, un grand front d'intellectuel, un peu bombé, très dégagé sous des cheveux châains, lui créaient un visage inattendu pour un chef de « commando autonome à mission spéciale ». Le jeune homme qui prit en main les destinées de la police allemande à Paris était toujours le docteur en philosophie Knochen et non le « dur » tel qu'on l'imagine habituellement. Son allure et sa culture n'allaient cependant pas entraver la marche de son travail. Il devait implanter aussi vite et aussi solidement que possible son service, contre vents et marées.

Dès qu'ils découvrirent l'existence du service Knochen à Paris, les militaires lui rappelèrent qu'il n'avait aucun pouvoir et « pour régulariser sa situation » le placèrent sous leur contrôle.

Knochen affirma qu'il n'avait nullement l'intention d'empiéter sur les prérogatives de l'armée d'occupation et expliqua qu'il était uniquement chargé d'un travail de recherches sur les émigrés allemands et autrichiens antinazis, les communistes, les Juifs et les francs-maçons, tous ennemis du nazisme. Et il s'engagea à solliciter l'assistance de la G. F. P. à chaque fois que des « mesures d'exécution », c'est-à-dire des perquisitions ou des arrestations, seraient nécessaires. Knochen manœuvra avec une habileté si consommée qu'il parvint à conclure un accord avec le directeur de la police militaire, le Dr Sowa. Immédiatement le commando Knochen commença à remplir sa mission, ferma les bureaux de ces organismes antiallemands et antinazis, saisit leurs archives, procéda à des perquisitions chez les réfugiés allemands, chez les francs-maçons, chez un certain nombre d'hommes politiques, rafla partout des papiers compromettants; faisant appel à la police militaire dès qu'une arrestation était nécessaire chaque fois qu'il découvrait un émigré qui n'avait pas eu la présence d'esprit de quitter Paris.

Les militaires pensèrent que si les hommes de Knochen étaient un peu turbulents, il leur serait facile de les tenir en main en raison de leur faiblesse numérique. 20 hommes étaient peu de chose face aux 2 500 hommes de la G. F. P. (la police secrète de campagne) qui s'installaient à Paris et qui furent bientôt 6 000.

Knochen ayant solidement installé la tête de pont, un second Sonderkommando d'une vingtaine d'hommes, commandé par le hauptsturmführer Kieffer, vint la renforcer.

Puis, au début d'août, un troisième groupe arriva, commandé par le S. S.-untersturmführer Roland Nosek, et plus spécialement chargé de recueillir les renseignements politiques. Nosek était un spécialiste dans cette branche. Membre du Parti depuis 1932, il avait visité l'Italie, la Belgique, la Hongrie, la Turquie, la Roumanie, la Grèce et la France.

Il parlait couramment le français, l'anglais et l'espagnol. Depuis 1938, il appartenait au S. D.-Ausland et avait composé lui-même son groupe, choisissant uniquement des agents parlant parfaitement le français, connaissant la France et y ayant déjà des relations personnelles. Il y avait un peu de tout dans cette troisième équipe : des Allemands qui jusqu'alors étaient employés ou commerçants dans leur ville (par exemple : un marchand de vins), une comtesse divorcée, deux Luxembourgeois et une jeune institutrice tchèque.

Cette troisième équipe alla loger à l'Hôtel du Boccador et installa ses bureaux dans les locaux de la Sûreté générale française, 11, rue des Saussaies, où Boemelburg, représentant de la Gestapo et chef de la Sipo pour la France, prit aussi place avec ses hommes.

En même temps, Knochen commença à implanter ses services en province et, au début d'août, chargea Hagen d'installer une « antenne » à Bordeaux pour établir une surveillance sur toute la côte Atlantique, de la frontière espagnole à la Loire et sur toute la profondeur de la partie occupée. Hagen, ne disposant au début que de dix-huit hommes et d'une secrétaire, s'installa provisoirement sur le yacht du roi des Belges, ancré dans le port, en attendant d'ouvrir des bureaux rue du Médoc. Lui aussi déploiera, comme Knochen, une activité intense et, au début de 1941, adjoindra la Bretagne à sa zone d'action et implantera progressivement des « succursales » dans les dix villes principales de sa zone, chacune d'entre elles pouvant à son tour détacher des agents dans d'autres localités.

Les frictions avec les militaires étaient loin d'être terminées. Von Brauchitsch, commandant en chef de l'armée, donna des directives à ses services pour que l'on s'opposât au travail des hommes de Himmler et, en tout cas, pour que l'on empêchât le moindre empiétement sur les pouvoirs militaires.

Knochen se cantonna donc aux renseignements sur les émigrés, les communistes, les Juifs et les francs-maçons. Mais, tout en respectant ces règles, il se trouva en concurrence avec un autre service : l'Einsatzstab Rosenberg (l'état-major « de combat » Rosenberg). C'était un commando organisé par le théoricien mystique du Parti chargé, lui aussi, de recueillir

les archives des sociétés religieuses ou secrètes et en particulier des loges maçonniques. Des conflits ne tardèrent pas à éclater. Là encore, les hommes de Knochen étaient en état d'infériorité car, si Knochen était le représentant de Himmler en France, le service Rosenberg avait reçu des pouvoirs spéciaux du Führer en personne! Finalement, une sorte d'accord fut conclu, le service Rosenberg acceptant de ne saisir que les archives présentant un intérêt historique et laissant les archives politiques et contemporaines à Knochen, cependant que celui-ci s'engageait à communiquer à l'Einsatzstab les documents historiques qu'il découvrirait. La concurrence n'en continua pas moins et le service Knochen ne transmet jamais le moindre papier à Rosenberg.

Ces querelles avaient montré la nécessité pour Knochen d'être « couvert » par un supérieur capable de traiter d'égal à égal avec les concurrents, aussi fut-il soulagé de voir arriver un S. S.- brigadeführer (général), à la stature imposante, le Dr Thomas, représentant personnel de Heydrich, chargé de superviser l'ensemble des Sonderkommandos déjà au travail. Avec le titre de « représentant du chef de la police de Sûreté et du S. D. pour la Belgique et la France », Thomas était officiellement chargé d'assurer les liaisons avec l'ambassade d'Allemagne et avec le commandement militaire en France. L'infiltration paraissait avoir pleinement réussi.

Le général Thomas était une sorte de colosse, aussi grand que Knochen, mais deux fois plus large, puissant et tonitruant. Autant Knochen était distingué, réservé, travailleur, autant Thomas était peu doué pour le travail de renseignement et le traitait parfois avec légèreté. Chargé jusqu'alors de la sécurité sur les arrières de la ligne Siegfried et installé à Wiesbaden, on disait de lui qu'il connaissait mieux le casino et les boîtes de nuit de la station thermale que les ouvrages fortifiés de la ligne.

C'était un gaillard fait pour les coups durs, grand buveur, amateur de femmes et peu délicat sur leur choix. C'était aussi un ami personnel de Heydrich, avec lequel il avait fait de nombreuses et mémorables « virées » dans les bouges berlinois. Le général Thomas avait un atout essentiel qui lui avait valu la confiance de Heydrich et sa nomination à Paris : sa fille, maîtresse de Heydrich, avait eu un enfant de lui.

À Paris, Thomas s'installa 57, boulevard Lannes. Il devait partager son temps entre Paris et Bruxelles car ses fonctions s'étendaient également à la Belgique. Quand il était en France, son activité consistait à courir les cabarets de Pigalle et des Champs-Élysées. Il avait pourtant des prétentions politiques et policières et une sorte de « dada », les partis séparatistes. Il prit contact avec des représentants de mouvements basques, corses, bretons, persuadé que l'aide qu'il leur accordait pouvait leur permettre d'étendre leur action et de jouer un rôle important dans la politique intérieure française, sans comprendre que leurs effectifs squelettiques leur interdisaient toute

action importante. En même temps, Thomas reçut à Paris les représentants de partis prêts depuis toujours à collaborer avec les nazis. Parmi ceux-ci, un mouvement, le C. S. A. R. (Comité Secret d'Action Révolutionnaire), groupement violemment antirépublicain et antisémite, jouera un rôle important qui devait se révéler fatal à Thomas. Ses deux dirigeants, Deloncle et Filliol, ne tardèrent pas à être reçus très fréquemment par Thomas et devinrent en quelque sorte ses « conseillers politiques ». Ils créèrent alors un parti baptisé M. S. R. (Mouvement Social Révolutionnaire).

Thomas et Knochen, le véritable meneur de jeu, utilisèrent ceux qui, par vénalité ou par conviction, s'étaient depuis plusieurs années déjà montrés réceptifs à la propagande intense que les services nazis exerçaient en France. L'instrument le plus insidieux en fut l'Office des chemins de fer allemands qui, sous couvert de tourisme, distribua des tracts et des brochures de toutes sortes, recevant les personnes intéressés, détectant celles qui n'étaient pas seulement sensibles aux beautés naturelles ou architecturales de l'Allemagne et leur offrant d'incroyables « facilités ¹ ». Le service de propagande et le D. N. B. (agence de presse officielle) subventionnèrent certains journaux et, sous couvert de contrats de publicité, obtinrent de ceux-ci une attitude parfois nettement favorable au nazisme ou, à tout le moins, compréhensive.

Un certain nombre de publications furent alimentées par les fonds nazis distribués par l'agence de publicité « Prima ». Par exemple, la *France enchaînée*, organe du Rassemblement antijuif de France fondé par Louis Darquier, dit « de Pellepoix », qui se mettra au service des nazis et « chassera le Juif » pour eux, en France, et *Le Grand Occident*, dont le directeur général, un certain Paul Ferdonnet, inconnu en 1937, était devenu célèbre en 1939 sous le nom de « traître de Stuttgart ² ».

Un rôle important fut également joué par le Comité France-Allemagne, dont les principaux membres étaient Georges Scapini et Fernand de Brinon.

Ces journaux et ces mouvements contribuèrent à sensibiliser une partie de l'opinion publique française et l'amènèrent progressivement à considérer avec « compréhension » et indulgence les méthodes nazies.

Quant à ceux des Français qui montrèrent leurs bonnes dispositions à l'égard du régime, deux organismes les avaient depuis longtemps détectés : le Weltdienst (Service mondial) dont le siège était à Erfurt, qui publiait un bulletin bimensuel en six langues, intitulé *Service mondial* et le *Deutscher Fichte Bund*, dont le siège était à Hambourg et qui diffusait tracts et brochures pangermanistes.

L'antisémitisme était la base même de cette propagande. Il amena aux services allemands des sympathisants parmi lesquels S. D. et Gestapo

purent, dès leur arrivée, recruter de précieux agents. Les liaisons avec les partis collaborationnistes furent si fructueuses que Knochen détacha un de ses adjoints, Sommer, pour s'occuper exclusivement d'eux.

Quelle que fût leur activité, les services Knochen se trouvèrent placés sous la dépendance de l'administration militaire. L'organisation du haut commandement en France (Militärbefehlshaber) installé à l'hôtel Majestic, avenue Kléber, et commandé par le général von Stulpnagel, se divisait en deux branches : l'état-major militaire dont le chef était le général Speidel, et l'administration militaire dont le chef était le Dr Schmitt.

Parallèlement à l'état-major qui réglait les questions purement militaires (effectifs, intendance, renseignements), l'administration militaire comportait des services chargés de résoudre les problèmes civils : la police avec le Dr Best; les questions économiques avec le Dr Michel; les problèmes agricoles avec Reinhardt; les questions juridiques avec le Dr Médecus.

Le Dr Best, chargé des questions de police, avait été choisi pour sa compétence. On se souvient qu'il avait été l'un des organisateurs du S. D., puis le chef des ämter I et II du R. S. H. A. lors de sa création. L'administration militaire avait essentiellement un rôle d'organisation et de liaison avec les services français. Le Dr Best n'avait donc, lui non plus, aucun pouvoir d'exécution, celui-ci étant exclusivement détenu par la Geheime Feld Polizei (la police secrète de campagne) et la Feldgendarmerie qui dépendaient directement de l'état-major. Mais le détachement spécial de l'administration des pays occupés dirigé par le Dr Best traitait toutes les questions de police et supervisait la police française.

L'état-major s'occupait des camps et des prisons réquisitionnés et assurait leur garde. Dans chaque organe de commandement, une section assurait les relations avec les préfets, les secrétaires généraux des préfectures et leur transmettait les directives supérieures. Un membre de chaque Feldkommandantur était chargé de suivre les questions de police.

On voit qu'au début de l'occupation les services de Himmler en France furent contraints de se cantonner strictement dans la recherche du renseignement et eurent un rôle très mince. Cette situation se prolongea jusqu'au mois de mai 1942.

Il existait dans la recherche du renseignement un organisme seul habilité à traiter des questions de sécurité et des renseignements militaires : l'Abwehr, installé à l'hôtel Lutétia et dirigé par le lieutenant-colonel Rudolph ³.

L'Abwehr, comme tous les organismes d'espionnage, camouflait ses services sous des raisons sociales toujours anodines. L'un des services les plus importants en Allemagne s'intitulait « Bureau de recrutement du personnel féminin de la Croix-Rouge du XII^e corps d'armée » et en France

le bureau de Nantes s'appela « Direction des travaux de Nantes », celui de Dijon « État-major du travail », celui de Bordeaux « Service des comptes », et celui de Tours « Société internationale des transports européens ».

Face à cette énorme organisation, le groupe dirigé par Knochen apparaissait bien faible et désarmé. Ce fut pourtant lui qui, après des mois de lutte souterraine, allait rester maître du terrain avant d'absorber, quelques mois plus tard, son rival.

Mais, en attendant cette victoire difficile, la position du général Otto von Stülpnagel, nommé commandant en chef des Forces armées en France occupée, vint compliquer la tâche de Knochen. En effet, von Stulpnagel était farouchement opposé à la présence des hommes de Himmler dans son fief et il multiplia les difficultés pour empêcher le service Knochen de travailler, malgré l'accord que celui-ci avait passé avec le Dr Sowa, chef de la G. F. P. La tension devint si forte que Stulpnagel ordonna à Knochen de cesser même ses activités de renseignement et rendit impossible toute liaison avec Heydrich en supprimant les moyens de communication des groupes de Knochen avec l'Allemagne.

Knochen n'avait trouvé aucun appui autour de lui. Du côté de l'ambassade allemande, il se heurtait aussi à une opposition sourde. Une lettre du ministre des Affaires étrangères en date du 3 août 1940 avait fixé le rôle de l'ambassadeur Abetz en France. Il devait guider à la fois la police secrète militaire et la police secrète d'État pour tout ce qui concernait la politique intérieure française, la presse, la radio, la propagande. C'est également lui qui devait les conseiller pour la saisie des documents importants du point de vue politique. « Le Führer a expressément ordonné que, seul, l'ambassadeur Abetz soit responsable de toutes les questions politiques, en France occupée et non occupée. » Or, selon leurs habitudes, la Gestapo et le S. D. n'avaient tenu aucun compte des avis d'Abetz, qu'ils n'avaient du reste jamais sollicités.

C'est sur un terrain imprévu, qu'on n'avait pas songé à lui interdire, que Knochen chercha une revanche. On le vit fréquenter assidûment les salons parisiens, parfois les plus huppés, se dépenser en mondanités, déployer la culture et l'esprit dont il était suffisamment pourvu, près de gens importants chez lesquels ses amis politiques français l'introduisirent. Il fut bientôt de toutes les réunions, de toutes les fêtes, dans cette portion du « monde » qui s'engageait allégrement dans la voie de la collaboration active avec l'espoir d'y traiter de fructueuses affaires, ce qui se produisit en effet fréquemment. Knochen fut ainsi au courant non seulement des mille potins de la vie parisienne, si utiles pour un homme tel que lui, mais il put obtenir des renseignements du plus grand intérêt sur les hommes d'État et les hommes politiques passés et actuels, sur la situation réelle de l'économie et de l'industrie, l'opinion publique, les tendances et les chefs de l'opposition, la

résistance et les liaisons avec l'Angleterre et l'Amérique. Certains de ses nouveaux amis, et non des moindres, devinrent ainsi ses agents (je n'aurai pas la cruauté de citer des noms maintenant oubliés du grand public, mais il est piquant de voir aujourd'hui certains des anciens commensaux de Knochen donner des leçons de patriotisme).

Le chef théorique de Knochen, le Dr Thomas, avait choisi une autre manière d'influencer la politique intérieure française. Dès le début de l'occupation, des mesures antijuives avaient été prises par les autorités allemandes et par le gouvernement de Vichy. En même temps, la presse antisémite, qui recevait d'importants subsides des services de propagande allemands, commençait une campagne truffée de véritables appels au pogrom, destinée à provoquer la naissance de sentiments antisémites dans la population française. L'inspiration allemande de ces campagnes et leur violence même les firent échouer.

Or, Thomas, qui préférait les boîtes de nuit de Pigalle aux salons de Passy, avait pour conseillers politiques Deloncle, l'un des premiers chefs de la Cagoule et chef du M. S. R. et son adjoint le tueur Filliol. Pour « réveiller l'opinion », ils proposèrent à Thomas, en septembre 1941, d'organiser quelques attentats contre les synagogues de Paris. Cette idée parut géniale au chef de Knochen : elle lui rappelait les pogromes « spontanés » organisés par les nazis en Allemagne en 1938. Il chargea l'obersturmführer Hans Sommer, de l'amt VI, spécialement chargé de la liaison avec les « collaborateurs » français, de régler avec Deloncle et Filliol les problèmes matériels de l'opération avec la plus grande discrétion et surtout à l'insu des militaires, en particulier de Stulpnagel. Sommer fit venir de Berlin les produits nécessaires.

Dans la nuit du 2 au 3 octobre, les Parisiens furent réveillés par une série d'explosions. A 2 h. 30, une charge endommageait gravement la synagogue de la rue des Tourelles ; à 3 h. 40, une autre explosait rue Notre-Dame de Nazareth ; à 4 h. 30, c'était la grande synagogue de la rue de la Victoire ; à 5 heures, rue Sainte-Isaure ; à 5 h. 15, rue Copernic. En y ajoutant une bombe rue Pavée et une autre dans un oratoire privé, avenue Montespan, il y eut ainsi sept attentats commis dans la même nuit à la barbe des patrouilles de la Wehrmacht. Deux soldats de la Wehrmacht, qui faisaient une ronde, furent même blessés assez sérieusement et les déflagrations causèrent des dégâts aux immeubles avoisinants.

Deloncle était fier de l'exploit de ses vieux cagouleurs. Il fallait en effet beaucoup de « courage » pour déposer ainsi, nuitamment, une bombe dans l'angle d'une porte cochère puis pour s'enfuir ⁴! Thomas exultait. Mais cet exploit, digne des S. A. de la belle époque, devait avoir une répercussion imprévue. Dès le 6 octobre, Stulpnagel connut les véritables auteurs des attentats et écrivit au grand quartier général pour se plaindre que

l'obersturmführer Sommer, sur ordre de Knochen, eut livré « aux criminels français » des explosifs de provenance allemande pour perpétrer les attentats.

Le 21 octobre 1941, une lettre sous le timbre de l'administration militaire du grand quartier général à Paris partit à l'adresse du chef de la Sipo-S. D. à Berlin, c'est-à-dire Heydrich. Après avoir rappelé les attentats ayant blessé deux membres de la Wehrmacht et plusieurs Français, le rédacteur expliquait :

« Ces attentats ont été perpétrés par des Français qui appartiennent aux cercles évoluant autour de Deloncle. C'est le S. S.-obersturmführer Sommer qui a fourni les explosifs et les a remis aux auteurs des attentats. Le S. S.-obersturmführer Sommer était au courant du moment de ces attentats et de la façon dont ils seraient commis. Il a été en contact avec les auteurs immédiatement avant que ces attentats fussent perpétrés. Le S. S.-obersturmführer Sommer a agi sur l'ordre du chef du service parisien de la Sipo-S. D., le S. S.-obersturmbannführer Knochen. Celui-ci a exposé cette affaire par un rapport joint adressé le 4 octobre 1941 au commandant militaire. Il l'a exposée de façon inexacte, tant sur le plan objectif que subjectif, comme étant une affaire purement française. »

On reprochait surtout à Knochen d'avoir indiqué, vingt-quatre heures avant l'attentat, alors qu'il en connaissait les préparatifs, que les mesures prises par le commandement militaire portaient leurs fruits et que tout était calme. Précédemment, des attentats ayant eu lieu, des mesures de représailles avaient été prises. « Les auteurs et les instigateurs des attentats des 2 et 3 octobre ont donc dû se rendre parfaitement compte que leur entreprise aurait des conséquences pour des innocents et auraient les suites politiques les plus graves. »

Ce danger avait été évité de justesse par l'identification rapide des auteurs, mais le prestige de l'armée d'occupation risquait d'en être atteint car la police française avait déjà découvert la vérité. Le rédacteur de la lettre (probablement le Dr Best) en arrive enfin à son véritable but :

« La responsabilité pour les mesures prises par le Sonderkommando de la Sipo-S. D. et pour l'attitude de ce Sonderkommando est assumée par son chef, même si on n'admet pas que celui-ci ait participé directement ou indirectement à ces attentats. Il n'en faut pas moins insister sur un changement dans la direction du Sonderkommando en raison de la portée politique de l'affaire et de ses répercussions inévitables sur la position politique de l'administration allemande. C'est pourquoi le commandant en chef de l'armée allemande demande que le S. S.-brigadeführer Thomas soit éloigné de son poste. L'O. K. W. pense pouvoir supposer que les services de Berlin sont d'accord avec lui pour que le Dr Knochen et le S. S.-obersturmführer Sommer, qui ont participé à ces attentats, ne soient plus

employés dans les territoires occupés. »

Exploitant à fond la faute de ses concurrents, Stulpnagel pensait pouvoir les éliminer. La compassion manifestée à l'égard des Français qui avaient failli être injustement punis semble déplacée si l'on songe que, le jour même où cette lettre était signée, seize otages tout aussi innocents tombaient à Nantes sous les balles d'un peloton d'exécution et que, le lendemain, vingt-sept autres seraient exécutés à Châteaubriant.

Sur le plan administratif (le seul terrain où les nazis étaient sensibles), Stulpnagel n'en avait pas moins raison. Knochen étant trop précieux, il n'était pas question de s'en séparer. Le général Thomas était plus vulnérable malgré la haute protection de son « gendre a de la main gauche. Celui-ci proposa une solution qui satisfait tout le monde : Thomas demanda à être relevé de ses fonctions. Quelques jours plus tard, il partit comme chef de la Sipo-S. D. dans les territoires de l'Est nouvellement occupés, à Kiew.

Knochen se retrouva seul maître de la situation, à la tête d'un service de police sans pouvoir, en butte à la surveillance pointilleuse des militaires. Son intelligence et son habileté allaient, pourtant lui permettre de sortir victorieusement de ce mauvais pas.

1 En Suisse, la centrale des chemins de fer du Reich à Zürich déployait une activité identique. Un de ses directeurs, Streibel, fut arrêté et échangé contre un Suisse détenu en Allemagne à l'automne 1943. Son suppléant, Lemberger, fut condamné le 28 mai 1943 à deux ans de prison et à l'expulsion.

2 Ce surnom fut donné à Ferdonnet quand celui-ci devint, au début de la guerre de 1939, employé à Radio-Stuttgart où il rédigeait les textes de la propagande allemande. Par une étrange « prémonition », son journal avait publié dans son numéro d'avril 1939 un éditorial intitulé *Pétain au pouvoir*.

3 Rudolph appartenait précédemment au 1^{er} groupe de l'Abwehr commandé par le lieutenant-colonel Schmidt, alias docteur Petersen et spécialisé dans l'armée de terre.

4 Deloncle, devenu encombrant et soupçonné de « trahir » (la situation militaire extérieure évoluait rapidement) fut assassiné par la Gestapo en janvier 1944.

3.

La Gestapo l'emporte sur l'armée.

L'opposition des militaires, fondée sur une rivalité, s'appuyait aussi sur une différence de doctrine.

L'article 3 de la convention d'armistice signée le 22 juin à Rethondes est assez ambigu : « Dans les régions occupées de la France, dit-il, le Reich allemand exerce tous les droits de la puissance occupante. Le gouvernement français s'engage à faciliter par tous les moyens les réglementations relatives à l'exercice de ces droits et à la mise en exécution avec le concours de l'administration française. Le gouvernement français invitera immédiatement toutes les autorités et tous les services administratifs français du territoire occupé à se conformer aux réglementations des autorités militaires allemandes et à collaborer avec ces dernières d'une manière correcte... »

Le haut commandement militaire entendait appliquer ces dispositions à la lettre, et fit passer l'administration française des régions occupées sous son contrôle absolu. Le point de vue des militaires était qu'il fallait faire assurer l'administration de la France occupée par les Français eux-mêmes en veillant seulement à ce que les services français appliquent strictement les directives allemandes. Le rôle de l'administration militaire allemande devait donc se limiter à la direction et au contrôle.

Les directives de travail données par l'administration militaire (état-major de l'armée — Q. G. n° 800/40 — 22 août 1940) sont claires :

« Toute l'activité de l'administration militaire sera guidée par ce principe que seules les mesures destinées à l'occupation militaire du pays devront être prises. Par contre, il n'est pas du ressort de l'administration militaire de s'immiscer dans les affaires de politique intérieure française pour l'améliorer. Pour toutes les mesures administratives qu'elle sera appelée à prendre, l'administration militaire devra emprunter, par principe, le canal des autorités françaises. »

Les militaires pensaient que cette solution ne présentait que des avantages : les difficultés d'exécution seraient réglées par les Français eux-mêmes, l'administration serait plus économique, enfin et surtout cette

application de directives allemandes sous une couverture française permettrait d'éviter les « réactions instinctives du peuple français contre tout ce qui vient des Allemands ». Cette attitude explique pourquoi les autorités allemandes firent un accueil si favorable aux Français qui acceptaient de collaborer avec eux. Ils désiraient non pas une annexion de la France, mais un alignement de sa ligne politique.

Ainsi, dans l'esprit des militaires, l'action directe des services policiers allemands risquait-elle de « tout gâcher ». Le seul service qu'ils acceptèrent fut la section antijuive dirigée par Dannecker, un des adjoints de Bömelburg et représentant direct d'Eichmann pour la France.

Théo Dannecker était un Bavarois de Munich, âgé de vingt-sept ans et appartenant à la Gestapo. Il était placé sous les ordres d'Eichmann qui l'avait personnellement désigné pour le représenter à Paris. Il y arriva au mois de septembre 1940. Il se trouvait sous la dépendance administrative et disciplinaire de Knochen mais n'en recevait aucun ordre direct. Pour son « travail », il ne dépendait que d'Eichmann lui-même qui lui adressait ses directives.

Au cours de son procès, Xavier Vallat, qui fut le premier commissaire général aux Questions juives, a dit de Dannecker que c'était « un nazi frénétique qui entrait en transes dès qu'on prononçait le mot juif ». Lorsque les mesures antisémites entrèrent en vigueur, il surveilla les jugements des tribunaux correctionnels, adressant aux Français de véhémentes notes de protestation dès que les sanctions lui paraissaient empreintes de la moindre mansuétude.

Dannecker installa ses services 31 bis, avenue Foch, et 11, rue des Saussaies. Il songea immédiatement à utiliser les antisémites français et les aida de ses conseils et de ses deniers à créer l'Institut d'études des questions juives, pour lequel il réquisitionna les locaux d'une entreprise juive du boulevard Haussmann. Devenus ainsi, sans aucune gêne, locataires de la Gestapo, les Français qui animaient l'Institut et au premier rang desquels on retrouve l'adjoint de Darquier de Pellepoix, le capitaine Sézille, devinrent les plus actifs pourvoyeurs des camps d'extermination.

La propagande antisémite allemande avait porté ses fruits. Mais Dannecker ne pouvait se contenter d'amateurs. Le gouvernement de Vichy avait promulgué, le 3 octobre 1940, un « statut des Juifs ». Ce statut, après avoir défini que toute personne issue de trois grands-parents de la même race, si son conjoint lui-même est Juif, doit être regardée comme Juif, énumérait ensuite les « fonctions publiques et les mandats » dont l'accès était interdit aux Juifs, puis réglementait l'accès des Israélites dans un certain nombre de professions libérales ou commerciales.

Dannecker demanda qu'une douzaine d'inspecteurs fussent détachés de la

Préfecture de Police. Il leur donnait directement ses ordres et obtenait ainsi ce que l'administration militaire avait demandé : faire exécuter par les Français eux-mêmes les besognes les plus basses souhaitées par les Allemands.

Le 24 août 1941, fut promulguée sous la pression allemande, la loi punissant de mort « les menées antinationales », et les tribunaux d'exception créés.

Au mois d'octobre 1941, le ministre de l'Intérieur Pucheu, pour « soustraire » aux Allemands les policiers qui se trouvaient placés sous leur autorité directe, créa un triptyque destiné à pourchasser les « ennemis » du régime, qui se trouvaient être en même temps ceux des nazis. Pucheu créa en même temps une « Police aux questions juives » (P. Q. J.), un « Service de police anticomuniste » (S. P. A. C.) et un « Service des sociétés secrètes » (S. S. S.) chargé de donner la chasse aux francs-maçons, exclus des fonctions publiques par une loi du 13 août 1940, et mis en surveillance comme ennemis de la patrie.

Ces créations furent constituées à l'aide d'un personnel disparate. Les trois directeurs furent, non pas des fonctionnaires de police, mais au contraire des hommes choisis parmi certains militants d'extrême-droite. Par exemple la direction du S. P. A. C. fut confiée à un ancien commerçant militant du P. P. F. de Doriot, qui reçut le titre de chargé de mission aux appointements alors considérables de dix mille francs par mois. Le personnel fut composé de militants des mêmes mouvements, complétés par quelques policiers professionnels volontaires, attirés par les hauts salaires, puis enfin par des fonctionnaires fort ennuyés de se trouver en si mauvaise compagnie et bien décidés à ne pas se « salir les mains » dans de telles besognes.

Une fois de plus, on put constater que, paradoxalement, c'était parmi les membres des partis se proclamant les plus farouchement patriotes que les nazis recrutaient leurs auxiliaires.

Les calculs du commandement militaire allemand n'obtenaient pas les résultats escomptés. Puisque, selon la formule de Keitel, les procédures régulières ne « rendaient pas », le haut commandement entra dans la voie de la répression en décidant l'exécution d'otages, chaque fois qu'un attentat serait commis contre un membre de l'armée d'occupation.

Le 22 août 1941, une ordonnance signée de von Stulpnagel fit savoir que tous les Français détenus dans un service allemand ou pour un service

allemand seraient considérés comme otages à partir du 23 août. C'est dans cette « réserve » que seraient pris ceux qui devraient être fusillés, en nombre variable « selon la gravité de l'acte commis ». Le 19 septembre, une nouvelle ordonnance vint ajouter à cette première catégorie d'otages « tous les Français mâles qui se trouvent en état d'arrestation pour une activité communiste ou anarchiste, auprès des services français, ou qui s'y trouveront à l'avenir », et qui devraient être dorénavant considérés comme détenus pour le compte du commandant en chef militaire en France. Ces dispositions furent regroupées dans l'ordonnance générale du 30 septembre, connue sous le nom de « Code des Otages » au mépris de l'article 50 de la Convention de La Haye qui interdit la prise d'otages.

Ces mesures furent encore aggravées quand, en juillet 1942, le général Otto von Stulpnagel ayant été remplacé par son cousin, Heinrich von Stulpnagel, le *Pariser Zeitung* daté du 16 juillet publia l'avis suivant :

« Les proches parents masculins et les beaux-frères et cousins des auteurs de troubles, au-dessus de l'âge de 18 ans, seront fusillés.

Toutes les femmes parentes au même degré seront condamnées aux travaux forcés.

Les enfants de moins de 18 ans de toutes les personnes désignées ci-dessus seront mis dans une maison de correction. »

Au cours de toute cette période, les services policiers allemands, la Gestapo, le S. D., étaient demeurés dans la coulisse. S'ils n'avaient joué aucun rôle de premier plan, confinés dans l'ombre de l'administration militaire, ils n'avaient cependant cessé d'agrandir progressivement leur champ d'action.

Dès le début, Knochen organisa ses services sur le modèle du R. S. H. A., répartissant ses hommes en six sections correspondant aux six âmters de la direction berlinoise, avec les mêmes attributions. Peu importait qu'on les mît dans l'impossibilité de travailler au grand jour, on en profita pour accumuler de la documentation et recruter des auxiliaires français choisis parmi les repris de justice et les membres de certains partis au premier rang desquels se plaça le P. P. F. de Doriot.

Au cours de l'année 1941, l'état de la surveillance militaire se desserra. La G. F. P. (police secrète de campagne) débordée de travail dut permettre à la Gestapo de procéder seule aux perquisitions, puis, peu après, aux arrestations. Elle devait rendre compte de ces opérations, par des rapports détaillés, mais le plus souvent cette formalité était « oubliée ». Bientôt le

commandement militaire dut se résoudre à lui demander de procéder aux enquêtes que l'Abwehr et la G. F. P. ne parvenaient plus à mener. Après un accord avec l'Abwehr, il fut convenu que la Gestapo et le S. D. étaient chargés de la sécurité des arrières de l'armée, au point de vue civil et politique, toute l'activité de renseignement militaire demeurant le domaine exclusif de l'Abwehr. Mais la frontière entre ces deux activités était parfois très floue, les agents de Knochen la franchissaient allégrement et empiétaient sur les attributions réservées, d'où de fréquents conflits. Les relations entre Gestapo-S. D. et l'Abwehr se situèrent toujours dans les nuances d'une hostilité sourde, reflet de la rivalité qui, en Allemagne, opposait les chefs supérieurs des deux organisations.

Ces extensions successives augmentaient l'importance politique des services de Knochen. A la fin de 1941, il avait pris pied dans tous les domaines, à l'exception de quelques secteurs dont les militaires conservaient l'exclusivité : censure de la presse, radio, théâtre, cinéma, réalisation des affaires juives et questions économiques de l'administration française.

Pendant la même période il avait implanté trois « succursales », les « aussenstellen » (services extérieurs) de Bordeaux, Dijon et Rouen. A Vichy, un agent d'Himmler était installé depuis le début de l'occupation. Il s'appelait Reiche et renseignait directement Himmler sur tous les événements de la « capitale provisoire ». Il ne dépendait pas de Knochen.

Ce travail d'organisation, lutte opiniâtre enfin couronnée de succès, fut l'œuvre de Knochen. Depuis le départ de Thomas il demeurait le seul responsable des services Gestapo-S. D. Thomas avait été remplacé par l'oberführer Bierkamp, mais celui-ci assura simplement l'intérim pendant les six mois qui s'écoulèrent jusqu'à l'arrivée du nouveau chef.

Au mois d'avril 1942, Himmler obtint enfin de Hitler les ordres nécessaires pour ôter les pouvoirs de police à l'état-major de l'armée d'occupation en France, et pour en charger un nouveau représentant personnel.

Afin de marquer l'importance qu'il attachait à ce poste et à cette victoire sur les militaires, il choisit un homme chaudement recommandé par Heydrich, le général Karl Oberg.

Karl Albrecht Oberg était né le 27 janvier 1897 à Hambourg, où son père, le Dr Karl Oberg, était médecin. Le jeune homme fit ses études dans la ville hanséatique et y obtint son « abitur » en 1914. Il avait alors dix-sept

ans. Au mois d'août, la guerre ayant éclaté, il courut s'engager et, au mois de septembre 1916, combattait sur le front français avec le grade de lieutenant. Avant la fin de la guerre il avait été décoré de la Croix de Fer de 1^{re} et 2^e classe.

Rentré à Hambourg et la situation de sa famille étant devenue difficile, il entra chez un marchand de biens; il y demeura jusqu'en 1921. Il fut ensuite successivement représentant chez un papetier en gros, puis employé à la fabrique de levure Christiansen, à Flensburg, près de la frontière danoise. Il se maria en 1923 avec Frieda Tramm, sa cadette de cinq ans. En 1926, le jeune ménage revint à Hambourg où Oberg avait trouvé une situation à la société de vente en gros de fruits exotiques, « West-India Bananenvertriebsgesellschaft ». Il y resta trois ans, puis devint concessionnaire d'une maison concurrente de fruits exotiques, la « Banjac ». Il n'y fut pas heureux et, au bout de dix mois, à l'automne de 1930, se trouva sans situation. Trois millions et demi de chômeurs encombraient alors le pavé des villes allemandes. Karl Oberg n'était pas homme à sombrer dans le désespoir ni à faire la queue aux soupes populaires. Grâce à un petit prêt familial, il s'établit à son compte débitant de tabac, en plein centre de la ville, Schauenburgerstrasse, petite rue commerçante à l'ombre du Rathaus, l'énorme et flamboyant hôtel de ville de Hambourg.

Pendant cette période, Oberg avait été touché par la propagande nazie. Devenu marchand de cigares, il se trouvait dans une ville entièrement dépendante du trafic maritime et sensible plus que toute autre aux effets du marasme économique. Au mois de juin 1931, il donna son adhésion au N. S. D. A. P. où il reçut le n° 575 205. Dix mois plus tard, il entra à la S. S. et y déploya des qualités d'organisateur méthodique. L'année suivante, le 15 mai 1933, Heydrich vint à Hambourg pour inspecter le service local du S. D. en pleine organisation. Depuis quelque temps, Oberg se sentait attiré par les services de sécurité du Parti. Il se fit présenter à Heydrich qui accepta sa candidature. En entrant au S. D., Oberg devenait fonctionnaire appointé et ses ennuis d'argent prenaient fin. Nommé untersturmführer (sous-lieutenant) le 1^{er} juillet 1933, il fut affecté à l'état-major de Heydrich dont il ne tarda pas à devenir l'un des plus proches collaborateurs. Il le suivit à Munich, quand le service y fut transféré à la fin de juillet 1933, puis au mois de septembre suivant à Berlin pour installer le service central du S. D. Il fut bientôt chef de l'état-major personnel de Heydrich au S. D., puis chef du service du personnel et il occupa ces fonctions jusqu'en novembre 1935. Pendant son séjour près de Heydrich, il avait participé activement à la purge Röehm.

Oberg quitta alors volontairement le S. D. pour retourner au service actif de la S. S. et prendre le commandement de la 22^e Standarte S. S. à Mecklenbourg avec le grade de standartenführer (colonel), puis il devint chef du S. S.-*Abschnitts IV* à Hanovre jusqu'en décembre 1938. Au mois de

janvier 1939, il fut nommé président de police de Zwickau, en Saxe, et au mois d'avril il y reçut les galons de S. S.-Oberführer. La guerre ne modifia pas sa situation jusqu'en septembre 1941, à l'exception d'un court intermède. Au mois d'avril 1941, Himmler l'avait nommé à titre intérimaire au poste important de président de police de Brême, mais le pontife nazi local, le gauleiter Kaufmann, avait un autre candidat et manifesta une telle opposition qu'Oberg dut être ramené à Zwickau une semaine plus tard.

En septembre 1941, Oberg fut nommé S. S. und Polizeiführer — chef de la police et des S. S. — à Radom, en Pologne. Il y participa à l'extermination des Juifs et à la chasse aux travailleurs polonais. Il ne quitta ce poste que pour venir à Paris ², après avoir été nommé « Brigadeführer und Generalmajor der Polizei », c'est-à-dire général de brigade, ce qui constituait un assez bel avancement puisqu'il était sous-lieutenant neuf ans plus tôt.

Il avait donc quarante-cinq ans quand Himmler l'envoya en France. C'était à cette époque un homme en pleine force, un grand Allemand du Nord, blond et rose, solidement charpenté, avec un peu de ventre dû à la bière qu'il consommait en assez grande quantité. Son visage très allongé était éclairé par deux yeux bleus gris, un peu globuleux, qui ne reflétaient ni cruauté ni dureté particulière, mais plutôt une sorte d'application patiente. De fortes lunettes chevauchaient son nez, long, dont le dos s'incurvait et que terminait un bout extraordinairement pointu et un peu relevé, ce qui, de profil surtout, donnait au visage un aspect légèrement clownesque. Son crâne bombé et rose apparaissait sous les cheveux blonds et rares. Il avait laissé dans ses postes précédents le souvenir d'un homme pondéré et patient, doux et bon envers ses subordonnés. C'est un époux sérieux et rangé qui, après treize ans de mariage, avait été tardivement père d'un premier enfant en 1936, d'un second en 1941 et qui allait l'être une troisième fois en 1942.

En somme, l'homme que Himmler avait choisi serait apparu plutôt comme un assez brave homme au milieu du troupeau de fauves de la Gestapo et de la S. S., si une qualité supplémentaire n'était venue tout compromettre : Oberg était excessivement discipliné.

Himmler avait pris la décision d'envoyer Oberg en France le 22 avril 1942. Oberg arriva le 5 mai. Son intervention allait provoquer un changement radical dans les rapports entre la police allemande et l'armée d'occupation. Pour marquer cette transformation, Oberg avait reçu les titres de « Höhere S. S. und Polizei Führer » (chef suprême des S. S. et de la police) et de « représentant personnel de Himmler », alors que Thomas n'avait eu que le titre de représentant de Heydrich. En même temps, Oberg était investi de tous les pouvoirs de police et chargé d'assurer la liaison entre le chef suprême de la police allemande et des S. S., Himmler, et les

différentes autorités en France, c'est-à-dire le commandant militaire en France, von Stulpnagel, le commandant en chef du front de l'Ouest, maréchal von Rundstedt, l'ambassadeur Abetz et enfin le gouvernement français.

Pour conférer une certaine solennité à l'événement et en souligner l'importance, Himmler avait désiré venir lui-même installer officiellement Oberg à Paris. Mais ses innombrables fonctions l'en ayant empêché, il délégua Heydrich. Celui-ci présenta Oberg aux autorités allemandes et françaises avec lesquelles il allait avoir à traiter ; au cours d'une cérémonie organisée à l'Hôtel Ritz. Pour cette installation, Heydrich avait personnellement mandé à Paris le secrétaire général de la police René Bousquet et le secrétaire général à l'administration du ministère de l'Intérieur Hilaire, tous deux nommés depuis quinze jours. Il les reçut ainsi que Fernand de Brinon, délégué du gouvernement français en zone occupée, et Darquier de Pellepoix, nouveau commissaire général aux questions juives, qui venait de succéder à Xavier Vallat.

Heydrich leur tint un long discours. Ils devaient collaborer aussi étroitement que possible avec les autorités occupantes afin que chacun, dans sa sphère, fût à même de participer à la réussite d'un nouveau service de police qu'Oberg allait organiser, « pour le bien de tous ».

Ce discours servait d'exorde aux exigences que Heydrich allait formuler au nom du Führer. Ces ordres s'adressaient surtout à René Bousquet puisqu'ils concernaient au premier chef la police française. Oberg, dit-il, était chargé de réorganiser les services de police allemands sur le territoire occupé. Ces services allaient désormais détenir le pouvoir exécutif, les pouvoirs de police étant retirés à l'administration militaire. La sécurité à l'arrière des troupes était confiée aux services de la police et aux S. S. Himmler avait donné une consigne à Oberg : « Veiller à ce que les troupes stationnées sur les côtes aient le dos dégagé. »

Afin que cette tâche pût être accomplie sans difficulté, il ordonnait que la police française, en zone occupée, fût placée sous la tutelle de la police allemande. Cette exigence fut présentée par Heydrich comme une demande justifiée par les termes de la convention d'armistice. C'était, dit Heydrich, l'un des droits et des devoirs de la puissance occupante de veiller au maintien de l'ordre. Cependant, Hitler et Himmler ne pensaient pas que la police française, telle qu'elle était constituée, pût apporter une collaboration loyale et efficace. En conséquence, le Reichsführer-S. S. exigeait une réforme profonde de la police française. Celle-ci devait être dirigée et encadrée par des hommes sûrs choisis au sein des partis politiques collaborant sans arrière-pensée avec les services allemands « pour édifier l'Europe nouvelle » et au premier rang desquels se trouvaient le P. P. F. de Doriot et le S. O. L. ³ de Darnand.

Les nazis ne pouvaient oublier que c'est en faisant « assurer l'ordre » par leur S. A., puis en truffant tous les services de police d'hommes pour lesquels le service du Parti passait avant celui de l'État qu'ils avaient éliminé leurs adversaires. En France, Thomas l'avait tenté en couvrant de sa protection les hommes qui s'étaient faits les agents du nazisme. Pucheu avait créé aussi les trois services spéciaux : P. Q. J., S. P. A. C., S. S. S.

Mais, alors que Heydrich s'attendait à trouver devant lui un homme prêt à s'incliner, il eut la surprise de rencontrer une résistance très ferme. René Bousquet refusa d'accepter la mise en tutelle de la police et d'appeler dans ses cadres les hommes des partis extrémistes. Selon lui, c'était au contraire en permettant à la police française d'accomplir pleinement sa tâche que le calme pourrait être ramené, si les Allemands cessaient de leur côté de se livrer à des repréailles aveugles. Heydrich parut se rendre aux raisons de Bousquet. Lui-même, dit-il, était d'avis que ces mesures n'étaient pas nécessaires si Bousquet voulait bien s'engager à donner à la police française une orientation favorable aux intérêts allemands et si une collaboration étroite et amicale s'établissait entre les deux services.

René Bousquet s'y engagea à la condition que la police allemande ne vînt pas s'immiscer dans les services de la police française et que les deux polices pussent opérer séparément.

Heydrich dut reconnaître qu'il n'avait pas le pouvoir de conclure seul un accord de cette nature. Il pouvait seulement surseoir à l'exécution des ordres reçus avant d'en référer à ses supérieurs, Himmler et Hitler. Sur cet accord tacite, Heydrich regagna Berlin. Il ne devait jamais revenir à Paris.

Cette entrevue Heydrich-Bousquet, le 5 mai 1942, venait de faire échapper la France à une grave menace. En Pologne, au Danemark, en Tchécoslovaquie, la police allemande contrôlait la totalité des services locaux. Au Danemark, les policiers avaient été arrêtés presque en totalité et déportés. En Tchécoslovaquie, Heydrich lui-même qui venait d'être nommé « protecteur de Bohême-Moravie » faisait régner la terreur. En Pologne, les S. S. exécutaient les ordres de la Gestapo pour l'anéantissement de la population. On peut se demander cependant si la solution finalement retenue n'arrangeait pas les services allemands. Assurer, en totalité, la police en France, c'était immobiliser un grand nombre d'hommes précieux à l'heure même où chaque combattant comptait, sur le front de l'Est, c'était aussi la certitude de voir l'ordre de plus en plus difficile à maintenir, la population supportant beaucoup moins bien les mesures prises par les occupants que celles prescrites par les services français. L'ordre serait donc bien davantage troublé. C'était également pour la France la certitude de voir s'abattre sur elle des mesures féroces, dans le style de celles employées en Europe centrale et orientale pour « mater » les populations récalcitrantes. Si bien que, finalement, chacun trouvait son compte à cet accord.

A Paris, Oberg entreprit de réorganiser les services placés sous sa direction.

La première transformation fut le rattachement, aux services de police de sûreté et du S. D., de la section de l'administration militaire chargée de la surveillance de la police française. La G. F. P. d'autre part disparut presque complètement. Vingt-trois groupes sur vingt-cinq furent dissous et leur personnel fut versé à la Sipo-S. D. ou renvoyé sur le front russe. Les hommes pris à la G. F. P. furent démobilisés par la Wehrmacht et remobilisés par la Gestapo et le S. D. avec affectation spéciale. L'administration militaire conserva cependant, et jusqu'au dernier jour, la surveillance des prisons et des camps, la douane et la direction de la Feldgendarmérie.

Tout cela était l'œuvre de Knochen, l'aboutissement du long travail qu'il avait poursuivi sans relâche pour assurer à Paris la supériorité du parti sur l'armée, telle qu'elle existait en Allemagne. A partir de ce moment, et grâce aux pouvoirs confiés à Oberg, cette suprématie ne cessa de s'affirmer et la direction réelle de la politique allemande en France appartient aux organismes policiers bien que théoriquement l'ambassadeur Abetz en fût toujours chargé.

Oberg divisa les services de police en deux groupes correspondant à l'organisation allemande : l'« Ordnungspolizei » (ORPO), la police d'ordre, et la « Sicherheitspolizei » (SIPO-S. D.), la police de sûreté. Chaque groupe fut placé sous la direction d'un Befehlshaber, un commandant. L'Orpo s'installa 49, rue de la Faisanderie et fut placée sous le commandement de Schweinichen, remplacé en 1943 par Scheer; la Sipo-S. D. demeura placée sous le commandement de Knochen et conserva ses services rue des Saussaies et avenue Foch.

En application de cette politique d'expansion pratiquée pour prendre le relais des militaires, un service régional fut créé dans chaque région. A ceux de Bordeaux, Rouen et Dijon déjà existants, vinrent s'ajouter sept autres, à Angers, Châlons-sur-Marne, Nancy, Orléans, Poitiers, Rennes, Saint-Quentin, portant ainsi les directions régionales à onze en comptant celle de Paris.

Chacun de ces services essayait à son tour un certain nombre de petits postes locaux qu'il installait dans les villes principales de sa région, ainsi que des agents dans les Kommandanturen locales. Par exemple, Rouen avait essaimé à Évreux, Caen et Cherbourg, et trois postes de moindre importance à Granville, Dieppe et Le Havre.

Les régions du nord et de l'est échappaient à la direction de Paris; le service de Lille, compétent pour le Nord et le Pas-de-Calais, était rattaché à la direction centrale de Bruxelles; le service de Strasbourg dépendait d'une direction régionale allemande.

Toutes les directions régionales dépendant de Paris reproduisaient à leur échelle l'organisation du service central de Paris, lui-même calqué sur le R. S. H. A.

Le service central Sipo-S. D. et ses services extérieurs étaient donc divisés en sept sections. A leurs attributions habituelles s'ajoutaient les tâches spéciales nécessitées par l'occupation d'un pays étranger. La section II (S. D.) chargée de la gestion administrative était doublée par une autre dite *II Pol*, formée par l'ancien groupe détaché de l'administration militaire et chargée des relations avec la police française, de sa surveillance, de l'étude des problèmes juridiques. Elle assurait la liaison avec le bureau de l'administration militaire qui gérait les camps et les prisons.

La section III (S. D.) tenait à jour la liste « Otto » établie à l'origine par la Propaganda Staffél qui contrôlait aussi la presse française. Cette liste signalait les ouvrages interdits, soit en raison de l'origine de l'auteur, juif ou antinazi, soit en raison du sujet traité.

La section III assurait également la surveillance des bureaux d'achats allemands. Enfin, elle s'occupait des problèmes de la main-d'œuvre et du travail obligatoire, en liaison avec le gauleiter Sauckel.

La section IV était, comme en Allemagne, la Gestapo proprement dite. Elle était chargée de la lutte contre les « ennemis de l'État », les saboteurs, les terroristes et du contre-espionnage actif. Dans ses locaux aboutissaient, à Paris, les malheureux détectés, soit par ses propres agents, soit par les travaux des sections III et VI. Elle captait aussi les émissions de radio clandestines à destination de Londres et élaborait le texte des émissions-pièges.

Cette section contrôlait administrativement un Sonderkommando (commando spécial) détaché de Berlin et appelé Sonder-kommando IV J, puis par la suite IV B 4, chargé de la lutte antijuive. Ce commando, qui recevait ses ordres directement d'Eichmann, à Berlin, était animé par Dannecker. Il préparait « l'émigration » des Juifs en prenant les mesures préliminaires dont l'exécution était confiée aux autorités françaises. Les Juifs, arrêtés notamment à l'aide de rafles effectuées par le commissariat aux questions juives, étaient internés au camp de Drancy puis déportés en Pologne où on les exterminait.

Aux réunions régulières participaient autour de Dannecker, le représentant d'Abetz, Zeitschel, deux membres de l'autorité militaire, Ernst et Blanke et un délégué du service Rosenberg, von Behr. C'est au cours de

ces réunions que furent arrêtées les mesures qui firent tant de victimes parmi les Français.

L'ambassade avait également désigné des « experts » français. Ces « spécialistes » furent choisis parmi les chefs des groupes collaborationnistes et antisémites. Ce furent entre autres Bucard, Darquier de Pellepoix, Clementi et un pseudo-savant, le « professeur » Georges Montandon, « anthropologue » raciste.

Dannecker abusait de son indépendance et son attitude cavalière porta ombrage à Knochen qui, soucieux de garder intact son prestige de chef, trouva un prétexte pour le faire muter « pour raisons disciplinaires ». Aussi Dannecker quitta-t-il Paris en septembre 1942 pour terminer sa carrière à Sofia.

Au mois de mai 1943, Eichmann ayant estimé que la France était « très en retard » sur les autres pays d'Europe pour la « liquidation du problème juif », envoya son bras droit, le hauptsturmführer Brünner, à Paris, avec mission d'accélérer au maximum les déportations. Brünner venait de Salonique où il avait laissé le souvenir d'une brute impitoyable. Eichmann l'installa en personne à Paris. Il devait revenir deux fois encore en France pour constater par lui-même les « bons résultats » de l'activité de Brünner. Les journaux antisémites français, au premier rang desquels venait le *Pilori*, s'étant livrés à une véritable campagne pour protester contre la tolérance « criminelle » dont les Juifs bénéficiaient dans la région de Nice, Eichmann s'y rendit pour vérifier si « tous les Juifs de France » s'y étaient réfugiés, ainsi que l'affirmaient ces journaux.

Au moment de l'arrivée de Brünner, Oberg reçut de Himmler l'ordre de « secouer » la police française, trop peu coopérative dans la chasse aux Juifs.

Mais Brünner bénéficiait d'une très grande autonomie. Il avait amené avec lui un détachement spécial de vingt-cinq hommes et son parc automobile. Recevant ses ordres de Berlin, les faisant exécuter par les Français du commissariat aux questions juives, il échappait à Knochen. A partir d'août 1943, le camp de transit de Drancy passa sous administration allemande, sa surveillance extérieure seule étant assurée par la gendarmerie française. Brünner put alors « activer » encore la cadence des départs.

La section IV était chargée d'une sinistre besogne : elle déterminait quelles étaient, parmi les personnes arrêtées, celles qui devaient être jugées par le tribunal militaire siégeant 11, rue Boissy-d'Anglas, et celles qui devaient être déportées sans jugement. Enfin, elle détenait un terrible privilège : elle choisissait les otages à fusiller en cas de représailles.

La section IV comportait une sous-section IV 5 d'organisation des « missions spéciales et une sous-section IV N destinée à pénétrer les services de renseignements de l'adversaire.

Elle administrait également deux unités que tous les Français, et surtout les Parisiens, apprirent à « apprécier » sans connaître leurs noms. L'Intervention-Referat, dont le service principal était installé 48, rue de Villejust, devait former des équipes de tueurs, recrutés parmi les groupes de choc du P. P. F. et de la Milice dont les plus célèbres furent ceux de la bande Carbone. Ces commandos intervenaient quand le S. D. et la Gestapo ne voulaient pas apparaître en nom propre. Ils commettaient les coups de main contre certains organismes et exécutaient des enlèvements ou des assassinats de personnalités.

Une seconde unité dite *Section IV de la police de secours*, dirigée par l'Alsacien Bickler, encadrait les Français travaillant pour la Gestapo. Cette section avait créé une école spéciale pour la formation de ces agents auxiliaires.

Ces deux formations utilisèrent largement les services de criminels de droit commun, dont un grand nombre furent extraits des prisons. Leur recrutement avait commencé d'une manière curieuse. Un certain Henri Chamberlin, ancien gérant du mess de la préfecture de police de Paris, devenu membre du « milieu », fut interné en 1939 au camp de Cépoï. Il y connut plusieurs agents allemands également internés et s'évada avec eux. Dès l'arrivée du kommando Knochen, Chamberlin travailla pour le compte de la Gestapo, d'abord comme indicateur, puis, à la demande de ses employeurs, comme « chef d'équipe ». Sous le nom de Lafont, Chamberlin monta alors un groupe qu'il devait diriger avec l'ex-inspecteur Bony. Ils s'installèrent 93, rue Lauriston. Pour constituer son équipe, Chamberlin-Lafont obtint la libération d'une vingtaine de condamnés de droit commun. De nombreuses officines du même genre s'ouvrirent, telle celle du sinistre Martin, dit « Rudy de Mérode ». Ces criminels utilisaient les sévices corporels comme méthodes d'interrogatoire et profitaient de l'immunité que leur conférait leur aussweiss spécial et leur permis de port d'arme, pour commettre d'innombrables délits : vols au cours de perquisitions, fausses perquisitions au domicile de personnes riches, chantages, trafics de toutes sortes.

Ces équipes travaillèrent à la fois pour la Gestapo, le S. D. et l'Abwehr.

La section IV détenait, en principe, le pouvoir exécutif avec la section V, c'est-à-dire qu'elle procédait aux arrestations, interrogatoires et perquisitions. Elle eut pour chef Bœmelburg jusqu'à la fin de 1943.

Bœmelburg avait été précieux au début de l'installation du service Knochen à Paris pour plusieurs raisons. C'était un vieux policier professionnel, très au courant des usages et des techniques policières et juridiques internationales. Il avait été l'une des personnalités de l'I. K. P. K. (l'organisation internationale de police criminelle), ancêtre de l'Interpol, dont le secrétariat était alors à Vienne, et il avait connu par ce biais les

principaux chefs de la police française, tout au moins de réputation. Par surcroît, il parlait parfaitement le français, et même l'argot, ayant autrefois séjourné longtemps à Paris comme « technicien » d'une firme allemande de chauffage central. Lors du voyage du roi d'Angleterre, il s'était fait déléguer par l'I. K. P. K. pour étudier avec les services français les problèmes de sécurité et les dispositions à prendre contre les terroristes internationaux dont on redoutait l'action. Le gouvernement français avait gardé un souvenir très vif de l'attentat de Marseille qui avait coûté la vie au roi Alexandre de Yougoslavie et au ministre Louis Barthou. Il avait pu ainsi prendre des contacts directs qu'il ne manqua pas de renouer dès son installation comme chef de la Gestapo, rue des Saussaies.

Mais, en 1943, Bøemelburg fut soudain frappé par les atteintes du temps. Son âge sembla l'accabler d'un coup, sa mémoire, jadis redoutable, devint infidèle, ses décisions moins promptes, son jugement moins sûr. C'était l'époque où l'activité de la Résistance et les oppositions politiques intensifiaient leur pression. La Gestapo livrait une guerre sans pitié, frappant avec une cruauté implacable. Bøemelburg, devenu vieux, fit soudain figure de tiède. Oberg et Knochen, en accord avec le R. S. H. A., cherchèrent une solution pour le remplacer sans le blesser. On commençait à parler de limite d'âge quand le représentant d'Oberg à Vichy, Geissler, fut tué par la résistance. Le poste fut alors confié à Bøemelburg, lui-même remplacé à Paris par Stindt, qui demeura chef de la Gestapo en France jusqu'à la fin de l'occupation.

Après l'évacuation de la France, Bøemelburg, qui avait accompagné le gouvernement de Vichy, fut attaché à la personne de Pétain à Sigmaringen. Ce fut son dernier poste.

La section V était la Kripo (police criminelle). Elle devait, en principe, lutter contre le marché noir. Cette action était théorique, les services allemands étant souvent les principaux organisateurs du marché noir à leur profit. En collaboration technique avec la Gestapo elle s'occupait de l'anthropométrie des détenus, du signalement des individus recherchés, des expertises des armes, des relevés d'empreintes, etc.

La section V partageait avec la section IV le pouvoir exécutif. Elle fut dirigée par Koppenhofer, puis par Odewald.

La section VI était chargée de rassembler les renseignements sur les groupes politiques et de surveiller leurs liaisons avec l'étranger. A Paris, elle disposait de sept kommandos spécialisés dont les missions furent souvent curieuses.

Le Sonderkommando Pannwitz (du nom de son chef le hauptsturmführer Pannwitz, de l'amt IV du R.S.H.A.) avait été envoyé spécialement de Berlin et travaillait à la fois avec la section IV et la section VI dans l'affaire dite

Rote Kapelle (chapelle rouge) pour liquider le réseau de renseignements soviétique opérant en France, où celui-ci rassemblait des renseignements sur l'activité des troupes allemandes, leurs effectifs et l'état des divisions y venant au repos, à leur retour du front de l'Est ou se préparant à y repartir; ces renseignements étaient transmis à Moscou, soit par radio, soit par un relais situé en Suisse. Le Sonderkommando Pannwitz utilisa aussi pour son travail l'aide du second kommando spécial, le Funkspiel Kommando.

Le Funkspiel Kommando (funkspiel c'est-à-dire radio-jeu dans le sens de piège-radio) comprenait des spécialistes de la détection des émissions radio clandestines.

Un troisième kommando spécial assurait la protection des hauts fonctionnaires allemands effectuant un voyage en France. Il était composé de S. S. triés sur le volet et d'éléments de la Schutzpolizei, la police d'ordre des villes.

Le quatrième kommando dit Kommando Wenger, du nom de son chef, exerçait une surveillance particulière sur la délivrance des visas. Le Sonder-Referat du hauptsturmführer Wagner surveillait la haute société française. Un autre kommando, technique, s'occupait de détecter les camouflages utilisés par les véhicules de l'armée secrète. Il opéra en zone sud où l'armée secrète s'était constituée. Enfin, le septième et dernier kommando recrutait des prostituées pour les maisons réservées aux troupes allemandes et parfois même pour celles qui furent installées dans certains camps de concentration.

Il n'y eut pas en France de vraie section VII mais des spécialistes de l'amt VII vinrent à plusieurs reprises de Berlin pour étudier les « travaux » de l'Institut antijuif français, pour cataloguer les bibliothèques confisquées par l'einsatzstab Rosenberg qui avait installé un service à Paris, 12, rue Dumont-d'Urville et pillait méthodiquement les objets d'art, les meubles anciens, les livres, l'argenterie, les bijoux et fourrures, tous les objets de prix découverts dans les appartements des Juifs.

Ainsi, à partir de mai 1942, les services allemands en France installèrent cette organisation omnisciente et partout présente que l'Allemagne avait appris à connaître. Tous les pouvoirs lui étant maintenant confiés, elle devint redoutable.

Malgré le compartimentage théorique des services sur le modèle des services centraux, la séparation fut, en France, infiniment moins étanche et réelle qu'en Allemagne. Dans les sections extérieures, en particulier, où l'effectif total ne dépassait pratiquement pas une centaine de membres, y compris le personnel administratif, les agents travaillaient indifféremment dans toutes les branches et, à mesure que les mois passaient, durent se cantonner de plus en plus dans le travail répressif, laissant le travail de

renseignements aux « auxiliaires » français recrutés sur place, et opérant sur les renseignements et les dénonciations envoyés par les organisations françaises collaboratrices et certains partis politiques.

Les agents appartenant aux « Kommandos de la Sipo-S. D. » portaient le même uniforme, c'est-à-dire l'uniforme S. S. avec, sur la manche gauche, la bande distinctive portant les lettres S. D. Elles désignaient non pas le service S. D., mais la classification dans laquelle entraient les membres des services de sécurité ou de police appartenant également à la S. S.

Le pouvoir détenu par l'armée avait glissé dans les mains des chefs de la Gestapo. Ainsi le commandement militaire avait subordonné la nomination de fonctionnaires français en zone occupée à son accord. Quand la Gestapo eut acquis son indépendance, elle revendiqua le droit d'intervenir à l'occasion de chaque nomination susceptible de toucher aux intérêts de ses charges policières.

Après l'occupation de la zone sud, en novembre 1942, la Gestapo prétendit, dans les deux zones, subordonner à son consentement la désignation des préfets et alla jusqu'à proposer ses candidats, prétentions contre lesquelles luttèrent le commandement militaire et l'ambassade. Il n'en reste pas moins vrai que la section III ne cessa de passer au crible les nominations pour examiner si les nouveaux fonctionnaires ne risquaient pas de faire de l'obstruction à son travail répressif. Oberg parvint finalement à faire nommer à la tête de la police française un homme de son choix en la personne de Darnand.

En dehors des sources de renseignements classiques, la Gestapo en France partagea avec l'Abwehr un moyen d'information particulier à l'époque.

La pénurie de matières premières, de denrées alimentaires et de la plupart des objets manufacturés engendra le « marché noir », où se traitaient les affaires échappant aux règles du contingentement. L'économie allemande, responsable de cette pénurie par les prélèvements qu'elle effectuait sur l'économie française comme sur celle de tous les pays occupés, souffrait des insuffisances de sa production, qui s'aggravèrent à mesure que les bombardements aériens causaient de nouvelles destructions dans ses zones industrielles. Dans le même temps, les dépenses de guerre atteignaient des chiffres tels qu'il devint de plus en plus difficile d'y faire face. Alors que la part de ces dépenses couverte par les impôts était de 42 % en 1939, elle n'était plus que de 33 % en 1942 et de 19 % seulement en 1944. La contribution prélevée sur les pays occupés au titre des « frais d'occupation » atteignit 66 milliards et, en y ajoutant les sommes perçues ou extorquées à

d'autres titres, un total d'environ 100 milliards de marks. La France à elle seule versa 31 milliards 600 millions de marks au seul titre des frais d'occupation, ce qui constitua la plus forte part de tous les pays occupés, faible apport puisque les seules dépenses de la cinquième année de guerre atteignirent 100 milliards de marks⁴.

Il n'était pratiquement plus possible d'augmenter les tonnages imposés à la France pour la fourniture des produits exigés, aussi les services allemands entreprirent-ils de procéder à un second prélèvement en organisant un marché noir à leur profit. Ils créèrent des organismes appelés « Bureaux d'Achat », chargés de passer des marchés réguliers avec les industriels français. En fait, ces bureaux devinrent de gigantesques officines de corruption. On y traita les affaires les plus incroyables, les individus les animant ayant saisi les avantages énormes que leur donnaient l'impunité de leur position privilégiée et la protection de la Gestapo. On y vendait, achetait, troquait, les marchandises les plus disparates, l'acier, le cuivre, le tungstène, le wolfram comme le caoutchouc et le mercure, les produits pharmaceutiques, la laine, les étoffes, la maroquinerie de luxe, le fil de fer barbelé comme les vins fins et le cognac français, le champagne comme les cuirs verts, les parfums de luxe et les bas de soie comme les bois en grumes ou les rails de chemin de fer. Les bureaux étaient souvent donnés en gérance à des agents occasionnels de la Gestapo ou de l'Abwehr, en paiement de leurs bons offices. Les bénéfices furent prodigieux. Certaines fortunes récentes n'ont pas d'autre origine. Mais, si on y trafiquait sur l'or, les titres et les devises étrangères, on y traitait aussi des marchés de fourniture à l'intendance de la Wehrmacht. Des commerçants ou des industriels français n'eurent aucune peine à vaincre les répugnances, à vrai dire faibles, que leur dictait un patriotisme chancelant, pour faire leurs offres de services à ces bureaux d'achat. On sut les transformer en agents de renseignements, conscients ou non, rôle que certains acceptèrent de jouer pour ne pas perdre le bénéfice de commandes profitables.

L'ensemble de ces bureaux était géré par un service appelé « Organisation Otto » et disposant à Paris de trois bureaux centraux, 21 et 23, square du bois de Boulogne, 25, rue d'Astorg et 6, rue Adolphe-Yvon, ainsi que de vastes entrepôts aux docks de Saint-Ouen et de Saint-Denis.

L'organisation Otto était dirigée par deux Allemands, Hermann Brandl, dit « Otto », et Robert Pöschl ou Pöschel. Ces deux hommes étaient officiellement chargés de tous les achats de marchandises en France pour le compte de l'Allemagne, et leur service bénéficiait de la couverture de l'Abwehr. On estime qu'ils réalisèrent plusieurs milliards de francs de bénéfices personnels.

Brandl était le cerveau de l'organisation. C'était un homme de taille très moyenne, au visage ovale un peu empâté. Il affectait des manières raffinées.

Toujours vêtu avec élégance et même recherche, ses cheveux gris argentés rejetés en arrière, il promenait son double menton dans les lieux de plaisir parisiens qu'il fréquentait par goût et pour y traiter des affaires. Tout pouvait intéresser l'organisation Otto. Brandl posait sur ses interlocuteurs son regard glacé et les écoutait sans mot dire. Quand l'affaire était conclue, il offrait le champagne.

« Otto » s'intéressait aussi aux valeurs boursières. Les titres saisis ou volés par la Gestapo étaient souvent négociés en Bourse par des agents de l'organisation. La Gestapo exerçait un contrôle spécial sur les titres. Elle faisait aussi pression sur certaines grosses sociétés pour obtenir d'elles la cession d'importants lots d'actions à des sociétés allemandes dans lesquelles le R. S. H. A. était installé, de façon à pouvoir tout à la fois mieux contrôler ces sociétés et participer à leurs bénéfices.

L'or, les pierres précieuses et les bijoux étaient également achetés par Otto et expédiés en Allemagne.

Brandl, membre de l'Abwehr, y avait le grade de capitaine. Près de lui, un adjoint entretenait une liaison permanente avec la direction de l'Abwehr. C'était Wilhelm Radecke, son âme damnée, individu sans scrupules, cynique, brutal, ami intime de Chamberlin, dit Lafont, avec lequel il se complaisait en noces crapuleuses.

Par Radecke, la Gestapo recrutait des agents dans la clientèle des bureaux d'achat. Les plus redoutables furent Frédéric Martin, dit « Rudy de Mérode », Georges Delfane, dit « Masuy », dont les bureaux étaient installés 101, avenue Henri-Martin. Il passait pour être l'inventeur du supplice de la baignoire.

Lors de la débâcle de 1944, Pöschl tenta de se réfugier en Espagne, espérant gagner l'Amérique du Sud pour y jouir de son énorme fortune. Il avait déjà deviné l'issue de la guerre; sa fuite était soigneusement préparée, des capitaux l'attendaient à Lisbonne. Mais il fut arrêté à la frontière espagnole par la Gestapo. Transféré en Allemagne, il y fut condamné et pendu.

Brandl était rentré en Allemagne avec une partie de ses trésors. En cours de route, il s'était ménagé différentes cachettes en France. On retrouva dans les dépendances d'un château de Champagne des extincteurs pleins de pierres précieuses, enterrés par « Otto ». En Allemagne, il s'installa d'abord à Munich et enfouit encore des bijoux dans des seaux de ciment. Il cacha chez des amis ses toiles de maîtres, des Sisley, des Renoir, des Boudin, des Pissarro, des Degas, des tapisseries, des meubles inestimables, des collections de timbres rares, des titres, de l'argenterie ancienne, la fine fleur de ce qu'un pillage méthodique avait prélevé sur la France pendant quatre ans.

Quand l'effondrement de l'Allemagne survint, Brandl vivait sous une fausse identité près de Dachau. Il y fut arrêté au cours de l'été 1946. Écroué à la prison de Stadelheim, il se pendit dans sa cellule.

Ainsi les deux complices eurent la même fin, au bout d'une corde. Une faible partie seulement du fabuleux « trésor Otto » a été retrouvée. Sans doute des toiles de maîtres achèvent-elles de pourrir dans quelques cachettes sûres, près d'argenteries noircies et de titres qui se désagrègent. Quant à l'or, aux devises et aux titres expédiés par eux au Portugal, comme en Amérique du Sud, quelque complice en fait-il son profit?

¹ Vallat fut remplacé par Darquier de Pellepoix le 6 mai 1942.

² C'est Stahlecker qui devait être nommé, mais il fut tué sur le front russe, ce qui donna « sa chance » à Oberg.

³ Parti Populaire Français — Service d'Ordre Légionnaire.

⁴ A la fin de la guerre la dette publique du Reich atteignit 387 milliards de marks : 143 milliards de titres à long et moyen terme, 235 milliards de bons à court terme, plus divers bons, traites Mefo et autres. Les dépenses de guerre s'élevaient au total de 670 milliards de marks.

Cinquième partie :

L'enfer de la Gestapo. 1940-1944.

1.

La Gestapo au travail en France.

Grâce au dispositif organisé par Knochen sous l'autorité d'Oberg, grâce à l'exploitation des organisations satellites qui gravitaient dans son ombre, grâce à la corruption, à la passion politique, à la peur, la répression s'intensifia.

Oberg, l'honnête père de famille, le fonctionnaire paisible et méticuleux, que ses subordonnés aimaient pour son équité et sa bonté, Oberg appliqua strictement les ordres, en nazi discipliné, et devint, comme le dira Taittinger, « un être démoniaque et capable de faire n'importe quoi pour son Führer. Magnifique incarnation de la brute, il semblait avoir pris pour tâche de se faire détester et il y avait parfaitement réussi ».

Détester... le mot est faible. Une marée de haine et de rage impuissante soulève ceux qui connaissent les méthodes de la Gestapo contre les chefs de ces officines de mort.

Les arrestations dont le nombre augmentait sans arrêt, pour atteindre son maximum de mai à août 1944, en zone sud, en particulier dans la région lyonnaise, prenaient deux formes : d'une part les arrestations individuelles de personnes connues pour leur activité antiallemande, ou simplement soupçonnées d'en avoir une, d'autre part les arrestations collectives pratiquées à l'aide de rafles. Les plus importantes de ces dernières furent en France celles d'août et décembre 1941, de juillet 1942 (rafles des Juifs), de novembre 1943 à l'Université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand; de janvier 1943 à Marseille où quarante mille personnes furent arrêtées, du 24 décembre 1943 à Grenoble, du 24 décembre 1944 à Cluny, de mai 1944, à Figeac et à Eysieux, de juillet 1944 à Saint-Paul-de-Léon et à Locminé. Les mêmes procédés furent employés en Belgique, en Hollande et au Danemark. Quant aux pays de l'Europe centrale et de l'Est, des populations entières furent enlevées, transplantées ou déportées, réduites en esclavage.

Les personnes arrêtées individuellement étaient interrogées et le plus souvent torturées par la Gestapo. En général le premier interrogatoire n'avait lieu, sauf nécessité d'enquête, qu'une dizaine de jours après l'arrestation. Les procédés employés pour faire parler les personnes interrogées étaient partout les mêmes. On les obligeait à s'agenouiller sur

une règle triangulaire pendant qu'un tortionnaire montait sur leurs épaules; on les suspendait par les bras ramenés en arrière, jusqu'à l'évanouissement; on les frappait à coups de pied, de poing, de nerf de bœuf; on les ranimait en les aspergeant d'un seau d'eau quand elles s'évanouissaient. On limait les dents, on arrachait les ongles, on brûlait avec une cigarette et parfois même avec une lampe à souder. On pratiquait aussi le supplice de l'électricité, un fil était attaché aux chevilles pendant qu'un second fil était promené sur les points les plus sensibles du corps. On entaillait la plante des pieds au rasoir et on obligeait ensuite le blessé à marcher sur du sel. Des morceaux de coton imbibés d'essence étaient placés entre les doigts des pieds et enflammés. Le supplice de la baignoire consistait à plonger le patient dans une baignoire d'eau glacée, menottes aux mains ramenées dans le dos, et à lui maintenir la tête sous l'eau jusqu'à suffocation presque complète. On le ramenait à la surface en le tirant par les cheveux; s'il refusait encore de parler on le replongeait immédiatement dans l'eau.

Masuy, spécialiste de ce procédé, avait coutume de couper les séances, quand le patient était au bord de l'évanouissement complet, en faisant apporter du café ou du thé chaud, et parfois même du cognac. Quand sa victime était réconfortée, on recommençait avec la même cruauté.

Les femmes n'étaient pas exemptes de ces tortures et c'est généralement avec elles que les tortionnaires employèrent leurs plus odieux raffinements. Les auxiliaires français de la Gestapo rivalisaient d'invention avec leurs maîtres nazis. Tous les Français ont, au moins, entendu parler de ces procédés. Certains les ont niés pour des raisons politiques, d'autres ont pensé que les récits des victimes étaient exagérés. Bien au contraire, les constatations médicales, les procès-verbaux d'expertises, les constats, les aveux des tortionnaires eux-mêmes, fourmillent de détails impossibles à rapporter dans ce livre.

Chaque « bureau » de la Gestapo travaillant pour son propre compte, étant tenu par le cloisonnement intérieur et les règles du secret d'ignorer ce qui se passait dans les services voisins, il arrivait qu'un détenu fût réclamé par plusieurs services. Chacun de ces services le convoquait alors pour l'interroger.

Le malheureux, ainsi demandé « pour interrogatoire », était amené en voiture cellulaire de la prison, le plus souvent Fresnes, et placé dans un cachot « provisoire » en attendant son tour. Il y avait, rue des Saussaies, des cellules dans divers endroits des bâtiments. Les plus spacieuses se trouvaient au sous-sol, cependant que divers petits cabinets de débarras situés dans les étages étaient sommairement aménagés en chambres de sûreté. Cinq ou six détenus étaient parfois entassés pendant des heures dans un réduit minuscule et sans air. On leur laissait le plus souvent les menottes aux poignets pendant tout ce temps, et parfois même on les enchaînait à un

anneau scellé au mur.

L'heure venait enfin de comparaître devant les « enquêteurs ». Les premières réponses de l'interrogé déclenchaient généralement une grêle de coups. Si le malheureux, toujours enchaîné, tombait à terre, on le frappait à coups de pied pour l'aider à se relever et avec une telle violence que les fractures des côtes ou des membres n'étaient pas rares.

L'interrogatoire se poursuivait ainsi, avec des alternances de menaces proférées à l'égard de la famille (menaces souvent suivies d'effet), de promesses ou de propositions « avantageuses » destinées à amener un peu de « compréhension ». L'inculpé demeurait debout pendant plusieurs heures, harcelé et frappé par des équipes qui se relayaient pour le questionner.

Les « raffinements » étaient ensuite mis en oeuvre pour venir à bout des obstinés. Dans ce domaine, le sadisme et l'imagination des bourreaux amenèrent une infinité de variantes, de découvertes, dont les inventeurs tiraient fierté, comme au moyen-âge les « questionnaires » qui se transmettaient de père en fils les tours de main familiaux. L'alibi patriotique fourni par le nazisme et les « circonstances » faisait surgir du subconscient de ces hommes apparemment corrects, jusqu'alors normaux, d'effrayants instincts. Quelques-uns se défendirent de céder à l'exemple général, au risque de passer pour des traîtres. Parmi les autres, bien peu s'inquiétèrent de prendre plaisir à ses séances. Partout, dans le moindre « office local » de la Gestapo, ces pratiques inhumaines fleurirent.

La Villa des Rosiers à Montpellier, l'impasse Tivoli à Limoges, la plupart des prisons de France, les locaux de la rue Lauriston, ceux de la rue des Saussaies à Paris, tous les immeubles occupés en France par la Gestapo, ont retenti des cris des patriotes torturés et ont vu couler leur sang. Rue des Saussaies, les cuisiniers installés au deuxième étage, dans les bureaux 240 et 242 transformés en cuisine, étaient souvent dérangés par les hurlements des victimes qu'on « interrogeait » au cinquième.

Ces traitements étaient appliqués à des malheureux affaiblis par la détention. Il y eut quarante mille morts dans les seules prisons françaises, chiffre auquel il faut ajouter les condamnés des tribunaux français, cours spéciales, cours martiales, et les internés des camps français. Entassés dans les cellules des prisons surpeuplées, où la densité atteignit parfois quinze détenus par cellule de sept à huit mètres carrés, recevant des rations alimentaires insignifiantes ¹, vivant dans une saleté à peine imaginable, couverts de poux, ne recevant ni courrier, ni colis, ni visites, coupés du monde extérieur, il fallait un moral à toute épreuve et une volonté surhumaine pour ne pas céder au cours des interrogatoires et taire les noms des amis encore libres. Certains, brisés moralement et physiquement, s'effondrèrent. Qui oserait les juger?

Des centaines d'autres, comme Jean Moulin, moururent sous les coups ou des suites des sévices endurés. D'autres, comme Pierre Brossolette, se suicidèrent pour échapper aux tortures en se réfugiant dans le grand silence de la mort².

Quand la Gestapo pensait avoir appris tout ce qu'il était possible de tirer d'un homme, elle pouvait le placer dans un convoi de déportation ou le traduire devant un tribunal allemand.

Dans le premier cas, c'était une condamnation à la mort lente par le travail forcé, la maladie, les mauvais traitements. Le transport, fait dans des wagons à bestiaux, fermés et plombés, durait couramment trois jours et trois nuits, avec 100 et parfois 120 personnes par wagon, sans air, sans nourriture et sans eau. Les convois arrivant à Buchenwald et Dachau comptaient souvent 25 % de morts.

Entre le 1^{er} janvier et le 25 août 1944, date du dernier départ, 326 convois partirent de France, non compris les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Chaque convoi contenait de 1 000 à 2 000 personnes. La progression dans le nombre des convois éclaire l'aggravation continue de la répression nazie : 3 convois en 1940, 19 en 1941, 104 en 1942 (on voit que la « prise du pouvoir » par la Gestapo à Paris s'inscrit immédiatement dans la courbe), 257 en 1943. En France, 250 000 personnes environ furent déportées, 35 000 seulement sont revenues³, marquées à jamais par cette expérience. A Dachau, les chambres qui contenaient 300 à 400 personnes en 1942, en recevaient 1000 en 1943 et 2 000 ou plus au début de 1945.

L'atmosphère et la vie dans les camps de concentration ont été relatées en détail dans plusieurs ouvrages écrits par des déportés eux-mêmes ⁴. Les hommes qui vécurent ce cauchemar à une époque et dans un pays dits « civilisés », se trouvaient plongés intégralement dans l'univers nazi. Ce monde d'esclaves, soumis jusqu'à la mort aux caprices d'un petit noyau de maîtres cruels, était bien l'aboutissement logique des théories les plus anciennes du nazisme. Entrer dans un camp, c'était savoir dès l'arrivée que l'on ne pourrait jamais retrouver la liberté. Dans tel camp, les S. S. disaient aux arrivants : « Ici, il n'y a qu'une seule sortie, la cheminée », et dans tel autre une énorme pancarte les prévenait dès l'entrée du camp : « Ici, on entre par la porte et on sort par la cheminée. » Plaisanteries typiquement nazies auxquelles la fumée nauséabonde des fours crématoires donnait tout leur prix.

Au camp, le déporté pénétrait dans le domaine des S. S., que la Gestapo gouvernait dans l'ombre. Au sommet, Himmler, avait organisé les unités « Têtes de Mort » pour la garde des camps. C'était un organisme S. S. spécialisé, la W. V. H. A. (Wirtschaft Verwaltung Haupt Amt), le Service central de l'administration économique des S. S., dirigé par Oswald Pohl qui les gérait⁵. La Gestapo, après les avoir remplis, les surveillait

politiquement. On disait couramment chez les nazis que Himmler était « le seul maître des camps jusqu'à la dernière femme de ménage ».

Himmler, Heydrich, et son successeur Kaltenbrunner, les visitèrent souvent. Tous assistèrent au travail exténuant auquel étaient soumis les internés, contrôlèrent le fonctionnement des chambres à gaz et regardèrent des exécutions. Dans ce monde de mort, rien ne pouvait plus surprendre. A la sortie des cadavres des chambres à gaz, on arrachait les dents en or ou les appareils de prothèse que le service économique récupérait. On récupérait aussi les montures de lunettes en or et les alliances. Un jour, Pohl fut invité à un banquet organisé à la Reichsbank avec différentes personnalités nazies. Avant de se mettre à table, on visita les caves de la banque, et l'on montra à Pohl et aux S. S. qui l'accompagnaient les coffres contenant les dépôts du service économique S. S. Ces messieurs virent alors un tas de petits lingots fondus avec de l'or récupéré et aussi des montures de lunettes, des stylos, des dents, amenés tels quels, et déposés en tas macabres. Après quoi, l'on passa à la salle à manger...

Lors de la libération des camps, on y récupéra les derniers stocks non encore transférés, parmi lesquels 20 952 kilos d'alliances en or et 35 wagons de fourrures.

Les industriels qui utilisaient les prisonniers des camps versaient pour eux un salaire au W. V. H. A. Pour la seule année 1943, les dépôts en espèces faits par la S. S. à la Reichsbank atteignirent plus de 100 millions de marks.

Tout devait servir. On alla jusqu'à utiliser les os des morts pour en faire de l'engrais, et la graisse humaine pour faire du savon.

Le règlement prévoyait que, pour les opérations du passage à la chambre à gaz⁶, il fallait compter cinq minutes de plus pour les femmes que pour les hommes, non par humanité, mais parce que l'on devait leur couper les cheveux.

Quand les troupes soviétiques libérèrent le camp d'Auschwitz, elles y découvrirent 7 tonnes de cheveux coupés sur la tête de 140 000 femmes. On ignora à quoi ils étaient utilisés jusqu'au jour où l'on retrouva une circulaire datée du 6 août 1942, émanant de l'administration des camps. Elle expliquait que le S. S.-obergruppenführer Pöhl avait ordonné que les cheveux humains coupés dans les camps « soient utilisés d'une façon adéquate » : « Avec les cheveux peignés et coupés des femmes, on fabrique des chaussons pour les équipages de sous-marins et des semelles de feutre pour les employés des chemins de fer du Reich. » Quant aux cheveux des hommes, ils ne pouvaient être utilisés que s'ils atteignaient au moins vingt millimètres de longueur. Et la circulaire se terminait par cette phrase parfaitement administrative : « Des rapports sur la quantité de cheveux

collectés, séparément pour les cheveux d'hommes et ceux de femmes, seront établis pour le 5 de chaque mois, à compter du 5 septembre 1942. »

Ces enfers, la Gestapo les peuplait, elle en entretenait la population à un niveau constant. L'internement dans un camp relevait uniquement de ses services. Deux personnes seulement pouvaient signer les ordres d'internement : le chef du R. S. H. A., Heydrich, puis son successeur Kaltenbrunner et, en son absence, le chef de la Gestapo, Müller.

Lorsque la main-d'œuvre manquait dans les camps, la Gestapo y pourvoyait. Une circulaire de Müller du 17 décembre 1942 prescrivait l'envoi dans les camps de 35 000 personnes aptes au travail, avant la fin de janvier 1943.

À l'intérieur du camp, la Gestapo était représentée par un service appelé « section politique », objet de terreur pour les prisonniers, source de querelles pour la direction du camp. Le camp était dirigé et administré par une « Kommandantur » qui, jalouse de ses privilèges, supportait difficilement l'immixtion de la Gestapo dans ses affaires.

À son arrivée, tout nouvel interné subissait un long interrogatoire d'identité comportant une foule de questions sur ses antécédents. Le dossier ouvert à son nom recevait ensuite les papiers mentionnant le motif d'arrestation, les pièces d'état civil, etc., et allait prendre place dans les archives de la section politique. Celle-ci tenait à jour un fichier permettant de connaître à chaque instant les renseignements utiles sur chaque prisonnier.

À tout moment la section politique pouvait appeler un prisonnier pour l'interroger. Ces convocations étaient la hantise des camps. La section politique était entourée d'une auréole de terreur sacrée. Des prisonniers qui y avaient été convoqués disparaissaient sans laisser de traces. On y était presque toujours l'objet de graves sévices et Kogon a rapporté que le lieutenant autrichien Heckenast était mort à Buchenwald d'une crise cardiaque provoquée par l'angoisse dans laquelle le plongeaient les appels du haut-parleur.

La Gestapo organisait une sorte d'espionnage intérieur parmi les prisonniers. Le recrutement des mouchards était très difficile car le soupçon de délation à la section politique pouvait équivaloir à un arrêt de mort.

Ceux qui étaient particulièrement signalés étaient interrogés dans le « bunker » du camp, sorte de prison intérieure dans laquelle on pouvait se livrer aux pires excès. Les malheureux conduits au bunker étaient dès l'arrivée privés de tout vêtement et soumis à des tortures indescriptibles. Finalement, ils étaient presque toujours assassinés.

La section politique recevait également les consignes du service central de la Gestapo et les appliquait à l'intérieur du camp. Elle transmettait les

condamnations à mort prononcées contre des prisonniers se trouvant au camp, parfois depuis plusieurs mois. Des ordres d'exécution expédiés de Berlin arrivaient ainsi périodiquement, sans que l'on sût pourquoi tel prisonnier interné depuis quinze ou dix-huit mois devait être exécuté. Huit jours avant la libération de Buchenwald, le service central de la Gestapo continuait imperturbablement à ordonner des exécutions. C'est ainsi que l'officier anglais Perkins fut exécuté le 5 avril 1945.

Quand, par hasard, un détenu allemand était libéré, il était astreint à se présenter à date fixe au bureau de la Gestapo de la ville où il devait résider. Avant de quitter le camp, le libéré devait passer au bureau politique pour y signer une déclaration par laquelle il s'engageait sous serment à ne rien révéler de ce qu'il avait vu au camp, pas plus que sur les conditions de vie des prisonniers. Après 1940, il n'y eut pratiquement plus de libérations.

A Buchenwald, les prisonniers russes étaient dès leur arrivée dirigés par la section politique sur le « traitement spécial », c'est-à-dire la mort, selon un ordre bien défini. On exécutait d'abord les commissaires politiques, puis les officiers, ensuite les chefs de la jeunesse communiste et les membres du Parti communiste. Des mouchards choisis parmi des Russes blancs internés étaient placés dans tous les camps où se trouvaient des Russes pour détecter ceux qui avaient un grade ou une fonction politique.

Himmler était fier de son œuvre. Dans un article publié sous le titre *Nature et Fonction des S. S. et de la police*, il écrivait, parlant des prisonniers, que « c'est le rebut des criminels et le déchet de l'humanité. (...) On y trouve des hydrocéphales, des gens qui louchent, qui sont contrefaits, des demi-Juifs et un nombre incalculable de produits de races inférieures. Tout y est réuni. (...) D'une manière générale, l'éducation se fait uniquement par la discipline et jamais au moyen d'un enseignement idéologique quel qu'il soit, car ces détenus ont, pour la plupart, des âmes d'esclaves; très peu d'entre eux ont réellement du caractère. (...) L'éducation se fait donc par l'ordre. L'ordre veut d'abord que ces gens vivent dans des baraquements propres. Il n'y a guère que nous autres Allemands pour réaliser une telle chose; aucune autre nation ne pourrait se montrer aussi humaine ».

De nombreuses visites de groupes S. S., de délégations de la Wehrmacht, du Parti, furent organisées. Un ancien prisonnier de Dachau a noté qu'on avait l'impression d'être enfermé dans un zoo. La présentation d'un échantillonnage de « pensionnaires » du camp aux visiteurs était calculée pour les amuser et se faisait dans un ordre à peu près immuable. On présentait d'abord un « Vert », un condamné de droit commun, choisi parmi les assassins ou présenté comme tel. Puis venait l'ancien bourgmestre de Vienne, le Dr Schmitz, ensuite un officier supérieur tchèque, suivi d'un homosexuel et d'un gitan. Un évêque catholique ou un haut dignitaire de l'église polonaise et enfin un professeur d'Université fermaient la marche.

Les visiteurs s'esclaffaient, ravis de tant d'humour. Cette promiscuité qui plaçait des savants, des hommes de haute valeur morale, des notables civils ou religieux, sous la coupe de criminels endurcis, promus au rang de *Kapos*, avec droit de vie et de mort sur les détenus, fut le résultat d'un plan longuement mûri dont le but était la déshumanisation systématique de l'homme et l'avilissement de l'adversaire.

Sur cette déchéance savamment provoquée, surnageait le mythe du nazisme, le dogme intangible de la supériorité du sang allemand. Un ordre de Himmler du 11 août 1942 adressé aux commandants des camps prescrivit que seuls les internés allemands seraient autorisés à infliger la bastonnade à d'autres Allemands. Grand réconfort pour l'homme qui allait peut-être mourir sous les coups!

Ces règles démentielles étaient contrôlées par les fonctionnaires de la Gestapo. Leur vigilance s'exerçait également à l'encontre des autorités administratives des camps sur la conduite desquelles ils adressaient des rapports périodiques à Müller qui les remettait à Heydrich pour les présenter à Himmler. On sombre dans un abîme de stupéfaction quand on sait que des sanctions furent prises contre certains fonctionnaires du camp de Mauthausen pour des « manquements » administratifs alors que le médecin chef du camp avait, par exemple, fait extraire deux jeunes Juifs hollandais d'un convoi arrivant au camp, puis les avait fait abattre, pour faire de leurs deux crânes un « original presse-papiers, qui vint « orner » son bureau, parce qu'ils avaient une belle denture.

L'univers nazi, clos et étouffant, possédait une logique interne implacable. Elle nous échappe parce que ses critères nous sont étrangers, mais ces assassinats à l'échelle industrielle, qui sont à nos yeux des crimes inexpiables, étaient pour le S. S. des actes normaux, puisqu'ils avaient été ordonnés, alors que telle erreur administrative, qui nous paraît une bagatelle, était considérée comme une faute parce qu'elle violait des principes du Parti hors desquels il n'existait pas de vérité ni de salut.

Ces meurtres qui nous bouleversent encore profondément et qui remueront la conscience des hommes pendant des siècles, aucun nazi ne dut les considérer comme tels. Qui donc songerait à accuser d'assassinat le ponctuel employé des abattoirs qui vient assommer un bœuf ou égorger quelques moutons? Pour un véritable nazi, il était évident que les membres des « races inférieures » ou les « ennemis de la patrie », ces « rebuts de l'humanité », étaient moins dignes de pitié qu'un bœuf ou qu'un mouton et que leur anéantissement était une œuvre salutaire.

Les prisonniers de la Gestapo qui n'étaient pas envoyés dans un camp en Allemagne étaient rarement relâchés, même si aucune charge réelle n'avait

pu être établie contre eux. Par contre, quand des présomptions sérieuses avaient été réunies par l'enquête ou que des aveux avaient été arrachés sous la torture, il arrivait que le « coupable » fût traduit devant le tribunal allemand. A Paris, cette cour siégeait 11, rue Boissy-d'Anglas.

Le tribunal jugeait souverainement et la Gestapo ne pouvait exercer aucune pression sur lui, mais dès le prononcé du jugement, le justiciable, qu'il ait été condamné ou acquitté, était de nouveau pris en charge par la Gestapo qui pouvait à volonté en disposer librement. Les prisonniers qui, pendant la durée de l'instruction, avaient été détenus à la prison de Fresnes, à la Santé ou au Cherche-Midi, étaient incarcérés au fort de Romainville, après leur jugement, ou sur décision de la Gestapo quand celle-ci n'avait pas jugé utile de les renvoyer devant le tribunal.

Le « camp de Romainville », installé dans l'enceinte du fort, et administré d'abord par la Wehrmacht, puis par les S. S. à partir de juin 1943⁷, recevait différentes catégories de détenus et constituait une sorte de « réserve » permanente d'otages. On y puisait chaque fois que l'on décidait de procéder à des exécutions de représailles.

Le principe de la fusillade d'individus irresponsables, en représailles d'un attentat commis alors qu'ils étaient détenus depuis plusieurs mois, avait été sciemment adopté pour inspirer la terreur. Cette conception élémentaire du pouvoir et des rapports humains imprégnait si profondément le monde nazi tout entier qu'elle empêchait ses dirigeants d'envisager toute autre méthode de gouvernement.

A Romainville, les prisonniers étaient classés, selon les époques, en quatre ou cinq catégories. La première comprenait les privilégiés que l'on pourrait appeler détenus administratifs. On y trouvait peu d'hommes, rarement plus d'une cinquantaine, pour la plupart des personnalités d'une certaine importance arrêtées souvent par mesure de sécurité, signalées (souvent par dénonciation) comme hostiles aux nazis et contre lesquelles aucune charge n'avait pu être relevée. On prenait parmi eux les bibliothécaires, les employés du secrétariat, les médecins, les cuisiniers. Ils avaient droit à une lettre par semaine et à quelques colis de l'extérieur.

Aucun otage ne paraît avoir été inclus dans cette catégorie. Par contre, presque tous ceux qui passèrent à Romainville dans ce groupe furent déportés au bout d'un séjour plus ou moins long.

La seconde catégorie comprenait des détenus de droit commun arrêtés par les Allemands pour des infractions commises à leur préjudice. On y trouvait même des agents allemands, des auxiliaires de la Gestapo, qui avaient profité de leur emploi pour escroquer ou voler leurs maîtres. Certains furent récupérés par la justice française, puis jugés et exécutés après la Libération. Peu de ces détenus furent déportés. Leur régime

coïncidait à peu près avec celui de la première catégorie.

Dans cette classe, on plaçait les enfants de moins de quinze ans, car à Romainville, comme dans les camps, beaucoup d'enfants furent détenus. Il y eut même, à un certain moment, un bébé de sept mois.

Le troisième groupe se composait de femmes, mères, filles, épouses de détenus politiques ou de militants et résistants recherchés. Leur courage, leur extraordinaire dynamisme furent d'un grand réconfort pour les détenus. C'est presque toujours grâce à elles que les nouvelles circulaient dans le camp, ce qui les fit tomber à plusieurs reprises sous le coup de sévères représailles. Les Allemands leur joignirent des détenues de droit commun et des prostituées afin de provoquer une dégradation morale. L'échec fut éclatant. On vit même des filles perdues retrouver un peu de dignité humaine au contact de ces âmes fortes. La plupart des détenues politiques furent déportées.

La quatrième catégorie comprenait les détenus politiques au secret, ou « isolés ». Ceux-ci bénéficiaient d'un régime matériel à peu près identique à ceux des trois premières catégories: quelques lettres soigneusement contrôlées, quelques colis de la Croix-Rouge, une courte « promenade » quotidienne. Mais c'est parmi eux que pouvaient être prélevés des otages lorsque ceux de la cinquième étaient insuffisants. Un certain nombre d'entre eux furent fusillés, quelques-uns, très rares, furent libérés, les autres déportés.

Ces quatre dernières catégories étaient réparties dans les anciens bâtiments de surface du fort, autrefois à usage de casernes, de bureaux, de magasins.

C'est dans les anciennes casemates et les souterrains du fort que l'on parquait les malheureux de la cinquième catégorie. On ne manquait pas de leur rappeler à toute occasion que l'on viendrait les chercher un jour ou l'autre pour les amener devant un peloton d'exécution. Sous les voûtes suintantes d'humidité, on les entassait sur un lit de paille jamais renouvelée, dans une obscurité presque complète. Les ouvertures constamment closes, une latrine de fortune et trop petite, l'impossibilité de changer de vêtements, l'absence presque complète d'eau qui rendait impossibles les soins d'hygiène les plus rudimentaires, faisaient régner une affreuse puanteur dans ces geôles. Cinquante-six prisonniers furent enfermés pendant plusieurs semaines dans une casemate de dix mètres sur huit. L'entassement était la règle générale. La gale et les poux s'acharnaient sur les malheureux d'une façon permanente, l'ombre les rendait presque aveugles au bout de quelques semaines.

L'alimentation était réduite à sa plus simple expression, les correspondances et les colis interdits. En hiver, le froid et l'humidité

s'ajoutaient à leurs épreuves. Certains otages supportèrent ces conditions pendant huit, dix et même douze mois. Parfois, on les plaçait, par mesure de punition, dans un boyau souterrain nauséabond, sorte de cloaque digne du Châtelet de Louis XIII.

C'est en principe dans cette catégorie que les otages étaient prélevés quand une exécution massive était décidée. La plupart de ces détenus étaient condamnés à mort par le tribunal allemand, mais on y trouvait aussi des gens qui n'étaient condamnés qu'à des peines de travaux forcés ou de prison, ou même qui n'avaient jamais comparu devant un tribunal. Mais la Gestapo les avait classés selon des critères qui lui étaient personnels. Les prisonniers « casematards » avaient presque tous été arrêtés pour activité communiste ou gaulliste.

Sur ce monde de souffrance, régnait un personnage courtelinesque, l'un de ces fonctionnaires de la mort que le nazisme enfantait à profusion. Le capitaine Rieckenbach était une sorte de soudard brutal et truculent qui appréciait le séjour en France que lui offrait l'administration et qu'il mettait à profit pour se livrer à une minutieuse étude comparative des alcools que notre pays fabrique avec tant de prodigalité. Vivant dans une demi-ivresse chronique, il pouvait accueillir une tentative d'évasion par une colère effroyable ou une sorte d'intérêt goguenard, selon l'humeur du jour et le niveau des boissons absorbées. Rieckenbach, qui brandissait presque constamment son pistolet, tirait à tort et à travers, dans les fenêtres des chambres ou en roulant sur les talus du fort où son ivresse le jetait parfois. Cette manie l'avait fait surnommer « Panpan » par les prisonniers. Les sentinelles redoutaient ses rondes d'inspection, ponctuées de coups de feu, et se tenaient prudemment hors de sa ligne de tir. Une de ses plaisanteries favorites consistait, quand il voulait punir un prisonnier, à le faire amener, les mains liées derrière le dos, sur le talus du fort. Un peloton d'exécution arrivait, s'alignait face au malheureux, le mettait en joue et restait ainsi pendant plusieurs minutes dans l'attente du commandement de tir qui... ne venait pas. Après quoi le prisonnier était reconduit à sa casemate. « Panpan » fut renvoyé après la double évasion de juin 1943. Le vrai maître des prisonniers était déjà le S. S.-untersturmführer Trapp, dont on disait qu'il avait été marchand de vin en France.

C'est dans la catégorie des « casematards » que fut prise la plus grande partie des otages fusillés, le plus souvent au mont Valérien. Ils n'avaient pas été tous arrêtés dans la région parisienne. Bien au contraire, toute affaire d'une certaine importance, quelle que fût la région dans laquelle elle s'était déroulée, provoquait le transfert des détenus à Paris, où le service central de la Gestapo procédait aux interrogatoires et dirigeait l'enquête. C'est ainsi que soixante-dix résistants arrêtés dans le sud-ouest en février et mars 1942 par les services français furent d'abord conduits à Paris, pris en charge par la « Brigade spéciale David » à la préfecture de police, remis à la Gestapo

qui les réclamait et placés à Romainville dans la catégorie des otages à la fin d'août 1942. Pendant l'enquête, sept d'entre eux avaient été libérés. A Romainville, l'un d'eux parvint à s'évader; les autres furent fusillés ou déportés. Parmi ces derniers, quatre seulement étaient encore vivants à la libération des camps.

Les exécutions d'otages étaient décidées par le commandement militaire et non par la Gestapo, mais c'est elle qui procédait à la désignation des détenus à fusiller. Avant juin 1942, les otages étaient conduits au poteau en représailles d'un attentat immédiatement après celui-ci. Par la suite, sur un ordre de Himmler ou de l'O. K. W., des exécutions furent ordonnées périodiquement, le nombre d'otages à fusiller variant selon le nombre et la nature des attentats commis dans l'ensemble du territoire occupé. C'était pousser au maximum le système de la responsabilité collective. Chaque attentat commis en France faisait l'objet de trois rapports établis par la Feldkommandantur, la Gestapo, et le bureau de l'Abwehr (il en existait un dans chaque Feldkommandantur).

A ces trois rapports d'enquête, s'ajoutait un rapport émanant de l'état-major de la Wehrmacht, de la Luftwaffe ou de la Kriegsmarine, selon que l'attentat avait eu lieu contre un membre ou une installation de l'armée correspondante; un autre était établi par l'ambassade, un troisième par la Propaganda Staffel, les deux derniers analysaient l'état d'esprit de la population.

L'ensemble de ces rapports permettait de dresser le tableau définitif au vu duquel les décisions étaient prises par Keitel. Celui-ci adressait alors à Stulpnagel l'ordre de fusiller un certain nombre d'otages. Cet ordre était transmis à Oberg qui en assurait l'exécution matérielle et la publicité de l'exécution. La section II Pol. de la rue des Saussaies prenait les mesures pratiques (transport des détenus, choix du lieu, fixation de la date et de l'heure de l'exécution). A Paris, le peloton était fourni par l'Ordnungspolizei et en province par la Wehrmacht ou les régiments de police. C'est la section IV, Gestapo, qui choisissait les otages à fusiller parmi les détenus de Romainville le plus souvent, parfois à Fresnes et en province parmi les détenus des prisons allemandes. Il arriva que, sur un groupe de 50 otages fusillés, un seul ait été précédemment condamné à mort par un tribunal allemand. Par contre, un nombre assez important de condamnés à mort ne furent pas exécutés, mais déportés.

On prenait les otages dans la catégorie des casematars, puis, si leur nombre n'était pas suffisant, parmi ceux de la quatrième catégorie, ces deux catégories étant dans la classification allemande celle des Sühneperson, c'est-à-dire des « personnes détenues à titre de représailles aux fins de punition ». Par exemple, le 1^{er} octobre 1943, un ordre prescrivit l'exécution de 50 otages. Or, depuis le 15 juillet précédent, plusieurs convois de

déportés avaient pris le chemin de l'Allemagne et il ne restait à Romainville que 40 otages parqués dans la casemate 22. On prit alors 10 détenus dans la catégorie 4, au hasard, pour atteindre le nombre voulu.

De même, au mois de septembre 1942, un attentat ayant été commis au cinéma Rex, à Paris, réquisitionné pour les soldats allemands, l'ordre arriva de fusiller 125 otages. Mais 88 hommes avaient été exécutés le 11 août (le haut commandement avait annoncé le chiffre de 93, mais on n'en avait exécuté finalement que 88), et la « réserve » de Romainville n'avait pas encore été reconstituée. On ne put y prélever que 46 personnes; elles furent fusillées au mont Valérien. Un ordre d'exécuter 70 personnes choisies parmi les détenus du fort du Hâ fut transmis à Bordeaux. Ainsi, des Français arrêtés six mois plus tôt et à 600 kilomètres de Paris moururent pour un attentat dont ils ignoraient même qu'il eût été commis.

Ces exécutions massives se multiplièrent jusqu'à la fin. Leur effet fut contraire au but poursuivi. Loin de frapper de terreur la population, elles révoltèrent les hommes dignes de ce nom et contribuèrent à grossir les rangs de la Résistance. Le nombre des otages fusillés en France atteignit le total de 29 660 pour l'ensemble des deux zones. Leur répartition par région permettrait de dresser une véritable carte de la Résistance. Si 11 000 otages ont été exécutés dans la région de Paris, les deux régions qui la suivent dans ce tableau d'honneur furent les deux « capitales » de la Résistance française: Lyon avec 3 674 otages fusillés et Limoges avec 2 863.

1 Les femmes détenues au fort Montluc à Lyon recevaient pour vingt-quatre heures une tasse de tisane à sept heures du matin et une louche de soupe et un morceau de pain à dix-sept heures.

2 Après plusieurs jours de tortures, Pierre Brossolette se jeta du 5^e étage de la rue des Saussaies par crainte de parler sous de nouvelles souffrances.

3 Les Hollandais détiennent en Europe occidentale le triste privilège du plus faible pourcentage de déportés rentrés : sur 126 000 déportés, 11 000 rapatriés.

4 On trouvera à la fin de ce volume une bibliographie dans laquelle figurent les meilleurs ouvrages sur la vie dans les camps.

5 Les premiers camps avaient été administrés séparément par les commandants de camp. A la fin de 1939, un service spécial fut créé à la direction des unités « Totenkopf », le service central dit « K. Z. (Konzentrations Lager) chargé de l'administration de l'ensemble des camps. Au début de 1942, ce service fut rattaché à la direction économique S. S. (W. V. H. A.) sous le nom d' « Amtsgruppe D ».

6 A Auschwitz, Höss fit construire une chambre à gaz pouvant contenir deux mille personnes.

7 Les S. S. remplacèrent la Wehrmacht à la suite de l'évasion, le 1^{er} juin 1943, de deux détenus, Pierre Georges (colonel Fabien) et Albert Poirier.

2.

Le martyre des territoires de l'Est.

Dans les pays de l'Est, la férocité nazie s'abattit sans la moindre retenue. En Pologne, dans les Pays baltes, dans les territoires de l'U.R.S.S. momentanément envahis, les nazis se livrèrent à une extermination systématique qui dépasse l'imagination. Alors qu'à l'ouest de l'Europe, ils menèrent une sorte de jeu de balance qui faisait alterner la terreur et les appels à la coopération, aucune tentative de ce genre ne fut poursuivie dans les régions de l'Est qu'il s'agissait d'annexer pour en faire des territoires de peuplement et des réserves d'esclaves.

Le 27 juillet 1941, une directive, signée par Keitel sur les instructions de Hitler, chargea Himmler du maintien de l'ordre dans les territoires occupés de l'U.R.S.S., avec pouvoir total de prendre toutes mesures de son choix et sous sa seule responsabilité, afin d'assurer l'exécution des ordres du Führer en appliquant « non pas des procédures d'accusation légales », mais des « mesures de terreur, seules efficaces ».

Ces mesures de terreur furent exécutées par les Einsatzgruppen (groupes de combat) dépendant de Himmler et composés de S. S. et d'agents des services de la police nazie, S. D. et Gestapo. Les Einsatzgruppen n'avaient pas été créés pour la campagne de Russie. C'est en 1938, pour la campagne de Tchécoslovaquie, que Schellenberg les avait organisés, sur l'ordre de Heydrich, pour réprimer toute tentative de résistance de la population civile et procéder à « l'épuration politique » par la terreur.

C'est encore Heydrich qui, en 1941, élaborait la plupart des directives pour l'extermination. On y retrouve les euphémismes qu'il affectionnait, reculant presque toujours devant le mot « extermination » et écrivant à sa place: « filtrage », « mesures d'assainissement », « épuration », « mesures spéciales », « régime spécial », et parfois très rarement, « liquidation » et « exécutions ».

Les Einsatzgruppen furent composés conformément à un accord passé entre la direction du R. S. H. A. et l'O. K. W.

Au milieu de mai 1941, Heydrich chargea Müller, chef de la Gestapo (Amt IV), de négocier avec les militaires l'accord sur le fonctionnement des

Einsatzgruppen à l'arrière des troupes qui allaient combattre sur le front de l'Est. Müller fit preuve de son intransigeance et de son étroitesse d'esprit coutumières et braqua complètement son interlocuteur, le général Wagner. Heydrich confia alors cette délicate mission (il fallait obtenir « carte blanche » à l'Est) au très diplomate Schellenberg, futur chef du S. D. Ausland (Amt VI), qui parvint à faire « avaler la pilule » aux militaires. Les instructions de Heydrich étaient formelles: il fallait obtenir non seulement que l'armée tolérât les Einsatzgruppen sur ses arrières, mais encore « que les services responsables de l'armée soient fermement obligés d'assurer un soutien total à toute entreprise des Einsatzgruppen et aux commandos de la Sipo et du S. D. ». Schellenberg réussit dans l'accomplissement de sa mission et, fin mai, Heydrich put parapher l'accord. Il avait les mains libres à l'Est.

L'armée était tenue de prêter assistance aux Einsatzkommandos, de pourvoir à leur ravitaillement en essence et en subsistances, et de mettre à leur disposition son réseau de liaisons.

Quatre Einsatzgruppen furent créés, et le front fut réparti géographiquement entre eux¹. Ils eurent pour chefs des nazis éprouvés et de longue date affranchis de ces scrupules que Himmler se plaisait à stigmatiser.

L'effectif de chaque Einsatzgruppe fut de mille à douze cents hommes, répartis en un certain nombre d'Einsatzkommandos. La composition était le résultat d'un savant dosage et réunissait toutes les compétences. Sur mille hommes on comptait environ trois cent cinquante membres de la Waffen-S. S., cent cinquante chauffeurs et mécaniciens, cent membres de la Gestapo, quatre-vingts membres de la police auxiliaire (recrutés sur place), cent trente de la police d'ordre, quarante à cinquante de la Kripo et trente à trente-cinq du S. D. Le reste comprenait les interprètes, les radios, les télétypistes, les employés d'administration et le personnel féminin, car il y eut des femmes dans ces formations d'assassins (dix à quinze par Einsatzgruppe). Le personnel de direction était naturellement fourni par la Gestapo et, en moindre proportion, par le S. D. et la Kripo.

Les Einsatzkommandos furent à pied d'oeuvre dès la fin de juin 1941 et commencèrent à opérer dès le début de juillet. Leurs instructions comprenaient que, dès l'abord, les Juifs et les commissaires politiques devaient être « liquidés ». Ces ordres avaient été donnés aux chefs des unités au cours d'une conférence tenue à Pretz, vers le 19 juin, par Streckenbach venu spécialement de Berlin. En exécution de cet ordre la population juive fut entièrement massacrée, y compris les enfants. A Riga, par exemple, plus de 35 000 personnes furent exécutées, tandis que le S. S.-obergruppenführer von dem Bach-Zelewski pouvait de son côté écrire fièrement, le 31 octobre 1941: Il n'y a plus un Juif en Estonie. »

La façon dont étaient menées les opérations contre les « bandes de partisans » était caractéristique. Il suffit de citer le bilan de l' « opération Cottbus » dirigée par le général S. S. von Gottberg contre ces « bandes » pour s'en faire une idée précise :

- Morts ennemis.... 4 500
- Morts suspects d'appartenir à des bandes de partisans..... 5 000
- Morts allemands 59
- Armes récupérées 492 fusils.

Moins de 500 fusils récupérés sur 9 500 morts, ce chiffre explique pourquoi il n'y avait eu que 59 morts allemands et montre que les S. S. étiquetaient comme « partisans » tous les paysans russes rencontrés en chemin. Le commissaire général allemand pour la Russie blanche écrivit dans un rapport sur l'opération Cottbus que son « effet moral sur la population pacifique est simplement horrible en raison des nombreuses fusillades de femmes et d'enfants ».

Ces assassinats s'accompagnaient de pillages systématiques. Toutes les matières utilisables étaient ramassées: chaussures, cuirs, vêtements, bijoux, or, objets de valeur. Les bagues étaient arrachées des doigts des femmes; on faisait déshabiller les Juifs pour récupérer leurs vêtements avant de les fusiller, tout nus, au bord d'un fossé antichar creusé en guise de tombe.

Ohlendorf a relaté que l'extermination des Juifs commençait, chaque fois qu'on en avait le temps, par un recensement auquel les Juifs étaient contraints de venir se faire inscrire. Lors du rassemblement auquel ils étaient appelés pour être conduits à la mort, ce qu'ils possédaient d'utilisable était confisqué et transmis au R. S. H. A. qui le remettait au ministère des Finances du Reich. Les nazis utilisèrent ainsi l'assassinat comme méthode officielle de financement de l'État.

Les rafles de Juifs et leur exécution ont été décrites par de nombreux témoins. Le témoignage le plus précis fut sans doute celui de l'ingénieur allemand Hermann Gräbe, directeur de la succursale ukrainienne d'une maison allemande de construction, à Sdolbunov. Visitant les chantiers de son entreprise, il se trouvait à Rovno quand les cinq mille personnes vivant dans le ghetto de cette ville furent exterminées dans la nuit du 13 juillet 1942. Une centaine de ces malheureux étaient employés par sa firme, et Gräbe tenta de les sauver en arguant du manque de main-d'œuvre. Courant d'un chef à l'autre, en appelant aux autorités, il suivit toute la nuit les différentes péripéties de cette tragédie, mille fois répétée dans tout l'Est, et en a fait un bouleversant récit à Nuremberg.

Le 13 juillet, vers vingt-deux heures, des miliciens ukrainiens encadrés

par des S. S. encerclèrent le ghetto de Rovno, installant tout autour de puissants projecteurs. Les miliciens et les S. S. divisés en petits groupes pénétrèrent alors dans les maisons, défonçant les portes à coup de crosse, ou lançant des grenades à l'intérieur quand les portes résistaient. Les S. S. avaient des fouets à chiens et en frappaient les habitants pour les faire sortir plus rapidement, tels qu'ils étaient, souvent à peine vêtus et si vite que les enfants restaient parfois dans la maison. « Des femmes criaient à leurs enfants de venir les rejoindre tandis que les enfants appelaient leurs parents. Tout cela n'empêchait pas les S. S. de chasser ces gens devant eux, au pas de course, tout en les frappant, jusqu'au train de marchandises qui les attendait. Tous les wagons du train furent remplis. On entendait sans interruption des hurlements de femmes et d'enfants, le crépitement des coups de fusil et le bruit des fouets. (...) Toute la nuit ces gens battus, traqués, défilèrent le long des rues illuminées, des femmes portant des enfants morts entre leurs bras, des enfants tirant jusqu'au train leurs parents morts, les traînant par les bras et par les jambes. (...) Je vis en chemin des douzaines de cadavres des deux sexes et de tous les âges dans les rues. (...) Les portes des maisons étaient ouvertes, les fenêtres enfoncées et des habits, chaussures, bas, vestes, chapeaux, manteaux, etc., jonchaient le sol. Je vis un petit enfant de moins d'un an, la tête fracassée, gisant au coin d'une maison. Du sang et de la cervelle maculaient le mur de la maison et le sol, tout autour de l'enfant qui n'était vêtu que d'une simple chemise. Le commandant S. S.-sturmbannführer Pütz allait de long en large, surveillant une colonne de 80 à 100 Juifs, accroupis par terre. Il avait à la main un lourd fouet à chiens. »

Ainsi traqués, chassés comme un troupeau apeuré, entassés dans des wagons de marchandises, ces malheureux étaient amenés à l'endroit choisi pour l'exécution, le plus souvent à quelques kilomètres du lieu de la rafle, dans un endroit écarté et désert. Là, de longs fossés avaient été creusés à l'avance. La population condamnée était parquée hors de la vue des fosses vers lesquelles elle était amenée par groupes de 20, 50 ou 100 personnes. On les obligeait à se déshabiller, puis à s'aligner au bord de la fosse ou même, très souvent, à descendre dans la fosse où se trouvait déjà un amas de cadavres. Des S. S. armés et munis de fouets étaient placés tout autour. D'autres S. S., parfois même un seul, exécutaient les gens, en série, en leur tirant une balle dans la tête. Quand la fosse était remplie de cadavres, on la comblait de terre.

On obligeait quelquefois les gens à s'allonger sur les cadavres de ceux qui venaient de les précéder et on les tuait dans cette position. Des dizaines, des centaines de milliers de Russes furent assassinés de cette façon. A Minsk, en octobre 1942, 16 000 Juifs, tout ce qui restait du ghetto, furent exécutés en l'espace d'une seule journée. A Kiev, 195 000 personnes furent assassinées au cours de la guerre.

A Minsk eut lieu un incident qui provoqua l'une des plus horribles inventions nazies. A la fin d'août 1942, Himmler, en tournée d'inspection, s'arrêta dans la ville et voulut assister à l'exécution des détenus de la prison. Les troupes qui effectuaient cette besogne ne prenaient pas de précautions superflues; il était fréquent que des gens seulement grièvement blessés soient enterrés sans autre forme de procès. C'est ce qui se passa à Minsk. Mais quand Himmler, dont les ordres commandaient ces assassinats, vit s'effondrer des malheureux, parmi lesquels des femmes, qui continuaient à remuer et à appeler faiblement, il perdit son impassibilité proverbiale et s'évanouit comme un vulgaire « intellectuel ».

Himmler, rentré à Berlin, impressionné par le spectacle de Minsk, ordonna que les femmes et les enfants ne fussent plus, à l'avenir, soumis à la « torture morale » des fusillades. De cette façon, les hommes des kommandos, presque tous mariés, ne seraient plus obligés de mettre en joue des femmes et des enfants. Démarche intellectuelle typiquement nazie: on n'envisagea à aucun moment d'interdire les exécutions de femmes et d'enfants, on tenta au contraire de les rendre plus supportables pour les troupes, ce qui eut pour effet de les multiplier. C'est le « cauchemar climatisé ».

Pour l'exécution de cet ordre, un ingénieur S. S. se mit au travail à Berlin. Du cerveau de ce technicien nazi, le S. S.-untersturmführer Dr Becker, sortirent ces monstrueuses machines baptisées « camions S ».

Ohlendorf a dit « qu'on ne pouvait reconnaître de l'extérieur la nature véritable de ces fourgons. Ils ressemblaient à des camions fermés et ils étaient construits de telle sorte que, lorsque le moteur était mis en marche, le gaz était dirigé à l'intérieur de la voiture, amenant la mort des occupants en dix à quinze minutes. (...) Les victimes désignées pour l'exécution étaient chargées dans les camions que l'on conduisait au lieu d'inhumation, celui qu'on utilisait pour les exécutions massives. Le temps que durait le trajet suffisait pour assurer la mort des occupants ». Chaque fourgon pouvait contenir quinze à vingt-cinq personnes, car on en avait construit de différentes tailles. On y faisait monter les femmes et les enfants en leur disant qu'ils allaient être transportés ailleurs. Une fois les portes fermées, l'intérieur rigoureusement clos devenait une véritable chambre à gaz roulante.

Becker ayant terminé l'étude des engins, l'obersturmbannführer Rauff, sous l'autorité duquel était placé le groupe des transports automobiles du R. S. H. A., et son adjoint Zwabel, furent chargés de la réalisation. L'usine de camions Saurer reçut la commande. Les véhicules prirent le nom de « camions S », initiale tout à la fois du constructeur et du terme *Sonder*, c'est-à-dire « spécial », et firent leur apparition dans la dotation des Einsatzgruppen au printemps de 1942. L'ingénieur Becker demeura

responsable des fourgons dont l'entretien fut confié à la section automobile de Rauff.

Contrairement à ce que Becker et Himmler avaient prévu, la mise en service des « camions S » ne résolut nullement le problème des exécutions. Les populations comprirent très rapidement ce qui se passait quand on montait dans ces camions et les baptisèrent « fourgons de la mort ». Il fallut alors avoir recours à des stratagèmes. Becker écrit : « J'ai donné l'ordre de camoufler les camions du groupe D en roulottes, et, pour cela, j'ai fait pratiquer de chaque côté, sur les petits camions, une lucarne, et sur les gros camions, deux lucarnes, semblables à celles que nous voyons aux maisons paysannes de la contrée. » Mais Becker dut reconnaître : « A mon avis, il est impossible de les camoufler et de les tenir secrets pendant un laps de temps un peu long. » D'autre part, des incidents de fonctionnement se produisirent que Becker relate dans le style technique qui convient : « L'empoisonnement par les gaz n'est pas toujours fait comme il devrait l'être. Afin d'en finir au plus vite, les chauffeurs ouvrent à fond la soupape d'admission. A la suite de ces mesures, les condamnés meurent asphyxiés, et non en s'endormant comme il était prévu. Les directives que j'ai données montrent que, avec une position correcte de la vanne, la mort survient plus vite et les condamnés s'endorment alors tranquillement. Les visages convulsés et les excréments, deux symptômes que l'on constatait jusqu'alors, ne se reproduisent plus. »

Imagine-t-on le chauffeur S. S. d'un de ces camions, roulant au volant de son véhicule, cahotant sur une mauvaise route d'Ukraine, défoncée par les lourds charrois de la Wehrmacht, emportant derrière lui, ballottés au hasard des ornières, vingt-cinq femmes et enfants agonisant dans cette prison de fer, si soigneusement calfeutrée et périssant asphyxiés dans cet ultime voyage au bout duquel se trouvait un fossé déjà à demi plein de cadavres convulsés?

Bientôt, les chauffeurs et les hommes des kommandos se plaignirent de violents maux de tête. Ils prétendaient absorber une importante quantité de gaz au moment où ils ouvraient les portes à l'arrivée des camions. Le spectacle qu'ils voyaient à l'intérieur était horrible, mais ils se plaignirent surtout de la « saleté » de cette besogne. Il leur fallait sortir des corps enchevêtrés et souillés, ce qui leur parut inadmissible.

Les convois S fonctionnèrent cependant pendant plusieurs mois et furent utilisés également en Pologne et en Tchécoslovaquie. Braunfisch, chef de la Gestapo de Lodz, a mentionné que le sonderkommando Kulmhof, stationné à Chelmno, avait exterminé 340 000 Juifs à l'aide de ces camions.

L'existence de ce matériel fut toujours dissimulée et le personnel des Einsatzkommandos était tenu au secret le plus absolu sur l'ensemble des activités des unités, et en particulier sur le fonctionnement des camions. A

Minsk, un chauffeur qui, en état d'ébriété, avait parlé de sa voiture, fut condamné à mort par le tribunal S. S. et de police, et exécuté. Les détails de cette sinistre entreprise furent cependant retrouvés dans les archives allemandes et l'existence des « camions S » révélée à Nuremberg.

Il fallut finalement renoncer à les utiliser à la suite de multiples incidents et reprendre les exécutions par fusillade ou pendaison, comme par le passé.

Le bilan de l'activité des Einsatzgruppen n'a jamais été établi avec précision. A Nuremberg, Ohlendorf déclara que, pendant la période où il avait commandé l'Einsatzgruppe D, son unité avait exterminé environ 90 000 personnes. Les Einsatzkommandos opérant dans les États baltes y exécutèrent plus de 135 000 Juifs en trois mois seulement.

On estime à environ 750 000 le nombre des victimes des quatre Einsatzgruppen pendant la durée de leur activité sur le seul territoire de l'U. R. S. S.

Ces crimes furent commis en exécution des ordres donnés par Hitler dans la directive générale pour le « cas Barbarossa² », puis renouvelés le 16 décembre 1942 par Keitel qui écrivit froidement:

« Il est donc non seulement justifié, mais du devoir des troupes, d'utiliser tous les moyens, sans aucune restriction, même contre les femmes et les enfants, pourvu qu'ils assurent le succès. Toute considération de quelque nature que ce soit est un crime contre le peuple allemand. »

Keitel fut du reste suivi dans cette voie par bon nombre de militaires et Kesselring, par exemple, écrivit dans un ordre promulgué en Italie le 17 juin 1944 :

« Je protégerai tout commandant qui outrepasserait notre retenue habituelle dans la sévérité du choix des mesures adoptées contre les partisans. A cet effet, le vieux principe tient toujours bon: « Une erreur dans le choix » des méthodes d'exécution vaut mieux qu'un manque ou « qu'une négligence dans l'action. »

A l'Est, les Einsatzgruppen furent aidés dans leur tâche. par trente régiments de police composés de S. S. venant des Totenkopfverbände et dont l'action fut du même style. A Kertch, un garçonnet de six ans fut fusillé parce qu'il chantait dans la rue une chanson soviétique et, dans la même ville, le corps d'un autre petit garçon de neuf ans demeura pendu une partie de l'été dans le square « Sacco et Vanzetti » : il avait cueilli des abricots.

Pendant que les régions de l'U. R. S. S., momentanément occupées,

subissaient le déchaînement de la férocity nazie, les autres nations de l'Est et de l'Europe centrale n'étaient pas épargnées. La Pologne et la Tchécoslovaquie furent les plus durement frappées. Au cours d'une réunion tenue le 23 mai 1939 à la chancellerie du Reich, Hitler avait déclaré à Gøring, Ræder et Keitel:

— Si un conflit avec l'Ouest venait à éclater, il sera avantageux de posséder à l'Est de vastes territoires. Nous pourrions compter sur d'excellentes récoltes, même si elles sont moins importantes en temps de guerre qu'en temps de paix. La population des territoires allemands ne fera pas de service militaire et sera disponible pour le travail.

Le 16 mars précédent, un décret de Hitler avait créé le « Protectorat de Bohême et de Moravie », fixant que ce nouveau territoire « appartiendrait désormais au Reich allemand », tout en conservant un « gouvernement » autonome, organisme fantoche entièrement aux ordres des nazis. Le 18, un second décret nomma von Neurath protecteur de Bohême-Moravie.

Neurath se trouvait au sein du gouvernement du Reich dans une situation particulière. Ministre des Affaires étrangères depuis la prise du pouvoir, il était l'un des ministres conservateurs choisis par Hindenburg pour « encadrer » Hitler. Au début de 1938, il avait manifesté son désaccord avec la politique étrangère menée par Hitler et, le 4 février 1938, avait été remplacé par Ribbentrop. Devenu lui-même ministre du Reich sans portefeuille, président du conseil de cabinet secret du Reich, organisme fantôme et sans pouvoir, et membre du conseil de défense du Reich, il avait cessé toute activité politique depuis son départ des Affaires étrangères.

Dès l'occupation de la Tchécoslovaquie, la Gestapo y installa ses services, les répartissant sur les divisions territoriales du pays. Les régions frontalières constituèrent un département spécial, le Sudetenland (Gau des Sudètes) et deux directions centrales furent installées à Prague et à Brno. Quinze Oberlandrat furent installés dans autant de villes tchèques, chacun eut près de lui un service local de la Sipo-S. D., dont la composition fut à peu près identique aux services installés plus tard en France.

Ces quinze Oberlandrat dépendaient des services centraux de Prague et de Brno, eux-mêmes rattachés à la direction centrale du R. S. H. A. Le recrutement du personnel local fut grandement facilité par la présence, dans le protectorat, d'environ 400 000 « Allemands de race » qui fournirent la presque totalité des agents, des hommes de confiance dits « V-Manner », ces indicateurs opérant eux-mêmes avec beaucoup de facilité en raison de l'aide que leur apportait la population allemande.

La partie de la Tchécoslovaquie que les Allemands avaient transformée en « État slovaque indépendant » créa sa propre police, appelée Ustredna Stanej Bezpecnosti — U. S. B. —, en fait totalement contrôlée par la

Gestapo et accomplissant la plupart de ses missions en coordination avec les services allemands de Bohême-Moravie. C'est seulement après l'insurrection nationale slovaque de 1944 que la Gestapo et le S. D. y installèrent leurs réseaux.

Le chef de la Gestapo à Prague, Böhme, pratiqua les méthodes habituelles et, entre le 15 et le 23 mai 1939, fit arrêter à Prague et à Brno 4 639 personnes, pour la plupart membres du Parti communiste clandestin. Le 1^{er} septembre 1939, 8 000 notables tchèques figurant sur des listes établies à l'avance furent arrêtés sur son ordre et envoyés dans les camps de concentration où ils moururent presque tous.

En 1940, Karl Frank, secrétaire d'État sous les ordres de Neurath, déclara dans un discours aux chefs du « Mouvement d'Unité nationale » que, si les hommes politiques tchèques influents refusaient de signer une déclaration de loyauté au Reich, 2 000 otages seraient fusillés.

Mais Hitler jugeait insuffisantes les mesures prises par Neurath et décida de lui adjoindre un vice-protecteur plus énergique. Heydrich vit immédiatement le parti à tirer d'un pareil poste. Il se mit adroitement sur les rangs, avec l'appui de Bormann. Himmler ne vit pas cette manœuvre sans déplaisir: Heydrich devenait un rival de plus en plus dangereux pour lui, et cette nouvelle fonction allait renforcer sa puissance. Il ne put cependant y faire obstacle.

Wilhelm Höttl a prétendu que Heydrich avait obtenu de Hitler la promesse d'être nommé ministre de l'Intérieur, poste que Himmler visait lui-même et qu'il obtint un peu plus tard. Aucun document officiel ne confirme l'existence de cette promesse. Quoi qu'il en soit, il est évident que Heydrich espérait tirer le meilleur parti possible de son nouveau poste.

Le 23 septembre 1941, Hitler convoqua Neurath à Berlin. Il lui reprocha en termes très vifs son manque de fermeté, puis lui annonça la nomination de Heydrich qui devenait son adjoint avec des pouvoirs très étendus. Neurath protesta et offrit sa démission. Hitler la refusa, selon son habitude, mais, le 27, Neurath fut mis en congé. Il y resta jusqu'au 25 août 1943, date à laquelle il fut remplacé par Frick.

Le 29 septembre, Heydrich vint s'installer à Prague. Vice-protecteur en titre, il allait en fait exercer tous les pouvoirs. Un courrier aérien journalier et une ligne spéciale secrète de télétype le reliaient directement à Berlin, sans parler des lignes téléphoniques et des communications radio du réseau particulier du R. S. H. A. Deux avions particuliers toujours prêts à prendre l'air lui permettaient d'être à Berlin en moins de deux heures, dans les cas urgents.

Heydrich arriva avec ses hommes. Il refusait d'utiliser le personnel de Neurath et avait choisi parmi les membres des services du R. S. H. A. une

équipe de confiance, comprenant jusqu'aux sténo-dactylos. Il avait même voulu amener avec lui Schellenberg, mais celui-ci, doutant de l'étoile de son chef et craignant peut-être une vengeance (il l'avait, comme Ohlendorf, desservi près de Himmler pour freiner son ascension), déclina prudemment l'offre qui lui était faite.

Sitôt installé à Prague, Heydrich s'employa à durcir la répression, ordonnant des exécutions massives à la moindre incartade.

Le 14 octobre 1941, le chef des détachements Waffen-S. S. en Bohême-Moravie écrivait dans un rapport à Himmler: «Tous les bataillons de Waffen-S. S. seront amenés par roulement dans le protectorat de Bohême-Moravie pour exécuter les fusillades et contrôler les pendaisons. Il y a eu jusqu'à présent : à Prague, 99 fusillés et 21 pendus; à Brno, 54 fusillés et 17 pendus, soit au total 191 exécutions dont 16 Juifs. »

Cette répression allait s'accentuer encore le mois suivant. Le 17 novembre, les étudiants de Prague organisèrent une manifestation antinazie. Quatre cents d'entre eux furent arrêtés le jour même. Le 19, neuf étudiants choisis parmi les dirigeants de leurs associations furent exécutés sans aucun jugement cependant que douze cents autres étaient envoyés au camp de Sachsenhausen.

Le 9 mars 1942, Heydrich obtint pour la Gestapo le droit de procéder à des « emprisonnements de protection » à l'intérieur du protectorat.

Dans le même temps, Heydrich multipliait les appels à la collaboration germano-tchèque, poursuivant une politique assez voisine de celle pratiquée en France, alternant promesses et sanctions brutales, attitude qu'il avait baptisée du nom imagé de « politique du fouet et du sucre » (Peitsche und Zucker).

Pour le « sucre », Heydrich avait amené avec lui de Berlin un « conseiller technique », chargé de déceler quels moyens démagogiques pouvaient être utilisés pour rendre les travailleurs tchèques sensibles aux charmes du nazisme et les amener à travailler pour l'économie de guerre allemande. L'homme portait un nom d'emprunt, mais tous ceux qui avaient un peu de mémoire reconnurent Torgler, l'ancien député communiste, qui avait fait si piètre figure au procès des « incendiaires » du Reichstag, Torgler que Heydrich avait sorti quelques années plus tôt d'un camp de concentration et qu'il utilisait pour ses basses besognes.

Les Tchèques, malgré tout, boudaient le sucre, et le fouet jouait un rôle de plus en plus important.

Vus de Berlin, les efforts de Heydrich et les résultats qu'il obtenait

malgré tout faisaient une forte impression et son prestige croissait. L'histoire du fouet et du sucre était considérée comme un chef-d'œuvre de diplomatie active, le prototype de l'attitude à adopter à l'égard de ces peuples indisciplinés qu'il n'était plus question d'anéantir car le potentiel de production et la main-d'œuvre qu'ils représentaient étaient devenus trop précieux au moment où la lutte à l'Est revêtait un caractère de plus en plus âpre.

Au printemps de 1942, Heydrich avait atteint le sommet de sa puissance et menaçait directement les deux autres Éminences grises du régime: Himmler, auquel il échappait complètement, et Bormann, devenu l'ombre de Hitler depuis la fuite de Hess en Angleterre. Continuant à assurer la direction générale du R. S. H. A., protecteur de Bohême-Moravie en fait sinon en titre, il s'apprêtait à briguer le ministère de l'Intérieur. Himmler et Bormann s'alliaient pour barrer la route à ce dangereux concurrent quand un événement imprévu vint les en délivrer.

Le 30 mai 1942, le D. N. B. publiait à Berlin le bulletin d'information suivant:

« Un attentat a été commis, par des inconnus, le 27 mai, à Prague, sur la personne de l'adjoint au protecteur du Reich en Bohême-Moravie, le S. S.-obergruppenführer Reinhardt Heydrich. Le S. S.-obergruppenführer Heydrich a été blessé, mais sa vie n'est pas en danger. Une prime de dix millions de couronnes est offerte pour la découverte des coupables. »

La publication de ce laconique communiqué fit germer mille suppositions dans l'imagination des initiés. Tous passèrent en revue les hommes dont Heydrich s'était fait de mortels ennemis. Outre Himmler et Bormann, intéressés à sa disparition, il en existait d'autres moins importants, mais parfaitement capables de machiner un attentat, comme Naujocks, l'organisateur du coup de Gleiwitz, limogé par Heydrich et qui lui vouait une haine vigilante. A l'intérieur de la S. S., on n'en finissait pas de compter ceux qui dissimulaient mal leur satisfaction derrière une mine de circonstance. Les avis les plus nombreux attribuaient cependant la paternité de l'opération à Himmler. Les choses étaient pourtant infiniment plus simples.

Si les ennemis intérieurs de Heydrich attendaient sa disparition, la résistance tchèque la souhaitait encore davantage. Elle venait de trancher le conflit Heydrich-Himmler.

Le 27 mai, Heydrich, rentré de Paris depuis peu, après un court séjour à Berlin, roulait au début de la matinée vers le Hradschin, le vieux château impérial de Prague, où il avait installé ses bureaux. Il venait du château réquisitionné qui lui servait de maison de campagne, à quelques kilomètres de Prague, et, dans sa Mercédès découverte, appréciait le soleil déjà chaud.

Heydrich s'était, selon son habitude, assis près du chauffeur qui, ce matin-là, était un inconnu, le vétéran nazi habituellement attaché à Heydrich étant souffrant.

A l'entrée des faubourgs de Prague, la route obliquait brusquement et le chauffeur dut ralentir pour aborder le virage. Deux hommes, vêtus de cottes bleues d'ouvriers, tenant à la main une bicyclette et portant la traditionnelle musette des travailleurs, étaient arrêtés au bord de la route, séparés l'un de l'autre par une vingtaine de mètres. La voiture de Heydrich était reconnaissable: elle portait deux fanions sur ses ailes, le fanion S. S. et celui de la régence du Reich et, lorsque Heydrich se trouvait à Prague, elle suivait cette route chaque matin à peu près à la même heure.

Les deux « ouvriers » étaient en réalité deux membres de l'armée libre tchécoslovaque formée en Angleterre par les volontaires. Ils s'appelaient Jan Kubis et Josef Gabeik et avaient été récemment parachutés en Tchécoslovaquie.

Au moment où la voiture ralentissait à l'entrée du virage, le premier ouvrier bondit en brandissant un revolver et ouvrit le feu sur les occupants de la voiture. Affolé, le chauffeur inexpérimenté n'eut pas le réflexe d'appuyer sur l'accélérateur (ce que le chauffeur habituel de Heydrich aurait certainement fait), si bien que la voiture ralentit encore. A ce moment, le second homme sortit de son sac une grosse boule métallique et l'envoya rouler sur la chaussée, en direction de la voiture sous laquelle elle explosa.

Heydrich qui, pour riposter aux coups de feu, s'était dressé debout dans la voiture et avait blessé le premier agresseur, s'effondra ainsi que le chauffeur. Les deux « ouvriers » s'enfuirent sur leurs bicyclettes, lâchant derrière eux un engin fumigène qui répandit un écran de fumée.

Transporté à l'hôpital municipal de la Bullovka, Heydrich fut sur-le-champ opéré par le premier chirurgien de Prague, le professeur Hohlbaum³. Il avait été grièvement blessé par plusieurs éclats dans les régions pulmonaire et abdominale. Un très gros fragment de métal avait labouré la rate dont il fallut pratiquer l'ablation. Ses blessures étaient à demi bouchées par des lambeaux d'étoffe et l'infection fut jugulée par de fortes doses de sérums antitétanique et antigangréneux. Heydrich paraissait sur la voie du rétablissement et avait commencé à s'alimenter légèrement quand, le 3 juin, son état s'aggrava soudainement.

Gebhardt, ami d'enfance et médecin personnel de Himmler, et Sauerbruch, autre sommité médicale officielle du Reich, envoyés en hâte à Prague, ne purent enrayer les progrès du mal. Leur traitement, par la suite très discuté, ne put empêcher Heydrich de mourir le matin du 4 juin. L'autopsie révéla qu'il avait succombé à une médiastinite, irritation de la partie médiane du thorax, sans doute compliquée de phénomènes chimiques

provoqués par l'ablation de la rate. Certains médecins ont prétendu que la cause véritable de la mort était l'injection de sérums après l'ablation de la rate, ceux-ci n'étant plus alors tolérés par l'organisme, mais cette thèse n'a pas été vérifiée.

La mort de Heydrich fut le signal de représailles sanglantes. Plus de 3 000 arrestations furent effectuées, et les cours martiales de Prague et Brno prononcèrent 1 350 sentences de mort. Les principaux chefs des sections du R. S. H. A., Müller, Nebe et Schellenberg, arrivèrent à Prague dès le soir du 27 mai pour procéder à l'enquête.

Ils purent reconstituer le mécanisme de la bombe, engin perfectionné, de fabrication anglaise, qui pouvait être réglé selon la distance sur laquelle on voulait la faire rouler. Elle avait dû être mise au point pour une distance de huit mètres; elle avait fonctionné avec une grande précision.

Les auteurs de l'attentat avaient trouvé refuge dans l'église Saint-Charles-Borromée où plus de 100 membres de la Résistance tchèque se trouvaient dissimulés. La Gestapo découvrit l'existence de cette cachette et les S. S., après avoir assiégé l'église, tuèrent les personnes qui s'y dissimulaient, parmi lesquelles étaient les auteurs de l'attentat, ce que la Gestapo ignorait.

L'enquête tourna court, probablement parce que personne ne tenait à l'approfondir. On saisit le prétexte de l'attentat pour traquer les réseaux de résistance. Le jour de l'attentat, 152 Juifs furent exécutés à Berlin, à titre de représailles.

Schirach, gauleiter et gouverneur du Reich à Vienne, saisi sans doute d'un sentiment de solidarité avec son homologue de Prague, écrivit à Bormann pour lui demander de faire bombarder une ville anglaise d'intérêt culturel, à titre de représailles, puisque la bombe était de fabrication anglaise.

Une gigantesque opération fut déclenchée contre les résistants et la population tchèque. Une superficie de 15 000 km² et 5 000 communes furent fouillées, 657 personnes furent fusillées sur place. Enfin, il fut décidé de châtier deux villages, soupçonnés d'avoir abrité les auteurs de l'attentat, les communes de Lidice et de Lezaki.

Le 9 juin au matin, un détachement de la division S. S. « Prince Eugène » commandé par le S. S.-hauptsturmführer Max Rostock investit la bourgade de Lidice, à une trentaine de kilomètres de Prague. La population fut parquée dans le village avec interdiction de sortir, puis les hommes et les adolescents de plus de seize ans furent enfermés dans les granges et les étables, pendant que les femmes et les enfants étaient emprisonnés dans l'école. Le lendemain matin, on emmena les hommes par groupes de 10 dans le jardin situé derrière la grange de la ferme Gorak, le maire de Lidice, et on les fusilla. A quatre heures de l'après-midi, les 172 hommes du village

étaient passés par les armes; 19 hommes de Lidice, qui travaillaient dans les mines voisines de Kladno ou comme bûcherons dans les forêts environnantes, furent arrêtés, amenés à Prague et fusillés ainsi que 7 femmes de Lidice. Les 195 autres femmes du village furent déportées à Ravensbrück. Les nouveau-nés et les enfants en bas âge furent arrachés à leurs mères et égorgés. Les autres petits, au nombre de 90 environ, furent envoyés au camp de concentration de Gneisenau, en Pologne. 17 d'entre eux, placés dans des familles allemandes, ont été retrouvés en 1947. Enfin, le village lui-même fut rasé. Les maisons furent incendiées, dynamitées, puis on nivela le tout.

Le 11 juin, le journal allemand *Der neue Tag* publia le communiqué suivant:

« Au cours des recherches de l'assassin de l'Obergruppenführer S. S., il a été démontré que la population du village de Lidice, près de Kladno, a aidé les coupables du crime et coopéré avec eux. Le fait a été démontré bien que la population nie avoir coopéré. L'attitude de la population à l'égard du crime se manifeste aussi par d'autres actes hostiles au Reich. Par exemple, on a découvert une littérature clandestine, des stocks d'armes et de munitions ainsi que l'existence d'un poste émetteur et d'un dépôt illégal de grandes quantités de produits rationnés. Tous les hommes du village ont été fusillés. Les femmes ont été déportées dans des camps de concentration et les enfants envoyés dans des maisons appropriées pour y être éduqués. Tous les bâtiments de ce village ont été rasés jusqu'au sol et le nom du village supprimé. »

Ainsi, de telles représailles, exercées sur une paisible bourgade paysanne, furent portées à la connaissance de la population allemande, sans que la moindre protestation s'élevât. Cette « action » avait été ordonnée par le secrétaire d'État Karl Hermann Frank, qui porta depuis ce jour le nom de « boucher de Lidice », en vertu du droit régalien qui lui avait été conféré et qui lui permettait de faire exécuter n'importe qui sans jugement.

Après la mort de Heydrich, les exécutions connurent même un regain de férocité. Les arrestations se poursuivirent sur un rythme accru. On assassina à l'intérieur même des prisons. A la prison Pankrac de Prague, 1 700 Tchèques furent tués, et 1 300 autres au collège Koumic, de Brno, transformé en prison.

Jusqu'à la fin, les nazis s'acharnèrent sur le peuple tchèque, sans parvenir à briser sa résistance. On a calculé que la seule prison de Brno avait vu dé filer 200 000 hommes, parmi lesquels 50 000 seulement furent libérés, les autres ayant été tués ou envoyés à la mort lente de l'univers concentrationnaire.

En tout, 305 000 Tchèques furent déportés dans les camps, 75 000

seulement en sortirent vivants, encore 23 000 d'entre eux avaient-ils été si gravement atteints dans leur santé que leurs chances de survie étaient faibles. Les exécutions faites jusqu'en 1943 recevaient une publicité parfois importante. A partir de 1943, elles eurent lieu au contraire presque secrètement. On continua cependant à fusiller en moyenne 100 personnes chaque mois. Quand les nazis durent évacuer la Tchécoslovaquie, ils avaient fait 360 000 victimes.

Heydrich mort, le R. S. H. A. se trouvait sans maître. Aux funérailles solennelles faites à Berlin, Himmler avait prononcé quelques phrases ambiguës où ceux qui pouvaient être tentés de briguer sa succession purent sentir une menace précise, à peine dissimulée sous les paroles de circonstance. Himmler décida d'assurer provisoirement lui-même la direction du R. S. H. A. Il pourrait ainsi reprendre en main cet énorme ensemble qui avait failli lui échapper et choisir un successeur à Heydrich, en veillant cette fois à ne pas y introduire un rival.

Pendant quelques mois, le masque mortuaire de Heydrich figura en bonne place sur le bureau de Himmler. On ne sut s'il fallait y voir la marque d'un pieux souvenir ou au contraire le rappel permanent d'une victoire finale. La plupart des chefs du R. S. H. A. optaient pour la seconde formule. Un beau jour, le moulage disparut sans explication.

Après la fuite de Hess en Angleterre, le 10 mai 1941, une épuration silencieuse avait déjà été faite par Müller dans l'entourage de Hess. Tous ceux qui l'approchaient, ses collaborateurs, ses aides de camp, ses secrétaires, et jusqu'à son chauffeur, furent arrêtés. Son ancien maître à l'Université de Munich, devenu son ami, Haushofer, fut inquiété. Comme Hess s'intéressait à l'enseignement des groupes anthroposophistes de Rudolf Steiner, on pratiqua de nombreuses arrestations dans ces groupes, ainsi que parmi les devins et astrologues, car Hess en avait consulté avant son départ. Himmler, lui-même fêru d'astrologie, ne put s'opposer à cette mesure que Heydrich prit un malin plaisir à appliquer.

On crut que la mort de Heydrich serait suivie d'une épuration du même style, mais elle fut plus limitée. Les chefs des sections du R. S. H. A. ayant toujours pris le parti de Himmler contre Heydrich conservèrent leurs postes. Seuls, quelques nouveaux venus, introduits par Heydrich, furent discrètement écartés. Au contraire, ceux qui avaient eu à souffrir de la haine de Heydrich comme Höttil (et ils étaient nombreux) obtinrent de nouvelles fonctions.

Himmler s'accorda huit mois de réflexion avant de désigner le successeur de Heydrich. Quand le nom de celui-ci fut connu, à la fin de janvier 1943,

ce fut une surprise générale. Le nouveau chef de R. S. H. A. était un personnage jusqu'alors secondaire et dont la soudaine ascension était imprévisible. Himmler avait songé pendant quelque temps à désigner Schellenberg, dont la jeunesse lui paraissait une garantie suffisante contre une rivalité éventuelle. Mais Hitler avait refusé de ratifier ce choix, précisément en raison de son âge, et c'est le Dr Ernst Kaltenbrunner, un Autrichien et un vieux nazi, qui fut nommé par décret du 30 janvier 1943.

Ernst Kaltenbrunner était né le 4 octobre 1903 à Ried, dans le Kreis d'Inn, près de Braunau, région dont le Führer était lui-même originaire. Cette similitude d'origines aurait, dit-on, achevé de décider Hitler à accepter la nomination de Kaltenbrunner.

La famille Kaltenbrunner était une des plus anciennes familles de la région. Une longue lignée d'artisans campagnards, fabricants de faux, avait précédé le grand-père du nouveau dignitaire nazi, qui avait été le premier à s'élever au-dessus de sa condition à demi paysanne et était devenu avocat. Son père, Hugo Kaltenbrunner, avait été lui aussi avocat à Raab, puis à Linz. C'est là que le jeune Ernst avait fait ses études et reçu en 1921 le diplôme de l'Abitur. Il suivit alors la carrière que lui traçait l'exemple paternel, étudia le droit à l'Université de Graz, adhéra à un des tout premiers groupes d'étudiants nationaux-socialistes, y participa à de farouches batailles contre les étudiants catholiques chrétiens-sociaux, obtint son diplôme de docteur en droit en 1926 et, en 1928, s'inscrivit comme avocat stagiaire au barreau de Linz. Ses deux dernières années d'études avaient été pénibles. Sa famille ne pouvant plus assurer sa subsistance, il avait dû, pour consacrer le plus d'heures possible aux cours de l'Université, travailler comme mineur dans les équipes de nuit. Pendant les années suivantes, de 1926 à 1928, il avait trouvé un emploi chez un avocat de Salzbourg où il s'était familiarisé avec les habitudes des tribunaux.

Pendant cette période, Kaltenbrunner n'avait pas cessé d'avoir une activité politique et avait milité dans le « Mouvement indépendant de la Libre Autriche », qui le conduisit au nazisme. En 1932, il avait adhéré au Parti national-socialiste autrichien, dont il fut le 300 179^e membre et, au début de 1933, aux formations S. S. plus ou moins camouflées qui commençaient l'infiltration des organismes de combat nazis en Autriche. Il y reçut le n° 13 039. Il fut affecté à une compagnie dans laquelle avait passé auparavant Adolf Eichmann.

A la S. S., il joua aussitôt un rôle de meneur et devint l'un des orateurs du Parti en Haute-Autriche. En même temps, il organisa et donna des consultations juridiques gratuites aux membres et aux sympathisants du Parti.

Dans le courant de 1933, il fut nommé chef de la S. S.-Standarte 37. Son activité attira l'attention de la police autrichienne. Arrêté en janvier 1934, il

fut envoyé au camp de concentration de Kaisersteinbruch avec quelques autres nazis autrichiens. Le gouvernement Dollfuss essayait alors de lutter contre les nazis en utilisant certains de leurs procédés, mais sans oser aller jusqu'aux mêmes extrémités. Au camp, Kaltenbrunner réussit très vite à prendre un grand ascendant sur ses compagnons de captivité. Sa grande taille et sa force physique y contribuèrent plus que ses connaissances juridiques. A Pâques, il organisa une grève de la faim qui fut d'abord générale puis, le secrétaire d'État Karwinsky étant venu lui-même, sur l'ordre de Dollfuss, inspecter le camp, et ayant promis quelques améliorations matérielles, la grève cessa dans toutes les baraques à l'exception d'une seule, celle de Kaltenbrunner. Le onzième jour, les grévistes qui avaient été transportés à l'hôpital de Vienne durent cesser leur démonstration quand on eut interdit de leur donner de l'eau. Peu de temps après, les prisonniers furent relâchés.

Dans le courant de 1934, Kaltenbrunner fut nommé chef de la 8^e division S. S., mais il ne participa pas à la tentative de putsch de juillet 1934, où Dollfuss fut assassiné. Cette abstention le fit choisir par le gouvernement Schuschnigg comme l'un des nazis capables de faire aboutir la tentative de pacification politique entreprise en septembre 1934. Cette tentative échoua et, en mai 1935, Kaltenbrunner fut à nouveau arrêté et inculpé de haute trahison pour ses relations avec l'organisation S. S. allemande. Après un séjour de six mois en prison, il comparut devant un tribunal qui, faute de preuves, le condamna pour conspiration à une peine de six mois de prison, couverte par la prévention. Il avait entre-temps été radié du barreau pour son activité politique et avait été nommé chef des S. S. autrichiens peu avant son arrestation.

Libéré, Kaltenbrunner consacra son activité à l'Anschluss. Alors que l'idéologie nazie se heurtait à des réticences, voire à des oppositions résolues, la propagande pour l'union avec « le grand peuple frère » était plus facile. Elle utilisait les poncifs de fraternité de sang, de race, de langage, elle répondait à un désir déjà ancien de la majorité du peuple autrichien. Le fait que l'entrée de l'Autriche dans le Grand Reich allait placer ses habitants sous la législation nazie était escamoté. Et comme les Autrichiens souffraient de la dictature conservatrice du gouvernement Schuschnigg, ils étaient disposés à négliger ce genre de détails.

C'est au cours de cette action, menée sur les directives venues d'Allemagne, que Kaltenbrunner fit la connaissance de Seyss-Inquart. En sa compagnie, il travailla à la préparation de l'Anschluss et fut nommé secrétaire d'État à la Sécurité le 11 mars 1938, dans le cabinet Seyss-Inquart. Quelques heures plus tard, le 12 mars à trois heures du matin, il accueillit Himmler débarquant le premier sur l'aérodrome d'Aspern, à Vienne, et lui présenta un rapport succinct rendant compte de la victoire complète remportée par les nazis et plaçant sous sa direction suprême les S.

S. autrichiens dont il était lui-même toujours le chef. Le jour de l'annexion, Hitler le nomma S. S.-brigadeführer (général de brigade) et chef du S. S.-Oberabschnitt (région) de Donau. Six mois plus tard, le 11 septembre, il fut promu S. S.-gruppenführer (général de division). Il était devenu à la même époque membre du Reichstag.

L'aventure autrichienne terminée par l'Anschluss, Kaltenbrunner mena l'existence d'un parfait fonctionnaire S. S. Nommé successivement Höhere S. S. und Polizeiführer (commandant en chef des S. S. et de la police) pour les régions de Vienne et du Haut et Bas-Danube, puis, en avril 1941, generalleutnant de la Police, il était un peu le Himmler autrichien mais sans pouvoir personnel, simple agent de transmission des ordres venus de Berlin, et moins puissant que Müller, Nebe ou Schellenberg. Cette activité lui laissait les mains libres pour mettre en pratique les idées qu'il désirait expérimenter sur l'organisation des services de renseignements, sa distraction favorite. Il créa donc un important réseau qui, d'Autriche, rayonnait en direction du sud-est, et put ainsi adresser à Berlin des rapports très documentés qui attirèrent l'attention de Himmler et de Hitler.

C'est en tenant compte de ces données que Himmler convoqua Kaltenbrunner à Berschtesgaden en décembre 1942. Il lui était apparu que cet homme dont toute l'activité était consacrée au renseignement pur ne pourrait jamais être un rival dangereux.

Par un surcroît de prudence, Himmler prit soin de préciser à Kaltenbrunner que la tâche essentielle qu'il lui confiait était la création d'un grand service de renseignements. Kaltenbrunner lui objecta que cette mission risquait d'être gênée par ses fonctions exécutives. Himmler attendait cette réponse. Il lui affirma que lui, Himmler, continuerait à assurer la direction effective du R.S.H.A., comme il le faisait depuis la mort de Heydrich, ce qui était facile grâce aux « éminents spécialistes » tels que Müller et Nebe, dont il disposait.

— Vous n'aurez pas à vous en occuper, conclut-il; vous vous chargerez du Service de renseignements, c'est-à-dire des ämter III et VI.

Cet arrangement satisfaisait les compères: Himmler était assuré de conserver sans partage le contrôle effectif de toutes les questions de police, et Kaltenbrunner pouvait enfin tenter d'appliquer ses théories à l'échelle de l'Europe. L'une de ses idées favorites était que les lacunes du service de renseignements allemand provenaient en majeure partie de sa division en deux groupes. C'était folie, selon lui, « d'avoir séparé les renseignements politiques des renseignements militaires ». Aucun pays au monde n'avait jamais agi ainsi, à l'exception de la France et de l'Allemagne qui, par une sorte d'étrange mimétisme, avaient commis la même erreur. Cette idée d'unification fit son chemin et fut à la base de l'ultime transformation du R. S. H. A. et aussi de l'ultime victoire du parti sur l'armée. Cette limitation

des fonctions de Kaltenbrunner était toute théorique et seulement destinée à assurer à Himmler un droit de regard à l'intérieur des services. Kaltenbrunner n'en assura pas moins la direction administrative, signant les ordres d'ensemble, légalisant les ordres d'internement, d'exécution, les directives générales, etc.

L'homme qui arriva à Berlin fin janvier 1943, chargé de la lourde succession de Heydrich, était un véritable colosse. Kaltenbrunner mesurait près de 1m 90 et il était pourvu d'épaules d'une largeur impressionnante. Au bout de bras immenses, il balançait deux mains relativement petites et étrangement fines, mais capables de broyer une pierre. Cet immense corps était couronné d'un long visage, dur, lourd, massif, un visage taillé à coups de serpe dans une bille de bois mal équarrie.

Un grand front plat qui, malgré sa hauteur, n'avait rien d'intellectuel; deux petits yeux très bruns, durs, brillants au fond de profondes orbites, et à demi recouverts par de lourdes paupières; une bouche large, droite, en « coup de serpe », aux lèvres minces, et un menton immense, carré, épais, à peine modelé, soulignant l'aspect massif et bestial du personnage, tel apparaissait Kaltenbrunner à cette époque.

Le côté rébarbatif de ce visage était encore accentué par des cicatrices profondes, souvenirs de ces duels d'étudiants germaniques où l'on se tailladait le visage à coups de sabre pour paraître plus viril. Peu d'expressions passaient sur ce visage de bois. Une voix sourde, traînant un très fort accent autrichien, bientôt voilée par l'abus de l'alcool, sortait de ce corps immense. Car Kaltenbrunner était, comme beaucoup d'autres chefs nazis, un alcoolique incorrigible, défaut qui lui valut rapidement le mépris de Himmler. Il fumait aussi sans interruption, « grillant » quatre-vingts à cent cigarettes par jour. Ses doigts et ses ongles étaient tout bruns de nicotine.

Dès dix heures du matin, Kaltenbrunner commençait à absorber champagne et alcools variés, surtout du cognac qu'il se faisait expédier de France. Il posait sur ses interlocuteurs un regard vague et fixe à la fois, ce regard des ivrognes qui paraît regarder sans voir, comme perdu sur une vision intérieure floue, mâchonnant des phrases indistinctes, parfois à peine compréhensibles tant sa diction était mauvaise, filtrant au travers de dents jaunies et cariées. Malgré les rappels à l'ordre de Himmler, Kaltenbrunner ne se décida jamais à voir un dentiste, démarche qui représentait sans doute un trop gros effort pour lui.

Himmler avait confié en connaissance de cause le R. S. H. A. à un être aussi médiocre: la direction effective demeurerait entre ses mains. Il n'avait

pas de trahison à redouter: Kaltenbrunner était un nazi fanatique, un croyant convaincu de la doctrine du Parti qui, seule, avait pu donner un peu de solidité à ce caractère sans consistance. Sa nomination était pour lui une revanche délectable. Sans l'aide de Schellenberg et sans une conjoncture favorable, il n'aurait cependant jamais vu ses théories mises en application. En fait, le véritable chef de l'espionnage nazi fut Schellenberg; il entretenait avec Himmler des relations directes, affranchi de la subordination hiérarchique qui le soumettait théoriquement aux ordres de Kaltenbrunner.

Pourtant, Kaltenbrunner prit son rôle au sérieux. Il fut, comme son prédécesseur, le pourvoyeur des camps de concentration et d'extermination. Si Heydrich avait parfois tenté de ruser, d'appliquer des méthodes plus insidieuses, comme il l'avait fait en France et en Tchécoslovaquie pour tenter d'obtenir la collaboration d'une partie de la population, tout au moins pendant les temps difficiles de la guerre à l'Est, Kaltenbrunner, incapable d'élaborer une aussi subtile tactique, se cantonna dans la répression la plus brutale.

Il n'hésita pas à venir contrôler lui-même les moyens mis en œuvre dans les camps pour l'extermination des prisonniers. Alors qu'il était encore en fonctions en Autriche, à l'automne 1942, il alla inspecter Mauthausen, et, accompagné du commandant du camp, Ziereis, voulut assister au passage à la chambre à gaz d'un groupe de prisonniers, suivant par le hublot spécial l'évolution de leur agonie.

Au début de 1943, il revint à Mauthausen et des prisonniers furent exécutés devant lui, à titre « expérimental », à l'aide de trois méthodes différentes: par pendaison, par coup de feu dans la nuque, enfin à la chambre à gaz. Les détenus et employés du camp ont raconté que Kaltenbrunner était arrivé d'excellente humeur, riant et plaisantant jusque dans la chambre à gaz où ces « expériences » eurent lieu, en attendant que l'on amenât les victimes.

Au moment où Kaltenbrunner prit la direction du R. S. H. A., celui-ci était devenu une machine gigantesque. Le goût germanique pour la bureaucratie avait pu se donner libre cours dans ce centre nerveux où aboutissaient les fils conducteurs apportant les renseignements des points les plus éloignés de l'Europe et y transmettant les ordres. Les bureaux, les fichiers, les centres d'écoute, le centre radio, les laboratoires, les archives, tout avait atteint un développement tel qu'il avait fallu sortir du cadre de la Prinz Albrechtstrasse et essaimer dans Berlin où les services n'occupaient pas moins de trente-huit grands immeubles.

Quand les attaques aériennes eurent endommagé plus ou moins

gravement la presque totalité de ces immeubles, Himmler trouva un prétexte pour instaurer un usage nouveau. Chaque jour, les principaux chefs de service se réunissaient, pour déjeuner, dans l'immeuble du 116 de la Kurfürstenstrasse, où se trouvaient les bureaux d'Eichmann. Autour de la table étaient réunis les hommes qui faisaient trembler l'Europe. Kaltenbrunner accueillait Eichmann avec beaucoup de cordialité. Originaires de la même région, ils avaient maintes relations communes et Kaltenbrunner ne manquait pas de s'enquérir de la santé de la famille demeurée à Linz et qu'il connaissait bien, des études des enfants, des naissances, de l'état des bons vieux grands-parents et de la prospérité de ce petit monde. Ces effusions, ces marques d'intérêt affectueux, échangées par deux hommes qui, le matin même, avaient d'un trait de plume réglé le sort de quelques milliers de malheureux et dont un mot ou une signature donnée en sortant de table allait signifier la mort pour d'autres milliers de victimes à l'autre bout de l'Europe, peuvent sembler paradoxales.

Himmler assistait à ces déjeuners aussi souvent qu'il le pouvait. C'était pour lui l'occasion de remonter le moral de ses adjoints, parfois vacillant devant l'annonce des défaites militaires qui s'accumulaient à l'Est, ou devant le bilan des derniers bombardements anglo-américains au cœur même de l'Allemagne. L'optimisme et la cordialité y étaient de règle, mais, bien qu'en principe les questions de service fussent bannies, il arrivait assez fréquemment que Müller ou Eichmann profitassent de ce contact direct pour demander à Kaltenbrunner ou à Himmler l'avis dont ils avaient besoin. Ainsi, entre la poire et le fromage, ou en dégustant le verre de fine rapportée de France, on décidait s'il fallait supprimer ou non telle catégorie de prisonniers, si telle forme d'exécution devait être choisie de préférence à un autre procédé. Ces propos qui paraissent monstrueux faisaient partie pour ces hommes d'un monde si banal et si quotidien que leur main ne tremblait pas en saisissant leur tasse de café.

C'est au cours de ces déjeuners que les détails pour l'installation des premières chambres à gaz furent discutés; c'est là aussi que furent commentés les résultats des expériences destinées à l'extermination des Juifs. On compara longuement la rapidité, l'économie, la facilité des moyens divers en compétition. Ces sinistres conversations ne faisaient pas perdre un seul coup de fourchette aux hôtes. Seul, Nebe, qui était passé à l'ennemi et complotait avec les gens de l'Abwehr pour abattre Hitler, aurait, selon Gisevius, beaucoup souffert de ces échanges de vues et « rentrait totalement épuisé ».

Quand Himmler était absent, Kaltenbrunner présidait et profitait souvent de ces repas en commun pour lancer de fielleuses attaques contre ceux de ses subordonnés qu'il n'aimait pas ou dont les relations directes avec Himmler l'irritaient. Schellenberg, protégé de Himmler, était le plus souvent l'objet de ces attaques au point qu'il s'en plaignit à Himmler et sollicita

l'autorisation de ne pas assister à ces repas, mais le Reichsführer S. S. tenait trop à cette institution pour permettre la moindre entorse.

Kaltenbrunner, malgré l'espèce de tutelle sous laquelle Himmler l'avait placé, imprima au R. S. H. A. la marque de son étroitesse d'esprit et de sa formation juridique. Gisevius a, d'une phrase, défini cette emprise: « Kaltenbrunner vint, et tout empira de jour en jour. Nous nous rendions compte que les impulsions d'un assassin comme Heydrich étaient peut-être moins terribles que la logique froide et juridique d'un avocat qui avait entre ses mains un instrument aussi dangereux que la Gestapo. »

A la Gestapo, Eichmann était devenu chef absolu de la section IV B. Il était en contact permanent avec Kaltenbrunner et souvent même recevait des ordres directs de Himmler, alors qu'il était toujours administrativement sous les ordres de Müller. On lui avait confié le soin de mener à bien la « solution finale » du problème juif, c'est-à-dire l'extermination totale des Juifs d'Europe. La politique d'antisémitisme absolu, qui avait débuté en Allemagne par les pogroms organisés par Heydrich le 9 novembre 1938 ⁴, avait abouti à cette décision. Selon les estimations faites à Nuremberg, elle aurait coûté la vie à six millions de Juifs en Allemagne et dans les pays occupés. Le pouvoir d'Eichmann sur les Juifs devint absolu après l'ordonnance du 1^{er} juillet 1943 signée par Bormann; elle privait les Israélites de tout recours devant les tribunaux ordinaires et les plaçait sous la juridiction exclusive de la Gestapo.

Une ordonnance précédente, signée également par Bormann le 9 octobre 1942, avait prescrit que « l'élimination permanente des Juifs des territoires de la Plus Grande Allemagne ne pourrait plus être effectuée par l'émigration mais par l'emploi d'une « force impitoyable » dans les camps spéciaux de l'Est ».

Le système des pogroms organisés fut appliqué dans l'Est, puis l'on en vint aux méthodes scientifiques et industrielles d'extermination. Eichmann créa quatre camps dont l'un des plus célèbres fut Mauthausen. La façon dont ce camp avait été conçu et édifié démontre que la politique d'extermination était considérée par les nazis comme une œuvre de longue haleine qui se poursuivrait dans le temps, bien après que l'Europe entière eut été vaincue et domestiquée. Après les Juifs, il resterait beaucoup d'opposants à éliminer. « Se présentant comme une énorme forteresse de pierre située sur le haut d'une montagne et flanquée de baraques, Mauthausen était non seulement une construction permanente, mais encore pouvait recevoir une garnison importante d'hommes et d'officiers et comportait toutes les installations nécessaires. La forteresse même était l'usine d'extermination où l'on envoyait les détenus préalablement épuisés par le travail forcé dans les camps annexes comme Gusen et Ebensee. Quand les coups et la faim avaient fait descendre leur capacité de travail

au-dessous d'un certain niveau, on les envoyait au camp central où leur sort était réglé en quelques heures. En principe, on ne sortait pas vivant du camp principal. »

Eichmann organisa le système des convois qui amenèrent vers ces camps les Juifs d'Europe destinés à la mort. Les départs et l'importance de ces convois étaient fixés en fonction des capacités d'absorption des camps et des possibilités de transport des chemins de fer allemands.

Les commandants des camps de la mort ne tuaient par les gaz que sur instructions d'Eichmann. L'officier S. S. chargé de chaque convoi recevait les ordres nécessaires et avait alors qualité pour indiquer si le train serait dirigé sur un camp d'extermination ou non, et le traitement à appliquer à ses occupants. Par exemple, la lettre « A » ou « M », portée sur les instructions relatives à l'escorte du train indiquait Auschwitz ou Maidanek, ce qui signifiait que les occupants seraient gazés.

A Auschwitz, la règle suivante avait été établie:

« Les enfants jusqu'à l'âge de douze à quatorze ans, les personnes au-dessus de cinquante ans, de même que les malades (ou les gens ayant un casier judiciaire chargé) transportés dans des wagons avec plaque indicatrice spéciale étaient menés aux chambres à gaz dès leur arrivée.

« Les autres défilaient devant un médecin S. S. qui indiquait, à première vue, qui était capable de travailler et qui ne l'était pas. Ceux qui en étaient incapables allaient aux chambres à gaz pendant que les autres étaient répartis dans divers camps de travail. »

Cette seconde destination n'était évidemment que provisoire, les travailleurs étant rapidement épuisés par les conditions inhumaines auxquelles ils étaient soumis et dirigés alors à leur tour vers les chambres à gaz.

Dans l'est de la Pologne, un procédé démoniaque fut utilisé après avoir été imaginé et mis au point par Wirth, ancien commissaire de la Kripo à Stuttgart, affecté à Lublin par le R. S. H. A.

Wirth repéra parmi la population juive un certain nombre de criminels auxquels il promit de grands avantages matériels s'ils recrutaient des collaborateurs prêts à toutes les besognes. Il obtint environ cinq mille individus hommes et femmes qui, en dehors de la certitude d'avoir la vie sauve, reçurent une participation financière dans les pillages. Ils furent chargés de l'extermination de leurs malheureux coreligionnaires.

Dans les forêts et les landes de l'Est polonais, on édifia des camps d'extermination camouflés. « On les construisit en trompe-l'œil, comme des villages de Potemkine, a dit le Dr Morgan, c'est-à-dire que les arrivants avaient l'impression d'arriver dans une grande ville ou une grande

agglomération habitée. Le train entraînait dans une fausse gare, et après que le personnel d'escorte et le personnel du train avaient quitté la place, les wagons étaient ouverts et les Juifs descendaient. Ils étaient tout de suite entourés de ces détachements juifs et le commissaire Wirth ou l'un de ses représentants tenait un discours. Il leur disait:

— Juifs, vous avez été amenés ici pour être transplantés, mais avant d'organiser ce nouvel État juif, il est bien évident qu'il vous faut apprendre une nouvelle profession. On vous l'apprendra ici, il faut que chacun fasse son devoir. Tout d'abord, chacun devra se déshabiller comme c'est le règlement, pour que vos vêtements soient désinfectés, que vous soyez baignés et que vous n'ameniez pas de vermine dans les camps.

Les arrivants étaient alors formés en colonne. A la première halte on séparait les hommes des femmes, puis dans des vestiaires successifs ils devaient déposer leur chapeau, leur veston, leur chemise, enfin leurs chaussures et même leurs chaussettes. En échange de chaque objet, ils recevaient un ticket. Toutes ces opérations étant faites par les Juifs à la solde de Wirth n'inspiraient aucune méfiance aux arrivants qui avançaient docilement, encouragés à se hâter par leurs coreligionnaires traîtres, afin qu'ils n'aient pas le temps de réfléchir. Finalement, ils arrivaient à la dernière halte qui était la salle de bain. Un groupe y pénétrait, les portes étaient fermées. Ils étaient alors gazés et leurs corps, dégagés par une autre porte, étaient incinérés pendant que le groupe suivant entraînait à son tour.

Wirth n'avait eu aucune peine à mettre ce système au point car il avait précédemment été chargé de l'extermination des aliénés incurables, après le décret sur l'euthanasie, et c'est en raison des « excellents » résultats obtenus par lui à cette époque que la chancellerie du Reich l'avait désigné pour cette mission de confiance.

1 Einsatzgruppe A : États Baltes, B : Smolensk, Moscou C: Région de Kiev, D : Ukraine Sud.

2 Nom de code pour l'attaque de l'U. R. S. S.

3 Hohlbaum, condamné aux travaux forcés en Tchécoslovaquie pour son activité pro-nazie, fut grièvement blessé en 1945, en déminant un quartier de Prague. Aucun médecin n'ayant voulu le soigner, il parvint à gagner Leipzig où il mourut.

4 Ces pogroms, que Heydrich appelait « émeutes spontanées », causèrent des dégâts tels que les compagnies d'assurances protestèrent. Göring promulgua alors, le 12 novembre, un décret

infligeant un milliard de marks d'amende aux communautés juives, confisqua leurs indemnités d'assurances pour payer les dégâts et les exclut de la vie économique du pays. Selon la morale nazie, les victimes doivent toujours payer.

5 Dans ce poste, Wirth avait déjà fait parler de lui en raison de ses méthodes particulières d'enquête dans les affaires criminelles, méthodes qui avaient provoqué une interpellation au Landtag du Wurtemberg.

3.

Les «expériences» des savants nazis.

Quand Kaltenbrunner en devint le chef, les attributions du R. S. H. A. s'étaient considérablement étendues.

Dans ses nouveaux domaines figurait le cas des prisonniers de guerre et des travailleurs civils dont la surveillance avait été confiée à la Gestapo.

Les camps de prisonniers de guerre étaient placés sous le contrôle des militaires et l'on aurait pu espérer que l'O. K. W. aurait eu à cœur de faire respecter les règles internationales et d'assurer en quelque sorte sa « protection » aux officiers et soldats tombés en son pouvoir. Or, ces règles subirent des entorses graves et la Gestapo parvint à s'immiscer dans ce champ d'action d'où elle paraissait devoir être exclue. Non seulement l'O. K. W. n'opposa aucune résistance à ces intrusions, mais encore elle coopéra activement avec Himmler et ses agents. C'était l'aboutissement logique d'une évolution dont le début avait été marqué par la « compréhension des militaires face aux pogroms et aux exactions commises en Allemagne même, puis à l'égard de l'action des Einsatzgruppen. Ainsi le haut état-major avait peu à peu admis les assassinats les plus sinistres et avait même introduit ces méthodes dans ses habitudes personnelles.

Les premières mesures furent prises contre les prisonniers de guerre soviétiques. Dès le mois de juillet 1941, une conférence réunit le général Reinecke, chef du service administratif de la Wehrmacht à l'O. K. W.; Breuer, du service des prisonniers de guerre; Lahousen, représentant Canaris et l'Abwehr, et Müller, chef de la Gestapo, représentant le R. S. H. A. Au cours de cette rencontre, des décisions furent prises dont l'application fut confiée à Müller. Elles s'inspiraient des directives données pour la lutte à l'Est et visaient aux mêmes résultats.

Elles furent transcrites dans un texte publié le 8 septembre 1941. « Le soldat bolchevique, y lit-on, a perdu tout droit à être traité comme un adversaire honorable, conformément à la Convention de Genève. (...) On doit donner l'ordre d'agir impitoyablement et énergiquement au plus léger signe d'insubordination, en particulier quand il s'agit de fanatiques bolcheviques. L'insubordination, la résistance active ou passive, doivent être immédiatement brisées par la force des armes (baïonnettes, crosses et

armes à feu). Quiconque exécute cet ordre sans utiliser ses armes ou avec une énergie insuffisante est passible de punition. (...) On doit tirer sans sommation préalable sur les prisonniers de guerre qui tentent de s'enfuir. On ne doit jamais tirer un coup de semonce. (...) L'emploi des armes contre les prisonniers de guerre est légal en règle générale. »

Pour l'application de l'ensemble des nouvelles dispositions, une section spéciale des prisonniers de guerre fut créée à la Gestapo: le groupe IV A, dirigé par le S. S.-hauptsturmführer Franz Königshaus. Au début de 1943, ce groupe fut rattaché au sous-groupe IV B 2 a, dirigé par le S. S.-sturmbannführer Hans-Helmuth Wolf.

Cette section adressa ses consignes aux représentants de la Gestapo déjà installés dans les camps. En effet, des agents de la Gestapo et du S. D. avaient été affectés dans tous les stalags où ils se camouflaient souvent sous une étiquette quelconque. Une directive de Müller, du 17 juillet 1941, leur avait enjoint de détecter dans les stalags « tous les éléments politiques, criminels ou indésirables pour toute autre cause » ainsi que « toutes les personnes qui pourraient être employées à la reconstruction des territoires occupés », afin de les éliminer ou de les soumettre au « traitement spécial ». En même temps, cet ordre les invitait à rechercher parmi les prisonniers ceux qui semblaient « dignes de confiance », en vue de les employer à l'espionnage intérieur du camp et, grâce à eux, découvrir parmi les prisonniers les hommes à supprimer. Les méthodes de la Gestapo ne variaient pas.

Le sort des prisonniers de guerre soviétiques en Allemagne fut une immense tragédie, ainsi que l'écrivit Rosenberg.

La plupart des combattants de la dernière guerre qui connurent les stalags allemands ont conservé le souvenir des colonnes de prisonniers russes qui y furent amenés à l'automne 1941, hâves et décharnés, titubant de fatigue et de faim. Les convois arrivaient après avoir effectué à pied un trajet long parfois de plusieurs centaines de kilomètres. Soumis aux pires traitements, les malheureux mouraient de misère physiologique, par milliers, au bord des routes. Les survivants de ces voyages de cauchemar étaient parqués dans des enclos séparés. Un ordre de Himmler du 22 novembre 1941 prescrivit: « Tout prisonnier de guerre soviétique ramené au camp après une tentative d'évasion sera obligatoirement remis au service de Gestapo le plus proche », ce qui équivalait à une mort rapide.

En 1941, deux mille prisonniers soviétiques furent internés au camp de Flossenbourg, cent deux seulement survécurent, et plus de vingt mille furent tués au camp d'Auschwitz.

Le 20 juillet 1942, Keitel signa un ordre prescrivant de marquer au fer

rouge ceux qui s'obstinaient à survivre: « La marque doit avoir la forme d'un angle d'environ 45°, dont le grand côté devra mesurer un centimètre et sera dirigé vers le haut; elle doit être imprimée au fer rouge sur la fesse gauche. » Elle pouvait également être faite à l'aide d'un bistouri et d'encre de Chine et constituait alors un tatouage indélébile. Cet exemple montre à quel point l'idéologie nazie avait pu pervertir le corps militaire allemand puisqu'un maréchal n'hésitait pas à signer cette ordonnance qui assimilait à du bétail des hommes dont le courage seul était la cause des mesures de rétorsion prises contre eux. Mais l'O. K. W. allait donner des ordres plus révoltants encore en commandant l'assassinat de généraux français prisonniers.

Dès 1940, l'O. K. W. avait placé le meurtre au rang de ses méthodes d'action politique, suivant en cela l'exemple du Parti. Au cours d'une conférence tenue le 23 décembre 1940, qui réunissait autour de Canaris trois chefs des sections intérieures de l'Abwehr et le chef de la section extérieure, l'amiral Bürckner, Canaris révéla que Keitel lui avait enjoint de faire supprimer le général Weygand, alors en Afrique du Nord. Keitel redoutait qu'il n'y formât un centre de résistance avec les éléments de l'armée française restés intacts et avait donné l'ordre formel de le faire abattre par des tueurs. Mais un noyau antinazi avait commencé à se constituer à l'intérieur de l'Abwehr, et Canaris éluda la consigne, prétextant par la suite n'avoir pu la mettre à exécution pour des raisons techniques¹.

De même, quand le général Giraud se fut évadé de la forteresse de Königstein en avril 1942, l'O. K. W., après avoir d'abord songé à le faire enlever à Vichy par un petit kommando spécial S. S., chargea l'Abwehr de le faire assassiner. Keitel donna l'ordre à Canaris qui le transmit à l'un de ses chefs de section, Lahousen. Celui-ci, qui ne mettait aucun empressement à passer à l'action, fut relancé par Keitel au mois d'août. L'opération avait reçu le nom de code de « Gustav ». Lahousen « omit » de contacter Müller pour s'entendre avec lui, comme Keitel l'avait ordonné. Les choses commençant à prendre mauvaise tournure pour l'Abwehr, dont le mauvais vouloir devenait par trop visible, Canaris parvint à dégager sa responsabilité en prétendant que, lors de la conférence de la section III tenue à Prague, Heydrich avait demandé à se charger seul de toute l'affaire, ce à quoi il avait consenti. Fort de cet accord, il ne s'était plus occupé de rien. Comme Heydrich était mort le 4 juin, Canaris ne risquait pas de démenti, et l'affaire fut classée. Mais l'O. K. W. pas plus que la Gestapo n'entendaient être frustrés de leur vengeance. Après que Giraud eut gagné l'Afrique du Nord en novembre 1942, des représailles furent exercées contre sa famille. La fille du général, M^{me} Granger, fut arrêtée avec ses quatre enfants, dont l'un n'avait que deux ans, ainsi que son beau-frère et sa jeune bonne. M^{me} Granger étant morte en Allemagne en septembre 1943, faute de soins, le rapatriement des enfants fut d'abord décidé, mais la

Gestapo s'y opposa au dernier moment et c'est au contraire leur grand-mère qui vint les rejoindre six mois plus tard. Au total, dix-sept personnes de la famille Giraud furent arrêtées et déportées.

Ces deux projets d'assassinat de généraux français n'avaient pu être mis à exécution. On eût dit que les nazis tenaient à commettre ce crime puisqu'ils reprirent des plans du même ordre à la fin de 1944. Pour des raisons obscures, peut-être pour frapper de crainte les généraux prisonniers et les empêcher de s'évader, il fut décidé de simuler une tentative d'évasion et de supprimer un ou deux généraux français. Pour faciliter les choses, il fut ordonné que quelques-uns des soixante-quinze généraux français détenus dans la forteresse de Königstein seraient transférés au camp de représailles de Colditz, distant de moins de cent kilomètres; la pseudo-évasion aurait lieu pendant le voyage. Kaltenbrunner fut chargé de superviser l'organisation de cette machination, en liaison avec Ribbentrop, le ministre des Affaires étrangères devant se préparer à répondre aux questions qui pourraient être posées par la Croix-Rouge internationale ou par la « puissance protectrice », c'est-à-dire la France, à la suite de cette affaire, et avec l'accord de l'O. K. W. dont le concours était indispensable.

Kaltenbrunner confia la mise au point technique de l'opération à l'obergruppenführer Panzinger, ancien chef du groupe IV A, et chargé du service des prisonniers de guerre, devenu après la mort de Nebe son successeur à la tête de l'amt V (KRIPO). Panzinger, avec l'aide de l'un de ses adjoints, Schulze, pensa à un moyen éprouvé: les « camions S »! C'est une variante, une sorte de « camion S » miniature, qui fut mis au point pour l'opération. L'officier choisi tout d'abord comme victime fut le général René Mortemard de Boisse. Fin novembre 1944, le plan, mis au point au cours des entretiens réunissant Panzinger et Wagner, représentant de Ribbentrop, fut exposé à Kaltenbrunner dans une note qui a été retrouvée:

« 1. Au cours d'un transfert de cinq personnes dans trois automobiles portant des matricules militaires, l'incident d'évasion se produit à un moment où la dernière auto a une panne.

« 2. De l'oxyde de carbone est lâché par le conducteur à l'arrière de la voiture qui sera fermée. L'appareil peut être installé par les moyens les plus simples et peut être enlevé immédiatement. Après des difficultés considérables, un véhicule approprié est maintenant à notre disposition.

« 3. D'autres possibilités, telles qu'empoisonnement par la nourriture ou la boisson ont été envisagées également et écartées à nouveau comme trop dangereuses.

« Des mesures pour achever le travail ultérieur, tel que notification, autopsie, preuves et inhumation, ont été prises. Le chef de convoi et le conducteur seront fournis par le R. S. H. A. et porteront un uniforme militaire. Il leur sera remis un livret matricule. »

Le nom du général de Boisse ayant été prononcé plusieurs fois au cours de conversations téléphoniques, il fut décidé au dernier moment de choisir une autre victime, par crainte d'une fuite possible qui pourrait donner l'éveil à l'étranger. Voilà à quels détails tenait une vie humaine en régime nazi!

Tout étant ainsi réglé, le transfert des six généraux fut fixé au 19 janvier 1945. Trois voitures devaient les transporter; dans la première, les généraux Daine et de Boisse; dans la seconde, les généraux Flavigny et Buisson; dans la troisième, les généraux Mesny et Vauthier. Les véhicules devaient partir à quinze minutes d'intervalle, le premier quittant Königstein à six heures du matin. Il partit normalement, mais les heures de départ des deux autres furent changées au dernier moment et le général Mesny partit seul, dans la seconde voiture à sept heures du matin, le transfert du général Vauthier ayant été subitement annulé.

Le général Mesny n'alla pas jusqu'à Colditz. Le lendemain matin, les quatre généraux arrivés au camp furent informés par le commandant Prawill, chef de l'oflag IV C, que le général Mesny avait été tué à Dresde alors qu'il tentait de s'échapper.

« Il a été enterré à Dresde avec les honneurs militaires par un détachement de la Wehrmacht », ajouta Prawill. Ce dernier détail était exact, les nazis n'ayant pas reculé devant cette ultime mise en scène.

La tentative d'évasion du général Mesny parut suspecte à ses compagnons de captivité. Ils savaient que Mesny avait renoncé à toute idée de fuite depuis que son fils aîné avait été déporté en Allemagne pour son activité résistante, par crainte que son second fils ne fût exécuté en représailles. Mais c'est seulement au cours de l'enquête effectuée après la guerre que la vérité fut révélée, après la saisie des archives.

Sir David Maxwell-Fyfe, procureur général adjoint britannique, a parfaitement qualifié cette affaire à Nuremberg :

— Dans tout cet épisode particulièrement sordide, on découvre le fait éminent du nazisme tout entier: l'hypocrisie. C'est un meurtre commis en gants blancs, fait sur commande, recouvert de l'étiquette du ministère des Affaires étrangères, portant la froide empreinte du S. D., de la Gestapo de Kaltenbrunner, appuyé et soutenu par l'appareil extérieurement respectable de l'armée de profession.

Les mesures de rétorsion prises à l'encontre des prisonniers de guerre furent en quelque sorte codifiées dans un texte promulgué par l'O. K. W. et qui reçut l'un de ces noms évocateurs affectionnés par les nazis: le décret « Kugel », le décret « Balle ». Selon ce décret signé le 27 juillet 1944 et diffusé, sous le timbre « Question gouvernementale secrète », aux commandants des camps de prisonniers de guerre et aux services locaux de la Gestapo : « Tout prisonnier de guerre évadé et repris, officier ou sous-officier ne travaillant pas, à l'exception des prisonniers de guerre britanniques ou américains, doit être remis au chef de la police de sûreté et du service de sécurité. » Cette mesure « ne doit transpirer sous aucun prétexte », les autres prisonniers n'en seront pas informés, et le bureau de renseignements de l'armée les signalera comme évadés et non repris, mention qui sera portée sur leur courrier et réponse qui sera faite aux questions de la Croix-Rouge internationale comme aux demandes de la puissance protectrice.

En fait, ces mesures étaient déjà appliquées en vertu d'instructions diffusées par la direction centrale de la Gestapo depuis le 4 mars 1944.

En même temps, Müller informait les chefs de postes de la Gestapo de diriger sur le camp de Mauthausen les évadés qui leur seraient remis, en avisant le commandant que le transfert était effectué dans le cadre de l'opération « Kugel ». Cette mention équivalait à une condamnation à mort, les officiers et sous-officiers touchés par le décret « Kugel » devant être exécutés d'une balle dans la nuque dès leur arrivée à Mauthausen.

Un second décret « Kugel » appliqua les mêmes mesures aux travailleurs civils étrangers qui avaient tenté à plusieurs reprises de s'échapper des camps de travail.

Les prisonniers arrivant à Mauthausen dans ces conditions étaient désignés sous l'appellation de « prisonniers K »; ils n'étaient même pas enregistrés sur les livres du camp et ne recevaient pas de matricule, mais étaient immédiatement dirigés sur la prison du camp. Là, on les envoyait à la salle de douches où on les faisait déshabiller et, sous le prétexte de les mesurer, on les plaçait sous une toise truquée qui, automatiquement, leur lâchait une balle dans la nuque dès qu'elle atteignait le sommet du crâne. Quand l'arrivée de « prisonniers K » était trop important on les asphyxiait dans la salle de douches dont les canalisations pouvaient indifféremment envoyer de l'eau ou des gaz mortels.

Le commandant du camp avait également la possibilité de prendre des initiatives personnelles. Au début de septembre 1944, un groupe de quarante-sept officiers anglais, américains et hollandais, tous aviateurs tombés en parachute, leurs appareils ayant été abattus au cours de raids sur

l'Allemagne, arrivèrent à Mauthausen. Ils avaient été condamnés à mort après plus de dix-huit mois de détention, pour avoir tenté de s'évader. Au lieu de les faire exécuter séance tenante, le commandant du camp les envoya à la carrière de Mauthausen où tant de déportés connurent une mort atroce.

C'était une gigantesque cuvette dans laquelle on descendait par un escalier grossièrement taillé dans la pierre et comptant cent quatre-vingt-six marches. Les quarante-sept prisonniers, vêtus seulement d'une chemise et d'un caleçon, pieds nus, furent chargés de pierres de vingt-cinq à trente kilos, qu'ils durent monter sur leurs dos ou dans leurs bras jusqu'en haut de l'escalier, sous une grêle de coups de matraque, de coups de botte, de pierres même. A peine leur fardeau déposé en haut, il leur fallait redescendre au pas de gymnastique pour prendre une pierre un peu plus lourde que la précédente. Le premier soir, vingt et un d'entre eux étaient morts. Les vingt-six autres furent soumis le lendemain au même régime. Le soir du second jour, il n'en restait plus un seul.

En ce même mois de septembre 1944, Himmler vint inspecter le camp, et on lui offrit comme une attraction l'exécution de cinquante officiers soviétiques. Voilà de quelle nature étrange était fait l'« honneur militaire » nazi, dont on parlait avec tant d'emphase.

Une autre affaire de prisonniers de guerre fit également beaucoup de bruit: celle des évadés de Sagan.

A Sagan, petite ville de Silésie proche de Breslau, près de dix mille aviateurs britanniques et américains étaient détenus dans le « stalag Luft III ». C'étaient des hommes très remuants et qui ne songeaient qu'à s'enfuir. Fin février 1944, quatre-vingt-dix-neuf tunnels d'évasion avaient été découverts par les gardiens avant d'être achevés. Une surveillance rigoureuse, spécialement confiée à l'armée de réserve, composée par les S. A. et dirigée par Jüttner, ne pouvait empêcher ces tentatives de se renouveler et même d'aboutir puisque le centième tunnel put enfin être mené à son terme. Quatre-vingts officiers anglais se sauvèrent ainsi dans la nuit du 24 au 25 mars 1944. Ce bel exemple de ténacité britannique mit Hitler et Himmler dans une fureur extrême. Dès la découverte de l'évasion, aux premières heures de la matinée du samedi 25, la *Grossfahndung* — la grande alerte — avait été déclenchée, la Gestapo de Breslau alertée, et des recherches très actives mises en route. Les premiers fugitifs retrouvés à quelques kilomètres de Sagan furent ramenés au camp, mais, dès le dimanche 26, Müller transmet aux postes de la Gestapo l'ordre de fusiller ceux qui seraient repris. Le lundi 27, une conférence réunit au R. S. H. A. le colonel Walde, représentant le ministère de l'Air, le colonel von Reurmont, représentant l'O. K. W., Müller et Nebe. On devait discuter des mesures à prendre, mais finalement Müller annonça que ses services avaient, sur

l'ordre d'Hitler, déjà diffusé des directives qui étaient appliquées depuis le matin du 26, et que douze à quinze évadés avaient déjà été fusillés. Une telle décision souleva de nombreuses protestations: on craignait que les aviateurs allemands prisonniers en Grande-Bretagne ne soient tués par représailles et que les aviateurs de la Luftwaffe chargés de missions sur l'Angleterre ne s'inquiètent des conséquences futures de ces mesures. Hitler consentit seulement à ce que les premiers prisonniers ramenés au camp aient la vie sauve. Pour les autres, les ordres devaient être maintenus. La Gestapo de Breslau, commandée par le S. S.-obersturmbannführer Scharpwinkel, fut chargée de procéder aux exécutions². Les évadés repris, dont certains capturés à Kiel et même à Strasbourg, furent expédiés sur Breslau et fusillés. Cinquante jeunes officiers payèrent ainsi de leur vie leur indomptable courage. Selon les habitudes de prudence de la Gestapo, Müller avait interdit de rédiger aucun document écrit à propos de cette affaire; tous les ordres devaient être transmis verbalement.

La nouvelle des exécutions ayant transpiré malgré ces précautions, Kaltenbrunner ordonna de les présenter comme des cas isolés: certains des évadés auraient été tués sous des bombardements, d'autres auraient été abattus pour avoir opposé une vive résistance au moment de leur arrestation, d'autres pour avoir exercé des voies de faits sur leurs gardiens, contraints de tirer en état de légitime défense, d'autres encore auraient été blessés à mort en tentant de s'enfuir à nouveau pendant qu'on les ramenait au camp. Finalement, une note fut rédigée dans ce sens: elle ne trouva aucun crédit mais vint, au contraire, confirmer ce que tout le monde craignait et qui fut formellement établi après la guerre.

La Gestapo avait deux autres nouveaux domaines à exploiter. Le premier, immense et peu spectaculaire, était d'aider l'économie de guerre allemande à satisfaire ses énormes et continuels besoins de main-d'œuvre. Un chiffre seulement éclairera cet aspect de l'activité policière des nazis dans les pays occupés. Le recrutement des travailleurs volontaires pour l'Allemagne avait été un échec retentissant. Il fallut alors procéder à la réquisition qui prit des formes diverses, allant de la « relève » des prisonniers (escroquerie morale acceptée par le gouvernement français qui avait consenti à ce que cinq travailleurs remplacent un prisonnier de guerre, proportion qui ne fut pas rendue publique), au S. T. O. — Service du Travail Obligatoire — qui permit de lever des classes entières de jeunes gens pour les envoyer en Allemagne. Le grand maître du recrutement de la main-d'œuvre, le gauleiter Sauckel, a reconnu lui-même que sur 5 millions de travailleurs étrangers, 200 000 seulement étaient volontaires. Les défections furent nombreuses et beaucoup d'hommes gagnèrent les « maquis » de la Résistance au reçu de leur convocation pour le S. T. O. Finalement, 875 952 ouvriers français partirent pour l'Allemagne. Si l'on songe qu'à la fin de 1942, 1 036 319 Français étaient prisonniers de guerre on voit que, si l'on y ajoute les

déportés politiques et résistants, plus de 2 millions de Français se trouvèrent alors captifs des nazis, à des titres et sous des régimes divers.

Le second domaine de la Gestapo fut l'extraordinaire organisation de ce qui fut pompeusement baptisé « expériences médicales ».

Pour comprendre comment des médecins, et parmi eux des hommes de qualité, purent être à ce point corrompus par les principes nazis et accepter de se livrer à ces « expériences », négation même de l'éthique médicale classique, il faut rappeler la façon dont les nazis s'étaient jadis infiltrés dans les milieux médicaux allemands et le travail de noyautage qu'ils y avaient effectué.

Considérant que les savants, les médecins, les professeurs, étaient libéraux, réactionnaires, Juifs ou francs-maçons, ils avaient pratiqué dans leurs rangs une « épuration » qui avait chassé 40 % de leurs effectifs.

Enfin, la passion de Himmler pour les expériences scientifiques, ou plutôt « pseudo-scientifiques », spécialement dans le domaine des recherches raciales, l'avait amené à créer en 1933 la société Ahnenerbe³ — ou Héritage des Ancêtres — chargée à partir de 1935 d'étudier tout ce qui avait trait à l'esprit, aux actes, aux traditions, aux caractéristiques et à l'héritage de la race « nordique indo-germanique ». Le 1^{er} janvier 1939, elle reçut un statut nouveau qui la chargea de recherches scientifiques, lesquelles aboutirent aux expériences dans les camps. Le 1^{er} janvier 1942, la société fut rattachée à l'état-major personnel de Himmler et devint un organisme S. S. Le Comité directeur comprenait Himmler, président, le Dr Wuest, recteur de l'Université de Munich, et Sievers, ancien libraire devenu colonel S. S., secrétaire de la société, qui joua un rôle très important.

C'est l'Ahnenerbe qui, sur les instructions de Himmler, provoqua, organisa et finança la plupart des expériences. L'Ahnenerbe prit un développement énorme et disposa finalement de cinquante Instituts scientifiques spécialisés. Le point de départ des expériences paraît être une demande adressée à Himmler par le Dr Sigmund Rascher.

Rascher était médecin-capitaine de la réserve de l'armée de l'air. Marié à Nini Diehls, son aînée de quinze ans, c'est par sa femme qu'il connut Himmler. Membre de la S. S., il fut, au début de 1941, chargé des cours d'instruction médicale au *Luftgaukommando VII*, à Munich. Les conférences portaient en particulier sur les réactions humaines, les troubles psychologiques et physiologiques, au cours des vols à haute altitude⁴. Le 15 mai 1941, Rascher écrivait à Himmler: « J'ai constaté avec regret qu'aucune expérience sur du matériel humain n'avait pu encore être mise sur pied chez nous, du fait que les essais sont très dangereux et qu'il ne se présente aucun volontaire. Je pose de ce fait très sérieusement la question: Y a-t-il possibilité d'obtenir de vous que soient mis à notre disposition deux ou trois

criminels de profession? (...) Ces essais, au cours desquels, comme il va de soi, les sujets d'expérience peuvent trouver la mort, seraient poursuivis avec ma collaboration. Ils sont absolument indispensables aux expériences sur les vols à haute altitude et ne peuvent être poursuivis comme il avait été tenté jusque-là sur des singes qui ont des réactions tout à fait différentes. »

Cette demande était moins surprenante qu'elle ne paraît. Il y avait eu, en effet, le précédent de l'euthanasie des incurables, des aliénés et de certains malades, pratiquée au début de la guerre. Cette extermination avait été recouverte d'un voile « scientifique ».

Quant aux expériences proprement dites, c'était encore sur des détenus allemands que les premières avaient été tentées: en octobre et novembre 1938, le Dr Samestrang avait été autorisé à utiliser des prisonniers du camp de Sachsenhausen pour ses expériences de refroidissement par l'eau, qui furent reprises à Dachau.

Tout cela fit accepter avec enthousiasme la demande de Rascher, qui flattait la manie « scientifique de Himmler et, dès le 22 mai 1941, Karl Brandt, secrétaire de Himmler, lui répondit: « Nous serons naturellement très heureux de mettre à votre disposition des prisonniers pour les recherches sur les vols à haute altitude. »

Des chambres à basse pression furent installées à Dachau au centre même de cette inépuisable réserve de cobayes humains. Les résultats furent atroces.

Un médecin, prisonnier à Dachau, le Dr Anton Pacholegg, que Rascher utilisa comme aide⁵, en a laissé le récit.

« J'ai observé personnellement, dit-il, à travers la fenêtre d'observation de la chambre, qu'un prisonnier, à l'intérieur, subissait le vide jusqu'à ce que ses poumons éclatent. Certaines expériences ont provoqué chez les hommes une telle pression dans la tête, qu'ils devenaient fous, s'arrachaient les cheveux dans leur effort pour soulager la pression. Ils lacéraient leur tête et leur visage avec leurs ongles, pour se mutiler eux-mêmes dans leur démence. Ils frappaient les murs avec leurs mains et leurs têtes et hurlaient afin de soulager la pression sur leurs tympans.

« Ces cas de production de vide absolu se terminaient généralement par la mort du sujet. Une expérience extrême était tellement sûre de finir par la mort, que dans bien des cas la chambre était ensuite utilisée plutôt comme méthode ordinaire d'exécution que pour des expériences. »

Ces affreuses recherches se poursuivirent jusqu'en mai 1942. Environ deux cents détenus y participèrent; quatre-vingts d'entre eux moururent dans la chambre à basse pression, les autres en sortirent plus ou moins gravement lésés. Rascher commença ensuite une série de nouveaux essais sur les effets du froid. Il s'agissait de définir les meilleures combinaisons de

vol pour les aviateurs effectuant des raids sur l'Angleterre et qui étaient souvent abattus au-dessus de la mer du Nord. Beaucoup d'entre eux, qui atteignaient l'eau sans dommage et disposaient de bouées de sauvetage, mouraient de froid après une immersion de quelques heures.

Rascher fit installer à Dachau des cuves spéciales et des appareils de réfrigération. L'armée de l'air suivait ces travaux avec intérêt, et Rascher demanda des assistants. Avant d'accepter les professeurs Jarisch, d'Innsbruck, Holzlöhner, de Kiel, et Singer, il demanda à la Gestapo de procéder à une enquête minutieuse sur ces trois médecins afin de s'assurer s'ils étaient « politiquement irréprochables ». Rascher voulait l'assurance que le secret le plus absolu serait observé sur ces expériences, sur la véritable nature desquelles il ne pouvait, au fond, se faire d'illusion. Les essais sur le refroidissement se poursuivirent d'août 1942 à mai 1943. Pour les expériences sur les effets du froid sec, les sujets étaient exposés au terrible froid de l'hiver allemand, en plein air, complètement nus, pendant des nuits entières. Leur température interne tombait à 25°. On les ramenait évanouis et l'on procédait aux expériences de réanimation et de réchauffement. Himmler insista pour que l'on essayât le réchauffement par la « chaleur animale » et fit amener quatre femmes de Ravensbruck. Elles devaient se presser, nues, sur le corps glacé du malheureux, pour tenter de le ramener à la vie. Tout cela était inutile, le problème du réchauffement rapide des gelés ayant été résolu dès 1880 par le médecin russe Lepczinsky, dont les « savants » nazis ignoraient sans doute les travaux.

Pour les expériences sur les effets du froid humide, les sujets étaient plongés dans l'eau glacée, soit nus, soit revêtus d'une combinaison de vol. Une bouée de sauvetage les empêchait de couler. Le Dr Pacholegg a relaté l'une de ces expériences: « C'est sur deux officiers russes qu'eut lieu la pire de toutes les expériences effectuées à Dachau.

« Les deux officiers furent amenés du Bunker. Il était interdit de leur parler. (...) Rascher les fit déshabiller et entrer tout nus dans le bassin. Deux heures après, ils avaient encore leur connaissance. Nos appels à Rascher pour qu'il leur fasse une injection furent sans résultat. Pendant la troisième heure, un des Russes dit à l'autre : « Camarade, dis à cet officier qu'il peut nous achever « d'une balle », à quoi l'autre répondit : « N'attends rien « de ce chien! »

« Après ces paroles qui furent traduites du russe par un jeune Polonais qui en atténua la forme, Rascher retourna dans son bureau. Le jeune Polonais essaya de les chloroformer; mais Rascher revint et nous menaça de son revolver en disant: « Ne vous en mêlez pas, et ne vous approchez pas d'eux. » L'expérience se poursuivit pendant au moins cinq heures, avant d'aboutir à la mort. Les cadavres furent envoyés à Munich pour y être autopsiés. »

Rascher prétendait avoir inventé un antihémorragique miraculeux qu'il avait baptisé le « Polygal ». Il fit de nombreuses expériences avec ce produit. Son père et son oncle étaient médecins. Élevé dans une ambiance médicale et de haute valeur morale, on peut se demander comment il avait pu se laisser corrompre à ce point par les théories nazies. Ses convictions politiques furent cause du violent désaccord qui l'opposa à son père, le Dr Hans August Rascher. Il n'hésita pas, sur le conseil de sa femme, à dénoncer celui-ci à la Gestapo qui l'arrêta à deux reprises, une première fois pendant cinq jours, et une seconde fois pendant neuf jours.

Son oncle, médecin à Hambourg, lui reprocha un jour ses expériences. La discussion dura une nuit entière, Rascher essayant de défendre les principes nazis, tels ceux du médecin Guett, qui s'était l'un des premiers attaqué à « l'amour mal fondé des créatures inférieures et asociales », alors que son oncle lui montrait l'importance de la fidélité aux principes hippocratiques. Finalement, Rascher avoua à son oncle « qu'il n'osait plus penser », qu'il savait être sur le mauvais chemin, mais qu'il ne voyait « aucun moyen d'en sortir ».

Les médecins allemands n'avaient pas tous la même attitude que Rascher. Au Dr Wetzl qui lui proposait de travailler sur des êtres humains, le Dr Lutz répondit : « Je ne me considère pas comme assez dur pour ce genre d'expériences; c'est déjà bien assez difficile d'expérimenter sur un chien qui vous regarde et qui semble avoir une sorte d'âme. »

Les médecins nazis ne se posaient pas ce genre de questions. Rascher se montrait méprisant à l'égard de ses confrères. Un jour, il dit au physiologiste Rein : « Vous vous croyez physiologiste, mais votre expérience se limite à des cobayes et à des souris. Je suis absolument le seul qui connaisse vraiment la physiologie humaine, car moi j'expérimente sur des hommes et non sur des souris. »

Himmler favorisa la poursuite de ces expériences et écrivit de nombreuses lettres dans lesquelles il répétait que seuls les S. S. étaient en mesure de fournir le matériel humain nécessaire. Lui-même y assista souvent et ne cessa de lutter pour faire tomber les rares objections qui étaient parfois soulevées.

« Les recherches du Dr Rascher, écrit-il au général Milch en novembre 1942, ont trait à des expériences d'une importance capitale; j'assume personnellement la responsabilité de fournir les individus asociaux et les criminels; ces individus, qui ne méritent que la mort, proviennent des camps de concentration.

« Les difficultés, principalement basées sur des objections religieuses, qui contrariaient les expériences dont j'assume la responsabilité, auraient pu être éliminées. J'ai personnellement assisté aux expériences, et je puis dire

sans exagération que j'ai participé à chaque phase de ce travail scientifique en y apportant mon aide et mon inspiration.

« Cela nous prendra encore au moins dix ans, pour extirper leur étroitesse d'esprit de la tête de nos gens. Je suggère qu'un médecin non chrétien de bonne réputation scientifique, et non enclin au vol intellectuel, soit chargé de la liaison entre l'armée de l'air et les S. S. »

Dans une lettre à Rascher, il alla même beaucoup plus loin et passa aux menaces, selon son habitude : « Je considère les gens qui, même aujourd'hui, rejettent les expériences humaines et préféreraient laisser mourir de courageux soldats allemands plutôt que d'utiliser les résultats de ces expériences, comme de véritables traîtres à la patrie. Je n'hésiterai pas à communiquer leurs noms aux autorités compétentes, et je vous autorise à faire connaître ma façon de voir à ces autorités. »

La haute protection de Himmler n'empêcha pas Rascher et sa femme de finir tragiquement.

Dans le courant de 1943, un étrange scandale éclata. M^{me} Rascher, déjà mère de deux enfants (Rascher l'avait épousée alors qu'elle attendait le second) se prétendit de nouveau enceinte puis présenta un bébé comme étant le sien. On découvrit bientôt que cette grossesse avait été un simulacre et que l'enfant avait été volé. Pour un homme qui faisait si bon marché de la souffrance et de la vie humaine, et dans un milieu où les crimes les plus atroces étaient commis quotidiennement, cette histoire apparaît comme une bagatelle. Mais la « morale » nazie ne l'entendait pas ainsi. Tout ce qui touchait la race, la natalité, revêtait un caractère sacré, et cette tentative d'introduction frauduleuse d'un enfant au sang peut-être « impur » dans la communauté du « sang précieux », compliquée d'un mensonge au Reichsführer S. S., fut considérée comme un crime pendable. Le couple Rascher disparut, puis fut arrêté à la fin de 1943. Rascher et sa femme furent jetés en prison et on instruisit leur procès. Lors de l'avance finale des troupes alliées en Allemagne, Himmler donna des ordres très stricts pour empêcher les Rascher de tomber vivants aux mains de l'ennemi. Il savait Rascher, et surtout sa femme, assez bavards, et redoutait leurs révélations éventuelles. M^{me} Rascher fut finalement pendue à Ravensbruck. Quant au Dr Rascher, il avait été ramené à Dachau et jeté dans une cellule du Bunker. Fin avril 1945, il fut tué d'un coup de feu alors qu'on lui tendait sa nourriture par la porte entrouverte.

Beaucoup d'autres expériences furent faites dans les camps. On essaya de nombreux vaccins et des mesures défensives contre la guerre bactérienne. Un incident peu connu fut à la base de ces recherches. Dans le Caucase, les

troupes S. S. avaient refusé d'avancer parce que le bruit avait couru qu'elles allaient entrer dans une zone où sévissait une épidémie de peste. C'est sans doute l'unique exemple d'un refus d'obéissance des S. S.

On utilisa des êtres humains pour la production des vaccins; le typhus fut communiqué à des hommes qui furent utilisés comme « réservoirs » à virus, à Buchenwald. A Dachau, on fit des études sur le paludisme et l'on éleva des anophèles pour contaminer plus d'un millier de sujets choisis parmi les prêtres polonais. En septembre 1943, une épidémie d'ictère infectieux ayant sévi sur le front de l'Est (il y avait eu 180 000 cas en un mois), des expériences furent faites à Auschwitz puis à Sachsenhausen sur des Juifs appartenant à la Résistance polonaise.

Beaucoup d'autres recherches furent entreprises sur les prisonniers : essais de médicaments nouveaux; essais de nutrition ⁶ et de nourriture concentrée, à Orianenburg; hormones artificielles, à Buchenwald; sérums antigangréneux; expériences hématologiques et sérologiques; essais d'une pommade destinée à guérir les brûlures du phosphore; formation artificielle de phlegmons, d'abcès, de septicémies, à Dachau; essais de sulfamides; expériences chirurgicales sur les os, les nerfs, les faisceaux musculaires. On expérimenta l'euthanasie par la piqûre de phénol, qui tue un homme en moins d'une seconde; on fit des essais de projectiles empoisonnés à l'aconitine (les descriptions cliniques de l'effet de ces balles empoisonnées sont atroces); on rechercha des procédés de décontamination des eaux empoisonnées par les gaz; on étudia des alcaloïdes et des poisons inconnus; on essaya sur les prisonniers les comprimés destinés au suicide des chefs; on fit des expériences sur les effets des gaz de combat, hypérite et phosgène.

On expérimenta aussi des procédés de stérilisation destinés à faire progressivement disparaître ou tout au moins à limiter la natalité des peuples réduits en esclavage après la victoire finale qui ferait des nazis les maîtres de l'Europe. Une lettre adressée à Himmler par le Dr Pokorny, pour l'informer de l'état des recherches sur la stérilisation par l'absorption d'un médicament, est édifiante : « Si nous pouvions produire le plus rapidement possible, à la suite de ces recherches, un médicament qui, après une période relativement courte, amènerait une stérilisation des individus, nous aurions à notre disposition une arme nouvelle et très efficace. La seule pensée que trois millions de Bolcheviques se trouvant actuellement en captivité en Allemagne pourraient être stérilisés tout en restant disponibles pour le travail, mais que leur propagation serait arrêtée, ouvre les plus vastes perspectives. Le Dr Madaus a découvert que le suc de la plante *Caladium Seguinum*, pris par la voie buccale ou injectée, produit après un certain temps, en particulier chez les animaux mâles, mais également chez les femelles, une stérilité durable. »

L'effet de ce suc étant assez lent et la culture de cette plante tropicale s'étant avérée trop difficile, le Dr Brack mit au point un procédé plus simple : la stérilisation par rayons X. Brack, au cours d'expériences faites sur des prisonniers, avait pu établir que la stérilisation définitive pouvait être obtenue par une irradiation locale de 500 à 600 R pendant deux minutes, pour les hommes, et de 300 à 350 R pendant trois minutes pour les femmes.

La difficulté résidait dans le moyen d'appliquer cette « thérapeutique » à l'insu des patients. Brack eut alors une idée géniale, qu'il s'empressa de communiquer à son « très honoré Reichsführer ».

« Un moyen pratique de procéder consisterait à faire approcher les personnes à traiter d'un guichet où on leur demanderait de répondre à quelques questions, ou de remplir des formules pendant deux à trois minutes. La personne assise derrière le guichet manœuvrerait l'appareil, de façon à tourner un bouton qui mettrait en action deux ampoules simultanément. (Les radiations doivent être envoyées de chaque côté.)

« Avec une installation de deux ampoules, de 150 à 200 personnes environ pourraient être stérilisées chaque jour et, par conséquent, avec 20 installations de ce type, 3 000 à 4 000 personnes pourraient être stérilisées chaque jour. »

Les péripéties de la guerre et sa fin non conforme aux prédictions du prophète Hitler ne permirent pas aux nazis de réaliser ce programme de génocide scientifique. Tout était pourtant décidé, au stade de l'étude préparatoire, et il est certain que, si l'issue de la guerre avait été différente, des mesures de cette nature auraient été mises à exécution.

Les bureaux politiques des camps, autrement dit la Gestapo, furent chargés de « sélectionner » les malheureux transformés en matériel humain. Un signe, un mot, une petite croix faite sur la liste par un membre de la Gestapo, suffisait à envoyer un homme jeune et robuste dans la chambre à basse pression où il cracherait ses poumons une heure plus tard, ou une jeune femme pleine de vie au médecin qui la castrerait d'une bonne dose de rayons.

Parfois, les ordres supérieurs diffusés par Himmler à ses agents dans les camps prescrivaient de prendre, par exemple, des résistants polonais pour les expériences sur la jaunisse infectieuse à Auschwitz, ou des officiers russes, choisis pour leur endurance au froid, pour les travaux de Rascher dans les cuves réfrigérées de Dachau.

La Gestapo procéda encore aux « sélections » pour satisfaire les

demandes de pièces anatomiques, formulées par les instituts nazis. Car les camps furent utilisés comme une sorte de réservoir de matériel expérimental et l'on atteint ici au sommet de l'absurde dans l'horreur, à une sorte de paroxysme grandguignolesque, dans le style pseudo-scientifique de certains films d'horreur, où l'on voit un savant fou assassiner de malheureuses victimes pour se livrer à de délirantes recherches. Les correspondances officielles échangées à l'occasion de ce trafic sont à peine croyables.

Le premier exemple se situe à l'époque de l'exécution du programme d'euthanasie, par conséquent sur des Allemands.

Il existait à Berlin un institut spécialisé dans les recherches cérébrales, dit « Institut Kaiser Wilhelm » et qui disposait de trois annexes à Munich, Göttingen et Dillenburg. Ce dernier établissement était dirigé par le Dr Hallervorden. Un jour, le Dr Hallervorden apprit que des malades allaient être tués à l'oxyde de carbone et il pensa immédiatement à en tirer parti. Il alla voir les responsables de cette besogne et, selon son propre récit, leur dit : « Écoutez, mes amis, si vous allez tuer tous ces gens-là, gardez au moins les cervelles pour qu'on puisse s'en servir. » Ils me demandèrent : « Combien pouvez-vous en examiner? — Un nombre illimité, le plus sera le mieux », leur répondis-je.

Puis il leur fit parvenir tout le matériel nécessaire et les instructions pour la bonne conservation et le transport. La façon dont tout cela fut effectué a été également racontée par le Dr Hallervorden.

« La plupart des établissements n'avaient pas assez de médecins; aussi, soit par excès de travail, soit par indifférence, ils s'étaient déchargés de faire le choix sur les infirmières et les infirmiers. Quiconque paraissait malade, ou était, au point de vue des infirmières ou des infirmiers, un « cas », était inscrit sur une liste et transporté au lieu de destruction. Le pire dans cette affaire, c'étaient les brutalités exercées par le personnel. Il choisissait ceux qu'il n'aimait pas et les inscrivait sur la liste. »

L'Institut Kaiser Wilhelm disposa alors de plus de cerveaux qu'il n'en pouvait examiner et le Dr Hallervorden estima sans doute que l'avenir de la science était assuré grâce au nazisme.

La seconde affaire, qui montre l'aboutissement logique des habitudes nazies d'exécutions scientifiques, se situe en 1941. Cette fois, on ne se contente plus d'expérimenter sur des cadavres de gens condamnés à mort comme l'avait fait Hallervorden, mais on décide d'assassiner des hommes uniquement pour utiliser leurs corps comme matériel d'étude.

Les Allemands, ayant annexé l'Alsace, occupaient la Faculté de Médecine de Strasbourg et y avaient installé l'un des leurs, le S. S.-sturmbannführer Dr Hirt, qui y professait selon les canons nazis et dont

l'idée fixe était tout naturellement la question des races. Hirt conçut le projet de constituer à Strasbourg une collection de squelettes et de crânes juifs, collection unique par sa richesse. Il écrivit à Himmler, vers qui convergeaient obligatoirement toutes ces demandes.

« Nous possédons, nota le professeur, une collection presque complète des crânes de toutes les races et de tous les peuples. Pour la race juive seulement, nous avons si peu de spécimens de crânes à notre disposition qu'il est presque impossible d'arriver à des conclusions définitives par leur examen. La guerre à l'Est nous donne actuellement une occasion de combler cette lacune. En ce qui concerne les commissaires judéo-bolcheviques qui présentent les signes répugnants, mais caractéristiques, d'humanité dégénérée, nous avons, en nous assurant la possession de leurs crânes, la possibilité d'obtenir un document scientifique concret. »

Il fut donc convenu que, désormais, les commissaires soviétiques juifs devraient être capturés vivants et remis à la police militaire qui les garderait jusqu'à l'arrivée d'un délégué spécialisé. Celui-ci les photographierait, procéderait à un certain nombre de mensurations anthropologiques, recueillerait toutes les indications possibles sur l'état civil et l'origine du prisonnier, après quoi on le mettrait à mort afin que sa tête pût être prélevée et expédiée à Strasbourg.

« Après l'exécution de ces Juifs, écrit Hirt, la tête ne devra pas être abîmée, le délégué séparera la tête du tronc et l'enverra à destination dans des boîtes de fer-blanc fermées hermétiquement. Ces boîtes contiendront un liquide afin de conserver les têtes en parfait état. »

En exécution de ces instructions, l'Université de Strasbourg reçut alors d'étranges colis.

Mais bientôt les têtes ne suffirent plus à Hirt qui réclama des squelettes entiers, et plus seulement de « commissaires judéo-bolcheviques ». Le camp d'Auschwitz reçut l'ordre de lui fournir cent cinquante squelettes. Comme le camp n'était pas en mesure de procéder à la préparation de ces squelettes, et que Hirt désirait procéder à des mensurations sur les corps, il fut décidé que la solution la plus simple consistait à acheminer les « sujets » vivants sur le camp de Natzweiler, proche de Strasbourg. En juin 1943, cent quinze personnes « sélectionnées » à Auschwitz par la Gestapo arrivèrent à Natzweiler. En août, quatre-vingts autres suivirent. Le S. S.-hauptsturmführer Kramer, qui opéra dans la plupart des camps et qui devait finir sa carrière comme commandant du camp de Bergen-Belsen où il gagna le surnom de « Bête de Belsen », se chargeait de l'exécution de ces malheureux, en les gasant au cyanure, procédé qui n'abîmait pas les corps. De cette façon, Hirt recevait les cadavres encore chauds sur sa table de dissection et s'en déclara très satisfait. Sa collection anatomique était devenue importante quand les troupes américaines et françaises

s'approchèrent de la ville. Les nazis prirent peur car les armoires frigorifiques de la morgue de l'Université contenaient encore quatre-vingts cadavres qui risquaient de devenir compromettants. Hirt sollicita des instructions. Devait-il conserver la collection en entier? la détruire partiellement? ou complètement? Il fut question d'ôter les chairs des cadavres pour les rendre méconnaissables et de déclarer qu'il s'agissait de corps abandonnés par les Français. Finalement, le 26 octobre, Sievers, secrétaire général de l'Ahnenerbe, qui avait suivi cette affaire avec la plus grande attention, assura que la collection avait été dispersée. L'information était fausse; les assistants de Hirt n'avaient pu découper les cadavres assez rapidement. Il s'en trouvait encore dans la « réserve » de Hirt quand les troupes alliées pénétrèrent dans Strasbourg. Des hommes de la 2^e Division Blindée française les y découvrirent. Hirt disparut et ne fut jamais retrouvé. On n'a jamais pu recueillir le moindre renseignement sur son sort. C'est un des très rares expérimentateurs nazis qui ait pu échapper aux recherches et qui n'ait pas rejoint ses collègues jugés à Nuremberg au « procès des médecins ».

Peut-être, sous un faux nom, mène-t-il maintenant la vie paisible d'un médecin de campagne dans quelque région éloignée, ou exerce-t-il la difficile profession de médecin de quartier dans une ville quelconque, auscultant ses malades avec le même soin méticuleux qu'il apportait à compléter sa collection.

Peut-être même lui arrive-t-il de soigner des Juifs, ce qui doit, malgré le temps, éveiller chez lui quelques inquiétantes réminiscences...

1 Lors de l'invasion de la zone sud, Weygand sera finalement arrêté, le 12 novembre 1942 par des S. S., près de Vichy et emmené en Allemagne.

2 La Gestapo de Breslau était connue pour sa férocité. Elle installa une guillotine dans la prison de la ville et exécuta, de 1938 à 1945, plus d'un millier de détenus politiques, parmi lesquels onze Français. L'ancien bourgmestre de Bruxelles, Louis Schmidt, mourut sous les coups, au cours d'un interrogatoire dans le bureau de la Gestapo, installé dans la prison.

3 Le siège de l'Ahnenerbe était installé 16, Pücklerstrasse à Berlin-Dahlem.

4 Les Allemands cherchaient alors à élever le plafond de vol de leurs appareils, inférieur à celui des appareils britanniques qui venaient d'être mis en service.

5 Le docteur Pacholegg devait être exécuté pour garantir son silence, mais il parvint à s'évader au début de 1944, ce qui permit de recueillir son précieux témoignage après la guerre.

6 Les expériences de faim et de soif faites à Dachau furent extrêmement pénibles. On y utilisa notamment deux adolescents de seize et dix-sept ans.

7 De nombreux essais avaient également été faits sur les procédés chirurgicaux, les injections directes de produits caustiques, par piqûres, etc.

8 R = Roentgen : unité de mesure du rayonnement considéré du point de vue des possibilités biologiques d'absorption.

4.

La Gestapo opère à travers toute la France.

A Paris, comme dans le reste de l'Europe occupée, Himmler mena une politique personnelle. Selon Knochén, elle « n'était pas la même que celle suivie par Ribbentrop et Abetz ». La politique d'Abetz à l'ambassade reposait entièrement sur Laval. Et quand Abetz semblait accorder une grande importance à Déat, ce n'était qu'une manœuvre de sa part pour « tenir » Laval par la jalousie, manœuvre dont Abetz connaissait la portée limitée, Déat n'ayant en France aucune popularité. Des vues à long terme inspiraient Abetz. Elles visaient à obtenir, grâce à Laval, une collaboration complète de la part des Français.

Les objectifs de Himmler étaient plus rapprochés. Il voulait obtenir rapidement une collaboration active, c'est-à-dire essentiellement militaire et, à défaut de l'entrée du gouvernement de Vichy dans une alliance antibolchevique, la constitution de quelques divisions de Waffen-S. S. pour combattre sur le front russe. Cette vue tenait compte des événements de l'Est, où la campagne d'hiver venait de coûter plus d'un million d'hommes à la Wehrmacht. Recruter des hommes était une nécessité impérieuse, dans la mesure où la situation militaire ne pourrait être totalement rétablie au cours de la campagne d'été. D'autre part, en obtenant ces troupes indispensables et en les plaçant sous le drapeau de la Waffen-S. S., Himmler augmenterait sa puissance et progresserait vers ce qui était l'ambition secrète de sa vie : commander en chef une armée au combat.

C'est dans cet esprit qu'il avait donné ses instructions à Oberg : soutenir au maximum les mouvements politiques pro-nazis. La politique de Himmler avait enregistré un premier succès puisque Deloncle avait, le 7 juillet 1941, provoqué la réunion des chefs des partis pro-nazis ¹, réunion dont allait sortir la « Légion antibolchevique », peu après baptisée « Légion des Volontaires Français » (L. V. F.). Cette création s'était faite sans la participation de l'ambassade qui, consultée en la personne du conseiller Westrick, s'était montrée tiède puisqu'il ne s'agissait pas d'une initiative du gouvernement de Vichy, auquel on forçait un peu la main. La L. V. F. ne fut reconnue d'utilité publique que dix-huit mois plus tard, par un décret de Laval du 11 février 1943.

Oberg suivait la ligne politique tracée par Himmler. « Pour lui, dira Knochen, Darnand et Doriot étaient plus intéressants que Laval. » Il parviendra à son but dans le courant de l'été 1942, qui verra le début du recrutement de la Waffen-S. S., en France.

Malgré ces différences de tendance, et peut-être même en raison d'elles, Oberg et Abetz s'entendaient assez bien; chacun d'eux travaillait dans sa propre sphère, Abetz. contrôlant seul la « haute politique » au niveau gouvernemental.

Oberg coopérait également avec Stülpnagel. Il avait été placé sous ses ordres en 1918. A Paris, il lui fut soumis sur le plan administratif pour les questions d'armement et des effectifs. Mais, sur le plan policier, il ne recevait ses directives que de Himmler lui-même.

A son arrivée à Paris, Oberg installa sa résidence personnelle 57, boulevard Lannes; il y demeura jusqu'à la fin. Son état-major particulier se composait de deux officiers d'ordonnance, Hagen et Beck (ce dernier remplacé par Jungst en février 1943), six sous-officiers, deux secrétaires-dactylographes et trois téléphonistes.

Il commença immédiatement la réorganisation des services policiers placés sous son autorité. Il avait reçu des pouvoirs spéciaux qui peuvent se résumer ainsi :

La haute direction des mesures de sécurité et de répression était centralisée à Paris. En cas de conflit avec les autorités militaires (Stülpnagel) et avec les Affaires étrangères (Abetz), Oberg pouvait faire appel, près de Himmler, de leurs décisions. En cas d'événements graves, il avait tout pouvoir pour « maîtriser », par tous les moyens, les « groupes, partis ou individus » dangereux.

Comme chef suprême des S. S. sur le territoire français occupé, il pouvait utiliser pour des missions de répression les formations S. S. ainsi que les Français recrutés par la S. S. En outre, il avait la faculté de s'assurer le concours des groupements collaborationnistes et paramilitaires. Oberg joua à fond cette carte. Il n'avait pas oublié les leçons de la conquête du pouvoir en Allemagne. Il s'efforça donc d'aider les groupes qui se constituaient sur le modèle des S. A. ou des S. S., sans comprendre toujours que ces mouvements étaient souvent des entreprises de « rackets » perfectionné, et qui permettaient à des individus sans scrupules de toucher d'énormes subsides, en échange desquels ils n'enrôleraient que des effectifs squelettiques.

Dans le même esprit, Heydrich avait présenté Oberg aux représentants de l'administration française, René Bousquet et Georges Hilaire, convoqués à Paris pour s'entendre signifier les mesures que l'on voulait voir prendre par le gouvernement de Vichy, à savoir la remise des pouvoirs de police aux

chefs des partis pro-nazis. René Bousquet avait, au début de mai, discuté de l'opportunité de ces décisions, et obtenu de Heydrich un sursis. Il batailla à nouveau pour persuader les Allemands de renoncer à ces mesures. En échange, il assura que la police française s'engageait à maintenir l'ordre et à réprimer des menées qui, selon lui, étaient beaucoup plus « antinationales » qu'antiallemandes. Son but était l'abrogation du « Code des Otages » du 30 septembre 1941. Des tractations furent donc entreprises avec Oberg en vue de mettre au point les termes d'une sorte de déclaration commune qui constituerait la base des relations entre les deux polices et délimiterait leurs domaines respectifs.

Ces négociations furent contrariées par la mort de Heydrich. Celui-ci devait revenir à Paris et on espérait lui faire entériner les termes de l'accord. Sa disparition faillit tout remettre en question. Les instructions dont Heydrich avait accepté de suspendre provisoirement la notification furent signifiées à Laval. En même temps, les partis collaborationnistes, et surtout Doriot, déclenchèrent une violente campagne de presse et organisèrent des meetings contre la politique de Vichy qu'ils accusaient de mollesse, de lâcheté, voire même de complicité avec les ennemis de l'« Europe » (c'est-à-dire des nazis), accusant ouvertement Bousquet de protéger les Juifs et les francs-maçons, etc.

Malgré ces assauts, orchestrés par les services S. S. à Paris, les pourparlers se poursuivirent. Ils aboutirent finalement, le 29 juillet, à ce que l'on a appelé les « accords Oberg-Bousquet », selon le terme employé par Knochen. Il s'agissait bien d'un accord, dont le texte final fut fixé — selon les dires de Bousquet lui-même — après qu'il eut obtenu des modifications.

Les termes en étant définitivement arrêtés, cet accord fut rendu public. « Au cours d'un banquet réunissant à mon domicile les préfets régionaux et les intendants de police, a dit Oberg, nous avons donné, Bousquet et moi, lecture à l'assistance du document que nous avons rédigé ². »

Tel qu'il fut lu ce jour-là, l'accord paraissait bien être une victoire pour Bousquet puisqu'il marquait une limitation expresse des attributions de la police allemande et l'indépendance à peu près complète de la police française. Il comprenait surtout un point extrêmement important et dont on crut pouvoir attendre un adoucissement dans la répression, et surtout la fin du régime des otages. Il était, en effet, précisé que la police française ne serait jamais mise en demeure de désigner des otages et que les personnes appréhendées par elle ne seraient, *en aucun cas*, l'objet de mesures de représailles de la part des autorités allemandes. Les ressortissants français coupables de délits politiques, comme ceux coupables de délits de droit commun, seraient désormais jugés et frappés selon la loi française par les tribunaux français. Seuls, les auteurs d'attentats directement dirigés contre l'armée et les autorités d'occupation pourraient être réclamés par la police

allemande. Encore, les individus arrêtés par les Allemands ne devaient, *en aucun cas*, faire l'objet de représailles ou être pris comme otages.

On comprend que le secrétaire général à la Police ait éprouvé à ce moment une légitime fierté. L'accord fut communiqué à toutes les autorités des services de police français et à tous les chefs de postes de la Sipo-S. D. et de l'Orpo. Après l'invasion de la zone sud, il fut reconduit pour être applicable dans les territoires nouvellement occupés. C'est le second accord Oberg-Bousquet du 18 avril 1943 ³. Cette seconde mouture reprenait les points importants du premier texte, et répétait que nos ressortissants, arrêtés par notre police, seraient déferés devant nos tribunaux et jugés selon nos lois.

Ces promesses n'étaient, hélas, que de simples clauses de style. L'accord solennellement rendu public le 29 juillet 1942 était bien loin d'avoir produit les effets que l'on semblait en droit d'attendre et n'avait pu empêcher les exécutions d'otages. Quelle fut, après l'accord, la réalité quotidienne?

Depuis le 29 juillet 1942 ⁴, les Allemands ne pouvaient, selon le texte signé par Oberg arrêter, ni réclamer aucun Français, sauf s'il s'agissait d'auteurs d'une action directe contre les troupes ou les autorités d'occupation. Encore fallait-il faire la preuve de leur culpabilité et les traduire devant un tribunal. Pratiquement, c'était l'abrogation du système des otages.

De tragiques événements permirent d'apprécier le résultat tangible de ces promesses. Le 5 août, sept jours après la publication de l'accord Oberg-Bousquet, trois hommes dissimulés derrière une haie de fusains du stade Jean-Bouin à Paris lancèrent deux grenades sur un groupe de cinquante soldats allemands qui s'entraînaient sur la piste, faisant huit morts et treize blessés. C'était l'attentat direct contre des membres des troupes d'occupation, tel que le prévoyait l'accord. L'enquête ouverte par la Gestapo amena l'identification des trois auteurs de l'attentat, le Hongrois Martunek et les Roumains Copla et Cracium, qui seront arrêtés le 19 octobre et fusillés le 9 mars 1943 après jugement du tribunal militaire allemand. Mais, dès le 11 août, la presse parisienne avait publié un avis à la population annonçant que « 93 terroristes convaincus d'avoir commis des actes de terrorisme ou d'en avoir été complices » avaient été fusillés le matin même. Et cet avis était signé OBERG.

Cette exécution d'otages était une violation caractérisée de l'accord signé treize jours plus tôt.

Le 11 août, entre sept heures et onze heures du matin, 88 hommes (et non 93) furent effectivement fusillés au mont Valérien : 70 Français et 18 étrangers. Trois seulement avaient été arrêtés par la Gestapo, les 67 autres avaient été saisis par la police française, c'est-à-dire par les brigades

spéciales de la préfecture de police. Seuls neuf d'entre eux avaient participé à des actions contre les troupes allemandes : trois avaient tenté de faire dérailler un train de permissionnaires, quatre avaient saboté une ligne téléphonique allemande, un avait tiré des coups de feu contre des soldats allemands, un autre avait déposé un engin explosif dans un établissement fréquenté par les occupants. Un seul des fusillés avait été jugé par un tribunal militaire allemand : Dutrieux, condamné à mort le 27 juin 1942 par le tribunal d'Épinal.

Même si l'on écarte le cas des 18 étrangers, arrêtés uniquement pour leur activité politique par la police française puis remis aux Allemands, et celui des 3 Français pris par la Gestapo, des 9 auteurs d'attentats et celui de l'unique condamné, il reste cependant que 57 Français qui n'avaient commis aucune action directe contre les Allemands furent ce jour-là fusillés comme otages, en violation absolue de l'accord du 29 juillet. Tous avaient été arrêtés par la police française pour des motifs politiques : infraction au décret du 26 septembre 1939 prononçant la dissolution du Parti communiste, fabrication, distribution ou même simple détention de tracts, hébergement de militants communistes vivant dans la clandestinité, etc. Tous ces actes étaient des délits, aux yeux de la loi française du moment, c'était donc la loi française qui devait être appliquée par un tribunal français, comme le stipulait l'accord. Certains cas étaient encore plus bénins : Ethis avait été arrêté comme « sympathisant communiste » et pour avoir nourri des évadés du camp de Compiègne; Fillâtre, pour avoir prêté sa bicyclette à un militant communiste; Scordia, parce qu'il était « soupçonné » d'être en relations avec un membre de l'organisation spéciale du Parti communiste. Arrêtés avant l'attentat, ils n'avaient pu en aucun cas y participer. Deux avaient été pris après l'accord Oberg-Bousquet : Deschanciaux, arrêté le 1^{er} août, et Bretagne le 3 août. Ils furent pourtant remis à la Gestapo. Enfin, le 10 août, cinq des fusillés étaient encore aux mains de la police française : Boatti, détenu à Fresnes; Jean Compagnon, Henri Daubœuf et François Wouters, qui se trouvaient encore au dépôt de la préfecture de police et furent livrés aux Allemands le 10 août pour être fusillés le lendemain matin, et Raine, arrêté par la brigade spéciale française le 18 juin, amené au fort de Romainville le 10 août.

Ces hommes étaient dans la main de l'administration française. Elle pouvait les condamner, les interner, en application des textes qu'elle avait publiés. L'un d'eux avait même été condamné et se trouvait donc normalement sous la protection de l'administration pénitentiaire française : Louis Thorez, arrêté en octobre 1940, avait été condamné à dix ans de prison pour distribution de tracts. D'abord emprisonné, puis interné au camp de Châteaubriant, il avait été remis aux Allemands et interné au camp de Compiègne, d'où il était parvenu à s'évader le 22 juin 1942. Repris le 10 juillet par la brigade spéciale, il fut à nouveau remis aux Allemands fin

juillet.

Ainsi, cinquante-sept Français arrêtés pour leurs opinions tombaient sous les balles allemandes au moment même où René Bousquet croyait avoir obtenu la suppression du Code des Otages.

Cette violation flagrante de l'accord tout frais allait-elle provoquer une réaction du gouvernement de Vichy? Celui-ci allait-il au moins comprendre que la signature et la parole d'Oberg n'avaient aucune valeur, et que la Gestapo entendait agir à sa guise, continuant à faire régner la terreur?

Il ne semble pas que la tragédie du 11 août ait influé sur l'attitude du gouvernement puisqu'il accepta de renouveler l'accord en 1943. Sans doute faut-il placer ce document dans la ligne vichyssoise du maintien de la « souveraineté française », c'est-à-dire de cette caricature d'autorité qui suffisait au bonheur des gens en place.

Oberg continua à ordonner des exécutions d'otages comme auparavant. De nombreux Français arrêtés par les brigades spéciales françaises furent régulièrement remis à la Gestapo. Le 19 septembre, moins de deux mois après la publication de l'accord, Oberg fit diffuser par la presse parisienne un avis annonçant qu'en représailles de l'attentat commis le 17 septembre au cinéma « Rex » à Paris, cent seize otages allaient être fusillés. C'était l'exécution massive la plus importante que l'on ait vue jusqu'alors en France. Et les cent seize otages furent en effet exécutés le 21 septembre (quarante-six à Paris et soixante-dix à Bordeaux).

Ils se trouvaient dans le même cas que ceux du 11 août. A Paris, sur les quarante-six otages fusillés, un seul avait été condamné par un tribunal allemand et aucun n'avait participé à un attentat.

Le secrétaire général à la Police avait fait de son mieux, il n'en restait pas moins vrai que l'accord Oberg-Bousquet n'avait eu que des effets très limités.

Pendant que se déroulaient ces inutiles négociations, Oberg avait procédé à la réorganisation de sa direction. L'ensemble des services policiers étant divisé en deux grandes branches : la police d'ordre, en uniforme (Orpo), et la police de sûreté (Sipo-S. D.). Knochen, chef de cette seconde branche, la répartit en deux groupes aux attributions précises, correspondant à la conception du travail telle qu'elle existait à Berlin. Le premier groupe était chargé d'assurer la sécurité intérieure en France. Le second formait le service de renseignements politiques et de contre-espionnage, qui surveillait la France, les pays neutres et le Vatican. Seul, le premier groupe détenait le droit d'exécuter des arrestations. L'organe central d'exécution

était installé 11, rue des Saussaies et son personnel provenait de la Gestapo.

Le principal organe du second groupe resta, pour la France, la section III de la direction Sipo-S. D. de Paris. Divisé en quatre groupes, ce service recueillait toutes les informations générales sur la situation intérieure de la France. Son quatrième groupe, D, se divisait lui-même en cinq sous-groupes qui étudiaient :

: alimentation et agriculture;

: commerce et circulation;

: banque et bourse;

: industrie;

: questions de main-d'œuvre et questions sociales.

Le chef de la section III, Maulaz, fut extrêmement habile. Distingué, cultivé, homme du monde, il sut se faire des relations importantes, fréquenta les salons et sut transformer en informateurs une quantité surprenante de gens connus : gros industriels, hommes d'affaires, gens du monde, banquiers et gens de bourse, femmes et maîtresses d'hommes politiques, etc. Tel directeur de banque le renseigna sur la composition réelle de certaines sociétés, sur la répartition des actions, la véritable consistance des sociétés, le moyen de s'en assurer le contrôle. Ces bons offices lui valurent de sérieuses participations aux affaires que l'on peut réaliser à condition d'avoir l'odorat peu sensible. Tel chef d'une énorme industrie « verticale », florissante aujourd'hui, lui exposa les dessous des affaires de ses concurrents, les chiffres de leur production réelle, les véritables possibilités de ceux qui essayaient d'échapper aux réquisitions; il espérait que la collaboration industrielle qui s'établirait après la victoire allemande, et qu'il souhaitait, lui serait profitable. Tel gros commerçant le renseigna sur les maisons concurrentes contrôlées par des Israélites ou lui dévoila les biens juifs camouflés, ce qui lui valut de fructueuses charges d'administrateur de ces biens confisqués. Telle maîtresse d'homme politique vendit à Maulaz les confidences de son amant, les secrets de ses relations politiques.

Maulaz évoluait au milieu de cette faune avec aisance. Il adorait les mondanités. Les renseignements qu'il obtenait permirent à ses patrons d'exiger davantage encore de l'économie française. Quand on prétendait que le chiffre des matières fournies atteignait son maximum, il pouvait répliquer, pièces en main, que la production agricole ou industrielle avait en réalité la possibilité de monter jusqu'à tel niveau précis, ce qui permettait d'augmenter le montant des réquisitions. Par intérêt personnel, les amis si distingués de l'élégant Maulaz se firent les complices du pillage de leur pays.

En cette étrange période, une partie de la « haute société » parisienne offrait vraiment un spectacle assez sordide.

Dans le même temps, Oberg installa une série de nouveaux services dans ses bureaux de l'avenue Foch. Chacun d'eux marquait la prépondérance acquise par les services policiers sur les militaires puisqu'ils annexaient les domaines jusqu'alors constitués en chasses gardées par l'administration militaire. Il y eut ainsi près d'Oberg un nouveau service de renseignements politiques, organisé et animé par des éléments du S. D. (section VI); un service de surveillance de la presse, des lettres et des arts, du cinéma et des théâtres; un service de surveillance des églises catholique et protestante; un nouveau service anticomuniste; un service de contre-espionnage dans les pays ennemis et de renseignement dans les pays neutres; tous étaient rattachés au second groupe des services Knochen.

Knochen bénéficiait du soutien total de Heydrich et se maintenait sans difficulté. La mort de Heydrich modifia la situation. Kaltenbrunner se désintéressant des questions de police, Müller devint pratiquement le maître absolu à l'intérieur de la Gestapo. Il envoyait des directives précises et exigeait qu'elles fussent suivies à la lettre. Knochen s'efforçait d'appliquer des méthodes assez souples en France, en s'adaptant le plus possible aux circonstances. Les ordres rigides de Müller le gênaient souvent, aussi les ignorait-il parfois délibérément. Son tempérament indépendant, le sentiment très vif qu'il avait de sa valeur personnelle, son intime conviction que l'organisation policière allemande en France était son œuvre (ce qui était exact), tous ces éléments lui inspiraient souvent une attitude d'insubordination presque ouverte à l'égard de Müller.

Müller accusa nettement Knochen d'être, non pas francophile, mais « westlophile », selon son expression, c'est-à-dire perversi, gagné, par la forme de pensée et les habitudes des gens de l'Ouest et plein d'une dangereuse indulgence pour eux. Ces attaques, dont les Français peuvent apprécier l'amère saveur, devinrent si vives que Himmler, qui s'était efforcé de l'ignorer, dut intervenir. Knochen se défendit avec une énergie farouche, et fut soutenu très efficacement par Oberg qui avait appris à apprécier ses qualités.

A Paris, Knochen montrait la même désinvolture à l'égard des autorités militaires. Théoriquement, tous les dossiers et tous les détenus non relâchés au cours des interrogatoires devaient passer entre les mains des militaires. En réalité les gens acquittés par le tribunal militaire étaient repris par la Gestapo après le jugement. Mais il arrivait aussi que la Gestapo exécutât des détenus avant de les avoir présentés au tribunal. Cette habitude n'était pas particulière aux services de Knochen, mais était courante en Allemagne, au point que Kaltenbrunner dut diffuser, le 12 avril 1943 une note expresse très explicite à tous ses services :

« Il arrive que, souvent, les tribunaux ouvrent une information contre un individu déjà exécuté par la Gestapo, cette exécution ne leur ayant pas été signalée.

« Pour cette raison le Relchsführer ordonne qu'à l'avenir la Gestapo devra avertir les tribunaux locaux des exécutions opérées par elle. L'information se limitera au nom de l'individu et le fait pour lequel il a été exécuté. Les raisons de l'exécution ne seront pas communiquées. »

Ces méthodes directes ne pouvaient que s'accroître après l'arrivée d'Oberg. Tout d'abord parce qu'il avait reçu des consignes impératives de Himmler lui-même et aussi parce qu'en ce printemps 1942 la dureté était plus que jamais de règle à la Gestapo. Une note du 10 juin 1942, diffusée par la direction du R. S. H. A. à tous les services de la Sipo-S. D., vint préciser les règles à respecter pour les « interrogatoires renforcés ». On appréciera la forme apparemment restrictive qui lui a été donnée, tout en constatant que ces interrogatoires peuvent être appliqués à tout le monde :

« 1. Les interrogatoires renforcés ne doivent être appliqués que si l'on constate qu'au cours d'interrogatoires précédents le détenu a connaissance de renseignements importants concernant l'ennemi; ou concernant des liaisons ou des plans, et qu'il se refuse à les communiquer.

« 2. Ces interrogatoires renforcés ne peuvent être appliqués que contre les communistes, marxistes, Bibleforscher (étudiant la Bible, Témoins de Jéhovah), saboteurs, terroristes, résistants, agents de liaison, asociaux, travailleurs réfractaires polonais ou russes, ou vagabonds.

« Pour tous les autres cas, en principe, il faut mon autorisation préalable.
»

Le mois de juillet 1942 fut placé sous le signe de la négociation. En même temps que s'était poursuivie la laborieuse mise au point de l'accord Oberg-Bousquet, d'autres pourparlers avaient lieu à Paris. Darlan, commandant en chef des forces de terre, de mer et de l'air, depuis le 17 avril, et le général Bridoux, secrétaire d'État à la Guerre, entreprirent dans le courant de juin 1942 des démarches en vue d'obtenir des Allemands l'autorisation d'augmenter de cinquante mille hommes les effectifs de l'armée d'armistice. Demande puérile, sans doute justifiée par des motifs d'orgueil personnel, de « prestige » à l'échelle de l'époque. Loin de repousser une demande qu'ils n'avaient nullement l'intention de satisfaire, les Allemands parlèrent. Au début de septembre, une conférence réunissait à Paris, à l'hôtel Lutétia, siège des services de l'Abwehr, deux officiers français représentant Darlan et Bridoux et chargés de négocier

avec les Allemands.

L'amiral Canaris, grand maître de l'Abwehr, se trouvait alors à Paris. Le conseiller d'ambassade Rahn, spécialiste des questions de renseignement, offrit un dîner réunissant Canaris et les deux militaires français. Deux conférences eurent lieu ensuite au Lutétia. A la première, Canaris était représenté par le colonel Reile, l'un de ses chefs de service, mais le lendemain il était présent en personne pour « conclure l'affaire ».

Tout d'abord, les gens de l'Abwehr proposèrent une collaboration effective de leurs agents et de ceux du 2^e bureau français en Afrique du Nord. On se mit assez rapidement d'accord sur le principe, et les Français envisagèrent de communiquer aux agents de Canaris leurs rapports concernant les mouvements de navires entre Dakar et le port anglais de Bathurst. Mais Canaris avait d'autres projets plus rapidement réalisables. Il s'agissait pour les Allemands d'obtenir de Vichy l'autorisation d'envoyer une importante mission policière en zone sud, non occupée, mission qui serait autorisée à travailler librement, opérant sous de faux papiers français.

Il existait à l'Abwehr un service chargé de dépister les émetteurs clandestins, la sous-section III F. fu (*Fahndung-Funk*) service d'écoute et de radio-goniométrie. Un second service, le W. N. V Fu III 5, 64, boulevard Suchet, qui avait installé ses centres d'écoute à Bois-le-Roi et à Chartrettes (Seine-et-Marne) disposait d'une section mobile. L'Orpo possédait aussi un service d'écoute, dirigé par le capitaine Shuster.

Ces stations de repérage avaient détecté un important réseau d'émetteurs clandestins qui trafiquaient journallement avec l'Angleterre et les avaient situés en zone sud, en particulier dans la région lyonnaise. Il aurait été facile, pour les autorités allemandes, de mettre le gouvernement de Vichy en demeure de faire cesser ces activités qui avaient évidemment des répercussions militaires importantes ⁶. Mais, les ambitions de l'Abwehr et de la Gestapo étaient plus vastes. La Gestapo voulait, en effet, opérer elle-même en zone libre, avec le maximum de discrétion. Pour le moment, l'opération était présentée comme une collaboration franco-allemande pour la liquidation des postes émetteurs clandestins. Cette amicale collaboration pourrait avoir une heureuse influence sur les suites à donner à la demande française d'augmentation de l'armée d'armistice.

Les représentants français, après en avoir référé à Vichy, durent accepter le principe, et obtinrent que les Français arrêtés au cours de ces opérations seraient déférés à la justice française, ce qui était bien le moins que l'on puisse faire pour des gens saisis en zone libre. L'accord étant conclu, les Allemands réclamèrent de faux papiers français : cartes d'identité, cartes d'alimentation, laissez-passer, etc. Pressenti pour faire établir ces pièces par ses services, René Bousquet se fit tirer l'oreille, mais, rappelé à l'ordre par Laval, dut s'incliner.

Le 28 septembre, le kommando spécial mixte fit son entrée en zone sud. Il comprenait deux cent quatre-vingts hommes appartenant à l'Abwehr, à la Gestapo et à l'Orpo. Tous allaient opérer sous de fausses identités françaises. C'était une incroyable intrusion des services allemands dans le domaine de Vichy et une atteinte sans précédent à cette fameuse « souveraineté » dont on faisait si grand cas. Les conséquences de cette affaire allaient être d'une exceptionnelle gravité.

Les deux cent quatre-vingts hommes du kommando se répartirent dans les logements qui leur avaient été préparés à Lyon, Marseille et Montpellier. La direction était confiée à Bœmelburg assisté de Dernbach pour l'Abwehr, et Shuster pour l'Orpo. L'ensemble de l'opération avait reçu le nom de code d' « Action Donar » ⁷. Tous les hommes qui y participaient parlaient le français.

Après l'installation, une première phase permit le repérage précis des émetteurs qui avaient été à peu près localisés depuis la zone nord. L'homme que l'Abwehr avait délégué, technicien éminent des réseaux clandestins, Friedrich Dernbach, était aussi un vétéran de la police politique. C'était, comme beaucoup de vieux agents des services allemands, un ancien membre du fameux corps franc « Balte » où Röehm avait choisi ses amis. Il avait ensuite appartenu à la Schwarze Reichswehr, la Reichswehr noire, clandestine, et était entré à la police politique de Brême en 1925, puis à l'Abwehr en 1929. Finalement, il était devenu chef de l'Abteilung III F, à Sarrebruck, après s'être spécialisé dans les questions de radio. Il n'eut aucune peine à situer rapidement l'ensemble du réseau clandestin. Quand le coup de filet fut donné, les quelque quinze ou vingt postes situés dans la région lyonnaise « tombèrent » à la fois. A Marseille, à Toulouse, dans la région de Pau, plusieurs autres émetteurs furent découverts en même temps. Presque partout les opérateurs radio et leurs aides furent arrêtés.

C'est alors que les gens de Bœmelburg entrèrent en scène. L'un des premiers kommandos venus renforcer le petit groupe Knochen à Paris, en juillet 1940, était le kommando Kiefer, du nom de son chef. Kiefer était resté en France comme spécialiste du contre-espionnage. Homme modeste, calme, sans ambition personnelle, il ne vivait que pour son métier. C'était un spécialiste de cet ouvrage de virtuose que les Allemands appelaient *Funkspiel*. Dès l'arrestation des opérateurs, le véritable travail commença. Un Funkspiel est une délicate opération de substitution qui permet, après la capture d'un émetteur clandestin, de continuer à le faire fonctionner afin d'entrer en relations directes avec l'ennemi. Il est extrêmement difficile de mener cette opération à bien. Il y a tout d'abord les difficultés techniques, qui sont les moins graves : codes, heures précises d'émission, formules variables d'appel, etc. Une écoute préalable suffisamment prolongée permet de les résoudre à peu près complètement avant l'intervention directe. Mais il faut encore « recevoir » et « manipuler » comme l'opérateur habituel. En

effet, il s'établit entre deux opérateurs, chacun à un bout de « ligne », une gamme d'habitudes indéfinissables; elles permettent de « sentir » ce qui peut être anormal. Chaque opérateur a sa façon de manipuler, à tel point que, pour un poste ayant plusieurs opérateurs, le correspondant entraîné peut immédiatement reconnaître celui qui manipule. Le Funkspiel consiste donc à obtenir de l'opérateur arrêté qu'il continue à travailler sans prévenir qu'il est aux mains de l'ennemi. Il faut alors une surveillance particulièrement habile pour éviter qu'il ne signale le danger, ne serait-ce que par une touche légèrement inhabituelle. En effet, si le correspondant comprend ce qui se passe, non seulement le Funkspiel ne produira pas les résultats attendus, mais se retournera au contraire contre ses utilisateurs que l'on pourra facilement « intoxiquer ». La seconde solution, moins satisfaisante parce qu'infiniment plus subtile, consiste à remplacer l'opérateur et à imiter son doigté.

Bœmelburg et Kiefer parvinrent, en liaison avec le grand spécialiste allemand Kopkow, à mener à bien ce Funkspiel. Plusieurs des postes saisis continuèrent donc à émettre régulièrement, maintenant la liaison avec Londres qui ignorait l'arrestation des opérateurs. Les résultats furent catastrophiques pour la Résistance française. Les Allemands réceptionnèrent de nombreux parachutages d'armes (environ vingt mille armes furent saisies de cette façon), de munitions, d'argent; ils reçurent des documents, détectèrent des agents, des réseaux, particulièrement en Normandie, dans la région d'Orléans, d'Angers et dans la région parisienne. De très nombreuses arrestations furent opérées.

Les membres du kommando « Donar » ne regagnèrent pas la zone nord⁸. Le 11 novembre, quand les troupes allemandes envahirent la zone sud, ils travaillaient toujours et continuèrent, sans avoir besoin de couverture cette fois. A la fin de 1942 et au début de 1943, de nouveaux Funkspiel permirent aux Allemands de réussir l'affaire de la French Section. Grâce à un patient travail de mosaïque, fait à partir de bribes de renseignements recueillis au cours d'interrogatoires, d'écoutes radio, etc., la Gestapo avait pu reconstituer un certain nombre d'éléments qui lui permirent d'entrer en communication radio avec le réseau français de l'Intelligence Service, connu sous le nom de French Section. La prise de contact avec Londres ayant réussi, des émissaires parachutés purent être capturés, les documents dont ils étaient porteurs furent saisis, des arrestations opérées et, finalement, la presque totalité de l'organisation anglaise en France fut mise à jour et démantelée. L'exploitation de cette affaire dura jusqu'en mai 1944.

Le Funkspiel proprement dit avait pris fin depuis longtemps. La Gestapo avait voulu le clore par un trait d'esprit. Le dernier message qui fut transmis à Londres, faisant allusion aux parachutages reçus par les Allemands, disait seulement : « Merci pour votre collaboration et pour les armes que vous nous avez envoyées. » Mais l'opérateur anglais répondit du tac au tac : «

Aucune importance. Ces armes ne représentaient que peu de chose pour nous. C'est un luxe que nous pouvons facilement nous permettre. Nous les reprendrons bientôt. » Les Allemands ignoraient que Londres avait découvert depuis plusieurs semaines que les postes de Bretagne étaient aux mains de l'ennemi. C'est volontairement que ceux-ci avaient continué à être « alimentés ». Sous cette couverture, on avait pu réintroduire des agents qui avaient reconstitué de nouveaux réseaux ailleurs.

Les résultats de ces opérations Funkspiel furent extrêmement graves pour la Résistance française comme pour les services de renseignements alliés. Il fallut plusieurs mois de travail et de lourdes pertes pour réparer les dégâts causés. De nombreux résistants et agents alliés étaient tombés aux mains de la Gestapo et avaient été exécutés ou déportés au cours de cette page qui compte parmi les plus sombres de l'histoire de la Résistance.

Le 11 novembre 1942, les secrétaires d'État à la Défense nationale, Bridoux, Auphan et Jannekeyn, ayant donné l'ordre aux troupes de l'armée d'armistice de n'opposer aucune résistance, et René Bousquet ayant transmis le même ordre à la police, les troupes allemandes pénétrèrent en zone sud sans incident.

Les Américains ayant débarqué en Algérie le 8, les Allemands entrèrent de leur côté en Tunisie. Ils redoutaient un débarquement allié sur la côte méditerranéenne et ne nourrissaient aucune illusion sur l'accueil que la population française réserverait aux Américains. Dans la nuit du 10 au 11, une note comminatoire informa le gouvernement de Vichy de la nécessité pour les troupes allemandes d'occuper le littoral méditerranéen; le 11 à sept heures du matin, les unités de la Wehrmacht franchirent la ligne de démarcation et foncèrent vers le sud, exécutant le plan mis au point depuis longtemps sous le nom d' « opération Anton ». Dans la matinée, von Rundstedt vint à Vichy notifier officiellement à Pétain l'occupation de la zone jusqu'alors dite « libre ». Les régiments de l'armée d'armistice ⁹, qui avaient reçu le 9 l'ordre de quitter leurs garnisons furent maintenus dans les casernes par un contre-ordre de la dernière heure, diffusé par Bridoux, au risque de les voir faits prisonniers.

Avec les troupes roulant vers le sud, six Einsatzkommandos (commandos de combat) se dirigeaient vers les six villes françaises où ils devaient s'installer. C'étaient les hommes d'Oberg et de Knochen qui allaient créer en zone sud les nouvelles « succursales » de la maison.

La Gestapo et le S. D. avaient depuis longtemps placé leurs observateurs en zone sud. Sous le couvert de la commission d'armistice, des consulats allemands, de la Rote Kreuz, la Croix-Rouge allemande, des agents avaient fait, depuis des mois, leur travail clandestin de documentation. A Vichy, le

hauptsturmführer Geissler avait installé officiellement en février la Deutsche Polizei Delegation, qui commença à procéder à des arrestations dès le matin du 11 novembre.

A partir du 11, 12 ou 13 novembre, selon les régions, la Gestapo installera officiellement ses services. Dans chaque chef-lieu des régions militaires de la zone sud s'ouvrira un Einsatzkommando. Au début de décembre, ils seront transformés en autant de Kommandos der Sipo-S. D., c'est-à-dire de services régionaux identiques à ceux de la zone nord, et installés à Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Toulouse et Vichy. Ces services essaieront à leur tour, comme l'avaient fait ceux de la zone nord, et installeront une série de postes secondaires dans les principales villes de leurs régions. Ce travail terminé, le système policier allemand SIPO-S. D. couvrira la France entière d'un réseau serré, qui, le 1^{er} avril 1943, se décompose ainsi :

La direction centrale de Paris contrôle la France entière, moins le Nord et le Pas-de-Calais rattachés à Bruxelles, et le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, dépendant des régions allemandes. De cette direction dépendent dix-sept services régionaux installés à Paris, Angers, Bordeaux, Châlons-sur-Marne, Dijon, Nancy, Orléans, Poitiers, Rennes, Rouen, Saint-Quentin, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Toulouse et Vichy. Ces dix-sept services possèdent quarante-cinq sections extérieures (il y en aura cinquante-cinq en juin 1944), dix-huit postes extérieurs de moindre importance (réduits à quinze en juin 1944) et trois commissariats spéciaux de frontière (il y en aura six en juin 1944,) plus dix-huit postes frontières. Ce sera donc un ensemble de cent onze services dépendant de la direction de Paris qui assureront l'emprise de la Gestapo sur la France à l'heure du débarquement allié. En ajoutant les trois services régionaux de Lille, Metz et Strasbourg, et leurs services extérieurs, on atteint le total de cent trente et un services ¹⁰.

Il faut y ajouter les innombrables services annexes : équipes de tueurs mercenaires, services spécialisés de toutes sortes, Sonderkommandos de toutes origines, qui n'auront fait que croître, proliférer, se multiplier un peu partout, sans parler de l'aide sans cesse accrue qu'apporteront au cours de l'année 1943 et du premier semestre 1944 les collaborateurs actifs, P. P. F., francistes, miliciens, etc.

Si l'on songe que chacun des services de la Gestapo faisait circuler constamment ses agents, en installant dans tous les services où ils pouvaient travailler utilement : Kommandanturen, bureaux et offices du Travail, services de la « Propaganda », etc., que les agents à leur tour recrutaient et utilisaient une multitude d'informateurs, de mouchards, de délateurs bénévoles ou appointés, on éprouve une sensation rétrospective de crainte et l'on imagine quel sort aurait attendu les Français si l'issue du conflit avait

été différente.

Dans le courant d'avril, Himmler vint à Paris pour inspecter lui-même les services centraux. Il avait tout lieu d'être satisfait : sa politique commençait à porter ses fruits. Le 30 janvier, une loi venait de créer la Milice, dont la direction était confiée à Darnand, homme sur lequel Oberg plaçait les plus grands espoirs. Il suffisait d'un peu de patience et l'on pourrait doubler, puis remplacer la police française dans laquelle on ne pouvait avoir confiance, par ces volontaires politiquement sûrs qui joueraient alors le rôle que les S. A. avaient tenu en Allemagne.

Un décret du 11 février venait d'officialiser la L. V. F. en la déclarant « d'utilité publique », après dix-neuf mois d'existence. Les volontaires, recrutés en France à l'aide d'une propagande fortement soutenue par l'appât de soldes importantes ¹¹, passaient sous le contrôle allemand dès leur entrée au dépôt de Versailles puis étaient dirigés sur le camp d'instruction de Kruzina installé en pleine forêt de Pologne à vingt-deux kilomètres de Radom.

Enfin, l'enfant chéri de Himmler, la Waffen-S. S., commençait à recruter dans toute la France. Une réunion des « Amis de la Waffen-S. S. » avait, à l'automne 1942, appuyé son lancement. Sous la présidence de Paul Marion, secrétaire d'État, chargé de l'Information, Doriot, Déat, Lousteau, Darnand, Knipping et Cance, chef de la première brigade française de Waffen-S. S., avaient appelé l'opinion publique à aider moralement et matériellement les combattants qui allaient « défendre la France » sous l'uniforme allemand.

En Allemagne même, l'année 1943 s'annonçait particulièrement favorable pour Himmler : à la fin de l'année il serait ministre de l'Intérieur, chef de toutes les polices allemandes, arbitre de toutes les questions de race et de germanisation, si importantes en régime nazi, commissaire du Reich pour l'affermissement de la race, ce qui lui donnait la haute main sur les « nouveaux Allemands » récupérés dans les territoires conquis, chargé du rapatriement des Allemands dans le Reich, accessoirement ministre de la Santé publique, puisque les attributions de ce ministère avaient été rattachées à l'Intérieur. Comme grand maître de l'ordre S. S., il présidait une foule d'organismes annexes, d'instituts pseudo-scientifiques, pesait sur l'organisation scientifique, universitaire et médicale allemande; régnait sur les camps de concentration en souverain absolu, et en tirait pour sa S. S. des revenus astronomiques qui allaient grossir à la Reichsbank le compte des S. S., pudiquement appelé compte « Max Heiliger »; enfin, son armée privée, la S. S., allait s'augmenter en cette seule année 1943 de sept nouvelles divisions : quatre divisions S. S. allemandes et trois divisions Waffen-S. S. étrangères, portant le total à quinze divisions combattantes.

Ainsi la carrière de Himmler suivait une courbe rigoureusement inverse de celle suivie par la fortune de son pays. Cette année 1943 qui le portait au sommet de la puissance était celle où l'Allemagne essuyait les défaites militaires et politiques dont elle ne se relèverait pas. Année de Stalingrad, de l'écroulement du front africain, du début de la campagne d'Italie, de la chute du fascisme italien. Lorsque Mussolini tomba, Himmler nommé ministre de l'Intérieur reçut les pleins pouvoirs pour administrer le Reich. Quand les bombardements alliés détruisaient Hambourg et que le général Jeschonnek, chef de l'état-major général de la Luftwaffe, se suicidait par désespoir; quand Manstein, qui se battait pied à pied, reculait sur le Dniepr devant la formidable poussée de l'armée rouge, Himmler présentait fièrement à son Führer ses nouvelles divisions Waffen-S. S. qui allaient se battre « pour sauver l'Europe ». Les ruines de son pays et les souffrances de son peuple formaient les marches de son trône.

En France, 1943 marqua l'emprise totale de la Gestapo. Plus une ville, plus une région, n'échappaient à l'espionnage vigilant des agents de Knochen. Le soir, on calfeutrait portes et fenêtres pour écouter la voix de la B. B. C., elle apportait les mots d'encouragement et d'espoir des Français qui se battaient maintenant en Afrique, puis en Sicile et en Italie. On mourait plus que jamais, mais on mourait en sachant que les bourreaux vivaient leurs derniers beaux jours.

Les prisons étaient pleines (plus de quarante mille personnes furent arrêtées dans l'année) mais les groupes de résistance et les maquis s'organisaient, s'armaient grâce aux parachutages et s'étoffaient grâce au S. T. O. qui obligeait ceux qui refusaient de partir en Allemagne à passer à la clandestinité. La Gestapo devait modeler ses méthodes sur cette situation nouvelle.

Pour y faire face, Oberg cherchait à obtenir la coopération des Français et surtout des forces de police qu'il continuait à trouver trop « molles » dans la répression. Au printemps, il se rendit à Vichy accompagné de Knochen et de son officier d'ordonnance Hagen. Pétain avait accepté de le recevoir. L'entrevue, presque secrète, avait été minutieusement préparée. Le Dr Ménétrel, venu quelques jours plus tôt à Paris, avait rendu visite à Oberg pour régler les détails du cérémonial dont on devait entourer le chef de l'État français.

À l'hôtel du Parc, Oberg et ses deux adjoints furent donc reçus par Pétain entouré du secrétaire général Bousquet et du Dr Ménétrel. L'entretien dura huit minutes et eut trait exclusivement à la seconde mouture de l'« accord Oberg-Bousquet » diffusé le 18 avril. Oberg et ses deux adjoints ont relaté cette entrevue. Selon leurs récits, Pétain aurait paru apprendre cet accord de la bouche même d'Oberg et aurait fait aigrement remarquer au secrétaire général à la Police que le chef de l'État était avisé après les préfets

régionaux et les intendants de police¹². Après quoi, se tournant vers Oberg, il aurait ajouté :

— Tout ce qui se passe en France m'intéresse aussi.

Puis, reconduisant ses visiteurs jusqu'à l'ascenseur, il aurait conclu :

— Pour moi, j'estime que les plus grands ennemis de la France sont les francs-maçons et les communistes !

« J'étais étonné de son état de fraîcheur et de sa vivacité d'esprit », dira plus tard Oberg.

Après cette courte audience, Oberg fut reçu par Laval. Un dîner fut ensuite donné en son honneur à l'hôtel Majestic. Laval, Abel Bonnard, Ménétrel, Jardel, Gabolde, Bousquet, Rochat, Guerard, du côté français; Oberg, Knochen, Hagen, le général Neubronn et le consul Krugg von Nidda, du côté allemand y assistaient.

Ces protestations officielles de collaboration ne changeaient rien à la situation réelle. Chaque jour, des rapports venus de l'un ou l'autre de ses services régionaux signalaient à Oberg que des maquis s'implantaient un peu partout et que les mouvements clandestins de résistance s'organisaient dans les villes et s'attaquaient aux collaborateurs. Ceux-ci commençaient d'ailleurs à réclamer ouvertement la protection des Allemands, accusant la police française de complicité avec les hors-la-loi. Car, si quelques traîtres et mercenaires s'étaient mis au service des occupants, par passion politique, par soif d'avancement ou par esprit de lucre, un nombre infiniment plus grand de braves gens indignés par les méthodes de la Gestapo sabotaient les mesures prises à la demande de l'ennemi, avertissaient les Français menacés d'arrestation, créaient au sein des administrations et de la police même (et jusqu'au sein de la direction générale de la police nationale à Vichy) des groupes de résistance active, au péril de leur vie. Aucun corps de l'État n'a, pendant cette période, payé un plus lourd tribut à la férocité nazie. Une section spéciale fut constituée à la direction de la Gestapo pour la surveillance étroite de la police française. Dirigée par le S. S.-sturmbannführer Horst Laube, elle fut à l'origine de nombreuses arrestations et déportations de policiers, mais ne parvint jamais à décapiter les réseaux constitués à l'intérieur des services français.

A partir du printemps 1943, la Gestapo exigea que sa section II Pol fût tenue informée des mutations, des changements de poste et de l'avancement de tous les fonctionnaires de police, jusqu'au grade de commissaire principal. Mais c'est souvent à un échelon hiérarchique moins élevé que se situait la plus grande activité antinazie.

Les activités de plus en plus intenses des maquis inquiétaient la Gestapo.

A la mi-novembre 1943 eut lieu ce que les Allemands appelèrent le « divorce Pétain-Laval ». Abetz considérait que seul Laval était important et gouvernait réellement le pays, mais plusieurs rapports de la Gestapo avaient signalé que la Résistance pourrait tenter d'enlever Pétain, opération qui risquait d'avoir de graves répercussions dans l'opinion publique. Selon d'autres informateurs placés dans l'entourage du chef de l'État, Pétain aurait eu l'intention de quitter le gouvernement et Vichy, ainsi que certaines personnalités le lui conseillaient. Cette éventualité fut jugée également désastreuse et Oberg prescrivit des mesures strictes de « protection » dont l'ensemble reçut le nom de code d' « opération Fuchsbau » (terrier du renard). Les environs de Vichy furent passés au « peigne fin » et tous les individus douteux furent éloignés ou arrêtés. Puis une ceinture de protection fut installée autour de la ville; des postes de bouclage installés sur toutes les routes permettant de contrôler les entrées et les sorties. Enfin, des postes de l'Orpo furent disséminés dans la campagne environnante. Toutes ces dispositions étaient déjà en vigueur quand Skorzeny, dont l'arrivée n'avait pas été annoncée, arriva d'Allemagne avec un kommando spécial. Voyageant sous la fausse identité de Dr Wolf, Skorzeny arrivait avec pleins pouvoirs pour assurer la protection de Vichy et prendre toutes dispositions utiles, à la seule condition d'en informer le commandant des forces de l'Ouest, von Rundstedt. Skorzeny vérifia les dispositifs de l'opération Fuchsbau et les approuva. Il y ajouta un certain nombre de mesures de protection sur l'aérodrome de Vichy, « pour le cas où les Anglais enverraient un avion pour chercher Pétain » (!). Puis il regagna Berlin.

En cette fin 1943, Oberg luttait pour imposer enfin l'homme de son choix. Depuis longtemps, il avait jeté son dévolu sur Darnand, l'homme de la Milice et de la Waffen-S. S. Oberg considérait que la Milice était, selon ses propres termes, « un mouvement présentant des affinités profondes avec le mouvement S. S. et capable de donner une impulsion nouvelle aux forces de police françaises ». C'est dans cet esprit qu'il avait toujours protégé Darnand et avait aidé son organisation. A la fin de l'été 1943, le général S. S. Berger avait invité Darnand et son secrétaire Gallet à faire un voyage d'études en Allemagne. A la suite de ce voyage, les visites de Darnand chez Oberg se firent plus fréquentes. A l'automne, Darnand fut nommé obersturmführer « d'honneur » de la Waffen-S. S. française et Oberg fut chargé de lui annoncer cette promotion.

A cette époque, Oberg, Knochen, les militaires, commençaient à douter du bon vouloir réel du secrétaire général Bousquet. Ils avaient déjà suggéré à Laval de le remplacer par quelqu'un de plus engagé politiquement. La

rupture Pétain-Laval, consommée fin novembre, permettant un remaniement ministériel, Oberg demanda à Laval de profiter de l'occasion pour se séparer de Bousquet et le remplacer par Darnand dont la Milice était déjà reconnue officiellement comme « police supplétive ».

Laval se montra peu désireux de nommer Darnand qui l'avait plusieurs fois attaqué comme « ami des francs-maçons » et ancien suppôt de la III^e République. Il désirait nommer l'ancien préfet régional de Marseille, Lemoine, mais s'inclina finalement, donnant à Lemoine le secrétariat d'État à l'Intérieur, en remplacement de Georges Hilaire, limogé lui aussi.

Le 29 décembre, René Bousquet quitta les bureaux de la direction générale de la police nationale. Avant de partir, il avait fait détruire un certain nombre de dossiers qu'il souhaitait ne pas voir tomber entre les mains de son successeur. Le surlendemain, 31 décembre, Darnand vint s'installer seul, dans les bureaux presque déserts. Le dernier jour de l'année voyait ainsi consommer l'acte sans doute le plus grave depuis le début du régime de Vichy. En confiant le maintien de l'ordre à un homme de parti, au chef d'une faction extrémiste, dont les exactions étaient déjà connues de tous, on ouvrait la porte aux pires abus, on s'alignait ouvertement sur le modèle nazi. Comme Oberg l'avait compris, la Milice allait se conduire en S. S. française, avant de s'intégrer, quelques mois plus tard, dans les rangs de l'armée de Himmler.

René Bousquet, qui était venu s'installer à Paris, fut soumis à un régime de surveillance. Le 6 juin 1944, jour du débarquement, il fut arrêté à Paris pendant que son père était incarcéré à Montauban. Mais, alors que ce dernier était relâché au bout d'une quinzaine de jours, l'ex-secrétaire général demeura prisonnier.

Bœmelburg occupait une villa à Neuilly où il avait résidé avec son chauffeur Braun et l'un de ses collaborateurs, Damelow, jusqu'à sa récente affectation à Vichy en remplacement de Geissler, tué par la Résistance.

Cette villa, spacieuse et confortable, servait aussi à héberger certains hôtes et, parfois, des détenus de marque, Bousquet y demeura pendant une dizaine de jours. Puis il fut transféré en Allemagne par la route et placé en résidence forcée dans une villa située au bord du Tegernsee. Sa femme et son fils, alors âgé de cinq ans, vinrent le rejoindre quelques jours plus tard.

A peine installé, Darnand reçut les pouvoirs les plus étendus. Le 10 janvier, un décret lui donna délégation permanente pour commander seul l'ensemble des forces de police françaises. Alors que son prédécesseur n'avait que le titre de secrétaire général à la police, il avait reçu celui de

secrétaire général au maintien de l'ordre.

A partir de ce moment, la Milice opéra pratiquement comme organisme officiel. Ses officines devinrent de véritables annexes de la Gestapo avec laquelle elles collaborèrent ouvertement. Les mêmes méthodes d'interrogatoires furent en usage dans les deux maisons, les détenus furent remis directement à la Gestapo, sans formalité inutile, la police officielle se vit progressivement supplantée.

Le nombre des arrestations s'élevait de semaine en semaine. Durant le seul mois de mars, plus de dix mille personnes furent arrêtées par les autorités françaises, autant que pendant un trimestre de 1943. Encore, faut-il y ajouter les individus pris par la Gestapo, dont le nombre demeure inconnu, et tous les malheureux que la Milice détenait dans ses geôles, parfois pendant plusieurs semaines sans les signaler aux autorités judiciaires.

Le 20 janvier, une nouvelle loi créa les Cours martiales. Ces caricatures de tribunaux furent composées de trois juges, non-magistrats, dont les noms étaient tenus secrets, qui siégeaient secrètement, à l'intérieur des prisons, et dont les arrêts sans appel étaient exécutés sur-le-champ. Il n'existait ni procureur ni avocats. Depuis longtemps, les Allemands réclamaient la création de juridictions spéciales pour réprimer les activités de la Résistance. Oberg reconnut plus tard qu'il n'avait pas osé espérer des mesures aussi expéditives.

Les Cours martiales commencèrent à fonctionner, à Marseille, dès la fin de janvier, puis à Paris, où une de ces Cours, siégeant à la Santé, condamna à mort seize résistants qui furent immédiatement fusillés. Les « juges » qui assassinaient ainsi des Français sous le voile commode de l'anonymat étaient le plus souvent des miliciens.

On voudra bien pardonner à l'auteur de rapporter ici des souvenirs personnels sur la manière dont les détenus des prisons françaises suivaient auditivement les séances des Cours martiales. La simple succession des bruits qui leur parvenaient suffisait à se faire une idée précise de l'étrange conception de la justice qui dirigeait ces tribunaux!

Les Cours martiales siégeaient le plus souvent au début de l'après-midi. Tout au moins c'est toujours à ce moment de la journée que j'ai entendu l'écho de leurs travaux. J'imagine que les trois mystérieux justiciers se rendaient à la prison en sortant de table.

A l'intérieur de la prison, leur venue était précédée d'un cérémonial immuable. Tous les détenus de droit commun employés au « service général »: balayeurs, cuisiniers, porteurs de gamelles, employés du greffe, étaient ramenés dans leurs cellules. Puis les gardiens fermaient les doubles portes et les judas de toutes les cellules, comme pour le régime de nuit. Un

peu plus tard, on entendait la grande porte de la prison s'ouvrir à deux battants. Un camion entraît, s'arrêtait dans le chemin de ronde, et l'on percevait le choc sourd des cercueils déposés par terre, sur les pavés. Le camion manœuvrait pour aller se garer un peu plus loin dans le chemin de ronde : il repartirait tout à l'heure avec les cercueils pleins.

La grande porte grinçait à nouveau et le bruit d'une troupe entrant au pas cadencé résonnait entre les murs du chemin de ronde. Un commandement, le bruit des crosses qui sonnent sur les dalles : le peloton d'exécution était à pied d'œuvre.

Tout rentrait alors dans le silence et, à l'intérieur des cellules, les oreilles se tendaient. Les figurants étant en place, on attendait les protagonistes du drame. Un léger heurt à la petite porte qui s'ouvrait aussitôt, un bruit de pas sur le gravier de l'avant-cour, les grincements successifs des grilles : la « Cour » était maintenant installée dans le parloir des avocats où les prisonniers pouvaient l'imaginer, derrière la petite table sur laquelle ils s'étaient un jour appuyés près de leurs défenseurs.

Maintenant, le drame se déroulait très vite. Un vague brouhaha au rez-de-chaussée de la prison, le bruit d'une porte de cellule ouverte puis refermée, des pas s'éloignant vers le parloir.

La prison tout entière retenait son souffle. Il n'y avait plus aucune distinction entre « politiques » et « droit commun », chaque prisonnier était tendu vers cet autre prisonnier, son frère, poussé dans cet affreux traquenard dont il ne pouvait pas sortir vivant.

Quelques minutes passaient, cinq, dix peut-être. Quand il y avait plusieurs « accusés », ce qui était le plus fréquent, la séance pouvait durer parfois près d'un quart d'heure. Et ce quart d'heure paraissait terriblement long. Enfin, un bruit de portes et de pas annonçait la fin de la séance. Parfois, un éclat de voix, un cri de désespoir ou de révolte, vite étouffé. Les grilles successives s'ouvraient de nouveau, le gravier crissait sous les pas, la petite porte de la rue se refermait sur les trois « messieurs » qui retrouvaient paisiblement le grand soleil du dehors, tandis que le condamné écrivait hâtivement sa dernière lettre.

Les pas d'une escorte qui s'approche, un cri, un chant pétri de rage ou mouillé de larmes qui retentit dans le chemin de ronde, *la Marseillaise* le plus souvent, ou parfois *l'Internationale*, puis un autre cri, déjà lointain : « Adieu, les copains! Vive la France! » Une salve qui résonne horriblement fort, roule entre les hauts murs, s'accroche, rebondit aux angles de la prison et dans nos têtes. Un claquement sec qui paraît mièvre après ce tonnerre : le coup de grâce.

Pendant que le peloton s'éloigne et sort par la grande porte, on entend les coups de marteau cogner sur les cercueils de bois blanc. Le camion sort à

son tour. C'est fini. La justice de Darnand est passée.

Plus tard, dans la soirée, l'aumônier entrera dans chaque cellule, le visage défait, ses pauvres yeux de myope emplis, derrière ses grosses lunettes, de toute la détresse du monde. « Mes amis, vous savez que vos camarades... » Sa voix trébuche sur les mots. « Ils sont morts avec courage. Si vous êtes croyants, priez pour eux. Et vous aussi, soyez courageux, espérez, ayez confiance. » Puis il sort, va porter de cellule en cellule les mêmes paroles de pitié et d'espoir aux douze ou quinze prisonniers qui attendent derrière chaque porte la prochaine séance de la Cour.

J'ai le regret d'écrire que la plupart des « juges » de ces Cours martiales n'ont pu être identifiés après la Libération.

1 Cette réunion, tenue à l'hôtel Majestic, entièrement occupé par les services allemands, groupait Deloncle, Doriot, Déat, Costantini, Clémenti, Boissel et Paul Chack. Les premiers volontaires furent rassemblés à Versailles le 27 août 1941. C'est en venant assister à la montée des couleurs que Laval faillit être victime de l'attentat perpétré par Paul Colette.

2 M. Bousquet a bien voulu me préciser que les tractations se poursuivirent jusqu'au dernier moment. Alors même que les invités français et allemands d'Oberg étaient déjà arrivés, le secrétaire général à la Police tentait d'arracher à Oberg quelques concessions ultimes. Finalement, on passa à table avec plus d'une heure de retard.

3 On trouvera le texte intégral de cet accord définitif en appendice. Il n'a, à notre connaissance, jamais encore été publié.

4 L'accord n'aurait été diffusé aux services extérieurs que le 8 août, ce qui ne change rien aux événements ultérieurs.

5 Wehrmacht Nachrichten Verbindung Funk Referat III.

6 Cette mise en demeure aurait pu s'appuyer sur les articles 10 §§ 3 et 14 de la convention d'armistice.

7 C'est Bœmelburg qui baptisa l'opération. Donar est le dieu de la foudre et avait été choisi comme « patron » de la radio en Allemagne.

8 Bœmelburg avait été remplacé par Muhler qui parlait français presque aussi correctement que lui, et était rentré à Paris.

9 L'armée d'armistice sera dissoute le 27 novembre.

10 Il faut ajouter à cet ensemble policier les soixante-neuf services de l'Abwehr, ceux de la G. F. P. et ceux de la FeldGendarmerie.

11 Elles s'élevaient de 2 400 francs par mois pour un soldat de 2^e classe célibataire à 10 760 francs pour un commandant célibataire, augmentées d'importantes indemnités, de primes familiales, de combat, etc.

12 M. René Bousquet m'a indiqué que, si les tractations en cours et la ligne générale de l'accord à obtenir avaient bien été indiquées, en temps utile, au chef de l'État, celui-ci n'avait pas été informé des détails de l'accord lui-même avant sa conclusion définitive. C'est dans ce fait qu'il faut chercher la raison de la remarque un peu acide rapportée par Oberg, et non pas dans une défaillance de mémoire due à l'âge.

Sixième partie:

L'effondrement de la Gestapo. 1944.

1.

Armée contre Gestapo.

6 juin 1944. Dans la nuit que de vagues lueurs commencent à peine à trouver à l'est, la plus formidable armada de tous les temps s'avance vers la côte française. Dans une heure, les premières troupes du 21^e groupe d'armées du général Montgomery prendront pied sur les plages du Calvados et la bataille de France, cette épreuve tant attendue, tant redoutée et tant espérée tout à la fois, commencera.

Dans le choc qui allait opposer assaillants et « assiégés », la Gestapo ne pouvait jouer qu'un rôle secondaire. L'armée allemande retrouvait sa primauté et luttait farouchement, défendant pied à pied les positions fortifiées depuis des mois, puisque le Führer avait interdit tout recul. Les S. S., par contre, participaient directement au combat, et la division « Das Reich » stationnée dans le Sud-Ouest, accomplissait sa mission de « nettoyage » des maquis avec sa férocité coutumière. Traversant la France de Montauban à Saint-Lô, pour aller affronter les troupes alliées, elle jalonna son passage de centaines de cadavres. Les quatre-vingt-dix-neuf pendus de Tulle et les habitants du village d'Oradour-sur-Glane, fusillés ou brûlés vifs, tombés sous les coups des S. S. en ce début de juin 1944, rejoignaient les morts des pays de l'Est dans l'immense martyrologe des victimes du nazisme.

Mais le règne de la cruauté touchait à sa fin. La division « Das Reich » perdit 60 % de ses effectifs dans la bataille de Saint-Lô, puis la percée d'Avranches et la ruée sur la Bretagne contraignirent les troupes allemandes à battre en retraite.

A Paris, les services d'Oberg et de Knochen commençaient à s'inquiéter sérieusement. Il n'était plus possible de se dissimuler que les armées alliées atteindraient rapidement la capitale. Des mesures devaient donc être prises pour assurer la liberté de mouvement des services au moment du décrochage. La population, les groupes de résistance opérant presque au grand jour, tenterait certainement d'entraver la retraite des dernières troupes. Oberg prescrivit alors l'arrestation préventive de toutes les personnes susceptibles de prendre la tête de ce ralliement.

Déjà, en avril et en mai, une première mesure avait été prise dans cet esprit : treize préfets en exercice, jugés hostiles à l'Allemagne, avaient été appréhendés, ainsi qu'un certain nombre de personnalités.

Le 10 août, quarante-trois autres personnes furent arrêtées et déportées : préfets, inspecteurs des Finances (parmi lesquels M. Wilfrid Baumgartner), hauts fonctionnaires du Trésor, généraux, colonels et commandants, banquiers, avocats et professeurs. Oberg s'offrait, un peu tardivement, une action A-B en réduction.

Ces mesures passèrent inaperçues des Parisiens. Ceux-ci vivaient dans une sorte d'hypnose, fascinés par les péripéties du combat libérateur en train de se dérouler à quelque deux cents kilomètres de la capitale. Le 14 juillet, on avait défilé derrière des drapeaux tricolores dans de nombreux quartiers de Paris. Partout on se préparait aux ultimes combats.

Les Parisiens ne soupçonnèrent même pas le drame intérieur qui, le 20 juillet, secoua les autorités allemandes de Paris, et en particulier la Gestapo.

Depuis longtemps, certaines personnalités antinazies avaient tenté de se regrouper en Allemagne; l'action profonde du S. D. et de la Gestapo s'était mise en travers de leur but. Parmi les militaires, des groupes d'opposition s'étaient aussi constitués. Eux seuls auraient eu quelques chances de réussir, mais tout prouve qu'ils préférèrent « se faire une raison » et acceptèrent sans trop de peine les avantages nombreux que le régime sut leur dispenser : avancement facile, gros traitements, sans parler des donations périodiques faites par Hitler aux généraux.

Aussi n'est-ce pas chez les militaires qu'il faut chercher les premiers actes de courage. Pendant la guerre, c'est dans les milieux universitaires que s'organisèrent les premiers mouvements d'opposition au régime, par une révolte de la conscience face aux perpétuelles violations de la morale.

L'implantation des réseaux d'espionnage nazis au sein des Universités n'avait pu détruire la longue tradition d'indépendance, de liberté et de sens du droit, chère aux étudiants de tous les pays.

A Munich, le groupe de la « Rose blanche » vivait dans l'ombre de l'Université. Pendant plusieurs années, son action, cantonnée dans les cercles universitaires, demeura secrète. Il imprima et diffusa les textes des sermons courageux de l'évêque de Münster, Mgr von Galen, puis, à partir de l'été 1942, des extraits des traités de législation de Lycurgue et de Solon.

Au début de 1943, les membres de la « Rose blanche » passèrent à une opposition plus ouverte. Sur les murs, des jeunes gens osèrent écrire en grosses lettres : « A bas Hitler! », ce qui peut paraître aujourd'hui assez bénin, mais demandait alors un certain courage. Après Stalingrad, le 18 février, des tracts contenant de véritables appels à la révolte furent imprimés et jetés par paquets dans les amphithéâtres de l'Université. Ils

contenaient aussi un appel pressant à la Wehrmacht, à la conscience et à l'honneur des officiers. Canaris et l'un de ses chefs de service, Lahousen, furent appelés à Munich par Kaltenbrunner qui s'était dérangé personnellement pour cette affaire. Ils prirent connaissance de ces textes. C'était le 22 février, jour où l'on exécutait les auteurs des tracts, et cet appel angoissé de jeunes gens qui croyaient encore à l'honneur militaire eut peut-être un retentissement dans leur cœur : peut-être contribua-t-il à pousser enfin à l'action les cercles anciens des conspirateurs immobiles de l'Abwehr.

Car les jeunes membres de la « Rose blanche » ne s'étaient pas contentés de distribuer leurs feuilles. Le 19, ils avaient pris la tête d'une manifestation d'étudiants à Munich. Spectacle extraordinaire dans le monde nazi. Un blockleiter reconnut deux jeunes gens, le frère et la sœur, au moment où ils jetaient des tracts par une fenêtre de l'Université, et courut les dénoncer à la Gestapo.

Le résultat ne se fit pas attendre. Le jour même, la Gestapo appréhenda trois étudiants : Christoph Probst, 24 ans, Hans Scholl, 25 ans, tous deux étudiants en médecine et Sophie Scholl, 22 ans, étudiante en philosophie. Le 22, après trois jours d'interrogatoires et de tortures, tous trois furent condamnés à mort et exécutés le soir même. L'enquête continua. Le 13 juillet, ce fut au tour du professeur de philosophie Kurt Huber et de l'étudiant en médecine Alexander Schmorell. Enfin, le 12 octobre, l'étudiant en médecine Willi Graf tomba à son tour. Condamnés à mort par la « Cour de Justice populaire », ils furent décapités à la hache... Le nom de ces martyrs de la liberté est inconnu de la plupart des Français. Ils ont cependant payé un prix assez élevé pour qu'on leur rende ici ce modeste hommage.

Le désastre de Stalingrad joua, chez les militaires de l'opposition, un rôle de catalyseur. Les plus lucides comprirent ce jour-là que la guerre était désormais perdue, qu'un processus irréversible venait d'être amorcé dans les plaines glacées de Russie, ne pouvant se terminer que par l'effondrement total. L'armée sombrerait avec la nation dans une défaite à l'échelle du conflit, c'est-à-dire gigantesque. C'est beaucoup plus pour essayer de sauver ce qui pouvait être encore sauvé que par révolte contre les crimes des nazis, que les militaires commencèrent à envisager une action directe. Ces crimes, ils les avaient vu commettre sous leurs yeux pendant des années, sans jamais tenter d'y mettre un terme. La crainte de la défaite, le réflexe de défense des privilèges acquis, parvinrent seulement à les émouvoir.

Depuis le début du régime nazi, Himmler faisait surveiller étroitement

l'armée. Les services de sécurité devaient cependant que les militaires conspiraient dans le secret des états-majors, parfois avec l'aide de diplomates, et le R. S. H. A. lança ses meilleurs agents sur la piste. Mais les conjurés disposaient d'un bastion solide et pratiquement impénétrable : l'Abwehr. Et ce bastion était précisément l'objet des convoitises de Himmler, qui rêvait de réunir dans sa main l'ensemble des services de renseignements. A partir de février 1943, ce fut aussi le but principal de Kaltenbrunner. Une course de vitesse commença alors entre l'Abwehr et la Gestapo, les conjurés ayant enfin pris la décision devant laquelle ils reculaient depuis si longtemps : faire disparaître Hitler. Les officiers auraient pu éliminer le Führer beaucoup plus tôt et par des moyens légaux, mais ils n'avaient pas osé agir à une époque où la possibilité en existait encore. Leur décision étant prise, plusieurs tentatives infructueuses se succédèrent. Celle qui eut le plus de chances de réussir fut exécutée le 13 mars. Le général von Tresckow, chef d'état-major du groupe d'armées du Centre sur le front russe, et le général Olbricht, chef du Bureau général de l'armée, avaient mis au point l'opération « Flash » qui consistait à faire exploser en vol l'avion personnel de Hitler.

Le 13 mars 1943, alors que Hitler quittait son quartier général de Smolensk pour rentrer à Berlin, un officier de l'état-major de Tresckow, Fabian von Schlabrendorff, confia à l'un des passagers de l'avion deux bouteilles de cognac en le priant de les remettre à l'un de ses amis à Berlin. Le paquet contenait une bombe que le colonel Lahousen ², de l'Abwehr, avait apportée de Berlin. Mais la mise à feu ne fonctionna pas et Hitler arriva à bon port. Les conjurés ayant réussi à récupérer le paquet à Berlin, l'attentat ne fut pas découvert.

D'autres plans furent ébauchés; plusieurs reçurent un commencement d'exécution, tous échouèrent.

Mais les hommes de Müller et de Schellenberg poursuivaient sans relâche leur enquête. Le 5 avril 1943, ils ouvrirent une première brèche dans les défenses de l'Abwehr en arrêtant les principaux collaborateurs du major-général Hans Oster, chef de la section centrale Ausland-Abwehr, et l'un des chefs des conspirateurs. L'un de ceux-ci, le Dr Dohnanyi, également membre de l'Abwehr, détenait dans son coffre des documents qui révélèrent à la Gestapo les grandes lignes de la conjuration. Ces renseignements étaient cependant trop fragmentaires pour permettre une action de grande envergure. Un autre élément freina aussi l'action de la Gestapo : Himmler, qui souffrait d'un véritable complexe face à Canaris, ne pouvait se résoudre à l'attaquer directement, ce qui permit au chef de l'Abwehr de tenir » pendant plusieurs mois encore.

Les renseignements recueillis en avril furent recoupés en septembre au cours d'une opération caractéristique du style de la Gestapo et connue sous

le nom de « Thé de Frau Soif ». Cette Frau Solf était une charmante vieille dame de la meilleure société chez laquelle certains conjurés se réunissaient périodiquement sous le prétexte de thés mondains. Ils entretenaient des liaisons, parfois difficiles, avec des émigrés antinazis réfugiés en Suisse, et aussi, à travers ceux-ci, avec des agents anglais et américains. Le 10 septembre 1943, un nouvel invité fut admis dans le cercle : un médecin suisse, le Dr Reckse, qui étala tout de suite des sentiments antinazis très violents. Les conjurés eurent l'imprudence de lui confier leur courrier pour la Suisse : le Dr Reckse était un agent de la Gestapo. Cette fois encore, Himmler attendit avant d'agir. Ces renseignements étaient encore insuffisants pour frapper Canaris à coup sûr.

En décembre, l'enquête avait cependant apporté assez d'éléments pour contraindre Oster à démissionner et pour l'arrêter. En janvier, les soixante-quinze personnes mêlées à l'affaire du « Thé de Frau Solf » furent appréhendées. Les plus compromises furent jugées en quelques jours et exécutées ³.

Au début de 1944, de nouveaux incidents firent encore apparaître le rôle de l'Abwehr, qui servait trop souvent de « couverture » aux conjurés. Himmler obtint alors de Hitler une mesure qu'il réclamait depuis quelque temps déjà, poussé en cela par Schellenberg, qu'aucun complexe à l'égard de Canaris ne paralysait.

Le 14 février, un décret prononça la dissolution de l'Abwehr. La direction centrale de l'Abwehr portait le titre exact d' « Amt Ausland Nachrichten Und Abwehr » c'est-à-dire « Service de Renseignements extérieur et de Défense » et formait l'une des cinq directions de l'O. K. W. Il se subdivisait en deux grandes sous-directions, dites « Amtsgruppe Ausland » et « Abwehr Amt ».

Le décret du 14 février eut pour effet de faire « éclater » l'ensemble des services. L'Amtsgruppe Ausland, qui traitait ce qu'on pourrait appeler l'information générale, c'est-à-dire des renseignements importants mais non secrets, et travaillait en liaison avec le ministère des Affaires étrangères, fut rattaché au « Wehrmachtsführungstab » — état-major de la Conduite des Opérations — de l'O. K. W. Quant à l'Abwehr Amt, qui était essentiellement le service secret, ses quatre sections furent absorbées par le R. S. H. A. qui les groupa en un Amt supplémentaire baptisé « Militärisches Amt » — « Bureau militaire » et plus simplement « Mil. Amt ».

En même temps, un ordre de Hitler donnait « toute liberté de manœuvre

à l'étranger » à l'amt VI, c'est-à-dire aux services de Schellenberg, qui devenait maître absolu des services de renseignements nazis. Canaris fit la seule chose qui lui restait à faire : il démissionna.

Le Mil. Amt du R. S. H. A. fut placé sous la direction du colonel Hansen, ancien chef de l'Abteilung I de l'Abwehr, le plus important, qui comprenait notamment les trois services de renseignements : armée de terre, marine et air. Hansen avait succédé à Pieckenbrock, vieil ami de Canaris qui s'était fortement compromis. Hansen lui-même était, avec Freytag-Loringhoven, l'un des deux plus anciens membres du mouvement clandestin au sein de l'Abwehr. Une chance extraordinaire l'avait protégé et la Gestapo n'avait aucun soupçon de son activité. Devenu chef du Mil. Amt. il continua à participer à la conjuration et fut, comme ses amis, exécuté après l'attentat du 20 juillet⁴.

Ainsi, l'Abwehr, service concurrent du R. S. H. A. à l'étranger, disparaissait enfin. Himmler triomphait de son rival Canaris et achevait d'asseoir sa puissance. Les conjurés se trouvaient privés d'alibi et de refuge. La source qui leur avait fourni faux papiers, ordres de missions, explosifs, etc., était définitivement tarie. Il n'existait plus de possibilité de faire passer ceux qui étaient trop compromis en Suisse, ainsi que cela avait été fait fréquemment. Les contacts avec les services américains et anglais allaient également devenir très difficiles. Les divergences qui se manifestaient depuis longtemps au sein de la conjuration furent aggravées par ces nouvelles difficultés.

Le coup aurait été mortel pour le complot si une nouvelle recrue n'y avait fait ses premières armes peu avant la dissolution de l'Abwehr : le lieutenant-colonel comte von Stauffenberg. Officier d'état-major, grièvement blessé en Tunisie⁵, puis chef d'état-major de l'armée de réserve, descendant d'une longue lignée d'aristocrates militaires, arrière-petit-fils de Gneisenau par sa mère, il avait cru lui aussi à l'excellence du régime nazi dont il avait espéré voir renaître la grandeur de l'Allemagne. Mais Stauffenberg comprit, lui aussi, que la guerre était perdue et que Hitler allait entraîner l'Allemagne et l'armée dans un gouffre, s'il n'était mis rapidement hors d'état de nuire. Il rejoignit alors la conspiration dont le Dr Goerdeler, ex-maire de Leipzig et l'ex-chef de l'état-major général, le général Beck, étaient l'âme.

Ses mobiles ont été clairement définis par Gisevius : « Stauffenberg ne voulait pas que Hitler entraînant l'armée dans le tombeau qu'il avait creusé ; soldat jusqu'au bout des ongles, il pensait que sauver la patrie et sauver l'armée c'était pareil. (...) Il n'était pas le seul de son espèce, mais le représentant type du groupe militaire qui exerça la direction du 20 juillet. A partir de 1942, ce groupe se renforça à chaque défaite et fut animé par la ferme volonté de réagir devant les événements. »

Stauffenberg comprit que toutes les parolotes d'état-major, les projets lointains, les « mémoires » et les notes aux généraux, ne pouvaient être d'aucune utilité. Il se jeta dans l'action : pour la première fois, l'un des chefs de la conjuration payait de sa personne. Le 26 décembre 1943, convoqué au quartier général du Führer à Rastenburg pour y présenter un rapport, il avait emporté dans sa serviette une bombe à retardement. Mais, selon la technique habituelle de Hitler ⁶, la conférence avait été annulée au dernier moment et Stauffenberg avait rapporté sa bombe à Berlin.

Le dynamisme de Stauffenberg insuffla une vie nouvelle au cercle des conspirateurs. L'Abwehr détruit, il sut trouver un nouveau refuge au sein de l'O. K. W. lui-même et rallier à la conjuration un certain nombre de généraux ou, tout au moins, s'assurer leur neutralité bienveillante.

Aucune complicité n'avait pu être trouvée au sein même de la Gestapo ou du S. D., mais deux policiers importants, nazis de la première heure, avaient changé de camp et donnaient leur aide aux conjurés : Nebe, chef de la Kripo, qui avait commandé un Einsatzgruppe en Russie, et le comte Helldorff, préfet de police de Berlin, ainsi que son adjoint le comte von der Schulenburg, autre nazi repentin. Leur rôle en cas de putsch pouvait être de la plus grande importance, en liaison avec le général von Hase, commandant la place de Berlin, lui aussi membre de la conjuration.

Plusieurs chefs militaires des troupes d'occupation de l'Ouest avaient également donné leur appui : von Stülpnagel, gouverneur militaire de la France; von Falkenhausen, gouverneur militaire de la Belgique, et surtout Rommel, commandant en chef du groupe d'armées B, seul maréchal à n'avoir pas repoussé les sollicitations discrètes des émissaires des conspirateurs, ainsi que son chef d'état-major, le général Hans Speidel. La supériorité matérielle écrasante des armées d'invasion les avait persuadés que les forces allemandes disponibles ne pourraient tenir le front de Normandie pendant longtemps et devraient se contenter de mener un combat de retardement. Hitler, selon son habitude, avait refusé de tenir compte des arguments de ses maréchaux.

La dissolution de l'Abwehr créa d'importantes difficultés. Alors qu'au moins six tentatives avaient été faites en 1943 pour tuer Hitler, aucun projet ne put être mis au point pendant tout le premier semestre 1944. Stauffenberg avait compris que le renversement du régime ne serait possible que si Hitler lui-même disparaissait. Sa présence paralysait les généraux qui, par surcroît, s'estimaient liés par le serment de fidélité au Führer qu'on leur avait fait prêter à la mort de Hindenburg.

Le débarquement, les premiers succès de la campagne de France, l'avance des Alliés en Italie, où Rome venait d'être prise, la débâcle des troupes allemandes à l'Est, où les armées soviétiques venaient d'entrer en Pologne, prouvèrent à Stauffenberg qu'il n'était plus possible de tergiverser,

faute de quoi il ne resterait rien à sauver.

La conspiration reposait pourtant sur un malentendu. Les conjurés étaient persuadés que la mort de Hitler leur permettrait de traiter à l'amiable avec les Occidentaux. Ils souhaitaient un armistice immédiat, mais se refusaient à une reddition inconditionnelle. Les « plans de paix successifs établis par Carl Gørdeler témoignent d'un irréalisme étonnant. Cette paix séparée à l'Ouest ne s'accompagnerait d'aucun ralentissement des opérations à l'Est. Au contraire, après le maintien temporaire d'un front raccourci, pendant la période de mise en place d'un nouveau pouvoir exécutif, les conjurés croyaient que les Anglais et les Américains s'uniraient à eux pour combattre les Russes. C'était méconnaître totalement les accords de Yalta. Tout ceci prouve que, si la conjuration avait réussi, le cours des choses n'aurait sans doute pas été profondément transformé. Hitler mort, les conjurés assurant le gouvernement de l'Allemagne auraient vu leurs propositions refusées par les Occidentaux. Sans parler de la fidélité aux engagements pris à Yalta, qui ne faisait aucun doute, on voit mal un homme de la trempe de Churchill renonçant à une capitulation sans condition au moment où la situation militaire était solidement assurée. Devant cette fin de non-recevoir, il est probable que le nouveau gouvernement allemand, aux mains des militaires, aurait décidé de poursuivre la guerre.

Contrairement à Gørdeler et Beck, Stauffenberg et ses amis les plus proches eurent, semble-t-il, une vision plus saine de la situation. L'effondrement de tous les fronts leur montra que la résistance prêchée par Hitler était un suicide pour la nation allemande. La prolongation des combats, qui se poursuivaient au cœur du pays, entraînerait la destruction de tout le potentiel économique, causerait des centaines de milliers de morts, des millions peut-être, et risquerait de rendre la renaissance de l'Allemagne presque impossible.

C'est sur ces bases que, tout en maintenant le contact avec le groupe dirigeant de Gørdeler et Beck, Stauffenberg mit au point le plan « Walkyrie » : assassiner Hitler, puis installer immédiatement un gouvernement militaire à Berlin, qui neutraliserait par les troupes de la Wehrmacht les organismes nazis les plus dangereux : S. S., Gestapo et S. D. Stauffenberg, promu colonel à la fin de juin, fut en même temps nommé chef d'état-major de l'armée de l'Intérieur, poste qui lui donnerait fréquemment accès aux conférences du quartier général du Führer; les préparatifs furent poussés. Leur aboutissement fut l'attentat du 20 juillet.

Une conférence importante ayant été fixée au 20 juillet pour faire le point de l'offensive russe en Galicie, Keitel convoqua Stauffenberg au Q. G. de Rastenburg pour y rendre compte de la constitution des premières unités de l'armée de l'Intérieur, destinée à combattre dans chaque village allemand et qui devint finalement le Volksturm. On attendait ce jour-là Mussolini qui,

réfugié maintenant en Allemagne, devait venir à 14 h. 30 pour visiter le G. Q. G. de son ami. L'horaire avait été minuté avec précision.

Stauffenberg arriva donc au *Wolfsschanze* 7, apportant pour la seconde fois dans sa serviette la bombe à l'exogène — un explosif de fabrication anglaise provenant des anciens stocks secrets de l'Abwehr — et bien décidé à s'en servir.

A midi trente, Keitel et Stauffenberg entrèrent dans le baraquement qui servait de salle de conférence. Stauffenberg avait déclenché le détonateur à retardement quelques instants plus tôt; l'explosion devait se produire vers 12 h. 40. La conférence avait déjà commencé. A 12 h. 36, Stauffenberg posa sa serviette sur le sol et la poussa pour l'appuyer contre l'un des pieds massifs de la table. Elle se trouvait à moins de deux mètres de Hitler. Après quoi, il se glissa discrètement hors de la salle en prétextant une communication urgente à passer à Berlin. Pendant ce temps, le colonel Brandt continuait son exposé sur la situation en Galicie. Se penchant sur la carte, il fut gêné par la serviette de Stauffenberg. Il la saisit et la déplaça, la posant de l'autre côté du pied de la table qui se trouva ainsi placé entre la bombe et Hitler.

A 12 h. 45, une formidable explosion souffla le baraquement, bien que celui-ci fût construit avec des murs de solide maçonnerie. Stauffenberg, qui se trouvait à deux cents mètres de là, vit la toiture se soulever, des flammes, de la fumée, des débris de toutes sortes jaillir par les fenêtres arrachées. Il n'eut pas le moindre doute : Hitler était mort ainsi que ceux qui se trouvaient dans la salle. Mais, si le colonel Brandt avait été tué, deux généraux mortellement touchés et la plupart des autres assistants plus ou moins grièvement blessés, Hitler était sorti presque indemne, grâce au pied de la table qui avait joué le rôle d'écran protecteur.

Stauffenberg n'eut pas le temps de l'apprendre. Sûr du succès, il avait couru au terrain d'aviation tout proche et volait déjà vers Berlin. Une mauvaise surprise l'y attendait. Contrairement au plan prévu, les conjurés de Berlin n'étaient pas passés à l'action. Ils voulaient être certains de la mort de Hitler. Ils n'avaient donc pas lancé sur les ondes, comme convenu, la proclamation annonçant la disparition du Führer et la constitution d'un nouveau gouvernement, Beck devenant chef de l'État et le maréchal von Witzleben chef de la Wehrmacht.

Stauffenberg assura que Hitler était mort, et décida les conspirateurs à agir. Mais un temps précieux avait été perdu et ce retard, plus que l'échec de l'attentat, allait empêcher le putsch de réussir.

Tandis que les premiers ordres partaient vers les garnisons, plusieurs des conjurés, parmi les plus importants, apprirent que Hitler n'avait été que très légèrement blessé. Les communications avec Rastenburg, qu'un complice

de Stauffenberg avait pu faire couper au moment de l'attentat, avaient été rétablies vers 15 h. 30. Dès ce moment, la panique s'empara des moins courageux qui, dans l'espoir de sauver leur tête, abandonnèrent leurs amis et refusèrent de jouer le rôle qu'ils avaient accepté 8 quelques jours plus tôt.

Ceux qui auraient volontiers aidé les conjurés en cas de réussite, s'efforcèrent de les fuir, ou tentèrent de les arrêter, comme le général Fromm. A part quelques rares exceptions, les généraux redevinrent ce qu'ils n'avaient jamais cessé d'être et que le dynamisme de Stauffenberg avait un instant fait oublier : de lâches opportunistes. A 19 h. 30 enfin, le feld-maréchal Witzleben diffusa par radio le télégramme enjoignant aux militaires d'assurer partout tous les pouvoirs. Le même ordre diffusé à 13 heures aurait pu sauver la situation puisque c'est seulement après 16 heures que Goebbels, informé de l'attentat, reçut l'ordre d'annoncer à la radio que le Führer était en bonne santé.

Himmler, nommé commandant en chef de l'armée de l'Intérieur (son vieux rêve était enfin réalisé!) volait vers Berlin pour diriger la répression. Schellenberg, avec l'aide de Skorzeny, avait déjà réussi à rallier une partie des troupes qui devaient marcher avec les conjurés.

A 1 heure du matin, Hitler parla à la radio. Le putsch avait échoué, une sanglante répression allait commencer.

A Paris, comme à Prague et à Vienne, les membres du complot appartenant aux troupes d'occupation apprirent vers 16 heures que l'attentat avait eu lieu comme prévu. Vers 19 h. 30, Beck téléphona à Stülpnagel pour lui confirmer l'ordre d'exécuter les mesures fixées. Stülpnagel accepta, bien qu'une défection catastrophique eût compromis, dès le départ, le succès de l'opération. Le maréchal von Kluge, récemment nommé par Hitler pour remplacer von Rundstedt au commandement des forces de l'Ouest, avait promis son aide « dans le cas où l'attentat aurait réussi ». A 19 heures, il apprit par la radio officielle que Hitler n'était que blessé, et il fit marche arrière. A 19 h. 30, il reçut le message de Witzleben affirmant que Hitler était mort, et il parut se rallier aux conjurés. A 20 h. 15, une communication directe avec l'O. K. W. lui confirma l'échec de l'attentat, et il fit une nouvelle volte-face. Son refus, définitif cette fois, était lourd de conséquences, mais les conjurés parisiens avaient déjà lancé des ordres et décidé de mener leur action jusqu'au bout. Même en cas d'échec du complot à Berlin, rien ne les empêchait de poursuivre en France et de se déclarer ouvertement en dissidence. Il est certain qu'un tel acte aurait pu avoir en Allemagne des répercussions immenses. Les ordres furent donc maintenus.

Vers 21 heures, sur l'ordre du général von Boineburg, commandant du « Grand Paris », des détachements du 2^e bataillon du 1^{er} régiment de la Garde, cantonné à l'École militaire, investirent les bâtiments de l'avenue Foch, le domicile particulier d'Oberg, les bureaux de la rue des Saussaies, ceux du

boulevard Lannes, et les envahirent, revolver au poing. Nulle part les S. S. n'opposèrent la moindre résistance et dès 23 heures la quasi-totalité des douze cents S. S. cantonnés à Paris, la Gestapo et le S. D. se trouvaient sous les verrous. Oberg lui-même avait été arrêté par le général Brehmer au moment où il téléphonait à Abetz et s'était laissé désarmer sans protester. Un seul homme manquait : Knochen. Il était allé dîner chez son ami Zeitschell, de l'ambassade. L'un de ses subordonnés l'appela au téléphone, lui demandant de venir rapidement avenue Foch. Méfiant, Knochen préféra passer d'abord chez le général Oberg. Ce fut pour y apprendre l'arrestation de celui-ci et se faire appréhender lui-même. Conduit avenue Foch, il trouva le général Brehmer dans son bureau. Peu après minuit, tous les chefs S. S., Oberg, Knochen et les chefs de service de la Gestapo et du S. D. étaient faits prisonniers et réunis à l'hôtel Continental, rue de Castiglione, où le général Boineburg, dont les bureaux étaient installés tout à côté, à l'hôtel Meurice, les avait fait amener en attendant de décider de leur sort.

Pendant ce temps, et alors que l'on prenait à l'École militaire les premières dispositions pour fusiller le lendemain matin les chefs de la Gestapo et du S. D. que le conseil de guerre des conjurés ne manquerait pas de condamner, von Kluge avait achevé sa dernière volte-face ⁹ et alertait Berlin, signalant l'attitude « inadmissible » de Stülpnagel.

Au même moment, Stauffenberg appelait Stülpnagel de Berlin et annonçait aux conjurés parisiens l'échec du putsch. « Les tueurs qui viennent m'abattre sont déjà à ma porte », dit-il avant de raccrocher.

Tout cela n'avait pas encore décidé les conjurés à abandonner la partie lorsqu'un obstacle imprévu eut raison d'eux. L'amiral Krancke, commandant en chef du groupe Ouest de la Kriegsmarine, fut averti par Berlin, peu après que von Kluge eut dénoncé Stülpnagel. Les conjurés n'avaient tenu aucun compte des forces de la marine, en hommes habitués à élaborer des plans concernant uniquement l'armée de terre. Quand Krancke reçut de Berlin l'ordre d'intervenir, il alerta les troupes de la marine disséminées dans Paris et, de son Q. G. de la Muette, lança un ultimatum à l'état-major, menaçant d'employer les armes si Oberg et les S. S. n'étaient pas immédiatement libérés. C'était le coup de grâce. Poursuivre des opérations sans espoir devenait criminel. Vers 1 heure du matin, alors que la répression commençait déjà à Berlin, les militaires durent, à Paris, relâcher leurs prisonniers et leur rendre leurs armes. Le lendemain matin, tout était rentré dans l'ordre, et les Parisiens ne soupçonnèrent à aucun moment quels extraordinaires événements s'étaient déroulés cette nuit-là dans le secret de l'état-major allemand de Paris.

A Berlin, les principaux chefs de la conspiration avaient été assassinés dans la nuit du 20 au 21. Le général Fromm, supérieur direct de Stauffenberg, et qui s'était fortement compromis avec les conjurés, crut

pouvoir sauver sa vie en commettant une dernière lâcheté. Quand il eut la certitude que le putsch ne pouvait plus réussir, il rallia quelques officiers subalternes qui, comme lui, avaient tourné bride en chemin et, vers 23 heures, il fit brusquement arrêter Stauffenberg, Beck, le général Olbricht, le colonel Merz, Haeften et Hoepner, c'est-à-dire l'état major du putsch, dans les bureaux du ministère de la Guerre, Bendlerstrasse.

Pour se débarrasser de témoins dangereux, Fromm leur déclara qu'une « cour martiale » venait de condamner à mort quatre d'entre eux : Stauffenberg, Olbricht, Merz et Haeften. Quant à Beck, on lui avait déjà tendu un revolver en lui enjoignant de se suicider, ce qu'il avait tenté de faire, mais si maladroitement qu'il s'était seulement blessé. Pendant qu'on fusillait Stauffenberg et ses trois compagnons dans la cour, à la lueur des phares d'une voiture militaire, Beck se ratait pour la seconde fois. Sur l'ordre de Fromm, un sergent le traîna dans le couloir et l'acheva d'une balle dans la nuque.

Quelques minutes plus tard, Skorzeny vint envahir le ministère avec un peloton de S. S. A 1 heure du matin, quand Hitler put enfin parler à la radio, les conspirateurs encore vivants étaient enfermés dans les cellules de la Gestapo, Prinz Albrechtstrasse.

En quelques heures, l'armée venait d'être écrasée par Himmler et ses S. S. Pour la première fois, des militaires avaient osé affronter leurs noirs rivaux, mais la lâcheté de leurs camarades les avait fait échouer. Himmler triomphait, la Gestapo prenait le contrôle absolu dont elle rêvait depuis des années et commençait une enquête qui allait lui permettre, en fouillant les coffres les plus secrets des états-majors, de régler tous ses vieux comptes.

A Paris, Knochen confia l'enquête à Stindt, successeur de Boemelburg à la tête de la Gestapo. Le lieutenant-colonel Hofacker, qui avait assuré la liaison entre Stülpnagel et le groupe de Berlin fut arrêté ainsi que le colonel von Linston, le lieutenant-colonel Fink et Falkenhausen ¹⁰.

Quant à Stülpnagel, il avait été convoqué d'urgence à Berlin dès le lendemain du putsch. Le rapport de von Kluge avait produit son effet et Stülpnagel comprit tout de suite qu'il était perdu. Le 21, en fin de matinée, Stülpnagel partit en voiture pour Berlin. Une panne l'immobilisa à Meaux, et c'est vers 15 heures seulement qu'une seconde voiture vint le chercher pour continuer le voyage. Avant Verdun, Stülpnagel ordonna à son chauffeur de changer d'itinéraire, et le voyage se poursuivit vers Sedan à travers les champs de bataille où, jeune capitaine, il avait combattu en 1916. Après Vacheraucheville, il fit obliquer pour atteindre la Meuse et descendit de voiture en donnant l'ordre au chauffeur de continuer jusqu'au prochain village où il le rejoindrait à pied, pour « se dégourdir un peu les jambes ». A peine la voiture se fut-elle éloignée que Stülpnagel se tira une balle dans la tempe et bascula dans la rivière.

Repêché par son chauffeur et transporté à l'hôpital militaire de Verdun, Stülpnagel fut sauvé. Mais la balle, qui avait traversé la boîte crânienne, l'avait rendu aveugle.

Il fut suffisamment rétabli pour comparaître le 29 août, avec les autres accusés devant le sinistre Freisler et son sanglant « Tribunal du Peuple ». Tous furent condamnés à mort et pendus dans la cour de la prison de Plötzensee à Berlin. Par un raffinement de cruauté, on les étrangla lentement, après les avoir pendus à des crochets de boucher. Hitler avait dit : « Je veux qu'on les pendre comme de la viande de boucherie. » Il fallut conduire Stülpnagel par la main jusque sous la potence. La répression dura plusieurs mois et s'étendit aux amis et aux familles des conspirateurs. Sous sa couverture pseudo-juridique, elle fut plus féroce encore que ne l'avait été la purge Röhm en 1934.

Himmler et Kaltenbrunner se livrèrent à une véritable débauche de cruauté. Il y eut plus de sept mille arrestations et probablement près de cinq mille exécutions¹¹. Canaris avait été arrêté dans sa retraite bien qu'il n'eût joué aucun rôle dans le complot final. Emprisonné pendant plusieurs mois, il fut pendu, lui aussi, le 9 avril 1945. Le lâche Fromm qui avait fait assassiner Beck, Stauffenberg et leurs compagnons, fut fusillé en mars 1945. Falkenhausen fut sauvé par les troupes américaines en mai 1945, alors qu'on allait l'exécuter. Il fut par la suite condamné comme criminel de guerre. Beaucoup d'officiers compromis avaient préféré se suicider plutôt que d'être arrêtés et jugés. Rommel sera mis dans l'obligation de se tuer le 14 octobre.

A Paris, où Oberg et Knochen avaient repris la direction de leurs services, l'évolution rapide de la situation militaire freinait l'enquête. Le général Boineburg, qui n'avait fait qu'exécuter les ordres de Stülpnagel et dont les sentiments personnels n'avaient pu être précisés, fut placé dans la réserve et le commandement du « Grand Paris » confié au général von Choltitz.

Les Alliés, qui avaient suffisamment consolidé leurs têtes de pont et amenaient sans cesse troupes et matériel, lancèrent fin juillet l'offensive de libération de la France. Le 24, la percée vers Avranches commença. Le 28, Coutances et Granville tombèrent, le 30 Avranches, Rennes le 3 août, Nantes et Angers le 10. Pendant ce temps, Oberg, Knochen et les services de la Gestapo poursuivaient imperturbablement leur besogne et s'occupaient de faire partir vers l'Allemagne les derniers convois de déportés, en vidant le camp de Compiègne, le fort de Romainville, et les autres prisons qui contenaient encore plusieurs milliers de personnes. Ces derniers départs

s'effectuèrent au milieu de la bataille, sous les bombardements aériens, dans des conditions effroyables, et furent beaucoup plus meurtriers encore que les précédents convois. Dans le convoi parti le 2 juillet de Compiègne, des scènes de folie et des rixes entre détenus se produisirent. La chaleur accablante, la soif, le désespoir de partir au moment où la liberté semblait si proche, firent de ces derniers déportés de véritables martyrs.

A quelques kilomètres de Compiègne, chaque wagon contenait déjà plusieurs morts. Près de neuf cents détenus périrent dans ce train avant l'arrivée à Dachau.

Le 15 août, alors que von Kluge avait décidé le repli général depuis le 13 et que les Canadiens s'apprêtaient à prendre Falaise, un autre convoi de deux mille quatre cent cinquante-trois déportés partit vers l'Allemagne.

Depuis la mi-juillet, des représentants de la Résistance avaient tenté de négocier avec les Allemands pour faire cesser les déportations. M. Raoul Nordling, consul général de Suède, qui avait accepté la délicate mission d'intermédiaire, était entré en contact avec von Choltitz, nouveau commandant du « Grand Paris », et avec l'ambassade d'Allemagne. M. Nordling leur transmet les notes et les propositions préparées par M. Parodi, représentant à Paris du général Koenig, chef des Forces françaises de l'Intérieur, et par le comte Alexandre de Saint-Phalle. Mais si von Choltitz et quelques autres étaient favorables à un accord, aucun Allemand n'osait en prendre la responsabilité. Le 17 août, Oberg fit ses derniers préparatifs de départ. Ses archives et les fichiers de la Gestapo avaient quitté Paris dès le début du mois. Dans la nuit du 16 au 17, l'état-major des services de police allemands avait gagné Châlons-sur-Marne. Le 17, l'ensemble des services quitta Paris pour Nancy et Provins. Seuls, restaient encore dans la capitale Oberg lui-même, Knochen et leur entourage. Encore bouclaient-ils leurs bagages.

Ce départ imminent donna du courage aux militaires et aux diplomates. Le matin du 17 août, von Choltitz se décida soudain à agir, à la condition que l'accord fût accepté et signé par les services du Militärbefehlshaber, à l'hôtel Majestic. Mais au Majestic les bureaux étaient déjà déserts, les services de l'administration militaire avaient achevé le matin même de charger leurs archives et roulaient vers l'Est. On finit cependant par découvrir un major Huhm qui accepta de donner sa signature en qualité de représentant du Militärbefehlshaber in Frank-reich.

Les négociateurs coururent en hâte chez Alexandre de Saint-Phalle où un protocole d'accord fut rapidement rédigé.

Les trois paragraphes du protocole, que signèrent Raoul Nordling et le major Huhm ¹², précisent que, « dès la signature » de l'accord, M. Nordling

« prendra la direction, la surveillance et la responsabilité de tous les détenus politiques » internés dans les cinq prisons, les trois hôpitaux et les trois camps servant de lieux de détention, ainsi que « dans tous les autres lieux de détention et tous les trains d'évacuation *sans exception* faisant route à l'heure actuelle vers toutes destinations ». Les autorités allemandes responsables devront remettre tous leurs pouvoirs à M. Nordling.

« De son côté, M. Nordling s'engage à obtenir l'échange de cinq prisonniers militaires allemands contre un des prisonniers politiques ci-dessus. »

Cette dernière clause ne fut jamais appliquée. L'avance alliée et la retraite des occupants empêchèrent les autorités allemandes d'en demander l'exécution.

L'important était d'obtenir la libération immédiate des détenus français que l'on pouvait craindre de voir massacrés dans leurs prisons ainsi que l'avaient été ceux de la prison de Caen. Mais, si les portes des prisons parisiennes furent en effet ouvertes le 17 août, il en alla tout autrement au fort de Romainville et au camp de Compiègne où les responsables, S. S. ou membres de la Gestapo ou du S. D. refusèrent d'exécuter les ordres de von Choltitz, prétendant n'obéir qu'aux consignes d'Oberg.

A Compiègne, le hauptsturmführer Dr Peter Illers, du S. D., refusa donc de libérer ses prisonniers, malgré l'intervention de MM. de Grammont et de Laguiche, délégués de la Croix-Rouge, et exigea même l'arrestation de tous les négociateurs, qui durent disparaître en hâte.

Le lendemain matin, 18 août, exécutant les instructions d'Oberg, il fit partir un convoi de seize cents détenus, qui moururent presque tous en Allemagne.

Ce fut le dernier ordre donné par Oberg dans la capitale. Le jour même, dans la matinée, Oberg, Knochen, Scheer chef de l'Orpo, et les derniers membres de la Gestapo quittèrent Paris pour Vittel où ils réinstallèrent un semblant de direction, l'O. K. W. ayant annoncé que le front devrait se stabiliser dans l'Est de la France.

Le 20 août, Knochen décida de renvoyer un Sonderkommando à Paris, avec mission d'y demeurer le plus longtemps possible et d'expédier des messages-radio réguliers annonçant le déroulement des événements. Nosek, qui avait fait partie de l'un des tout premiers groupes venus renforcer le sonderkommando Knochen, en juin 1940, se mit à la tête de cette expédition. Le 21, il prit la route de Paris avec quatre voitures, dont une voiture-radio, et onze hommes dont cinq agents français. Le 23, alors que la division Leclerc était à Rambouillet, le Sonderkommando entra dans les faubourgs de la capitale. Mais l'atmosphère était explosive, les Parisiens étaient surexcités par l'imminence de leur libération et le petit groupe

risquait fort d'être fait prisonnier. Nosek décida de limiter la reconnaissance aux faubourgs de la ville. Après un tour d'observation à la Porte de Vincennes et à la Porte de Montreuil, le kommando fit demi-tour et vint s'installer à Meaux. Nosek l'y maintint jusqu'au 28 août et dut se replier en hâte, manquant de peu de se faire couper la route de retour par les chars américains.

Les derniers éléments de la Gestapo quittaient Paris dans des conditions semblables à celles de leur arrivée en juin 1940. Knochen, âme des services, avait seul tenu bon à la barre de son sinistre navire, résistant à ses ennemis les plus acharnés, toujours présent du premier au dernier jour, du 14 juin 1940 au 18 août 1944. Mais la campagne de France n'était pas encore terminée pour lui.

1 C'est ainsi que, le 19 juillet 1940, douze nouveaux maréchaux furent promus à la fois.

2 Le colonel Erwin Lahousen, ancien membre du service de renseignements autrichien, versé à l'Abwehr, après l'Anschluss, était l'adjoint du colonel Pieckenbrock, chef de l'Abteilung I à l'Abwehr.

3 Toutes furent jugées par le « Tribunal du Peuple » du sanguinaire Freisler. Frau Solf et sa fille échappèrent à la mort et furent envoyées à Ravensbrück. Frau Soif était la veuve de l'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Weimar.

4 Freytag-Loringhoven avait préféré se suicider.

5 Stauffenberg avait perdu un œil et la main droite en Tunisie.

6 Pour échapper aux attentats, Hitler évitait toute régularité dans son emploi du temps qu'il transformait constamment à la dernière minute.

7 Réduit ou Tanière du Loup — nom donné par Hitler à son Q. G. de Rastenburg installé en pleine forêt.

8 Par exemple, le général Herfurth, qui après avoir commencé l'action dont il était chargé prit peur et participa à la

répression du complot, ce qui ne l'empêcha pas d'être pendu un peu plus tard.

9 Sa lâcheté ne le sauva pas. Destitué pour n'avoir pas révélé le complot à temps, il se suicida le 19 août en absorbant du cyanure, près de Clermont-en-Argonne, plutôt que de rentrer en Allemagne où il craignait d'être jugé et pendu.

10 Falkenhausen et Hofacker furent arrêtés par l'élégant Maulaz, familier des salons parisiens.

11 On a avancé le chiffre de quatre mille neuf cent quatre-vingts exécutions, qui paraît probable, mais qu'il est difficile de garantir avec certitude.

12 Le major Fritz Huhm est mort à Würzburg en 1945.

2.

Les loups se mangent entre eux.

En Allemagne, la liquidation des conjurés du 20 juillet et l'élimination de Canaris ¹ entraînèrent une dernière modification dans les services du R. S. H. A. L'Amt Mil., qui avait été constitué en février au R. S. H. A. pour recueillir les services de l'Abwehr, fut supprimé. Son chef, le colonel Hansen, avait été pendu, le personnel venant de l'Abwehr fut épuré, et le service réparti entre les différentes sections des Ämter IV (Gestapo) et VI (S. D.-Ausland). A la Gestapo furent rattachés les services s'occupant de l'espionnage et du contre-espionnage, des parachutages et du sabotage. Du S. D. dépendirent les services s'occupant des renseignements militaires. Chaque groupe de la Gestapo et du S. D. fut désormais flanqué d'un sous-groupe portant le même indicatif suivi de la mention « Mil. ».

Le complot du 20 juillet acheva de persuader Hitler qu'il ne pouvait faire confiance à l'armée, « cette clique réactionnaire » qu'il avait résolu de mater.

Sur la proposition de Martin Bormann, de jeunes membres du Parti, choisis pour leur fanatisme, furent promus officiers et affectés dans chaque unité pour surveiller l'attitude politique de leurs collègues. Ils signalaient directement à Bormann, gardien farouche de l'orthodoxie nazie, ce qui leur paraissait insuffisamment national-socialiste. C'est ainsi qu'ils dénoncèrent « l'attitude défaitiste du corps des officiers dans le groupe d'armées de Silésie », parce que celui-ci, durement éprouvé par une terrible et interminable campagne, cédait sous les assauts russes.

Himmler, parvenu au sommet de sa gloire, avait enfin obtenu le commandement d'un groupe d'armées. L'année 1944, qui allait s'achever, avait accru ses S. S. de sept nouvelles divisions. Deux brigades supplémentaires devaient être encore constituées à la fin de l'année, avec les « volontaires » hollandais et français. Curieux volontaires que ces miliciens fuyant leur pays dans les fourgons de l'ennemi pour échapper au châtimeur et qui, bientôt enrôlés, formèrent la S. S.-Freiwilligen-Sturmbrigade Charlemagne.

Dans l'est de la France, les troupes allemandes s'accrochèrent pour exécuter un ordre formel de Hitler. Les troupes alliées n'atteignirent le Rhin

et la frontière allemande en totalité qu'au début de 1945.

Oberg et Knochen avaient installé leur quartier général à Vittel, le 20 août. Deux mauvaises nouvelles les y rejoignirent presque aussitôt. La première fut une lettre de Himmler, extrêmement insultante. Le Reichsführer leur reprochait en termes très vifs de s'être laissé arrêter le 20 juillet sans opposer aucune résistance, et mettait en doute leur courage et leur loyauté. Quelques jours plus tard, à la fin du mois d'août, Kaltenbrunner rappela brutalement Knochen à Berlin. Recevant cette convocation, Knochen ne se fit aucune illusion. Pendant le temps de son séjour à Paris, on n'avait pas voulu le toucher de crainte de nuire à la marche des services de la Gestapo. La fin de l'occupation de la France mettait un terme à cette protection et ses ennemis allaient enfin obtenir sa disgrâce. En effet, à peine arrivé à Berlin, Kaltenbrunner lui signifia qu'il était dégradé et versé à la Waffen-S. S. comme simple grenadier.

Knochen fut immédiatement affecté à la Leibstandarte Adolf Hitler et partit pour le camp d'instruction de Benechau, en Tchécoslovaquie, afin d'y suivre des cours de formation pour le combat antichars. Il allait être envoyé dans une unité combattante quand il fut appelé à Berlin. C'était, cette fois, pour lui notifier qu'il était rentré en grâce près de Himmler et qu'il allait recevoir un poste au R. S. H. A. Le 15 janvier, Knochen fut affecté à un service chargé de mettre au point le travail des nouveaux groupes du S. D., assurant désormais les fonctions de l'ancien Abwehr. L'effondrement de l'Allemagne ne devait pas lui laisser le temps d'achever sa tâche.

A Vittel, Knochen avait été remplacé par l'obersturmbannführer Suhr, ancien chef de la section de Toulouse. Himmler avait donné l'ordre de reconstituer une organisation sur le petit fragment de territoire français encore occupé et de s'en servir comme base pour introduire des agents en France libérée. Ces agents devaient être recrutés surtout parmi les anciens collaborateurs français réfugiés en Allemagne.

En septembre, Himmler vint à Gérardmer rendre visite au général Blaskovitz qui après avoir commandé le groupe d'armées G venait de prendre le commandement du groupe d'armées H. Il en profita pour inspecter ses agents. Ce devait être le dernier voyage de Himmler en France. Peu de temps après, Oberg s'installa à Plainfaing, près de Saint-Dié. Il y reçut la visite de Darnand et de son adjoint Knipping, venus lui demander son aide pour obtenir une amélioration des conditions matérielles plus que sommaires dans lesquelles se trouvaient placés les miliciens cantonnés au camp de Schirmek, en attendant leur regroupement en Allemagne.

C'est de Plainfaing qu'Oberg adressa son dernier ordre important à la population d'une ville française. Le 8 novembre, la population de Saint-Dié reçut l'ordre d'évacuer la ville. Cet ordre avait été arrêté le 7 par Oberg². Du

9 au 14 novembre, la ville fut livrée au pillage, les usines vidées de leurs stocks, les outils et les machines envoyés en Allemagne. Puis, toutes les installations qui n'avaient pu être démontées furent dynamitées. Après quoi, on mit le feu aux maisons. L'incendie dura trois jours. Dix hommes qui cherchaient à sauver leurs meubles furent fusillés sur-le-champ. Enfin, les hommes de seize à quarante-cinq ans furent « réquisitionnés pour effectuer des travaux de défense ». En réalité, les neuf cent quarante-trois habitants ainsi rassemblés furent déportés.

Le 18 novembre Oberg quitta Plainfaing avec son état-major pour se replier sur Rougemont, près de Bel-fort. Il n'y resta que quelques jours. La retraite se poursuivit par Guebwiller et Ensisheim. Le 1^{er} décembre, Oberg, Suhr et leurs services franchirent définitivement le Rhin pour atteindre Fribourg le soir même. Le 3, le groupe arriva à Zwickau, près de la frontière tchécoslovaque, où les services s'étaient déjà réinstallés sur l'ordre de Himmler.

Peu de temps après, Oberg reçut un commandement au groupe d'armées Weichsel, sous les ordres directs de Himmler, qui avait lui-même pris le titre de commandant en chef du groupe d'armées. Oberg, ayant clos la phase policière de sa carrière, rejoignait les rangs de la S. S. combattante.

Les services de la Gestapo continuèrent à s'occuper de la France pendant plusieurs mois encore. Des écoles de sabotage et d'espionnage furent montées par le Dr Kaiser à Fribourg et à Stetten, près de Sigmaringen, avec plusieurs succursales spécialisées.

Skorzeny organisa à Friedenthal un centre d'entraînement pour agents de renseignement et saboteurs. Ces centres d'espionnage recrutèrent des agents parmi les anciens membres du P. P. F., du R. N. P., et surtout de la Milice et du M. S. R. (ex-cagoule) passés en Allemagne. Darnand avait, le premier, proposé ses hommes au hauptsturmführer Detering, chargé du recrutement à Sigmaringen avec son adjoint l'oberscharführer Dr Hinrichs. Detering était chef du kommando « Fuchs » (Renard) chargé de l'introduction des agents en France.

Finalement, Darnand obtint l'autorisation de créer une école spéciale pour la Milice, gérée et dirigée par les miliciens français, et fonctionnant avec « l'aide » d'instructeurs du S. D. et de la Gestapo. Ce service « autonome » fonctionna sous la direction du milicien Degans avec pour adjoint Filliol, ancien tueur de la cagoule devenu l'un des tortionnaires du « 2^e Service » de la Milice³. Darnand finit même par échafauder un projet de création d'un « Maquis Blanc » en France.

Ces officines d'espionnage ne parvinrent qu'avec peine à faire passer en France quelques dizaines d'agents et de saboteurs. Quelques-uns furent introduits clandestinement par la Suisse, par le poste frontière de Lôrrach,

près de Bâle. Plusieurs furent arrêtés par la police suisse, certains parvinrent à pénétrer en France et même parfois à rentrer en Allemagne après avoir accompli leur mission. La plupart furent assez rapidement arrêtés.

D'autres furent parachutés en France dans des containers rembourrés, car les parachutages devaient avoir lieu la nuit, et les sauts de nuit sont dangereux pour un parachutiste mal entraîné. Des parachutages de ce genre eurent lieu notamment en Corrèze. Ces agents furent arrêtés quelques heures après leur atterrissage, avant d'avoir exécuté leur mission. Certains se suicidèrent au moment de leur arrestation, à l'aide de la capsule de cyanure qui leur avait été remise au départ.

Ces tentatives d'action sur les arrières des Alliés échouèrent à peu près complètement. La situation militaire devint désespérée au début de 1945.

Né dans la violence, abreuvé de crimes et d'horreur pendant douze ans, le nazisme s'effondrait lentement dans les ruines et le sang, entraînant tout un peuple dans son agonie.

Dans le chaos wagnérien qui s'abattait, les fidèles d'hier, les nazis purs et farouches, les grands chefs, les maîtres du pays, cherchaient désespérément une planche de salut, tentaient de jouer leur carte personnelle, souvent avec une inconscience totale.

Chacun de ces hommes tout-puissants épiait ses voisins et se savait lui-même guetté. La moindre erreur de manœuvre pouvait coûter la vie. Terré dans son bunker de la Chancellerie, Hitler sentait craquer autour de lui l'édifice factice de son pouvoir⁴. Il savait que tous ceux qui, hier encore, l'adulaient, commettaient les pires bassesses pour mériter un mot de lui, ne songeaient plus qu'à l'abandonner. Comme les Pharaons de l'ancienne Egypte, il refusa de disparaître seul. Ceux qu'il avait portés avec lui au faite des honneurs devaient le suivre dans la mort, et son regard de fou scrutait les visages où la peur se dissimulait sous le masque de la rigueur et de la résolution, pour y chercher les marques de la trahison. Il entendait que nul n'échappât à son destin.

Le Führer qui, jadis, galvanisait les foules, le chef de guerre, le meneur d'hommes, n'était plus qu'un vieillard malade, plié sous le poids de la défaite, dont le regard brûlant de bête traquée jetait une lumière insupportable dans un visage hâve, marqué déjà du signe de la mort.

Nul ne pouvait pénétrer dans la Chancellerie sans subir le contrôle des S. S. qui montaient partout la garde. Depuis la création de la Leibstandarte au début de son règne, ils veillaient sur lui. Responsables de sa vie, ils étaient presque les seuls êtres à conserver sa confiance. Seuls avec eux, les familiers, les membres de la petite cour qui partageaient sa claustration étaient épargnés par la méfiance méprisante dont il enveloppait l'humanité

tout entière. Bormann vivait dans son ombre. Il avait triomphé de ses rivaux en sapant leur réputation. Himmler était discrédité après avoir frôlé le triomphe total, c'est-à-dire le pouvoir absolu et l'éviction tant espérée de Hitler lui-même.

Himmler avait été l'homme le plus puissant du Reich d'août 1944 à mars 1945. Ses derniers rivaux éliminés après l'échec de l'attentat du 20 juillet, il était devenu commandant de groupe d'armées, son rêve de toujours. Il réunissait à ce moment plus de titres et de fonctions qu'aucun homme. Il était ministre de l'Intérieur et de la Santé, chef suprême de toutes les polices, des services de renseignements, des services secrets et d'espionnage, civils et militaires. Chef suprême des S. S., il disposait d'une véritable armée, forte au printemps 1945 de trente-huit divisions, quatre brigades, dix bataillons ou légions (Waffen - Verbände), dix kommandos d'état - major et trente-cinq corps de troupes et groupements indépendants (Korpstruppen und Selbständige Verbände). Ses troupes étaient redoutables et fanatisées. Enfin, Himmler contrôlait une foule d'organisations du Parti et d'organismes d'État dont les ramifications s'étendaient partout. Devenu commandant de groupe d'armées, il entreprit les manœuvres qui devaient lui permettre de rassembler les pouvoirs militaires qui lui manquaient encore.

Son vieux rival politique, Gœring, se trouvait pratiquement éliminé, déconsidéré, sombrant dans les trafics les plus mercantiles et le luxe le plus voyant. Ribbentrop était discrédité lui aussi. Sa « haute diplomatie » n'avait connu que des échecs; Gœring l'avait publiquement traité de « sale petit trafiquant de champagne » et le Führer avait ricané, oublieux de l'époque récente où il l'appelait le « nouveau Bismarck ».

Goebbels restait puissant, mais Bormann l'était bien davantage. Ce fanatique avait su écarter ses rivaux avec une détermination implacable. Reichsleiter, chef du cabinet de Hess, délégué du Führer de 1933 à 1941; puis, après la fuite de Hess, délégué lui-même et chef de la Chancellerie du Parti, il avait en fait la haute main depuis cette date sur l'ensemble du Parti. Le 12 avril 1943, il avait ajouté à ses titres celui de secrétaire du Führer.

Bormann n'ignorait pas que Himmler était son plus dangereux rival; il comprit très vite ses buts. Il savait que Himmler n'avait rien d'un chef militaire, et c'est sur cette médiocrité qu'il allait jouer sa partie. Comme un « pion » sur cet échiquier, Bormann poussa Fegelein.

Himmler disposait d'un représentant permanent au quartier général du Führer : l'Obergruppenführer Hermann Fegelein, aide de camp de Hitler. Cet ancien palefrenier devenu général assurait la liaison entre le quartier général de Himmler, installé à Bade et plus tard à Prenzlau, et le Führer. Or, Fegelein avait épousé Gretel Braun, sœur d'Éva. Beau-frère officieux du Führer il vivait doublement dans son intimité, comme aide de camp et

comme parent d'Eva Braun. Bormann, qui le côtoyait toute la journée, s'en fit un allié.

Les bévues du commandant de groupe d'armées Himmler furent alors mises en relief, ses échecs amplifiés, son insuffisance mise en lumière. En mars, après la perte de la Poméranie, Himmler fut relevé de son commandement pour incapacité. En Hongrie, où la situation militaire devenait désastreuse, les contre-attaques furent menées par des divisions S. S. d'élite, placées sous le commandement de Sepp Dietrich, un des vétérans du nazisme. Bormann vit l'occasion de porter à Himmler un coup décisif.

Les divisions S. S. de Hongrie se virent interdire le port du brassard spécial des troupes d'élite S. S. Sepp Dietrich lui-même fut frappé par cette sanction, avec la totalité des officiers et des soldats de ces divisions, qui étaient l'orgueil du régime et la fierté de Himmler : Leibstandarte Adolf Hitler et Das Reich, les deux plus anciennes divisions S. S., et Hitler Jugend, elle aussi couverte de gloire.

Cette dégradation collective marquait la chute de Himmler. Il cessait désormais d'être un rival. Son commandement militaire l'avait tenu éloigné pendant plusieurs mois de ses hautes fonctions policières, absence dangereuse dans une période aussi tendue. Bormann, puis Hitler lui-même, avaient pris l'habitude de donner des ordres directs à Kaltenbrunner, si bien que Himmler se trouvait écarté de la direction réelle et que la plupart des instructions du Führer lui échappaient.

Le « Reich de Mille Ans » annoncé par le prophète du nazisme vivait ses dernières heures. L'empire de la « race des seigneurs » se limitait à une bande étroite de territoire que chaque heure rétrécissait, en cette fin d'avril 1945. La victoire du Parti sur ses ennemis, celle de la Gestapo sur ses rivaux, avaient été inutiles. Au milieu des ruines de ce qui avait été une capitale, à quelques mètres de l'élégant « Unter den Linden » sur lequel les obus russes allaient bientôt tomber, Hitler, du fond de son bunker, continuait à lancer des ordres qui ne parvenaient plus aux troupes auxquelles ils étaient destinés. Le plus souvent, ces troupes n'existaient plus.

Le 10 avril, paraissant céder aux instances de son entourage, Hitler se décida à transporter son quartier général dans son nid d'aigle du « Berghof » et sa maison militaire partit pour Berchtesgaden où il devait la rejoindre. Le 12, un bombardement aérien atteignit les restes de la Chancellerie, qui fut incendiée. Le 16, les Russes percèrent le front sur l'Oder et dans la Lausitz et foncèrent sur Berlin. Mais Hitler n'était pas parti. Le départ fixé au 20, jour de son cinquante-sixième anniversaire, fut annulé au dernier moment. L'armée rouge arrivait maintenant à Lubben, à soixante-dix kilomètres au sud de Berlin et remontait vers la ville à travers le « Spreewald ». Au nord, Orianenburg était atteint, les Russes étaient à trente

kilomètres.

Dans la nuit du 20 au 21 avril, trois hommes quittèrent les ruines de la Chancellerie avec l'assentiment de Hitler : Ribbentrop, Goering et Himmler. Hitler avait renoncé à gagner Berchtesgaden. Il savait maintenant que son idée de défendre le « réduit bavarois » était irréalisable. Il avait annoncé sa décision de demeurer quoi qu'il arrive à Berlin, dans la dernière allocution prononcée le soir du 20, pour son anniversaire et qu'un poste émetteur de secours avait pu diffuser en dépit du bombardement presque ininterrompu.

Goering entendit ces paroles en frémissant. Il avait passé cette journée d'anniversaire près de son Führer, avec les « vieux combattants » nazis encore vivants et se trouvant à Berlin : Himmler, Goebbels, Ribbentrop et l'inévitable Bormann. Mais Hermann n'avait pas l'intention de mourir. Cette fin sinistre, au fond du bunker, sous les bombes et les obus russes ne lui paraissait pas digne de lui; il avait déjà pris ses dispositions pour quitter la ville. Le temps pressait. Goering se glissa hors du bunker et dans la nuit commençante gagna sa résidence où un convoi de déménagement l'attendait.

Dès le début d'avril, Goering avait fait mettre en lieu sûr ses collections, constituées d'oeuvres d'art volées aux quatre coins de l'Europe. Deux trains spéciaux avaient été nécessaires pour transporter cet énorme butin à Berchtesgaden où sa seconde femme, l'actrice Emmy Sonnemann, et sa fille, s'étaient également réfugiées. Quelques camions chargés des dernières caisses et une voiture transportant son état-major accompagnèrent la voiture personnelle de Goering dans cette fuite vers le sud. Suivant l'étroit couloir qui séparait encore les troupes américaines des troupes russes, la caravane du « plus fidèle paladin du Führer » put atteindre Berchtesgaden sans encombre le soir du 21 avril. Il ignorait qu'à la même heure Himmler avait également fui, imité un peu plus tard par Ribbentrop, tous deux décidés, comme lui, à jouer enfin leur carte, chacun s'estimant seul capable de succéder à Hitler.

Goering pouvait se considérer comme son successeur légitime. Après avoir créé la Gestapo, il s'était conduit en parfait nazi et en fidèle soutien de son chef de file. La loi du 29 juin 1941 désignait Goering pour Führer, non seulement en cas de décès de Hitler, mais aussi dans le cas où une cause quelconque empêcherait celui-ci d'exercer ses fonctions « même temporairement ».

Fort de ce texte, Goering estima le 23 avril que les conditions de sa succession étaient réunies puisque Hitler était dans l'impossibilité de gouverner et qu'il avait déclaré à Keitel et Jodl que, lorsque le moment serait venu d'engager des pourparlers de paix, le plus qualifié serait Goering. Le général d'aviation Keller rapporta ces propos à l'intéressé en arrivant à Berchtesgaden le 23 avril. Goering jugea que le moins que l'on puisse dire

était qu'en effet « le moment était venu » : les Américains et les Russes avaient fait leur jonction sur l'Elbe, et l'armée rouge avait achevé l'encerclement de Berlin. L'heure de l'ascension au pouvoir suprême sonnait donc enfin. Goering, malgré les circonstances, en éprouva une immense fierté.

Il convoqua les personnalités nazies qui se trouvaient à Berchtesgaden : le Dr Lammers, chef de la Chancellerie; Philip Bouhler, reichsleiter et chef du secrétariat particulier de Hitler; le général Koller et le colonel de la Luftwaffe Bernd von Brauchitsch, fils du maréchal et premier aide de camp de Goering. Tous considérèrent que la décision du Führer de s'enfermer dans Berlin le mettait dans l'impossibilité d'exercer son commandement. Avec leur assentiment, Goering adressa à Hitler un message-radio lui demandant son accord pour assumer le gouvernement du Reich « avec toute liberté d'action pour les affaires intérieures et extérieures ». Faute de réponse à 22 heures, Goering annonçait qu'il « agirait » pour le bien général.

Goering expédiait ce message par une sorte d'ultime crainte devant celui, qui avait été si longtemps le chef absolu. Les événements laissaient bien peu de chances au message de parvenir, encore moins à une réponse d'arriver. A 22 heures donc, ce 23 avril 1945, Goering pourrait se considérer comme seul qualifié pour entamer les pourparlers de paix dont il avait déjà arrêté la tactique. Mais, contre toute attente, le message confié aux ondes était parvenu à destination. Bormann l'avait reçu et l'avait présenté à Hitler comme un acte de déloyauté caractérisée et une tentative d'usurpation du pouvoir. Le délai fixé pour une réponse était, disait Bormann, un véritable ultimatum. Selon le désir secret de Bormann, Hitler entra dans une terrible colère, vociférant des injures à l'adresse de Goering, « ce drogué, ce trafiquant corrompu ».

Peu avant 22 heures, Goering reçut un court message de Hitler lui interdisant de prendre aucune initiative. En même temps, un détachement de S. S., commandé par l'obersturmbannführer Frank, se présentait chez lui et le mettait en état d'arrestation. C'était l'ultime manœuvre de Bormann pour régler le compte de son vieil ennemi. Il avait, de son propre chef, envoyé un message-radio ordonnant au détachement S. S. de Berchtesgaden d'appréhender immédiatement le maréchal du Reich ⁵, inculpé de haute trahison. Au moment précis où il avait cru toucher au sommet de sa carrière, Goering se voyait réduit à la condition précaire de condamné à mort en puissance.

Le lendemain, 24 avril, il put croire sa dernière heure arrivée quand Kaltenbrunner vint jeter un coup d'œil aux prisonniers (les aides de camp de Goering avaient été arrêtés avec lui) et repartit sans avoir dit un mot. Le même jour, le reichsstatthalter de l'Oberdonau, Eigruber, fit savoir que tous ceux qui, dans son *Gau*, s'opposeraient à la volonté du Führer seraient

fusillés sur-le-champ, quel que fût leur rang.

Le général Koller, demeuré libre, remuait en vain ciel et terre pour faire libérer Gœring. Le 29, celui-ci fut transféré sous bonne garde dans un château voisin.

Le 1^{er} mai, Bormann, profitant de ce que Hitler s'était suicidé la veille, adressa au chef de la garde S. S. un message lui enjoignant de veiller à ce que « les traîtres du 23 avril ne puissent échapper ». Ce message équivalait à un arrêt de mort et c'était bien dans cet esprit que Bormann l'avait rédigé. Mais la situation évoluait d'heure en heure, les Américains pouvaient arriver d'un moment à l'autre, et le chef de la garde S. S. n'osa pas prendre sous sa responsabilité l'exécution du maréchal du Reich. Le 5 mai, les S. S. furent trop heureux de remettre leur encombrant prisonnier à un petit détachement de la Luftwaffe qui passait, avant de se disperser dans la nature. Gœring était libre. Il en profita pour proposer à Dœnitz, successeur de Hitler, ses bons offices pour négocier avec Eisenhower. Selon sa lettre, il ne doutait pas qu'un « entretien entre maréchaux » dût produire d'heureux effets. L'armistice signé le 6 mai ne lui enleva pas tout espoir de jouer encore un rôle. Quand il fut fait prisonnier, le 8 mai, par les troupes américaines qui venaient occuper Berchtesgaden, il demanda à avoir un entretien avec le général Eisenhower à l'intention duquel il avait préparé sa lettre. Il fut extrêmement surpris d'apprendre qu'il serait traduit devant un tribunal international, avec les principaux chefs nazis, pour y être jugé comme criminel de guerre.

Le successeur de Gœring à la tête de la Gestapo, Himmler, « le loyal Heinrich », avait lui aussi quitté Berlin le soir du 21 avril. Mais, pendant que Gœring filait vers le sud avec ses camions chargés de tableaux, Himmler roulait vers la frontière danoise. Il allait tenter d'y jouer sa carte personnelle et, sans solliciter la moindre autorisation de son Führer, essayer de négocier avec les Alliés et tirer son épingle du jeu.

Il ne s'agissait pas d'une improvisation. Le lucide Schellenberg avait depuis longtemps compris ⁶ que l'issue de la guerre était irrémédiablement fixée et que le sort de l'Allemagne (et surtout celui des dirigeants nazis) ne pourrait être adouci que par une négociation rapide avec les vainqueurs. Depuis le mois d'août 1944, Schellenberg régnait sur la totalité des services de renseignements allemands et recevait une foule d'informations de tous les pays d'Europe. Ses agents installés dans les pays neutres le tenaient au courant des dispositions prises par les Alliés et de leurs intentions. Il était évident que l'avenir se présentait sous de sombres couleurs pour les gens tels que lui. Mais ces mêmes agents pouvaient faciliter certains contacts, établir des liaisons et permettre d'engager des conversations, puis des pourparlers secrets. Schellenberg résolut de « sauver sa peau », et pour se mettre à couvert, il décida de mettre Himmler dans le jeu, le stupide

Kaltenbrunner étant laissé dans l'ignorance de ces manœuvres.

Dans le courant de l'été 1944, Schellenberg était parvenu à rencontrer dans un hôtel de Stockholm le diplomate américain Hewitt avec lequel il avait évoqué la possibilité d'une négociation. Cette première tentative tourna court, mais Schellenberg en informa Himmler qui, après s'être mis dans une violente colère, se laissa persuader que de semblables contacts, menés dans le secret absolu, pourraient être profitables. Schellenberg commença alors un siège sournois auprès de Himmler : il obtint finalement de celui-ci l'autorisation de passer certains accords, qu'il considéra comme de véritables assurances sur la vie.

Au début de 1945, un autre agent de Schellenberg, le Dr Höttl, représentant de la section VI à Vienne, prit sur son ordre des contacts à Berne avec le général américain Donovan. Le but de ces démarches était d'obtenir des Américains une paix séparée et la constitution d'une alliance contre les Soviets. Cette alliance devait se matérialiser par la poursuite de la guerre à l'Est, en commun, et dans ce but le représentant de Schellenberg cherchait à obtenir la sauvegarde du groupe d'armées Rendulic, pour son utilisation éventuelle par les Américains contre les Russes. Aucun échec ne parvenait à ramener les nazis à une vue exacte de leur situation : ils s'engageaient sans cesse dans les mêmes voies sans issue. Ces propositions ne reçurent aucune réponse, malgré plusieurs voyages de Höttl à Berne.

On ignore si Schellenberg avait avisé Himmler de ces démarches ou s'il avait décidé seul de lancer ces ballons d'essai.

A la fin de 1944, on évoqua au grand état-major nazi la possibilité d'occuper « préventivement » la Suisse. Schellenberg et, sur ses instances, Himmler, émirent des avis défavorables, et le projet fut abandonné. Schellenberg avait entamé en Suisse d'importantes tractations. L'un de ses agents, le Dr Langbehn, avait pris contact avec les représentants des Alliés, mais Müller et Kaltenbrunner ayant eu vent de ces tractations ouvrirent une enquête et il fallut faire marche arrière.

Par contre, les pourparlers engagés avec M. Jean-Marie Musy, ancien président de la Confédération helvétique, aboutirent à un résultat positif. Fidèle à la tradition d'assistance de la Suisse, M. Musy s'efforçait d'obtenir la remise à son pays du plus grand nombre possible de Juifs détenus dans les camps de concentration, et dont le sort paraissait réglé d'avance : ils allaient être massacrés à l'approche des armées alliées pénétrant en Allemagne. Himmler consentit à rencontrer M. Musy une première fois à la fin de 1944, puis une autre fois le 12 janvier 1945, à Wiesbaden. Il accepta de remettre certains Juifs à la Suisse, considérée comme lieu de transit pour les Juifs « autorisés à émigrer ». Mais, en échange, les organisations juives internationales, et en particulier américaines, devaient verser une véritable rançon. Finalement, il fut convenu que douze cents Israélites seraient remis

toutes les deux semaines à la Suisse. C'était peu, comparé aux dizaines de milliers de malheureux qui attendaient la mort dans les camps, mais quelques centaines d'entre eux étaient déjà arrachés à la chambre à gaz. Le premier train parvint en Suisse dès le début de février 1945, et les organisations israélites versèrent cinq millions de francs suisses, déposés sous la garde de M. Musy. La presse relata le fait et certains journaux étrangers avancèrent qu'en contrepartie la Suisse avait accepté de donner asile, après la guerre, aux principaux chefs nazis. Hitler entra dans une colère terrible et interdit toute nouvelle livraison de détenus.

M. Musy continua pourtant ses efforts sans se décourager et, malgré son âge 7, n'hésita pas à effectuer de nombreux voyages en Allemagne, en dépit des bombardements et des risques que comportaient de telles expéditions. Il obtint au début d'avril l'engagement de Himmler que les camps de concentration ne seraient pas évacués mais laissés intacts à l'arrivée des troupes alliées. Jusqu'alors les détenus avaient été jetés sur les routes en convois lamentables, ou entassés dans des wagons plombés qui erraient à travers l'Allemagne en quête d'un nouveau camp. Dans certains centres, on avait donné l'ordre de massacrer les captifs plutôt que de les laisser aux mains des Alliés; si bien que les malheureux étaient partagés entre l'espoir et la crainte en entendant la bataille se rapprocher.

D'autres efforts furent faits dans le même sens par Hillel Storch, représentant du Congrès mondial juif, par le Dr Burckhardt, président de la Croix-Rouge internationale et par le comte suédois Folke Bernadotte. Ces négociations plus ou moins secrètes persuadèrent Himmler qu'il pouvait jouer le premier rôle pour sauver l'Allemagne (et sa vie) en concluant un accord international.

Il avait rencontré deux fois le comte Bernadotte, en février puis au début d'avril 1945. Il lui avait fait la même promesse qu'à M. Musy : les camps de concentration ne seraient pas évacués. Cependant, il hésita longtemps à s'engager plus avant : des habitudes d'obéissance totale au Führer, la peur du terrible châtiment qui l'attendait si son double jeu était découvert, l'empêchaient de franchir le Rubicon. Mais, en ce mois d'avril décisif, Himmler était déjà en disgrâce, ses gardes du corps S. S. avaient été dégradés; Hitler ne le recevait plus que rarement ; ces circonstances lui permirent de se dégager de l'emprise que son maître exerçait jusqu'alors sur lui.

Le 19 avril, Himmler eut une longue conversation avec le ministre des Finances, Schwering von Krosigk, tandis que Schellenberg chapitrait le ministre du Travail, Seldte. Tous tombèrent d'accord : Hitler devait céder la place ou disparaître et Himmler devait lui succéder pour conclure rapidement « une paix honorable »! Les comploteurs de la dernière heure étaient aussi peu réalistes que leurs devanciers. Himmler crut cependant

pouvoir réussir car le comte Bernadotte lui avait suggéré au cours de leur dernière entrevue de prendre la succession de Hitler en annonçant publiquement que celui-ci ne pouvait plus assurer sa tâche en raison d'une grave maladie. Après quoi, il devait dissoudre le Parti national-socialiste. Himmler était prêt à ce tardif coup de force, mais il voulait s'assurer que les Alliés accepteraient de négocier avec lui, car la peur le tenaillait encore.

Le 21 avril, dès qu'il eut quitté la Chancellerie, Himmler rejoignit Schellenberg qui l'attendait pour l'accompagner à l'hôpital d'Hohenlychen, dans la banlieue de Berlin, où un rendez-vous avait été organisé avec le comte Bernadotte. Himmler promit d'empêcher l'évacuation du camp de Neuengamme, près de Hambourg, puis demanda au comte Bernadotte de transmettre ses propositions au général Eisenhower, avec lequel il désirait une entrevue. Bernadotte s'étant efforcé de lui ôter ses illusions sur la possibilité de jouer un rôle politique dans l'Allemagne future, l'entretien n'eut aucune suite.

Mais Himmler était décidé à s'accrocher à cette ultime planche de salut qui paraissait lui échapper au moment où il essayait de la saisir. Bernadotte étant reparti pour la Suède, via Lübeck, aussitôt après la rencontre de Hohenlychen, Himmler décida de l'y rejoindre afin de lui remettre des propositions de cessation des hostilités accompagnant l'élimination de Hitler, qu'il avait enfin acceptée. Schellenberg prit la route de Lübeck en éclaireur mais n'y arriva que pour apprendre que Bernadotte avait déjà passé la frontière danoise et se trouvait à Apenrode au nord de Flensburg. Il parvint à l'y joindre par téléphone et obtint un rendez-vous à Flensburg, à la frontière germano-danoise. Là, Schellenberg déploya des trésors de diplomatie pour convaincre le comte de revenir avec lui à Lübeck où Himmler était arrivé. Bernadotte, bien que persuadé de l'inutilité de ce voyage, accepta cependant. Le 23 avril, à onze heures du soir, la dernière entrevue eut lieu dans la cave du consulat de Suède, à la lueur des bougies, car Lübeck, soumis à des bombardements presque continuels, était privé d'électricité. Après cinq heures de pourparlers, le comte Bernadotte accepta de soumettre les propositions de Himmler à son gouvernement, seul qualifié pour juger si elles devaient être transmises aux Alliés.

Himmler écrivit sur-le-champ une lettre destinée au ministre des Affaires étrangères de Suède, M. Christian Günther, pour le prier d'intervenir près des Américains.

Le lendemain, une déclaration du président Truman, excluant formellement toute idée de capitulation partielle de l'Allemagne, ruinait les espoirs de Himmler.

Le 22 avril, il avait appris que Hitler avait donné l'ordre d'exécuter son ancien médecin personnel, le Dr Brandt, parce que celui-ci avait envoyé sa femme chez les Américains. Brandt était déjà arrêté en Thuringe, c'était la

preuve que du fond de son bunker le Führer se faisait encore obéir.

Pourtant, le pharaon dément déjà à demi enseveli dans son hypogée savait que tout espoir était impossible. Le 22, il avait dit devant ses collaborateurs : « La guerre est perdue... Je vais me tuer... » Le lendemain la nouvelle de la « trahison » de Goering lui avait rendu un peu d'énergie. Poussé par Bormann, il tonnait contre les traîtres et les lâches et donnait des ordres pour leur châtiment. Le 24, l'encerclement de Berlin était achevé, mais Hitler se reprit à espérer que l'« armée Wenck » allait venir délivrer les assiégés. L'armée Wenck était une armée fantôme, et le 27 avril il fut évident qu'elle n'atteindrait jamais Berlin.

La veille, un incident avait encore aggravé la hargne du Führer. Fegelein, le « beau-frère » de Hitler, avait lui aussi quitté le bunker. A la nouvelle de sa disparition, le 27, Hitler avait lancé quelques S. S. à sa recherche. Ceux-ci l'avaient rapidement retrouvé et ramené au bunker, mais cette fois comme prisonnier. Le lendemain, 28 avril, le poste-radio qui fonctionnait encore était à l'écoute de la B. B. C. quand le speaker britannique lut un communiqué de l'agence Reuter, en provenance de Stockholm, qui révélait l'entrevue de Himmler avec le comte Bernadotte et ses propositions de capitulation. Cette ultime trahison provoqua une des crises de colère habituelles et déclencha la série des décisions finales. Les Russes, qui avaient fait leur entrée à Berlin, approchaient de la Potsdamerplatz, l'ultime assaut ne pouvait plus tarder. Pour passer sa colère, Hitler fit fusiller le lamentable Fegelein dans la cour de la Chancellerie, puis fit appeler en hâte un officier d'état civil. Dans la nuit, il épousa Éva Braun, sa maîtresse depuis de longues années, puis dicta son testament à l'une de ses secrétaires.

Goering et Himmler étaient reniés, destitués, leur mémoire vouée au mépris : « Goering et Himmler, en mettant tout à fait à part leur manque de loyauté à mon égard, ont fait un tort considérable au peuple et à la nation tout entière en négociant secrètement avec l'ennemi, à mon insu et sans mon autorisation, et en essayant de s'emparer illégalement du pouvoir dans l'État. » Tous deux étaient chassés du Parti, privés de tous leurs grades, fonctions et dignités. L'amiral Doenitz était désigné comme le successeur de Hitler, avec le titre de président du Reich et commandant suprême des Forces armées.

Dans un second testament, privé, Hitler désignait Bormann comme son exécuteur testamentaire, pour veiller à l'application des dispositions qu'il avait prises dans son premier testament, du 2 mai 1938, par lequel il léguait ses biens personnels au Parti, avec la charge de verser diverses sommes à sa famille, à ses domestiques et à quelques amis.

La dernière phrase de ce second testament privé indiquait expressément la décision de suicide qu'il avait prise : « Moi-même et ma femme choisissons la mort pour échapper à la honte de la déposition ou de la

capitulation. Notre volonté est que nos corps soient incinérés immédiatement, à l'endroit même où j'ai accompli la plus grande partie de ma tâche quotidienne, au cours de ces douze années consacrées au service de mon peuple. »

Le 30 avril, à 15 h. 30, Hitler et Éva se suicidèrent, le premier en se tirant une balle de pistolet dans la bouche, la seconde en absorbant une capsule de cyanure. Selon leur volonté, leurs deux corps furent transportés aussitôt dans la cour de la Chancellerie, arrosés d'essence et incinérés.

Hitler mort, Goebbels et sa femme résolurent de le suivre. A la demande du couple, un médecin qui se trouvait encore parmi les habitants du bunker tua les six enfants Goebbels d'une piqûre. Puis, Goebbels et sa femme demandèrent à un S. S. de leur tirer une balle dans la nuque. Le S. S. leur rendit volontiers ce service, après quoi les huit cadavres furent portés au jardin, arrosés d'essence et incinérés. Il était environ vingt et une heures.

Alors qu'ils brûlaient encore, les derniers survivants du bunker se glissèrent au-dehors pour tenter de franchir les lignes russes à la faveur de l'obscurité. Bormann était parmi eux. Il avait envoyé un ultime télégramme à l'amiral Doenitz pour lui annoncer son arrivée et conservait l'espoir de retrouver une place dans le nouveau gouvernement.

Selon deux témoins oculaires, Bormann aurait trouvé la mort en essayant de franchir les lignes russes. Mais leurs témoignages diffèrent. Selon Erick Kempka, ex-chauffeur de Hitler, Bormann aurait été tué par un obus russe qui avait éclaté au milieu du groupe des fuyards. Selon l'obergebietsführer Arthur Axmann, chef de la Jeunesse hitlérienne, Bormann se serait suicidé en absorbant une capsule de cyanure, après avoir vainement tenté de franchir les lignes.

Il n'est pas possible, sur ces deux témoignages, de considérer la mort de Bormann comme une certitude. Le tribunal international de Nuremberg a refusé de l'admettre, a cité Bormann à comparaître, puis l'a jugé et condamné par contumace ⁸. Depuis, la présence de Bormann a été périodiquement signalée en divers endroits du globe. En 1947, on annonça sa présence en Italie du Nord, où il aurait trouvé refuge dans un monastère. Un S. S. qui avait lui-même vécu caché en Lombardie pendant plus de deux ans affirma que Bormann était mort dans ce monastère et indiqua le lieu approximatif de sa sépulture. L'enquête menée à l'époque n'a pas abouti, mais il paraît vraisemblable que Bormann ait, en effet, pu gagner l'Italie où il dut trouver asile. Puis, il aurait rejoint l'Amérique du Sud. Il serait mort d'un cancer, au Chili, après avoir séjourné en Argentine pendant plusieurs années.

Pendant que se déroulaient ces événements, Himmler avait commencé son ultime odyssée.

Ayant quitté le comte Bernadotte à Lübeck, il avait tourné en rond, comme un fauve tombé dans un piège. Et, en effet, cette portion de territoire d'heure en heure plus étroite ressemblait à un piège en train de se refermer sur quelque dangereux gibier. Il se dirigea d'abord vers Berlin, car il ne soupçonnait pas que sa trahison pût être connue, mais il était impossible d'y pénétrer. Remontant un peu au nord, il rejoignit le quartier général installé à Fürstenberg.

Le 26, il y apprit la « trahison » de Goering, son échec, et l'ordre d'arrestation lancé contre le maréchal.

Himmler se hâta de reprendre le chemin de la frontière danoise pour y rejoindre Schellenberg. Il avait chargé celui-ci d'accompagner le comte Bernadotte à Flensburg, et de suivre la marche des « négociations », en lui donnant tout pouvoir. Schellenberg effectua un rapide voyage au Danemark et rentra à Flensburg le 30... pour apprendre qu'il venait d'être révoqué de ses fonctions. Hitler avait deviné qu'il n'était pas étranger à l'initiative prise par Himmler et l'avait frappé lui aussi. L'obersturmbann-führer Wanck, chef de la section politique du S. D. et l'obersturmbannführer Skorzeny, chef de la section militaire, le remplaçaient.

Schellenberg n'était pas homme à se laisser impressionner pour si peu. Il alla rejoindre son chef, installé près de Travemünde, au nord de Lübeck. C'est là qu'au matin du 1^{er} mai leur parvint la nouvelle du suicide de Hitler et de la désignation de Dönitz.

Himmler avait vu celui-ci peu de jours avant en passant à l'état-major interarmes installé à Plön, à quelques kilomètres de Lübeck. Il décida d'aller « conférer » avec lui sur les mesures à prendre.

Schellenberg, qui avait accompagné Himmler à Plön, y prit contact avec Schwering von Krosigk, membre du gouvernement, et partit la nuit suivante pour le Danemark afin d'y poursuivre les négociations. Après un rapide retour à Plön, il gagna Stockholm où la capitulation le surprit.

Quant à Himmler, il avait suivi le nouveau gouvernement qui avait quitté Plön le 4 mai pour aller s'installer à l'École de la Marine, à Mürwick, près de Flensburg. Une cohorte affolée grouillait dans le sillage du nouveau président. Keitel, Jodl, et quantité d'autres militaires parlaient de continuer le combat en Norvège. Dönitz avait convoqué le commissaire du Reich, Terboven, et les généraux Böhme et Lindermann pour discuter des possibilités de résistance dans les pays scandinaves. Une foule de dignitaires du Parti cherchaient à s'immiscer dans le nouveau

gouvernement, incorrigibles stratèges d'antichambres incapables de comprendre leur ruine, se souciant peu d'abrèger les souffrances d'un peuple écrasé par une guerre impitoyable, alors que les bombardements continuaient à faire à chaque minute d'inutiles victimes.

C'est dans cette masse oscillant au gré des fausses nouvelles que Himmler se cacha quand la décision de capituler sans conditions fut enfin prise, le 6 mai. Ce jour-là, le Reichsführer-S. S. devenu compromettant fut exclu du nouveau gouvernement⁹. Himmler comprit qu'il était directement menacé et disparut. Le 8 mai, à minuit, les hostilités s'arrêtèrent sur tous les fronts d'Europe. Depuis le 1^{er} septembre 1939, les canons se taisaient pour la première fois.

Nul ne savait où se trouvait Himmler. Il est probable qu'il se terra dans un refuge précaire, près de Flensburg, en compagnie de quelques S. S. fidèles aussi désireux que lui de fuir le châtiment. Pendant quinze jours, il échappa à toutes les recherches entreprises par les services spéciaux alliés qui le croyaient caché dans les environs. Les troupes d'occupation de la région avaient eu communication de sa photographie. Il est probable que beaucoup d'Allemands eux-mêmes l'auraient dénoncé s'ils avaient connu son refuge.

Cette situation ne pouvait se prolonger et, vers le 20 mai, Himmler décida de tenter de gagner le sûr asile de la Bavière en compagnie d'une dizaine d'officiers S. S.

Le 21, un petit groupe d'hommes venant de Hambourg suivait la route de Bremervörde à Brême, perdu au milieu de la foule des réfugiés qui, chassés de leur pays par la guerre, tentaient de rejoindre à pied, ou à l'aide de transports hétéroclites, ce qui avait été leur toit.

C'est une région basse et marécageuse, une plaine pauvre, coupée de terres gorgées d'eau saumâtre et piquetée de bouquets de sapins rabougris. Près du « Teufels Moor » — le Marais du Diable — la foule ralentit puis s'arrêta pour attendre le passage devant le poste de contrôle britannique. Un homme se présenta à la barrière et tendit au fonctionnaire de garde un laissez-passer au nom de Heinrich Hitzinger. Il avait un bandeau noir sur l'œil gauche et portait comme la plupart des réfugiés un costume composite : un pantalon civil et une veste de simple soldat de la Wehrmacht. Son allure embarrassée, son laissez-passer tout neuf au milieu d'une foule à peu près complètement démunie de papiers, le rendait suspect. Le fonctionnaire fit un signe, deux soldats britanniques encadrèrent l'homme et le firent rentrer dans le poste, puis avisèrent le service de sécurité de la 2^e Armée dont le Q. G. se trouvait à Lünebourg. En attendant qu'une décision fût prise, le suspect fut envoyé au camp le plus proche où on le mit en cellule. Personne ne se doutait que l'homme au bandeau noir était le sinistre Himmler qui avait rasé la petite moustache qui le faisait vaguement

ressembler à son maître et mis ses lunettes dans sa poche.

Himmler, lui, savait qu'il serait rapidement identifié. Il décida alors de jouer son va-tout, et demanda à parler au commandant du camp. A peine introduit, il enleva son bandeau noir et se présenta :

— Heinrich Himmler, dit-il. Il est important que je puisse voir d'urgence le maréchal Montgomery.

Espérait-il encore jouer un rôle ou comptait-il s'évader au cours d'un éventuel voyage? Quoi qu'il en soit, cette révélation eut pour effet de le faire transférer immédiatement au Q. G. de Lünebourg où il fut remis entre les mains du service de sécurité.

A Lünebourg, on prit toutes les précautions d'usage pour un prisonnier de cette importance : un médecin l'examina, ses vêtements furent fouillés. On découvrit dans sa poche une grosse ampoule de cyanure. On lui fit revêtir un vieil uniforme britannique et on l'enferma en attendant l'arrivée du colonel Murphy, spécialement envoyé par le maréchal Montgomery pour s'occuper du prisonnier. Mais Murphy ne devait pas interroger Himmler. Dès son arrivée, il s'enquit des mesures de sécurité qui avaient été prises :

— Lui a-t-on examiné la bouche? demanda-t-il. C'est le plus souvent sous la langue ou dans une fausse dent que les nazis cachaient les capsules de cyanure. Celle que vous avez trouvée sur lui n'était peut-être qu'une diversion.

Le médecin s'apprêta à examiner Himmler à nouveau. Mais quand il lui ordonna d'ouvrir la bouche, celui-ci se contracta, ses mâchoires broyèrent quelque chose et il s'écroula,, foudroyé par le cyanure qu'il venait d'absorber ¹⁰.

Les tentatives faites pour le ranimer furent vaines. En quelques minutes le Reichsführer-S. S. termina son existence allongé sur le parquet, parmi les militaires anglais qui s'efforçaient de le faire vomir. Puis, son cadavre, photographié par les correspondants de guerre alliés, fut enterré en un lieu tenu secret.

Heinrich Müller, le bon fonctionnaire, le fidèle subordonné de Himmler à la tête de la Gestapo, paraît avoir seul échappé à la mort qui le guettait aussi. Il disparut au début de mai 1945. Plusieurs officiers allemands prisonniers de guerre en Russie affirmèrent, lors de leur rapatriement, qu'il était à Moscou. Selon Schellenberg, Müller aurait profité de l'affaire de la « Rote Kapelle » pour établir des contacts avec les agents soviétiques et se serait mis à leur service au moment de l'effondrement de l'Allemagne. De nombreux membres des services allemands tentèrent de sauver leur vie en travaillant pour les services américains, anglais, etc., et même français. Beaucoup y parvinrent. Müller, lui, aurait choisi de jouer le même jeu avec les Russes. Bien que l'acharnement dont il avait fait preuve dans la

poursuite de l'enquête de la « Rote Kapelle » rende cette explication assez difficile à accepter, elle ne peut cependant être totalement exclue. Selon les mêmes sources, Müller serait mort à Moscou en 1948.

Une information beaucoup plus récente signale que Müller se trouverait actuellement au Chili avec Bormann.

Kaltenbrunner, arrêté comme Gœring, comparut à ses côtés devant le tribunal militaire international de Nuremberg. Tous deux furent condamnés à la pendaison, le 1^{er} octobre 1946 à l'issue d'un procès qui, commencé le 20 novembre 1945, s'était poursuivi pendant quatre cent trois audiences publiques.

Kaltenbrunner fut pendu le 16 octobre, en même temps que Ribbentrop, Keitel, Rosenberg, Jodl, Franck, Frick, Seiss-Inquart, Sauckel et Streicher. Gœring avait réussi à se procurer une capsule de cyanure, par l'intermédiaire de von dem Bach-Zelewski, qui avait cependant été témoin à charge contre lui au procès. Deux heures avant l'exécution, Gœring croqua sa capsule, comme Himmler un an et demi plus tôt.

Oberg et Knochén avaient tenté de se dérober aux explications que l'on attendait d'eux.

Oberg s'était installé le 8 mai 1945 dans un village tyrolien, Kirtschberg, près de Kitzbühl, sous le faux nom de Heintze Albrecht. Sa retraite devait être de courte durée. A la fin de juillet, la police militaire américaine l'arrêta et, le 7 août, le remit à Wildbad aux autorités françaises qui le réclamaient.

Knochén fut plus habile. Caché à Göttingen, dans le sud du Hanovre, il échappa aux recherches pendant plus de sept mois. Le 14 janvier 1946, il quitta sa cachette pour se rendre en zone américaine. Ce voyage était imprudent, l'immobilité seule l'ayant jusqu'ici protégé. Le 16, arrivant à Kronach, à cinquante kilomètres au nord de Bayreuth, il fut arrêté par la police militaire américaine. Après un séjour dans divers camps, et notamment à Dachau, il fut remis aux autorités françaises, après avoir témoigné à Nuremberg dans les affaires Kaltenbrunner et Ribbentrop. Il arriva à Paris le 9 novembre 1946.

Oberg et Knochén comparurent devant le tribunal militaire de Paris, siégeant à la prison du Cherche-Midi, le 22 février 1954, après une instruction difficile, au cours de laquelle Oberg avait dû répondre à trois cent quatre-vingt-six interrogatoires. Plus de quatre-vingt-dix kilos de documents avaient été réunis et l'acte d'accusation ne comportait pas moins de deux cent cinquante pages. Mais le procès, déjà repoussé à plusieurs reprises, dut être ajourné de nouveau, et c'est seulement le 9 octobre 1954, à l'issue du second procès ouvert devant le même tribunal le 20 septembre, qu'Oberg et Knochén furent tous les deux condamnés à mort.

L'ex-ambassadeur Abetz avait été condamné à vingt ans de travaux forcés en 1949, mais il avait bénéficié d'une mesure de grâce et avait été libéré en 1954 [11](#)...

Forts de ce précédent, c'est avec le sourire que les deux hommes écoutèrent le verdict. Ainsi que l'écrivait le *Parisien libéré* au lendemain du jugement, « cette condamnation risque fort de n'être qu'une satisfaction morale donnée aux fusillés et aux déportés des années noires où la police allemande régnait en France ».

Cette grâce, prévue dès le premier jour, se fit attendre jusqu'au 10 avril 1958, date à laquelle un décret présidentiel commua la peine de mort en celle des travaux forcés à perpétuité. Cette peine fut une nouvelle fois abaissée par un décret du 31 décembre 1959 et ramenée à vingt ans de travaux forcés à compter de la date du jugement.

Oberg et Knochen devaient donc être libérés le 8 octobre 1974, mais, pour des raisons inconnues, le gouvernement français décida de les relâcher beaucoup plus tôt. Tous deux furent discrètement transférés à la prison de Mulhouse et, le 28 novembre 1962, bénéficiant d'une dernière mesure de grâce, ils furent remis aux autorités allemandes.

Knochen rejoignit sa famille dans le Schleswig-Holstein. Quant à Oberg, il put également rejoindre les siens près de Hambourg, mais il reste sous le coup de poursuites judiciaires diligentées contre lui pour la purge Rœhm.

En effet, en juin 1934, Oberg était l'un des adjoints de Heydrich au service central du S. D., à Berlin, avec le grade de S. S.-Sturmannführer (commandant), service qui joua un rôle considérable dans la préparation de la « purge ».

Ces poursuites ne paraissent pas pouvoir inquiéter sérieusement Oberg. En mai 1957, la cour d'Assises de Munich a jugé deux des exécutants du massacre, l'ex-général S. S. Sepp Dietrich et l'ex-commandant S. S. du camp de Dachau, Michael Lippert, ce dernier accusé d'avoir participé avec Eicke à l'assassinat de Rœhm lui-même dans sa cellule, et leur a infligé à tous deux une condamnation de dix-huit mois de prison seulement.

Adolf Eichmann, responsable direct de la mort de millions d'innocents, résista plus longtemps. Ayant réussi à gagner l'Amérique du Sud en 1952, il vagabonda pendant trois ans en Argentine, au Brésil, au Paraguay, en Bolivie, puis se fixa à Buenos Aires en 1955. Rejoint par sa femme et ses deux fils, il travaillait à l'usine d'automobiles « Mercedes-Benz » dans la banlieue de Buenos Aires. Il était parvenu à se fabriquer un faux état civil sous le nom de Ricardo Klement. Cette apparence de petit employé tranquille ne parvint pas à le sauver : le 13 mai 1960, un groupe d'agents secrets israéliens l'enleva dans la rue alors qu'il rentrait de son travail. Transporté clandestinement en Israël, Eichmann fut jugé à Jérusalem au

cours d'un procès public qui, ouvert le 11 avril 1961, se termina le 15 décembre par sa condamnation à mort.

Eichmann a été pendu le 1^{er} juin 1962 à la prison de Ramleh. Son corps fut incinéré et ses cendres dispersées en haute mer dans la nuit même.

Avec lui disparaissait l'un des derniers chefs encore vivants de la Gestapo.

Ainsi, la plupart des protagonistes du drame que fut l'histoire de la Gestapo, eurent une fin conforme à leur vie. C'est là le seul aspect moral de leurs sinistres existences, reflet de cette époque « de boue pétrie de sang ».

L'édifice compliqué de la Gestapo, pivot du nazisme, ne disparut qu'avec lui. Ses chefs-d'œuvre de technique, ses fichiers géants qui « couvraient » l'Europe, ses archives qui renfermaient les secrets les plus intimes de millions d'hommes, s'étaient volatilisés dans les flammes des incendies allumés par les « tapis de bombes » déversés sur les villes allemandes, ou s'étaient effeuillés au hasard des routes boueuses, glissant des camions éventrés sous les roues des convois de troupes ou de réfugiés qui tournaient en rond dans un pays assiégé de toutes parts. Ce qui demeurerait intact allait tomber dans les mains des vainqueurs et constituer les charges les plus accablantes contre ceux-là mêmes qui avaient mis tout leur soin à les constituer.

Le cauchemar était fini, et cependant une immense lassitude demeurait, un goût de cendre et de larmes se mêlait à celui de la liberté retrouvée. Cet édifice prodigieux laissait dans les mémoires le souvenir d'un instrument de terreur, ayant accumulé la plus incroyable somme de souffrances, de larmes et de deuil. Et aussi de honte. Car la Gestapo qui nous a montré l'homme comme en un miroir déformant nous a obligés à constater que cet homme terrifiant peut exister.

Les crimes du nazisme ne sont pas ceux d'un peuple. La cruauté, le goût de la violence, la religion de la force, le racisme féroce, ne sont l'apanage ni d'une époque ni d'une nation. Ils sont de tous les temps et de tous les pays. Ils ont des bases biologiques et psychologiques qui, pour nous échapper encore, n'en sont pas moins certaines. L'être humain est un fauve dangereux. En période normale, ses instincts mauvais demeurent à l'arrière-plan, jugulés par les conventions, les habitudes, les lois, les critères d'une civilisation. Mais, que vienne un régime qui non seulement libère ses impulsions terribles, mais en fasse des vertus, alors du fond des temps le mufler de la bête réapparaît sous le masque fragile du civilisé, déchire cette mince écorce et pousse le hurlement de mort des temps oubliés.

Ce que le nazisme, incarné en quelque sorte dans la Gestapo, a tenté de réaliser, et qu'il a failli réussir, c'est la destruction de l'homme, tel que nous le connaissons, tel que des millénaires l'ont façonné. Le monde nazi, c'est l'empire de la force totale, sans aucune retenue, c'est un monde composé de maîtres et d'esclaves, et où la douceur, la bonté, la pitié, le respect du droit, le goût de la liberté, ne sont plus vertus mais crimes inexpiables. C'est un monde où l'on ne peut qu'obéir en rampant, tuer sur commande et mourir soi-même en silence si l'on ne sait pas hurler avec les loups. C'est un monde où l'on extermine par plaisir et où l'on traite les assassins en héros. Cela semble déjà loin, comme un cauchemar que l'on voudrait oublier. Et pourtant, la pâte empoisonnée est toujours prête à lever. Les hommes n'ont pas le droit d'oublier si vite, ils n'ont pas le droit d'oublier. Jamais.

L'aventure qui a ravagé l'Allemagne, qui a laissé ce malheureux pays disloqué, brisé, et l'a marqué d'opprobre, aurait pu survenir à n'importe quelle nation. Si l'on soumet un peuple à un régime alterné de propagande obsédante, de terreur, de militarisation totale, de délation, de surveillance, si l'on inculque à une jeunesse les principes délirants du nazisme, si l'on glorifie les criminels, si l'on prive un peuple de toute morale et qu'on le persuade qu'il constitue le peuple élu, la race des seigneurs, le résultat final ne peut être différent. Quel peuple aurait résisté, quel peuple résisterait demain à un pareil régime?

Car le problème reste et restera toujours entier.

Déjà l'exemple allemand s'estompe. Déjà, aux quatre coins du monde, les survivants et les nostalgiques du nazisme jettent de nouveau au vent les graines mortelles. Si les hommes manquent de mémoire, si des circonstances favorables, des temps troublés ou l'absence de remparts solides venaient à le permettre, la marée sanglante pourrait déferler de nouveau.

Alors, quelles seraient les prochaines victimes?

1 Canaris fut exécuté au camp de Flossenbürg en avril 1945.

2 L'affiche apposée à la mairie de Saint-Dié expliquait les raisons de cette évacuation en un français hésitant : « C est l'intention de la Wehrmacht d'éloigner la population selon possibilités données de la zone de combat pour épargner des victimes et des souffrances. »

3 Filliol a laissé un sinistre souvenir dans la région de Limoges où il opéra sous le nom de « Denis ».

4 Hitler quitta Rastenburg et installa son quartier général à Berlin à la fin du mois de novembre 1944.

5 Pour le placer au-dessus des nombreux maréchaux qu'il avait nommés, Hitler avait créé spécialement pour Goering le titre de « maréchal du Grand Reich allemand ».

6 Selon Schellenberg lui-même, dès le mois d'août 1942, mais il se vante constamment de sa perspicacité.

7 M. Musy était alors âgé de plus de soixante-dix ans.

8 Bormann était le seul accusé absent. Il a été condamné à mort.

9 Le « gouvernement » Doenitz maintint un semblant d'existence jusqu'au 23 mai, date à laquelle tous ses membres furent arrêtés. Doenitz a comparu devant le tribunal de Nuremberg et a été condamné à dix ans d'emprisonnement.

10 Les chefs nazis portaient une capsule de cyanure, parfaitement étanche, dissimulée dans la bouche. Il fallait la broyer pour que le poison agisse. Si elle était avalée accidentellement, la capsule résistait aux acides de la digestion et ne produisait aucun effet.

11 Otto Abetz et sa femme se sont tués le 5 mai 1958 dans un accident d'automobile sur l'autostrade Cologne-Ruhr. Abetz était alors journaliste à l'hebdomadaire *Fortschritt*.

Documents annexes.

STRUCTURE INTERNE DU R. S. H. A.

Dès sa création, le R. S. H. A. fut divisé en 7 Ämter ¹.

AMT I ² : *Service du personnel pour l'ensemble du R. S. H. A.* Chefs successifs: D^r Best de la création à juillet 1940³, Streckenbach de juillet 1940 au début 1943, Schulz du début 1943 à novembre 1943, Ehrlinger de novembre 1943 à la capitulation.

AMT II : *Questions administratives et économiques.* Se divisait en quatre groupes :

II A : Locaux, entretien, soldes, questions comptables.

II B : Questions économiques, rapports avec le ministère de la Justice, détenus (à l'exception des prisons et des camps), transport des détenus.

II C : Administration matérielle des services actifs SIPO-SD.

II D : Groupe technique (en particulier service auto). Chefs successifs : D^r Best de la création à juillet 1940, Nockemann, Siebert, Spacil.

AMT III : *SD, Intérieur*⁴, *organisme du Parti.* Service actif de renseignements divisé en cinq groupes. Son service central comptait 300 à 400 agents.

III A : Questions relatives au droit et à la structure du Reich (le sous-groupe III A 4 établissait des rapports réguliers sur l'opinion générale et l'attitude de la population).

III B : Problèmes relatifs à la « communauté ethnique du Reich ». Minorités ethniques, race, santé publique.

III c : Questions culturelles, science, éducation, arts, presse. Renseignements dans les milieux religieux ⁵.

III D : Questions économiques, surveillance de l'industrie et des industriels, ravitaillement, main-d'œuvre, commerce, etc Grupp G : manipulait les « agents honoraires » — espionnage de la « Haute Société ».

Chefs : S. S. Gruppenführer Otto Ohlendorf du début à la fin ⁶.

AMT IV: *Gestapo. Organisme de l'État*. Service actif détenant le pouvoir exécutif (droit d'arrestation) en matière politique. Son service central employait 1 500 agents.

Attributions : Recherche des adversaires du régime et répression. Comportait six groupes:

IV A : Adversaires du nazisme : marxistes, communistes, réactionnaires, libéraux. Contre-sabotage et mesures de sécurité générale. Le groupe IV A comporta jusqu'à six sous-groupes.

IV B : Activité politique des Églises catholique et protestante, sectes religieuses, juifs, francs-maçons. Était divisé en cinq sous-groupes. Le sous-groupe IV B 4, chargé de la « solution finale » du problème juif, était dirigé par Adolf Eichmann.

IV C : Internements de protection, détentions préventives. Presse. Affaires du Parti. Constitution des dossiers. Fichage.

IV D : Territoires occupés par l'Allemagne. Travailleurs étrangers en Allemagne.

Le sous-groupe IV D 4 était chargé des territoires de l'Ouest : Hollande, Belgique, France. Son chef, Karl Heinz Hoffmann ⁷, rédigea l'ordre « Nacht und Nebel » — Nuit et Brouillard —, qui fit disparaître des milliers de déportés.

IV E : Contre-Espionnage (C.-E.). Six sous-groupes : IV E 1 : Problèmes généraux du C.-E. C.-E. dans les usines du Reich. IV E 2 : Problèmes économiques généraux. IV E 3 : Pays de l'Ouest. IV E 4 : Pays nordiques. IV E 5 : Pays de l'Est. IV E 6 : Pays du Sud.

IV F : Police des frontières. Passeports. Cartes d'identité. Police des étrangers.

A partir de 1941, le chef de l'AMT IV disposa d'un groupe supplémentaire, indépendant, le Référat N qui supervisait la centralisation des renseignements ⁸. Chef : Heinrich Müller, du début à la fin.

AMT V : *Kripo. Organisme de l'État*. Service actif détenant le pouvoir exécutif en matière criminelle. Son service central employait 1 200 agents. Divisé en quatre groupes :

v A : Police ciriminelle et mesures préventives.

v B : Police criminelle répressive. Crimes et délits.

v c : Identification et recherches.

v D : Institut technique criminel de la SIPO (Gestapo + Kripo).

Chefs successifs : Arthur Nebe, jusqu'au 20 juillet 1944⁹, Panzinger, de cette date à la fin.

AMT VI : *S. D.-extérieur* ¹⁰. Organisme du Parti. Renseignements à l'étranger. Son service central employa de 300 à 500 agents selon les époques. Divisé en six groupes, puis en huit au cours des années suivantes.

VI A : Organisation générale du Service de Renseignements. Contrôle du travail des sections S. D. ¹¹.

VI B : Direction du Travail d'Espionnage en Europe occidentale. Trois sous-groupes :

VI B 1 : France,

VI B 2 : Espagne et Portugal,

VI B 3 : Afrique du Nord.

VI c : Espionnage dans la zone d'influence russe. Comportait un sous-groupe VI c 13 : section arabe, et le « Sonderreferat » VI cz (section spéciale) chargé des sabotages en U. R. S. S.

VI D : Espionnage dans la zone d'influence américaine.

VI E : Espionnage en Europe orientale.

VI F¹² : Moyens techniques nécessaires à l'ensemble de l'AMT VI.

L'AMT VI utilisait un grand nombre de sociétés à l'étranger et manipulait plusieurs milliers d'agents. L'un des plus célèbres fut Eliaza Bazna, dit Cicéron », manipulé à Ankara par le S. S. Sturnbanzhührer Moyzisch, placé à Ankara par Schellenberg.

Chefs successifs : Heinz Jost jusqu'au début de 1941 ¹³, Walter Schellenberg de cette date à la fin ¹⁴. Schellenberg créa en 1942 le groupe VI G, chargé d'exploiter toutes les informations scientifiques, et le groupe S, chargé de la préparation et de l'exécution du « sabotage matériel, moral et politique », qui fut placé sous le commandement d'Otto Skorzeny.

AMT VII¹⁵ : *Documentation écrite*. Recherches idéologiques chez les adversaires du régime : franc-maçonnerie, judaïsme, Églises, libéraux, marxistes. Organisme du Parti, composé de membres du S. D. Trois groupes :

VII A : Recherche et centralisation de la documentation.

VII B : Exploitation de la documentation. Établissement de synthèses. Notes biographiques. Commentaires écrits, etc.

VII C : Centralisation des archives. Perfectionnement des méthodes de classement, de l'exploitation et du fichage. Entretien du musée, bibliothèque, photothèque, pour l'ensemble du R. S. H. A.

1 AMT (pluriel Ämter) - office, Bureau, Service.

2 Les Amter I et II étaient les services administratifs de l'ensemble R. S. H. A.

3 Le D^r Best occupa après cette date d'importantes fonctions à Paris, à la Direction de l'Administration militaire.

4 Moins la partie dite S. D. I. (Recherche des adversaires). Absorbée par la Gestapo à la création du RSHA. C'est l'AMT III qui dirigeait l'immense réseau d'indicateurs opérant en Allemagne.

5 Une partie du personnel de III c fut versé à la Gestapo le 12 mai 1941 au moment le plus aigu de la lutte contre les Églises.

6 Ohlendorf commanda également un Einsatzgruppe dans l'Est. Voir 5^e partie, ch. 2.

7 Ancien conseiller politique de la Gestapo à Dusseldorf. Plus tard chef de la SIPO en Hollande, puis chef adjoint de la Gestapo au Danemark.

8 Au cours de ses cinq ans et demi d'existence, l'AMT IV subit de nombreuses transformations internes mais son organisation et ses attributions restèrent les mêmes.

9 Arthur Nebe fut pendu après le complot du 20 Juillet. Il avait aussi com. mandé un Einsatzgruppe à l'Est.

10 Concurrençait l'Abwehr, organe militaire.

11 Cette attribution lui fut retirée en 1941.

12 Le chef de VI F était Naujocks, auteur de la fausse attaque de Gleiwitz, qui fit également fabriquer de la fausse monnaie dans les ateliers spéciaux du sous-groupe VI w 1.

13 Révoqué et envoyé sur le front de l'Est comme simple soldat.

14 Précédemment chef du groupe A. N'avait que trente-deux ans quand Il devint chef de l'AMT VI. Himmler l'appelait son « benjamin

15 Les Ämter I, II et VII ne comportaient qu'un service central et n'avaient pas de sections extérieures.

Second accord Oberg-Bousquet.

OBJET. — Travail en commun des polices allemande et française dans les territoires nouvellement occupés.

A une réunion commune (du 16 avril 1943) du chef de la police de sûreté (SIPO-S. D.) — commandement, et des préfets régionaux des territoires nouvellement occupés, j'ai fait connaître les règles suivantes après accord du secrétaire général de la police française, *Bousquet*, pour le travail en commun des polices allemande et française dans les territoires nouvellement occupés.

- 1 Les polices allemande et française sont averties que leur tâche commune est de maintenir le calme et l'ordre d'une façon toujours efficace, sur le domaine d'opération de l'armée allemande dans les territoires nouvellement occupés; de combattre préventivement et préserver avec tous les moyens dont elles disposent la sûreté de l'armée allemande et les intérêts du Reich allemand, aussi bien que la collaboration pacifique du peuple français, contre les attaques des communistes, des terroristes, des agents de l'ennemi et des saboteurs ainsi que de ceux qui les poussent : Juifs, Bolcheviques et Anglo-Américains. A ce sujet, elles collaboreront très étroitement et d'une façon continue. La police française dans ce domaine mènera le combat contre ces adversaires sous sa propre responsabilité et en même temps aidera les services du Höhere S. S. und Polizeiführer, en leur transmettant immédiatement toutes informations utiles et en les assistant dans tous les autres cas. Les services de police allemands informeront de leur côté les services de la police française des indications qui leur seraient parvenues et qui pourraient avoir de l'importance pour prendre des mesures policières.
- 2 Le Höhere S. S. und Polizeiführer avertira auparavant et autant que possible le secrétaire général de la police française de toutes les mesures de principe de la police allemande qui toucheraient au travail commun.
- 3 Toutes les mesures communes de police qui seraient nécessaires dans l'intérêt de la sécurité des troupes allemandes devront en principe être ordonnées et exécutées par les autorités françaises

locales sous leur propre responsabilité. Le Höhere S. S. und Polizeiführer transmettra au secrétaire général de la police française les désirs allemands correspondants.

4 Les services de la police de sûreté et du S. D. et les services de la police d'ordre collaboreront avec les préfets régionaux et les services de la police française pour l'exécution de toutes les mesures de police. Le Höhere S. S. und Polizeiführer et le secrétaire général de la police française — chacun pour leur part — donneront les instructions nécessaires.

5 La police allemande ne conduira ses propres opérations exécutives que dans le cas où ce sera nécessaire dans l'accomplissement de sa tâche : la sécurité de l'armée allemande et ses arrangements. Pour le reste, les mesures exécutives seront laissées en principe à la police française.

Les ressortissants français qui seront arrêtés par la police française en raison d'un délit de droit commun ou politique seront déférés devant les tribunaux français et jugés d'après les lois françaises.

Une exception à cette règle existera pour chacune des personnes quelle qu'en soit sa nationalité qui se sera rendue coupable d'un attentat contre des ressortissants de l'armée allemande ou d'un acte de sabotage contre les installations militaires allemandes, de préparatifs ou de tentatives dans ce but. Dans ces cas, les personnes arrêtées seront remises par la police française.

Dans des cas particuliers, un arrangement sera conclu entre le Höhere S. S. und Polizeiführer et le secrétaire général de la police française. Les personnes arrêtées resteront aux mains de la police française, mais pourront être entendues par la police allemande qui pourra avoir connaissance des dossiers auprès des intendants de police.

Les interrogatoires auront lieu dans les locaux français en présence d'un représentant de la police française.

Dans ces circonstances, la demande devra être adressée, soit par le Höhere S. S. und Polizeiführer au secrétaire général de la police française, soit par le Kommandeur compétent à l'intendant régional de police.

6. Il est fermement entendu que les services du Höhere S. S. und Polizeiführer n'obligeront pas les services de police française à désigner des otages et, en aucun cas, les personnes arrêtées par la police française ne seront prises par les autorités allemandes comme otages dans des mesures de représailles.

7. Le Höhere S. S. und Polizeiführer convaincu que seules une police et une gendarmerie bien équipées et capables sont en état d'assurer la mission

commune s'emploiera à accélérer la réorganisation, le rééquipement et le réarmement de la police et de la gendarmerie françaises.

Il examinera d'une façon bienveillante les projets qui lui seront soumis par le secrétaire général de la police française.

Ces règles s'appuient dans le fond continuellement sur les grandes lignes fixées le 29 juillet 1942 pour la collaboration entre les polices allemande et française dans les territoires anciennement occupés. Elles assurent à la police allemande, par la reconnaissance du principe de la souveraineté du gouvernement français dans les territoires nouvellement occupés, les possibilités d'exécution qui lui incombent dans son domaine propre. A cet effet, le règlement des cas particuliers interviendra autant que nécessaire par des accords particuliers avec le secrétaire général de la police française.

Signé : OBERG,

Gruppenführer und general leutnant der Polizei.

A l'ambassade allemande de Paris.

Bibliographie.

Publications des gouvernements alliés ou neutres.

ALEXANDER, Commandant Léo, *Neuropathologie dans l'Allemagne en guerre*, publication du gouvernement américain.

BAYLE, Dr François, *Croix gammée contre caducée*, Imprimerie nationale, Neustadt-Palatinat, 1951.

Le National-Socialisme, ses principes fondamentaux et leur application pour l'organisation à l'étranger du parti nazi et l'emploi des Allemands à l'étranger dans des buts nazis. Publication du gouvernement américain.

Procès des grands criminels de guerre, devant le tribunal militaire international de Nuremberg, Imprimerie nationale, édité à Nuremberg, 1949, 42 volumes.

Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'activité antidémocratique exercée par des Suisses et des étrangers en relation avec la période de guerre de 1939-1945. Publication du gouvernement suisse, 28 décembre 1945.

Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur les poursuites engagées contre des Suisses nationaux-socialistes pour atteinte à l'indépendance de la Confédération. Publication du gouvernement suisse, 30 novembre 1948.

Publications du N. S. D. A. P. et publications officielles allemandes. Les publications du N. S. D. A. P. étaient, en principe, éditées par « Zentraiverlag der N. S. D. A. P. » à Munich.

ALQUEN, Günther d', historiographe officiel des S. S., *Die S. S.*, publication du N. S. D. A. P., Munich, 1939.

Das Nationalsozialistische Jahrbuch (Annuaire du N. S. D. A. P.), publication du N. S. D. A. P. Il existe plusieurs éditions successives.

Das Schwartzte Korps, organe officiel des S. S., publié sous la direction de Günther d'ALQUEN.

-Das Organisationsbuch der N. S. D. A. P. (Livre d'Organisation),

publication du N. S. D. A. P. Il existe plusieurs éditions successives.

Der Hoheitsträger, revue du corps des chefs.

GEBBELS, *Der Nazi-Sozi*, publication du N. S. D. A. P., Munich, 1932.

Der S. A. Führer, feuille éditée par la direction suprême S. A.

Der S. A. Mann, hebdomadaire des S. A., interdit en 1939.

Deutsches Führerlexikon, publication du N. S. D. A. P.

Fernsprechverzeichnis der Deutschen Dienststellen in Gross-Paris (Annuaire téléphonique des services allemands à Paris), 10^e édition, Paris, octobre 1942, avec mises à jour périodiques.

GERING Hermann, *Reden und Aufsätze* (Discours et essais), publication du N. S. D. A. P., Munich, 1938.

HIMMLER Heinrich, *Die S. S. als Anti-Bolchewismus Kampfgorganisation*, publication du N. S. D. A. P., 1936.

HITLER Adolf, *Mein Kampf*, publication du N. S. D. A. P., Munich, 1934. La traduction française intégrale et la plus exacte est celle publiée en 1939 par la « Librairie Critique », Paris.

HITLER Adolf, *Adolf Hitlers Reden* (Discours de Hitler), publication du N. S. D. A. P., Munich, 1934.

LEY Robert, *Der Weg zu Ordensburg*, publication du N. S. D. A. P.

LINGG, Dr, *L'Administration du Parti national-socialiste des travailleurs allemands*, 1940.

LUTZE Victor (dernier chef d'état-major de la S. A.), *L'Organisation et les buts des S. A.*

SCHAFER, Sturmbannführer, *Le Camp de concentration d'Orianenburg.*

Verordnungsblatt, feuille officielle des ordonnances de la direction suprême S. A.

Völkischer Beobachter, journal quotidien du N. S. D. A. P.

VOLZ Hans, *Dates de l'histoire du N. S. D. A. P.*

Autres publications.

ALEXANDER L., *Structure socio-psychologique du S. S.*, rapport psychiatrique des procès de Nuremberg (archives of Neurology and Psychiatry, mai 1948).

ABETZ Otto, *Histoire d'une politique franco-allemande*, Stock, Paris.

ANTHELME Robert, *L'Espèce humaine*, Robert Morin, Paris, 1947.

ARNOLDSON H., *Aux portes de l'Enfer*, Je sers, Paris, 1947.

ARON Robert et ELGEY Georgette, *Histoire de Vichy*, Fayard, Paris, 1954.

BAYLE, Dr F., *Psychologie et Éthique du national-socialisme*, P. U. F., Paris, 1953.

BERNADOTTE, Comte FOLKE, *Slutet* (La Fin).

Bilanz des Zweiten Weltkrieges, ouvrage collectif publié en 1953.

BILLIG Joseph, *Le Commissariat aux questions juives*, Éditions du Centre, Paris, 1955-1957.

BOLDT Gerhard, *Die Letzten Tage der Reichskanzlei*, traduction française : *Les Derniers Jours de Hitler*, Corrêa, Paris, 1949.

BUTLER Ewan et YOUNG Gordon, *Goering tel qu'il fut*, Fayard, Paris.

CARO K. et GEHME W., *Schleichers Aufstieg*, Rowohlt-Verlag, Berlin, 1933.

CASTELLAN Georges, *Le Réarmement clandestin du Reich*, Plon, Paris.

CRAIG Gordon A., *The politics of the Prussian Army 1940-1945*, New York, 1955.

CROUZET N., *Quelques idées sur les camps de concentration allemands* (Archives de médecine générale et coloniale, mai-juin 1946).

DALUCES Jean (semble être un pseudonyme), *Le Troisième Reich*, André Martel, Paris, 1950.

DANSETTE Adrien, *Histoire de la Libération de Paris*, Fayard, Paris, 1946.

DESOILLE H., *L'Assassinat systématique des prisonniers malades par les médecins nazis* (La Presse médicale, mai-octobre 1945).

DESOILLE H., *En marge de la psychologie du bagne : Le bagne nazi* (Archives de médecine sociale, octobre 1946).

DESOILLE et LAFFITE, *Psychologie criminelle des hitlériens* (Annales de médecine légale, juin-juillet 1947).

De Weimar au Chaos, Journal politique d'un général de la Reichswehr

(*Nouvelle Revue critique*, Paris, 1935).

DIEHLS Rudolph, *Lucifer Ante Portas*, Zurich, 1950.

DOCUMENTS, *Revue des questions allemandes*, Paris.

Documents *sur l'histoire de la révolte de juillet 1934*, d'après les sources officielles, Vienne, 1934.

DON ZIMMET-GAZEL, Dr Paulette, *Les Conditions d'existence et l'état sanitaire dans les camps de concentration de femmes déportées en Allemagne*, Imprimerie franco-suisse, Annemasse, 1947.

DUBOST Charles, *Le Procès de Nuremberg*, Paris, 1947.

DZELEPY E. N., *Le Vrai Combat de Hitler*, Lucien Vogel, Paris, 1936.

FAURE Edgar, *La Condition humaine sous la domination nazie*, Paris, 1946.

FRANÇOIS Jean, *L'Affaire Rœhm-Hitler*, Gallimard, Paris, 1939.

FRANÇOIS-PONCET André, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin*, Flammarion, Paris, 1946.

GILES O. C., *La Gestapo*, Études internationales, Collection Oxford, S. L. N. D.

GISEVIUS Hans Bernd, *Bis zum bitteren Ende*, traduction française : *Jusqu'à la lie...*, Calmann-Lévy, Paris, S. D.

GËBBELS, *Journal*, Cheval ailé, Paris, 1949.

GÖRLITZ Walter et QUINT Herbert, *Adolf Hitler*, traduction française, Amiot-Dumont, Paris, 1953.

GREINER Helmuth, *Die Oberste Wehrmachtfuehrung 1939-1945*, Wiesbaden, 1951.

GREINER Joseph, *Das Ende des Hitler-Mythos* (La Fin du mythe hitlérien), Vienne, 1947.

GRIMM, *Denkschrift über die in Paris in Juni-Juli 1940 von der Deutschen Geheime Feldpolizei in der Grünschan (Sache bechlagnahmen Akten)*.

GRITZBACH Erich, *Hermann Gœring, l'homme et son œuvre*.

GUERBER André, *Himmler et ses crimes*, Paris, 1946.

GUMBEL E. I., *Vier Jahre politischer Mordë* (*Quatre Ans d'assassinats politiques*), Berlin, 1922.

GUMBEL E. I., *Verschwörer* (*Conjurés*), Berlin, 1924.

HAGEN Walter (pseudonyme de HÖTTL Wilhelm, ancien membre du S.

D.), *Unternehmen Bernhard*, traduction française : *J'étais le faussaire de Hitler*, Del Duca, Paris, 1956.

HALDER, Général Franz, *Hitler als Feldherr*, traduction française (condensée) : *Hitler, seigneur de la guerre*, Payot, Paris, 1950.

HAUSSER (S. S.-oberstgruppenführer Paul, *Waffen-S. S. in Einsatz*, Plesse Verlag, Göttingen, 1953.

HEIDEN Conrad, *Histoire du national-socialisme allemand*, Stock, Paris.

HEIDEN Conrad, *Adolf Hitler, une biographie*, Grasset, Paris, 1937.

HEIDEN Conrad, *Les Vêpres hitlériennes*, Sorlot, Paris, 1939.

HITLER und KAHR, Extraits des Actes de la Commission d'Enquête du Landtag de Bavière, Munich, 1928.

HOSSBACH F., *Zwischen Wehrmacht und Hitler*, traduction française : *Entre la Wehrmacht et Hitler*, Payot, Paris, 1951.

JOUVENEL, Bertrand de, *La Décomposition de l'Europe libérale*, Plon, Paris, 1941.

JUNGER Ernst, *Journal*, Julliard, Paris, 2 volumes : 1951, 1953.

KOGON Eugen, *Der S. S. Staat und das System der deutschen Konzentrationslager*, traduction française : *L'Enfer organisé*, La Jeune Parque, Paris, 1947.

LACOUR-GAYET Michel, *Un député comme les autres*, S. D. I. D., Paris, 1946.

Livre Blanc austro-allemand sur les assassinats du 30 juin et du 25 juillet 1934 (*Nouvelle Revue critique*, Paris 1935).

Livre Brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne, Éditions du Carrefour, Paris, 1933.

Le Livre Noir, *La Situation des Juifs en Allemagne*, Comité des Délégations juives, Paris, 1934.

LUBETZKI J., *La Condition des Juifs en France sous l'occupation allemande. La Législation raciale*, Éditions du Centre, Paris, 1954.

LOUDENDORFF Margaritte, *Als ich Ludendorffs Frau War (Quand j'étais la femme de Ludendorff)*, Munich, 1929.

LUTZ E. H. G., *Die Goldenen Hände*, traduction française : *Les Mains d'Or*, Plon, Paris, 1954.

MANN Thomas, *Appel aux Allemands*, Martin Flinter, Paris, 1948.

MANN Thomas, *Lettre adressée le 19 décembre 1936 au doyen de la*

Faculté de philosophie de l'Université de Bonn, Éditions de France, Paris, 1943.

MAZOR M., *Le Phénomène nazi*, Éditions du Centre, Paris, 1957.

MICHELET Edmond, *Rue de la Liberté (Dachau)*, Éditions du Seuil, Paris, 1955.

MORNET, procureur général, *Quatre Ans à rayer de notre Histoire*, Self, Paris, 1949.

MUNZEBERG Willy, *Propaganda als Waffe*, Paris, 1937.

Naziführer sehen Dich an 33, Éditions du Carrefour, Paris, 1935, publié par les émigrés antinazis.

NEUMANN Franz, *Behemoth, the structure and practice of national socialism*, Gollancz, London, 1942.

NOTH Ernst, Erich, *La Tragédie de la jeunesse allemande*, Grasset, Paris, 1934.

RAUSCHNING Hermann, *Hitler m'a dit*, Coopération, Paris, 1939.

REGLER Gustav, *Das Ohr des Malchus*, traduction française : *Le Glaive et le Fourreau*, Pion, Paris, 1960.

REINHARD, OBERST. A. D., *1918-1919. Die Wehen der Republik*, Brunnenverlag, Berlin.

REITLINGER Gérald, *The S. S.-alibi of a nation 1922-1945*, Heinemann, Londres.

RICHET Charles, Jacqueline et Olivier, *Trois Bagnes Ferenczi*, Paris, 1945.

RICHET Charles et MANS Antonin, *Pathologie de la déportation*, Pion, Paris, 1956.

RITTER Gerhard, *Carl Gerdeler und die Deutsche Widerstandsbewegung*, traduction française : *Échec au dictateur*, Pion, Paris, 1956.

RÖPKE, *La Question allemande*.

ROUSSET David, *Le Pitre ne rit pas*, Éditions du Pavois, Paris, 1948.

ROUSSET David, *L'Univers concentrationnaire*, Éditions du Pavois, Paris, 1946.

ROUSSET, Dr Jean, *Chez les Barbares*, Le Crocodile, Lyon, 1947.

ROVAN Joseph, *Le Catholicisme politique en Allemagne*, Éditions du Seuil, Paris, 1956.

RUSSELL, Lord Russell of Liverpool, *The Scourge of the Swastika*, London, 1954.

SALAN, *Prisons de France et Bagnes allemands, L'Ouvrière*, Nîmes, 1946.

SCHELLENBERG Walter, *Der Labyrinth*, traduction française : *Le Chef du contre-espionnage nazi parle*, Julliard, Paris, 1957.

SHIRER William, *Le Troisième Reich*, Éditions Stock, Paris, 1961¹.

SCHLABRENDORFF, Fabian von, *Offiziere gegen Hitler*, Zurich, 1946.

SCHMIDT-PAULI, *Hitlers Kampf um die Macht*, Georg Sticke, Berlin, 1934.

SCHOLL Inge , *Die Weisse Rose*, traduction française : *La Rose blanche*, Éditions de Minuit, Paris, 1955.

SCHRAMM, Wilhelm von, *Der 20 July in Paris*, traduction française : *Les Généraux contre Hitler*, Hachette, Paris, 1957.

SCHUSCHNIGG, Kurt von, *Ein Requiem in Rot- Weiss-Rot*, Zurich, 1946.

SEMMLER Rudolph, *Journal du secrétaire de Gæbbels*, La Jeune Parque, Paris, 1948.

STRASSER Otto, *Die deutsche Bartholomäusnacht (La Saint Barthélemy allemande)*, Zurich, 1935.

TEITGEN Henri, *Buchenwald 1944-1945 (La Vie intellectuelle, juillet 1945.)*

TREVOR-ROPER H. R., *Les Derniers Jours de Hitler*, Calmann-Lévy, Paris.

WAITZ, *Les Instituts de médecine expérimentale S. S. dans les camps de concentration en Allemagne (Le Progrès médical, mai 1945).*

¹ J'ai jeté les bases de *l'Histoire de la Gestapo* dès 1946 en accumulant notes et documents et j'en ai commencé la rédaction en 1955. L'ouvrage était donc pratiquement achevé quand l'excellent livre de William Schirer a paru en France. Je ne l'ai pas utilisé pour ma documentation, mais il me paraîtrait injuste de ne pas citer dans cette bibliographie ce livre exceptionnel.